

ÉTUDES
SUR
L'ÉCONOMIE POLITIQUE

par
J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI

TOME PREMIER
BRUXÈLLES, 1837

PRÉFACE.

Aucun siècle, peut-être, n'a vu, autant que le nôtre, les hommes réunis en société diriger leurs pensées vers la théorie et les conditions de leur association. Au lieu de continuer à se soumettre à ce qu'ils trouvaient établi, uniquement parce qu'ils le voyaient établi, ils ont voulu connaître la raison de chaque chose. Ils ont demandé au pouvoir de produire ses titres; ils ont réclamé, au nom de la nature humaine, les jouissances, les garanties, les droits que son créateur lui avait destinés. Le travail se montrait à eux comme le nourricier de l'homme; mais ils ont voulu savoir comment les fruits de ce travail se distribuaient, et d'après quels principes se formait et s'accumulait la richesse. Ils ont soumis à leur tour leurs croyances à la même analyse; ils ont jugé leur religion d'après sa philosophie et sa moralité. Ils ont enfin consulté l'histoire, pour éclaircir par l'expérience de la race humaine les théories vers lesquelles ils s'élevaient. Ainsi ils ont cherché dans la politique leurs droit, dans la création de la richesse leurs jouissances, dans la philosophie morale leurs devoirs, dans l'histoire leur expérience. Tel est le cercle des sciences sociales qui a été parcouru pendant les soixante dernières années par la race humaine, avec un redoublement d'active curiosité. Pendant ces soixante années j'ai été à plusieurs reprises le jouet des révolutions produites par l'agitation de ces mêmes questions sociales. J'en ai souffert dans ma personne et dans ma fortune; j'ai vu de près les passions populaires, et je n'y suis pas demeuré étranger moi-même, j'ai joint toute l'étude,

toute la réflexion dont j'étais capable, à l'expérience que me donnaient, quelquefois malgré moi, les événements dont j'étais témoin; j'ai appris à connaître la vie et les moeurs, comme le langage de nations différentes, en vivant au milieu d'elles, et, n'étant revêtu d'aucun pouvoir, j'ai essayé du moins d'exercer sur elles quelque influence par mes écrits. Depuis près de quarante ans, en effet, j'ai pris part tour à tour à toutes les discussions sur les sciences sociales; tandis que, dans de longs ouvrages d'histoire, j'ai cherché à faire revivre l'expérience du passé, j'ai publié dans des recueils périodiques ou séparément plus de soixante brochures sur les questions qui me paraissaient importantes. J'y ai arboré tour à tour la politique constitutive, l'économie politique, la revendication des droits d'un peuple, d'une province ou d'une race opprimée, et enfin la philosophie morale. Ces écrits, provoqués presque toujours par la circonstance, mettaient peut-être en évidence plus d'une vérité nouvelle. Ils portaient tous au moins le caractère d'une profonde conviction.

Plusieurs de mes amis m'ont demandé souvent de rassembler ces écrits disséminés dans les Revues de divers pays, d'autant qu'il leur était impossible à eux-mêmes d'en faire la collection. J'avais, je l'avouerai, moi-même un grand désir de recueillir ces feuilles fugitives, où je croyais avoir déposé les principes d'une science nouvelle. J'avais combattu pour la vérité, pour l'humanité; il me semblait contraire à mon devoir de me retirer de ce combat, lorsque je sentais qu'aucun nouveau champion ne venait prendre ma place pour défendre ce que je croyais être les bons principes.

D'autre part, quoique dans une longue carrière j'eusse peu changé d'opinions, et qu'il me semblât reconnaître une seule doctrine dans mes nombreux petits écrits, je sentais bien aussi que mes idées s'étaient éclaircies, c'étaient complétées par l'expérience et l'étude. Je n'étais plus satisfait de mes pre-

miers travaux, et je convenais que le public avait droit d'être moins satisfait encore; qu'il me demanderait non ce que j'avais pensé autrefois, mais ce que je pensais aujourd'hui, et qu'il rejetterait comme devenu indifférent tout ce qui se rapporterait à des circonstances passées, si même il ne repoussait pas avec dédain une réimpression de feuilles fugitives, et le mélange informe du portefeuille d'un auteur.

Que faire cependant? Je suis bien avancé dans la vie pour entreprendre de construire un grand ouvrage, avec ces morceaux épars. Je l'ai tenté toutefois, mais en me proposant de ne point faire perdre entièrement aux écrits que je reproduis le caractère d'essais détachés; chacun aura peut-être son exposition, son introduction indépendante, et me fera ainsi encourir le reproche de quelque répétitions; mais cet inconvénient est racheté par un avantage. Je ne sais que trop que le moment est passé où les auteurs de livres sérieux pouvaient compter aussi sur des lecteurs sérieux, attentifs et appliqués; où ils s'attendaient avec confiance à ce que la déduction de leurs raisonnements fût suivie depuis la première jusqu'à la dernière page; je ne suis que trop averti de l'impatience avec laquelle on court sur un terrain qu'on croit connaître, et de la persuasion du lecteur qu'il lui suffit de feuilleter pour comprendre et pour juger. Je sens donc la nécessité de revenir à plusieurs reprises, et sous des formes nouvelles, sur les vérités que je crois fondamentales; car si je les réunissais toutes dans un même chapitre, si je les présentais comme les éléments de la science, j'ai lieu de croire que ce serait justement ce chapitre-là, justement ces éléments, que le lecteur se dispenserait de lire.

D'ailleurs, je suis persuadé qu'on est tombé dans de graves erreurs, pour avoir toujours voulu généraliser tout ce qui se rapporte aux sciences sociales. C'est au contraire dans les détails qu'il est essentiel d'étudier la condition humaine. Il faut

s'attacher tantôt à un temps, tantôt à un pays, tantôt à une profession, pour voir bien ce qu'est l'homme, et comment les institutions agissent sur lui. Ceux au contraire qui l'ont voulu voir isolé du monde, ou plutôt qui ont considéré abstraitement les modifications de son existence, sont toujours arrivés à des conclusions démenties par l'expérience. J'aurais donc cru affaiblir mon ouvrage si j'en avais retranché les spécialités qui contribuent le plus à le rendre pratique, et qui peut-être aussi sont le plus faites pour fixer l'attention du lecteur. D'autre part, en formant un recueil de mes essais, non dans l'ordre de leur composition, mais dans celui des idées, j'ai repris chacun d'eux séparément en sous-oeuvre; j'ai ajouté, retranché, modifié sans aucun scrupule; j'ai regardé ce livre comme encore à moi, car le public n'a pu qu'avec peine en obtenir quelque connaissance. J'ai donc renoué le file entre des idées poursuivies ou abandonnées à de longs intervalles de temps; j'ai rempli les lacunes par des essais nouveaux, presque aussi nombreux que ceux que j'ai reproduits; je me suis attaché à compléter, enfin, autant que mes forces pouvaient le permettre, l'exposition de ces sciences qui me paraissent les plus importantes de toutes pour le bonheur du genre humain.

En mettant la main à l'oeuvre, j'ai bientôt reconnu que la tâche était plus difficile et plus longue encore que je ne l'avais supposé. Aussi, comptant peu sur ce qui me reste de temps et de forces, ai-je évité, en publiant le premier volume de ces Études, d'annoncer ce que je me proposais de faire. La rédaction du second volume m'a donné un peu plus d'assurance; je suis arrivé à la moitié, ou du moins au tiers de mon travail; et si la vie ne m'est pas donnée pour le continuer jusqu'au bout, chaque volume ayant un but spécial, l'ouvrage ne devra point être considéré comme incomplet, encore qu'il soit interrompu. Chaque volume est, il est vrai, loin d'épuiser les vastes sujets

auxquels il est consacré, ou de les envisager sous toutes leurs faces. Mais aussi je n'annonce que des études sur les questions détachées que je me suis efforcé d'éclaircir; et tandis que chaque essai pourra satisfaire la curiosité du lecteur, leur ensemble, sans comprendre toute la science, signalera du moins les idées génératrices d'où elle doit découler.

Le premier volume, ou les Études sur les constitutions des peuples libres, était destiné à exposer ce qui me paraît être le vrai libéralisme par opposition à la démocratie, qui domine aujourd'hui chez les théoriciens, et à l'obscurantisme, qui domine chez les hommes pratiques. Avec les premiers, je ne reconnais de droits à la souveraineté; que dans la nation elle-même; mais c'est la souveraineté de l'intelligence que j'invoque, non celle de la force matérielle ou du nombre. C'est la souveraineté de la volonté constante aussi bien qu'éclairée; et je me suis attaché à établir comment tous devaient concourir, comment quelques uns devaient résister; comment tous les droits, tous les sentiments, devaient avoir leurs organes, pour que la raison nationale se mûrit, s'épurât, se calmât, avant de prononcer ses arrêts. J'ai en même temps considéré le genre humain, comme il est, privé presque partout de sa liberté et de ses droits. J'ai cherché à faire sentir combien il avait peu de chances d'améliorer sa condition par des révolutions, et je me suis efforcé de tracer la marche graduelle par laquelle il pouvait se flatter d'arriver à plus de lumières, plus de vertus, plus de liberté et plus de bonheur. Le second volume ainsi que le troisième sont destinés aux études sur l'économie politique. Je m'y suis attaché surtout à exposer la théorie de la distribution des richesses, tandis que l'école chrématistique ne s'occupe que de leur formation, le travail est le père de toutes les jouissances matérielles de l'homme; du travail naît la richesse; et la vraie économie politique, la règle de la cité et de la maison, doit enseigner à di-

riger le travail humain de telle sorte que tous aient part aux jouissances qu'il doit procurer, que tous soient nourris, logés, vêtus de manière à profiter des bienfaits que le Créateur a préparés pour l'homme; que tous aient assez de loisir pour conserver la santé de l'âme aussi bien que celle du corps; que tous soient appelés à prendre aussi quelque part au festin de l'intelligence; et que cependant quelques uns, plus favorisés par la fortune, trouvent dans la richesse le loisir, l'indépendance, l'émulation, qui sont nécessaires pour développer les plus hautes facultés de l'âme et de l'esprit; que quelques uns puissent s'avancer vers les arts, vers les sciences, vers les vertus qui font la gloire des sociétés humaines; que ces hommes privilégiés, ces hommes qui seront riches, pour le plus grand bien de tous, soient assez nombreux pour que leur exemple soit partout profitable; qu'ils soient comme un levain qui fait fermenter la masse, ou comme une lumière qui l'éclaire tout entière; que leur séjour dans la capitale, les villes et les campagnes, le degré de leur opulence et leur proportion avec le reste de la population soient réglés de telle sorte que de leur richesse résulte le plus grand bien possible pour la société; que ce soit toujours pour leur avantage mutuel que, selon l'intention de la Providence, le pauvre et le riche se rencontrent.

Il y a, entre les études constitutionnelles et les études économiques, telles du moins que je les conçois, plus d'analogie qu'on n'a coutume d'en reconnaître. Les unes comme les autres ont pour but le plus grand bien de la société, son bonheur et son progrès; les unes et les autres s'écartent de leur objet si, considérant la société abstraitement, elles perdent de vue les membres dont cette société se compose; si elles oublient les hommes, pour les institutions ou pour les choses. Le législateur, l'administrateur, le publiciste, doivent se proposer de procurer le plus grand bien de tous. C'est d'après

cette idée fondamentale que, dans, les études constitutionnelles du premier volume, nous nous sommes d'abord demandé si tous n'avaient pas un droit égal à concourir pour former la volonté communes; mais bientôt nous avons reconnu que l'avantage de tous devait limiter le droit de tous; que le plus grand bien de la société et de tous ses membres ne pouvait être atteint qu'autant que la société serait dirigée par une volonté sage, juste et éclairée, constante; que cette volonté ne serait point le résultat du voeu de la majorité, car dans celle-ci tous les suffrages sont comptés comme égaux, tandis qu'entre les membres de la société, il n'y a point égalité de facultés, de volonté, d'attention et d'intérêt. Nous avons donc reconnu que le plus grand bien de tous exigeait qu'on apprît à peser plutôt qu'à compter les suffrages, et que la meilleure constitution était celle qui distinguait les droits que, pour l'avantage de tous, il fallait conserver à tous, d'avec ceux que, pour l'avantage de tous, il fallait conférer au petit nombre. Tandis que la politique constitutionnelle a pour objet le concours des volontés de tous, l'économie politique a pour objet la participation de tous aux jouissances. Ici, de même, nous commençons par nous demander si tous ne doivent pas partager également les avantages que procure la richesse; mais bientôt nous avons reconnu que la richesse est l'oeuvre du travail, que le travail n'est excité que par l'intérêt personnel, que ce même travail s'oppose à un développement intellectuel sans lequel l'homme demeurerait une créature incomplète, nous avons senti alors la nécessité de conserver dans la société des riches et des pauvres, et nous avons conclu que la meilleure économie politique était celle qui distinguait la participation dans les produits du travail que, pour l'avantage de tous, il fallait conserver à tous, d'avec celle que, pour l'avantage de tous, il fallait réserver au petit nombre.

Ainsi une seule pensée nous dirige dans les parties diverses de cet ouvrage: c'est la recherche du plus grand bien de la race humaine, de ce plus grand bien qui comprend toujours en soi le perfectionnement moral avec le honneur. Une seule règle nous sert aussi pour classer les droits et les prétentions des hommes. La société étant formée pour le plus grand bien de tous, c'est de son but que naissent tous les droits de ses membres, et c'est ce but qui altère ou modifie leur égalité originelle. Tous les hommes sans doute sont nés égaux en droit, mais tous ont renoncé à cette égalité de droits pour leur avantage commun. Le partage égal des droits politiques, le suffrage universel, donnerait, au lieu de l'expression de la volonté nationale, celle seulement de l'ignorance et de l'incurie; le partage égal des biens donnerait à tous au lieu de l'abondance, la misère et la barbarie universelles. Aussi le premier vœu de tous a été de rechercher non l'égalité des droits politiques, mais la sagesse des conseils nationaux; le second vœu a été de rechercher non le partage égal des richesses acquises, mais la garantie que le travail social se poursuivra, et que ses fruits répandront partout l'abondance. Alors chacun a consenti à ce que d'autres pussent être plus riches que lui, car il lui a été démontré qu'il demeurerait cependant plus riche qu'il ne l'aurait été après un partage égal. Ainsi les droits de tous ceux qui s'élèvent au-dessus de l'égalité originelle reposent sur l'avantage de ceux mêmes sur lesquels la société leur a accordé cette prééminence.

Le premier des volumes d'économie politique que je publie aujourd'hui est presque uniquement rempli par les études sur la richesse territoriale et la condition des cultivateurs, le second sera destiné aux études sur la richesse commerciale, et la condition de l'habitant des villes. Ni l'un ni l'autre n'épuisera le sujet; il est assez vaste pour que ce ne fût point trop que de lui consacrer une vie entière. Je me suis seulement

attaché à mettre sous les yeux de mes lecteurs des observations spéciales, des études sur la condition humaine dans des pays divers; j'ai précisé ces faits, avant de m'élever à des considérations générales; j'ai signalé et décrit le mal avant de chercher le remède, et je regrette seulement de ne pas présenter plus d'études encore sur la condition du cultivateur dans les divers pays; elles seraient utiles au progrès de la science et au bien-être de l'humanité. Parmi les essais qui composent ce volume, trois avaient paru, en tout ou en partie, dans la 'Revue encyclopédique', en septembre 1821, mai 1824, et juillet 1827; un, dans la 'Revue d'économie politique', en mai 1835; deux enfin, quoique composés pour cet ouvrage, ont paru cet été dans la 'Bibliothèque universelle de Genève'; les autres sont inédits. Ce n'est qu'après un travail qui n'est point encore commencé, que je pourrai juger ce qu'il conviendra de reproduire, parmi ce que j'ai publié sur la condition des peuples opprimés dont je cherchais à revendiquer les droits, soit en Europe, soit dans les autres parties du monde. Je suis moins encore en état de juger à présent, si mes critiques sur les histoires qui ont paru de mon temps méritent d'être conservées: je ressens toutefois plus de partialité pour quelques morceaux de philosophie morale ou religieuse, qui entreront dans mon dernier volume.

INTRODUCTION.

Le premier volume de ces Études a été consacré à rechercher les principes de l'organisation politique de la société humaine. Nous nous sommes demandé comment les hommes, en s'unissant ensemble pour leur protection mutuelle, devaient s'y prendre pour s'éclairer réciproquement sur les avantages qu'ils devaient se proposer d'atteindre; comment ils rendaient la lumière commune plus vive en réunissant leurs lumières individuelles en un seul faisceau; comment l'intelligence nationale s'élevait ainsi au milieu de toutes les intelligences de tous, et par quelles difficiles combinaisons on pouvait arriver à la faire dominer seule, tandis qu'elle serait toujours ou subjuguée ou égarée, si la souveraineté de la société était livrée à un chef unique, si elle était déléguée au petit nombre des hommes distingués, ou si elle était réservée à la pluralité des suffrages.

Ainsi notre premier volume était surtout destiné à rechercher comment se forme, comment s'éclaire et comment domine enfin la volonté nationale; dans celui-ci nous nous proposons d'étudier le sujet sur lequel elle doit, avant tous les autres, s'exercer. La société doit sa première attention à la

garantie de ses intérêts matériels, de sa subsistance, et nous voulons chercher à reconnaître quelle est la marche qu'elle doit suivre, pour que les biens matériels que le travail créera pour elle procurent ou maintiennent le plus grand bien de tous: c'est là ce que, d'après l'étymologie du mot, nous nommons économie politique, car c'est la loi ou la règle de la maison et de la cité.

Qu'on ne nous reproche point de rabaisser l'homme au niveau de la brute, en proposant, comme premier but de ses efforts, la direction du travail qui lui assure sa subsistance en appelant, avant tout, l'attention de la société sur des avantages tout matériels, on verra bientôt que, plus qu'aucuns de nos devanciers, nous considérons l'économie politique dans ses rapports avec l'âme et l'intelligence. Mais à la subsistance tient la vie, et avec la vie tous les développements moraux tous les développements intellectuels dont la race humaine est susceptible. La société doit, comme l'individu, songer avant tout à la santé du corps, elle doit avant tout pourvoir à ses besoins et à son développement; car sans la vigueur que cette santé procure, sans le loisir, qui ne commence qu'après que ces besoins sont satisfaits, la santé de l'âme est impossible. De toutes parts se présentent des faits pour nous convaincre que la manière dont la société pourvoit à sa subsistance décide en même temps de la misère ou de l'aisance du grand nombre; de la santé, de la beauté, de la vigueur de la race ou de sa dégénération; des sentiments de sympathie ou de jalousie qui font que les citoyens se regardent comme des frères empressés à s'entraider, ou des rivaux acharnés à s'entre-détruire; de l'activité d'esprit enfin, qu'un heureux mélange de loisirs développe, et qui met sur la voie de tous les progrès de l'intelligence, de l'imagination et du goût; ou de la langueur énervée que produit le luxe chez les uns, de l'abrutissement qui résulte chez les autres de l'abus des forces physiques et de leur lassitude.

Ce produit du travail humain, qui représente avec la subsistance tous les biens matériels dont l'homme désire jouir, et presque tous les biens intellectuels auxquels il ne peut atteindre

qu'à l'aide des premiers, a été nommé 'richesse'; on a regardé la richesse, ou la théorie de l'accroissement de la richesse, comme le but spécial de l'économie politique, but beaucoup mieux désigné, dès le temps d'Aristote, par le nom de chrématistique. On n'éclaircit point les idées en disputant sur les mots, et nous ne reproduirions point celui-là s'il ne servait en même temps à préciser la cause de la fausse direction qu'à suivie de nos jours une branche de la science sociale. Cette science a toujours et doit toujours avoir pour objet les hommes réunis en société; l'économie, selon le sens propre du mot, c'est la règle de la maison; l'économie politique, c'est la règle de la maison appliquée à la cité: ce sont les deux grandes associations humaines, les associations primitives, qui sont l'objet de la science; tout y procède de l'homme, tout doit s'y rapporter à l'homme, et aux hommes réunis par un lien commun. Mais la richesse est un attribut, dirons-nous, de l'homme ou des choses; la richesse, est un terme de comparaison qui n'a point de sens, si on ne précise en même temps a quoi on le rapporte. La richesse, qui est une appréciation des choses toutes matérielles, est cependant une abstraction; et la chrématistique ou la science de l'accroissement des richesses, les ayant considérées abstraitement et non par rapport à l'homme et à la société, a élevé son édifice sur une base qui se dissipe dans les airs.

La richesse, avons-nous dit, c'est le produit du travail humain, qui procure à l'homme tous les biens matériels dont il désire jouir; c'est la représentation de toutes les jouissances physiques, et encore de toutes les jouissances morales qui procèdent de celles-là. Fort bien; mais pour qui? Cette question ne devrait jamais être perdue de vue, tandis qu'au contraire elle ne se présente jamais aux théoriciens. Pour qui? Selon la réponse que l'on fera à cette question, l'homme lui-même appartient à la richesse, ou bien la richesse appartient à l'homme. Le chah de Perse s'estime riche, parce qu'il compte parmi ses richesses tous les habitants de son vaste empire, qui sont ses esclaves, et tous leurs biens, qu'il peut leur prendre quand il veut. Saint-Domingue était appelée autrefois une riche co-

lonie, parce qu'on ne voulait regarder que les quarante mille blancs qui l'habitaient, et que l'on comptait les quatre cent mille esclaves qui travaillaient pour eux parmi leurs propriétés; le commerce des cotons en Angleterre est appelé un riche commerce, car il élève des fortunes colossales pour le marchand des Indes qui les importe, pour le manufacturier qui les fabrique dans d'immenses factories, pour le débitant qui les distribue sur toute la terre; mais on ne tient aucun compte du cultivateur qui, en faisant naître le coton, demeure lui-même dans l'esclavage ou la misère; du tisserand, qui assouvit à peine sa faim pendant qu'il travaille, ou qui périt dans les hôpitaux dès que l'ouvrage est suspendu. A nos yeux, nous n'hésitons point à le dire, la richesse nationale, c'est la participation aux avantages de la vie POUR TOUS. C'est dans une proportion diverse sans doute que les membres de la société sont appelés à se partager le produit du travail social, mais nous n'appellerons jamais richesse la part qu'un de ses membres enlève à l'autre.

Chacun croit, au premier abord, comprendre nettement ce que c'est que la richesse, et les effets de la richesse sur la société; chacun croit comprendre comment elle modifie la condition et des plus pauvres et des plus riches; plus on y regarde de près cependant, et plus des phénomènes contradictoires, qui jusqu'à un certain point se contrebalancent, embarrassent le jugement. C'est que la richesse n'est point une essence mais un attribut, et que sa nature change avec les personnes ou les choses auxquelles elle est attribuée. Comme satisfaction de nos besoins, comme source de nos jouissances physiques, l'idée que nous nous en formons est encore assez précise, mais alors elle admet fort peu de degrés: pour concevoir l'augmentation de richesses quand nos besoins sont satisfaits, il nous faut sortir de nous-mêmes et considérer la valeur des choses, ou par la distinction qu'elles portent avec elles, en marquant les rangs dans la société, ou par le travail qui a été consacré à les obtenir; et comme ces deux appréciations ne sont pas même commensurables, comme notre esprit flotte sans cesse de l'une et l'autre, nous finissons souvent par

nous demander ce qu'il y a de réel dans la richesse, et si, après nous être enrichis, nous ne demeurons point plus pauvres qu'auparavant.

En effet, tous les produits des arts sont évalués moins cher dans la nation riche que dans la nation pauvre: aussi, tandis que nous nous disons plus riches que nos aïeux, toutes nos marchandises ouvrées nous coûtent beaucoup moins. Est-il vrai alors que nous nous soyons enrichis en accumulant davantage? Comment comparerons-nous, par exemple, les étoffes qui se sont remplacées les unes les autres dans notre habillement? comment conclurons-nous, de la dépense que nous faisons pour elles, que nous soyons plus riches ou plus pauvres? En tant qu'elles satisfont à des besoins réels, leur utilité à toutes est à peu près la même puisqu'elles ont été obtenues avec moins de travail, elles valent moins; puisqu'elles s'échangent contre moins de subsistance, de nouveau elles valent moins; et sous le point de vue sous lequel elles flattent principalement les passions du riche, comme distinction des rangs, elles valent moins encore, car le prix de l'habit le plus magnifique est plus à la portée des conditions inférieures qu'il ne l'était à aucune époque précédente. On assure cependant que l'introduction d'une manufacture nouvelle a enrichi le pays; que lors qu'avec le même travail on crée dix fois, cent fois plus d'aunes d'étoffe, on crée aussi dix fois, cent fois plus de richesses: que devient cependant cette richesse, dans son application aux besoins de la société? que devient-elle dans l'inventaire qu'on pourrait s'efforcer de faire d'une nation? Diminue-t-elle réellement à mesure que sa valeur échangeable diminue? et alors quelle est l'utilité réelle de toutes ces inventions modernes des arts, dont nous sommes si fiers?

En effet, l'on s'égare toujours lorsque l'on s'efforce de considérer la richesse abstraitement. La richesse est une modification de la condition humaine, ce n'est qu'en la rapportant à l'homme qu'on peut s'en faire une idée claire. La richesse, c'est l'abondance des choses que le travail de l'homme produit, et que les besoins de l'homme consomment. La nation

vraiment riche sera celle où cette abondance procurera le plus de jouissances matérielles aux pauvres d'une part, aux riches de l'autre.

Cherchons à nous faire une idée un peu plus précise de ces besoins, de ces désirs, de ces jouissances de la race humaine, auxquels est attaché le bonheur des sociétés. Les jouissances du pauvre se composent de l'abondance, de la variété et de la salubrité de la nourriture; de la suffisance, proportionnellement au climat, et de la propreté des vêtements; de la commodité et de la salubrité des logements, eu égard de même au climat et au besoin de chauffage qu'il comporte; enfin de la certitude que l'avenir ne sera point inférieur au présent, et que par le même travail le même pauvre obtiendra tout au moins toujours la même jouissance. Aucune nation ne peut être considérée comme prospérante, si le sort des pauvres qui en font partie n'est pas assuré sous les quatre rapports que nous venons d'énumérer. La subsistance dans cette mesure est le droit commun des hommes, elle doit être garantie à tous ceux qui font ce qu'ils peuvent pour avancer le travail commun, et la nation est d'autant plus prospérante que tous les individus ont une part plus certaine dans l'aisance du pauvre. Les jouissances des riches se composent avant tout de la satisfaction des trois mêmes besoins, quant à la nourriture, au vêtement et au logement, de la même sécurité pour l'avenir quant à la continuation du bien-être; mais elles comprennent un élément nouveau, le loisir; la subsistance du riche doit être indépendante de son travail. Dans la satisfaction de ces besoins il y a sans doute une assez grande latitude: la nourriture, le vêtement, le logement, peuvent être infiniment meilleurs pour les uns que pour les autres. Il ne faut cependant pas se faire illusion sur les jouissances qui sont attachées à la satisfaction des besoins des plus riches. Les unes sont purement sensuelles, et le philosophe qui veut apprécier les avantages de la richesse pour une nation, sans en nier l'existence, n'y attachera pas beaucoup de prix. D'autres n'existent que comme distinction, que comme donnant à celui qui en est en possession un sentiment de sa supériorité

sur les autres créatures. Nous ne nierons point que cette distinction, et le respect que l'opulence inspire au vulgaire quand il la voit déployée sur un table somptueuse, dans des habits ou des équipages magnifiques, ou des logements vastes et solides, ne puisse avoir quelque utilité politique; mais en appréciant le bonheur d'une nation, le bonheur que la richesse donne au riche, le philosophe ne fera pas plus de cas de cette jouissance de vanité que de la jouissance sensuelle. Il fera peut-être moins de cas encore de la troisième prérogative de la richesse, quant à ces besoins de la race humaine, celle de satisfaire son inconstance.

Mais la richesse assure encore aux riches deux prérogatives dont les avantages se reflètent sur toute la société: l'une, c'est d'employer leurs loisirs au développement de toutes leurs facultés intellectuelles; l'autre, d'employer leur superflu au soulagement de toutes les misères. C'est par ces deux prérogatives que les riches sont nécessaires au progrès de toute nation; tandis qu'une nation qui n'aurait point de riches, c'est-à-dire point d'hommes disposant et de leur loisir et de leur superflu, tomberait rapidement dans l'ignorance, la barbarie, l'égoïsme. Qu'on ne se fasse point illusion sur les conséquences nécessairement abrutissantes du travail corporel et de la fatigue. En appelant également tous les individus de la nation à déployer leur force musculaire, on ne se priverait pas seulement de tous les progrès des sciences et des beaux-arts, mais de tous ceux de l'intelligence, du goût, de l'esprit et de la grâce. Le bétail humain pourrait sans doute s'engraisser toujours plus dans ses étables, mais il ne rapprocherait toujours plus de la brute, il s'éloignerait toujours plus des intelligences célestes. Le progrès intellectuel fait naître cependant chez les riches des besoins nouveaux et ouvre aux richesses un nouvel emploi; l'intelligence, l'imagination, la sensibilité, demandent à être satisfaites comme le corps, et la recherche du beau esthétique, du beau moral, du beau intellectuel, appellent à elles un superflu d'activité humaine, comme des biens produits par l'homme, qui auraient pu demeurer sans emploi. La charité est une autre prérogative de

la richesse, plus importante encore pour la société que pour les pauvres eux-mêmes. C'est elle qui doit réparer les désordres accidentels qui troublent la distribution régulière de la richesse; mais c'est elle bien plus encore qui doit lier les rangs, substituer l'affection et la reconnaissance à la lutte des intérêts, répandre avec les bienfaits les lumières, rendre tous les individus également participants de la supériorité morale acquise par quelques uns, donner enfin à la nation la consistance qu'elle ne peut conserver que par l'amour entre les concitoyens. Pour apprécier l'influence des jouissances du riche sur le bonheur national, il faut tenir compte non seulement de leur intensité, mais du nombre de ceux qui y participant. Si nous supposons qu'après avoir pourvu au nécessaire de tous, le superflu de la nation est mis en réserve pour doter les riches, et qu'on se demande alors dans quelle proportion il est désirable de les voir surgir, il est facile de répondre d'abord qu'il vaut mieux faire beaucoup d'heureux qu'un seul, que celui qui réunira dix portions suffisantes pour assurer à dix familles l'aisance et le loisir ne sera pas heureux à lui seul comme l'auraient été ces dix familles; mais on reconnaîtra bientôt aussi, que pour la nation, pour le but social de leur prééminence, plusieurs riches dans la médiocrité valent mieux qu'un seul riche dans l'opulence. Si la vocation du riche est surtout de développer son intelligence pour le bien de tous, on n'oubliera point que le travail abrutit il est vrai, mais que le luxe énerve, en sorte que l'influence bienfaisante des riches sur la société diminue non seulement avec la diminution de leur nombre, mais aussi avec l'accroissement de leurs richesses, lorsqu'elles passent une certaine mesure. Si la seconde fonction du riche est de lier la société par la charité, on sentira également que plus on diminue le nombre des riches semés sur la terre, plus, en grossissant leur patrimoine, on éloigne leurs résidences, plus aussi on les rend étrangers aux pauvres qu'ils devraient assister; plus on rompt entre eux par la distance des lieux et par celle des rangs les liens de sympathie; en sorte que lors même qu'on supposerait que la

somme des charités d'un seul millionnaire égalerait celle des dix riches, des cent riches dont il aurait réuni le patrimoine en un seul, encore leur effet moral, leur effet social, ne serait-il plus le même.

Après nous être efforcé d'apprécier ainsi à leur juste valeur les avantages de la richesse, et pour les pauvres et pour les riches, nous comprenons peut-être un peu mieux quelle est la distribution de la richesse la plus désirable et pour le bonheur, et pour le progrès moral, mais nous ne sommes guère avancer pour juger de ce qui enrichit une nation ou de ce qui l'appauvrit, ou pour reconnaître quels effets ce qui paraît d'abord un progrès des richesses doit exercer sur la prospérité générale.

Les phénomènes que nous voyons sous nos yeux, loin d'éclaircir nos doutes, semblent devoir les augmenter encore. L'homme a fait de nos jours des progrès gigantesques dans l'industrie. A l'aide des sciences qu'il cultive il a appris à disposer en maître des pouvoirs de la nature, et secondé par les richesses qu'il a précédemment accumulées, ou par ses capitaux, il produit chaque année une plus grande masse d'objets destinés aux jouissances de la race humaine. Les oeuvres de l'homme se multiplient et changent la face de la terre; les magasins se remplissent, on admire dans les ateliers les pouvoirs que l'homme a su emprunter au vent, à l'eau, au feu, à la vapeur, pour accomplir son propre ouvrage; le génie avec lequel il a dompté la nature, et la rapidité avec laquelle il exécute des travaux industriels qui autrefois auraient demandé des siècles. Chaque cité, chaque nation regorge de richesses, chacune désire envoyer à ses voisines ses marchandises qui surabondent, et de nouvelles découvertes dans les sciences permettent de les transporter, malgré l'immensité de leur poids et de leur volume, avec une rapidité qui confond. C'est le triomphe de la chrématistique: jamais l'art de produire et d'accumuler la richesse n'avait été poussé si loin. Mais est-ce également le triomphe de l'économie politique? La règle de la maison et de la cité a-t-elle pourvu au bonheur de l'une et de l'autre? L'homme à qui cette richesse est

destinée, la société humaine dont elle doit augmenter les jouissances matérielles, ont-ils gagné en aisance, ont-ils gagné en sécurité proportionnellement à cet immense développement? Au premier aspect de cette question, on se croit si assuré que dès qu'il y a plus de choses destinées aux jouissances de l'homme, chacun pourra en obtenir une plus grande part, qu'on ne se donne pas la peine de peser sa réponse. Cependant si l'on tourne ses regards sur l'homme et non sur les choses, si l'on détaille les conditions humaines et les avantages que chacune peut retirer de la richesse, peut-être le doute entrera-t-il dans les esprits. Chaque homme dans sa sphère, demanderons-nous, est-il plus assuré de sa subsistance qu'il ne l'était avant ce grand développement de l'industrie? A-t-il plus de repos dans le présent, plus de sécurité pour l'avenir? Jouit-il plus de son indépendance. Est-il non seulement mieux logé, mieux vêtu, mieux nourri, mais a-t-il gagné, par le développement des puissances irrationnelles, plus de loisir, et aussi plus d'aptitude pour les développements intellectuels? La proportion entre les conditions diverses a-t-elle changé à l'avantage ou au désavantage du grand nombre? Ceux qui sont au plus bas degré de l'échelle s'y trouvent-ils en plus grand ou en moindre nombre qu'autrefois? Y a-t-il plus de degrés qu'autrefois entre le pauvre et le riche, ou y en a-t-il moins, et est-il plus ou moins facile au premier de les franchir successivement? Par exemple dans les campagnes, est-ce le nombre des journaliers, ou bien celui des petits métayers, des petits fermiers, des petits propriétaires, qui a augmenté proportionnellement? Dans les villes, est-ce le nombre des journaliers, ou bien celui des maîtres et compagnons, celui des petits chefs d'atelier, celui des marchands en détail et en gros, celui de tous les intermédiaires entre le producteur et le consommateur, qui a augmenté de même? Qu'on sente bien l'importance de toutes ces questions, lorsque c'est la somme du bonheur social, à deux époques différentes, qu'on veut comparer. La richesse se réalisée en jouissances; mais pour estimer la masse des jouissances nationales, c'est presque uniquement au nombre de

ceux qui y participent qu'il faut s'arrêter, car la jouissance de l'homme riche ne s'accroît pas avec ses richesses.

Nous avons une peine infinie à concevoir une organisation social différente de la nôtre, et à voir un passé dans lequel nous n'avons point vécu. Cependant les monuments seuls d'un pays nous parlent quelquefois un langage que nous ne saurions nous refuser à entendre. Ceux qui nous entourent, dans le lieu où nous écrivons cet ouvrage, font revivre le passé avec une puissance qui le présente tout entier à l'imagination. En Italie, depuis la ville la plus opulente jusqu'au dernier village, il n'y a presque pas une maison qui ne paraisse supérieure à la condition de ceux qui l'habitent aujourd'hui; pas une maison qui ne soit supérieure à ce que demanderaient aujourd'hui, même dans les pays les plus prospérants, des hommes de la condition de ceux qui l'ont bâtie. La superbe Gênes, la cité des palais, fut élevée par le commerce; mais que l'on compte à Paris et à Londres les palais du commerce moderne, qu'on y réunisse encore si l'on veut tous ceux des provinces d'Angleterre et de France; on n'en trouvera pas un si grand nombre que ceux qui décorent cette seul cité, on n'en trouvera aucun qui ait leur caractère imposant de grandeur de magnificence. L'opulence des commerçants de nos jours n'a ni passé ni avenir, aussi, elle n'élève point de monuments. Une seule des républiques d'Italie semble donc avoir compté plus de riches marchands que les deux empires qui tiennent aujourd'hui le sceptre du commerce. Mais le palais des commerçants de Venise, de Florence, de Bologne, de Sienne, rivalisaient en magnificence avec ceux de Gênes; tandis que les palais de la noblesse militaire ornaient Milan, Turin, Naples, Plaisance, Modène et Ferrare, mieux que ne sont ornés Paris ou Londres.

Descendons de condition, entrons dans les villes plus petites. Celle même près de laquelle nous habitons dans ce moment, Pescia, jouit, par une rare exception, de toute la prospérité de l'industrie; nous y avons vu élever, de nos jours, une des plus grandes fortunes industrielles de l'Italie; mais ce qui nous frappe, dans Pescia, plus que l'opulence des nou-

veux riches, ce sont les palais (c'est ainsi qu'on les appelle), de la noblesse citadine. Pescia est une ville de quatre mille âmes, et l'on y compte plus de quarante de ces palais, qui, pour la dignité de l'architecture, la grandeur des salles, la noblesse des escaliers, la vaste étendue des appartements, ne sauraient être comparés qu'aux hôtels que la plus haute aristocratie de France occupe à Paris. Il est vrai que l'intérieur ne répond plus à la magnificence du premier dessin; au contraire, les propriétaires du plus grand nombre ont peine à les maintenir debout; les meubles ont disparu, les fresques se dégradent, et la famille s'est retirée dans la partie la moins imposante de ces vastes appartements; mais leur première construction ne parle-t-elle pas assez haut? ne dit-elle pas qu'il y eut un temps où les hommes d'une fortune moyenne mais indépendante étaient bien plus nombreux ici qu'ils ne sont aujourd'hui, et que ces hommes avaient le goût de la grandeur et de la beauté plus qu'ils ne l'ont aujourd'hui dans les pays les plus prospérants de l'Europe?

Descendons encore de condition. En se plaçant dans un lieu élevé, auprès de cette même ville de Pescia, l'oeil embrasse d'un seul regard, dans un rayon de huit à dix milles, douze ou quinze de ces bourgades fermées de murs, que les Italiens nomment 'castelli'. Ce mot répond à celui de château, en tant qu'il indique un lieu fortifié, et qu'il est associé aux idées de résistance et d'indépendance. Mais il en diffère, comme la garantie de la vie civile différait au moyen âge entre la France et l'Italie. Le château était en France la résidence du seul homme qui, autrefois, fût libre dans les campagnes; du gentilhomme qui, derrière ses fossés et ses murs, se garantissait de l'oppression; le 'castello', en Italie, était la résidence des hommes libres des campagnes, qui s'associaient pour se défendre; des hommes libres qui avaient entouré leur demeure d'une enceinte commune. et qui s'étaient juré d'accourir au son de la même cloche, pour repousser les mêmes ennemis. Entrons dans ces châteaux; pour la plupart ils sont en ruines, et l'on n'y compte plus guère que de vingt à trente maisons. Mais les fortes et solides murailles de ces maisons

à trois et quatre étages ont résisté pendant cinq siècles à la guerre, aussi bien qu'aux injures du temps. En général elles ne sont plus habitées que dans un seul étage; ceux qui y cachent leurs humbles ménages semblent embarrassés de tout l'espace où ils se voient perdus. Ces maisons avaient été bâties par des hommes d'une condition bien supérieure à ceux qui les habitent aujourd'hui, elles nous représentent tout un ordre d'hommes qui n'existent plus dans la société. On ne les retrouve point en Angleterre, en France, en Hollande, dans les pays où les richesses semblent regorger de tous les ateliers, de tous les comptoirs, pas plus qu'en Italie. Ces hommes d'une condition étroite, mais indépendante, travaillaient de leurs mains à recueillir les fruits de leurs champs et de leurs vignes; mais ils ne les partageaient avec personne; ils comptaient sur leur propre influence pour diriger les conseils de leur commune, et au besoin, sur leur propre épée pour les défendre; ils se sentaient si assurés de la stabilité de leur fortune et de celle de leurs enfants, qu'ils voulaient que les maisons qu'ils bâtissaient pussent durer à toujours. Le val de Nievole où tous ces 'castelli' s'élèvent autour de Pescia, leur petite capitale, n'est pas plus grand que le domaine de plus d'un pair britannique, sur lequel on voit seulement la magnifique résidence du seigneur, une vingtaine de grandes fermes, et quelques centaines de chaumières de journaliers (1). On ne trouve sans doute dans aucun autre pays les traces d'une aussi grande prospérité passée, de même qu'on ne voit dans aucun de ceux qui fleurissent aujourd'hui une aussi grande diffusion de bonheur. On ne voit nulle part, proportionnellement à l'étendue et à la population, tant de fortunes médiocres, mais indépendantes, et à côté d'elles tant de fortunes colossales, entre les mains de gens qui ont prouvé non seulement qu'ils avaient la puissance de la richesse, mais encore l'amour du beau qui en ennoblit l'usage. Ce fait est bien important; car les Italiens, qui furent si riches, ne dis-

(1) La surface du val de Nievole équivaut à 158,000 acres anglais; le domaine du duc de Sutherland, en Écosse, couvre un million d'acres.

posaient point de ces pouvoirs sur la nature que la science nous a donnés, ils ne produisaient point, ils ne créaient point la richesse avec cette rapidité qui confond dans nos ateliers. Les monuments de l'architecture peuvent nous donner une idée de la richesse des villes des autres temps, ou de toute la classe d'hommes qui avaient du loisir et du superflu. Mais ce qui importerait surtout à la bonne économie politique serait de connaître la condition du pauvre, de nous assurer si, pourvu qu'il travaillât, la société lui faisait trouver l'abondance et la sécurité. En général, les demeures de l'homme du peuple ne résistent pas pendant des siècles aux injures du temps; ses habits, ses aliments, ont bien moins de durée encore. Presque aucun auteur ancien ne s'est donné la peine de nous faire connaître ces choses vulgaires de son temps, et qui n'excitaient pas d'intérêt. D'ailleurs, la condition politique de chaque pays complique sans cesse les résultats purement chrématistiques; l'oppression, l'anarchie, la guerre, venaient frapper souvent les rangs inférieurs de la société; et leurs effets ne doivent point être confondus avec celui des procédés générateurs de la richesse.

Il n'est pas impossible cependant peut-être de recueillir dans les historiens du moyen âge des traits qu'ils ont laissés échapper au hasard, et qui, sans nous peindre complètement les ordres inférieurs de la société, suffisent à nous faire comprendre combien leur état différait de ce qu'il est aujourd'hui. Depuis la cessation de la vraie féodalité, depuis que le seigneur n'avait plus besoin du paysan pour se défendre dans les guerres privées, la classe la plus nombreuse et la plus opprimée de la nation fut celle des vilains, qui faisaient seuls tout l'ouvrage de l'agriculture. Leur condition n'était point partout la même, en France et en Allemagne le nombre des serfs de la glèbe était petit: les autres devaient à leurs curés la dîme, à leurs seigneurs des censures, des redevances et des services corporels; au roi la taille et la corvée, qui leur enlevaient le plus net du revenu de leurs terres, mais ces terres étaient supposées être à eux. La taille, qui était une imposition tout arbitraire, se réglait d'après leur richesse apparente,

leurs attelages, leur train d'agriculture: aussi elle engageait les paysans à se montrer plus misérables encore qu'ils n'étaient en effet, et s'ils ne se contentaient pas du logement, du vêtement, de la nourriture les plus grossiers et les plus rebutants, à se cacher du moins soigneusement de tout ce qui pouvait indiquer quelque aisance. La maison qu'ils habitaient, la terre qu'ils cultivaient, demeuraient à eux et à leurs enfants; sous ce rapport, le fonds même de leur fortune n'était pas sans garantie; mais ils n'en avaient aucune pour leurs revenus; tour à tour le seigneur et les agents du fisc leur enlevaient les fruits qu'ils avaient arrosés de leurs sueurs, et les réduisaient à la plus effroyable détresse. Ce n'était pas tout: les troupes du roi étaient mises chez eux en libres quartiers, ou souvent elles s'y jetaient d'elles-mêmes et contre les ordres du gouvernement. Alors non seulement le soldat venait manger la soupe du paysan, mais il le forçait à tuer pour lui le boeuf du labourage. Souvent il le dépouillait, souvent il l'accablait de coups pour tirer de lui une rançon; et l'on voit dans les cahiers des États du Languedoc, pendant les règnes de Henri III et de Henri IV, que ces outrages faisaient périr un grand nombre de familles de paysans, et que le nombre des feux diminuait rapidement dans la province. On ne saurait songer sans frémir à une semblable oppression; tant d'insécurité, tant de violence, tant de malheur, devaient répandre dans toute la population les semences de haine qui ont éclaté à la Révolution. Le paysan, qui faisait vivre la nation, sentait qu'on ne lui assurait pas à lui-même le droit de vivre: la société lui reconnaissait une propriété et ne la lui garantissait pas; au sentiment de la misère se joignait sans cesse celui de l'injustice; car c'était par la violence, par l'arbitraire, qu'on lui enlevait à toute heure ce qu'il devait croire être à lui. Mais il ne faut pas confondre, dans la condition du paysan de l'ancien régime, l'oppression politique avec l'oppression chrématistique. Comme citoyen, le paysan n'avait aucune garantie; comme laboureur, il n'aurait pas été mal partagé. Après avoir payé la cense, la dîme et les impôts réguliers, il lui serait resté suffisamment pour le main-

tenir dans l'abondance; et en effet ce n'est que parce qu'il avait en général du superflu qu'il pouvait être exposé à des extorsions extraordinaires. On ne saurait envoyer des troupes vivre à discrétion chez le nègre des colonies, chez le cultivateur irlandais, chez le cottager anglais, chez le journalier de tout pays, chez le prolétaire. Ce dernier est l'homme pour lequel on a calculé tout juste ce qu'il lui faut pour travailler et ne pas mourir. Chaque jour sa pitance quotidienne lui est allouée; par une extorsion extraordinaire on peut bien lui enlever la vie, il n'y a pas autre chose que le soldat cantonné chez lui puisse lui ravir.

Dans les États despotiques les droits ne sont respectés qu'autant qu'ils sont appuyés par la force; or les habitants des villes, même les plus pauvres, n'étaient pas dépourvus d'une certaine force. Leur titre même de bourgeois, dans son étymologie allemande, voulait dire confédérés, répondant l'un pour l'autre. Ils s'étaient en effet unis pour se défendre, pour se faire rendre justice; ils savaient bien que la noblesse les détestait, les méprisait, mais elle les craignait cependant; la cité avait des privilèges et des magistrats bourgeois qui lui rendaient justice, et sa grande association se divisait en un nombre d'associations plus petites, de corps de métiers, de corporations qui veillaient à l'intérêt de leurs membres, et qui, au besoin, savaient les défendre avec l'épée au poing. Plus l'anarchie était générale, plus les corporations étaient puissantes et savaient se faire respecter. Elles succombaient il est vrai quelquefois! alors malheur aux vaincus; car le vainqueur joignait la cupidité et la férocité du brigand à la jalousie et au ressentiment du gentilhomme. Les cités de Flandre et celles de l'évêché de Liège en firent l'épreuve sous la domination de la maison de Bourgogne. Ce fut alors que finit la liberté et la sécurité des bourgeois; le gouvernement devint depuis plus régulier, mais moins juste; le marchand, l'ouvrier fut humilié, trompé, bafoué par le gentilhomme qui le faisait travailler et ne le payait pas; les bourgeoisies, les corporations étaient des puissances, et le roi ne voulait laisser debout d'autre puissance que la sienne; elles ne

cessèrent de dépérir jusqu'à la Révolution, qui les supprima. L'esprit des corps est toujours jaloux et exclusif. Les bourgeoisies et les corps de métiers voulaient la justice, la liberté, l'égalité pour eux-mêmes; mais ils n'étendaient point leurs regards sur toute la nation. Jaloux de leurs privilèges, ils répugnaient à les communiquer. Ils fermaient autant qu'ils le pouvaient l'entrée de leur société; ils repoussaient l'habitant des campagnes qui voulait devenir citoyen, ils aggravèrent les conditions de l'apprentissage et n'accordaient qu'avec difficulté la maîtrise; mais, d'autre part, ils voulaient autant que possible que tous les bourgeois, que tous les maîtres fussent égaux; ils ne permettaient point qu'un seul maître eût sous lui un grand nombre d'ouvriers; dans beaucoup de professions, ils le limitaient à un seul apprenti et un seul compagnon, et ils réussissaient ainsi à maintenir l'industrie des villes dans une grande infériorité, quant au nombre des bras qu'elle employait; dans une grande supériorité, quant aux récompenses qu'elle accordait, comparée avec l'industrie des campagnes.

Les bourgeois s'étaient ainsi réservé autant de monopoles qu'ils exerçaient de métiers, et ils recueillaient sur leurs concitoyens les bénéfices de ces monopoles: c'est-à-dire qu'ils tenaient toujours le marché imparfaitement garni, qu'ils vendaient cher et avec de grands bénéfices, et qu'ils mettaient peu de zèle au perfectionnement de leurs marchandises, assurés qu'ils étaient d'en trouver toujours l'écoulement. Ils ne se faisaient jamais concurrence les uns aux autres, ils ne vendaient jamais à mépris, ils ne faisaient jamais baisser les salaires par la concurrence, et comme ils n'avaient de pauvres que ceux, en petit nombre, qu'un accident mettait hors d'état de travailler, ils les supportaient eux-mêmes: chaque corps de métier avait sa bourse, et recourait rarement aux hôpitaux; ceux-ci, fondés par des hommes charitables, suffisaient aux besoins de la population; le nombre de lits qui se trouvait proportionné aux indigents d'une ville dans une génération était également proportionné aux indigents de la génération suivante: on ne s'était jamais aperçu jusqu'à la

Révolution que les secours de la charité créassent des pauvres.

Ce système, considéré par rapport aux choses, par rapport à la création des richesses et selon les règles de la chrématis-tique, était sans doute mauvais; il mettait obstacle en même temps à l'abondance, au perfectionnement et au bon marché, mais sous le rapport des personnes a-t-on bien calculé tous ses effets en le détruisant? Il contenait puissamment les campagnards, toujours empressés à refluer dans les villes, encore qu'ils y perdent leur santé, leur indépendance et leur bonheur; il mettait un obstacle presque infranchissable à l'accroissement démesuré de la population industrielle, car le nombre des maîtres était limité, et aucun ouvrier ne se mariait avant d'être devenu maître; il maintenait l'égalité entre les maîtres, assurant à chacun l'indépendance et la médiocrité au lieu de permettre qu'un seul, rassemblant dans son atelier des centaines d'ouvriers, engloutît, l'industrie de tous les autres; il assurait à quiconque entrait dans la carrière industrielle une subsistance suffisante dès qu'il commençait à travailler, un progrès régulier, mais lent vers l'aisance, un état assuré pour lui-même et pour sa famille, lorsqu'il était arrivé à l'âge mûr.

En effet, les preuves historiques ne manquent point pour établir que les professions industrielles, pendant tout le moyen âge, et jusqu'à la chute de l'ancien régime furent toujours amplement rétribuées. Une grande aisance régnait chez les artisans; les historiens si prolixes sur la guerre, si brefs, si ignorants sur tous les autres phénomènes de la vie des nations, ne produisent jamais des bourgeois sur la scène que pendant les calamités publiques; c'est le tumulte des 'Ciompi' qui met en scène les plus pauvres artisans de Florence, la domination des deux Artevelde et la querelle des blancs-chaperons qui nous font connaître ceux de Flandre; les guerres civiles des Bourguignons et des Armagnacs, et surtout la Ligue, qui nous initient parmi tous les ordres de la bourgeoisie en France. C'est après la lecture des Mémoires de ces époques orageuses qu'on demeure convaincu du crédit qu'exerçaient dans la so-

ciété les bons bourgeois; maîtres dans des professions qui sont aujourd'hui moins honorées; de l'aisance héréditaire qui se conservait dans leurs familles, de la richesse de leurs vêtements qu'il fallait contenir par des lois somptuaires, enfin du salaire libéral que trouvait toujours le travail, et de la certitude qu'éprouvaient les ouvriers d'être bien reçus, bien payés dans une autre ville, quand une révolution violente les chassait de la leur propre.

Quel est donc le but de la société humaine: est-ce d'éblouir les yeux par une immense production de choses utiles ou élégantes; d'étonner l'entendement par l'empire que l'homme exerce sur la nature, et par la précision ou la rapidité avec lesquelles des êtres inanimés exécutent un ouvrage humain? est-ce de couvrir la mer de vaisseaux et la terre de chemins de fer, qui distribuent dans tous les sens les produits d'une industrie toujours plus active? est-ce enfin de donner à deux ou trois individus entre cent mille le pouvoir de disposer d'une opulence qui suffirait à mettre ces cent mille dans l'aisance? Dans ce cas, nous avons sans doute fait des progrès immenses, en nous comparant avec nos ancêtres; nous sommes riches d'invention, riches d'activité, riches de pouvoirs scientifiques, riches de marchandises surtout; car chaque peuple en a non seulement pour lui-même, mais pour tous ses voisins. Mais si le but qu'à dû se proposer la société en favorisant le travail et garantissant ses fruits a été bien plutôt d'assurer le développement de l'homme et de tous les hommes; de répandre d'une main bienfaisante sur toute la société, quoique dans des proportions différentes, les fruits du travail de l'homme, ces fruits que nous appelons richesses; si ces fruits, qui comprennent des biens moraux et intellectuels comme des biens matériels, doivent être un moyen de perfectionnement aussi bien que de jouissance, est-il sûr que nous nous soyons approchés de notre but: est-il sûr qu'en cherchant la richesse nous n'ayons pas oublié l'ordre et la règle de la maison et de la cité, l'économie politique?

Dans toutes les monarchies militaires de l'Europe, la propriété était mal protégée, aussi bien que tous les autres droits

des citoyens; celle des faibles ne l'était pas du tout. Les bien des pauvres paysans, des pauvres artisans, étaient exposés à des vexations, à des avanies, qu'on ne connaît plus aujourd'hui que dans les monarchies despotiques de l'Orient; ce n'est pas sur cet état de violence, fruit d'une détestable organisation politique, qu'il faut juger la récompense assurée autrefois au travail. Nous l'avons vu, le dernier ordre parmi les habitants des campagnes, les cultivateurs, étaient en général propriétaires, chargés de redevances il est vrai, mais de redevances qui leur auraient laissé un superflu, si la rapine des puissants ne le leur avait pas souvent enlevé: le dernier ordre parmi les habitants des villes, les apprentis et compagnons, étaient en général bien vêtus, bien nourris, bien logés dans la maison du maître avec lequel ils travaillaient, et ils étaient sûrs, par leur assiduité, d'arriver à leur tour à être maîtres et de se trouver alors pour le reste de leur vie à l'abri du besoin.

L'ordre que nous avons substitué à celui-là, et que l'école chrématistique considère comme son triomphe, est fondé sur de tout autres principes. Cette école poursuivant abstraitement en quelque sorte l'accroissement de la richesse, sans se demander en faveur de qui cette richesse doit être accumulée, a proposé pour but aux nations la production de la plus grande quantité possible d'ouvrage à meilleur marché. La richesse, a-t-elle dit, c'est le produit d'un travail utile et non consommé, qui s'accumule sur la terre; cette richesse s'accumule de deux manières, en produisant plus, ou en dépensant moins. Chacun des membres de la société veut s'enrichir, chacun s'efforce donc ou d'augmenter sa production ou de diminuer sa dépense; chacun tend ainsi à part soi au but commun de la société humaine. Qu'on laisse à toutes ces actions individuelles tout leur essor; que loin de gêner les hommes ou dans leur production, ou dans leur économie, on excite au contraire entre eux une concurrence, une compétition universelle; qu'elle règne également entre toutes les conditions et entre tous les hommes dans la même condition, et l'on verra la richesse s'accroître soit en augmentation de

production, soit en diminution de frais, avec une activité que les siècles passés n'ont jamais connue. Dès lors, en effet, les chrématistiques, ou tous ceux qui de nos jours se sont fait un nom en économie politique, ont tenu à tous les industriels à tous les entrepreneurs de travaux de tout genre, des discours en faveur de la liberté indéfinie du commerce et de l'industrie, en faveur de la concurrence la plus animée, qui pouvaient se traduire ainsi: « Cherchez votre intérêt avant tout; votre intérêt, vous le trouverez à être préférés à vos rivaux, soit qu'il s'agisse de vendre ou de travailler; vous le trouverez à faire les conditions les plus lucratives que vous pourrez avec ceux qui veulent vous servir, soit qu'il s'agisse d'acheter d'eux ou de les faire travailler pour vous. Peut-être les réduirez-vous ainsi à la misère, peut-être les ruinerez-vous, peut-être détruirez-vous leur santé ou leur vie. Ce n'est pas votre affaire: vous représentez l'intérêt des consommateurs; or chacun est consommateur à son tour: vous représentez donc l'intérêt de tous, l'intérêt national. Aussi n'écoutez aucune considération, qu'aucune pitié ne vous arrête; car peut-être êtes-vous appelés à dire à vos rivaux: Votre mort c'est notre vie. »

Ce langage paraîtra dur sans doute, mais il n'est pas plus dur que ne l'a été dans toute l'Europe la conduite des rivaux appelés par cette doctrine nouvelle à se supplanter, à s'entre-détruire. Deux actions également encouragées par la chrématistique, ont commencé partout où un libre jeu a été accordé aux intérêts individuels. D'une part, on a voulu créer plus de richesses, plus de ces choses que le travail accomplit, et que l'homme désire pour les consommer. Or, comme ces choses ne deviennent richesses qu'au moment où elles trouvent le consommateur qui consent à les acheter pour en faire usage, et comme les besoins ne croissaient pas avec la production, chaque industriel a cherché à occuper la place de son rival, à lui enlever ses acheteurs. Les nations rivalisent l'une avec l'autre pour la production, et elles y attachent leur gloire. Si le Français peut écouler ses marchandises dans un marché étranger jusqu'alors réservé aux Anglais, ou si l'An-

glais peut au contraire en exclure le Français, l'un et l'autre s'applaudit, et demande les applaudissements de ses compatriotes, comme ayant fait non seulement une bonne spéculation, mais une oeuvre patriotique. Cependant celui qui enlève un marché au fabricant qui l'approvisionnait, celui qui réduit la manufacture rivale à ne pouvoir pas vendre, condamne le manufacturier à la faillite et ses ouvriers à mourir de faim. La même rivalité existe de ville à ville dans le même empire, elle existe d'atelier à atelier dans la même ville. Partout également c'est une guerre à mort, elle entraîne la ruine des chefs et la mortalité parmi leurs subalternes: elle renverse autant de fortunes qu'elle en élève; et la branche de commerce qui prospère le plus est probablement celle dans laquelle, en la prenant dans son ensemble, on compterait plus de faillites, car les fortunes nouvelles ne se sont élevées que par le renversement des fortunes anciennes. En effet, avant l'introduction de la concurrence universelle, la célébrité des manufactures était séculaire; le nom des grands fabricants était comme un titre de noblesse qu'ils transmettaient avec orgueil à leurs descendants; aujourd'hui l'antiquité est un titre à la défiance et un pronostic de ruine; il n'y a que les commençants qui soient entrepreneurs, industriels, et qui sachent sous-vendre leurs rivaux.

Mais si chacun travaille à augmenter sa production chacun travaille aussi à produire à meilleur marché, et l'une de ces actions est la conséquence nécessaire, le complément de l'autre. Or la richesse, avons-nous dit, c'est le fruit du travail; l'économie sur les frais de production ne peut donc être autre chose que l'économie sur la quantité de travail employé pour produire, ou l'économie sur la récompense de ce travail. En effet, d'une extrémité à l'autre des pays où la libre concurrence est admise, est excitée, la pensée dominante de quiconque entreprend des travaux productifs, de quiconque les paie, c'est de faire plus de choses avec la même quantité de travail humain, ou autant de choses avec une moindre quantité de travail humain; ou d'obtenir le travail humain pour une moindre récompense; or, toutes les fois qu'on obtient

l'une ou l'autre des deux premières économies, on obtient nécessairement aussi la troisième, car on rejette sur le marché des mains surabondantes qui sont contraintes de s'offrir au rabais. Que l'on examine tout ce qu'on a nommé progrès dans les arts, dans les manufactures, dans l'agriculture; et l'on trouvera que toute découverte, tout perfectionnement se réduisent toujours à faire plus avec le même travail, ou autant avec moins de travail; que tout progrès tend ainsi à réduire la valeur et la récompense du travail, ou l'aisance de ceux qui n'ont pour vivre que le travail.

Qu'on se rappelle ce que nous avons dit de l'état antérieur de la société. Il y avait sans doute, surtout dans les gouvernements despotiques, bien de la misère, bien de l'oppression pour les dernières classes. Mais ces dernières classes, quoiqu'elles vécut en travaillant, ne vivaient pas uniquement de leur travail, elles étaient associées à la prospérité, elles recueillaient elles-mêmes les bénéfices de toutes les découvertes, et elles gagnaient autant au progrès de leur art qu'elle perdaient à la moindre valeur de leur force physique. Le paysan, le vilain, tout maltraité et méprisé qu'il fût, était propriétaire: tout progrès de l'agriculture était bien pour lui aussi un moyen d'épargner sur son travail, car la bêche est une machine, la charrue est une machine, et les boeufs attelés font un ouvrage humain; mais il n'avait garde d'employer une machine, même la plus simple, si elle ne lui procurait pas ou du profit ou du repos; or, malgré l'épargne que chaque progrès dans son art lui faisait faire dans son travail, tout son travail lui était encore demandé.

Si le vilain avait une propriété dans son champ, l'industriel en avait une, mieux garantie encore par sa corporation, dans sa maîtrise. Tous les travaux des villes étaient, sans exception, accomplis, à l'aide d'outils, ou de machines, plus ou moins simples, plus ou moins compliqués, que le travail de l'homme mettait en mouvement; mais les hommes qui maniaient ces outils étaient comptés; leur nombre ne pouvait pas s'accroître sans qu'ils y donnassent eux-mêmes leur consentement. N'ayant point de guerre à soutenir contre une in-

dustrie rivale, point de concurrents à sous-vendre, ils mettaient sans doute fort peu d'empressement à faire de nouvelles découvertes en mécanique, à se mettre en état d'accomplir en huit heures le travail qu'ils faisaient auparavant en douze; ils n'y songeaient que lorsqu'un nouveau besoin se faisait sentir, que lorsqu'un nouveau marché s'ouvrait pour eux. En effet, tous les réglemens des anciennes maîtrises sont conservatifs; pour maintenir l'art tel qu'il est, il semblent ne songer qu'à lui interdire de nouvelles voies; l'art faisait cependant aussi des progrès lents, mais jamais ils ne réagissaient contre l'homme, jamais ils n'attaquaient le travailleur en réduisant sa récompense.

Le changement fondamental qui est survenu dans la société, au milieu de la lutte universelle créée par la concurrence et par l'effet immédiat de cette lutte, c'est l'introduction du prolétaire parmi les conditions humaines, du prolétaire, dont le nom emprunté aux Romains est ancien, mais dont l'existence est toute nouvelle. Les prolétaires étaient, dans la république romaine, les hommes sans bien, qui ne payaient point de cens, et qui ne tenaient à la patrie que par la progéniture (proles) qu'ils lui donnaient; car les Romains avaient observé comme nous que ceux-là ont les familles les plus nombreuses, qui, n'ayant rien, ne se donnent aucun souci pour les élever. Au reste le prolétaire romain ne travaillait pas; car, dans une société qui admet l'esclavage, le travail est déshonorant pour les hommes libres; il vivait presque uniquement aux dépens de la société, des distributions de vivres que faisait la république. On pourrait dire presque que la société moderne vit aux dépens du prolétaire, de la part qu'elle lui retranche sur la récompense de son travail. Le prolétaire, en effet, selon l'ordre que tend à établir la chrématistique, doit seul demeurer chargé de tout le travail de la société, et doit être étranger à toute propriété, et ne vivre que de son salaire. La société, selon l'école chrématistique, se divise en trois classes de personnes, quant au travail qui produit la richesse: les propriétaires fonciers, les capitalistes, et les journaliers ou prolétaires. Les premiers donnent la terre,

les seconds la direction, et les troisièmes la main-d'oeuvre: en retour, les premiers perçoivent la rente ou loyer, les seconds le profit, les troisièmes le salaire; chacun d'eux s'efforce de retenir le plus qu'il peut du produit total, et leur lutte réciproque fixe la proportion entre la rente, le profit et le salaire. L'abolition des corporations et de tous leurs privilèges créa les premiers prolétaires, les journaliers des villes: chacun put entrer dans tout métier, et le quitter pour en choisir un autre; chacun put offrir à qui voulait l'employer sa force de corps et son adresse; chacun, sans apprentissage, sans admission dans un corps, sans atelier et sans boutique, put travailler sur le capital d'autrui, dans l'entreprise d'autrui, avant d'avoir rien accumulé, et il crut gagner une liberté en perdant une garantie. D'abord les ouvriers, les prolétaires, ne furent qu'en petit nombre, et comme dans une situation d'exception à la suite des métiers; mais bientôt ils se multiplièrent par les causes que nous allons exposer, tandis que tous les anciens maîtres, compagnons et apprentis, disparurent presque absolument, et aujourd'hui les prolétaires exécutent seuls la plus grande partie du travail des villes.

La révolution survenue dans le travail des champs ou dans l'agriculture n'a point été si brusque. Les cultivateurs, loin de perdre aucune partie de leur propriété, l'ont au contraire vue s'améliorer par la suppression des droits féodaux; ceux qui étaient propriétaires, censitaires et métayers ont continué à unir à leur intérêt de laboureurs un droit dans la propriété qui le neutralise; les fermiers seulement, dans les pays de grande culture, ont commencé à trouver qu'il leur convenait de diriger les travaux au lieu de travailler eux-mêmes, de se placer sur la ligne des entrepreneurs de manufactures, et de faire exécuter les travaux dont ils avaient besoin par des prolétaires de l'agriculture, qu'ils prenaient ou renvoyaient suivant leurs convenances. La révolution économique qui a remplacé les anciens paysans par les prolétaires de l'agriculture ne s'est accomplie qu'en Angleterre, mais on peut dire qu'elle commence déjà partout. On voit partout quelques journaliers: leur nombre augmente, tandis que celui des

paysans diminue. Le paysan est le cultivateur qui tient au pays, qui a son droit héréditaire, sa part au pays; le journalier ne tient à rien qu'à sa journée, c'est le cultivateur qui est sans intérêt dans le pays; le premier aspire à la perpétuité, le second est sans passé et sans avenir.

Dans la poursuite du bon marché de la fabrication, l'école chrématistique a reconnu comme principe qu'il y avait toujours perte dans la division d'une force donnée; que les capitaux qui représentent la force, dans la création de la richesse, sont employés d'autant plus utilement qu'ils sont plus réunis; que cent mille écus accomplissent plus d'ouvrage en une seule entreprise que dix fois dix mille écus dans dix entreprises différentes; qu'il y a épargne sur la construction des grandes machines, sur leur durée sur leurs frottements, sur la comptabilité, sur l'inspection; qu'enfin plus la richesse est accumulée en une seule main, plus elle peut exécuter à bon marché l'ouvrage qu'elle a entrepris. En même temps que ce principe a été reconnu par la théorie, il a été poursuivi avec vigueur par l'intérêt personnel, et c'est son application qui, rendant intenable toutes les situations mitoyennes, a repoussé tous ceux qu'elle en chassait vers les rangs des prolétaires, de manière à augmenter journellement leur nombre. Ce principe, en effet, qui creuse un abîme entre l'extrême opulence et l'extrême pauvreté, s'applique à toutes les industries également, et il pourchasse de partout cette heureuse indépendance, cette heureuse médiocrité, qui fut si long-temps l'objet des vœux du sage. Selon les économistes anglais, il y a beaucoup plus de profit et beaucoup plus d'économie à pratiquer l'agriculture par de grandes que par de petites fermes. L'inspection des travaux y est plus facile, moins de temps est perdu pour passer de l'une à l'autre; le fermier, maître d'un capital considérable, a reçu une éducation proportionnée à sa fortune; aussi il dispose de plus d'intelligence et d'études; tous ses outils, ses bestiaux, ses bâtiments, sont meilleurs et de plus de durée; il est moins pressé de vendre, en sorte que ses marchés lui sont plus avantageux. En effet, partout où les grands fermiers se sont trouvés en concurrence

avec les petits, ils les ont ruinés. Les propriétaires anglais ont retiré à ces derniers leurs bestiaux, ils ont abattu leurs maisons, ils ont converti en champs et en prairies leurs jardins et leurs vergers, et ils regardent comme une petite ferme, qu'il faut s'étudier à faire disparaître, celle qui a moins de demi-mille ou de 320 acres d'étendue. Le mille entier a 640 acres carrés, et beaucoup de fermes, dans les provinces les plus prospérantes dans l'est Lothian en particulier, ont plus de deux milles d'étendue. Un fermier à la tête d'une entreprise si considérable ne travaille point de ses mains; il a les prétentions et les manières d'un gentilhomme; tout le travail est fait pour lui par le prolétaire, par le journalier, qui n'est plus un homme, mais une chose, dans l'estimation de ses supérieurs; on le compare tour à tour aux boeufs du labourage et aux machines, pour choisir celui des trois instruments de travail dont on peut tirer le plus de produits avec le moins de frais.

En poursuivant ce prétendu perfectionnement, on a obtenu dans l'agriculture une économie de vies humaines que l'école chrématistique trouve admirable. Tous les travaux agricoles de l'Angleterre, dont on évalue la surface à 34,250,000 acres, étaient accomplis, en 1831, par 1,055,982 cultivateurs, et l'on espère en réduire encore le nombre. Non seulement tous les petits fermiers sont descendus à la condition de journaliers, mais encore un grand nombre de journaliers ont été forcés de renoncer aux travaux des champs: car, nous assure-t-on, il y avait dans le système des petites fermes beaucoup de main-d'oeuvre perdue, qu'on ne perd plus aujourd'hui. Mais l'industrie pourra-t-elle occuper les familles qu'on renvoie des champs à la ville? pourra-t-elle leur donner du pain? A-t-on jamais pensé à la proportion qui doit nécessairement exister entre les produits de la terre et ceux des arts? Et quand on voit, dans un pays d'exception, les artisans aussi nombreux que les laboureurs, n'a-t-on pas reconnu que ces artisans ne sont nombreux que parce qu'ils fournissent d'objets d'art le monde entier? Au fait, l'industrie des villes a adopté le principe de l'union des forces, de l'union des capitaux, avec plus de vigueur encore que celle des campagnes. En Angleterre ce n'est que

par l'immensité des capitaux que les manufactures prospèrent. Ce n'est qu'autant qu'on dispose d'un très grand crédit qu'on trouve de l'économie sur la puissance des machines, sur leur durée, sur l'inspection des ouvriers, sur les travaux scientifiques, sur la comptabilité, sur les facilités d'écoulement. Les grands ateliers luttant contre les petits ont, sur tous les marchés, un avantage proportionné à leur grandeur. En effet, les manufactures qui travaillaient sur un fonds de mille livres sterling ont disparu les premières de l'Angleterre; en France au contraire, encore aujourd'hui, le plus grand nombre des manufacturiers travaille sur un fonds qui ne passe pas cette somme, ou 25,000 francs. Bientôt en Angleterre celles qui travaillaient sur 10,000 livres sterling (250,000 francs) ont été estimées petites, et trop petites; elles ont été ruinées, elles ont cédé la place aux grandes; aujourd'hui celles qui travaillent sur 100,000 livres sterling sont estimées parmi les moyennes, et le moment n'est peut-être pas éloigné où celles-là seulement-seront en état de soutenir la concurrence qui travailleront sur un million sterling.

Chaque fois que de plus grands capitaux sont réunis, qu'un plus grand atelier s'élève, que les travaux s'accélèrent et se concentrent sous une même direction, en sorte qu'on voit sortir du-même édifice, de la même factorie, le drap fabriqué, avec ce qui, vingt-quatre heures auparavant, était une toison sur le dos d'une brebis vivante, l'école chrématistique pousse des cris d'allégresse et d'admiration. Elle élève aux nues la prospérité d'un pays où un seul homme peut chaque jour charger un vaisseau avec les habits, ou les instruments de fer, ou la poterie, qui pourraient suffire à plusieurs milliers de ses semblables; mais quel étrange oubli de l'espèce humaine, que de ne pas s'informer une fois de ce que devient l'homme que la grande factorie a déplacé? Car enfin tous les consommateurs qu'elle pourvoit n'étaient auparavant ni sans habits, ni sans outils, ni sans poterie; mais ils s'approvisionnaient auprès de ces centaines de petits fabricants qui vivaient autrefois heureux dans l'indépendance, et qui ont disparu pour faire place au seul seigneur millionnaire du monde mercantile.

Les capitalistes sont aux aguets pour découvrir les moyens de concentrer de la même manière toutes les industries, de supprimer partout les métiers, pour faire place à des ateliers; ils s'efforcent de faire en fabrique toutes les pièces de serrurerie, de charpente, de menuiserie; l'école chrématistique est en admiration devant les bluteries de la Gironde, qui rendent inutiles les meuniers; devant les fabriques de tonneaux de la Loire, qui rendent inutiles les tonneliers; devant les entreprises de bateaux à vapeur, de diligences, d'omnibus, de chemins de fer, qui à l'aide d'immenses capitaux remplacent toutes les mesquines industries des bateliers, des voituriers, des charretiers indépendants. Chacun de ceux-là possédait un petit capital, il était maître; tout le travail au contraire des grandes entreprises est fait par des gens à gage, des prolétaires. La même admiration a éclaté lorsque d'opulents marchands en détail ont ouvert leurs immenses magasins dans les grandes capitales, et qu'ils ont offert, à l'aide des rapides moyens de transport nouvellement inventés, d'approvisionner chez eux tous les consommateurs, jusqu'aux extrémités de chaque empire. Ils sont en chemin de supprimer ainsi tous les marchands en gros, tous les marchands en détail, tous les petits boutiquiers qui peuplaient les provinces, et ils remplaceront ces hommes indépendants par des commis, des hommes à gage, des prolétaires: ne s'apercevra-t-on donc jamais qu'au nom de la richesse et de l'économie on pourchasse l'homme de place en place, qu'on prouve à chaque condition à son tour qu'elle n'est pas nécessaire, et qu'il n'y aura pas besoin de changer de langage pour persuader aux nations que par économie elles devraient cesser d'exister?

De même que par la puissance des grands capitaux on a attaqué toutes les industries indépendantes, et l'on a contraint l'homme qui était auparavant maître dans un métier à descendre au rang de journalier, de prolétaire, on a aussi attaqué tous les travaux domestiques des membres inférieurs de la famille, et l'école chrématistique a secondé par ses arguments la puissance de l'argent et la séduction du bon marché. Pourquoi, a-t-elle dit, la ménagère filerait-elle, tisserait-

elle, préparerait-elle tout le linge de la famille? Tout ce travail-là serait fait à infiniment meilleur marché à la manufacture; avec beaucoup moins d'argent la ménagère aura plus d'étoffes, et des étoffes plus fines. Pourquoi pétrirait-elle elle-même son pain? jamais elle ne le fera si léger, jamais si cuit à point, jamais à si bon marché que le boulanger? Pourquoi met-elle elle-même le pot-au-feu? Un établissement sur une grande échelle, avec des approvisionnements faits d'avance, un capital considérable, et une inspection commune, lui procurera de meilleurs aliments, avec une grande économie de temps et de chauffage. Des cuisines-omnibus pourront même lui apporter chaque jour son potage tout chaud jusqu'à sa porte. Pourquoi? -- Parce que les soins et les devoirs réciproques forment et resserrent les liens domestiques; parce que la ménagère se rend chère dans la famille du pauvre par la sollicitude avec laquelle elle pourvoit à ses premiers besoins; parce que l'amour n'est souvent pour l'homme de peine qu'une passion brutale et passagère; mais que son affection pour celle qui chaque jour prépare pour lui la seule jouissance qu'il doit obtenir de la journée s'accroît aussi chaque jour. C'est la ménagère qui prévient et qui se souvient, au milieu de cette vie si rapidement entraînée par les travaux et les besoins physiques; c'est elle qui sait réunir l'économie, la propriété et l'ordre à l'abondance. C'est dans le bonheur qu'elle a donné qu'elle trouve la force de résister s'il le faut aux demandes impérieuses de l'ivrognerie et de la gourmandise. Quand on n'aura plus laissé à la femme d'autre rôle dans la maison que celui de faire des enfants, croit-on qu'on n'aura pas ébranlé le sacré lien du mariage, plus que par les leçons ou les exemples de la plus condamnable immoralité?

Les manufactures l'ont emporté cependant, chez les nations qu'on nomme les plus prospérantes, sur les travaux domestiques, comme sur les métiers indépendants. On a annoncé leurs succès comme une conquête prodigieuse de l'industrie, et les publicistes comme les chefs de l'école chrématistique se sont félicités à l'envi sur le rapide accroissement de la richesse publique. Mais une réalité effrayante est venue

tout à coup troubler les esprits, et ébranler tous les principes qui avaient été annoncés d'un ton si dogmatique: c'est l'apparition du 'paupérisme', son accroissement rapide et menaçant, et l'aveu des oracles de la science qu'ils se sentaient impuissants pour y porter remède. Le 'paupérisme' est une calamité qui a commencé par se faire sentir en Angleterre, et qui n'a d'autre nom encore que celui que lui ont donné les Anglais, quoiqu'elle commence à visiter aussi tous les autres pays industriels. Le 'paupérisme' est l'état auquel sont nécessairement réduits les prolétaires quand l'ouvrage leur manque. C'est la condition d'hommes qui doivent vivre de leur travail, qui ne peuvent travailler qu'autant que les capitalistes les emploient, et qui dans leur oisiveté doivent retomber à la charge de la société. Cette société qui prête tout son appui aux riches ne permet point au prolétaire de travailler à la terre si le propriétaire ou son fermier ne l'y appellent pas. Elle ne lui permet point de travailler aux métiers si le fabricant ou son facteur ne l'appellent pas. Or les uns et les autres s'étudient à épargner sur le travail humain, à le rendre inutile; les uns et les autres, en raison de chaque progrès qu'ils font faire à l'agriculture ou à l'industrie, congédient un certain nombre de prolétaires, et les condamnent à une oisiveté qui serait la mort pour eux, si la société ne les assistait pas. La justice et l'humanité proclament également la nécessité de la 'charité légale', ou d'une provision faite par l'autorité sociale en faveur des pauvres dont l'agonie ne serait pas moins effrayante que douloureuse; aucune société n'a cru pouvoir se refuser à cette charité légale, mais c'est tout récemment, c'est presque aujourd'hui même que l'expérience et le calcul ont démontré également l'impuissance de la société pour supporter un tel fardeau: la taxe en faveur des pauvres accroît leur misère, leur dépendance et leurs vices, en même temps qu'elle ne suffit à les tirer de l'indigence qu'autant qu'elle absorbe tout le revenu le plus net de la nation la plus riche.

Qu'est devenue cependant cette opulence, si long-temps préconisée? où sont ces progrès vers la prospérité qu'on nous

invitait à admirer? Depuis que les nations se sont enrichies, ne sont-elles plus en état de se nourrir elles-mêmes? En oubliant les hommes pour les choses, en multipliant sans relâche les richesses matérielles, n'a-t-on donc fait autre chose que créer des pauvres? en excitant chacun à rechercher son propre avantage, aux dépens de tous ceux avec lesquels il contractait, n'a-t-on obtenu, au lieu de l'équilibre de toutes les forces individuelles, que l'action combinée de chacun, pour lui-même sans doute, mais au désavantage de tous? Il y a long-temps que nous l'avions dit, il est vrai, mais les écrits font peu d'impression quand ils s'attaquent à un système dominant. Les faits sont plus obstinés et plus rebelles; on a beau les réfuter sans les entendre, comme si ce n'était que des écrits, ils ne s'en représentent pas moins, ils grossissent même souvent pour avoir été négligés, et ils retombent alors de tout leur poids sur la théorie la plus habilement construite, l'écrasant et la renversant au moment où son auteur se-félicitait d'avoir victorieusement réfuté tous ses adversaires. Ce sont aussi les faits que nous nous proposons de recueillir ici, au lieu d'exposer une nouvelle théorie; ce sont les faits, tels qu'ils se rapportent à l'homme et non aux richesses; ce sont les conditions diverses de la société que nous nous proposons d'étudier, pour apprécier le bonheur de chacune, non pas seulement sous le rapport de la satisfaction des besoins physiques, mais encore sous celui des goûts, des penchants de l'homme, sous celui des développements intellectuels et moraux qui naissent de la vie journalière. Notre but en effet est de déterminer quelle doit être la règle de la société quant à ses intérêts matériels, quant à sa subsistance; mais au lieu de la chercher dans des notions abstraites sur la valeur ou le prix réel, nous n'apprécierons la richesse elle-même que dans son rapport avec le bonheur et la dignité morale de l'homme. C'est ainsi que nous nous flattons d'arriver enfin à connaître combien de jouissances ou de souffrances sont attachées à chaque condition, combien de développement intellectuel la société permet à chaque classe, combien enfin chaque modification de l'ordre social de l'économie politique, est digne de louange ou de blâme.

PREMIER ESSAI.

BALANCE DES CONSOMMATIONS
AVEC LES PRODUCTIONS.

Le monde industriel, le monde, sous son aspect économique, a subi, dans les soixante dernières années, des révolutions non moins surprenantes que le monde politique; il n'a pas moins changé de face; il ne présente pas à l'observateur des questions moins neuves; il n'appelle pas moins à remettre en discussion, d'après l'expérience, des maximes que la théorie avait rangées au nombre des principes. Autrefois, durant le moyen âge et jusqu'au temps de nos pères, la cupidité n'était peut-être pas moindre qu'elle ne l'est aujourd'hui; chacun également aspirait à s'enrichir, car la richesse, alors comme aujourd'hui, donnait accès à toutes les jouissances matérielles; mais alors tous ceux qui disposaient de quelque force, de quelque puissance, aspiraient à s'enrichir en s'appropriant les fruits de l'industrie des autres, et non en produisant eux-mêmes la richesse. Un préjugé universel attachait l'idée d'une dégradation à tout travail lucratif, à tout emploi que l'homme ferait de ses mains pour s'aider lui-même.

Le travail des champs était abandonné aux vilains, aux hommes de ‘potte’, que la corvée dégradait et qu’on pouvait ‘tailler’, dépouiller, à merci et à miséricorde. Le travail des ateliers, dans les villes, était considéré par les gentilshommes comme non moins abject, encore que les bourgeois, en s’associant pour leur défense commune, eussent réussi à se faire craindre et à occuper dans l’État un rang plus élevé que celui des paysans. L’action d’acheter et de vendre était également regardée comme honteuse, et un gentilhomme ne pouvait entrer dans le commerce sans déroger. Il y avait beaucoup moins de honte à mendier et surtout à voler, qu’à gagner sa vie en travaillant. Pendant que le système féodal était en pleine vigueur, le seigneur, fortifié dans son château, se croyait en droit de faire la guerre à tout le genre humain, de détrousser les passants, de soumettre à des péages exorbitants les voyageurs, et de rançonner plus que tous les autres les commerçants. Plus tard, il est vrai, quand un gouvernement central eut fait rentrer dans l’obéissance tous ces petits seigneurs, souverains d’une forteresse, il les contraignit aussi à respecter un peu plus l’ordre public et les propriétés étrangères à leurs domaines. Dès lors, les gentilshommes crurent qu’il ne leur restait de voie pour arriver à la fortune que la guerre. Leur solde ne les enrichissait pas; mais ils vivaient à discrétion dans leur pays même chez le paysan ou le bourgeois, et ils se félicitaient d’avoir beaucoup ‘gagné’, dès qu’en entrant dans le pays ennemi on leur permettait le pillage. Le valet était réputé fort supérieur à l’industriel, la plupart commençaient l’apprentissage de la vie par la domesticité. Ils cherchaient ensuite à s’avancer dans les cours; et les pensions, les présents des rois, ou enfin le jeu, étaient les ressources sur lesquelles ils comptaient pour subvenir à leurs dépenses. Dans le dix-septième siècle, lorsque la guerre fut soumise à des lois un peu plus humaines, et que les occasions de ‘gagner’ par la guerre devinrent plus rares, les pauvres gentilshommes se trouvèrent sans ressources: alors le préjugé commença à se relâcher en leur faveur; aux uns on permit de labourer leur propre champ, en posant leur épée sur leurs charrues;

aux autres, de travailler dans les verreries, parce que là, du moins, ils ne vivaient pas de l'ouvrage de leur mains, mais de leur souffle, et des 'gentilshommes verriers', prenant l'épée le dimanche, conservaient dans l'extrême pauvreté tout l'orgueil de leur noblesse.

Mais ce n'était pas seulement la classe en possession de toute la propriété territoriale, la noblesse vouée héréditairement à porter les armes, que le préjugé condamnait à l'oisiveté; tous ceux qui s'enrichissaient dans les finances, dans les magistratures dans les emplois de tout genre; tous ceux qui s'élevaient dans les professions lettrées, les médecins, les hommes de loi; tous ceux que l'héritage d'un ecclésiastique faisait arriver à l'indépendance, tous ceux qui faisaient leur fortune dans le commerce ou les manufactures, aspiraient à la noblesse; ils achetaient du roi des charges qui les élevaient au-dessus du tiers-état, et ils renonçaient en même temps à toute occupation lucrative. Quoique repoussés par l'ancienne aristocratie qui leur reprochait toujours les 'oeuvres serviles' de leurs pères, ils s'efforçaient de prouver qu'eux, du moins, 'vivaient noblement', c'est-à-dire sans rien faire. Avant même d'être anoblis, ils s'efforçaient, dès qu'ils pouvaient échapper au besoin, d'effacer de leurs écussons l'ignominie du travail, et de prouver qu'ils étaient nés pour détruire, et non pour créer la richesse.

En même temps que tous les riches considéraient comme une dégradation toute part qu'ils auraient prise personnellement à toute industrie, une autre opinion, alors sanctionnée par la religion, leur interdisait d'y contribuer par leurs capitaux. D'après l'interprétation qu'on avait donnée à la législation des Hébreux, tout prêt à intérêt était qualifié d'usure; tous les hommes scrupuleux s'abstenaient d'avancer aucun fonds pour prendre part à aucune entreprise profitable. Si quelques uns se mettaient au-dessus des avertissements de leurs confesseurs, ou des menaces des tribunaux, et prêtaient à usure, ils le faisaient en secret, à de gros intérêts, et à des dissipateurs plutôt qu'à des entreprises utiles. Les gouvernements seuls s'étaient réservé la faculté d'emprunter; eux seuls

avaient donné l'existence à la classe peu nombreuse et souvent trompée, souvent dépouillée, des rentiers. Il était d'ailleurs si difficile de tirer parti des capitaux, qu'on était beaucoup moins tenté d'en accumuler. Si l'on ne destinait pas le fruit de ses économies à acheter des fonds de terre ou des charges du roi, on le gardait dans un coffre-fort, on l'enterrait, ou bien on le dissipait à mesure. Ces moeurs, qui semblent si éloignées des nôtres, se représentent encore à nous toutes vivantes dans les comédies et dans les romans des règnes de Louis XIV et de Louis XV. L'abbé Prevost et Destouches nous représentent toujours le gentilhomme ne comptant pour vivre, s'il est pauvre, que sur les faveurs du roi, sur le jeu, quelquefois sur le vol ou sur l'escroquerie, mais jamais sur le travail, qu'il repousse comme une ignominie.

Dans le cours des dernières soixante années, il s'est opéré dans l'opinion, à l'égard du travail et de l'industrie, une révolution plus complète encore que celle qui a changé les droits politiques. Des philosophes ont reconnu, ont proclamé, que le travail était le bienfaiteur du genre humain; dès lors il a été anobli en quelque sorte. Bientôt, en effet, lorsque la noblesse de France se vit proscrite et émigrée, elle attacha son point d'honneur à vivre du travail de ses mains, plutôt que de mendier des secours, et elle mit en pratique les leçons auxquelles elle avait applaudi pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI. Son exemple acheva de renverser un préjugé que la raison avait déjà ébranlé, et les arts nourriciers du genre humain reprirent leur place légitime. Sans doute les hommes riches ont encore et auront toujours de la répugnance pour les travaux grossiers ou fatigants, mais ce n'est plus par la crainte de déroger qu'ils s'y refusent. Ils aiment leurs aises, leur repos, toutes les douceurs de la vie; ils ne veulent pas d'un travail qui les en priverait, mais ils ne se refusent nullement à gagner, ils acceptent avec avidité toute participation à l'industrie qui ne leur ôte aucune jouissance. Les industriels enrichis, les marchands, les manufacturiers, ne renoncent point à leur industrie en recevant des lettres de noblesse, en entrant dans le conseil des rois ou dans les pairie

les nations libres. Ils se gardent bien plus encore d'en retirer leur fortune.

Le travail personnel, surtout le travail musculaire des riches et des nobles, n'ajoute sans doute pas beaucoup à la production commune de l'industrie du genre humain; mais le travail de toutes leurs richesses, de tous les capitaux qu'ils prêtent à l'industrie, ajoute aux pouvoirs de l'homme d'une manière qui tient du prodige. Le premier des enseignements de l'économie politique, c'est que le capital est le moteur du travail, qu'aucun ouvrage ne peut s'accomplir si un capital n'est avancé pour le mettre en activité, s'il ne fournit les matières premières, les outils, l'entretien de l'ouvrier, pendant que le travail s'exécute; que plus le capital s'accumule entre les mains de ceux qui le destinent à l'industrie, et plus de travail est exécuté.

Au moment où Adam Smith découvrit et révéla au monde les vrais principes d'économie politique, le capital était encore tellement disproportionné au travail demandé, qu'à ses yeux la chose la plus désirable pour une nation c'était d'accumuler du capital, que l'industrie la plus profitable lui paraissait celle qui faisait circuler le capital plus rapidement. mais c'était justement l'époque de transition, l'époque où le travail cessait d'être une honte pour devenir un honneur, l'époque où l'église cessait de prononcer ses anathèmes contre le prêt à intérêt. aujourd'hui tout le capital des riches est mis au service de l'industrie; ce capital n'a cessé de s'accroître par les efforts constants de tous les hommes pour s'enrichir toujours plus; en même temps, pour redoubler encore l'énergie de ce premier moteur de toute fabrication, des procédés ingénieux, tels que l'institution des banques, et toutes les modifications du crédit, ont été mis en usage pour en activer la circulation et l'employer tout entier à mettre en mouvement un travail plus considérable. Personne ne confond plus l'usure avec le prêt à intérêt, et il ne se trouve plus personne qui se fasse scrupule ou de prêter à un négociant, ou d'acheter une action dans une compagnie commerçante. Ce n'est pas seulement par leur activité ou leur vigilance,

et par l'emploi de toute leur fortune, que les riches et les gens bien nés ont secondé ces oeuvres serviles, cette production de richesses qu'ils regardaient autrefois comme une sorte de dés-honneur. Leurs têtes ont dès lors travaillé à asservir la nature, à mettre en usage toutes les forces irrationnelles que l'étude de la physique leur faisait découvrir, pour seconder le labeur de l'homme. Tant que le préjugé qui condamnait le travail, comme dégradant, a régné dans toute sa force, les physiciens les naturalistes, les mécaniciens, les mathématiciens, ont prétendu ne cultiver les sciences que d'une manière désintéressée. Ils auraient eu honte de faire servir à un vil lucre ces nobles filles des Muses; ils cherchaient pour elles-mêmes les propriétés de la matière ou les propriétés des nombres; tout au plus se permettaient-ils quelquefois d'en faire quelques applications aux travaux publics, ou au maintien de la santé; encore le chimiste repoussait-il de toutes ses forces le danger d'être confondu avec l'apothicaire, ou le mécanicien de descendre au rang de l'horloger. Les sciences ne pouvaient être cultivées que par ceux qui avaient reçu une éducation libérale, et tous ceux-là auraient cru se dégrader en se mettant au service de ceux qui accomplissaient des oeuvres serviles. Mais aujourd'hui des chaires sont fondées dans toutes les universités pour la chimie, la physique, la mécanique, appliquées aux arts; tous les savants se piquent de justifier l'utilité de leurs travaux et de leurs découvertes, en montrant le parti que l'on en peut tirer pour faciliter toutes les industries, pour enrichir les marchés et procurer des jouissances aux consommateurs. Des hommes d'un grand nom et d'une grande fortune ont même tourné toute l'activité de leur esprit, et tout le pouvoir et le crédit dont ils jouissaient, à une application plus immédiate. Ils ont voulu, par patriotisme, contribuer à créer de la richesse. Ils ont fait étudier dans les pays étrangers les procédés plus perfectionnés de l'agriculture, des arts et des manufactures, pour les introduire dans leur pays. Ils ont offert des primes et des récompenses à toutes les découvertes applicables au travail; ils ont acheté les secrets de l'industrie, non pas seulement pour les pratiquer, mais pour les divulguer; ils se sont fait

gloire de fonder eux-mêmes et de diriger des ateliers et des manufactures dans des lieux où l'on n'avait jamais songé à en établir, où aucun intérêt ne les appelait. Ils ont enfin poursuivi l'art de s'enrichir non pas avec cupidité, mais en quelque sorte avec un désintéressement patriotique.

Déjà les progrès de la civilisation garantissaient à chacun, presque dans toute l'Europe, la jouissance de sa fortune et des fruits de son travail, tous les pas les plus difficiles dans les sciences étaient faits; il ne s'agissait désormais que les appliquer aux arts. Après une guerre longue, acharnée et universelle, la paix condamnait une foule d'hommes actifs à chercher une nouvelle carrière, un nouveau gagne-pain, et les moyens de réparer toutes les pertes causées par les calamités publiques. Un nombre très considérable d'hommes se voua tout à la fois aux sciences dans l'intention de les appliquer aux arts; leur progrès furent accélérés par l'émulation, par les rapides communications qui s'établirent entre eux dans toute l'Europe, dans tout le monde connu; par la gloire qui s'attachait à leurs découvertes, et qui allait croissant à mesure que l'esprit humain se dégoûtait des illustrations plus futiles.

Aussi dans le dernier quart de siècle a-t-on vu faire à toutes les sciences naturelles des pas gigantesques, et qui confondent l'imagination. A peine cependant une grande découverte scientifique est-elle éclosée dans un cerveau, qu'elle trouve son application dans quelqu'un des arts utiles. Ce ne sont plus comme autrefois des expériences isolées, des industries presque clandestines, qui grandissent et prospèrent par l'application de quelqu'un des mystères de la science; tous les hommes de talent au contraire, dans tout les rangs de la société, sont à l'affût de ces découvertes pour en faire, avec l'activité qui distingue notre siècle, l'application à quelque industrie profitable. L'inventeur sait d'avance que plus son entreprise sera faite sur une grande échelle, et plus les profits qu'il réalisera seront considérables; aussi cherche-t-il aussitôt sur le marché public des capitaux qui puissent imprimer le mouvement à l'industrie qu'il se propose de créer. Les capitaux surabondent aujourd'hui dans toute l'Europe; le taux de l'intérêt a baissé

successivement et baisse encore; les banques de prêt et de placement sont empressées à favoriser toute industrie nouvelle; les fonds qu'une fortune privée ne pourrait réunir avancés par les compagnies anonymes. Les capitalistes sont si embarrassés à trouver pour leur argent des emplois profitables, qu'on les a vus précipiter avec aveuglement, avec fureur, millions après millions dans les entreprises de canaux, dans celles de mines, dans les emprunts des nouvelles républiques américaines, et aujourd'hui dans les chemins de fer. Aucune distance n'arrête plus les spéculateurs; l'espoir du gain fait circuler avec rapidité le capital d'une extrémité à l'autre de l'univers connu. Aucune industrie qui offre du profit n'est arrêtée, manque de fonds, sur quelque échelle gigantesque qu'elle soit conçue; et ce n'est pas dans un endroit seulement qu'elle est exécutée, dans vingt pays divers on voit naître en même temps la nouvelle industrie; bientôt aussi, comme les géants nés des dents du dragon semées dans la terre, on les voit, dès le moment de leur naissance, combattre avec acharnement les unes contre les autres.

Le travail, père de toute production, manquait encore, il y a soixante ans, aux besoins du monde. Ni les bras, ni le capital, ni la science appliquée aux arts, ne suffisaient aux demandes de la consommation; aussi, quoique l'industrie fût méprisée, était-elle amplement récompensée. Il y avait des pauvres, il y en avait beaucoup; car les convulsions publiques, les extorsions privées, ne laissaient souvent plus de pain à celui qui l'avait gagné à la sueur de son front. Mais d'autre part il n'y avait point de pauvre qui, en travaillant, ne fût sûr de trouver de quoi vivre, point de capital consacré à l'industrie qui ne rapportât un profit, point de commerce qui avec une intelligence bornée, de l'assiduité au travail et de l'économie, ne menât à la richesse. Ce fut seulement sous le règne de Louis XV qu'on vit tous les moralistes s'accorder à encourager le travail, à flétrir la fainéantise. A la même époque des philosophes commencèrent à s'occuper de la formation de la richesse. Ils annoncèrent à la société qu'elle était nourrie tout entière par le travail; ils signalèrent les capitaux

comme mettant ce travail en mouvement; ils recommandèrent de les employer de préférence dans le commerce où la circulation était le plus rapide, pour qu'ils missent plus de travail en mouvement. Enfin ils appelèrent de tous leurs voeux la production, qui leur semblait identique avec la richesse, et à cette époque ils avaient pleinement raison.

Mais nous nous souvenons d'avoir entendu conter dans notre enfance, qu'au temps des enchantements, Gandalin, qui logeait un sorcier dans sa maison, remarqua qu'il prenait chaque matin un manche à balai, et que disant sur lui quelques paroles magiques, il en faisait un porteur d'eau qui allait aussitôt chercher pour lui autant de seaux d'eau à la rivière qu'il en désirait. Gandalin, le matin suivant, se cacha derrière une porte, et en prêtant toute son attention, il surprit les paroles magiques que le sorcier avait prononcées pour faire sont enchantement; il ne put entendre cependant celles qu'il dit ensuite pour le défaire. Aussitôt que le sorcier fut sorti, Gandalin répéta l'expérience; il prit le manche à balai, il prononça les mots mystérieux, et le manche à balai porteur d'eau partit pour la rivière et revint avec sa charge, il retourna et revint encore, une seconde, une troisième fois; déjà le réservoir de Gandalin était plein et l'eau inondait son appartement. C'est assez, cria-t-il, arrêtez; mais l'homme machine ne voyait et n'entendait rien; insensible et infatigable, il aurait porté dans la maison toute l'eau de la rivière. Gandalin, au désespoir, s'arma d'une hache, il en frappa à coups redoublés son porteur d'eau insensible; il voyait alors tomber sur le sol les fragments du manche à balai, mais aussitôt ils se relevaient, ils revêtaient leur forme magique et couraient à la rivière. Au lieu d'un porteur d'eau, il en eut quatre, il en eut huit. il en eut seize, plus il combattait, plus il renversait d'hommes machines, et plus d'hommes machines se relevaient pour faire malgré lui son travail. La rivière tout entière aurait passé chez lui, si heureusement le sorcier n'était revenu et n'avait détruit le charme.

L'eau cependant est une bonne chose, l'eau non moins que le travail, non moins que le capital, est nécessaire à la vie.

Mais on peut avoir trop, même des meilleures choses. Des paroles magiques prononcées par des philosophes, il y a bientôt soixante ans, ont remis le travail en honneur. Des causes politiques, plus puissantes encore que ces paroles magiques, ont changé tous les hommes en industriels; ils entassent les productions sur les marchés bien plus rapidement que les manches à balai ne transportaient l'eau, sans se soucier si le réservoir est plein. Chaque nouvelle application de la science aux arts utiles, comme la hache de Gandalin, abat l'homme machine que des paroles magiques avaient fait mouvoir, mais pour en faire relever aussitôt deux, quatre, huit, seize, à sa place: la production continue à s'accroître avec une rapidité sans mesure. Le moment n'est-il pas venu, le moment du moins ne peut-il pas venir, où il faudra dire: C'est trop?

D'après la théorie qui est professée aujourd'hui dans toutes les écoles d'économie politique, ce moment n'est point venu, il ne doit même jamais venir. D'après la persuasion qui dirige les gouvernements de l'Europe, sans qu'ils s'en rendent bien compte, peu importe que ce moment soit venu pour le genre humain, pourvu que leur nation continue à produire et à vendre sans acheter. La contradiction entre les vues pratiques des uns et la théorie de autres est une des grandes causes de la confusion qui règne dans la discussion de toutes les lois de finance. Tenons-nous en, pour à présent, à examiner le système des philosophes. Les disciples d'Adam Smith, qui, en poursuivant ses spéculations, les ont transportées dans la région des abstractions, Ricardo, et J.-B. Say, que l'Angleterre et la France regrettent, Mac Culloch, Senior, et tous les autres qu'on est accoutumé à consulter aujourd'hui comme des oracles, s'accordent à dire qu'il suffit à l'économiste de s'occuper de la production des richesses, car la plus grande prospérité des nations tient à produire toujours davantage. Ils disent que la production, en créant des moyens d'échange, crée une cause de consommation. Ils disent qu'on ne doit jamais craindre que les richesses encombrant le marché, quelle que soit la quantité qu'en ait produit l'industrie humaine,

parce que les besoins et les désirs de l'homme sont insatiables, et convertiront toujours toutes ces richesses en jouissances. Cependant un autre économiste, doué d'une grande puissance de méditation, M. Malthus, qui aurait peut-être fait faire à la science des pas plus rapides s'il n'avait pas trop souvent entraîné ses adversaires dans les profondeurs de la métaphysique, et trop appliqué aux forces morales les calculs des sciences exactes, avait entrevu déjà la nécessité de maintenir une balance à peu près exacte entre les productions et les consommations. Il avait fort bien compris que les dernières n'étaient point une conséquence nécessaire des premières; il avait vu que le marché pouvait s'encombrer de manière à rendre l'activité de la production une cause de ruine pour les producteurs eux-mêmes; et comme il était cependant persuadé, avec toute l'école d'où il était sorti, que la grande cause efficiente de la richesse c'était de produire toujours plus et toujours plus vite, que les nations devaient de toute leur puissance activer l'industrialisme, il en était arrivé à la conclusion un peu étrange qu'il n'était pas moins important d'activer la consommation; que le devoir des riches était de faire disparaître rapidement la production qui s'accumulait, en se pressant de jouir, et que leurs dissipations, tout comme les prodigalités du gouvernement, étaient autant d'actes de bienfaisance envers ceux qui devaient travailler pour vivre.

Depuis près de vingt ans nous avons commencé à nous élever contre le système de l'accroissement indéfini des richesses. Nous n'avons jamais nié que le travail ne fût une chose aussi honorable qu'utile; que le genre humain ne se fût affranchi d'un préjugé aussi absurde qu'injuste quand il avait cessé de flétrir les sources de son bonheur et de sa vie. Nous n'avons jamais nié que l'accumulation du capital ne fût nécessaire pour imprimer le mouvement à l'industrie de l'homme; que l'application des sciences aux arts ne facilitât et ne multipliât ce travail, plus encore que le capital; que l'homme, en domptant la nature et en forçant l'air, l'eau, la vapeur, à lui obéir, n'eût fait une conquête aussi glorieuse qu'utile. Mais

nous avons dit qu'on pouvait avoir trop, même des meilleures choses, que tous les efforts devaient être commensurés avec leur but; que le but du travail était la jouissance, que le but de la production était la consommation. Nous avons dit que les besoins et les désirs de l'homme sont, il est vrai, sans bornes; mais que ces besoins et ces désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'autant qu'ils sont unis à des moyens d'échange. Nous avons ajouté qu'il ne suffisait point de créer ces moyens d'échange, pour les mettre aux mains de ceux qui avaient ces désirs et ces besoins; qu'il arrivait même souvent que les choses à échanger augmentaient en quantité et en valeur dans la société, tandis que la demande de travail ou l'offre d'un salaire diminuaient; qu'alors les désirs et les besoins de cette partie de la population qui vivait de salaire ne pouvaient pas être satisfaits, et que la consommation diminuait en conséquence.

Au lieu de regarder la production croissante de richesses comme un signe non équivoque de la prospérité de la société nous avons annoncé que pour les nations, comme pour les particuliers, la production pouvait être plus ou moins profitable; qu'elle pouvait même ne réaliser que des pertes, et que c'était sa proportion avec la demande qui déterminait jusqu'à quel degré elle était avantageuse; que tout fabricant savait bien qu'en faisant toujours la même quantité d'ouvrage, il pouvait gagner beaucoup, il pouvait gagner peu, il pouvait même perdre; qu'il en était de même de la société tout entière; que ce que chacun gagnait chaque année, ou par le travail de la terre, ou par le travail des capitaux, ou par le travail des hommes, formait son revenu; que le revenu de chacun était la mesure de ce qu'il pouvait consommer; que l'ensemble des revenus de tous, qui formait le revenu social, était la mesure de ce que tous pouvaient consommer, ou de ce que la société consommait réellement; car la consommation cesserait bien vite, si le consommateur destinait à la payer autre chose que son revenu, s'il tarissait la source qui doit suffire à l'avenir comme au présent.

Deux questions fondamentales semblent donc résulter de cette opposition entre les théories: quel est le rapport à maintenir entre la production et la consommation, et quelle est la vraie nature du revenu social? Nous nous proposons de traiter ces deux questions dans cet essai et dans le suivant.

Lorsque nous fixons nos yeux sur la société humaine pour comprendre son organisation et le but vers lequel elle se dirige, nous nous sentons d'abord comme éblouis par le mouvement du commerce; un tel conflit d'intérêts, un tel croisement de vues et de volontés tourbillonne devant nous, que nous ne pouvons saisir la marche générale. La seule manière de concevoir la direction que doivent suivre les hommes, c'est de les isoler, c'est de les supposer agissant pour eux-mêmes sans échange, sans commerce, et de rechercher ce que seraient alors leur désirs et leurs intérêts. Ce but d'un seul homme doit aussi être le but commun de tous les hommes; il doit rester le même si le commerce est légitime, c'est-à-dire s'il est destiné à servir la société et non à tourner contre les uns la force des autres, à enrichir les uns aux dépens des autres. Le vrai commerce n'est qu'un partage des fonctions sociales entre ceux qui veulent atteindre un but commun. Chacun échange ses services contre les services de son voisin, chacun ne fait que sa partie; chacun se mettant à son tour à la place d'un autre, continue l'action commencée; mais cette action est une, comme l'intérêt de la société est un, comme cet intérêt est identique avec celui d'un homme isolé, qui travaillerait seul et sans échange de services à pourvoir à tous ses besoins.

Cet homme seul serait à la fois producteur et consommateur. Son but en travaillant serait de satisfaire à ses désirs et à ses besoins; car on ne travaille que pour jouir, on ne produit que pour consommer. Mais cet homme seul, à supposer qu'il en ait la force ou l'adresse, produira-t-il plus qu'il ne peut consommer, accumulera-t-il des richesses? car nous appellerons de ce nom les produits de son travail qui sont propres à satisfaire ses désirs et ses besoins. Oui, il le fera, mais dans une certaine mesure seulement. Il se pourvoira d'abord

des choses qui se dissipent immédiatement par la jouissance, telles que ses aliments; puis de celles dont il jouira longtemps en les consommant, comme ses vêtements; puis de celles dont l'utilité durera peut-être plus que lui, comme son logement. Ces trois classes d'objets entrent également dans son fonds de consommation. Dès que par son travail il les a produits; il en jouit, et il commence, par sa consommation, à les détruire. Mais à côté de son fonds de consommation, ce même homme, s'il le peut, se fera encore un fonds de réserve. Il ne voudra pas devoir à un travail quotidien son pain quotidien, mais il cherchera à se l'assurer d'avance, tout au moins pour l'année; il fera de même tous ses autres approvisionnements de vivres; outre les habits qu'il porte journellement, il en fera d'autres dont il ne compte faire usage que plus tard, il préparera même des étoffes qu'il ne compte pas mettre en oeuvre de quelque temps. En effet, il ne veut point se trouver privé de subsistance si quelque cause imprévue le forçait à interrompre son travail; ou si les intempéries des saisons lui en enlevaient le fruit, ou si même une inconstance à laquelle il veut être maître de se livrer lui faisait préférer, pour un temps, de s'abandonner à l'oisiveté. Mais après avoir approvisionné ainsi et son fonds de consommation et son fonds de réserve, il s'arrêtera; encore qu'il fût en état d'accroître encore indéfiniment par son travail ses richesses consommables. Il aime mieux se reposer que de produire des fruits dont il ne pourrait jouir. Il sait que toutes ses provisions lui demanderaient des soins, qui à la longue équivaudraient au travail de les produire; il sait que toutes se détériorent en les gardant, et qu'il aurait plus de trouble et de fatigue à les accumuler dès à présent qu'à attendre pour les préparer le moment d'en faire usage.

C'est ainsi qu'en examinant les intérêts de cet individu industriel, que nous supposons absolument isolé, nous trouvons que sa production et sa consommation se balancent, mais dans une certaine latitude cependant qui rend difficile de les soumettre au calcul; en effet, non seulement il a pourvu à sa subsistance, mais il a préparé des choses dont il a com-

mencé déjà, il est vrai, à jouir, qui continueront encore longtemps à lui donner des jouissances, et d'autres dont il ne jouit point encore, et qu'il tient en réserve pour un besoin futur. Toutefois, après avoir pourvu ainsi à son fonds de consommation et à son fonds de réserve, tout travail qu'il ferait au-delà serait inutile, tout produit qu'il accumulerait serait sans valeur. La société, prise dans son ensemble, est absolument comme cet homme: elle a son fonds de consommation, qui se compose de tout ce que ses membres ont déjà acquis et destiné à leur jouissance, quoique, parmi ces choses, les unes se détruisent au moment où chacun en fait usage, les autres continuent à servir pendant un temps qui peut être fort long; elle a de plus son fonds de réserve qui doit pourvoir aux interruptions accidentelles ou aux retards de la production, comme au temps perdu, pour faire parvenir les choses consommables du producteur au consommateur. Mais après que ces deux fonds sont remplis, tout ce qui se produit au-delà est inutile et cesse d'avoir une valeur. Cependant le commerce, ou les échanges et de services et de marchandises, ont partagé entre les membres de la société les fonctions qui tendent à un but commun. Chacun, en poursuivant son but privé, perd de vue l'intérêt général, et ne saurait mesurer avec exactitude son action de sorte qu'elle réponde au besoin de tous. Les travaux se sont partagés, et chacun ne songe à produire qu'une seule chose; il poursuit son but sans savoir au juste combien de cette chose la société lui demande, et lui-même il voudrait en produire indéfiniment; car comme il voit devant lui la possibilité d'amonceler non plus des denrées, mais de l'argent, ou bien des créances sur d'autres hommes, il ne songe qu'à s'enrichir et ne met pas de bornes à ses désirs. Cependant il ne enrichit en effet que quand il a trouvé son consommateur, ou l'intermédiaire entre lui et le consommateur. C'est l'acheteur seul qui donne une valeur réelle à son produit, et qui lui apprend s'il a en effet créé des richesses, ou s'il n'a fait que donner à la matière une forme nouvelle, que la société rejette comme lui étant inutile.

Tous les consommateurs, c'est-à-dire tous les individus

dans la société, peuvent avoir et leur fonds de consommation et leur fonds de réserve; ils peuvent, outre les choses qu'ils ont déjà consacrées immédiatement à leur usage, avoir encore des approvisionnements pour attendre un besoin futur; cependant la plupart comptent plutôt sur les approvisionnements du commerce, car dans le partage des fonctions sociales, les négociants se sont faits les administrateurs du fonds de réserve de la société; ils reçoivent dans leurs magasins les produits qui attendent la commodité du consommateur. Mais l'institution du commerce a rendu beaucoup plus appréciable la perte que ferait la société par l'accumulation d'un fonds de réserve disproportionné avec ses besoins. Le commerce a reconnu que les accidents se compensent, que la moyenne du travail et de ses produits est chaque année à peu près la même. Lorsque chacun se préparait, pour son propre compte, à rencontrer les chances de l'avenir, il devait désirer de se trouver pourvu, même pour la chance la plus fâcheuse, et par conséquent la plus improbable; mais lorsque le commerce se charge de couvrir toutes les chances de tous les individus, comme il sait que la plupart de ces chances se compensent, il peut le faire avec un fonds fort inférieur à ce que chacun aurait calculé pour soi. Ainsi une famille isolée désirerait probablement avoir en avance son approvisionnement de blé pour deux ou trois années, tant la calamité d'en être privée par deux mauvaises récoltes de suite lui paraît redoutable. Le commerce, au contraire, s'efforce de calculer assez juste la consommation de tous pour que son approvisionnement de blé dépasse tout au plus d'un mois ou deux l'année courante; car il perd l'intérêt de tout le blé qu'il emmagasine de trop, il perd même sur son prix d'achat; car, après la récolte, le blé vieux ne soutient plus la concurrence du blé nouveau. Le commerce d'étoffes est plus vigilant peut-être encore à limiter le fonds de réserve social. Il cherche bien à présenter au consommateur un assortiment qui puisse séduire son goût ou ses caprices, mais en même temps il songe sans cesse que tout ce qu'il ne débite pas rapidement lui cause une perte considérable; le capital avancé porte intérêt contre lui. les étoffes se ternissent, la mode

change, et les fonds de magasin sont la ruine des marchands. Ce n'est pas tout: plus le commerce acquiert d'activité, plus, selon les notions communes, la société s'enrichit, et plus son fonds de réserve diminue. Par une conséquence singulière de son activité, la société possède d'autant moins de marchandises accumulées qu'elle les produit plus vite. De même qu'après l'établissement d'une banque un banquier est appelé à tenir beaucoup moins d'argent comptant en caisse que n'en tenaient entre eux tous les marchands dont il fait les affaires, après l'établissement d'une boutique où chaque ménage prend l'habitude d'aller s'approvisionner chaque jour, cette boutique contient beaucoup moins de provisions qu'on n'avait coutume d'en tenir en réserve entre tous les ménages qu'elle fournit. Depuis qu'on a commencé à faire en grand dans les capitales le commerce de détail, et à fournir de là tous les boutiquiers, quelquefois même, tous les consommateurs de province, on a supprimé tous les magasins de marchandises qui se trouvaient chez une foule de marchands en gros et en détail; depuis que les marchandises circulent avec la rapidité de l'éclair par les voitures et les bateaux à vapeur, on a supprimé toutes celles qui se traînaient lentement sur les chars des rouliers. La marchandise passe moins de temps dans le magasin du fabricant, moins de temps en voyage, moins de temps dans la boutique du détaillant; elle est à peine terminée qu'elle passe aux mains de celui qui en veut faire usage. Mais cette rapidité est calculée comme partie du bénéfice, ou plutôt elle est calculée, et à cause d'elle le marchand vend à plus bas prix. Toutes les fois qu'elle est suspendue, toutes les fois qu'il y a un temps d'arrêt quelque part dans la circulation, le détenteur de la marchandise éprouve une perte; d'abord celle de l'intérêt de son argent, puis celle de l'engorgement de ses capitaux, de la suspension de son commerce, qui entraîne sa ruine. Ainsi le commerce, pris dans son ensemble, est bien plus intéressé que n'était l'homme isolé à ne pas laisser grossir le fonds de réserve, mais au contraire à le réduire sans cesse, et à maintenir la balance égale entre la production et la consommation.

Avant de se réunir en société, les hommes ne pouvaient se méprendre sur le but qu'ils devaient se proposer dans leurs travaux; chacun savait ce dont il avait besoin, chacun comparait la fatigue du travail avec la récompense qu'il trouverait dans la jouissance, chacun pouvait estimer d'avance si ce qu'il désirait valait la peine qu'il lui faudrait pour l'obtenir, si ce qu'il possédait valait la peine qu'il lui faudrait pour le conserver, si ce qu'il craignait valait la peine qu'il lui faudrait pour l'éviter; et d'après cette triple comparaison, il réglait son économie quant à sa consommation journalière, quant à son fonds de consommation et quant à son fonds de réserve. Mais depuis que les hommes, par leur réunion en société et par l'introduction du commerce, ont soustrait à une pensée commune la poursuite de leur intérêt commun, les intérêts partiels ont pu seuls se faire écouter; c'est à eux qu'on a confié le maintien de l'économie politique et la direction du travail de tous, pour qu'il pourvoie aux besoins de tous. Les conditions se sont séparées par l'introduction et les progrès du commerce. Aux uns sont demeurés les fonds de terre, aux autres les capitaux, aux autres la force de leurs bras seulement, à tous le désir de gagner et de gagner toujours davantage, de tirer un parti toujours plus grand de la puissance qui leur est demeurée pour produire. Ainsi le propriétaire fait tout ce qui dépend de lui pour que sa terre soit mise tout entière en valeur, pour qu'elle se couvre des récoltes les plus abondantes, pour qu'enfin celles-ci lui causent le moins de frais possible, afin qu'en les vendant à bon marché, il obtienne la préférence sur ses compétiteurs. Le capitaliste, avec non moins d'empressement, s'étudie à trouver un emploi avantageux pour ses capitaux, à faire naître une production industrielle, qu'en raison de son utilité, de sa nouveauté ou de son bon marché, il puisse vendre, lors même que les autres industriels ne vendraient pas, car ses capitaux lui sont inutiles s'ils ne font pas travailler. L'homme de peine, enfin, ne peut manger, ne peut vivre qu'autant qu'il travaille: il s'étudie donc à ne pas rester un jour sans ouvrage, il s'offre à qui veut l'employer; il se recommande

en faisant voir que par sa force ou son adresse il fait plus d'ouvrage qu'un autre en peu de temps, ou qu'il travaille plus long-temps, ou à meilleur marché. C'est trois classes également s'étudient donc à produire toujours davantage, à produire à meilleur marché, à produire d'autant plus qu'elles sont moins récompensées, pour retrouver sur la quantité ce qu'elles perdent sur le prix. Elles s'étudient à le faire sans se régler sur la faculté qu'elles trouveront dans les consommateurs pour acheter; elles regardent plutôt cette faculté comme invariable et luttent entre elles à qui saura se faire préférer; chacune cherchant son avantage dans un écoulement plus rapide, qui ruinera ses rivales.

Mais tandis que les classes productives augmentent de tous leurs pouvoirs leurs productions, le commerce proprement dit, le commerce qui distribue la richesse à ceux qui doivent en faire usage, repousse tout aussi énergiquement cette exubérance de production. Chaque marchand refuse de se charger de marchandises dont le débit ne lui paraît pas devoir être facile et prompt, il s'étudie à en garder le moins qu'il peut en magasin, à renouveler ses assortiments le plus fréquemment qu'il peut, et il éprouve une perte dès que son capital cesse de circuler avec la plus extrême rapidité. Dans cet état de choses, il semble singulièrement imprudent de presser les producteurs, qui sont déjà bien assez actifs, et de les forcer à se jeter en plus grand nombre sur le commerce, qui les repousse.

Il paraîtrait plus naturel de s'adresser aux consommateurs, car c'est de l'accroissement de la consommation que doit dépendre tout accroissement de production vraiment profitable. Mais d'autre part l'accroissement de la consommation n'est autre chose que l'accroissement de la dépense, en sorte que l'on ne comprend guère comment le moyen recommandé aux nations pour s'enrichir pourrait être de dépenser davantage. Les exemples d'ailleurs n'ont pas manqué, de gouvernements prodigues, de nations qui dépensaient plus que leurs moyens ne comportaient, entre autres pour la guerre, et cette prodigalité a constamment causé leur épuisement et leur ruine.

Plusieurs gouvernements, il est vrai, par un reste d'attachement au système mercantile, se sont proposé de pousser les nations qui leur étaient soumises à produire beaucoup, à consommer peu, et à vendre aux étrangers tout le surplus de leur production sur leur consommation; comptant qu'elles recevraient en retour de l'or ou de l'argent qui s'accumulerait indéfiniment entre leurs mains. Tous les économistes, il est vrai, se sont accordés à démontrer la fausseté de ce système; à prouver que les métaux précieux, comme toute autre marchandise, s'échappaient d'un marché où ils étaient surabondants; qu'il n'y avait d'ailleurs pas plus d'avantage que de possibilité à les accumuler; qu'il y avait même du profit à s'en passer, lorsqu'on pouvait les remplacer par des billets de banque; qu'enfin en dernière analyse une nation achetait toujours des étrangers autant qu'elle leur vendait. Nous ne répèterons pas leurs arguments, car ils sont restés sans réponse; on les a admis comme établissant désormais une vérité démontrée. Cela n'empêche point que le ministère anglais, celui de tous qui a le plus complètement adopté les principes de la nouvelle école, ne persiste à vouloir faire de l'Angleterre la manufacturière de l'univers. Il veut que les peuples de l'Europe, ceux de l'Amérique, ceux de l'Inde, deviennent les chalands des marchands anglais; que chaque nouveau progrès de l'industrie nationale se lie avec l'ouverture d'un nouveau marché au dehors. En même temps, au lieu de compter pour la consommation sur des échanges entre les produits croissants, il continue à se flatter d'exclure successivement des marchés étrangers les producteurs étrangers, à mesure que les Anglais y arriveront avec des produits ou supérieurs en qualité ou inférieurs en prix.

Nous nous contenterons de dire sur ce système auquel les hommes en pouvoir et peut-être même les peuples tiennent encore avec tant d'obstination dans leur pratique, quoique tous l'aient abandonné en théorie, que les nations y sont en rivalité les unes avec les autres; la prospérité de l'industrie chez les unes cause la ruine de l'industrie chez les autres; et si toutes l'adoptent en même temps, si toutes destinent cha-

que année une plus grande masse d'exportations au marché étranger; si toutes, offrant au rabais leurs marchandises, s'efforcent de s'enlever réciproquement leurs chalands, et de vendre plus qu'elles n'achètent, leur compétition, qui encombrera le marché de l'univers, sera nuisible à toutes, ou bien une seule pourra réussir aux dépens des autres: alors celle-là profitera seule de la liberté du commerce, tandis que les autres devront se mettre en défense contre une industrie qui tue la leur. Aussi les mêmes ministres qui ont encouragé la production croissante ont adopté le système prohibitif.

Les chefs de l'école chrématistique, au contraire MM. Ricardo, J.-B. Say, MacCulloch et leurs disciples, sont partisans d'une liberté absolue dans les échanges entre les nations; ils ont établi que leur système, au lieu d'être exclusif, pourrait être suivi par toutes à la fois; que les producteurs, au lieu d'être en rivalité se servaient réciproquement de chalands les uns aux autres. Ils admettent qu'il y a une balance nécessaire entre la production et la consommation; mais la dernière, disent-ils, s'accroît toujours avec la première.

Quant au commerce étranger, il ne dérange rien à l'échange qui se fait entre ces deux quantités; il satisfait seulement, par l'introduction sur le marché de valeurs égales, mais plus variées, les goûts variés des consommateurs. Si, par exemple, la production de draps va croissant en Angleterre de cent mille pièces par année, tout ce que fait le commerce étranger, c'est de permettre aux Anglais, au lieu de consommer en nature les cent mille pièces de plus, d'en consommer la valeur en vins, en épiceries, ou sous toute autre forme que le commerce pourra leur présenter. Aux yeux de MM. Say et Ricardo, en créant des objets à échanger, on crée des échanges et par conséquent des consommations. L'égalité des consommations aux productions leur paraît toujours démontrée, soit que l'on considère le marché de tout l'univers, soit que l'on suppose chaque nation isolée de toutes les autres.

M. Ricardo et après lui M. Mac Culloch croyaient arriver à la démonstration de ce système par une forme de raisonnement qui leur était propre: « Supposons, disaient-ils, cent

laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine produisant mille aunes d'étoffes; faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux; ne voyons qu'eux dans le monde. Ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs. Supposons à présent les progrès successifs de l'industrie; les pouvoirs productifs du travail se sont accrus d'un dixième; dès lors les mêmes hommes échangent onze cents aunes, contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri. Un nouveau progrès fait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite; l'accroissement du produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. »

Cette forme de raisonnement, avons-nous dit, est propre à l'école chrématistique anglaise, mais nous devons ajouter que nous n'en connaissons aucune qui porte moins la conviction avec elle. Ces philosophes, en effet, prétendent simplifier une question en négligeant tous ses accessoires; mais de cette manière ils donnent à leur supposition un caractère absurde, contradictoire, auquel l'esprit ne saurait se prêter. Si l'on essaie toutefois de la développer, on ne saurait voir où le raisonnement pêche, parce qu'on a beau arriver à des conséquences absurdes, elles ne le sont pas plus que la supposition d'où l'on est parti. Ici on nous représente le cultivateur échangeant tout le blé qu'il récolte contre du drap. Qu'on se souvienne qu'il s'agit de l'échange final destiné à la consommation, non d'un marché temporaire bientôt suivi d'un autre échange contre les objets dont le cultivateur a besoin. Or quel est le fermier qui échangera tout son blé contre du drap? Le fermier, après avoir gardé la partie de son blé dont il a besoin pour lui-même, échange le surplus pour se procurer les choses dont il a également besoin; or son besoin d'habits n'est nullement augmenté parce qu'il a récolté plus de blé, tout comme le drapier, pour avoir fait plus d'étoffes, n'en a pas meilleur appétit. La consommation du blé ne peut augmenter que s'il y a en même temps plus de bouches pour le manger et plus de revenu pour le payer; mais si les con-

sommateurs deviennent plus riches sans devenir plus nombreux, leur consommation en blé, au lieu d'augmenter, pourrait bien diminuer; car comme ils ne peuvent pas manger plus qu'ils ne faisaient auparavant, ils mangeront des choses plus délicates, de la viande, par exemple, au lieu de pain, et ils demanderont que l'on convertisse les champs en prairies, et que l'on congédie des laboureurs. La consommation en étoffes peut augmenter sans doute quelque peu sans que la population augmente; le cultivateur plus à son aise se fera peut-être deux habits du même drap, au lieu d'un; mais s'il continue à voir croître son revenu, il renoncera à ses habits ordinaires pour en demander de plus fins; il découragera donc la manufacture existante, et il en appellera une nouvelle. Le raisonnement de M. Ricardo est fondé sur deux suppositions que nous croyons fausses l'une et l'autre (1).

(1a) J'ai eu avec M. Ricardo, dans la dernière année de sa vie, une conférence dont le souvenir me sera toujours précieux; il y apporta toute l'urbanité, la bonne foi, l'amour de la vérité qui le distinguaient; j'essayai d'exposer devant lui quelles seraient les conséquences de l'augmentation des pouvoirs productifs du travail dans l'agriculture, en me limitant comme lui au seul labourage, à la seule production du blé, et en admettant aussi comme lui le système anglais de fermage, où l'agriculteur fait travailler des journaliers qu'ils peut renvoyer à volonté. Qu'on me permette d'insérer ici une longue note pour reproduire cette exposition. Des calculs toute hypothétiques me paraissent avoir une base trop peu certaine pour mériter une place dans le texte. Supposons un agriculteur qui, sur une étendue donnée de terrain, entretienne dix membres de sa famille, domestiques et ouvriers travaillant pour lui, et qui fasse produire annuellement à son domaine cent vingt sacs de blé. Pour ne pas trop compliquer nos comptes, nous faisons abstraction de tout autre produit de son agriculture, ou nous le représentons par du blé. Supposons encore que le salaire qu'il donne à chacun de ces ouvriers équivaille à dix sacs de son blé; de ces dix sacs, l'ouvrier en consommera trois en nature par année; il en emploiera sept à se procurer par des échanges les autres produits ou de l'agriculture ou des manufactures, qui, après le pain, sont nécessaires à la vie. Il restera vingt sacs au chef agriculteur. Pour simplifier toujours plus nos comptes, nous le supposons propriétaire en même temps que le fermier. Cependant dix sacs lui sont nécessaires, trois en nature, et sept en nécessités de la vie, pour vivre, à l'égal de chacun de ses ouvriers; dix autres sacs lui fourniront, par des échanges, les jouissances que nous appellerons de luxe, celles qu'il ne partage pas avec tout le reste des hommes travaillants.

La première que toute augmentation de production est une augmentation de revenue, tandis que nous croyons qu'elle ne réalise souvent qu'une perte; la seconde, que toute augmen-

(1b) Récapitulons: le domaine produit cent vingt sacs de blé, d'entre lesquels trente-trois sont mangés sur place, par ceux qui le travaillent, soixante-dix-sept sont échangés contre les nécessités de la vie; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre; dix sont échangés contre des objets de luxe; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le riche; car nous appelons riche celui qui, après avoir pourvu à ses besoins, peut destiner une partie de ses revenus à ses jouissances. A cette époque, une découverte dans les mécaniques, une machine nouvelle inventée pour labourer la terre, ou l'art de dompter les animaux domestiques, et de leur faire exécuter un travail humain, augmente de cinquante pour cent les produits du travail de l'homme. Si nous avons pris pour exemple une famille de laboureurs propriétaires, dont tous les membres eussent des droits à peu près égaux, la découverte profiterait à tous également; huit heures de travail suffiraient, pour les onze membres de cette famille, à obtenir les fruits qu'ils obtenaient auparavant avec douze; et s'il ne se présentait pour eux aucune demande ultérieure de travail, qui leur fût profitable à tous également, ils se reposeraient quatre heures de plus par jour. Mais nous avons supposé la société avec son organisation actuelle; d'une part, un propriétaire qui dirige seul les travaux, qui en recueille seul les fruits, et qui profite seul des découvertes; d'autre part, des manouvriers qui n'ont d'autre propriété que leur aptitude au travail, et d'autre revenu que leur salaire. Chacun des ouvriers de notre agriculteur lui avait produit douze sacs de blé; chacun, d'après la découverte, en pourra produire dix-huit. Cependant, la quantité de blé que l'agriculteur veut produire est limitée: 1° par l'étendue de ses champs; 2° par la valeur de son capital agricole; 3° par la demande du marché auquel il destine le surplus de ses récoltes. Il fait son compte: sept ouvriers, à dix-huit sacs par homme, lui produiront cent vingt-six sacs; c'est six de plus qu'auparavant; pour les vendre, il fera, s'il le faut, un léger rabais sur le prix. Il renvoie donc trois de ses ouvriers, et il continue à mener sa ferme avec la même étendue de champs, le même capital, mais avec sept ouvriers seulement, au lieu de dix, auxquels il conserve d'abord les mêmes gages. Faisons notre compte aussi. Le domaine produit cent vingt-six sacs; nous avons sept ouvriers et un maître auxquels nous fournissons les nécessités de la vie à raison de dix sacs par homme, total quatre vingt sacs. Nous avons de plus quarante-six sacs qui restent au maître pour ses jouissances de luxe. Quant au premier lot, vingt-quatre sacs seront mangés en nature sur le domaine, au lieu de trente-trois qui consommaient auparavant; cinquante-six sacs, au lieu de soixante-dix-sept, seront échangés contre les nécessités de la vie, et mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre; quant au second lot,

tation de revenue détermine une augmentation de consommation, tandis que nous croyons que le plus souvent elle détermine seulement la consommation de choses non point supé-

(1c) quarante-six sacs, au lieu de dix, doivent être échangés contre ce que nous avons appelé des objets de luxe: ils seront donc mangés par ceux qui travaillent aux manufactures de luxe, mais seulement lorsque ces manufactures nouvelles qu'il faut créer, existeront. Nous avons donc, avec une augmentation très légère du produit, une diminution très notable dans la consommation des deux industries existantes, l'agriculture et la manufacture du pauvre; nous aurons d'autre part presque quintuplé la demande qui se faisait auparavant à une industrie à peine naissante, la manufacture du riche. Pour rendre plus sensible ce changement dans la consommation, qui résulte d'un progrès dans l'industrie, non déterminé par une plus grande demande de travail, envisageons ce même progrès sous un autre point de vue. Nous avons supposé que dix sacs de blé représentaient le salaire convenable d'un homme; qu'il en mangeait trois, qu'il en échangeait sept, et qu'ainsi une partie considérable de son salaire reparaissait comme salaire des ouvriers qui travaillaient pour lui. La ferme, dans son état primitif, produisant cent vingt sacs de blé, payait donc leur salaire à dix laboureurs, à leur maître, à un ouvrier de luxe; plus quatre-vingt- quatre sacs que ces douze personnes échangeaient avec ceux qui leur fournissaient tous les autres objets nécessaires à la vie, le blé excepté. Cela suppose encore huit ouvriers deux cinquièmes travaillant pour eux. On conçoit que ceux-ci font à leur tour des échanges des sept sacs de blé qu'ils ne mangent pas en nature; que ceux qui travaillent pour eux en font aussi, jusqu'à ce que la totalité du blé se soit distribuée entre quarante personnes, à raison de trois sacs par personne. Sur ces quarante personnes, il n'y en a qu'une qui consomme des objets de luxe; il n'y en a qu'une aussi qui les produit. L'industrie fait alors le premier pas que nous avons supposé; par une découverte en agriculture, le produit du travail des laboureurs est augmenté de cinquante pour cent. Le fermier a congédié trois de ses laboureurs, et a porté sa production à cent vingt-six sacs. Sa ferme paie dès lors un salaire de quatre-vingts sacs, à lui-même et à sept ouvriers laboureurs. Entre eux huit, ils font une demande de travail du pauvre égale à cinquante-six sacs, ou à cinq ouvriers et deux cinquièmes: ces ouvriers en appellent d'autres, jusqu'à ce que la totalité des quatre-vingts sacs, qui représentent le travail nécessaire pour faire naître toute la récolte, aient donné du pain à vingt-six ouvriers deux tiers, occupés à créer les nécessités de la vie. En comparant cet état à celui qui précède, il y aura donc treize ouvriers et un tiers en souffrance, ou qui n'auront pas encore reçu leur pain. Il est vrai qu'on espère qu'ils le recevront de la manufacture de luxe. En effet, le propriétaire offre quarante-six sacs à échanger contre les produits de la manufacture de luxe, ou de celle qui doit pourvoir à ses jouissances personnelles; et comme ce travail n'existait pas encore, il doit l'encourager par

rieures en quantité, mais de plus grand prix. Ainsi lorsque le laboureur, par quelque progrès dans la science agricole, réussit à augmenter le fruit de son travail, il ne demandera

(1d) un plus fort salaire; il offre douze, quatorze, quinze sacs de blé, au lieu de dix, à celui qui lui procure les jouissances que sa nouvelle richesse lui fait désirer; tout ce que l'ouvrier de luxe perçoit en sus de son salaire nécessaire, il l'emploie à son tour en jouissances de luxe: le reste revient à la manufacture du pauvre; mais ce n'est qu'après que la manufacture de luxe a été créée, ce n'est qu'après que les quarante-six sacs échus en partage au maître auront passé par les mains de ces ouvriers de luxe, et que le surplus aura été échangé par eux; ce n'est qu'alors, dis-je, que le pain sera rendu à tous ceux qui offrent du travail. Lorsque cette distribution sera accomplie, sur quarante-deux personnes qui désormais auront part à cette récolte, trente-sept et trois cinquièmes, au lieu de trente-neuf, travailleront à produire les objets nécessaires à la vie, quatre et deux cinquièmes à produire les objets de luxe, et la population se sera augmentée de deux personnes (*).

Nous arrivons donc, comme M. Ricardo, à trouver qu'à la fin de la circulation, si elle n'est nulle part arrêtée, la production aura créé une consommation; mais c'est en faisant abstraction du temps et de l'espace, comme feraient les métaphysiciens allemands; c'est en faisant abstraction de tous les obstacles qui peuvent arrêter cette circulation; et plus nous la regardons de près, plus nous voyons que ces obstacles sont multipliés.

Par le changement supposé, trois ouvriers sont renvoyés de l'agriculture, et le gagne-pain de dix, dans les manufactures, qui était auparavant assuré, se trouve plus ou moins compromis; il dépend désormais d'un futur contingent, l'établissement d'une manufacture nouvelle.

C'est donc de la prompt formation de ces ouvriers de luxe que dépend le rétablissement de l'équilibre. Mais d'abord ils n'existent pas; il faut les faire naître. Le propriétaire, qui ne gagnait que dix sacs sur sa ferme, était loin de songer à demander le genre de travaux dont il se figure avoir besoin depuis qu'il en gagne quarante-six. Les carrossiers, les fondeurs de glaces, les horlogers, dont il désire les ouvrages, ne sont pas encore nés; s'il est réduit à les attendre, depuis le moment de leur conception jusqu'à celui où ils pourront gagner leur vie: le procédé paraîtra long aux hommes qui jeûnent, en attendant que ceux-ci sachent travailler. La patience des premiers sera encore

(*) Nous avons supposé que dix sacs représentaient tous les objets nécessaires aux ouvriers, travaillant avec le degré d'aisance universel dans leur classe à cette époque. Les quarante-six sacs ne nourriront alors que quatre ouvriers de luxe et deux cinquièmes, de quelque manière qu'ils se distribuent. Si leur salaire monte à quinze sacs, le maître n'emploiera lui-même que trois ouvriers de luxe; mais ces trois-ci en emploieront entre eux un quatrième, et ce quatrième une partie du temps d'un cinquième.

point un plus grande quantité des objets manufacturés qu'il consommait auparavant, il en demandera moins peut-être, mais il consacra le surplus de son revenu à son luxe, et

(1e) mise à une cruelle épreuve, quelque court que nous supposions l'apprentissage des hommes faits qui consentiront à apprendre un nouveau métier.

Voici cependant un autre embarras: pour fonder une nouvelle manufacture, une manufacture de luxe, il faut aussi un nouveau capital; il faut construire des machines, faire arriver des matières premières, donner de l'activité à un commerce lointain; car les riches se contentent rarement des jouissances qui naissent sous leurs pas. Où trouverons-nous cependant ce capital nouveau, peut-être beaucoup plus considérable que tout celui que demande l'agriculture? L'impulsion a été donnée toute la machine sociale par l'invention de la charrue, ou par l'art d'y atteler les animaux: cette invention n'a fait naître aucun capital nouveau. Nos ouvriers de luxe sont bien loin encore de manger le blé de nos laboureurs, de porter les habits de nos manufactures communes; ils ne sont pas formés; ils ne sont peut-être pas nés, leurs métiers n'existent pas, les matières sur lesquelles ils doivent travailler ne sont pas arrivées de l'Inde. Tous ceux à qui ils devaient distribuer leur pain l'attendent en vain.

Mais essayons d'une autre supposition. Notre agriculteur propriétaire, au moment où il a fait la découverte qui augmente des pouvoirs productifs du travail, au lieu de renvoyer trois de ses ouvriers, les garde tous les dix. En effet, ces ouvriers qui ne peuvent vivre que de leur travail ne se résigneront pas à croiser les bras et à mourir de faim. Ils ne savent d'autre métier que le labourage, et tant qu'il leur restera un souffle de vie, ils continueront à offrir le travail de leurs bras au rabais, pour faire du blé, avec les pouvoirs augmentés que leur ont donnés les nouvelles découvertes. Cette concurrence fera baisser le salaire de tous les ouvriers de terre; supposons qu'il ne baisse que d'un dixième, et certes ce n'est pas trop, si nous prenons en considération d'une part le nombre des journaliers laissés sans ouvrage, de l'autre la difficulté qu'éprouve le maître à augmenter d'un tiers son exploitation (*).

(*) On dira peut-être qu'après avoir établi que dix sacs représentent le salaire nécessaire, il est absurde de supposer que les ouvriers se contentent de moins que le nécessaire. Mais nous ne savons point quelle est la quantité requise pour maintenir la vie de l'ouvrier, et ce n'est pas d'elle que nous avons entendu parler. Dans chaque état plus ou moins prospère de la société, il y a un salaire commun, suffisant pour fournir non seulement aux besoins, mais encore aux jouissances compatibles avec un travail manuel; c'est la salaire que, pour abrégé, j'ai nommé nécessaires; on ne saurait dire jusqu'à quel point il peut être réduit, ni jusqu'à quel point la vie de l'ouvrier peut être dépouillée de toute espèce de jouissance.

pour abrégé, nous appelons luxe tout ce qui dépasse ses premiers besoins. Il découragera donc les manufactures qui existent déjà, celles d'objets de première nécessité, tandis qu'il

(1f) Dans cette hypothèse nouvelle, la ferme produira cent quatre-vingts sacs, mais les dix ouvriers n'en recevront pour leur part que quatre-vingt-dix, auxquels nous en ajouterons dix qui représentent la part du maître dans les objets nécessaires à la vie. De ces cent sacs, trente-trois sont consommés en nature sur la ferme, soixante-sept sont échangés avec la manufacture du pauvre. Avant la découverte, celle-ci en consommait soixante-dix-sept. Les salaires s'y trouvent donc réduits dans une proportion plus grande encore qu'ils ne le sont dans l'agriculture; cependant tout le monde vit, tout le monde travaille, et chacun peut attendre l'effet que produiront les quatre-vingts sacs demeurés en partage au propriétaire, et destinés à encourager de nouvelles manufactures de luxe.

Si l'on réussit en effet à créer huit nouveaux ouvriers de luxe, et que ceux-ci, disposant des quatre-vingts sacs qui leur échoient en partage encouragent à leur tour la manufacture du pauvre; lorsque la circulation sera terminée, la population se trouvera augmentée d'un tiers, et soixante personnes au lieu de quarante devront manger le blé de la ferme supposée; mais c'est bien dans cette seconde hypothèse que nous faisons abstraction du temps et de l'espace. Il faut faire abstraction de l'espace; l'invention nouvelle a rendu sept hommes suffisants pour cultiver l'espace de terrain qui en occupait dix auparavant. Pour ne pas congédier ces trois hommes, pour ne pas les condamner à mourir de faim, il faut supposer qu'il existe un nouvel espace cultivable, de nouvelles terres à défricher; ce qui ne saurait être vrai d'une manière absolue, de tous les pays et de tous les temps. D'ailleurs, il ne suffit pas que la terre à cultiver existe, il faut encore qu'elle soit en de telles mains, qu'aussitôt qu'on offre à ses propriétaires un profit, ils se déterminent à la mettre en culture. Qu'on examine cependant comment les terres incultes de l'Europe sont liées, de manière à les soustraire aux demandes de ceux qui offrent de les mettre en valeur par leur travail. Ici ce sont des communaux inaliénables; là, des terres substituées à des gens qui n'ont ni capitaux ni moyens de donner des garanties à ceux qui leur en prêteraient; ailleurs, la vanité est intéressée à maintenir tout dans l'état ancien. Les droits de la couronne, de l'église, de la noblesse, du peuple, sont opposés tour à tour à cette action du marché, sur laquelle on compté les économistes, et dont la puissance leur a paru irrésistible. Il est en effet plus facile aux Anglais d'aller défricher les déserts du Canada, ou ceux de la Cafrerie, que les communaux du voisinage de Londres.

Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose que l'agriculteur qui, par une découverte de mécanique ou d'industrie rurale, trouve moyen d'augmenter d'un tiers les pouvoirs productifs de ses ouvriers, trouvera aussi un capital suffisant pour augmenter d'un tiers son exploitation; pour accroître d'un tiers ses instruments d'agriculture, ses équipages, son bétail, ses greniers

appellera à l'existence des manufactures qui n'existent point encore, des manufactures de luxe. De même, lorsque le manufacturier d'étoffes, par quelque progrès dans son art, par

(1g) et le capital circulant qui doit lui servir à attendre ses rentrées. Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose des ouvriers de luxe, et un capital prêt à fonder des manufactures de luxe, suffisants pour consommer les quatre-vingts sacs qui leur sont destinés cette année, au lieu de dix qu'on leur destinait l'année précédente. Il faut faire abstraction du temps lorsqu'on

suppose soixante personnes prêtes à manger le blé que produira cette nouvelle récolte, tandis qu'on n'en avait que quarante pour manger le blé de la récolte précédente. Ainsi lorsqu'une découverte dans les pouvoirs productifs du travail est appliquée à l'agriculture, sans avoir été provoquée par une demande antérieure de travail; lorsque, de plus, la société est organisée de telle sorte, qu'un seul étant propriétaire et tous les autres offrant pour vivre leur travail à l'enchère, un seul profite de la découverte que lui a suggérée le progrès des sciences; les capitaux, les matériaux, les hommes, l'industrie, manquent, pour mettre en équilibre tout le reste de la société, avec le pas trop rapide que fait l'agriculture.

Nos raisonnements seraient applicables à toute autre espèce d'industrie, aussi bien qu'à celle qui produit le blé; mais, si nous avons lieu de craindre que, même pour celle-ci, nos calculs n'aient paru en même temps et trop fatigants et trop hypothétiques, nous aurions dû nous attendre à rebuter encore davantage nos lecteurs, si nous avions pris notre exemple dans une manufacture, parce que la consommation que fait le manufacturier de ses propres produits est beaucoup moins considérable que celle que fait l'agriculteur.

Qu'on se figure cependant qu'une découverte qui épargne un tiers de la main-d'oeuvre est introduite successivement dans toutes les manufactures qui produisant toutes les parties des vêtements, des ustensiles, des ameublements du pauvre, partout ce sera le chef manufacturier qui en profitera; partout, s'il renvoie trois ouvriers sur dix, il produira une fraction de plus avec un peu moins de monde; partout il diminuera de trois dixièmes la consommation que ses propres ouvriers faisaient de ses propres articles, et il diminuera dans la même proportion la consommation qu'en faisant ceux qui travaillaient pour ses ouvriers. En sorte que chaque découverte, dans de telles circonstances, diminue la demande aux ateliers déjà existants, et en crée une, en compensation, qui s'adresse à des ateliers qui n'existent point encore. Chaque découverte fait dépendre le maintien d'une partie de la manufacture du pauvre de la création d'une manufacture de luxe; et cependant on ne peut créer une manufacture de luxe sans capitaux, sans ouvriers, sans une perte de temps que ceux dont on suspend le gagne-pain ne peuvent supporter. Le chapelier, avec ses deux ouvriers, fabrique au moins douze cents chapeaux par année; lui-même, avec ses ouvriers, n'en consomme que onze, et sa circulation n'est

l'application de quelque découverte scientifique, réussit à produire davantage à gagner davantage, ce n'est point sa consommation en blé qu'il augmentera, il la diminuera peut-être, mais il consacrera le surplus du revenu qu'il destinait à sa nourriture, à une table de luxe et à l'encouragement de l'agriculture de luxe. Ainsi le laboureur et le drapier, par exemple, auront beau marcher d'un pas égal vers le perfectionnement de leur art, ils ne deviendront pas, plus qu'ils ne l'étaient auparavant, les chalands l'un de l'autre. Or il est important d'observer qu'une manufacture de luxe emploie non pas plus de mains, mais des mains plus habiles: tout comme l'agriculture de luxe, l'engraissement des troupeaux, emploie non pas plus, mais moins de mains que le labourage. Nous sommes et l'on ne l'a point assez remarqué, dans une condition tout-à-fait nouvelle de la société, sur laquelle nous nous n'avons point encore d'expérience. Nous tendons à séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail, à rompre toute clientèle entre le journalier et le maître, à ôter au premier toute espèce d'association dans les profits du second. Cette organisation sociale est tellement nouvelle, qu'elle n'est pas même à moitié établie; qu'il n'y a que les pays les plus industriels, les plus riches, les plus avancés dans un système que nous essayons à peine, où le travail de l'agriculture, aussi bien que celui des manufactures, soit fait par des ouvriers qu'on peut renvoyer à la fin de chaque semaine: c'est là que nous tendons; c'est là où nous signalons un danger, et non dans les découvertes des sciences. Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle, qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante,

(1h) accomplit que lorsqu'il a couvert douze cents têtes; cependant, si nous les supposons dans toutes les mêmes circonstances que l'agriculteur, nous le verrons d'abord consacrant onze cents chapeaux et couvrant onze cents têtes, pour procurer le salaire nécessaire à lui-même et à ses dix ouvriers; tandis qu'après la découverte qui augmentera d'un tiers leur puissance productive, sa manufacture ne consommera plus que huit de ses chapeaux. L'échange direct de ses chapeaux avec la manufacture du pauvre et l'agriculture n'en emploiera plus que sept cent quatre-vingt-douze, tandis qu'il en offrira quatre cent soixante à la manufacture de luxe, qu'il lui faudra soixante têtes nouvelles pour porter ses chapeaux, et qu'il y aura cependant trois cents pauvres qui devront se passer de chapeaux, jusqu'à ce que la manufacture de luxe, qu'encourage le chapelier enrichi, soit en pleine activité.

que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit nous répondre par l'absurde, en nous opposant les vices des systèmes précédents. Deux ou trois systèmes se sont succédé en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société; mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce que, après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai; que nous ne découvrirons pas le vice fondamental du système des journaliers comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers? Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite: la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. Chacun de ces systèmes avait paru, à son tour, être une invention heureuse, être un progrès vers la civilisation. L'esclavage lui-même, tout odieux que soit son souvenir, succédant à un état sauvage de guerre universelle, où l'homme, sans cesse sous les armes, n'avait point de temps de reste pour donner au travail, point de garantie pour les fruits que le travail lui avait procurés, l'esclavage, succédant au massacre des prisonniers, fut un progrès dans la société, il permit l'accumulation des richesses, il devint, chez les Grecs et les Romains, la base d'une civilisation presque égale à la nôtre. Tant que les maîtres demeurèrent pauvres, tant qu'ils travaillèrent et mangèrent avec leurs esclaves, la condition de ceux-ci fut supportable et la population s'accrut. Les progrès mêmes du système, la richesse des maîtres, leur luxe, leur ignorance de tous les travaux, leur mépris pour cette partie de la population qui les faisait vivre de ses sueurs, leur dureté, leur avarice qui retranchait sans cesse quelque chose à la subsistance de ce bétail humain, semèrent enfin la mor-

talité dans la classe travaillante. Ils la firent disparaître, à l'époque de la plus grande splendeur de l'empire romain, lorsque les économistes, s'il y en avait, applaudissaient peut-être aux progrès constants de l'opulence.

Le chancre rongeur de l'antiquité fut l'esclavage. Ce fut l'état d'oppression et de misère où les esclaves avaient été réduits qui anéantit la population de l'empire romain, et qui le livra aux Barbares; ceux-ci, au bout de quelques siècles, inventèrent un système plus généreux, ils substituèrent des rapports de protection et de clientèle entre le seigneur et son homme, au fouet qui avait été long-temps la discipline des esclaves. La féodalité eut son temps brillant et prospère, celui où le vassal armé combattit à côté de son seigneur. Lorsque le seigneur, devenu riche, ne songea qu'à acquérir toujours plus de richesses et à étaler toujours plus de luxe, il appesantit de nouveau son joug sur le pauvre, et le système féodal devint intolérable.

Les peuples conquièrent alors le système de liberté où nous sommes entrés; mais, au moment où ils brisèrent le joug qu'ils avaient long-temps porté, les hommes de peine ne se trouvèrent point dépouillés de toute propriété. Dans les campagnes, comme métayers, comme censitaires, comme fermiers, ils se trouvèrent associés à la propriété du sol. Dans les villes, comme membres des corporations des métiers, qu'ils avaient formées pour leur défense mutuelle, ils se trouvèrent associés à la propriété de leur industrie. C'est de nos jours, c'est dans ce moment même que le progrès de la richesse et la concurrence rompent toutes ces associations. La révolution n'est pas même à moitié accomplie. Mais le fermier, devenu riche, cesse de travailler de ses mains; il se sépare du journalier, et il traite avec lui au rabais. Le chef d'atelier, devenu riche, au lieu de travailler sur le même banc avec un compagnon et un apprenti, renonce au travail manuel, rassemble des milliers d'ouvriers dans sa manufacture, et traite avec eux au rabais. Certes, notre expérience est bien récente dans cet ordre social qui met en lutte tous ceux qui travaillent, car cet ordre social ne fait que commencer.

L'espèce d'encombrement des produits de l'industrie humaine que nous avons cherché à expliquer pouvait à peine se présenter dans les périodes précédentes de la société. Dans l'état de barbarie, lorsque chaque homme ne travaillait que pour lui-même, chaque homme aussi connaissait ses besoins, il n'était pas à craindre qu'il s'imposât une fatigue inutile pour créer des biens qu'il ne désirait pas. Dans le système de l'esclavage, qui lui succéda, et qui admit le développement d'une assez grande civilisation, le maître ne demandait de même à son esclave que les produits industriels dont il avait d'avance déterminé l'usage. Sa demande avait précédé et alimenté le travail, sa consommation le suivait immédiatement; l'encombrement ne devint possible que lorsque le maître d'esclaves se fit manufacturier et marchand, comme l'est aujourd'hui le planteur de la Jamaïque. Dans le système féodale le seigneur demandait à ses vassaux bien plus de services et de combats que de travaux lucratifs: l'industrie, loin d'être excitée, était fortement découragée, et ce n'était pas d'encombrement qu'on était menacé. Dans le système d'association tous les progrès de l'art profitant à celui même qui l'exerçait, chacun proportionnait ses efforts au marché qu'il devait approvisionner, le cultivateur aimait mieux encore se reposer que de produire du blé qu'il ne pouvait pas vendre, et l'on a souvent reproché aux corporations des villes de n'avoir jamais eu d'autre politique que de restreindre le produit, pour demeurer maîtresses du marché, et de tendre toujours à faire moins de travail qu'on ne leur en demandait, pour le mieux vendre. L'état où nous entrons aujourd'hui est complètement nouveau; la population travaillante est libre; mais aucune garantie n'a été donnée à sa subsistance; elle doit vivre de son travail; mais elle ne voit point, elle ne connaît point celui qui consommera les produits de ce travail, elle n'a aucun moyen de mesurer ses efforts avec la récompense qu'elle en peut attendre. Lorsque le sort de tant de millions d'hommes repose sur une théorie qu'aucune expérience n'a encore justifiée, il est juste de la considérer avec quelque défiance.

Au reste, qu'on ne croie point que l'antiquité n'avait jamais réfléchi sur la difficulté qui nous occupe, qu'elle n'en avait jamais cherché, jamais trouvée la solution. Si la question fondamentale de l'économie politique est, comme nous le croyons, la balance de la consommation avec la production; si c'est une conséquence nécessaire du progrès des arts, l'industrie et de la civilisation, que chaque homme qui travaille produise plus que la valeur de ce qu'il consomme, et que par conséquent les producteurs seuls ne puissent pas suffire à tout consommer, il faut que, pour chaque accroissement dans les pouvoirs productifs du travail, il y ait un accroissement correspondant dans la consommation d'une classe d'hommes qui ne produisent rien, ou dont les produits ne sont point vénaux. C'est la conclusion à laquelle M. Malthus est arrivé dans son dernier ouvrage d'économie politique, et il y a trouvé un motif d'affirmer que les prodigalités même du gouvernement avaient quelquefois servi la richesse publique, en créant une classe d'oisifs et de consommateurs, sans laquelle la production aurait été bientôt arrêtée par l'encombrement des marchés. Ils nous semble que les anciens étaient arrivés beaucoup plus loin que nous dans ces considérations sur la marche générale de la société. Nous n'attribuerons pas plus à leur politique les prodigalités du gouvernement d'Athènes, que celles du gouvernement anglais aux derniers principes de M. Malthus; mais ils avaient reconnu que, pour maintenir cet équilibre essentiel aux sociétés, entre la production et la consommation, trois moyens se présentaient: le premier, d'employer le surplus des productions vénales à nourrir des ouvriers dont le travail ne se vendait pas, et à élever des monuments publics, ou civils ou religieux; le second, d'encourager le luxe des riches, pour qu'ils consommassent le travail des pauvres; le troisième, de donner à toute la masse des citoyens une occupation d'esprit, une occupation patriotique, pour remplir les heures que les progrès de l'industrie leur permettaient d'épargner sur le travail.

Le premier moyen, qui fut plus ou moins mis en usage par tous les États de l'antiquité, ne se voit nulle part mieux dé-

veloppé que dans L'organisation de L'Égypte. Cette contrée était couverte d'une population agricole dont le nombre étonne l'imagination; et comme elle réunissait les avantages d'un soleil fécondant, d'un sol fertile et de l'abondance des eaux, elle tirait de la terre une quantité de nourriture infiniment supérieure a ce qu'elle pouvait consommer. Les Égyptiens avaient une aversion décidée, ou politique ou religieuse, pour la navigation. Ils cherchaient donc a se suffire a eux-mêmes, ils avaient très peu de commerce avec les étrangers; ils n'exportaient ni leurs blés ni les produits de leurs manufactures, et celles-ci ne parvinrent jamais a un très grand lustre. La forme de leur gouvernement n'admettait que peu de grands seigneurs qui consommassent, dans le luxe, ce que leurs semblables avaient produit par leurs sueurs; et en effet, entre les ruines de tant de temples qui couvrent l'Égypte, il ne reste pas de palais. Il y avait, il est vrai, une classe nombreuse de prêtres tout-puissants; mais leur religion leur imposait un ascétisme qui excluait le luxe; leur consommation personnelle était de peu de chose supérieure à celle des ouvriers. Ces prêtres cherchèrent les moyens de conserver la masse des Égyptiens dans l'habitude d'un travail constant, et d'une abstinence égale a leur industrie. Ils les voulaient toujours ignorants, toujours soumis; ils voulaient que le loisir ne leur permit point de développer les facultés de leur esprit, au lieu de celles de leur corps; et ils leur donnèrent la tâche gigantesque de loger dans leurs temples toutes les divinités de l'Olympe. Des monuments tels que le monde n'en verra plus de semblables couvrirent la Haute-Égypte; leur proportions sont si colossales qu'on se refuse presque à croire que les forces humaines aient suffi pour les élever; et leur fini est si délicat que l'éternité semble avoir appartenu à ceux qui prodiguaient ainsi leur temps pour les accomplir par le travail des générations successives. Les catacombes, les souterrains des montagnes qui bordent la vallée du Nil, ne recèlent pas moins de prodiges: l'immensité de ces travaux confond nos sens et nos raison. Il a fallu le travail constant de plusieurs millions d'ouvriers, pendant plusieurs centaines d'années,

pour créer ce monde d'enchantements. Sans doute; mais il fallait ces millions d'hommes pour manger le blé des guérets de l'Égypte. Il fallait un peuple tout entier de maçons et de tailleurs de pierre pour consommer ce que les industriels habitants de la vallée du Nil ne cessaient de produire.

L'antique Indoustan recèle aussi des mouvements qui égalent presque ceux de l'Égypte en étendue et en perfection. Là, aussi, la religion commandait un travail inutile, mais colossal, parce que l'organisation sociale avait multiplié les producteurs, et avait presque fait disparaître ceux qui consomment sans rien faire. Les Étrusques, et tous les peuples chez qui les corporations de prêtres exercèrent un grand pouvoir, adoptèrent plus ou moins la même politique. On retrouve à Rome des monuments antérieurs aux premières époques historiques, dont on ne peut guère expliquer la construction, long-temps avant le commencement de l'opulence romaine, que par le pouvoir qu'exercèrent les collèges de prêtres sur les anciens habitants de la contrée. Par cette politique, la totalité de la population pouvait travailler sans encombrer le marché; les mœurs se conservaient pures, les corps robustes, l'égalité n'était point troublée; chacun participait pour une portion égale à la jouissance de monuments publics élevés par le travail combiné de la nation. Mais, d'autre part, le travail constant de tous arrêtait tous développements de l'esprit; aussi la nation se trouvait abandonnée sans défense à la caste ambitieuse des prêtres, qui avait entrepris de la gouverner.

Le seconde système de l'antiquité fut à peu près le nôtre; à Sybaris, à Corinthe, à Syracuse; à Tyr, à Carthage, et plus tard à Rome, lorsque cette capitale du monde penchait déjà vers sa décadence, on abandonna le commerce et les manufactures à leur cours naturel: l'excès de la production sur la consommation des producteurs fut immense. Il nourrit d'abord un grand commerce d'exportation; mais bientôt après il forma une classe de riches luxurieux, dont la seule affaire fut de varier sans cesse leurs jouissances; ces riches vécurent pour se reposer, pour consommer, pour jouir, de même que

le reste de leur concitoyens vivait pour travailler. Comme le travail était accompli presque en entier par des mains serviles, il n'y avait pas lieu à la lutte que nous voyons s'établir de nos jours, pour obtenir au rabais le travail des artisans; et à supposer que dans quelques métiers le marché se trouvât encombré, les souffrances qui purent en résulter pour les esclaves fixèrent peu les regards des contemporains, et n'ont point laissé de traces dans l'histoire.

Mais les législateurs de l'antiquité, qui avaient comparé un bien plus grand nombre d'états libres que nous, qui avaient médité bien plus long-temps sur l'idée que le gouvernement n'est institué que pour le bonheur des peuples qui lui sont soumis, pour le bonheur de tous, non pour celui d'une seule classe, réprochèrent complètement le système Sybarites. Il leur paraissait subversif de l'égalité républicaine, d'établir que les uns travaillassent pour que les autres jouissent. Ils trouvaient que l'excès de la bassesse et de la servilité s'attachait toujours à l'excès de l'opulence; que les âmes s'énermaient dans la mollesse; que le tourbillon des plaisirs était aussi contraire au développement de l'esprit que pouvait l'être la fatigue constante des travaux manuels. Ils estimèrent que s'ils faisaient jouir tous les citoyens de la portion de repos acquise par le progrès de l'industrie, ils ennobliraient leur caractère; que, s'ils en livraient un petit nombre à une complète oisiveté, ils les condamneraient en même temps au culte de la volupté. Ils s'accordèrent donc avec tous les philosophes et les moralistes, avec tous les hommes religieux, et en particulier avec tous les Pères de l'Église chrétienne, à proscrire le luxe, comme amenant nécessairement la ruine des mœurs et la perte des États. Il est assez étrange que le sentiment unanime des hommes dont nous respectons le plus les décisions, sous tous les autres rapports, n'exerce plus aujourd'hui, même une légère influence sur nos opinions en cette matière.

Sur ce principe fut fondé le troisième système, adopté par Athènes aussi bien que par Sparte, par Rome dans sa vigueur, et par toutes les républiques les plus illustres de l'antiquité. Pour que ceux qui n'ont d'autre revenu que le travail trou-

vassent une demande suffisante de travail, la république occupa elle-même presque constamment ses citoyens, et les empêcha ainsi d'offrir à leur tour leur travail à vendre. Les législateurs de l'antiquité, loin d'encourager comme les nôtres l'accumulation des fortunes et le luxe, veillaient sans cesse à faire partager également les héritages entre les enfants, à maintenir une sorte d'égalité entre les patrimoines, surtout à réprimer toutes les habitudes de mollesse ou de pompe, à ôter aux citoyens le désir et l'occasion de faire une trop grande consommation, à mettre en honneur la sobriété, la simplicité et l'abstinence. Ils voulurent que, comme chacun avait sa part dans l'activité du corps, chacun eût aussi sa part dans l'activité de l'esprit, et chacun sa part dans les jouissances. Pour maintenir ce partage égal, ils détournèrent les citoyens des occupations manuelles, et ne leur laissèrent consacrer qu'une petite partie de leur temps à l'agriculture, ou à la direction des arts et métiers; ils les appelèrent à la place publique pour délibérer, aux tribunaux pour juger; à l'Académie, au Portique, pour aiguïser leur esprit et élever leur âme par de nobles enseignements; au théâtre, pour former leur goût et leur inspirer l'élégance attique; aux temples, pour charmer leur imagination, et leur faire unir les espérances de l'avenir aux jouissances de la vie.

L'application des mécaniques aux arts et à l'industrie diminua progressivement la quantité de travail nécessaire pour soutenir la vie humaine, mais ce ne fut point une raison pour que l'ordre social élevât un individu chargé de se reposer, de consommer, de jouir pour deux, pour quatre, pour dix, pour cent, pour mille; un individu qui gardât pour lui la totalité du profit, qui travaillât même à réduire la part de l'ouvrier, à mesure que le produit augmentait: l'économie faite sur le travail de tous profitait à tous; le citoyen d'Athènes se contentait, malgré ces progrès de l'industrie, pour manteau de l'étoffe la plus grossière, pour nourriture de pain et de figes sèches. Mais certes, l'absence de tout luxe n'avait pas détruit l'élégance de son esprit ou la finesse de son goût. En proscrivant les jouissances, comme législateur, il n'avait

pas perdu l'activité et le ressort de son caractère comme homme privé; et lorsque l'Athénien avait besoin de richesses, non pas pour lui, mais pour la patrie, le sol stérile de l'Attique suffisait aux armements de cette république, que fit trembler l'Asie-Mineure et la Sicile; il suffisait à l'équipement de ces colonies qui répandirent sur les rivages les plus éloignés les principes de la vraie civilisation. Le seul luxe d'Athènes, c'étaient les hommes que la république produisait: heureux le pays qui pourra en produire de semblables! Heureux le monde entier, si la Grèce qui s'affranchit fait bientôt revivre d'aussi nobles modèles!

On jugera peut-être que nous nous sommes bien éloignés de la question discutée entre M. Ricardo et nous, et qu'il aurait mieux valu indiquer ce qui nous restait, à faire que ce qu'avait fait l'antiquité. Mais ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infini, que nous n'avons nullement l'intention de traiter aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes aussi pleinement que nous le sommes nous-mêmes, que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit, que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Qui serait cependant l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent? Toutefois, si tous les esprits éclairés s'accordent enfin à chercher quelle est la garantie que la société doit aux classes chargées de la nourrir, ce qu'un seul ne pourrait faire, peut-être la réunion des lumières de tous pourra l'accomplir.

Achevons donc l'analyse du système dans lequel nous sommes entrés, avant de songer à celui qui devra le remplacer; étudions sa marche: jugeons-le, sans nous laisser distraire par la comparaison avec une théorie tout idéale. Si je présentais ici ce que je jugerais un remède pour les maux actuels de la société, la critique abandonnerait l'examen on l'appréciation de ces maux, pour ne plus apprécier que mon remède,

probablement pour le condamner, et la question de la balance des consommations avec les productions ne serait nullement jugée.

Je me permettrai seulement d'annoncer, qu'à supposer que j'eusse porté dans les esprits une conviction assez complète pour pouvoir obtenir dans la législation tous les changements que je désirerais, encore je n'aurais nullement la pensée, ou de gêner les progrès de la production, ou de retarder l'application des sciences aux arts, et l'invention des machines. Je chercherais seulement les moyens d'assurer les fruits du travail à ceux qui font le travail, de faire profiter la machine à celui qui met la machine en oeuvre. Si j'obtenais enfin le résultat, je me reposerais ensuite sur l'intérêt des producteurs pour ne pas faire un ouvrage qui ne leur serait pas demandé. Tant que le producteur peut être considéré comme une seule personne, et qu'il est mû par un seul intérêt, il est toujours dirigé par cette maxime proverbiale, qu'il vaut mieux se reposer que de travailler pour rien. Aussi toutes les facilités qui lui seront données pour son travail ne le détermineront jamais à produire plus qu'on ne lui demande; il se reposera, il jouira, quand il aura fait son ouvrage, soit qu'il l'accomplisse en douze heures ou en deux. C'est, au contraire, l'opposition d'intérêt entre les producteurs qui concourent au même ouvrage, entre les maîtres et les manouvriers, qui cause seule l'encombrement des marchés; la balance entre eux distrait de l'autre balance plus importante entre les producteurs et les consommateurs. Les maîtres sont déterminés à entreprendre un ouvrage, non point parce que les consommateurs le leur demandent, mais parce que les ouvriers leur offrent de la faire au rabais.

La tâche d'associer de nouveau les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur: elle est difficile sans doute; mais je ne crois point qu'elle le soit autant qu'on pourrait le supposer. On aurait beaucoup fait déjà, si l'on empêchait la législation d'agir dans une direction diamétralement opposée à cet intérêt social. Si l'on supprimait toutes les lois

qui contrarient la division des héritages, et qui, favorisant la formation ou la conservation des grandes fortunes, empêchent que le capital et la propriété de la terre se trouvent distribués en petites parties à ceux qui exercent le travail manuel; si l'on supprimait toutes les lois qui protègent les coalitions des maîtres contre les ouvriers, toutes celles qui ôtent aux ouvriers leurs moyens naturels de résistance (1); l'examen des unes et des autres, l'examen de celles qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie, serait long, difficile, et nous n'y entrerons point aujourd'hui. Il nous suffit d'avoir indiqué que c'est là que nous chercherions un remède aux maux dont la société souffre et à ceux dont elle est menacée.

En attendant l'époque, peut-être bien éloignée, où la réunion des vœux des économistes pourra indiquer à l'autorité souveraine un changement dans le système des lois, il nous semble que la discussion dans laquelle nous venons d'entrer peut avoir dès aujourd'hui quelques résultats pratiques. Nous croyons que, dans la société humaine, la demande croissante de travail est le résultat constant, régulier, annuel des progrès de l'homme. Cette demande est, à son tour, la cause bienfaisante de tous les développements de l'industrie, de tous les perfectionnements des arts. Lorsqu'il y aura demande d'un travail nouveau, c'est-à-dire moyen nouveau de le payer, et besoin nouveau de le consommer, tous les progrès que fera la société pour satisfaire cette demande seront avantageux à tous. D'un part, il y aura appel à un accroissement de la population; il y aura plus de mariages, plus d'enfants sauvés dans leur jeune âge, plus d'activité dans leur apprentissage,

(1) Au moment même où ceci s'imprimait pour la première fois, je lus dans les journaux qu'à MacClesfield, les ouvriers en soie travaillaient seulement onze heures par jour, et lorsqu'ils trouvaient à travailler douze heures, l'heure de surplus leur était payée. Le samedi 3 avril 1823, les manufacturiers prirent la résolution de faire travailler, à dater du lundi, douze heures par jour, sans payer plus que la journée ordinaire. Les ouvriers ont résisté; on a proclamé contre eux la loi martiale. Quel était cependant le motif des maîtres? La baisse des prix. Parce qu'ils avaient déjà trop de marchandises, ils en ont demandé davantage de meilleur marché.

plus de main-d'oeuvre employée par ceux qui sont déjà grands. Tous ces résultats ne s'obtiennent cependant que successivement, dans un espace de temps assez long, de manière à ne point troubler l'équilibre, à ne point causer d'encombrement et à ce que la population nouvelle, qui, dans le cours de dix, quinze et vingt ans, entrera dans la vie active, y arrive, non pour faire les travaux demandés aujourd'hui, mais pour servir ceux que les travaux d'aujourd'hui enrichiront dans la suite.

D'autre part, il y aura un appel à l'accroissement des pouvoirs mécaniques de l'homme. Le travail demandé aujourd'hui ne saurait être accompli que par les hommes existant aujourd'hui; il faut donc ou qu'ils consacrent plus d'heures chaque jour à leur ouvrage, ou qu'ils s'aident de tous les moyens que la science leur donne pour faire plus qu'ils ne faisaient auparavant: chaque accroissement dans leurs pouvoirs productifs, pourvu qu'ils ne dépassent pas la mesure de ce que ceux qui ont demandé le travail peuvent payer et consommer, chaque accroissement, dis-je, créera une richesse nouvelle, qui à son tour excitera une nouvelle demande. Le salaire de ces ouvriers, plus habiles ou plus productifs, sera élevé, leurs jouissances croîtront avec leur revenu; ils demanderont à leur tour qu'un plus grand nombre d'ouvriers travaille pour eux, ou que les mêmes fassent plus d'ouvrage; car ils auront moyen de payer cette augmentation. La même somme qui a demandé et servi à payer un nouveau travail reparaitra dans une suite de marchés, pour activer tous les anciens travaux. Malgré le progrès des mécaniques, les hommes existants ne suffiront pas à faire tout ce qui leur sera demandé; les êtres nouveaux qui ont reçu la vie à cette époque trouveront, en grandissant des métiers qui les attendent; la population s'accroîtra, et l'agriculture devra s'accroître aussi pour la nourrir.

Tous les mouvements de la société s'enchaînent, ils résultent tous les uns des autres, comme les mouvements divers des roues d'une montre; mais, comme dans une montre aussi, il faut pour cet enchaînement de mouvements que la force motrice agisse là où elle doit agir; si, au lieu d'attendre l'impul-

sion qui doit venir de la demande du travail, on pense la donner par la production anticipée, on fait à peu près ce qu'on ferait dans une montre, si, au lieu de remonter la roue qui porte la chaînette, on en faisait violemment reculer une autre; on casserait alors, on arrêterait toute la machine.

Cependant la société participe à cette force vitale inhérente à l'homme qui la fait triompher des dérangements partiels, et réparer d'elle-même le mal qu'elle éprouve. Lorsque, dans une branche quelconque d'industrie, les produits ont dépassé les demandes, et que le marché est encombré les ouvriers s'efforcent de changer de métier, de changer de pays, de s'accommoder enfin à leur situation nouvelle, et ils y réussissent presque toujours dans un temps plus ou moins long, pourvu que l'on ne précipite pas la révolution qui s'est opérée dans les intérêts mercantiles. Dans une crise semblable, les préjugés qui s'opposent à l'adoption d'une invention nouvelle, les difficultés de communications ou d'imitation, les obstacles de tout genre qui semblent ralentir le progrès de la science appliquée aux arts, sont tous avantageux à l'humanité; ils donnent du temps, ils permettent à la force vitale d'agir, ils laissent à ceux qui ont été frappés le loisir de se relever de leurs blessures. Ces préjugés, qui dans des occasions nombreuses sont peut-être la plus sûre garantie de la société, opposent en général à l'intérêt individuel un obstacle suffisant pour que l'équilibre se rétablisse. Il arrive souvent sans doute qu'un entrepreneur de manufactures ayant ou inventé une application utile des sciences, ou découvert une pratique avantageuse des étrangers, fonde une industrie nouvelle, et crée des produits qui ne lui sont pas demandés. Il se repose alors sur l'espérance qu'il enlèvera leurs chalandis à quelque une des anciennes manufactures, 'qu'il gâtera le métier'; car le mot est technique, mais qu'il le gâtera pour les autres, et à son profit. Il y a en général une sorte de balance entre les intérêts individuels, qui empêche que l'un d'eux puisse entièrement bouleverser tous les autres. Cet inventeur fera tout son possible pour garder son propre secret et en profiter seul; il éprouvera de plus la résistance de tous ses confrères auxquels il

s'efforce de faire tort, celle de tous les ouvriers qui voient bien qu'il tend à diminuer leur salaire, celle de tous les préjugés populaires et locaux qui tendent toujours à repousser les innovations, celle des capitalistes qui ne se prêtent pas volontiers à des entreprises qu'ils ne comprennent et ne connaissent pas. Il triomphera de toutes ces résistances, mais lentement, de manière à ne point causer de secousses, à laisser aux familles qu'il déplace le temps de se ranger, d'acquérir un nouveau gagne-pain, ou même aux consommateurs de former une nouvelle demande de travail.

Aussi ce n'est pas en général le progrès naturel de l'industrie, tel qu'il est causé par les intérêts personnels, qui a produit l'encombrement des marchés, et qui a condamné au désœuvrement et à la famine des milliers d'ouvriers; c'est par une influence étrangère aux intérêts personnels, que nous avons vu 'gâter' systématiquement, et en grand, 'les métiers', tantôt par les gouvernements, qui mettant en serre-chaude toutes les industries, ont voulu que leur nation fît tout ce qu'ils voyaient faire à toutes les autres, et lui ont fait produire ce qu'on ne lui demandait pas; tantôt par des citoyens zélés et des savants, qui ont cru ne pouvoir servir plus utilement leur patrie qu'en important à la fois toutes les inventions qui faisaient la richesse des autres pays, en attaquant tous les préjugés, en renversant toutes les habitudes, en répandant rapidement toutes les découvertes aussi loin qu'elles pouvaient aller, et en demandant aux capitalistes, au nom de leur patriotisme, la fondation de manufactures qu'ils n'auraient point obtenues d'eux au nom de leur intérêt.

Pour aujourd'hui, nous laisserons en paix les gouvernements dont la politique existante a déjà donné lieu à plusieurs discussions. Nous nous adresserons seulement à ceux que leurs philanthropie égare, lorsqu'elle leur fait favoriser de tout leur pouvoir des productions que personne ne leur demande, et auxquelles ils ne trouvent pas eux-mêmes leur intérêt. Si nous avons réussi à les convaincre qu'en faisant produire on n'est point sûr de faire consommer, nous les ramènerons peut-être à donner plus d'attention au principe sur lequel repose

leur propre système d'économie politique. Ils demandent la liberté absolue de l'industrie, parce qu'ils estiment que les intérêts individuels, en se compensant, se réunissent tous dans l'intérêt général; qu'ils voient donc que ce sont eux-mêmes qui troublent cette balance des intérêts individuels, que, lorsqu'ils créent une manufacture par amour de l'art ou de la science, comme ils n'ont point suivi les indications du marché, ils ont souvent sacrifié les hommes et les intérêts réels à une théorie abstraite. C'est l'affaire des savants, de se tenir toujours prêts, par les progrès des mécaniques, de la chimie, de l'étude de la nature, pour répondre à toutes les demandes du marché; c'est leur affaire d'être à portée de seconder puissamment le travail de l'homme, à l'instant où un travail plus grand lui est demandé; mais, tant que l'organisation actuelle dure, tant que l'existence du pauvre est abandonnée aux effets d'une libre concurrence, ils ne doivent point mettre un poids additionnel dans la balance, en faveur des chefs d'atelier, contre les ouvriers; ils doivent se rappeler que la maxime fondamentale des économistes de leur école, c'est: 'laissez faire et laissez passer'; qu'ils laissent aussi aux générations rendues superflues le temps 'de passer'. Autrement, par l'accélération qu'ils donnent, avec un zèle imprudent, à l'adoption de chaque découverte, ils frappent sans cesse, tantôt sur une classe, tantôt sur l'autre, et ils font éprouver à la société entière les souffrances constantes des changements, au lieu du bénéfice des améliorations.

SECOND ESSAI
DU REVENU SOCIAL.

Les premier phénomène que nous a frappé dans la révolution que subit de nos jours le monde économique par le changement de nos habitudes et de nos moeurs, c'est l'accroissement démesuré de la production, accroissement qui n'est point déterminé par les demandes du marché; et la lenteur, la difficulté, avec lesquelles la consommation applique successivement aux usages de l'homme les richesses que le travail a créées pour lui. Mais de ce premier phénomène nous en voyons bientôt naître un second, qui ne mérite pas moins d'attention: c'est l'état de gêne, de souffrance, qu'éprouve l'industrie lorsqu'elle a dépassé les besoins de la consommation; c'est l'encombrement des marchés, et la misère qu'éprouvent tous ceux qui ont contribué au travail humain lorsqu'ils ont produit trop de richesses.

L'énonciation seule de ce phénomène semble impliquer une contradiction: nous parlons d'un accroissement des produits du travail humain; ces produits, nous dit-on, sont la richesse; comment l'accroissement de la richesse peut-il donc être une cause de pauvreté? Nous parlons de la diminution des moyens des consommateurs pour se procurer ce dont ils ont besoin; comment leurs moyens peuvent-ils diminuer, tandis que ses mêmes hommes, comme producteurs, ont plus de choses à donner en échange? Le phénomène cependant est certain, le fait est indubitable; il y a, ou il peut y avoir, encombrement des marchés, et lorsque les marchandises produits ne trou-

vent pas d'écoulement, le commerce tout entier éprouve une très vive souffrance. A quelque négociant, à quelque industriel qu'on s'adresse, il confirmera la vérité de ce fait, il affirmera même que l'encombrement des marchés, que la difficulté de vendre, est en même temps la calamité la plus fréquente et la plus redoutable pour le commerce. Puisque le fait est certain, il ne saurait être contradictoire, ou plutôt s'il présente une contradiction, elle est dans les termes que l'on emploie, dans les définitions qu'on a adoptées, et non dans les choses.

Nous nous sommes proposé d'éviter cette difficulté en ne commençant point par la définition des mots que nous employons, ou par l'appréciation de l'essence des choses. Nous avons parlé de richesses, de valeur, de production, de consommation, sans chercher à définir ces mots, car nous n'aurions pu le faire qu'avec d'autres mots: nous les avons employés tels que l'usage nous les donne, en nous résignant à ce qu'ils laissent un peu de vague dans l'esprit de nos lecteurs; avant tout, nous avons cherché à éclaircir les idées, et celles-ci fixeront à leur tour la valeur des mots. Si une analyse plus exacte nous fait trouver quelque part une contradiction, ce n'est pas l'idée qui doit céder, c'est le mot; c'est dans la définition, non dans le fait, que se trouve le vice du raisonnement. C'est pour avoir suivi la marche contraire que la science semble se débattre aujourd'hui contre des impossibilités. Si au lieu de considérer abstraitement la richesse, la production la consommation, l'échange, on pénètre plus avant dans l'organisation de la société; si on recherche soigneusement quel est celui qui produit, quel est celui qui consomme; si l'on démêle entre les mains de qui demeurent les choses échangeables, et si l'on cherche à connaître si ce sont toujours ceux-là qui éprouvent le besoin des choses à échanger; si enfin l'on a constamment devant les yeux les hommes dans leurs conditions diverses, et non leurs richesses, et moins encore l'essence de la richesse prise abstraitement, on ne sera plus arrêté par les difficultés ou les contradictions qu'on s'était créées à soi-même, on ne verra plus d'impossibilité à ce que l'extrême abondance se

trouve à côté l'extrême besoin, et on ne niera plus, contre l'évidence, que l'encombrement des marchés et l'excès de production puisse devenir une cause de souffrance générale. Les sciences morales se composent de rapports trop délicats pour pouvoir s'exprimer par des nombres, et les relations de la vie sociale sont trop compliquées pour qu'on puisse les considérer abstraitement sans brouiller des choses dissemblables, et pour qu'on puisse isoler une position sociale sans la fausser et la dénaturer.

L'idée de l'abondance ou du dénuement, de la richesse et de la pauvreté, est pour chaque individu suffisamment claire; d'après la lutte à laquelle chacun est appelé pour vivre, ce sont les rapports de situation dont il s'est peut-être le plus fréquemment occupé. Mais ce n'est qu'avec une extrême difficulté qu'il parvient à généraliser cette idée pour l'appliquer à sa société tout entière. En effet, chaque philosophe économiste en a donné une définition différente, et c'est ensuite toujours une abstraction, toujours une définition incomplète, et par conséquent fautive, de ce qui constituait la richesse ou la prospérité d'une nation, qui décevait chacun des faiseurs de système en économie politique. Ce fut pour avoir cru que l'or et l'argent constituaient la richesse d'une nation, que nos devanciers inventèrent le système mercantile et la balance commerciale, et que poursuivant une prospérité mensongère de la société, ils la soumirent à des règlements onéreux, à des prohibitions, à des privations de tout genre. Ce fut encore pour avoir cru que le produit net constituait la richesse, que d'autres philosophes inventèrent le système non moins décevant des physiocrates, et qu'ils s'efforcèrent de remplacer tous les impôts par ce qu'ils nommaient l'impôt direct. C'est parce que les gouvernements se figurent aujourd'hui que la richesse nationale consiste à beaucoup produire et peu consommer, qu'ils s'efforcent de donner de l'activité à l'industrie et au commerce d'exportation, tout en gênant l'importation. C'est parce que les économistes de nos jours se figurent que la richesse consiste dans un accroissement indéfini de la production et de la consommation qui en est, à leurs yeux,

la conséquence inévitable, qu'ils se refusent à voir la misère croissante du prolétaire, tandis que la valeur de la production et que la richesse augmentent.

Le vrai réformateur de la science, cependant, Adam Smith lui avait tracé une autre voie. Il avait senti que notre vue n'est point assez perçante ou assez compréhensive, pour embrasser la société tout entière; il avait senti que nous avons toujours besoin de fixer nos regards sur un seul objet, pour bien connaître, et il avait entrepris de nous faire comprendre l'organisation sociale, non point en cherchant quels étaient les attributs de la société, et en traitant abstraitement de son travail, de son commerce, de sa richesse; mais en descendant sans cesse de la société à l'homme, en le prenant alors dans sa condition complexe, dans ses rapports avec tous ses semblables, et en se persuadant bien que la société n'étant qu'une agrégation d'hommes et de fortunes humaines, ce qui constitue le bonheur de chacun constitue aussi le bonheur de tous.

Nous suivrons la même méthode, la méthode de notre maître, pour chercher à comprendre le phénomène qui s'est présenté à nous, l'encombrement des marchés, et pour en trouver la solution. Nous voyons fort bien comment le travail pourvoit à la subsistance et aux jouissances de l'homme isolé, de la famille isolée. Nous sentons fort bien que lorsque chacun travaille pour lui-même, il fait la chose dont il a besoin, dans la mesure qui lui convient. Il ne proportionne pas exactement sa production à sa consommation, parce que les provisions qu'il réussit à accumuler lui donnent le sentiment de l'aisance et de l'abondance. Si ses provisions surabondent, si elles se corrompent sans avoir servi, il y a sans doute un peu de travail perdu, mais il n'en résulte point de souffrance: c'est le superflu seul qui a été dissipé, qui a été produit en vain, et il l'a été parce que le reste du produit s'est trouvé suffisant pour les besoins et les jouissances de la famille. Cet état d'isolement n'est point une fiction; c'est au contraire l'état primitif, presque l'état normal de toutes les sociétés naissantes. Qu'on observe une petite nation qui entre dans la car-

rière de la civilisation ou mieux encore une nouvelle colonie: la société se compose d'un nombre de familles éparses sur une étendue donnée de terrain. Chacune en cultive pour soi sa portion; chacune bâtit sa chaumière défriche une partie de son terrain, consacre l'autre au pâturage, sème le blé, plante les légumes, cultive les fruits qu'elle peut manger; chacune file et tisse son chanvre et sa laine, et fait ses propres habits; chacune vit dans l'abondance, sans commerce; car on peut à peine appeler de ce nom l'échange que font quelquefois ces familles entre elles de quelque partie de leur superflu. Non seulement cet état de société existe; on pourrait affirmer qu'aucune colonie, aucune société nouvelle ne pourra réussir si elle ne commence ainsi. L'organisation plus compliquée que nous avons sous les yeux, et où nous vivons, dans laquelle la subsistance de chacun dépend du commerce et des échanges, est trop artificielle pour que la société naissante ne courût pas chaque jour le risque d'être affamée ou d'être suffoquée par les révolutions du commerce si elle comptait sur lui pour la nourrir.

Le progrès de la richesse, cependant, a amené le partage des conditions et celui des professions; ce n'est plus le superflu de chacun qui a été l'objet des échanges, mais la subsistance elle-même. Chacun a travaillé à produire ce qui lui paraissait propre à satisfaire un besoin ou à flatter un goût, non point de lui-même ou de sa famille, mais du public, et il a compté que le public lui paierait en retour sa subsistance. Ainsi, dans cet état nouveau, la vie de tout homme qui travaille et qui produit dépend non de la complétion et de la réussite de son travail, mais de sa vente. C'est peu que l'ouvrage soit bien fait, il faut qu'il soit demandé, il faut qu'il le soit dans une exacte proportion avec la production. Le producteur qui ne peut vendre ne peut vivre. Pour être sûr de vendre il faudrait qu'il connût deux choses dont les plus habiles ne peuvent se faire qu'une idée très vague: quelle est la quantité de la chose qu'il produit dont le public a besoin, quelle est la quantité qui peut en être produite par tous ceux qui font le même métier que lui. Il ne lui est point donné d'arriver à

une appréciation bien exacte de ces deux quantités: aussi sa subsistance qui dépend de la vente est toujours précaire. Le besoin des consommateurs ou l'accroissement de la demande est cependant pour lui le symptôme de la prospérité; la surabondance au contraire de la production sur la demande, ou l'encombrement des marchés, est pour lui le signe certain et le précurseur de la misère.

Mais sur quoi se règle donc cette demande qui est pour lui d'une si haute importance, cette demande qu'il forme lui-même pour de certains articles, et qu'il satisfait avec d'autres? C'est ici, de nouveau, qu'en voulant prendre une vue générale de la société on s'est égaré; qu'on a cru tour à tour que c'étaient les métaux précieux en circulation, que c'était le produit net des physiocrates, que c'était la production elle-même qui formait la mesure de la demande. Tandis que chaque homme paraît tour à tour sous la capacité d'acheteur et de vendeur, de producteur et de consommateur, il nous est impossible entre leurs mouvements qui se croisent, qui se compliquent, de démêler le mouvement général; il nous est impossible d'apprécier le besoin de la société d'une manière abstraite, ou son pouvoir de le satisfaire; mais il nous faut descendre de nouveau dans le sein des familles, étudier dans chacune sur quoi se règle sa consommation, et reconnaître quelles sont les limites qui l'empêchent d'être plus considérable.

Là nous reconnâtrons bientôt que pour chaque homme, pour chaque chef de famille, le point de vue le plus important sous lequel la richesse se présente, c'est celui du revenu. La mesure de sa consommation c'est son revenu. La première chose qu'il lui convient de savoir, c'est, selon la phrase populaire: combien cet homme a-t-il à manger par an ou par jour? Toutes les autres notions relatives à la richesse peuvent encore demeurer confuses pour lui; il peut n'avoir qu'une idée très vague de la valeur ou de son capital, ou de son industrie, ou de son fonds de terre; il sait même que cette évaluation peut changer considérablement sans que sa condition en soit affectée; tandis que la première chose qu'il con-

çoive clairement, c'est qu'il y a une certaine partie de ses biens qu'il peut consommer sans en devenir plus pauvre; car en continuant à vivre comme il a vécu, à travailler comme il a travaillé, cette portion de son bien se reproduira journellement ou annuellement, et il pourra recommencer à la consommer dans le même espace de temps. Il voit aussi qu'il y a une autre portion de son bien à laquelle il ne peut toucher sans se précipiter vers sa ruine. Il distingue donc son fonds avec son revenu, et il appelle revenu son gain annuel ou quotidien de quelque part qu'il lui advienne. Nous donnons ici au nom de revenu le sens le plus large, et nous comprenons sous cette dénomination non seulement la rente des terres ou des capitaux prêtes, ou des maisons données à loyer, mais encore les profits de toute industrie, de tout commerce, de toute agriculture, des salaires de tout travail, les gages et les émoluments de tout serviteur du public ou des particuliers. Seulement le chef de famille, s'il est pauvre, est dans l'usage de n'estimer que son revenu quotidien; il sait ce qu'il peut manger chaque jour, c'est-à-dire ce qu'il peut consommer, ce qu'il peut dépenser, sans en demeurer plus pauvre. Au contraire, s'il est riche ou seulement s'il est agriculteur, il contemple son revenu annuel, parce qu'en général c'est chaque année seulement qu'il le reçoit tout à la fois.

Les nations ne sont que des agrégations d'individus; ce qui est vrai de chacun est vrai de tous. La consommation de la nation, la consommation du moins qui peut se continuer d'année en année, sans l'appauvrir, sans la ruiner, n'est autre chose que la consommation réunie de chacun de ses membres, telle que chacun la peut faire sans dépasser son revenu. Le point essentiel de l'administration de toute fortune privée, c'est la proportion du revenu avec la dépense; ce doit être encore le point essentiel de l'administration de la fortune publique. Si la première question que fait le peuple est toujours: « Combien cet homme a-t-il à manger par an ou par jour? » ce devrait encore être la première question en économie politique: « Combien cette nation a-t-elle à manger

par an ou par jour? » De la réponse, en effet, à cette question, doit dépendre l'appréciation de la dépense ou de la consommation qu'elle peut faire sans se déranger ou se ruiner. Sur cette consommation ou sur le revenu qui en est la mesure doit se régler la reproduction, si l'on veut que chaque producteur trouve à vendre son travail, que le marché où il le porte ne demeure point encombré, et que l'élément de richesse dont il est embarrassé, et dont il ne peut se défaire, ne devienne point pour lui une cause de ruine. Ainsi tout l'organisme social se trouve réellement lié au maintien, à l'accroissement, ou à la diminution du revenu social. Dans la direction d'une fortune privée, le revenu est la seule mesure raisonnable de la dépense ou de la consommation. Chacun sait fort bien qu'il court à sa ruine s'il mange son fonds avec son revenu. Chacun n'appelle aisance que la somme des jouissances auxquelles le revenu peut suffire, et ne voit que dissipation dans les jouissances qui excèdent les moyens de chacun, et qui amèneront sur lui une misère inévitable. Il en est de même d'une nation ou de la société humaine tout entière. Sa richesse n'est que l'agrégation de toutes les fortunes privées, son capital est le capital de tous, son revenu le revenu de tous. Et il est vrai d'une nation comme d'un individu, qu'elle court à sa ruine, si elle mange son capital avec son revenu; que le montant de ses consommations ne nous indique son aisance qu'autant que nous sommes assurés qu'il n'y a point de dilapidation, et que sa dépense n'outre-passe pas son revenu.

Tout père de famille sait qu'il ne peut s'enrichir que par économie, en ajoutant à son capital une partie de ses gains annuels. Il sait encore qu'il ne s'enrichit pas par la seule production des fruits de son industrie, si son gain n'augmente pas avec son travail; il sait qu'il peut y avoir une production profitable et une autre qui ne l'est pas. Le cordonnier sait que s'il a fait cent paires de souliers l'année passée, sur chacune desquelles il gagne 3 francs, et deux cents paires, cette année, sur chacune desquelles il gagne 30 sous, son revenu est resté le même, et son travail est doublé, en sorte que l'augmen-

tation de sa production ne lui a pas été profitable; que si sur chacune des deux cents paires, il n'a gagné que 20 sous, il voit que son travail a doublé et que son revenu a diminué d'un tiers. Il en peut être de même d'une nation. La production, pas plus que la consommation, n'est point un signe certain de la prospérité; celle-ci ne s'accroît que si le revenu est augmenté.

Tout chef de famille se rend à peu près compte de la différence qui existe entre les profits réels et les profits aléatoires, les profits d'un jeu. Il ne compte que les premiers dans son revenu, et rejette les seconds parmi les chances heureuses, dont le retour ne lui est point assuré. Le profit réel ne coûte rien à personne celui qui le paie y trouve son avantage, tout comme celui qui le reçoit. Tel est l'accroissement de quantité que l'homme obtient de la terre par l'agriculture, lorsqu'il sème un sac de blé, et qu'il en récolte cinq; ou l'amélioration de qualité qu'il obtient par l'industrie, lorsque d'une balle de laine il fait une étoffe de drap; ou la plus grande commodité qu'il obtient par le commerce, lorsqu'il apporte aux villes le sel recueilli sur les bords de la mer. Mais le profit aléatoire, le profit du jeu, est une perte pour celui sur lequel il est fait. Le joueur soit sur les cartes, soit sur les fonds publics, soit sur les marchandises, sait fort bien qu'il ne s'enrichit qu'aux dépense de celui qui traite avec lui; qu'il n'y a point dans son fait d'accroissement de fortune, mais un simple déplacement; il comprend, ce qui ne lui importe il est vrai pas beaucoup, que quoique les profits de son jeu ajoutent à son revenu, ils n'ajoutant rien à celui de la nation, car il faut les déduire du revenu de son adversaire. Mais le père de famille comprend mieux, parce qu'il y est plus intéressé, qu'il peut accorder à celui qui fait des profits réels une confiance qu'il refuse au joueur; car ou celui-ci joue avec des chances égales et il doit perdre aussi souvent qu'il gagne, ou il joue avec avantage, et c'est un fripon. Cet homme comprend encore, ou il apprend par l'expérience, que celui qui poursuit des chances aléatoires perd successivement toutes les qualités essentielles à la bonne administration de sa fortune. Incertain de l'ave-

nir il cherche toutes ses jouissances dans le présent; il ne distingue point son capital de son revenu, car il n'a réellement point de revenu; il ne met aucune sagesse dans la prévision de son avenir; car il n'a réellement point d'avenir. Pour une nation, plus encore que pour un individu, la distinction entre profit réel et le profit aléatoire est importante. Son revenu naît du premier seul, le seconde lui présente des quantités positives et négatives qui se compensent; mais le second répand en même temps, parmi la population, des vices qui détruisent son industrie et sa prévoyance, et qui la mènent presque aussi certainement à sa ruine que la dissipation de ses capitaux.

Tout économiste sait encore que sur son revenu il doit régler la formation et l'accroissement de sa famille; il sait qu'il ne doit pas prendre de femme, s'il n'a pas à manger pour elle aussi bien que pour lui; qu'il ne doit pas désirer d'enfants, s'il n'a pas un revenu suffisant pour le partager avec eux, s'il n'est pas convaincu qu'il leur laissera après soi un revenu égal au sien. La passion la plus véhémement de celles qui entrent au coeur de l'homme peut sans doute lui faire illusion; mais plus son revenu sera fixé avec précision, plus il sera dépouillé de toute chance aléatoire, moins cette illusion sera possible. Chaque ouvrier sait que ses enfants, à leur naissance, non seulement seront pour plusieurs années hors d'état de rien gagner, mais qu'ils empêcheront leur père et leur mère de donner tout leur temps à l'ouvrage, et qu'ils diminueront en conséquence leurs revenus. La famille ne peut s'accroître sans augmenter les dépenses, et diminuer le moyen de les faire. Cependant si le père de famille peut y suffire sans toucher à son capital, il sacrifie d'autres jouissances à celles de la paternité. S'il est assuré de trouver pour ses enfants un état profitable, dès que les forces leur seront venues, il voit sans inquiétude s'accroître sa société domestique; l'éducation de ses enfants est pour lui comme une caisse d'épargne, il y place ses économies qu'il capitalise, et qui devront un jour lui donner un revenu. Mais si au contraire il s'aperçoit que son gain annuel ne lui peut suffire, si de plus il reconnaît que le métier

ne va pas, et qu'il ne pourra assurer à ces êtres qui lui sont si chers un revenu suffisant en échange de leur travail, la naissance de chaque nouvel enfant est pour lui une calamité. S'il est dans une honnête aisance, il se garde de s'y exposer; mais s'il est dans une de ces positions malheureuses où les hommes ne peuvent point apprécier leur revenu futur; s'il dépend de circonstances sur lesquelles il n'a aucun contrôle, de ce terrible jeu que la société joue quelquefois aux dépens du pauvre; alors le plus souvent, il ne s'en donne aucun souci, et il laisse une mort prématurée réparer l'excès des naissances.

Le revenu est la mesure de l'accroissement de la population, pour la société comme pour la famille. Le revenu est la mesure de la subsistance et de l'aisance de chacun, l'ensemble des revenus est la mesure de la subsistance et de l'aisance de tous. Plus la nation comprend d'enfants en bas âge, proportionnellement au nombre total de sa population, et plus sa dépense augmente et son revenu diminue; plus au contraire elle contient d'individus de vingt à cinquante ans, proportionnellement à sa population totale, et plus sa puissance de travail est grande. Or la population augmente toutes les fois que le travail est récompensé de manière à accroître le revenu de la classe ouvrière. Alors il y a plus de naissances, les pères faisant les avances de l'éducation de leur enfants, dans l'espoir d'un heureux avenir; il y a aussi plus de longévité dans toute la classe ouvrière; car l'aisance est une cause de santé, et l'aisance est le fruit du travail demandé.

Mais si au contraire, le revenu diminue tandis que le travail augmente; si en particulier les salaires diminuent; et si le pauvre, pour se récupérer sur la quantité, s'efforce de faire plus d'ouvrage, il s'use par le travail et par les privations; il meurt jeune, ou il languit dans la maladie; le nombre des hommes valides diminue alors sensiblement. Peut-être le nombre des naissances diminuera-t-il aussi, si des habitudes de prudence et d'ordre prévalent dans la nation; peut-être au contraire augmentera-t-il, si l'homme se dégrade assez pour ne plus songer qu'au moment présent, et à des appétits

brutaux. Ainsi on voit la disposition à l'ivrognerie s'accroître avec l'indigence; mais les enfants sont les premières victimes de la misère; plus il en naîtra, moins on en conservera, tout comme plus on en conserve, moins il en renaît. Le chiffre de la population pourra dans ce cas se maintenir, il pourra même s'élever, malgré la diminution du revenu, mais la population d'âge viril diminuera, les chances de vie diminueront, et ce grand nombre de naissances qu'on donne souvent comme un signe de prospérité indiquera seulement le grand nombre de ceux qui ne naissent que pour mourir, sans avoir connu les douceurs non plus que les devoirs de la vie.

Malthus avait assigné comme borne de la population la borne des subsistances. Le genre humain, disait-il, croissait dans une progression géométrique, et les subsistances dans une progression arithmétique: le premier marchait donc vers une effroyable famine. Il n'est pas douteux qu'il n'y ait des bornes au-delà desquelles les subsistances ne pourraient plus augmenter dans une progression géométrique; qu'il n'y ait même des bornes au-delà desquelles elles ne pourraient plus augmenter du tout; mais nous sommes encore à une distance infinie de ces bornes. Il y a place sur la terre pour un immense développement de culture, et tous ceux de ses produits que nous destinons à notre subsistance, animaux comme végétaux, se multiplient dans une progression géométrique infiniment plus rapide que l'homme. Celui-ci est doué en effet d'une faculté de multiplication telle que le nombre des hommes pourrait doubler ou quadrupler tous les vingt-cinq ans; il partage cette faculté avec toute la nature organique, quoique entre tous les animaux et tous les végétaux, l'homme soit encore celui qui la possède au moindre degré. Mais l'homme n'est point destiné à faire un usage habituel de cette faculté, et ne le fait jamais. Ce n'est que dans des cas rares, après une grande destruction de la population, ou après la transplantation de l'homme sur une terre vierge, qu'un grand besoin de travail se faisant sentir, un grand revenu naît de ce travail, et la population s'y proportionne rapidement, parce que la vie de ceux qui seraient morts dans

la misère se conserve dans l'aisance. Dès que le niveau est rétabli, la population ne s'accroît plus que de la manière la plus lente, et sa lenteur même est le plus souvent un indice de grande prospérité. Là où la vie moyenne est la plus longue; là où chacun de ceux qui naissent a la plus grande chance de parvenir à un âge avancé; là aussi, comme à Genève, le nombre des naissances approche le plus d'une égalité parfaite avec celui des morts. Là, encore, où le nombre des mariages est proportionnellement le plus grand, où le plus d'individus participent aux devoirs, aux vertus, et au bonheur du mariage, là aussi chaque mariage produit moins d'enfants. A Genève la moyenne est au-dessous de trois, deux enfants représentent le père et mère, et recueilleront le revenu qui suffisait aux parents; la fraction, au-dessous de l'unité, du troisième, représente les individus qui n'arriveront pas à l'âge du mariage, ou qui mourront dans le célibat. La subdivision des héritages dont nous menacent sans cesse les économistes anglais y est inconnue; car la population, ce proportionnant à son revenu, se maintient dans une aisance toujours égale, ou même toujours croissante, sans qu'il soit possible de dire si sa progression est géométrique ou arithmétique.

La loi que Malthus avait supposée, avec ses deux progressions, l'une géométrique, l'autre arithmétique, et le danger de famine dont il menaçait le genre humain, ne trouveraient donc leur application que dans un temps tout-à-fait hypothétique, et que la race humaine ne verra probablement jamais. Tandis que c'est aujourd'hui, que c'est tous les jours que l'accroissement de la population doit se mesurer avec l'accroissement de ses moyens d'existence. Quand elle souffre, ce n'est pas parce que le blé et la viande manquent au marché, mais parce qu'elle n'a pas le moyen de les acheter. Quand elle est dans l'aisance, ce n'est pas parce que de nouveaux aliments sont étalés en vente devant elle, mais parce que son revenu suffit pour commander en plus grande abondance ce dont elle a besoin. Malthus lui-même, quoiqu'il n'ait exprimé que cette limite matérielle et grossière des subsistances, la seule à laquelle pût se rapporter son théorème des deux progres-

sions, paraît avoir eu une notion vague de la proportion de population avec le revenu; il a expliqué que par subsistances il entendait tous les besoins de l'homme selon sa condition, sans faire attention que les produits de l'industrie humaine croissent dans une proportion géométrique bien plus rapide que la population.

Mais si le revenu est la mesure de l'aisance et de la prospérité de tous, s'il est le régulateur de la consommation, s'il est le régulateur de la population, comment arrive-t-il que Malthus ne l'ait point exprimé, qu'aucun des économistes n'ait signalé son importance, n'ait presque prononcé son nom? Comment peut-on expliquer cet oubli, tandis qu'Adam Smith, le vrai rénovateur de la science, n'a dû tous les progrès qu'il lui a fait faire qu'au soin qu'il a eu constamment de comparer la fortune privée avec la fortune publique, qu'à l'application judicieuse de toutes les règles de l'économie domestique à tous les problèmes de l'économie politique. C'est que tous les écrivains dogmatiques, tous ceux qui veulent élever un système, ont besoin de le rattacher à quelque idée frappante et comprise de tous, et que l'idée du revenu social, de cette puissance qui donne l'impulsion à tout le mécanisme social, se confond à leurs yeux, plus ils s'efforcent de la fixer; elle leur échappe par la multiplicité infinie de ses rapports, par sa transformation continuelle, par l'échange journalier qui se fait, soit dans la production, soit dans la consommation, du revenu de l'un contre le capital de l'autre. Le philosophe économiste, en promenant ses regards sur toutes les richesses sociales, ne peut jamais dire: cet objet est un capital, cet autre est un revenu, sans que quelqu'un soit prêt à lui répondre: ce que vous nommez là capital est mon revenu; ce que vous nommez là revenu est mon capital. Cette impossibilité de trouver aux objets matériels un caractère qui les range dans l'une ou l'autre classe; cette nécessité de considérer la division comme abstraite, et comme n'existant que dans l'appréciation de chacun, a fait juger plus commode de la nier entièrement, de ne s'occuper que de la production de la société au lieu de son revenu, que de sa consommation au

lieu de sa dépense. Cependant l'expérience de chaque jour devrait nous apprendre qu'une nation, tout aussi bien qu'un particulier, voit quelquefois son aisance diminuer à mesure que sa production augmente; que quelquefois aussi l'accroissement de sa consommation, loin d'être une dépense, est un moyen de fortune, et que les biens dont elle a fait usage se sont reproduits avec tant d'abondance, que lorsqu'elle consommait, elle amassait des capitaux.

Les souffrances récentes de la société ne seront vraiment explorées, et il ne sera possible d'y apporter un remède, qu'autant qu'on s'attachera à la division du capital et du revenu, malgré ce qu'elle a d'abstrait, d'insaisissable. Il est inutile d'ouvrir au peuple des caisses d'épargnes, si l'on ne s'assure auparavant qu'il a un revenu sur lequel il peut épargner; il est inutile de travailler à son éducation et à son instruction, si l'on ne s'assure auparavant que le temps qu'il est obligé d'employer pour faire naître son revenu lui laissera un peu de repos pour la pensée, un peu de vigueur pour la méditation; il est inutile de le pousser à une production nouvelle, si l'on ne s'est assuré que de cette production naîtra un nouveau revenu pleinement proportionné aux efforts qu'elle exigera de lui; il est inutile de lui ouvrir le commerce étranger, si l'on ne s'est assuré qu'en vendant aux étrangers il augmentera son revenu; qu'en achetant aux étrangers, l'épargne qu'il fera sur une partie de son revenu n'anéantira pas chez lui quelque autre revenu plus important. Population, production, consommation, accumulation, prospérité, misère, tout se lie au revenu, tout s'explique par le revenu. Qu'est-ce cependant que le revenu social, demandera-t-on encore? C'est la somme de tous les revenus de chacun. Mais à combien monte cette somme? Nous l'ignorons. De quelle partie matérielle de la richesse se compose-t-elle? Nous l'ignorons encore. Nous ne pouvons saisir ce revenu que dans les mains de chacun, le reconnaître que dans le compte que chacun fait pour soi. La science signale des mystères qu'elle ne réussit point à éclaircir, l'administration est réduite à des conjectures lorsqu'elle ne peut arriver à un calcul exact. Au

reste, toutes les fois qu'il s'agit de la richesse publique, où tant de quantités positives ou négatives ne se balancent qu'imparfaitement, où la notion même de valeur a reçu tant de définitions différentes, où le prix de revient, le prix du marché ou de la concurrence, le prix estimé en journées de travail, en subsistance et en numéraire, brouillent sans cesse tant d'idées opposées, on n'arrive jamais à un inventaire qui puisse s'exprimer par des nombres, à une quantité qui soit autre que conjecturale.

Le système mercantile faisait consister la richesse d'une nation dans l'or et l'argent qu'elle possédait, et que, suivant ses fauteurs, elle accumulait sans cesse; le système des physiocrates ne reconnaissait comme richesse que les biens de la terre. Tous deux ont été victorieusement réfutés par Adam Smith, tous deux cependant conservent encore une influence entraînant sur beaucoup d'esprits; parce qu'à la question: qu'est-ce que la richesse? ils ont répondu d'une manière fausse, il est vrai, mais positive, et dont on se souvient; tandis qu'Adam Smith n'a pu répondre que par une énumération incomplète, vague, et dont l'idée ne tarde pas à s'évanouir, après même qu'on l'a bien saisie.

La richesse publique, selon Adam Smith, c'est tout ce qui constitue la fortune de chacun; les maisons, les champs, les instruments, le bétail, l'homme lui-même avec l'habileté qu'il a acquise et sa faculté de travail; puis tous les produits de l'industrie de l'homme, encore que quelques uns soient si fugitifs qu'ils ne sont pas susceptibles d'accumulation. Cette énumération paraît bien vague; et cependant elle suffit pour dissiper plusieurs erreurs. En comparant dans la fortune de chacun tous ces biens divers avec la quantité d'or et d'argent que chacun possède, on reconnaît que le numéraire ne fait qu'une très petite partie de la richesse ou privée ou publique. On reconnaît bientôt ensuite que les créances d'un particulier sur un autre ne font point partie de la richesse publique; car ce sont deux quantités positives et négatives, qui se compensent. Les fonds publics disparaissent de même, car ce sont des créances des prêteurs sur les biens des contribuables. Le

papier-monnaie disparaît également, puisque ce n'est qu'une promesse de payer en numéraire, ou une créance hypothéquée sur les métaux précieux en circulation. Ce seul inventaire de la fortune publique, tout vague qu'il est, suffit pour dissiper l'erreur de ceux qui attribuent au crédit un pouvoir créateur, tandis qu'il ne fait que donner à l'un la disposition du bien de l'autre, sans augmenter ni sa quantité ni sa puissance.

L'énumération du revenu de tous sera peut-être plus vague encore, et cependant elle pourra aussi suffire à dissiper plusieurs illusions.

Soit que l'homme consacre son travail à l'agriculture ou aux arts industriels, soit qu'il fasse produire à la terre des fruits, ou qu'il donne à ces fruits une forme plus adaptée aux usages de l'homme, il augmente la valeur ou la quantité des matériaux sur lesquels il s'exerce; il en fait sa richesse, et cette richesse est supérieure en valeur aux avances au moyen desquelles elle a été obtenue. La supériorité du produit annuel du travail de l'homme sur ses avances annuelles comprend tout le revenu de la société; mais cette plus-value a deux évaluations différentes, l'une, d'après le travail qu'elle a coûté, et l'autre, d'après le besoin qu'en éprouvent ceux qui l'emploieront à leur usage.

Lorsqu'une famille vit complètement isolée; lorsque, pour nombreuse qu'elle soit, elle est toujours dirigée par un intérêt commun qui proportionne toujours ses travaux aux besoins de chacun de ses membres, il n'y a jamais d'ouvrage qui soit fait sans être demandé, sans que sa destination soit toute trouvée. Il n'y a point de prix numérique, puisqu'il n'y a point encore d'échange, et cependant l'idée du revenu s'y développe beaucoup plus clairement que dans nos sociétés compliquées, où l'on a renoncé à donner une garantie spéciale à l'intérêt général, et où, mettant aux prises les intérêts individuels par des échanges, on s'est flatté qu'ils arriveraient au même but. Dans cette famille isolée, que nous supposons nombreuse, on a reconnu qu'on avait besoin annuellement d'une quantité déterminée de nourriture, de vêtements, de meubles. Les

membres de la famille avaient déjà des matériaux, des provisions, des outils, produits de leurs précédents travaux; les uns peuvent être considérés comme des capitaux qu'ils ont accumulés, tels que le blé pour les semences, les toisons dont ils veulent faire du drap, les instruments dont ils se serviront; les autres sont le revenu de la précédente année, qu'ils consommeront en faisant naître celui de la nouvelle: ce sont leurs aliments et les habits dont ils se couvrent. Les membres de la famille se mettent à l'oeuvre, ils se partagent les travaux, ils labourent et ils sèment, ils préparent les cuirs, ils tissent les laines, ils rassemblent enfin et accomplissent tout l'approvisionnement qui leur servira pour l'année future.

Dans cet approvisionnement, nous reconnaissons trois parties: l'une est un capital, c'est la restitution des avances qui avaient été faites à l'agriculture ou à l'industrie, les semailles du laboureur, les toisons et les chanvres du tisserand; l'autre participe de la nature d'un capital et d'un revenu, c'est la subsistance de la famille pendant l'année de ses travaux, les aliments qu'elle a consommés, les habits qu'elle a usés; c'était un revenu comme produit de l'année précédente, mais comme produit accumulé, qui doit se retrouver toujours le même au commencement de chaque année, pour recommencer les travaux, et pour qu'ils puissent être productifs, c'était un capital. Enfin la troisième partie est purement un revenu: c'est la quantité matérielle dont le produit de l'année a surpassé celui de l'année précédente, ou le profit du travail.

L'on voit que même dans cet état le plus simple de la société, le revenu conserve quelque chose de sa nature mystérieuse et insaisissable, il se convertit en capital, le capital se consomme comme revenu: c'est le sang qui alimente le corps humain, qui se convertit en sa substance, et qui pourtant renaît sans cesse. Dans cette condition cependant, quelques unes des lois de la société se font plus clairement sentir que lorsque la complication s'est augmentée. On reconnaît que le produit du travail est plus considérable, à mesure que les méthodes de produire se perfectionnent, que les machines sont meilleures; mais on sent aussi que toute augmentation de

produit n'est pas profitable. Les besoins de la société sont bornés; tout ce qu'elle ne peut pas consommer lui est inutile. La quantité de nourriture qu'un nombre donné d'individus peut manger est bientôt atteinte: dès lors il y aurait perte de travail à l'augmenter, et tout le superflu du travail nourricier ne doit plus être employé qu'à augmenter la qualité, non la quantité, à rendre les aliments ou plus sains ou plus délicats. La quantité de vêtements que requiert un nombre donné d'individus est un peu moins précise: quoique le même vêtements puisse suffire pour une année, il peut être agréable d'en faire un nouveau quatre fois, huit fois si l'on veut, par an, de sorte que le même vêtement ne dure que six semaines; mais il faut bien s'arrêter là; tout ce qu'on produirait de vêtements au-delà coûterait un travail inutile, sans avantage pour la société, sans revenu. Si le pouvoir producteur va toujours croissant, par le perfectionnement de l'habileté et des instruments, il arrive bientôt à un terme où il doit cesser d'augmenter la quantité, et ne s'occuper plus qu'à perfectionner la qualité. Il n'est pas un des produits du travail humain auquel la même règle ne s'applique. En même temps le perfectionnement de la qualité a aussi ses bornes; elles sont posées par le travail lui-même auquel la société est appelée; toutes les productions dont on ne peut jouir qu'autant qu'on ait de loisir lui sont inutiles, à moins qu'elle ne puisse se réserver ces loisirs.

Ainsi la production a des limites qu'il lui est prescrit de ne pas dépasser. Ce n'est qu'en se contenant dans ces limites que le redoublement de sa puissance est un avantage. La quantité doit se régler sur le nombre de la population, la qualité sur ses loisirs. Lorsque l'homme réussit à appeler à son aide les sciences les plus élevées; lorsque les progrès de la mécanique lui permettent d'accomplir infiniment plus d'ouvrage en infiniment moins de temps, il faut aussi qu'il suspende ses pouvoirs producteurs beaucoup plus long-temps, qu'il se réserve beaucoup plus de loisir; car les aliments exquis, les vêtements de grand prix et tous les ouvrages hautement perfectionnés, ne sont à l'usage que des gens de loisir.

Ces règles que l'on comprend, que l'on voit clairement. dans la famille, quelque nombreuse qu'on la suppose, sont également vraies dans tout état de la société, encore qu'elle ne soit plus dirigée par une intelligence qui comprenne tous les rapports de ses membres les uns avec les autres, par une volonté qui les fasse tous concourir au bien commun. Les intérêts individuels ont rompu le lien qui les unissait; il leur a été permis, à l'aide des échanges et du numéraire, de se satisfaire chacun à part, sans se soucier du bien commun; ils se sont trouvés tous en opposition l'un à l'autre; seulement les philanthropes ont jugé plus commode de dire et de croire que leur opposition réciproque les contenant tous, ils tendaient aussi bien par leur action combinée vers l'avantage de tous que s'ils l'avaient eu réellement en vue.

L'intérêt de la production s'est considéré comme indépendant de l'intérêt de la consommation; et cet intérêt de production s'est partagé lui-même en un grand nombre d'intérêts rivaux. Ceux qui se sont trouvés avoir en main une certaine quantité de richesses accumulées se sont chargés, en général, de la direction de la production annuelle: ils se sont partagés en deux classes pour soigner, les uns l'agriculture, les autres l'industrie. Ils ont dit au propriétaire de terres: abandonnez-nous l'usage de votre terre, de vos bâtiments, de vos améliorations. Nous dirigerons les travaux, et sur leur produit, nous vous réserverons une portion toujours égale, un fermage ou loyer: ce sera votre revenu. Ils ont dit au laboureur: laissez-nous prendre la direction de votre travail, nous nous chargeons d'en recueillir les fruits; mais avant que vous puissiez les attendre, nous vous paierons, jour après jour, un salaire que nous prendrons sur notre capital et qui formera votre revenu; nous avancerons, de notre côté un nouveau capital pour des améliorations diverses; le produit de votre travail sera plus considérable que si vous l'aviez dirigé vous-même; mais ce sera là notre profit. Puis surviennent le gouvernement et l'Église qui prélèvent, sur les fermages, les salaires et les profits, une part nouvelle qu'ils redistribuent comme revenu à toutes les classes de fonctionnaires publics.

En même temps d'autres capitalistes entreprennent la direction de l'industrie ils assurent un salaire aux ouvriers, un loyer aux propriétaires des usines et des machines, un intérêt à d'autres capitalistes qui se contentent de leur prêter des capitaux sans vouloir se donner aucune peine; ils paient enfin des impôts au gouvernement, ils gardent un profit pour eux-mêmes; ils sont ainsi les distributeurs d'un revenu annuel à quatre ou cinq classes de personnes; mais ce revenu, soit dans les champs, soit à la ville, n'est jamais autre chose que le surplus de la valeur du travail produit sur les avances qui ont été faites pour le produire.

Si le travail avait été fait de concert avec ceux qui doivent le consommer, la production aurait toujours été proportionnée à la demande. Mais plus le commerce s'étend, plus les échanges se multiplient entre des pays éloignés, plus il devient impossible aux producteurs de mesurer exactement les besoins du marché qu'ils doivent pourvoir. D'ailleurs, ils s'endorment peu de soucis; chacun ne songe qu'à lui-même, et au lieu de se demander si ses efforts augmenteront réellement le revenu social, il travaille seulement à s'en attribuer la plus grosse part aux dépens des autres, et souvent pour y parvenir, le plus court moyen est de diminuer la part de tous.

Le capitaliste, entrepreneur d'une industrie, verrait avec certitude son revenu s'accroître, si les demandes des consommateurs, pour les produits de cette industrie, s'accroissaient sur le marché qu'il approvisionne; mais cet accroissement, s'il est commun à toute la société, est singulièrement lent et graduel. Pour qu'il y ait une plus grande demande de nourriture, il faut, non pas qu'il y ait un plus grand nombre de naissances, car cette circonstance, si elle est seule, étant accompagnée d'une augmentation de dépense et d'une diminution de gain, la population en masse se nourrira plus mal, et la plupart des enfants mourront en bas âge; mais il faut augmentation d'aisance, surtout pour le pauvre, car la nourriture fait les trois quarts de la dépense du pauvre, tandis qu'elle fait à peine la dixième partie de la dépense du riche.

Un accroissement d'aisance prolongera la vie du pauvre, et sera cause que plus d'enfants arriveront à la virilité. Toutefois, dans les pays où la population s'accroît le plus rapidement, soit par les naissances, soit par la longévité, on ne l'a jamais vue, excepté en Irlande, comme aussi dans les colonies, doubler dans un siècle; quoiqu'on ait calculé quelquefois que si elle continuait à s'accroître sur le pied des dernières années, elle doublerait en bien moins de temps encore. En général, dans les pays vraiment prospères, elle ne s'accroît pas d'une manière sensible. Ses progrès sont cependant les bornes que doit s'imposer l'agriculture dans la production des substances alimentaires. En laissant de côté les oscillations en bonnes et mauvaises récoltes qui se compensent, il ne faut pas qu'elle augmente la quantité des subsistances de plus d'un centième par année, puisque c'est là le progrès le plus rapide qu'on voie faire en Europe à une population heureuse; et comme chaque perfectionnement de l'agriculture donne des produits bien plus considérables et plus rapides, chacun d'eux doit être suivi de l'abandon des cultures qui donnent le plus grand volume de substances alimentaires, d'un certain nombre de champs de pomme de terre, par exemple, pour produire du blé; de champs de blé, pour produire de la viande ou des boissons fermentées; de champs cultivés en substances alimentaires pour produire le lin, le chanvre, la garance, les matières premières de l'industrie des villes. C'est en effet ce qui est arrivé généralement, sauf que plusieurs substances, cultivées d'abord pour l'homme ont été ensuite destinées aux animaux: ce qui revient au même résultat.

Dans les districts reculés, qui ont peu de communications avec leurs voisins, la quantité de substances alimentaires qui peut être consommée chaque année est suffisamment connue du producteur pour qu'il ne cultive pas et ne jette pas sur le marché une quantité de substances qu'il ne pourrait pas vendre; mais quand le fermier se trouve à portée d'une grande ville, d'un port de mer, d'un canal, d'un chemin de fer, d'un marché enfin dont il ne peut nullement calculer l'étendue, il ne s'en soucie plus du tout. S'il le peut, il double et

quadruple ses récoltes, et compte qu'il les vendra en les donnant a un peu plus bas prix que les autres producteurs. Pour baisser le prix, il commence par s'efforcer de diminuer le revenu de ceux qui concourent avec lui à la production, de donner moins de fermage au propriétaire, moins d'intérêt à celui qui lui a prêté de l'argent, moins de salaire aux ouvriers, moins d'impôts au gouvernement. En portant plus de blé sur le marché qu'il n'en peut vendre, il produit nécessairement cet effet; car le blé baisse aussitôt de prix; tous les fermiers font alors les mêmes plaintes que lui au propriétaire, au capitaliste, à l'ouvrier, au prince; les fermages diminuent, l'intérêt de l'argent baisse, les salaires sont réduits.

Il réagit en même temps contre tous les autres fermiers.

Si ses méthodes de culture sont meilleures, avec le même travail et les mêmes avances, il peut produire une plus grande quantité d'aliments, et gagner encore sur le prix auquel les autres perdent. Ainsi il continue à s'enrichir, tandis qu'eux se ruinent. Il offre alors de prendre avec les siens leurs biens à ferme, et il trouve des capitalistes qui lui facilitent cette opération; son travail d'inspection ne doublera pas quand même son administration sera doublée: d'ailleurs, il lui vaut mieux gagner 4 pour cent sur deux cent mille francs que 5 pour cent sur cent mille. Les petites fermes disparaissent; on ne voit plus que de très grandes exploitations.

Ainsi tous les revenus provenant de la terre ont diminué par cette production exagérée. Le propriétaire a consenti baisser son fermage; le capitaliste s'est contenté d'un intérêt de 4 au lieu de 5 pour cent; le fermier, d'un profit de 4 au lieu de 5 pour cent; le journalier, d'un salaire de vingt sous au lieu de trente sous par jour. Tous ceux-là, cependant sont consommateurs de denrées, et en les réunissant, ils font à eux seuls la plus grande masse des consommateurs. Pour chacun d'eux, la diminution du revenu sera suivie d'une diminution de consommation, ou en quantité, ou en qualité le pauvre quittera de nouveau la viande pour le pain, et le pain pour la pomme de terre. L'effet pour le riche sera plus compliqué: la conséquence de la diminution des revenus,

c'est qu'il faut plus de capitaux pour vivre, il faut plus de terres pour en retirer la même rente, plus d'argent prêté pour en retirer le même intérêt, de plus grandes fermes pour qu'elles donnent le même profit; et comme les riches apportent toujours une grande attention à ne pas laisser déchoir leurs familles, à ne pas faire de mariages imprudents, on verra le nombre des anciens riches diminuer, comme le nombre des familles d'ancienne noblesse a, en effet, diminué partout, à chaque génération, et par conséquent les héritages deviendront plus considérables. En conséquence, la consommation de la classe riche prise en masse diminuera, non seulement selon la proportion de la diminution du revenu, mais aussi selon celle de la diminution du nombre des personnes. Cette double action est très apparente en Angleterre, encore que le nombre des carrières qui y sont ouvertes à la fortune y maintienne peut-être un plus grand nombre de familles opulentes que partout ailleurs. Le nombre total des propriétaires de terre y a très sensiblement diminué, celui des fermiers y a diminué peut-être davantage encore. La quantité de blé, de viande, de bonne bière consommée par eux, a dû diminuer aussi; et quant aux journaliers, ils sont redescendus de la viande au pain, du pain aux pommes de terre; leur consommation a diminué en quantité et en qualité.

Nous nous sommes attaché de préférence à l'industrie agricole, parce que le rapport entre la production et la consommation y est plus facilement saisi; mais les choses se passent précisément de même dans la production manufacturière. Ainsi, pour qu'il y ait une plus grande demande de vêtements, il faut non pas qu'il y ait plus de naissances, mais qu'il y ait plus d'aisance parmi ceux qui doivent porter des habits; qu'il y ait plus de revenus parmi toutes les classes de la nation, car toutes emploient une partie de leur revenu à s'habiller. L'augmentation des naissances peut n'augmenter que le nombre des morts, et ne rien changer à la consommation des tissus de tout genre. L'augmentation de la vitalité, en prolongeant la vie virile, l'époque où l'on fait le plus de dé-

penses pour ses vêtements, a une influence beaucoup plus sentie. Cependant, nous l'avons vu, ni la multiplication des naissances, ni la longévité, ne doublent pas la population en cent ans. L'aisance fera avancer la consommation des vêtements bien plus rapidement, et surtout l'aisance du pauvre. Il y a de l'avantage pour la santé, pour la propreté, pour la jouissance, à changer fréquemment d'habits. Les sultanes du grand mongol se faisaient un point d'honneur de déchirer leurs robes tous les soirs, pour ne pas les porter plus d'un jour; peut-être des femmes en Europe se font-elles jusqu'à trente habillements par année; c'est probablement la plus haute consommation que puisse déterminer le caprice; mais comme soin d'hygiène ou de propreté, une moyenne de quatre habillements neufs par année pour chaque individu est probablement le plus haut terme auquel puisse atteindre la consommation nationale. Dès que les manufactures sont arrivées à produire cette quantité de tissus, elles ne peuvent pas aller utilement au-delà. Il faut qu'elles s'attachent à la qualité et non plus à la quantité; qu'elles varient les matériaux des tissus, leur finesse, leur élégance, et puis enfin qu'elles s'arrêtent; que toutes les mains surnuméraires soient employées à autre chose qu'à des tissus, ou que les ouvriers périssent de misère. Or l'accroissement des produits dans les manufactures va infiniment plus rapidement que dans l'agriculture: telle machine, avec une quantité de travail donnée, double les produits en une année, telle autre les quadruple, les décuple même. La quantité de tissus qui suffit à habiller tout le monde a bientôt été produite; la borne dans le perfectionnement de la qualité, du moins pour tous les hommes qui travaillent, est aussi bientôt atteinte. Le travail est incompatible avec des habits d'une grande finesse ou d'une grande élégance; le travailleur regarde la durée à la fatigue comme la qualité la plus précieuse de ses vêtements; mais cette qualité même le dispense de les renouveler souvent et diminue sa consommation: quant à la substitution du drap à la bure, du coton à la laine, ce n'est point une augmentation de consommation, c'est souvent au contraire une diminution, quand

la seconde étoffe coûte moins cher, coûte moins de travail que la première.

Mais le manufacturier, comme le gros fermier à portée d'une grande ville, ne connaît point son marché; il se perd dans le vague, il se figure que les acheteurs sont sans nombre; ou bien sans se soucier de la perte de ses rivaux, il ne songe qu'à attirer des chalands à lui. Il se croit patriote quand il ne ruine, par les développements de sa propre industrie, qu'une manufacture étrangère: alors il en tire vanité; mais, au vrai, il ne ménage pas davantage celle de ses compatriotes. Tout son travail, toute son habileté, consiste à les sous-vendre; tantôt en substituant quelque machine perfectionnée, plus dispendieuse, mais plus productive, à celles qui étaient déjà en usage; tantôt en obtenant un rabais sur le loyer des bâtiments, sur le loyer des capitaux, et diminuant ainsi le revenu des riches oisifs; tantôt en diminuant les salaires de ses ouvriers et le revenu des pauvres industriels; tantôt en réduisant le profit de sa propre industrie, ce qu'il peut faire profitablement s'il la poursuit sur une plus grande échelle; tantôt en séduisant le goût des consommateurs par l'offre de produits nouveaux, par l'invention de nouvelles modes. Ainsi il augmente sa production en diminuant les revenus des capitalistes, des propriétaires d'usines, des manufacturiers, ses confrères, et de lui-même, enfin de tous ses ouvriers. Pour plusieurs, cette opération est mortelle. Quand il porte de cent mille francs à un million sa fabrication annuelle, il tue les neuf manufacturiers, ses rivaux, à cent mille francs chacun, qui lui faisaient concurrence; quand il réduit les gages de ses ouvriers, ou qu'il fait congédier ceux de ses rivaux, il fait périr de misère les plus faibles d'entre eux et leurs enfants, et bientôt après la plupart des autres. Sa prospérité est funeste aux choses comme aux hommes. Sa nouvelle manufacture, sa nouvelle machinerie, ont rendu inutile l'ancienne, que sa rivalité a ruinée, et tous les capitaux qui l'avaient établie sont anéantis. Il y a perte de revenu pour la société par la diminution de l'intérêt de l'argent, par la diminution des profits de l'industrie, par la perte du loyer de toutes les usines,

de toutes les machines devenues inutiles, par la diminution du nombre total des ouvriers et des salaires de chacun. Il y a donc diminution dans la consommation de toutes ces classes; et tandis que le manufacturier travaille de toute sa puissance à augmenter le nombre et à améliorer la qualité des tissus qu'il expose en vente, il travaille tout aussi activement, tout aussi efficacement, à diminuer le nombre des acheteurs des uns ou des autres, et à décider tous ceux qui s'appauvrissent à faire servir leurs habits plus long-temps, et à se contenter de qualités toujours plus grossières.

Nous fatiguerions vainement le lecteur en suivant de même la fabrication de tous les autres produits de l'industrie, les ustensiles, les ameublements, les armes: partout nous trouverons que la consommation ne peut pas dépasser une certaine limite, difficile à tracer sans doute, mais pourtant certaine; que dès que la production la dépasse, cette production exubérante, loin d'augmenter le revenu, le diminue, et qu'alors l'accroissement de la richesse matérielle, de la richesse apparente, ne produit pour toute la société qu'un accroissement de gêne et de misère.

Nous croyons, par cette analyse du revenu social, avoir suffisamment répondu à la difficulté que nous avons soulevée; nous croyons avoir fait comprendre comment il peut y avoir trop, même des meilleures choses. En effet, le travail est une bonne chose, mais il peut y avoir trop de travail offert, s'il surpasse la demande, s'il fait ainsi baisser le salaire, et s'il diminue par conséquent le revenu du travailleur. Le capital est une bonne chose; mais il peut y avoir trop de capital, si c'est le capitaliste qui pousse à la production, et non pas le consommateur qui la demande. Alors, en effet, la production se trouve supérieure à la valeur du revenu qui doit l'acheter, cette disproportion fait baisser le prix de tout ce qu'on veut vendre, et diminue par conséquent davantage encore les revenus de tous ceux qui ont quelque chose à vendre; les propriétaires de ces revenus sont cependant à leur tour consommateurs, et la perte qu'ils auront éprouvée les rendra d'autant plus incapables d'acheter la production de l'année

suivante. La production elle-même, enfin, est une bonne chose, mais il peut y avoir trop de production, soit qu'elle soit due à la surabondance du travail, ou à celle du capital, ou à l'assistance trop puissante que la science a donnée aux arts utiles; car lorsque la production n'a pas été réglée par les désirs des consommateurs, et par les moyens de les satisfaire, moyens dont leur revenu est la mesure, la production reste invendue et elle ruine les producteurs.

Une autre proposition résulte encore de ce que nous venons d'exposer, et elle contredit les doctrines reçues; c'est qu'il n'est pas vrai que la lutte des intérêts individuels suffise pour promouvoir le plus grand bien de tous; que de même que la prospérité de la famille exige que dans la pensée de son chef les dépenses se proportionnent toujours aux revenus, et la production se règle sur les besoins de la consommation, de même, dans la direction de la fortune publique, il est nécessaire que l'autorité souveraine surveille et contienne toujours les intérêts particuliers pour les faire tendre au bien général; que cette autorité ne perde jamais de vue la formation et la distribution du revenu, car c'est ce revenu qui doit répandre l'aisance et la prospérité dans toutes les classes; qu'elle prenne surtout sous sa protection la classe pauvre et travaillante; car c'est elle qui est le moins en état de se défendre par elle-même, qui est plus tôt sacrifiée par toutes les autres, et dont les souffrances forment la plus grande calamité nationale; enfin que ce n'est pas la rapidité de l'accroissement de la richesse nationale ou du revenu que l'autorité souveraine doit surtout avoir en vue, mais sa constance ou son égalité, car le bonheur est attaché à la durée d'une proportion invariable entre la population et le revenu; tandis que lorsque l'un ou l'autre sont soumis à des chances aléatoires, l'opulence inattendue de quelques uns ne peut jamais être considérée comme une compensation pour la ruine et la mort misérable de quelques autres.

Il faut descendre à des considérations plus spéciales pour faire comprendre ce besoin de protection qu'éprouvent les classes pauvres et travaillantes, aussi bien que la manière dont

l'autorité souveraine peut l'exercer. La plus nombreuse de ces classes est celle qui est vouée aux travaux agricoles; c'est, d'autre part, celle dont les écrivains de l'école chrématistique se sont le moins occupés. Cependant elle éprouve aujourd'hui peut-être plus qu'aucune autre la réaction de leurs principes. Nous destinerons les essais suivants à faire comprendre sa condition actuelle, et ce qu'il est essentiel de faire pour elle. Au lieu de généraliser nos observations, nous ne craindrons point de fixer tour à tour nos regards sur un seul pays, et sur les conséquences diverses des contrats divers d'exploitation pour les terres. Nous chercherons les faits dans l'analyse d'ouvrages spéciaux, souvent destinés à prouver tout autre chose que ce que nous nous proposons d'en extraire, et nous n'oublierons point que sur un sujet qui semble être sans cesse sous nos yeux, et qui cependant est si peu connu, il est peut-être plus essentiel encore d'exposer ce qui est, que de montrer ce qui doit être.

PREMIÈRE SECTION.

DE LA RICHESSE TERRITORIALE.

TROISIÈME ESSAI.

QUELLE EST LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE
TERRITORIALE
QUI PROCURE LE PLUS DE BONHEUR A UNE SOCIÉTÉ.

Nous avons considéré jusqu'ici les efforts de l'homme pour faire naître sa subsistance par son travail, et les effets de ce travail sur la société tout entière. Nous avons reconnu que du travail seul provenait tout ce que nous nommons richesse; car c'est lui qui fait naître, qui modifie, ou tout au moins qui recueille tous les objets de la nature que l'homme applique à la satisfaction de ses besoins; mais nous avons entrevu aussi que le travail, lorsqu'il recevait une fausse direction, pouvait lui-même créer la misère qu'il est fait pour dissiper, et nous avons compris qu'au lieu de pousser les hommes à s'y livrer avec une ardeur toujours croissante, il pouvait être utile, pour la bonne règle de la maison et de la cité, pour la saine économie politique, d'assigner des bornes à cette activité dévorante, de préserver la nation d'un encombrement des produits de sa propre industrie qui l'accablerait, et de donner des garanties aux travailleurs eux-mêmes contre les effets de la concurrence qu'ils sont disposés à se faire les uns aux autres. Pour reconnaître avec précision ce qu'il convenait de faire, afin de sauver des calamités qui semblent les menacer, les classes les plus intéressantes, les plus précieuses de la communauté, celles qui la nourrissent tout entière, nous nous sommes

aperçu aussi que c'étaient ces classes mêmes qu'il nous convenait d'étudier au lieu de fixer nos regards sur la nature abstraite des choses qu'il fallait demander à l'observation ce qui dans la vie sociale faisait leur bonheur ou leur malheur les suivre de pays en pays, dans leurs moeurs, leurs habitudes, leur économie domestique, et ne songer à des systèmes qu'après nous être bien assuré des faits.

Dans cette étude de l'homme et des conditions humaines, nous croyons devoir commencer par la profession en même temps la plus nombreuse et la plus importante de toutes, celle qui fait naître les fruits de la terre. C'est celle sans laquelle aucune société ne saurait exister, celle qu'il semble le plus facile de rendre heureuse, puisque ce n'est que pour elle que les rêves de l'imagination ont créé l'âge d'or, et c'est celle cependant qui a le plus souffert de la cupidité humaine, qui a dû éprouver toutes les calamités des extorsions les plus cruelles, de la misère et de l'esclavage.

En considérant, en effet, toute société sous le rapport du travail auquel elle doit sa subsistance, nous la voyons se diviser en deux grandes catégories: l'une demande à la terre les fruits de son travail, l'autre les demande aux hommes; la première, uniquement occupée de fertiliser le sol qui lui est confié, lui fait l'avance de ses travaux, de ses semences, et attend d'elle en retour des récoltes supérieures en valeur comme en quantité aux richesses qu'elle lui a livrées. C'est un échange sans doute, mais un échange que l'homme fait avec la nature. Le cultivateur lui confie son capital, et reçoit d'elle son revenu; il vit de la richesse territoriale; d'ailleurs, il est indépendant, et n'a en quelque sorte pas besoin des autres hommes. Nous pouvons nous figurer, nous pouvons même observer dans plus d'un pays des sociétés uniquement composées de laboureurs et de pasteurs, qui ne s'adonnent qu'aux travaux des champs, tandis que leurs femmes préparent leurs vêtements dans leurs maisons, ensorte qu'ils vivent sans échanges, sans commerce, sans autre lutte qu'avec la nature elle-même.

Les hommes de la seconde catégorie, qui vivent de la ri-

chasse commerciale, ne se rencontrent que dans les sociétés civilisées, et ne s'y trouvent jamais seuls. Se destinant à échanger leurs services, leur travail, ou les fruits de leur travail, avec d'autres hommes, ils ont été appelés à l'existence pour servir en quelque sorte les cultivateurs; pour les soulager de tous les soins auxquels le travail des champs les avait rendus peu propres, et pour préparer les commodités, les superfluités de la vie, tandis que l'agriculture fournit à ses premières nécessités.

Les progrès de la civilisation, les progrès de la richesse, confondent jusqu'à un certain point ces deux classes d'hommes, dont le caractère semblait d'abord si différent; tandis que les enfants de la richesse territoriale renoncent successivement à leur indépendance pour soumettre toujours plus leur industrie aux chances du commerce, ceux de la richesse commerciale en empruntant les forces de la nature et en la faisant travailler pour eux, acquièrent une ressemblance avec les agriculteurs. La distinction entre les deux genres d'industrie des champs et des villes est cependant toujours suffisante pour le but de la science.

Si la classe d'hommes qui vit de la richesse territoriale est la plus ancienne et la plus nécessaire, celle qui vit de la richesse commerciale doit sa naissance à la civilisation et au progrès. Aussi a-t-elle toujours été regardée avec prédilection par ceux qui ont cherché dans la richesse les sources de la puissance nationale. C'est l'importance et la multiplicité des échanges dont se compose le commerce qui ont fait inventer l'instrument qui les facilite et les favorise le plus, le numéraire; ces échanges portent sur le capital lui-même de la richesse commerciale, tandis qu'ils n'embrassent qu'une partie du revenu de la richesse territoriale, partie même d'autant plus petite que la société est moins avancée. Aussi les pays purement agricoles ont-ils infiniment moins de numéraire que les pays commerçants. De nouveau le commerce a fondé le crédit, parce que tout le capital du négociant passant entre ses mains, souvent plusieurs fois dans l'année, il peut remplir les engagements qu'il a pris, disent-ils emporter

toute sa fortune; tandis que le propriétaire de terre a bien de la peine à réaliser son revenu, et ne peut point, sans l'assistance du commerce, acquitter les dettes qui entament sa fortune foncière. Le numéraire cependant et le crédit ont longtemps été considérés comme constituant seuls la richesse. Ce sont eux que les gouvernements convoient, eux qu'ils emploient pour la défense nationale; ce sont eux aussi qui leur ont fait illusion sur l'importance de la richesse commerciale, et qui la leur ont fait considérer comme constituant spécialement l'opulence et la ressource des sociétés.

Il peut paraître étrange que cette préférence de la richesse commerciale se maintienne encore aujourd'hui, depuis que la nature du numéraire et celle du crédit sont mieux comprises, depuis qu'on ne prétend plus enrichir les nations en attirant dans l'enceinte de leurs frontières, et ne laissant plus ressortir les métaux précieux. A ne considérer que le nombre d'hommes auxquels l'agriculture donne également et le travail et la subsistance, on aurait dû plutôt répéter le propos de Sully, que pâturage et labourage étaient les deux mamelles nourricières de l'état. Mais le système mercantile avait accoutumé à ne regarder l'agriculture que sous le rapport commercial; et l'école chrématistique, tout en repoussant ce système, n'a point adopté des vues plus larges. J.-B. Say, dans son 'Cours complet d'économie politique' (1), a défini avec précision le point de vue sous lequel la nouvelle école considère l'agriculture. « C'est, dit-il, une manufacture de produits ruraux, qui doit être assimilée à toute autre manufacture; c'est un troc de tous les frais de production qu'elle fait contre tous les produits qu'elle obtient, troc d'autant plus avantageux que l'on donne moins pour obtenir plus..... Aussi, selon lui, l'agriculture est en progrès chaque fois qu'elle parvient à obtenir plus d'utilité pour les mêmes frais, ou la même utilité pour de moindres frais. » C'est là le principe, non pas de M. Say seulement, mais

(1) T. I, p. 24.

de toute l'école chrématistique, principe poursuivi avec vigueur par tous ceux qui prétendent aujourd'hui faire avancer l'agriculture: principe fécond, et dont nous aurons souvent à déplorer et à combattre les conséquences. Suivant ces philosophes, la prospérité de l'agriculture doit être estimée par le produit net qu'elle donne à son entrepreneur. Celui-ci gagne, soit en produisant plus, soit en dépensant moins. Il gagne sur le consommateur, soit qu'il lui vende une plus grande quantité de ses produits, soit qu'il les lui vende à un prix plus élevé. Il gagne sur ses coopérateurs, sur ses ouvriers, soit qu'il trouve moyen d'avoir la même quantité de produits en faisant faire leur ouvrage sans eux, soit qu'il fasse faire leur ouvrage par eux moyennant un moindre salaire. Ainsi l'on nous donne comme le bénéfice national de l'agriculture un profit privé qu'on fait résulter de deux calamités nationales, ou la cherté des subsistances, ou la misère de l'ouvrier. C'est d'une manière bien plus large, selon nous, que l'économie politique doit considérer la richesse territoriale. Elle doit voir dans cette richesse le plus grand des intérêts nationaux, puisque la nation tout entière en tire sa subsistance, et puisque, dans une nation bien réglée, la plus grande partie de la population, de beaucoup, consacre à la terre son travail, et reçoit de la terre sa récompense. Sous ce double point de vue se présente la question que nous croyons devoir traiter: quelle est la distribution de la richesse territoriale qui procure le plus de bonheur à la société?

Un premier doute se présente. Le sol qui est soumis aux travaux de l'homme n'est point lui-même une production de ce travail, c'est un libre don de la nature, comme l'air, l'eau, le feu, la lumière; c'est un don qui semble fait à toute la race humaine: pourquoi donc une partie de cette race en serait-elle déshéritée? pourquoi un privilège exclusif serait-il accordé à une autre partie? Ce privilège ne deviendra-t-il pas d'autant plus onéreux que la quantité de terres dont une nation dispose étant irrévocablement fixée, et ne pouvant point s'étendre, ses détenteurs auront pour eux toute la force d'un monopole?

Cette communauté du sol n'est point une vaine spéculation, elle a été mise en pratique par les peuples chasseurs, par les peuples pasteurs, par quelques peuples même qui commençaient à chercher des ressources dans l'agriculture. C'est aussi leur expérience qui doit répondre à nos doutes et éclairer notre théorie. Les peuples chasseurs, errant dans des forêts ou des savanes interminables, ont regardé la terre comme également donnée à tous; ils n'ont pu songer à la partager entre eux, car ils sont obligés de se déplacer sans cesse pour suivre un gibier qui échappe devant eux, et duquel seul ils attendent leur subsistance. Mais aussi ils ne peuvent rien préparer pour l'avenir, ils ne peuvent accumuler, ils n'ont point de revenus; la chasse leur donne plutôt un profit aléatoire, le profit du jeu terrible qu'ils jouent contre les animaux sauvages et par conséquent contre eux-mêmes: chaque avantage qu'ils obtiennent en effet diminue leurs propres ressources; toute autre industrie créée, la leur détruit; leur aisance, aujourd'hui qu'ils ont tué beaucoup de gibier, cause leur ruine future; aussi la famine les menace à toute heure, et elle fera bientôt disparaître leur race: l'homme rouge ne peut pas plus résister à la civilisation que les autres bêtes de proie qui dépeuplent avec lui les forêts.

Les peuples pasteurs forment des sociétés plus puissantes et plus durables. Il y a des pays, tels que l'Arabie et la Tartarie, qui semblent destinés par la nature à ne connaître jamais d'autres habitants; d'autres contrées ont vu se fixer, au contraire, leurs peuples errants, lorsque la population a augmenté, et que la société a consenti à donner une garantie au travail agricole. Les Arabes et les Tartares n'en donnent aucune; la terre est à tous, disent-ils, comme l'air et comme l'eau; ils n'y souffrent point d'enclos, point de privilège de premier occupant, et par conséquent ils ne laissent à aucun homme naître l'envie de rien ajouter à sa fertilité naturelle, de lui consacrer un travail dont il ne recueillerait pas les fruits. Mais ils reconnaissent et ils garantissent la propriété du pasteur sur ses troupeaux; par-là, ils l'encouragent à les multiplier; des milliers de bêtes à cornes obéissent à sa voix,

leur laitage et les naissances annuelles forment le revenu du berger; les troupeaux se proportionnent à peu près à la quantité de fourrage que donne sans soin la nature, tandis qu'à peine la centième partie de ce même fourrage aurait pu être dévorée par le gibier que poursuivent les peuples chasseurs. Ainsi un premier soin donné par l'homme non point au sol, mais aux animaux qui vivent du sol, une première garantie accordée à la propriété réclamée sur les animaux enfants de la nature, a infiniment multiplié les ressources de l'homme et ses moyens de subsistance.

Parmi les peuples pasteurs, il y'en a eu dans la Germanie, il y en a aujourd'hui sur les confins de la Perse, qui veulent bien se prêter à quelque agriculture; qui permettent d'enclore un champ et de l'ensemencer, mais qui, plus jaloux de leur égalité que de leur aisance, exigent qu'après la récolte le lot de terre de chacun retourne à la masse commune, pour être soumis, s'il le faut, à un nouveau partage. Quelque chose de semblable se voit aussi chez les peuples chasseurs de l'Amérique. L'homme rouge cultive autour de son wigwam un peu de maïs, un peu de pommes de terre; mais comme après la récolte il s'en ira peut-être avec sa tribu, à la poursuite du gibier, à quelques centaines de lieues de distance, il ne prétend à aucune propriété sur la terre, il l'abandonne après la récolte, et il ne saurait songer à défricher, à planter, à faire aucun des travaux permanents qui augmentent la richesse du sol. C'est quelque chose cependant que d'avoir accordé une garantie aux travaux annuels de l'agriculture, et la société tout entière commence à y trouver du profit. Déjà l'homme retire bien plus de subsistances du sol par l'éducation des animaux domestiques que par la chasse des animaux sauvages; de nouveau il en retire bien plus par la culture des céréales que par la naissance spontanée des graminées. Une garantie nouvelle a été accordée à la propriété, elle a été étendue sur de nouveaux dons gratuits de la nature, et c'est la société entière qui en a profité. Dès que quelques uns d'entre ses membres obtiennent plus de subsistances, tous s'en trouvent plus à leur aise, et le danger de la famine est écarté pour toute la nation.

L'expérience ne pouvait pas laisser un doute sur les utiles effets de l'appropriation des terres. Le chasseur, le pasteur qui avait ensemencé un champ, avait passé d'une vie errante, de privations et de misère, à l'abondance et à la stabilité: il voyait clairement que ses travaux d'enceinte et de défrichement lui profiteraient d'autant plus qu'il les continuerait plus long-temps sur la même place. Du jour où il eut semé le premier grain de blé il désira la perpétuité de la propriété; ce qui empêcha le plus souvent ce désir de prévaloir fut, non point la jalousie de ceux qui n'auraient pas eu part au partage, car il y avait assez de terres pour en donner à tous, mais le goût de rapine inhérent aux races barbares. Chaque petite société avait des voisins qui désiraient moissonner là où ils n'avaient pas semé. L'agriculture mettait la société dans leur dépendance en la fixant dans une même place, et la réduisant à la défensive. Chaque petite société comptait aussi dans son sein des hommes violents qui ne se soumettaient à aucune règle, et qu'on ne savait comment réprimer. Le double brigandage et des concitoyens et des ennemis retarda long-temps la fixation des peuples errants, encore que chacun d'eux reconnût qu'en adoptant la vie agricole ils passeraient de la misère à l'abondance.

Enfin le sentiment du bien-être qu'assurait la vie des champs l'emporta; les nations garantirent à chacun de leurs citoyens la propriété des travaux par lesquels ils bonifiaient le sol; et comme ces travaux ne pouvaient jamais se détacher du sol, la propriété perpétuelle du sol s'ensuivit. Alors l'homme dompta la nature et renouvela entièrement sa face; alors on put reconnaître la différence entre la richesse que la terre peut produire et la pauvreté de ses dons naturels; mais aussi on put reconnaître que ce qui donnait à l'homme l'intelligence et la constance dans ses travaux, que ce qui lui faisait diriger tous ses efforts vers un but utile à sa race, c'était le sentiment de la perpétuité. Les terrains les plus fertiles sont toujours ceux que les eaux ont déposé le long de leur cours, mais ce sont aussi ceux qu'elles menacent de leurs inondations ou qu'elles corrompent par des marécages. Avec la garantie

de la perpétuité, l'homme entreprit de longs et pénibles travaux pour donner aux marécages un écoulement, pour élever des digues contre les inondations, pour répartir par des canaux d'arrosement des eaux fertilisantes sur les mêmes champs que les mêmes eaux condamnaient à la stérilité. Sous la même garantie, l'homme, ne se contentant plus des fruits annuels de la terre, a démêlé parmi la végétation sauvage les plantes vivaces, les arbustes, les arbres qui pouvaient lui être utiles, il les a perfectionnés par la culture, il a changé en quelque sorte leur essence, et il les a multipliés. Parmi les fruits, en effet, on en reconnaît que des siècles de culture ont seuls pu amener à la perfection qu'ils ont atteinte aujourd'hui, tandis que d'autres ont été importés des régions les plus lointaines. L'homme en même temps a ouvert la terre jusqu'à une grande profondeur, pour renouveler son sol et le fertiliser par le mélange de ses parties et les impressions de l'air; il a fixé sur les collines la terre qui s'en échappait, et il a couvert la face entière de la campagne d'une végétation partout abondante, et partout utile à la race humaine. Parmi ses travaux, il y en a dont il ne recueillera le fruit qu'au bout de dix ou vingt ans; il y en a d'autres dont ses derniers neveux jouiront encore dans plusieurs siècles. Tous ont concouru à augmenter la force productive de la nature, à donner à la race humaine un revenu infiniment plus abondant, un revenu dont une portion considérable est consommée par ceux qui n'ont point part à la propriété territoriale, et qui cependant n'auraient point trouvé de nourriture sans ce partage du sol qui semble les avoir déshérités.

Ainsi la propriété perpétuelle de la terre a été inventée, a été garantie pour l'avantage de tous. Cette origine ne doit point être perdue de vue; car la propriété n'est légitime qu'autant qu'elle est administrée conformément au but pour lequel elle a été instituée. La propriété territoriale a été livrée à l'intérêt particulier, pour que celui-ci augmentât la production et le revenu social. Le propriétaire fait donc une chose injuste et illégitime s'il abuse de la concession qui lui est faite pour restreindre la production, ou pour se former

un revenu non de ce que lui donnera la terre, mais de ce qu'il ôtera à d'autres hommes. La propriété territoriale lui a été garantie, pour qu'ayant un droit perpétuel en elle, il l'administre toujours en vue de l'avenir. Il en fait donc un usage injuste et illégitime, s'il l'abandonne à des hommes qui n'y aient qu'un intérêt journalier et fugitif, et s'il prive ainsi la société de tous les avantages de cette perpétuité qui ne lui a été garantie, que pour qu'il garantisse en retour à la richesse agricole des progrès constants.

Notre imagination ne saurait concevoir d'état plus heureux que celui d'une population qui s'est vouée à la culture des terres, qui la pratique de ses propres mains, et qui a su se donner une organisation politique assez énergique et assez libre pour que les fruits du sol soient toujours garantis à celui qui les a fait naître. Ce fut le sort de la plupart des petits peuples naissants, des petits peuples qui quittaient la vie errante pour se fixer et marcher vers la civilisation. C'est en faisant ce pas important que les Hellènes et les Italiens remplacèrent les Pélagés, et que dès lors leur vertu civile et militaire, leur population et leur bonheur, allèrent croissant pendant plusieurs générations. A cette origine des sociétés chacun était maître absolu de la terre qu'il cultivait de ses mains, il n'en payait la rente à personne; chacun travaillait avec un droit égal, pour des avantages égaux; les travaux étaient distribués dans tout le cours de l'année de telle sorte que chaque jour eût sa peine, mais que chaque jour aussi eût ses délassements et ses plaisirs; la nourriture naissait du sol, mais elle était variée et abondante; les vêtements naissaient aussi du sol, les chanvres, les laines, les peaux des animaux, en fournissaient la matière; mais ils étaient travaillés par les femmes dans l'intérieur des maisons. Rome s'était déjà élevée à un haut degré de puissance, de gloire et même de richesse, qu'elle n'avait encore aucune manufacture, aucune boutique, aucun commerce; tout ce que nous appelons aujourd'hui l'industrie des villes était accompli dans l'intérieur des maisons des propriétaires cultivateurs. Une institution épouvantable existait cependant déjà dans cette société si prospérante,

c'était l'esclavage domestique; mais elle n'y était qu'en germe, et l'on n'aurait pu prévoir alors les fruits amers qu'elle devait produire quand l'opulence se serait accrue. L'esclavage n'était encore qu'un adoucissement apporté au droit de la guerre. Cette guerre qui s'exerçait entre de petites peuplades, de même race, de même langage, de mêmes moeurs, ne laissait pas après elle de profonds ressentiments; le captif, appelé à travailler avec son maître, vivait avec lui, mangeait à sa table, s'associait à ses fils; car dans la législation romaine les fils étaient au pouvoir du père au même degré que les esclaves; les débiteurs arrêtés pour dettes leur étaient de même assimilés. L'esclavage n'était encore qu'une exception rare, il n'avait pas encore déshonoré le travail. Il changea complètement de caractère dès que de grandes fortunes s'élevèrent.

Tant que l'Europe antique fut divisée entre de petits peuples libres et cultivateurs, leur prospérité alla croissant avec une rapidité merveilleuse; la culture s'étendit des plaines jusqu'au sommet des montagnes, tous les moyens d'augmenter la fertilité des terrains furent successivement découverts, tous les produits du sol qui pouvaient satisfaire les goûts de l'homme furent tour à tour appelés en existence; cette campagne de Rome aujourd'hui déserte, assainie par le souffle de l'homme, était couverte d'une population si serrée que cinq arpents, étaient supposés suffire amplement à l'entretien d'une famille; cependant malgré les guerres fréquentes cette population augmentait sans cesse; de même qu'une ruche d'abeilles donne chaque année un essaim, chaque cité, après le développement de chaque génération, avait besoin d'envoyer au dehors une colonie; et cette colonie, recommençant le progrès social d'après les mêmes principes, avec des paysans propriétaires, et attendant tout de l'agriculture, marchait rapidement vers la même prospérité. Ce fut alors que la race humaine se répandit sur la face de la terre, et que dans une indépendance réciproque, au sein de l'abondance et des vertus, grandirent les nations dont le sort devait plus tard être joué par la politique et par la guerre.

Le bonheur rural dont l'histoire nous présente le tableau dans les temps glorieux de l'Italie et de la Grèce n'est pas non plus inconnu à notre siècle. Partout où l'on retrouve paysans propriétaires, on retrouve aussi cette aisance, cette sécurité, cette confiance dans l'avenir, cette indépendance, qui assurent en même temps le bonheur et la vertu. Le paysan qui fait avec ses enfants tout l'ouvrage de son petit héritage, qui ne paie de fermage à personne au-dessus de lui, ni de salaire à personne au-dessous, qui règle sa production sur sa consommation, qui mange son propre blé, boit son propre vin, se revêt de son chanvre et de ses laines, se soucie peu de connaître les prix du marché; car il a peu à vendre et peu à acheter, et il n'est jamais ruiné par les révolutions du commerce. Loin de craindre pour l'avenir, il le voit s'embellir dans son espérance; car il met à profit pour ses enfants, pour les siècles qui viendront, chacun des instants que ne requiert pas de lui le travail le l'année. Il lui a suffi de donner peu de moments de travail, pour mettre en terre le noyau qui dans cent ans sera un grand arbre, pour creuser l'aqueduc qui séchera à jamais son champ, pour former le conduit qui lui amènera une source d'eau vive, pour améliorer par des soins souvent répétés, mais dérobés sur ses instants perdus, toutes les espèces d'animaux et de végétaux dont il s'entoure. Son petit patrimoine est une vraie caisse d'épargnes toujours prête à recevoir tous ses petits profits, à utiliser tous ses moments de loisir. La puissance toujours agissante de la nature les féconde, et les lui rend au centuple. Le paysan a vivement le sentiment de ce bonheur attaché à la condition de propriétaire. Aussi est-il toujours empressé d'acheter de la terre à tout prix. Il la paie plus qu'elle ne vaut, plus qu'elle ne lui rendra peut-être; mais combien n'a-t-il pas raison d'estimer à un haut prix l'avantage de placer désormais toujours avantageusement son travail, sans être obligé de l'offrir au rabais; de trouver toujours au besoin son pain, sans être obligé de le payer à l'enchère! C'est surtout la Suisse qu'il faut parcourir, qu'il faut étudier, pour juger du bonheur des paysans propriétaires. C'est

la Suisse qu'il faut apprendre à connaître pour se convaincre que l'agriculture pratiquée par ceux-là même qui en recueillent les fruits suffit pour procurer une grande aisance à une population très nombreuse; une grande indépendance de caractère, fruit de l'indépendance des situations; un grand commerce de consommation, conséquence du bien-être de tous les habitants, même dans un pays dont le climat est rude, dont le sol est médiocrement fertile, et où les gelées tardives et l'inconstance des saisons détruisent souvent l'espoir du laboureur. Soit qu'on parcoure le riant Emmenthal, ou qu'on s'enfonce dans les vallées les plus reculées du canton de Berne, on ne saurait voir sans admiration, sans attendrissement, ces maisons de bois du moindre paysan, si vastes, si bien closes, si bien construites, si couvertes de sculpture. Dans l'intérieur, de grands corridors dégagent chaque chambre le la nombreuse famille; chaque chambre n'a qu'un lit, et il est abondamment pourvu de rideaux, de couvertures et du linge le plus blanc; des meubles soignés l'entourent; les armoires sont remplies de linge, la laiterie est vaste, aérée, et d'une netteté exquise; sous le même toit on trouve de grands approvisionnements de blé, de viande salée, de fromage et de bois; dans les étables on voit le bétail le mieux soigné et le plus beau de l'Europe; le jardin est planté de fleurs, les hommes comme les femmes sont chaudement et proprement habillés, les dernières conservent avec orgueil leur antique costume; tous portent sur leur visage l'empreinte de la vigueur et de la santé, ils frappent par cette beauté de traits qui devient le caractère d'une race, lorsque pendant plusieurs générations elle n'a souffert ni du vice ni du besoin. Que d'autres nations vantent leur opulence; la Suisse pourra toujours leur opposer avec orgueil ses paysans.

Le paysan propriétaire est de tous les cultivateurs celui qui tire le plus de parti du sol, parce que c'est celui qui songe le plus à l'avenir, tout comme celui qui a été le plus éclairé par l'expérience; c'est encore lui qui met le mieux à profit le travail humain, parce que répartissant ses occupations entre tous les membres de sa famille, il en réserve pour tous les

jours de l'année, de manière à ce qu'il n'y ait de chômage pour personne; de tous les cultivateurs il est le plus heureux et en même temps, sur un espace donné, la terre ne nourrit bien, sans s'épuiser, et n'occupe jamais tant d'habitants que lorsqu'ils sont propriétaires; enfin de tous les cultivateurs le paysan propriétaire est celui qui donne le plus d'encouragement au commerce et à l'industrie, parce qu'il est le plus riche.

En concluons-nous que tous les propriétaires devraient être aussi laboureurs? Non, nous prenons la société comme elle est, avec des pauvres et des riches, et nous croyons cette variété de conditions avantageuse à son développement. La classe des riches nous paraît nécessaire, parce qu'il y a des facultés de l'âme et de l'intelligence qui ne se développent qu'avec un loisir complet; parce que l'activité matérielle émousse les autres facultés, parce que l'attention continuelle aux intérêts pécuniaires rétrécit le coeur, parce que les plus beaux progrès de l'esprit humain doivent être poursuivis d'une manière désintéressée et non pour le lucre; parce qu'une nation composée d'hommes tous égaux, quoique bien nourris, bien logés, bien vêtus, et ne travaillant qu'autant que leur santé s'en trouverait bien, nous paraîtrait déshéritée des plus beaux dons que la Providence a faits à l'homme, si elle était incapable de s'élever aux beaux-arts, aux hautes sciences, à la sublime philosophie; bien plus, elle serait hors d'état de cultiver suffisamment les sciences sociales pour savoir garder son propre bonheur. Nous ne croyons point que les hommes qui doivent servir à l'humanité de flambeau, naissent le plus souvent au sein de la classe riche, mais elle seule les apprécie et a le loisir de jouir de leurs travaux. Les riches peuvent être considérés comme les consommateurs plutôt que les producteurs des richesses intellectuelles. Sans eux il n'y aurait plus de demande pour les progrès des arts, des lettres et de la science au-delà d'une utilité immédiate: tout ce qu'il y a dans le développement de l'homme de transcendant serait abandonné. Ce n'est pas tout que de conserver des riches dans une nation, il faut qu'au moins une partie d'entre eux habite les

campagnes. Le plus souvent ils en sentent eux-mêmes le désir. Ceux, parmi les riches, que les plaisirs du monde ne séduisent pas, voudront conserver au moins une part dans les plaisirs de la nature que nous réclamons pour les pauvres. D'ailleurs propriété de la terre développe chez le riche des qualités qu'il importe à la nation de conserver. Les propriétaires vivant à la campagne sont plus intimement unis avec le peuple, ils le connaissent mieux; ils sont liés d'intérêt et d'affection avec la province et le district qu'ils habitent. Ils ont un souvenir plus vif des anciens temps, un zèle plus réel pour leur postérité; leur propriété, qui se transmet de générations en générations, leur donne un sentiment de perpétuité qui les rend conservateurs, au milieu des innovations journalières des autres ordres. Ils ne courent point les chances aléatoires qui excitent les riches d'un jour aux folles dépenses et aux voluptés d'un jour. Ils sont moins exposés qu'eux aux rivalités de gain, aux ressentiments et aux haines, parce que leurs calamités leur viennent du ciel et non de l'intrigue des hommes. Enfin leur présence dans les campagnes tend à civiliser celle-ci, à y répandre cette douceur de moeurs, ce goût, cette élégance, qui, dans une certaine mesure, peuvent aussi devenir populaires; à y introduire encore, non point la haute culture des sciences, mais leur application, et à faire profiter en particulier l'agriculture de toutes les découvertes des études spéculatives.

Il suffit d'abandonner à leur libre essor les intérêts des hommes, pour que, dans chaque société où la liberté et la propriété sont protégées, on voie des familles s'élever à l'aisance ou à la richesse. Le législateur n'a nullement besoin de faire des riches ou des puissants, mais sa protection, son intervention, sont nécessaires pour maintenir entre les riches et les pauvres l'équilibre qui sera reconnu le plus avantageux à la société. Il faut des riches, sans doute, mais il ne faut pas que toute la propriété passe aux riches, et la loi peut garantir aux pauvres leur part dans les richesses territoriales; il faut des riches encore, et il en faut partout; il en faut dans une telle proportion, que leur influence bienfaisante s'étende sur

toutes les parties du pays; il faut donc que la législation veille à ce que la propriété ne se concentre point en un trop petit nombre de mains; car chaque fois que deux patrimoines se réunissent dans la même famille, la société, sur deux riches en perd un, et perd en conséquence la moitié des avantages qu'elle espérait de la présence des riches dans la campagne.

Nous n'en sommes point venu encore aux moyens d'application, aux changements qu'il pourrait être désirable d'apporter dans les lois; nous cherchons seulement dans l'intérêt de la société, dans l'influence que la richesse exerce sur le bonheur de tous, des principes directeurs; nous nous efforçons de reconnaître ce qu'une nation prospérante doit désirer avant d'oser lui tracer ce qu'elle doit faire. Ces principes directeurs, tels qu'ils nous apparaissent, sont bien éloignés de la pratique actuelle. On dirait que les publicistes ne se croient pas même appelés à s'enquérir quelle est la distribution de la richesse la plus convenable au progrès et au bonheur de tous. Les uns, se figurant toujours que l'intérêt privé est le meilleur guide vers l'intérêt général, demandent que toutes les transactions qui règlent la distribution des propriétés soient abandonnées à la lutte naturelle entre le pauvre et le riche, c'est ce qu'ils appellent un système de liberté. Les autres, pénétrés de l'idée que la démocratie menace de toutes parts et le pouvoir et la propriété, ne songent qu'à protéger, à accumuler la richesse; ils ont inventé pour cela les primogénitures, les substitutions, toutes les inégalités dans les partages, toutes les faveurs accordées à la propriété antique qui leur paraissent propres à garantir aux riches la perpétuité de leurs richesses, et c'est ce qu'ils nomment un système conservatif. Cependant les hommes n'ont pas en tout temps perdu de vue ce bonheur social d'où nous voudrions faire découler les principes directeurs pour la législation de la propriété territoriale. Ils ont senti à plusieurs reprises que la nation se composait essentiellement de la grande masse des cultivateurs; que le bonheur et la force du pays devaient se chercher dans le bonheur et la sécurité des paysans, et ils leur ont donné alors

des garanties contre eux-mêmes pour qu'ils ne fussent point tentés d'aliéner toute leur propriété aux riches. Il fallait pour cela faire en sorte que le nombre des paysans propriétaires demeurât toujours à peu près le même, que les terres qui formaient leurs petits héritages n'allassent jamais grossir les héritages des seigneurs. On y réussit en France en donnant aux terres elles-mêmes le caractère de noblesse ou de roture; M. de Montlosier prétend que cette distinction date des républiques gauloises. « Les terres, dit-il, avaient des conditions et des rangs, les 'alleux' étaient pour les riches, les 'tributaires' pour les pauvres (1). » La classification semble plutôt porter le caractère du moyen âge, durant lequel elle fut toujours en vigueur. Les seigneurs ne pouvaient acheter les terres des vilains, car elles portaient avec elles une sorte de dégradation. De même en Angleterre, l'aristocratie possédait les 'freehold', et elle laissait aux paysans les 'copyhold'; mais de nos jours la tenure en 'copyhold' n'affecte plus la condition de propriétaires: aussi tous les 'copyhold' ont été rachetés par les riches, et il ne reste plus en Angleterre de paysan cultivateur de son propre sol. En Autriche, où le gouvernement se défie du développement intellectuel, mais où il protège souvent avec efficace le bonheur matériel, la loi garantit au cultivateur que sa part dans la propriété du sol ne sera point diminuée. Le noble qui achète la propriété d'un paysan doit la revendre à un paysan et ne peut en charger la condition. Nous trouverons avec plus de peine des exemples d'une législation qui pourvoie à l'égale diffusion des riches sur tout le sol de l'état, qui mette obstacle à la réunion de plusieurs patrimoines en un seul; car quoique cette concentration des richesses, en diminuant le nombre des riches, affaiblisse leur classe, elle est avantageuse aux individus, et ce sont eux en général qui ont exercé la puissance et qui ont fait les lois: aussi n'ont-ils guère songé qu'aux moyens de conserver ce qu'ils tenaient une fois, et de l'accroître sans cesse. Cependant aux temps où l'on voyait dans la propriété territoriale bien

(1) Monarchie française t. I, p. 9.

plus le pouvoir militaire que la richesse, les grands seigneurs ne permettaient point qu'un manoir qui relevait d'eux fût abandonné. Malgré la réunion par héritage de plusieurs manoirs en une seule famille, ils exigeaient que pour chaque fief de haubert, un chevalier propre à faire le service leur fût présenté. La société qui a garanti la fortune des riches, comme utile à tous les citoyens, qui a voulu qu'ils fusse semés sur tout son territoire pour y répandre les lumières ou les bienfaits, est bien plus intéressée encore que ne l'était autrefois le seigneur suzerain à ce qu'aucun manoir ne soit abandonné, à ce que ce petit centre de civilisation, ce foyer de charité, ce marché du petit commerce des campagnes, ne soit point fermé au pauvre.

C'est sur le pauvre habitant des campagnes, en effet, sur le pauvre cultivateur, que doit être habituellement fixé l'oeil du législateur. Les autres conditions réussiront bien en général à se défendre elles-mêmes, mais dans la lutte entre tous les intérêts, la classe qui est le plus près du besoin est aussi toujours le plus près d'être opprimée. La concurrence universelle a appelé chacun à s'efforcer de lasser son adversaire pour faire un meilleur marché avec lui. Celui qui a le moins de provisions faites pour l'avenir est le plus tôt las; le pauvre ne peut pas attendre, et dans la lutte qui s'est engagée pour la propriété territoriale, le pauvre a en effet été cruellement dépouillé. Nous avons vu combien le pauvre cultivateur peut être rendu heureux par sa participation à la propriété; combien il fut heureux, en effet, chez tous les petits peuples de l'antiquité, contemporains des premiers Romains; comme la propriété donna aux campagnes une population nombreuse et belliqueuse qui, par les produits d'une riche agriculture, répandit partout l'abondance; nous avons vu combien il est heureux aujourd'hui même en Suisse, combien il approche encore de ce bonheur dans des pays moins libres ou moins bien gouvernés; mais quand le despotisme accable une fois une nation, les paysans en sont les premières victimes. Les richesses du commerce sont mobiles, et les marchands réussissent pour un temps à les soustraire aux yeux de leurs oppresseurs,

mais les richesses agricoles sont toujours exposées à tous les regards, celui qui les fait naître ne peut s'en éloigner; il est enchaîné par son gagne-pain lui-même sous le fouet du tyran qui veut le dépouiller.

La tyrannie sur le cultivateur est en général exercée par un seul maître, sous le despotisme oriental; elle l'est par plusieurs maîtres, à l'occident, et c'est cette dernière qui peut devenir la plus cruelle. Il faut qu'un certain ordre existe dans la société, et que les propriétés des riches soient garanties, pour que ceux-ci puissent calculer au juste combien peu il est nécessaire de laisser au pauvre pour le mettre en état de travailler. Pendant la grandeur romaine, des esclaves furent seuls chargés de tous les travaux de l'agriculture, et leur souffrance, leur oppression, furent aussi effroyables que l'ont été jamais celles des nègres des colonies; mais lorsque les progrès du despotisme eurent ôté aux propriétés toute garantie, lorsque toutes les frontières furent ouvertes aux Barbares, on vit cette population servile seule chargée des travaux des champs diminuer avec une inconcevable rapidité; parmi les esclaves romains les uns étaient enlevés par les conquérants barbares pour être revendus dans d'autres marchés; d'autres allaient d'eux-mêmes chercher un refuge dans leurs camps; d'autres, appelés à faire outre leur travail tout celui des fugitifs, périssaient de fatigue et de misère, jamais la race humaine n'avait semblé si près de s'éteindre: l'esclavage n'aurait guère pu se maintenir plus long-temps.

Dans les monarchies asiatiques, il ne semble point que la culture soit abandonnée aux esclaves. Le paysan, le fellah, ou s'enfuirait dans les déserts ou périrait en peu de semaines, si quelque espoir, quelque apparence de propriété ne l'attachait à sa terre. On lui fait croire, en effet, qu'il est le maître de ses champs, en payant la redevance annuelle, le 'miri', qu'il doit au gouvernement; mais ce gouvernement qui l'accable d'exactions extraordinaires n'est point en état de le protéger contre celles de ses propres subalternes, ou le tous les chefs de bande, de tous les brigands, qui viennent tour à tour dépouiller le cultivateur.

Dans l'Inde anglaise, le système asiatique s'est soumis à des règles un peu plus précises, il s'est consolidé, et il vaut la peine de le connaître pour apprécier le sort de vingt-quatre millions de cultivateurs qui vivent sous la domination de la Compagnie des Indes. Cette Compagnie, qui a succédé aux droits du souverain, est considérée comme seule propriétaire des terres; tous les paysans cultivateurs, auxquels on donne le nom de 'ryots', tiennent d'elle leur terre sous une redevance fixe, qu'ils paient en nature. Pour percevoir des mains des ryots cette redevance, des collecteurs qu'on nomme 'zémindars' son employés de temps immémorial. Le zémindar retient pour lui le dixième du revenu, et paie le reste au souverain. Sous les souverains musulmans, les zémindars étaient en même temps magistrats de police et responsables de la paix dans leur district; il sont aujourd'hui réduits à la fonction de collecteurs. Mais le ryot ou métayer héréditaire est protégé contre leurs exactions. Il y a dans chaque province un maximum nommé 'nerick', au-dessus duquel ne peut s'élever la redevance de chaque ryot. Le petit héritage de celui-ci ne peut lui être ôté tant qu'il paie sa redevance, et il le transmet à perpétuité à ses descendants. L'étendue de ces héritages varie de six à vingt-quatre acres anglais (1).

Avec la sécurité que les tribunaux anglais garantissent aujourd'hui aux habitants de l'Inde soumise, la condition du ryot n'est point malheureuse, et plusieurs des paysans de l'Europe pourraient lui porter envie. Il se regarde comme propriétaire d'un bien qui lui est assuré à jamais, et qu'il ne peut point perdre; car même après les dévastations de la guerre et de la tyrannie, les descendants du ryot fugitif, qui ont passé dans l'exil plusieurs générations, redemandent et obtiennent souvent l'héritage de leur aïeul. La redevance du ryot n'est point excessive, il est indépendant dans ses travaux, et assuré d'en recueillir les fruits. Il ne manque aux paysans de l'Inde anglaise que de voir les héritages des riches entremêlés avec les leurs. Le sol de l'Inde ne porte point

(1) L'acre anglais répond à 40,860 pieds carrés de France.

d'hommes de loisir, d'hommes d'intelligence, d'hommes fiers, d'hommes libres mêlés avec les cultivateurs; et ceux-ci, comme un troupeau sans bergers et sans chiens, ne savent pas se défendre, lorsque quelque puissant les opprime.

En revenant de l'Asie vers l'Europe on rencontre la population slave qui couvre une vaste partie de notre continent, et qui dès les temps les plus anciens semble avoir pratiqué l'agriculture; mais d'autre part, autant qu'on peut remonter dans son histoire, on y voit la classe des cultivateurs soumise à celle des guerriers et réduite à un état de servage; peut-être le voisinage des peuples pasteurs et la facilité avec laquelle ceux-ci pouvaient envahir les vastes plaines esclavonnes a-t-il contribué à mettre en opposition ces deux castes. Le laboureur attaché au sol par ses travaux aura été aisément subjugué par le pasteur toujours à cheval et toujours prompt pour la guerre. Les conditions du servage ont été onéreuses, mais non point complètement oppressives. Le gentilhomme, le guerrier, s'est regardé comme propriétaire de la terre, mais il l'a partagée avec le laboureur. Il a accordé à celui-ci une maison et des champs qui forment son patrimoine héréditaire, et il lui a demandé en retour de consacrer la moitié de chaque semaine à cultiver les champs que le guerrier s'est réservés. Chaque seigneurie se compose de deux parts: la terre du seigneur qui est cultivée au moyen de ces corvées, et celle qu'il a partagée entre un grand nombre de familles de paysans, que chaque famille cultive durant les trois jours par semaine qui lui restent libres. En Russie, la corvée des paysans a été généralement remplacée par une redevance en argent, nommée 'l'obroc' qui de sa nature est supposée toujours égale, mais que, dans un pays sans liberté et sans garantie, le seigneur peut aggraver selon son caprice.

Les régions occidentales de l'Europe, qui formaient jadis l'empire romain, furent envahies par des conquérants germaniques, indépendants, fiers de leur bravoure, jaloux de leur liberté et disposés à mépriser les peuples asservis qu'ils avaient vaincus. Le joug des conquérants fut dur et oppressif, mais il ne fut point uniforme. Les terres de l'empire étaient

cultivées par des esclaves; souvent le vainqueur réduisit le maître à l'esclavage, et le fit travailler à côté de son ancien esclave; les guerres et l'oppression consumèrent, d'autre part, rapidement la race des hommes libres, et sous l'empire de Charlemagne, au milieu de sa gloire apparente, le chancre rongeur de l'esclavage détruisait si rapidement la population, que les plus vastes provinces des Gaules se trouvèrent hors d'état de se défendre contre deux ou trois cents Normands, lorsque ces aventuriers entreprenaient de les ravager. Mais avant la fin du règne des Carlovingiens le sceptre impérial se brisa, la vraie souveraineté passa aux seigneurs le châteaux avec le droit de guerre et de paix, et ceux-ci, sentant le besoin de trouver de la vigueur dans leurs paysans pour en faire des soldats, allégèrent le joug qu'ils leur avaient d'abord imposé, et leur livrèrent leurs terres devenues presque désertes pour qu'ils les cultivassent sous des conditions plus favorables. C'est alors que commencèrent les divers ordres de paysans que nous voyons exister encore aujourd'hui.

La très grande majorité des familles s'était éteinte parmi la noblesse comme parmi les paysans, en sorte que les patrimoines de la première étaient d'une immense étendue; elle s'étaient attribué en propriété des provinces, mais des provinces désertes, et quelle qu'eût été sa cupidité, elle n'aurait pu tirer de ses paysans des redevances considérables. En général elle fut animée d'un autre sentiment: quelquefois l'amour du pouvoir, quelquefois l'orgueil, quelquefois le caprice. Elle partagea les terres de la seigneurie entre des vilains, en les leur abandonnant à perpétuité, mais en leur imposant plus encore de services que de redevances; aux uns elle demanda le service militaire, à d'autres des corvées, à tous l'obéissance, et souvent elle y joignit les coutumes les plus humiliantes; chaque manoir avait la sienne, mais l'ensemble de ces coutumes féodales tenait toute la classe des cultivateurs dans la crainte de l'humiliation plus encore que dans la pauvreté. Le paysan pouvait à toute heure craindre de se voir enlever et son bétail et ses récoltes; mais la terre du moins était à lui, la terre

tenue en vilenage, chargée de redevances et de services perpétuels, devait aussi à perpétuité passer à ses descendants. Même avant la Révolution les plus odieux des services imposés aux vilains furent successivement abolis, et de cette origine proviennent aujourd'hui ces nombreux paysans propriétaires qui font la force et la richesse de la France. D'autres seigneurs cependant, songeant à s'assurer un revenu plutôt que du pouvoir, distribuèrent les terres de leurs seigneuries sous deux conditions différentes. Aux uns ils donnèrent une portion de terre avec le capital nécessaire pour la faire valoir, sous condition que le paysan serait chargé de tous les travaux de la culture et qu'il partagerait les récoltes avec son seigneur: ce furent les métayers; aux autres, qui avaient déjà amassé un capital, ils donnèrent la terre nue, sous condition que le paysan la cultiverait avec une entière indépendance, mais que pendant un nombre déterminé d'années il en paierait en argent une rente toujours égale: ce furent les fermiers. L'un et l'autre système indiquait un progrès de civilisation et de sécurité; le paysan n'aliénait plus sa condition d'homme libre ou sa dignité, il stipulait presque d'égal à égal, sur de simples intérêts pécuniaires; il faisait un marché bon pour lui-même, et meilleur encore pour le propriétaire; car celui-ci obtenait dès lors un revenu assuré, et qui ne cessait de s'accroître avec les perfectionnements de l'agriculture; mais ce marché était temporaire, tous les autres étaient perpétuels. La condition du métayer, il est vrai, étant toujours la même, le propriétaire conservait le plus souvent la même famille, de génération en génération; il pouvait être tenté au contraire de profiter des améliorations mêmes que le fermier avait faites pour lui demander, au terme de son bail, un fermage plus considérable, ou pour le renvoyer. Il y avait autrefois plusieurs voies pour arriver à la distinction ou au pouvoir, toutes aujourd'hui semblent aboutir à une seule, l'acquisition de la richesse; aussi ce but est plus ouvertement offert aux efforts de tous, plus systématiquement pour suivi, et personne ne se contente plus de sa fortune si un moyen lui est offert de gagner davantage. Cette émula-

tion de cupidité qui se fait sentir dans tous les états a réagi aussi sur l'agriculture; on peut lui attribuer le scandale déjà ancien du rétablissement de l'esclavage dans les colonies par les peuples les plus commerçants et de son extension récente dans les États libres de l'Amérique. Après que nos pères avaient proscrit universellement cette criminelle violence faite à des frères, à des égaux, après qu'ils avaient fait honneur de son abolition à la diffusion du christianisme, au progrès des lumières, au respect croissant pour la liberté et les droits de l'homme, nos contemporains ont rétabli l'esclavage avec une aggravation d'horreurs qui n'avait jamais été connue en Europe depuis la chute de Rome; et ce sont les nations les plus éclairées, les plus libres, celles qui professent le plus d'attachement à la religion, qui continuent d'imprimer cette tache à l'humanité.

Mais plus près de nous, et d'une manière moins scandaleuse sans doute, l'avidité croissante pour le gain a ébranlé de nouveau la condition des cultivateurs, qui s'était lentement améliorée pendant tout le moyen âge, et leur donne occasion de regretter, au milieu d'une prospérité qu'on dit croissante, les temps qu'on a nommés barbares. C'est la condition des fermiers qui a ouvert un champ nouveau à l'activité des spéculations, tout comme aux enseignements de l'école chrématistique. Les nouveaux économistes d'une part, les plus habiles agronomes de l'autre, ne cessent de célébrer les riches et intelligents fermiers qui dirigent de grandes exploitations; ils admirent l'étendue de leurs bâtiments, la perfection de leurs instruments d'agriculture, la beauté de leur bétail. Mais au milieu de cette admiration pour les choses, ils oublient les hommes, ils oublient même de les compter. Le mille anglais contient 640 acres carrés: c'est à peu près la mesure d'une belle et riche ferme anglaise. Les fermes anciennes, celles qu'une bonne famille de laboureurs pouvait cultiver de ses mains, sans aide étrangère, sans journaliers, mais aussi sans chômage, chaque membre de la famille ayant un travail assuré pour chaque jour de l'année, ne passaient pas soixante-quatre acres; il en aurait fallu dix pour faire une ferme moderne. Dix familles de paysans ont donc été

congédiées pour faire place au fermier du nouveau système qui n'est point un paysan. Celui-ci ne contribue à la production que par l'emploi de ses capitaux et de son intelligence; il ne travaille point de ses mains, mais il règle les cultures, il surveille et il presse les ouvriers, il achète, il vend, il tient les comptes, il occupe enfin dans l'agriculture la même place que le marchand ou le chef de manufacture occupe dans les arts industriels. En effet, on le désigne dans la campagne de Rome par le nom de 'mercanti di tenuta', en Angleterre par celui du 'gentleman farmer'; mais autant on relève la condition du riche fermier; autant on rabaisse celle des hommes qui font pour lui les travaux des champs. Le premier s'est réservé l'exercice de la volonté, du choix, de l'intelligence, est donc à dire qu'il les refuse à ses ouvriers et à ses domestiques. Il ne demande à ceux-ci que l'emploi de leur force musculaire, et il les ravale autant qu'il peut au rang des machines. La société doit se garder de mettre en opposition l'intérêt de ceux qui ont l'intelligence et la richesse, et de ceux qui n'ont que des bras. Les premiers, pour augmenter leurs profits, peuvent être tentés de pousser les seconds dans une condition toujours plus précaire. Souvent alors les uns et les autres en appellent à la force, et une révolution terrible ensanglante, ou même bouleverse la société. Si au contraire la lutte continue sourdement, si les intérêts se mettent en opposition sur des marchés libres en apparence, c'est toujours le riche qui fait la loi au pauvre. Le fermier fait la loi au journalier, et souvent à son tour le propriétaire fait la loi au fermier; car l'étendue du sol étant limitée, celui qui le possède agit contre ceux qui veulent le travailler avec toute la puissance du monopole.

Nous l'avons vu, l'école chrématistique n'a considéré dans l'agriculture que l'intérêt des hommes qui agissent avec la puissance de ce monopole; elle a appelé 'profit' toute économie qu'ils peuvent faire sur leurs frais de production, c'est-à-dire sur l'entretien des hommes qu'ils emploient. A nos yeux ces hommes c'est la nation; car les cultivateurs en forment non seulement de beaucoup le plus grand nombre, mais encore

la partie la plus essentielle pour la subsistance et pour la défense du pays; les frais de production qu'on veut économiser sur eux, c'est le bonheur, c'est le superflu du pauvre, qui représente toutes ces jouissances matérielles; la bonne nourriture, le bon logement, le bon vêtement, la bonne santé qui s'attache à cette aisance physique; le mélange de repos, le mélange de loisir qui est nécessaire pour que quelque gaieté, quelque plaisir entre dans la vie, pour qu'un peu de temps soit donné à la culture des affections, un peu de temps à la culture des intelligences.

Mais ce n'est pas seulement le bonheur des hommes qu'on s'efforce de supprimer, comme frais inutiles le production, c'est l'homme lui-même. Le principal avantage qu'on représente comme attaché aux grandes fermes, avec de riches capitaux, des machines perfectionnées et une intelligence supérieure, c'est la faculté acquise de fait faire la même quantité d'ouvrage avec un nombre toujours moindre de cultivateurs. Tandis, en effet, que dans tout le reste du monde on estime que l'agriculture emploie des trois quarts aux quatre cinquièmes de chaque nation, en Angleterre on a réussi à renvoyer les trois quarts de la nation des champs dans les villes. L'économiste des hommes et non des richesses ne verra pas sans une profonde douleur un progrès semblable. Aucun travail manuel ne maintient aussi bien la santé, la vigueur du corps, la gaieté, que celui de l'agriculture; aucun ne prépare de meilleurs soldats pour la défense de la patrie; aucun, par sa variété, ne développe autant l'intelligence; aucun, si le laboureur est associé à la propriété, ne promet à ceux qui vivent de leurs mains autant de sécurité pour l'avenir; aucun n'excite si peu de jalousie entre gens de même profession, n'offre si peu de séduction pour le vice et ne conserve autant de moralité. Lorsqu'une fois tout le sol d'un pays est mis en culture, chaque épargne de main-l'oeuvre qu'on fait sur les travaux ruraux renvoie des champs à la ville autant de familles que l'on condamne au malheur. Lors même qu'elles réussissent à se placer dans une manufacture, elle doivent renoncer à l'air pur, à la lumière du soleil, à l'exer-

cice, au spectacle de la nature, à la joie des champs, à la variété dans leurs occupations, à la garantie de leur avenir: leur situation devient précaire et dépendante; leurs moeurs se corrompent, parce que la débauche est le seul moyen qui leur soit donné de s'étourdir sur le présent, et elles ne tardent guère à périr.

Sans doute il ne convient pas, dans la campagne plus que dans les villes, que la population dépasse certaines bornes, qu'elle soit réduite à se faire concurrence à elle-même, à offrir son travail au rabais, ou à en consacrer une plus grande part pour produire moins, en sorte qu'il cesse d'être amplement rétribué; mais dans tout pays où le cultivateur a quelque garantie de son existence, quelque bonheur présent, quelque avenir, sa prospérité même oppose une barrière à l'accroissement démesuré de la population. C'est même la seule qui soit efficace. Personne ne descend volontairement de sa condition, et il est rare en tout pays qu'un fils de famille se marie avant d'être assuré de pouvoir vivre à peu près comme a fait son père. Dans les pays de petite culture, en effet, aucun paysan, qu'il soit propriétaire, fermier ou métayer, ne se marie s'il ne peut conduire sa femme ou dans la métairie de son père auquel il doit succéder, ou dans une autre qui lui a été assurée. Mais le fils et tous les fils du journalier se marient dès qu'ils ont acquis la bêche ou la pioche, qu'ils savent être seule propriété de leur père, et dès qu'ils ont la force de travailler comme lui, Or la société doit désirer que la population soit aussi nombreuse qu'elle peut l'être en vivant honorablement, moralement, heureusement, mais qu'elle ne dépasse jamais cette limite.

La révolution que les économistes et les agronomes se proposent d'accomplir dans l'agriculture par l'introduction des grandes fermes, et d'un système tout scientifique de culture, menace d'une autre manière encore le bonheur national; elle fait perdre de vue aux cultivateurs le rapport si essentiel à maintenir entre les demandes de la consommation et la production; elle livre au commerce presque la totalité des récoltes de chaque grand fermier; elle met ainsi chacun dans

la dépendance de tous; elle livre chaque existence aux chances du marché, et d'après les prix qui s'y établissent, elle condamne tour à tour l'un à être étouffé par l'abondance, l'autre à languir dans la misère. Jusqu'à des temps tout-à-fait récents la richesse agricole était soustraite à ce grand jeu de hasard des marchés; le cultivateur accomplissait avec la terre seule le principal échange d'où dépendait sa subsistance. Telle était, telle est encore l'économie du paysan propriétaire dans tout pays où la classe agricole est vraiment prospérante. Il compte ce qu'il lui faut pour vivre avec sa famille, de blé, de vin, de denrées de tout genre, et c'est le premier produit dont il s'assure; n'ayant à payer ni rente à un propriétaire ni salaire à des ouvriers, il n'éprouve de besoin d'argent que pour quelques produits presque de luxe de l'industrie des villes; il destine à les acheter quelques denrées qu'il porte à ces villes, parmi celles qu'il est le plus assuré de vendre, et avec un but aussi restreint il court peu de chances d'encombrer le marché. Le paysan qui a acheté sa terre à crédit et qui l'a chargée de dettes, ou celui qui l'a grevée d'une redevance perpétuelle en argent, est moins libre dans son industrie. Il ne lui suffit pas d'avoir récolté de quoi vivre, il lui faut vendre, et vendre à tout prix, pour se procurer l'argent dont il a besoin, Il lui faut vendre quand même dans la ville prochaine on ne se soucie pas d'acheter; il lui faut vendre à perte s'il ne peut pas le faire avec profit; tout au moins sa propre consommation qui comprend tous les frais de production de sa récolte est soustraite à cette chance du marché. Si sa redevance est stipulée en denrées, il échappe à cette fâcheuse nécessité; il n'est pas, comme le fermier ou le débiteur d'une rente, appelé à vendre d'autant plus de blé que le blé est à plus bas prix, ou, ce qui revient au même, que les consommateurs en ont moins besoin.

Dans les autres systèmes de culture, le laboureur qui, sous des conditions diverses fait naître les fruits de la terre, vit de ces fruits, sans les porter au marché. Il sait la quantité de blé, de vin, d'huile, de chanvre, dont il a besoin pour lui-même; il travaille, il récolte, il ne fait le compte ni de la

valeur de ses journées ni de la valeur de ses denrées; quand il a vécu dans l'abondance, il est content; il ne redoute d'autre calamité que celle des saisons contraires, et il ne conçoit pas la chance d'être ruiné par la richesse des dons que lui fera la nature. Il ne garde point tout pour lui-même cependant: le métayer remet au propriétaire sa part domaniale, le ryot de l'Inde porte au zémindar la part de récolte qui appartient au souverain, le seigneur slave serre dans ses greniers le blé que ses serfs ont fait naître par leurs corvées sur les champs seigneuriaux. C'est là la part qui doit alimenter les villes, c'est la part soumise au commerce et portée au marché; mais elle appartient toute au riche, le riche seul court les chances de la hausse et de la baisse; il les court sur ce qui est pour lui un profit net; son revenu peut augmenter ou diminuer d'après ces chances; son capital n'est pas engagé dans l'agriculture, il n'est donc jamais entamé.

Dans l'agriculture des grandes fermes qu'on nous représente comme perfectionnée, la totalité des produits de la ferme est au contraire soumise aux chances du marché. La consommation de la famille du fermier est si peu de chose, comparée aux récoltes sur lesquelles ils spéculent, qu'il n'y songe pas même. Il paie en argent, d'une part son fermage, de l'autre tous ses journaliers; aussi faut-il qu'il fasse de l'argent avec son blé avant que de réaliser aucun profit. Le fermier anglais, le plus intelligent, le plus entreprenant de tous, ne s'informe guère de la quantité de blé dont sa province a besoin. La mer, les canaux, les chemins de fer lui donnent des moyens de communication si faciles qu'il regarde l'Angleterre entière comme formant son marché. Il ne suppose jamais qu'en produisant plus que la demande, il puisse causer un engorgement sur un marché aussi vaste. Cependant lorsque les blés de l'Amérique, de la Baltique ou de la mer Noire, viennent le lui disputer, il se sent lésé, il se plaint, il demande des prohibitions, il fait voir que la perte sur son industrie n'emporte pas son revenu seulement, mais qu'elle atteint son capital. Il obtient, en effet, ce qu'on appelle des droits protecteurs, qui ne suffisent pas toujours pour le pro-

téger; car il n'est pas sûr que ce ne soit pas lui-même qui ait causé l'encombrement des marchés qui le ruine. Tout au moins ces droits ne protègent que lui, car le vrai cultivateur, le journalier, a un intérêt tout contraire; n'ayant que son salaire pour vivre, il désire que le pain soit à bon marché. Bientôt il éprouve contre le fermier sous lequel il travaille et avec lequel il doit vivre un ressentiment qui finit par mettre en danger la société elle-même; en effet, dans tous les rapports de la vie il rencontre en lui un ennemi, un homme qui s'efforce de diminuer son salaire, de rendre inutile son travail et de le renchérir sa subsistance.

La question du libre commerce des blés, qui depuis tant d'années soulève tant de passions, et qui semble insoluble comme toutes celles de l'économie politique moderne, n'a-t-elle donc jamais appelé personne à réfléchir qu'elle est née de ce que nous appelons nos progrès? Avant l'invention des grandes fermes, avant ces perfectionnements de l'agriculteur qui ont rendu inutile tant de travail humain, et refusé par conséquent du pain à tant de bouches, jamais on n'avait songé à demander des lois pour faire renchérir le pain, toute l'étude du gouvernement tendait au contraire à le faire arriver un peuple à meilleur marché.

Au reste, l'école chrématistique poursuit rarement le but abstrait qu'elle se propose sans s'en écarter par la voie même par laquelle elle prétend s'en rapprocher. Comme nous, elle voit dans le travail le grand créateur des richesses sociales; mais tandis qu'elle veille avec une attention rigoureuse à ce que le pauvre ne dissipe jamais volontairement ses jours dans la joie et l'oisiveté, elle n'hésite pas à le condamner fréquemment à ne point travailler parce qu'il ne trouve pas d'ouvrage, à rester les bras croisés, mais avec l'estomac vide et le cœur rongé de soucis. Elle offre au fermier riche et intelligent un double profit, celui de le faire tout à la fois et dans la saison la plus convenable les travaux les plus importants; avec des centaines d'ouvriers qu'il congédiera ensuite, et celui d'accomplir par des machines tous ceux des travaux où l'intelligence et l'adresse de l'homme ne sont pas nécessaires;

mais le paysan propriétaire, le paysan qui travaille pour lui-même, au lieu de séparer son intérêt de l'intérêt de ceux qu'il fait travailler, sait qu'il y a des saisons mortes dans l'année, des jours de pluie et de neige où l'on ne peut rien faire dans les champs, et il réserve pour ces temps-là les travaux qui ne sont pas urgents; il aménage pour toute sa famille les travaux de toute l'année, afin qu'elle soit toujours également occupée; il ne dédaigne point ceux mêmes qui ne paient pas leur salaire, c'est-à-dire ceux qui pourraient s'accomplir par des moyens plus économiques, si le plus économique de tous n'était pas de les faire à temps perdu. Une machine pour battre le blé qui le laisserait sans ouvrage avec ses enfants, pendant les mauvais jours de l'hiver, ne lui causerait que de la perte. Le riche fermier renvoie ses ouvriers après la moisson sans se soucier de ce qu'ils deviennent pendant l'hiver. Mais la société, si elle fait bien son compte, dira qu'il vole ainsi la charité publique, elle dira que pour faire un compte vrai du profit qu'elle retire de toute invention mécanique, elle doit toujours en déduire la perte qu'elle fait éprouver à tous les ouvriers que cette invention prive de travail, jusqu'à ce qu'ils aient retrouvé un emploi aussi avantageux que celui qu'ils avaient auparavant.

Ceux mêmes qui ne veulent calculer que les progrès de la richesse; qui ne comptent pour rien les développements de l'intelligence populaire, s'ils ne se réalisent pas en argent, sont cependant obligés d'admettre son importance lorsqu'elle fait accomplir l'ouvrage plus rapidement et mieux. Dans les manufactures, cet ouvrage est le plus souvent identique du commencement à la fin de l'année; aussi l'on y trouve du profit à charger chaque ouvrier séparément d'une opération manuelle toujours la même, qu'il fait d'autant plus rapidement qu'il y est plus habitué, et pour laquelle il n'a besoin ni d'intelligence ni presque de bonne volonté. On se passe si bien de l'une et de l'autre qu'une machine remplace un homme, et qu'un homme n'est plus qu'une machine. Mais l'agriculture n'admet point ce sacrifice des plus nobles facultés d'une créature humaine à la cupidité. Ses travaux inéga-

lement urgents, inégalement importants, varient chaque jour, et demandent, a côté d'un grand développement de force physique, une application constante de l'intelligence, et un intérêt soutenu à réussir dans ce qu'on fait. Le fermier qui renonce à l'intelligence et à l'intérêt de son ouvrier fait un mauvais calcul; car cette intelligence et ce désir de réussir doivent diriger chaque coup de serpette et presque chaque coup de pelle. Pour que la terre soit cultivée avec intelligence, avec amour, il faut que le travail soit fait par celui même qui en fait les avances et qui en retire le profit. Aucun cultivateur, toutes choses égales d'ailleurs, ne peut sous ce rapport se comparer au paysan propriétaire, qui joint à l'intérêt le plus direct tous les souvenirs de l'expérience, et toutes les espérances d'un long avenir. L'usufruitier d'un bail emphytéotique, ou le propriétaire chargé d'une rente foncière, a presque les mêmes avantages, car il est assuré de la perpétuité. Le métayer vient ensuite; quoiqu'il n'ait que la moitié des fruits, il a autant d'intérêt que son propriétaire à leur abondance, et à la réussite de tous ses travaux. Le petit fermier, celui qui travaille la terre de ses propres mains, a le même intérêt que le propriétaire dans les premières années de son bail, mais son intérêt change dans les dernières; c'est alors qu'il sacrifie l'avenir au présent, et que, selon l'expression proverbiale, 'il taille les vignes en ruine'. Le serf fait aussi mal qu'il peut sa corvée sur la terre du seigneur, mais il travaille avec amour et intelligence à la sienne propre. Le valet de ferme loué à l'année est sans intérêt réel dans son ouvrage, mais par sympathie pour ses maîtres il cherche encore à réussir. Le journalier pris à la semaine n'a aucun intérêt que celui de ne pas se fatiguer et ne pas se faire renvoyer, il n'apporte ni intelligence ni amour à son travail. L'esclave enfin n'a qu'un intérêt de haine et de vengeance, il se réjouit quand les travaux qui l'ont tant fait souffrir ne rapportent aucun fruit à son maître. Ainsi plus un système d'exploitation relève la condition du cultivateur; plus il lui laisse d'aisance et d'indépendance, plus aussi il lui fait unir à son travail l'intelligence et l'amour qui en assurent le succès.

Mais des considérations plus relevées que celles du profit et de la perte nous paraissent devoir diriger le législateur. Il doit chercher à conserver aux cultivateurs, dans la richesse qu'ils font naître, la plus grande part conciliable avec la continuation de leur travail, pour répandre le plus de bonheur possible sur la classe la plus nombreuse des citoyens; il doit fixer dans les champs et occuper aux travaux agricoles le plus grand nombre possible de citoyens; car à égalité de revenus, le pauvre y jouira de plus de santé et de plus de bonheur que dans les villes. Il doit développer leur intelligence autant qu'un travail personnel assez rude peut le permettre; enfin et surtout il doit cultiver et affermir leur moralité. Dans ce but il doit donner de la stabilité à l'existence du cultivateur, favoriser tous les contrats qui lui donnent un droit permanent sur la terre, repousser au contraire ceux qui rendent sa condition précaire. et qui le laissent en doute sur son lendemain, car la moralité est intimement liée aux souvenirs et aux espérances, elle se nourrit par la durée, elle est nulle pour celui qui ne considère que le moment présent. Par le même motif le législateur évitera de multiplier les occasions de lutte et de rivalité, soit entre les cultivateurs eux-mêmes, soit entre eux et les autres classes de la nation, et il regardera comme le système d'exploitation le plus favorable à la concorde et au bonheur de tous, non celui qui donnera le plus de revenus au propriétaire, mais celui qui unira le plus étroitement les intérêts du propriétaire avec ceux des cultivateurs.

Pour comprendre mieux comment le législateur peut accomplir cette tâche, comment il peut veiller non point à l'accroissement de la richesse considérée abstraitement, mais à celui du bonheur et de la moralité de la classe la plus nombreuse des citoyens, nous croyons devoir fixer nos regards tour à tour sur quelques uns des pays où le sort des cultivateurs pourra nous apprendre ce qu'il faut rechercher, ce qu'il faut éviter pour eux.

QUATRIÈME ESSAI.

DE LA CONDITION DES CULTIVATEURS DE RACE
GAÉLIQUE EN ÉCOSSE, ET DE LEUR EXPULSION.

Nous avons cherché à faire comprendre l'opposition de deux doctrines, l'une que nous nommons chrématistique ou de l'accroissement des richesses, l'autre, économie politique ou règle de la maison et de la cité: la première se propose pour but de produire beaucoup à bon marché, la seconde de distribuer le travail et ses produits de manière à assurer le plus de bonheur possible. Pour saisir mieux cette opposition nous avons fixé nos regards uniquement sur la richesse territoriale ou l'industrie agricole; parce que les intérêts sociaux qu'elle met en jeu sont beaucoup moins compliqués, et que ses effets peuvent être jugés sans embrasser d'un seul coup d'oeil le monde entier, comme lorsqu'il s'agit de la richesse commerciale.

L'école chrématistique a posé en principe que la richesse s'accroît en gagnant plus ou en dépensant moins; ses sectateurs sont très vite arrivés à conclure que toutes les jouissances de tous ceux qu'ils emploient à créer des richesses sont des dépenses; que l'intelligence humaine qui apprécie ces jouissances et la liberté qui en facilite la recherche sont des causes de dépenses, que la nation enfin, que la population, sont des dépenses, et qu'un pays s'enrichirait d'autant plus rapidement qu'il retrancherait toutes ces choses. Toutefois il y a quelque chose de si absurde et de si révoltant à considérer comme un progrès la destruction du bonheur, de la liberté, de l'existence même d'une nation, pour l'avantage de la richesse, qu'on n'a jamais exprimé cette conséquence,

quoiqu'elle découlât nécessairement du premier principe posé par la chrématistique. Mais ce qu'on n'a pas osé dire, on n'a pas craint de le faire. Pour obtenir la richesse, on a mis au rabais la subsistance du pauvre, on l'a réduit à ce qui a paru le plus étroitement nécessaire pour qu'il pût continuer à vivre et à travailler. On a représenté en théorie le progrès comme attaché aux grandes exploitations; dans l'agriculture ce sont de grandes fermes dans l'industrie commerciale de grandes manufactures, de grandes factories; partout un grand capital faisant valoir des milliers de bras par une seule volonté; mais pour dépouiller ces bras de toute volonté individuelle, il a bien fallu les rendre dépendants, les faire travailler sur le fonds d'autrui, comme sous les ordres d'autrui; en faire des journaliers, des prolétaires, qui ne contribuent à la production que par leur force physique, qui n'ont rien, qui ne peuvent compter sur rien, mais qui aussi menacent toujours l'ordre social tout entier. Le succès de toutes les grandes exploitations territoriales ou commerciales a toujours été fondé sur le bon marché de la main-d'oeuvre; et l'on a aisément amené des gens qui n'ont rien que leurs bras, qui ne peuvent attendre, tandis que le besoin les presse, à se contenter du moindre salaire possible. Si momentanément la concurrence a élevé le taux de leurs salaires, ceux qui les emploient les voient sans regrets dépenser ce surplus dans l'intempérance; le prolétaire est plus souple quand sa bourse est vide, on le ramène alors plus aisément à cet état représenté comme normal par toute industrie, le bon marché de la main-d'oeuvre. Mais le riche, consulté sur la manière de produire beaucoup à bon marché, ne s'en est pas partout fié à la concurrence que se feraient les prolétaires les uns aux autres pour faire baisser les salaires. Il a demandé d'essayer lui-même s'il ne pourrait pas nourrir son ouvrier avec moins que ne consommait le prolétaire, et en tirer autant ou même plus de travail. Il a demandé, au nom du progrès de la richesse, que le travailleur lui fût livré en esclavage, pour que la main-d'oeuvre coûtait le moins possible, que le travail fût le plus grand possible, et que la nation vendît facilement sa marchandise

dans les marchés étrangers. Le nègre, assura-t-il, est trop barbare pour comprendre sans l'aide des coups l'économie et le travail, et la culture du sucre, la plus profitable de toutes, ne paiera pas ses frais si le cultivateur gagne autant que le prolétaire, s'il veut faire autant de dépense que lui. On ne demanda point au colon comment la culture du sucre était la plus profitable de toutes si elle ne payait pas ses frais; on lui accorda la traite et l'esclavage des nègres; et aujourd'hui qu'on est enfin convaincu de l'atrocité et de l'absurdité de cette législation, aujourd'hui qu'on est forcé à reconnaître que l'esclave coûte plus que le prolétaire et qu'il travaille moins, on hésite encore à supprimer un ordre de choses aussi honteux que criminel.

Les nations civilisées n'ont consenti à livrer à l'esclavage qu'une race d'hommes différente de la leur, pour laquelle elles ne sentent pas de sympathie, et qui de plus est assujettie au travail à plusieurs milliers de lieues de distance d'elles, en sorte qu'elles peuvent aisément oublier les horreurs de cet état; mais leur cupidité n'a guère plus épargné les blancs, leurs compatriotes, qui travaillent et qui souffrent sous leurs yeux, et une philosophie qui domine encore dans toutes les chaires d'économie politique a conseillé d'abandonner leur sort à la lutte des intérêts individuels qui se balancent, dit-elle, et de poursuivre cependant l'accroissement de la richesse nationale qui résultera nécessairement de ce qu'on produira plus de choses à moins de frais. Les producteurs de la richesse, les directeurs des grandes exploitations ou territoriales ou commerciales, ont donc cherché à remplacer l'homme travaillant, le prolétaire, ici par l'eau, là par le vent, ailleurs par le feu; ils ont regardé comme autant de gagné chaque diminution de main-d'oeuvre qu'ils pouvaient obtenir dans chaque industrie, ils ont pourchassé l'homme dans tous les états divers par lesquels on peut gagner sa vie, et ils se sont presque figuré qu'il était de trop dans la société humaine. Comme l'industrie des villes se partage entre un nombre infini de professions, comme il s'en crée sans cesse de nouvelles, et comme leur travail est le plus souvent des-

tiné à un marché trop éloigné pour qu'on puisse facilement apprécier ou ses besoins ou ses limites, on ne s'aperçoit point immédiatement des effets de ces progrès, dont les philosophes de la nouvelle école nous félicitent. Ces progrès sont autant de vies humaines retranchées, et leur profit n'est autre chose que la subsistance d'un nombre donné de créatures humaines dont on estime n'avoir plus besoin. Le bon marché de la production a permis aux nations les plus avancées dans les arts d'aller chercher plus loin leurs consommateurs, d'où il est résulté jusqu'à présent que leur commerce d'exportation s'est étendu plus rapidement encore que leur économie sur la vie humaine; les ouvriers renvoyés d'une profession sont entrés dans une autre: ainsi ces nations industrieuses, au lieu de produire autant avec un moindre nombre de mains, ou de produire plus avec le même nombre de mains, ont employé plus de mains pour produire infiniment plus de travail. Les hommes qu'elles rendent inutiles et dont elles suppriment l'existence ne sont pas leurs compatriotes mais des étrangers. Ceux-ci le sentent, et malgré tous les enseignements de la chrématistique, ils regardent comme leurs ennemis les peuples qui entreprennent d'approvisionner l'univers de leurs produits, et qui viennent ainsi faire mourir de faim leurs ouvriers chez eux,

Cependant la liaison des causes avec les effets dans l'industrie commerciale n'est point assez évidente, elle ne saute point assez aux yeux pour qu'on ait cessé de la nier. Mais l'industrie des champs est limitée d'une manière plus positive, et tout plus aisément appréciable que celle des villes. Comme le territoire d'un peuple est circonscrit par ses voisins, la quantité de champs qu'il peut mettre en culture est toujours la même: aussi toutes les économies qu'il fait sur la main-d'oeuvre en agriculture déplacent nécessairement un nombre proportionné d'agriculteurs. Ils passent des champs à la ville, quand la ville peut les recevoir, mais si la ville ne leur offre plus de travail, il faut que la nation qui a jugé leur existence inutile les rejette loin de son sein. L'Angleterre est de tous les pays de la terre celui où l'épargne sur le travail agricole a été

portée le plus loin. Tous ses terrains fertiles non seulement sont mis en culture, mais ils se sont enrichis de tous les progrès de la science agronomique et ils donnent des produits considérables; tout cet ouvrage est accompli par le quart de la nation anglaise environ, tandis que les cultivateurs forment les trois quarts ou les quatre cinquièmes des autres nations de l'Europe. L'on compte en Angleterre 34,250,000 acres de terre soumise à la culture, et 1,055,982 journaliers de terre, ce qui donne un peu moins de 3 journaliers pour 100 acres, ou de 21 journaliers par mille carré; dans le val de Nievole en Toscane la culture du mille carré occupe de 300 jusqu'à 700 individus. Comment arrive-t-il qu'on ne se soit jamais demandé ce que deviennent tous ces cultivateurs que l'Angleterre a chassés de ses champs?

Tandis que l'école chrématistique veut épargner sur les hommes pour faire de la richesse, nous n'hésitons point à dire qu'il faut sacrifier la richesse pour avoir les hommes. On aurait beau nous démontrer que chacune des innovations que nous repoussons est plus avantageuse sous le point de vue pécuniaire, que nous dirions encore: si elle diminue le nombre des individus heureux, des individus intellectuels et moraux qui vivent sur un espace donné, elle est mauvaise; et c'est sous ce point de vue que nous avons combattu, que nous combattons toujours ce système d'industrialisme qui a mis la vie humaine au rabais. Mais nous ne pouvons laisser échapper cette occasion de faire sentir le nouveau combien ce système est faux, même en admettant la supposition barbare qu'on ne doit calculer que les profits ou les pertes pour les nations, non la vie ou le bonheur des hommes. Nos adversaires conviennent avec nous que la production ne peut continuer si la consommation ne la suit de près et ne la contre-balance; que la richesse cesse d'être richesse quand ses produits font encombrement dans les marchés, qu'enfin les consommateurs ne sont pas moins nécessaires à l'industrie que les industriels eux-mêmes; et cependant tous les efforts dont ils se vantent tendent à limiter le nombre ou la puissance des consommateurs. Soit qu'on les chasse hors de leurs

foyers, ou qu'on les réduise en esclavage, ou qu'on les contraigne à se contenter de la portion la plus exigüe de subsistances et de jouissances avec lesquelles un homme puisse vivre, on arrive toujours au même résultat, on diminue ou l'on arrête la consommation, on trouble l'équilibre sur lequel est fondée l'organisation sociale, on plante une cheville dans une des roues, et celle-là n'est pas plus tôt arrêtée que tout le mécanisme social doit s'arrêter aussi.

Peut-être l'école chrématistique niera qu'elle se soit jamais proposé ou d'expulser une partie de la nation de ses foyers, ou de la réduire au dénuement le plus absolu, ou de la soumettre à l'esclavage. C'est pour cette raison même que nous croyons devoir préciser les faits, que nous croyons devoir prendre des nations entières et des conditions sociales pour exemples. C'est à l'examen de ces grandes erreurs, qui causent une si grande masse de souffrances, que nous pourrons reconnaître quel est le danger dont l'organisation sociale est partout menacée, quel est aussi le remède à des calamités dont on ne peut étudier les détails sans frémir.

Plusieurs lecteurs se refuseront peut-être à croire qu'on se soit jamais proposé comme expérience rurale, comme amélioration du système agricole, de se passer des paysans qui faisaient valoir la terre, et de les chasser de leur patrie. L'opération s'est faite cependant à plusieurs reprises, et dans diverses parties de la domination britannique, en Angleterre, en Écosse et en Irlande. Le touchant poème de Goldsmith, 'the Deserted village', l'a peinte depuis long-temps à notre imagination; les journaux aujourd'hui même sont souvent remplis des détails de cette exécution à moitié militaire qu'on appelle 'the clearing of an estate'. Ils nous disent comment tel grand seigneur irlandais ou même anglais, déjoué par le parti contraire dans une élection, a expulsé tous ses tenanciers, profitant pour cela, tantôt de ce qu'ils n'avaient point de contrat, tantôt de ce qu'ils lui devaient quelques arrérages; comment tel autre grand seigneur a résolu de n'avoir que des protestants pour fermiers et a chassé tous les catholiques; mais comme l'esprit de parti se mêle à

ces accusations, qu'elles sont repoussées par l'esprit de parti, les faits sont défigurés de part et d'autre de telle sorte qu'il est fort difficile d'arriver à la vérité. Aussi croyons-nous devoir nous attacher à l'exposition qu'a faite méthodiquement et avec calme, de cette grande opération d'agriculture, 'the clearing of an estate', le nettoisement d'un domaine. celui même qui l'a exécutée sur la plus grande échelle. En 1820, James Loch, esq., publia, à Londres, un volume in-8° de 354 pages et 39 Planches, intitulé: 'Compte rendu des bonifications faites aux domaines du marquis de Stafford. L'auteur, qui avait dirigé lui-même ces bonifications, était employé par le grand seigneur auquel il était attaché à les justifier aux yeux du public. Mais ce n'est point cette cause personnelle qui doit nous occuper en analysant son livre. Nous y chercherons l'histoire véritable de la grande révolution que subissait à cette époque la population des montagnes d'Écosse, par l'application de la doctrine chrématistique à leur exploitation, et nous aimons à croire tout ce qu'affirme M. Loch sur l'humanité qu'il apporta dans son exécution, d'après les ordres de la puissante famille dont il était l'agent.

Dans l'espace de temps qui s'est écoulé depuis le commencement de ce siècle, la nation des Gaëles, reste des antiques Celtes, réduite aujourd'hui à trois cent quarante mille individus, a été presque absolument expulsée de ses foyers par ceux mêmes qu'elle regardait comme ses chefs, par les seigneurs auxquels elle avait montré, pendant une longue suite de siècles, un dévouement enthousiaste. Toutes les propriétés qu'elle avait cultivées, de générations en générations, sous des redevances fixes, lui ont été ravies; les champs qu'elle labourait ont été destinés au pâturage des troupeaux, et livrés à des bergers étrangers: ses maisons et ses villages ont été rasés ou détruits par le feu, et l'on n'a laissé aux montagnards de la nation expulsée d'autre choix que d'élever les cabanes sur le bord de la mer, pour essayer de maintenir par la pêche leur misérable existence, en vue des montagnes d'où on les avait fait sortir, ou de traverser cette mer pour aller chercher leur fortune dans les déserts de l'Amérique.

Comme cette révolution s'opérait à huit cents milles de distance de Londres, dans un pays presque barbare, et dont la langue est inconnue à tout le reste de l'empire, elle fut quelque temps ignorée, ou du moins elle n'excita que bien peu d'attention; mais lorsqu'on apprit en Angleterre que quelques habitants du nord de l'Écosse avaient attendu les soldats destinés à les chasser de leurs villages, que quelquefois ils les avaient repoussés à coups de pierres; qu'on les avait entendus demander à être massacrés avec leurs femmes et leurs enfants, sur les tombeaux de leurs pères, plutôt que d'être envoyés, pour périr dans la misère et l'abandon, vers un monde qui ne voulait pas les recevoir, et où aucune place ne leur était réservée, cette résistance réveilla la compassion d'un peuple généreux. Parmi les seigneurs écossais qui chassaient leurs compatriotes du sol qui les avait vus naître, la marquise de Stafford, héritière du comté de Sutherland, attira surtout l'attention, soit par l'étendue de ses domaines, soit par l'activité avec laquelle elle pressait l'accomplissement de ses desseins. soit par l'immensité de ses capitaux, qu'elle versait en même temps sur ce pays dont elle changeait toute l'administration. On apprit qu'environ quinze mille paysans étaient forcés par elle de sortir d'une contrée grande comme un des départements moyens de la France; que ces malheureux étaient le seul reste des nombreux vassaux de sa famille, qui pendant tant de siècles avaient répandu leur sang pour elle. On assura que pour les forcer à se retirer, le facteur chargé de faire évacuer le pays mettait le feu à leurs maisons; on prétendit même qu'un vieillard, d'autres disaient une vieille femme, ayant refusé d'abandonner sa cabane, pour aller braver l'exil et la misère, sa présence n'avait pas arrêté l'incendiaire, et que la victime avait péri dans les flammes. Alors l'adversion publique se manifesta par des signes qui, chez un nation libre, ne sauraient être ni méconnus ni bravés.

La marquise de Stafford ne crut pas mériter le jugement sévère que l'on commençait à porter sur elle, et c'est pour se justifier au tribunal de l'opinion publique que le livre où nous trouvons ces détails a été composé. Son auteur s'est efforcé de

prouver, et il l'a fait avec assez de succès, non seulement que la marquise de Stafford n'a fait qu'user des droits que lui reconnaît aujourd'hui la loi, mais encore que dans leur exercice elle n'a point perdu de vue la conservation de l'existence de ses vassaux, dont elle sentait qu'elle était responsable. Quant à nous, ce que nous croyons digne d'étude dans ce livre, ce ne sont point les preuves de la conduite plus ou moins habile ou plus ou moins généreuse d'une grande dame, c'est l'esprit même de la législation qui a aboli les anciennes limitations de la propriété établies par l'usage; c'est l'application du principe que le propriétaire est le meilleur juge de son propre intérêt et de celui de la nation quant à sa propriété; c'est l'application du principe que l'agriculture est également en progrès, soit qu'elle obtienne plus d'utilité pour les mêmes frais, ou la même utilité pour de moindres frais; c'est l'application du principe que toute économie sur la main-d'oeuvre, ou en d'autres termes, toute suppression des vies humaines qui concourent à une industrie est un profit, si l'industrie reste la même; c'est enfin une grande expérience de l'application de la chrématistique à l'agriculture et de ses résultats. Les ancêtres de la marquise de Stafford, d'après ce que nous apprenons dans le livre de son agent, étaient souverains, dans la partie la plus septentrionale de l'Écosse, des trois quarts environ du comté de Sutherland. Leurs possessions mesuraient huit cent mille acres écossais, ou un million d'acres anglais, ce qui fait plus de quatre cent mille hectares de superficie. Cette étendue est supérieure à celle du département du Haut-Rhin, et peu inférieure à celle du département du Bas-Rhin. Quand la comtesse de Sutherland hérita de ces domaines, qu'elle apporta en dot au marquis de Stafford, créé depuis duc de Sutherland, la population de tout ce territoire ne dépassait pas quinze mille habitants. On ne peut dire avec précision à combien elle montait dans les temps les plus anciens; on sait seulement que les Gaëles faisaient alors trembler l'Écosse méridionale, et qu'on voyait descendre de leurs montagnes des bataillons de soldats que leur nation épuisée serait bien loin de pouvoir fournir aujourd-

d'hui. Réduite comme elle l'était, la population du Sutherland paraissait encore beaucoup trop nombreuse au seigneur, depuis qu'il n'en exigeait plus de service militaire. Tout était militaire en effet dans l'ancienne organisation du pays. Une trentaine seulement de gentilshommes relevaient immédiatement des comtes; on les nommait 'Tacksmen', et le district qui leur était assigné à gouverner et à cultiver s'appelait 'Tack'. Ces gentilshommes avaient partagé leur district entre leurs subordonnés, qui présidaient à chaque hameau et à chaque vallée, et au-dessous de ces derniers se trouvaient les laboureurs. Les 'Tacksmen' étaient les seuls juges de leurs paysans pendant la paix, et leurs capitaines pendant la guerre; mais l'obéissance des subordonnés était adoucie par la persuasion où ils étaient tous qu'ils ne formaient qu'une seule famille. Tous se disaient parents de leur chef, tous portaient le même nom. Chaque chef pouvait user de la prérogative de donner ou retirer à volonté, aux hommes qui lui obéissaient, les portions de terre qu'ils cultivaient, et sur lesquelles ils devaient vivre. Mais chacun, loin de songer à dépouiller ses tenanciers, était intéressé à augmenter sa puissance, en attirant de nouveaux laboureurs dans sa capitainerie. D'ailleurs le revenu perçu par le comte de Sutherland sur les 'tacksmen', par ceux-ci sur leurs vassaux et leurs arrière-vassaux, était si peu de chose, qu'on devait le regarder plutôt comme une reconnaissance de souveraineté que comme une rente. M. Loch donne le registre (rental) de Kintradwell pour 1811, par lequel on voit que jusqu'à cette époque chaque famille était tenue tout au plus à une prestation annuelle de quelques shellings en argent, de quelques pièces de volaille, et de quelques journées de travail.

Mais d'autre part, tout homme qui naissait sur le domaine des Sutherland, dans tous les degrés de l'échelle féodale, était tenu de prodiguer son sang et sa vie pour la défense de la souveraineté et de l'honneur de la famille à laquelle il se regardait comme agrégé. Avant le dixième siècle, les Danois, débarqués sur les côtes, avaient conquis les plaines du Caithness et repoussé les Gaëles dans les montagnes. Dès lors le

Caithness et le Sutherland, autrefois réunis sous un même nom et un même gouvernement, avaient été séparés par une constante inimitié qu'entretenait la différence de langue et de race. Mais 'Mhoir-Fhear Chattaibh', comme on l'appelait en gaélique, ou le 'grand homme de Sutherland', avait toujours trouvé ses compagnons d'armes prêts à le défendre, au péril de leur vie, contre tous ses ennemis, Danois ou Écossais, étrangers ou domestiques.

Après la révolution qui chassa les Stuarts, les guerres privées devinrent, en Écosse, plus rares et moins dangereuses, et les rois d'Angleterre, sans étendre jamais une autorité réelle sur ces provinces éloignées, voulurent du moins que le pouvoir des grands parût être une émanation du leur. Ils encouragèrent donc la levée de régiments de famille, qu'ils accordèrent aux seigneurs écossais, et ils leur permirent de combiner ce nouvel établissement militaire avec le système national des clans, de manière que l'un servît d'appui à l'autre. Le 93^e régiment fut accordé au comte de Sutherland, et sa paye devint dès lors le principal revenu de la famille, tandis que les gentilshommes du comté obtenaient de leur colonel, moyennant l'abandon d'une partie de leur solde, des 'tacks', des concessions de terres proportionnées à leur grade dans le régiment. A leur tour ils se procuraient des recrues aux mêmes conditions, en partageant ces concessions de terre entre leurs subordonnés.

Ainsi la tenure des terres perdit son ancien caractère de libéralité. La concession n'était plus un acte de munificence du chef de la famille, mais un marché pécuniaire, dans lequel le 'Mhoir-Fhear Chattaibh' cherchait à gagner. Il en avait besoin en effet: il était appelé à la cour, et 'le grand homme de Sutherland' se trouvait bien petit au milieu du luxe et de l'opulence de Londres; il se sentait bien humilié par cette pénurie proverbialement reprochée par les Anglais à toute sa nation. Tous ses officiers, tous ses 'tacksmen' devaient à leur tour, dans leurs garnisons, faire face aux dépenses ruineuses de l'Angleterre; ils y prenaient en même temps le goût d'un luxe qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ils redoublaient

tous d'efforts pour tirer du laboureur tout ce qu'il était possible d'en obtenir. Mais en même temps ils cessaient d'encourager l'industrie du pays; ils ne se contentaient plus de la tartane et du plaid tissus dans leur famille, de la claymore forgée dans leurs montagnes, du gâteau d'avoine qui leur avait tenu lieu de pain; nourriture, boisson, habits, armes, ameublements, tout commençait déjà à leur être fourni par le commerce, et non plus par leur industrie domestique; et en retour ils n'avaient que bien peu de chose à offrir au commerce, leurs produits n'avaient que bien peu de valeur; les grains dont ils se contentaient, les laines dont ils tissaient leurs grossiers habits ne valaient pas ceux de l'Angleterre, et ne pouvaient supporter les frais de transport. Leur rude climat n'avait pu fournir à la consommation des riches, comme des pauvres, que dans le temps où les moeurs des premiers étaient rudes aussi. Depuis que le chef et ses officiers demandaient de l'argent pour se procurer tous les objets de luxe dont ils ne savaient plus se passer, il fallait cependant cultiver non plus pour consommer, mais pour exporter, pour vendre, et l'on ne vendait qu'à mépris. Toutes les industries locales disparaissaient; dans un pays où l'on compte à peine un jour sec entre deux jours de pluie ou de neige, on ne trouvait plus aucun ouvrage profitable à faire à couvert; le pauvre cessait d'avoir une occupation pour toutes les saisons de l'année, pour tous les membres de sa famille, l'oisiveté augmentait la misère; la population décroissait rapidement, mais point assez cependant au gré de ceux qui voulaient bonifier ces grands domaines.

Cette population était répartie d'une manière assez égale sur toute la surface du Sutherland. Chaque vallée contenait son hameau; les terrains d'alluvion avaient été destinés à la culture de l'avoine et de l'orge; ou faisait des galettes de la première, on distillait du 'whiskey' de la seconde. Les montagnes, couvertes l'une herbe assez épaisse, étaient abandonnées aux troupeaux qui fournissaient le laitage, la viande, la laine et les cuirs. Tous les besoins de la population avaient ainsi été satisfaits, tant qu'elle avait su se contenter de ces

produits grossiers. Cependant la race des bêtes à cornes, accoutumée à sentir le besoin, était chétive, la laine des moutons était rude; les champs d'orge et d'avoine ne recevaient qu'une culture imparfaite; car elle était le plus souvent abandonnée aux femmes; les hommes croyaient n'être faits que pour la guerre, ou tout au plus pour la pénible surveillance des troupeaux dans les montagnes. Ils étaient aventureux, braves, passionnément attachés à leur nationalité, à leur langue, à leur costume, à l'honneur de leur race, à leurs chefs, à leurs montagnes, mais peu industriels. Comme le travail de leurs femmes suffisait à leur subsistance, ils chérissaient leur oisiveté. Le pays tout entier, n'ayant pour ressources que le labourage et le pâturage, sous un climat aussi âpre que celui des hautes montagnes de la Suisse, et aussi exposé aux gelées tardives et aux saisons contraires, devenait tous les jours plus pauvre au lieu de faire aucun progrès; il était sans manufactures, sans commerce, sans argent; on n'y avait point établi la poste, point tracé de grandes routes, point ouvert de communications entre les différentes parties du comté, si ce n'est pour les piétons: et la plupart des habitants, loin d'obéir aux lois d'Angleterre, ne suivaient pas même qu'elles dussent les régir. D'autre part ces villageois avaient rassemblé dans leurs cabanes tout ce qui était nécessaire à leur subsistance; ils ne sentaient pas le besoin, ils vivaient heureux; et lors même que les calamités du ciel détruisaient quelquefois leurs moissons, et les décimaient par la famine avec leurs troupeaux, ils savaient s'y soumettre avec résignation, parce que la main de l'homme n'avait aucune part à leurs souffrances. Entre l'année 1811 et l'année 1820, ces quinze mille habitants, formant environ trois mille familles, ont été chassés, ou, selon l'expression adoucie de M. Loch, qui avait présidé à l'opération, 'écartés, déplacés' (removed), de tout l'intérieur du comté. Tous leurs villages ont été démolis ou brûlés, et tous leurs champs convertis en pâturages (Improve-ment, etc., by J. Loch, p. 92). Une opération semblable était faite, à peu près simultanément, par les sept ou huit autres seigneurs qui possédaient le reste du comté de Sutherland, ou

une étendue de plus de deux cent cinquante mille acres anglais; bien plus, presque tous les seigneurs du nord de l'Écosse agissaient alors de même, ou ne tardèrent pas à suivre cet exemple. M. Loch assure cependant que la marquise de Stafford a montré bien plus d'humanité qu'aucun de ses voisins; elle s'est occupée du sort de ceux qu'elle déplaçait, elle leur a offert une retraite sur ses propres terres; et en leur reprenant sept cent quatre-vingt-quatorze mille acres de terre, dont ils étaient en possession depuis un temps immémorial, elle leur en a généreusement laissé six mille environ, ou deux acres par famille.

Ces six mille acres ouverts pour servir de refuge aux petits tenanciers étaient auparavant en friche, et ne rendaient rien au propriétaire. Celui-ci ne les a cependant pas concédés gratuitement; il les a assujettis à une rente moyenne de deux shellings et demi par acre, et il n'a point fait de baux plus longs que pour sept ans; mais il a promis de renouveler le bail pour sept autres années, si la terre se trouvait bien cultivée. (Ib., p. 107.)

Les sept cent quatre-vingt-quatorze mille acres dont la marquise de Stafford a repris ainsi possession ont été divisés par M. Loch, son agent, en vingt-neuf grandes fermes, fort inégales en étendue. Il en est de plus grandes que le département de la Seine, qui lui-même comprend quarante-six mille cent quatre-vingt-un hectares, et ne formerait pas plus du neuvième de la surface du domaine des comtes de Sutherland. Ces fermes, destinées uniquement au pâturage des moutons, ne sont habitées chacune que par une seule famille, et comme l'industrie qu'elles introduisent dans le pays est nouvelle, elles n'emploient guère d'Écossais, mais seulement des valets de ferme venus d'Angleterre. Dix-sept gentilshommes cependant, ou anciens 'tacksmen' de Sutherland, ont pris autant de fermes de la marquise, malgré les préjugés nationaux qui attachaient l'idée de dérogation à ce nouveau métier. Les douze autres sont Anglais. Cent trente-un mille moutons remplaçaient déjà, en 1820, les braves qui versaient jadis leur sang pour la défense de Mhoir-Fhear

Chattaibh (Ib., p. 147), et sans doute leur nombre est aujourd'hui fort augmenté. Aucune voix humaine ne fait plus retentir les gorges étroites de ces montagnes illustrées autrefois par les combats d'une antique race; personne n'en rappelle plus les glorieux souvenirs; les vallées n'ont plus de hameaux, aucun accent de joie ou de douleur ne trouble plus ces vastes solitudes; mais l'héritier du comté de Sutherland qui est désormais fixé en Angleterre, à plusieurs centaines de milles de distance de la patrie de ses ancêtres maternels, s'est chargé de jouir et de se reposer pour ses anciens vassaux; il peut étaler dans le château de Trentham une pompe royale, et encourager par son luxe les fabriques de l'Angleterre.

Nous ne révoquons nullement en doute que ce bouleversement de la propriété, des habitudes, des affections, de l'existence entière d'une petite nation, n'ait prodigieusement augmenté la fortune déjà colossale de la comtesse de Sutherland. Mais M. Loch s'attache à démontrer qu'il a augmenté aussi la richesse du pays; qu'il y a plus d'argent, plus l'activité, plus d'industrie, plus de jouissances de luxe; que tout le Sutherland est désormais dans un état progressif de prospérité, après avoir été stationnaire pendant des siècles. Nous croyons en effet qu'en jugeant de l'état du pays d'après les principes de l'école chrématistique, en appelant prospérité ce qu'elle appelle de ce nom, le Sutherland est en progrès.

Plusieurs routes de quarante, de quarante-cinq, de cinquante milles de longueur, traversent déjà tout le pays; des ponts en pierre et en fer, dont quelques uns sont d'une hardiesse remarquable, ont été élevés aux frais de la comtesse, aujourd'hui duchesse, sur les grandes rivières, des jetées et des digues arrêtent les inondations, des ports ont été ouverts au commerce, des diligences parcourent le pays jusqu'aux petites villes bâties à ses extrémités; des hôtelleries, des maisons de poste, ont été construites par le marquis de Stafford, et dès l'année 1820, l'exportation de quatre cent quinze mille livres de laine fine fit pressentir combien de richesses pourrait un jour envoyer au loin un pays qu'on réussissait à mettre en

valeur avec une si admirable économie et d'habitants, et de travail, et de bonheur.

Qu'on laisse agir, nous dit-on, les intérêts individuels, que le législateur ne prétende point être plus habile que ne le sera le propriétaire lui-même dans l'administration de sa fortune. S'il est riche, actif, intelligent, il créera la prospérité d'un pays pauvre et sauvage, et plus son patrimoine sera étendu, moins il rencontrera d'obstacles, à ses utiles projets. Tous ces champs presque stériles, qui nourrissaient misérablement des vassaux remuants et inquiets, plus prompts à manier leur antique épée, leur claymore, que la bêche, nourriront des moutons, dont la laine ira alimenter les manufactures et pourvoir les marchés de régions éloignées. Mais les habitants! -- M. Loch nous assure que le sort de ces milliers familles exilées de leur patrie n'a pas été aussi déplorable que le présageaient leurs craintes et leurs regrets. Quelques unes, il est vrai, n'ont rien voulu tenir de celle qui les chassait de leurs demeures. Le clan 'Gunn', ou des 'Mac-Hamish', en abandonnant les montagnes de Kildonan et les vallées du Naver et du Helmsdale, est sorti tout entier du pays, et l'auteur ne nous apprend point ce qu'il est devenu. Mais à la réserve de cette tribu, et de trente-deux familles de 'Strathbrora' parties pour l'Amérique dans les années 1818 et 1819, les autres, à ce qu'il nous assure, ont 'presque' tous accepté les lots que la marquise de Stafford leur offrait. Rejetés sur les bords de cet immense domaine, entre la mer et le pied des montagnes, ils y ont trouvé des terres propres à la culture, et M. Loch affirme, ce qui doit paraître fort étrange, que c'est seulement dans une ceinture de demi-mille de largeur, au bord de la mer, ceinture jusqu'alors laissée en friche, que le Sutherland peut donner des profits par la production des céréales. Ces malheureux exilés, désignés par le nom de 'petits-tenanciers', ont reçu du propriétaire des secours pour les aider à bâtir leurs nouvelles maisons, de l'encouragement pour défricher leurs nouvelles terres: aussi les jardins sur lesquels ils doivent vivre ont été assez promptement mis en valeur. Dans toutes ces familles les jeunes gens ont déployé le ca-

ractère aventureux qui semble propre aux montagnards de l'Écosse. Tout étrangers qu'ils étaient à la mer et à ses habitudes, ils ont acheté ou fabriqué des bateaux; ils ont fait un rapide et hardi apprentissage sous les bateliers que la marquise de Stafford avait chargés de les former, et ils ont été attendre sur le grand banc les morues et les harengs, qui alternativement, et dans des saisons différentes, visitent ces parages. De vastes magasins ont été bâtis à Helmsdale et à Brora, pour curer et préparer le poisson; des maisons de commerce d'Écosse et d'Angleterre y ont envoyé des facteurs, et la pêche, s'accroissant d'années en années, de 1814 à 1819 est devenue une source abondante de richesses qui s'exportent toutes au lieu de se consommer dans le pays. (Ibid., p. 125).

M. Loch conclut de ce que nous venons d'exposer, que les projets formés par la marquise de Stafford pour l'amélioration de ses terres dans le comté de Sutherland ont eu un plein succès. Non seulement elle en a recueilli d'immenses avantages, elle a encore fait passer rapidement le pays qui dépendait d'elle de la barbarie à la civilisation. Si elle a causé les plus douloureuses angoisses à ce petit peuple dont la destinée lui était confiée, en retour, dit notre auteur, elle a ouvert un champ plus vaste à son industrie, et elle a tâché d'adoucir ses regrets, en lui offrant pour l'avenir l'espérance de plus d'aisance. Nous ne pouvons nous empêcher le remarquer combien cette manière le presser la marche de la civilisation ressemble à celle que Mehemet-Ali mettait en oeuvre en même temps en Égypte; et lui aussi a été vivement célébré pendant un temps par l'école chrématistique, comme le restaurateur du commerce et des arts; lui aussi confondait dans sa personne les droits du souverain avec ceux du propriétaire; lui aussi jugeait de la prospérité le l'État, non par l'abondance ou la sécurité dont jouissaient ses habitants, mais par l'activité du trafic, la valeur des exportations, le profit des rentiers; lui aussi traçait des chemins, ouvrait des canaux, élevait des ponts et des digues. Il couvrait l'Égypte des ouvrages de l'art; il y appelait les savants, les ingénieurs, les industriels: il voulait y fonder de toutes parts des manufac-

tures; lui aussi enfin, en voulant peut-être faire le bien, avait surtout en vue l'augmentation de son propre revenu. Dans ses calculs les vies d'hommes ne lui paraissaient que comme des chiffres, et il les faisait entrer en ligne de compte avec les balles de coton, de même que la marquise de Stafford les fait entrer avec les balles de laine. Il calculait, mais les affections, les souvenirs, les espérances des malheureux dont il disposait, ne sont pas des éléments soumis au calcul. La duchesse de Sutherland est, à ce qu'on assure, une femme d'une haute habileté; elle administre avec intelligence son immense fortune; elle l'accroît et elle lui prépare dans l'avenir de nouveaux développements: aussi elle avance au besoin, pour ce qu'elle regarde comme la bonification du pays, des capitaux qui n'auraient jamais été fournis avec autant de promptitude par d'autres particuliers, ou même par des compagnies d'actionnaires. Mais qui peut prévoir quels seront ses successeurs, s'ils auront autant de libéralité, d'humanité, d'intelligence? L'immense opulence provoque d'immenses dilapidations, et beaucoup de pairs d'Angleterre, avec leurs fortunes colossales, sont chargés de dettes. Ils ruinent alors leurs domaines, ils se montrent avides avec leurs fermiers, ils laissent saisir leurs terres par leurs créanciers. Ainsi donc, dans sept ans, dans quatorze ans, à chaque terme de leur bail, ces familles dépaysées du Sutherland seront de nouveau exposées aux erreurs, aux faux calculs, à la dissipation, l'avarice, la folie ou l'injustice du propriétaire, qui sans responsabilité aucune tiendra leur sort entre ses mains. En admettant, avec M. Loch, que la marquise a exécuté ses projets avec autant d'humanité que de prudence, encore doit-on frémir à l'idée que la loi, telle qu'elle est interprétée en Angleterre, permettait d'expulser tout ce peuple de ses foyers, sans pourvoir aucunement à sa subsistance et à son sort à venir; que le gouvernement aurait au besoin prêté l'appui d'une force militaire pour cette expulsion, et qu'il l'a fait plus d'une fois; qu'enfin, d'après M. Loch lui-même, d'autres propriétaires du comté n'ont point été si humains. « La population des Gruids sur le Lochshin, dit-il, était con-

sidérable; il ne paraît point qu'aucun lot de terre ait été assigné à ce peuple, ou qu'il ait reçu aucun dédommagement au moment de son expulsion, qui s'effectua dans l'hiver de 1818. »

Cette expulsion du peuple gaélique hors de ses antiques foyers est considérée comme légale; mais osera-t-on dire qu'elle soit juste? N'y a-t-il pas un rapport frappant aussi bien qu'un contraste étrange entre la traite des nègres et l'expulsion des blancs? Et le crime de ceux qui transportent à la Martinique de malheureux Africains pour y labourer des champs étrangers, ne doit-il pas se comparer à celui des hommes qui repoussent loin des côtes d'Europe de malheureux Écossais, auxquels ils ne permettent plus de labourer leurs propres champs? Cette nation antique des Celtes ou des Gaéles, qui fut maîtresse, non seulement des îles Britanniques mais de la Gaule, et d'une partie de l'Espagne et de l'Italie, sera-t-elle chassée, au nom des lois, de ces rochers mêmes où elle n'a jamais été vaincue, de ces rochers où elle a maintenu son indépendance perdue partout ailleurs? Ces derniers représentants des plus anciens maîtres de l'Europe doivent-ils être déportés?

C'est par un cruel abus des formes légales, c'est par une usurpation inique, que les 'tacksmen' et les 'tenanciers' soit du comté de Sutherland, soit du reste de l'Écosse, sont considérés comme n'ayant aucun droit à la terre qu'ils occupent depuis des siècles, et que leurs ci-devant capitaines sont autorisés à violer le contrat qui a uni pendant tant de générations le cultivateur avec son seigneur.

Les légistes anglais ont constamment assimilé tous les droits politiques à des propriétés, et ils en ont pris la défense à ce titre. Ils ont voulu voir une propriété dans le pouvoir tout politique des seigneurs, comme ils ont prétendu en voir une dans le droit exclusif de certains bourgeois à élire ou les membres du Parlement, ou les magistrats municipaux, comme ils prétendent en voir une dans le droit de l'Église à ses dignités et à ses revenus; oubliant que lorsque des fonctions sont instituées pour l'avantage du peuple, c'est au peuple qu'appar-

tient le fonds par lequel elles sont rétribuées. Les légistes anglais ont à peine voulu admettre que la société, en faisant des progrès, eût le droit de supprimer des pouvoirs qui lui étaient à charge; tout au moins ont-ils voulu qu'en supprimant les fonctions on conservât la rémunération qui leur était attachée. En même temps, au lieu de s'attacher à comprendre des institutions différentes des leurs, pour soigner également les intérêts de tous ceux qu'elles affectaient, ils n'ont jamais voulu considérer que la seule personne qui en retirait un profit pécuniaire, et ils ont rangé ce profit dans la même classe que la possession d'un champ ou d'une maison.

La vaste étendue des domaines seigneuriaux n'est point une condition particulière à l'Angleterre. Dans tout l'empire de Charlemagne, dans tout l'Occident, des provinces entières avaient été usurpées par des chefs belliqueux, qui les faisaient cultiver pour leur compte par les vaincus, par des esclaves, ou quelquefois par leurs compagnons d'armes. Aux neuvième et dixième siècles le Maine, l'Anjou, le Poitou, étaient, pour les comtes de ces provinces, trois grandes fermes bien plutôt que trois principautés; la Suisse qui, sous tant de rapports, rappelle l'Écosse par ses lacs et ses montagnes, par son climat qui trompe si souvent l'espérance du laboureur, par le caractère, les moeurs et les habitudes de ses enfants, était de même à cette époque partagée entre un petit nombre de seigneurs. Si les comtes de Kyburg, de Lentzburg, de Habsburg et de Gruyères, avaient été protégés par les lois anglaises, ils se trouveraient aujourd'hui précisément dans la condition où étaient les comtes de Sutherland il y a vingt ans: quelques uns d'entre eux auraient peut-être le même goût pour les améliorations, et plusieurs républiques auraient été chassées des Alpes pour faire place à des troupeaux de moutons. Mais quel que pût être à son origine le droit du comte, la législation n'a cessé, pendant huit siècles, dans toute l'Europe continentale, de garantir et d'améliorer le sort du feudataire, du vassal, du serf, qui relevaient de lui; d'affermir l'indépendance du paysan, de le couvrir du bouclier de la prescription, de changer ses coutumes en droits, de le mettre à

l'abri des exactions de son seigneur, et d'élever peu à peu ses censives au rang des propriétés. La loi a donné au paysan suisse la garantie de la perpétuité, tandis que c'est au seigneur écossais qu'elle a donné cette même garantie dans l'empire britannique, et qu'elle a laissé le paysan dans une situation précaire. Que l'on compare les deux pays et que l'on juge les deux systèmes.

En France aussi la condition du tenancier s'est constamment améliorée. Le vassal français était originairement ou un vaincu, ou un esclave, ou, dans la supposition la plus favorable, c'était un 'arimane', ou homme libre, qui renonçait à sa liberté pour devenir 'leude', et qui s'engageait à rendre à son seigneur de certains services féodaux en retour pour une terre qu'il recevait en don de lui. Mais ce qui manquait à ses droits dans l'origine lui avait été successivement accordé par l'usage: non seulement sa propriété a été reconnue, elle est devenue en tout égale à celle de son donateur. Le tenancier gaélique au contraire n'avait jamais été conquis; il ne tenait point ses champs de la libéralité de son seigneur mais il était dans l'origine copropriétaire avec son capitaine, ou plutôt encore avec son clan. Toutefois ce capitaine qu'il accompagnait à la guerre, et auquel il obéissait pour leur avantage commun, le considéra d'abord comme son ami et son parent, puis comme son soldat, ensuite comme son vassal, plus tard comme son fermier, et enfin comme un laboureur à gages, qu'il voulait bien souffrir pour son propre avantage sur le sol de la patrie commune, mais qu'il était maître de chasser dès qu'il ne trouvait plus d'intérêt à le garder.

Il ne faut point oublier en effet que les highlands d'Écosse, les montagnes gaéliques, n'ont jamais subi le joug d'une invasion étrangère; que le système féodal n'est jamais devenu la loi du pays, quoiqu'on ait assimilé les coutumes nationales qu'on y observait de toute antiquité à ce système adopté dans les pays voisins; que le rapport même des noms qu'on croit saisir dans la langue anglaise ne se trouve plus dans la langue du pays, et que le comte de Sutherland n'est pour les Gaëles que le 'grand homme au sud de Caithness'.

On ne peut espérer de retrouver chez une nation barbare, qui n'avait pas même l'usage de l'écriture, les documents authentiques sur la manière dont se sont formées ces grandes associations de familles connues en Écosse sous le nom de clan, non plus que sur la réunion successive de plusieurs clans en une seule souveraineté telle qu'était celle du Sutherland. Mais leur nom même 'Klaan' signifie en gaélique 'enfants'. Tous leurs usages, tous leurs rapports réciproques, toutes leurs affections, sont fondées en effet sur la tradition qui leur persuade qu'ils sont enfants d'une même famille; tous leurs droits en effet étaient ceux d'enfants d'un même père sur le patrimoine commun. Ils ne furent soumis à d'autre subordination qu'à celle dont la défense commune leur faisait une nécessité. L'instabilité du partage des terres n'affaiblissait point le droit de propriété de la grande famille; c'était à elle qu'appartenait le district où elle s'était établie. Tel était le droit public des Celtes, comme aussi des Germains; et chez ces derniers, qui étaient organisés bien plus pour la guerre que pour la culture, de crainte que les familles ne s'attachassent trop aux champs qu'elles labouraient, elles devaient changer fréquemment, ou même annuellement, de lots. Tous avaient droit à tout chez les Écossais, mais le champ de chacun pouvait passer à son voisin, soit qu'il lui fût assigné par le sort, ou qu'on étendît ou restreignît sa glèbe selon les forces de sa famille pour la cultiver, ou que des portions de terre fussent assignées comme récompense des services rendus à la patrie. Il n'y a, au reste, aucun pays d'Europe où l'on ne trouve des traces même assez récentes du partage temporaire et variable du domaine de la communauté. En Écosse on voulut que la division et la subdivision des terres indiquât et maintînt la subordination entre les soldats et leur chef. Le 'grand homme' de chaque clan exerça, peut-être même il usurpa sur la communauté, le droit de faire seul ces distributions; il donna et reprit les différents 'tacks' de sa terre à ses officiers, selon qu'ils s'étaient montrés plus ou moins utiles à la guerre. Mais quoiqu'il pût ainsi récompenser ou punir militairement les membres du clan, il ne pouvait diminuer

en rien la propriété du clan lui-même. L'individu favorisé était différent, mais l'obligation du service était toujours égale. Les magistrats militaires établis pour le bien de tous acquéraient ou perdaient une part plus ou moins considérable dans ce domaine national, sans que le Sutherland cessât d'appartenir tout entier aux hommes du Sutherland. La tenure des terres était toujours la même; leur contribution pour la défense publique, leur redevance au seigneur qui les menait au combat, et qui maintenait l'ordre chez eux, n'étaient jamais augmentées.

Lorsque la civilisation commença à faire des progrès, les seigneurs, avec la langue et les habits de l'Angleterre, commencèrent aussi à adopter les usages et la manière de penser des Anglais. Ils ne comprirent plus ou ne se soucièrent plus de comprendre le contrat national des Celtes; et pour lui donner la forme usitée chez les peuples civilisés, ils le rédigèrent par écrit; en même temps ils accordèrent à leurs vassaux les 'tacks' ou portions de terre, pour un temps déterminé. Ils parurent ainsi leur faire une grande concession, car auparavant ils pouvaient les renvoyer à volonté. C'était au contraire une usurpation sur la communauté, puisque autrefois, en les renvoyant, ils devaient toujours les remplacer par d'autres, à des conditions absolument semblables, tandis que, dès qu'ils commencèrent à donner ces terres à ferme, ils insinuèrent au contrat qu'à chaque renouvellement du bail ils pourraient faire des conditions nouvelles, ou aggraver les redevances de leurs tenanciers. Par cette sourde usurpation, les seigneurs des terres gaéliques, qui, proprement, n'avaient droit qu'à une rente invariable sur la propriété de leur clan, la changèrent contre la propriété illimitée du domaine qui leur payait cette rente. Toutefois ils étaient loin de prévoir, ou leurs vassaux étaient loin de craindre, qu'ils profiteraient un jour de l'époque du renouvellement des baux, non pour augmenter la redevance des laboureurs, mais pour les expulser. Avant d'en venir à une résolution aussi barbare, il fallait que le seigneur eût absolument cessé de partager les opinions, les sentiments, le point d'honneur de ses compatriotes; il fallait qu'il eût non

seulement cessé de se croire leur père ou leur frère, mais même de se sentir écossais, il fallait qu'une basse cupidité eût étouffé en lui ce sentiment de consanguinité sur lequel leurs ancêtres communs avaient compté, lorsqu'ils avaient abandonné à sa bonne foi la destinée de son peuple. C'est aussitôt qu'un semblable chargement s'opère dans les opinions, dans les intérêts, dans la position respective des membres divers de la société, que le législateur doit intervenir pour que la nation tout entière ne soit pas livrée à la merci d'un petit nombre d'hommes avides et imprudents. Il ne s'agit point de solliciter la pitié des seigneurs, mais d'établir les droits du peuple gaélique; il s'agit de faire en sorte qu'à l'avenir un seigneur ne puisse plus conclure d'après les principes de l'école chrématistique, que l'homme peut être de trop dans la société humaine, qu'il peut y avoir économie, progrès, prospérité, à retrancher la nation de son pays; ou il s'agit de faire qu'après avoir raisonné conséquemment avec ses principes, il n'agisse pas conséquemment avec son raisonnement. Si la marquise de Stafford a eu le droit de remplacer le peuple de tout une province par vingt-neuf familles d'étrangers, et quelques centaines de milliers de moutons, il faut se hâter d'abolir, pour elle et pour tous les autres, un droit aussi odieux. C'est déjà un grand malheur pour un État que d'avoir permis la réunion des propriétés territoriales en un aussi petit nombre de mains. Lorsqu'un seul homme possède le territoire qui devait suffire à plusieurs centaines de familles, son luxe remplace leur aisance et les revenus qui auraient nourri leurs vertus sont dissipés par ses folies. Mais que deviendra l'État si le propriétaire d'une province se figure que son intérêt est en opposition avec celui de ses habitants, et qu'il lui convient de remplacer des hommes par des moutons ou des boeufs? Ce n'est pas dans ce but que la propriété territoriale a été établie, ou qu'elle est garantie par les lois. Les peuples la reconnurent dans la persuasion qu'elle était utile à ceux qui n'avaient rien, comme à ceux qui avaient quelque chose; mais la société est ébranlée quand les droits de la propriété sont mis en opposition avec les droits nationaux. Un

comte n'a pas plus le droit de chasser de chez eux les habitants de son comté, qu'un roi d'expulser de son pays les habitants de son royaume. Le plus despotique des monarques, s'il en faisait aujourd'hui la tentative, apprendrait bientôt ce qu'il en coûte pour avoir dépassé les bornes de son autorité. Que les grands seigneurs d'Angleterre prennent garde! moins ils sont nombreux, plus il serait dangereux pour eux de se mettre en opposition avec la nation, et de se préférer à elle. Qu'ils ne disent point, lorsqu'il s'agira de leur intérêt, comme l'agent de la marquise de Stafford: « Pourquoi, dans ce cas, adopterait-on une règle différente de celle qui a été suivie dans tous les autres? Pourquoi l'autorité absolue des propriétaires sur leur propriété devrait-elle être abandonnée et sacrifiée pour l'intérêt public, et d'après des motifs qui ne concernent que le public? » (Loch, p. 41, note.) S'ils en viennent un jour à croire qu'ils n'ont pas besoin du peuple, le peuple pourra croire à son tour qu'il n'a aucun besoin d'eux. S'ils estiment que trois cent quarante mille braves montagnards, de la race gaélique, peuvent être remplacés, avec profit pour eux, par quatre millions de moutons, ces montagnards pourraient, avec plus de facilité encore, trouver d'utiles remplaçants pour trente ou quarante, peut-être pour trois cents seigneurs, qui ont cessé d'être leurs compatriotes.

CINQUIÈME ESSAI.

DE LA CONDITION DES CULTIVATEURS IRLANDAIS,
ET LES CAUSES DE LEUR DÉTRESSE.

Notre intention, en réunissant, en complétant et publiant ces Études, a été surtout de sonder les plaies de la société dans les temps modernes. Nous avons été frappés de la misère du pauvre, de l'accroissement effrayant d'une classe autrefois inaperçue, celle des prolétaires, qui menace l'existence de la civilisation. Nous avons vu que plus un pays faisait de progrès vers l'activité commerciale et vers l'accumulation de la richesse, plus on voyait se multiplier le nombre des hommes qui n'ont aucune part à cette richesse, aucune garantie de leur existence, aucun passé, aucun avenir; qui, vivant du travail de leurs bras, obtiennent quelquefois une ample rémunération pour leurs efforts, mais qui, dès le lendemain, sans qu'il y ait de leur faute, sans qu'aucune prudence de leur part puisse les en préserver, peuvent se voir privés de leur subsistance. Nous avons vu comment, par le progrès même de la richesse, et d'accord avec les principes de la chrématistique, une profession après l'autre, une condition après l'autre, sont déracinées du sol où elles étaient autrefois fixées, et précipitées dans la tourbe des prolétaires, d'où un nouvel échec les fait tomber ensuite dans le paupérisme, ou dans cet état d'indigence irrémédiable auquel la société est tenue de porter assistance, et qu'elle se déclare cependant incapable de soulager.

C'est au moment où une si grande partie de la population, quelquefois même la majorité de la nation, est devenue étran-

gère au sol de la patrie, indifférente à ses institutions, ennemie même d'un ordre public qui l'opprime, que le mouvement politique des esprits a porté les nations les plus civilisées à renforcer le pouvoir démocratique dans leurs institutions. Nous nous sommes efforcé de faire voir qu'en s'obstinant à compter comme égaux les suffrages d'individus si prodigieusement inégaux en lumières, en expérience, en vertu et en force de volonté, on ne trouvait point dans le vote de la majorité le vrai vote national. Nous avons montré qu'après avoir créé cette multitude de prolétaires, si l'on attribuait la souveraineté au nombre, on ne devait pas espérer qu'ils missent en sûreté leurs propres intérêts, loin de pourvoir à ceux de la nation. Nous avons enfin cherché ce qu'on pourrait faire pour eux dans l'ordre politique, et pour quelles institutions on pouvait appeler la raison publique au gouvernement de tous.

Nous étudions aujourd'hui un autre côté de la même question. Toujours plus frappés du danger dont se trouve menacé l'ordre public, depuis que la force physique se trouve réellement aux mains de ces hommes sans garantie, sans avenir, qui sont exposés chaque jour à des privations d'autant plus douloureuses, qu'ils ont sans cesse sous les yeux le spectacle de l'opulence; nous avons demandé compte de leur existence à la chrématistique, ou à la théorie de la formation des richesses, et nous avons cherché aussi ce que la vraie économie politique pourrait faire par la distribution de la richesse, pour qu'une cause menaçante de désordres ne fût pas introduite dans la maison et dans la cité. Nous voyons la tendance universelle de la richesse à séparer l'action des capitaux de celle des bras; nous voyons que dans chaque profession, dans chaque métier, ce que l'on nomme progrès, c'est la réunion en un seul centre d'un immense capital, avec toute l'assistance que peut donner à la volonté dirigeante l'emploi de la science et d'une haute intelligence; c'est, d'autre part, la subordination de la force physique, de plusieurs milliers de bras, de tous les bras qui travaillent, à cette volonté dirigeante qui se charge seule le penser, de combiner et de payer; ou plus brièvement, nous voyons que le progrès re-

commandé par la chrématistique, c'est l'affermissement de l'aristocratie de l'argent, et la création des prolétaires. Mais ce n'est point assez que de démêler cette tendance générale, il faut étudier le sort des professions diverses, il faut prendre en quelque sorte la chrématistique sur le fait, détruisant l'indépendance des petits, leur enlevant leur garantie, les forçant à descendre du rang de maîtres à celui de mercenaires, et accumulant, ou plutôt voulant accumuler la richesse dans quelques mains, en réduisant tous les travailleurs à la plus misérable pitance, sous prétexte du bon marché de la main-d'oeuvre. Cette étude des professions diverses ne peut se faire qu'en fixant tour à tour nos regards sur un seul pays, sur une seule profession; qu'en descendant à des détails locaux, attestés par des témoins dignes de foi, et qui les ont recueillis dans un tout autre but que celui que nous nous proposons d'atteindre. La chrématistique nous a fait assez longtemps illusion par des généralités et des abstractions; tout en prétendant n'être qu'une science matérielle de faits et de nombres, elle a assez long-temps égaré nos regards sur un horizon à perte de vue. Nous prétendons au contraire les fixer sur un seul pays, une seule époque, une seule profession. Nous avons, avant tout, voulu étudier la classe des cultivateurs, parce qu'elle est ordinairement, et devrait toujours être de beaucoup la plus nombreuse; parce qu'elle est la plus nécessaire à l'existence de tous, parce qu'elle est la plus facile à rendre heureuse; parce que son aptitude militaire est la meilleure garantie de la puissance et de l'indépendance des nations, tandis que son amour de l'ordre est le gage de leur paix intérieure. La classe des cultivateurs est, dans la plupart des pays de l'Europe, associée de quelque manière à la propriété; elle tient, par d'antiques affections, comme par ses intérêts, au sol qui l'a vue naître; elle espère de voir ses enfants y rester de même attachés, et elle confie leur sort futur à la garantie de droits perpétuels. Cependant on trouve dans tout pays qui passe pour prospère un petit nombre de cultivateurs réduits au rang de prolétaires: ce sont des journaliers, qui ne possèdent que leur bêche et leur fossoir, et qui sont appelés par

les autres cultivateurs dans le moment de la presse des travaux, peur accomplir l'ouvrage que la famille associée à la propriété du sol ne peut exécuter. Les journaliers peuvent être renvoyés chaque semaine; personne n'est engagé à les maintenir; ils n'ont point d'avenir et point de passé; ils se sentent toujours à deux doigts de la plus extrême misère. Ils sont sans intérêt dans l'art auquel ils travaillent; le bon ou le mauvais sort des récoltes ne leur importe point, et leur avantage est diamétralement opposé à celui des hommes qui les emploient; car ils désirent le haut prix de la main-d'oeuvre et le bas prix des denrées. L'existence des journaliers est certainement un désordre et un danger dans la société; mais tant qu'ils sont en petit nombre, on peut les regarder comme un de ces inconvénients inévitables de tout ordre social, et trouver même qu'à côté d'un certain mal, ils font un certain bien: toutefois les écrivains de l'école chrématistique travaillent depuis quelque temps à nous persuader que l'état des journaliers est l'état normal des cultivateurs; que lorsqu'on veut employer à la production agricole la plus haute puissance et de capital et d'intelligence ou de science, il faut que la terre soit divisée en grandes fermes, exploitées par un homme riche et instruit, qui ne travaille point lui-même, mais qui invente ou fasse inventer les instruments les plus perfectionnés; qui avance les fonds, qui dirige les marchés, et qui soit à lui seul la volonté et l'intelligence des milliers de bras qu'il emploie. C'est précisément la même théorie que la chrématistique applique aux arts industriels. Cet enseignement scientifique est aujourd'hui répandu dans toute l'Europe; l'opinion publique l'a adopté en théorie, là même où il n'a point passé dans la pratique; les propriétaires de terre et les capitalistes le croient conforme à leurs intérêts, et la grande culture, avec les prolétaires qu'elle crée, menace d'envahir les pays où le paysan a été jusqu'à ce jour le plus heureux. C'est un motif bien suffisant pour étudier les effets de ce système dans les pays où il est déjà universellement en vigueur. L'empire britannique est celui où l'école chrématistique a le plus complètement subjugué l'opinion, c'est celui où elle a eu sur la

législation l'influence la plus puissante, c'est le seul où elle ait réduit la classe des travailleurs presque entière à l'état qu'elle considère comme normal. Il est donc d'un haut intérêt pour la civilisation européenne tout entière, pour le bonheur de l'humanité, de considérer les effets de ce système là où il est pleinement en jeu. L'école chrématistique a dit aux entrepreneurs de travaux ruraux: « Produisez toujours plus et toujours à meilleur marché. » Nous venons de voir comment ceux-ci, pour se conformer à ce conseil, ont jugé superflu le travail de l'Écossais, ont calculé qu'il ne valait pas la subsistance de l'ouvrier; et ont résolu de se défaire de lui. Nous allons voir comment les mêmes entrepreneurs ne trouvent plus le travail de l'Irlandais fructueux, s'ils ne le réduisent pas à l'existence du plus misérable à laquelle un être humain puisse descendre; nous verrons ensuite comment les mêmes entrepreneurs de travaux, acquérant le sol des Antilles, le plus riche, le plus fécond, sous le plus beau climat du monde, n'ont trouvé le travail du journalier fructueux qu'en le réduisant en esclavage; comment ils ont dégradé le nègre au rang des brutes pour mettre à profit sa force, sans laisser aucun essor à son intelligence ou à sa moralité, sans lui accorder aucune des jouissances le l'homme.

On s'étonnera sans doute de nous voir prendre nos principaux exemples dans la nation britannique; et bien plus encore, puisque nous déclarons en même temps que nous la regardons comme la plus civilisée, la plus éclairée, la plus libre, la plus religieuse, la plus compatissante de celles qui exercent une grande influence sur la terre. Mais cette nation est aussi celle peut-être qui a produit les meilleurs observateurs, celle au témoignage de laquelle nous pouvons le mieux nous en rapporter pour les faits. D'ailleurs ce ne sont point ses sentiments moraux qui sont en défaut, elle souffre par les effets de la théorie funeste qu'elle a adoptée sur l'accroissement des richesses, cette théorie funeste qui lui a fait oublier l'homme pour les choses, et qui l'aveugle encore au moment où elle se débat pour porter remède à un excès de misère qu'elle aggrave encore souvent par tous les efforts qu'elle fait pour le soulager.

Avant de tirer des conclusions des faits, et plus encore avant de chercher des remèdes, il nous importe de mettre clairement ces faits sous les yeux du lecteur. Nous voulons lui faire connaître l'Irlande, le pays, sans exception dans le monde entier, où la population pauvre est en même temps la plus nombreuse et la plus misérable, la plus dégradée. Nous avons heureusement, pour le faire, le témoignage d'un observateur digne de toute notre confiance, et auquel la nation britannique a de son côté accordé toute la sienne, M. H.D. Inglis, dont le *Voyage dans toutes les parties de l'Irlande*, pendant la belle saison le l'année 1834, est le tableau le plus complet, le plus fidèle, le plus touchant, de l'état de ce malheureux pays. Une analyse de son livre nous paraît la première démonstration à mettre sous les yeux de nos lecteurs, des effets funestes d'un faux système. (1). L'état aussi affligeant qu'effrayant de l'Irlande n'est point, il est vrai, absolument ignoré de ceux qui s'occupent des sciences sociales. On sait d'une manière générale que la population irlandaise est misérable, on sait qu'elle est opprimée; l'esprit de parti fait même un usage habituel de ses malheurs, pour combattre les adversaires qu'il s'efforce de rendre odieux. Sur le continent, ceux qui se figurent faire preuve de patriotisme en professant leur haine contre les Anglais attribuent toutes les souffrances de l'Irlande à la jalousie, à la cruauté, à la cupidité de ses oppresseurs. De leur côté les Anglais protestent souvent que les Irlandais sont un peuple ingouvernable, qu'ils sont incapables d'ordre, de suite dans le travail, d'économie; qu'ils n'arriveront jamais ni à l'industrie ni à la liberté. Les protestants fanatiques accusent en outre des malheurs de l'Irlande l'esprit du catholicisme, et le caractère intrigant du clergé. Les catholiques à leur tour attribuent la misère de l'Irlande à la confiscation des biens dont l'Église nationale était richement dotée, à la concession de ces biens à un clergé rival

(1) *A Journey throughout Ireland, during the spring, summer and autumn of 1834*, by H.D. Inglis; in two volumes. (Whittaker and Co. 2d édition 1835).

qui n'a point de troupeau, à l'obligation ou sont les fidèles de payer la dîme à des prêtres qu'ils regardent comme hérétiques. et de maintenir en même temps par des contributions volontaires, le culte que réclament leurs consciences. Ces accusations réciproques ont toutes quelque fondement, mais aucune n'atteint encore la vraie source du mal. Cependant leur conflit est encore venu aigrir la souffrance: aussi il en est résulté entre les partis une animosité si violente qu'ils sont sans cesse sur le point d'en venir aux mains. Le peuple se défie du gouvernement, le gouvernement se défie du peuple, et le maintien ou le rétablissement de l'ordre civil sont devenus comme impossibles au milieu de haines si acharnées.

Tous ces maux ne sont que trop réels; ils contribuent à aggraver la condition de ce peuple infortuné, et à rendre la correction de l'état actuel plus difficile. Mais tous ces maux ne sont que symptomatiques, ils sont la conséquence d'un mal plus grave encore et plus profond, ils ne sont pas sa cause. L'Irlande est réduite à cette effroyable détresse, parce que l'Irlande est un pays où la masse presque entière de la population n'a absolument aucune part à la propriété, parce que la nation irlandaise est tout entière une nation de prolétaires.

Toutes les terres en effet appartiennent à un petit nombre de familles, tous les capitaux à un petit nombre de riches, et en dehors de ces deux catégories si peu nombreuses, toute la nation, la vraie nation, n'a que ses bras pour vivre. Elle attend son pain chaque matin du travail; mais le travail lui est impossible si les riches ne consentent pas à avancer de la terre au laboureur, un capital à l'industriel.

Le besoin presse sans relâche une nation qui n'est formée que de malheureux ouvriers; une concurrence universelle s'est établie entre eux pour obtenir du travail aux conditions les plus avantageuses pour les riches. Aucune loi, aucun règlement, aucun point d'honneur n'empêche ceux-ci de profiter dans toute son étendue du bénéfice qui leur est offert. La vie de tous les pauvres est en quelque sorte soumise à une folle enchère. La terre est le plus souvent affermée par petites

parcelles, et sur un bail très court, ou même sans bail, et celui qui offre le plus haut fermage, un fermage qui, même dans les meilleures années, lui laisse à peine de quoi vivre misérablement, est préféré à tous ses rivaux. De même le travail est offert au rabais pour les journaliers, soit dans les villes, soit dans les campagnes, et celui qui se contente du moindre salaire, d'un salaire à peine suffisant pour se procurer une grossière nourriture, est seul employé. Cette concurrence universelle, qu'on a décorée du nom de liberté illimitée de l'industrie, est encore le beau idéal de plusieurs économistes; cette concurrence est le terme fatal vers lequel tend l'organisation sociale des hommes de peine chez tous les peuples de l'Europe moderne. Ce n'est donc point la curiosité seule ou la sympathie qui nous engage à lire, à étudier avec toute la méditation dont nous sommes capables le tableau de la misère irlandaise tracé par M. Inglis; c'est aussi un retour sur nous-mêmes et sur notre pays; c'est un intérêt national, et l'intérêt de toute l'humanité; c'est l'un des plus grands problèmes de la science sociale, que le moment actuel nous appelle à résoudre; et quelque douloureuse que puisse être la contemplation de ces tableaux, nous ne devons pas hésiter à tout voir, à tout savoir, à tout entendre.

M. Inglis, dont la description de l'Irlande a obtenu en Angleterre un crédit qu'on ne songe plus à disputer, commença ses explorations avec tous les avantages d'un bon observateur. Il avait déjà publié un Voyage en Espagne, un autre dans le Tyrol, puis une description des îles du canal britannique, mais il ne connaissait point l'Irlande au printemps de 1834; il y arrivait sans préjugés, et en effet il laisse à peine reconnaître à quel parti, à quelle secte il appartient, tandis que la fureur des factions égarait le peuple au milieu duquel il allait voyager. Il était déterminé à tout voir, à tout juger par lui-même. Il s'était fait donner des lettres d'introduction à des hommes de toutes les opinions, de tous les rangs, de toutes les religions.

« En partant de Dublin, dit-il (tome I, chap. 2, p. 21), j'étais chargé de plus de cent trente lettres de recommanda-

tion pour des personnes de toute condition, depuis le pair du royaume jusqu'au fermier (je m'introduisais moi-même au laboureur); pour des personnes de toute opinion, depuis le juge de paix orangiste de Down ou de Derry, jusqu'au 'repealer' catholique de Kilkenny ou de Tipperary (celui qui veut rendre à l'Irlande son ancienne indépendance); depuis le dignitaire de l'église protestante au vicaire de campagne, depuis l'évêque catholique au curé de paroisse. Je n'ai pas besoin de dire à ceux qui connaissent l'Irlande combien ces lettres furent prolifiques. Avant de rentrer à Dublin, j'avais présenté au moins trois fois le nombre des recommandations avec lesquelles j'étais parti. »

Notre voyageur était arrivé à Dublin dans une belle matinée du printemps de 1834; il en repartit après un séjour assez court, tirant droit au midi, le long du canal de Saint-George jusqu'à Wexford; de là il se dirigea vers l'ouest, en suivant les côtes méridionales de l'île, puis au nord, en suivant les côtes occidentales, non sans avoir parcouru aussi la plus grande partie de l'intérieur, et suivi dans presque toute leur longueur les magnifiques bords du Shannon. Il suivit de même les bords de la mer septentrionale du couchant au levant; et il redescendit enfin de Belfast à Dublin, ayant ainsi achevé le tour complet de l'île. Il cheminait tour à tour en voiture, dans les chars du pays, en bateau, à cheval, à pied même, et il était presque toujours accompagné par sa femme, qu'il ne nomme cependant qu'une seule fois, pour expliquer ce qui lui gagnait la prévenance des gens de campagne. « Je possédais, dit-il (tome II, chap. 16, p. 290), un autre avantage. Dans presque tous mes voyages de découvertes, au travers des montagnes et des vallées, comme dans les faubourgs des villes, j'étais accompagné par ma femme. On pourra sourire, mais ceux qui connaissent les paysans irlandais comprendront aisément combien elle était utile à mon but. Les gens de peine en Irlande sont dans un état si misérable, et il règne si peu d'intelligence entre eux et les classes supérieures, que l'approche d'une personne bien habillée vers la porte de leur cabine, ou l'enclos de leur ferme, en-

gendre aussitôt leurs soupçons, mais l'apparition d'une femme les désarme à l'instant même; les huissiers, les agents de police, les percepteurs des dîmes ou de l'excise, toutes les personnes officielles enfin, ne sont point accompagnées par des femmes dans l'exercice de leurs fonctions. D'ailleurs il y a si peu de communications entre l'aristocratie d'Irlande et les ordres inférieurs, que l'entrée d'une dame dans une cabine est considérée comme une condescendance toute particulière, et excite un retour proportionné de confiance. Qui ne sait de plus combien l'affection d'une mère irlandaise est aisément gagnée par un peu de bienveillance montrée à ses enfants; combien une caresse à l'un, un sol donné à l'autre, ouvre son coeur; combien enfin le visage riant d'une femme qui, en entrant dans une chaumière, prononce ces mots: « Dieu bénisse tous ceux qui sont ici, » obtient aisément des confidences qui seraient refusées à tous les commissaires de tous les gouvernements? »

L'Irlande est, en général, un pays gracieux et pittoresque. La richesse de son sol, la vigueur de sa végétation, la magnificence de ses eaux et l'élégante coupe de ses montagnes, ses golfes profonds, ses lacs innombrables, présentent un attrait continuels aux amateurs de la belle nature, quoique sur une petite échelle. M. Inglis, sans avoir la prétention d'écrire un voyage descriptif, vous associe à ses jouissances. Il inspire un vif désir de voir les bords de la Suire; le cours magnifique du Shannon, qui coule de lacs en lacs, présentant dans chacun des beautés nouvelles; les sites enchanteurs qu'il rencontre de Clifden jusqu'aux Killeries. C'est presque en sortant de Dublin qu'il s'avance vers le premier de ces paysages célébrés parmi les peintres, la 'douce vallée d'Avoca'. « Je restai trois jours ici, dit-il, parcourant les étroites vallées et les montagnes, me mêlant avec le peuple, causant avec chacun, et subordonnant l'intérêt que je ressentais pour un pays beau et romantique à l'intérêt d'un ordre supérieur qui s'attache à la condition sociale du peuple. Cette contemplation était moins agréable; car, quoique je fusse dans le comté le plus rapproché de Dublin, dans un pays orné,

rempli de 'villas' et de résidences de grands propriétaires; quoique les mines du comté de Wicklow emploient autour de ce lieu-ci près de deux mille personnes, j'ai eu bien peu lieu d'être satisfait de la condition du peuple.

« Les fermages dans le comté de Wicklow sont presque partout supérieurs à ce que la terre peut rendre, et les petits fermiers ont autant de peine que les journaliers à gagner assez de subsistances pour ne pas mourir de faim. Parmi les protestants comme parmi les catholiques, la cherté du loyer des terres était un sujet de plainte universel, et les uns comme les autres vivaient dans l'état le plus misérable. Quand on leur demandait pourquoi donc ils s'étaient engagés eux-mêmes à payer un fermage qu'ils savaient être trop élevé, ils répondaient tous également: comment auraient-ils pu vivre autrement? qu'auraient-ils pu faire? En effet, en Irlande, la compétition pour les terres n'est autre chose que la folle enchère de gens réduits à l'extrémité.

« Quant à la condition des journaliers, elle ne répondait guère à ce que m'en avaient dit quelques-uns de mes amis de Dublin, qui auraient dû cependant connaître Wicklow. Ils m'avaient assuré que tous les journaliers trouvaient du travail, et que leur vie était assez heureuse. Une après-dînée, pour en juger, je pris la route des collines; une courte promenade m'amena dans une vallée étroite, dans laquelle étaient semées plusieurs cabanes. Je visitai trois de celles-ci. La première où j'entrai était construite en gâchis; elle ne contenait qu'une seule pièce; on n'y était à l'abri ni du vent, ni de la pluie; le sol était fort humide; je n'y trouvai, pour tous meubles, qu'un petit lit très mincement couvert, un banc de bois et un pot de fer. Il n'y avait ni cheminée ni fenêtres; mais sur le sol on voyait quelques débris de genêt épineux (*ulex europoeus*) qu'on y avait brûlé. L'occupant payait deux livres sterling de loyer pour cette misérable demeure, à laquelle n'était pas attaché un pouce de terre. La seconde dans laquelle j'entrai était bâtie sur la pente de la colline; sa construction était en tout semblable à celle de la précédente. J'y trouvai une femme avec ses quatre enfants; leurs meubles

consistaient en deux petits bois de lit sans garniture, un escabeau, un petit banc et un pot. Ici aussi l'on avait brûlé du genêt, seul combustible que les pauvres puissent se procurer dans cette province. Les enfants étaient en guenilles, et leur mère s'affligeait de ne pouvoir pour cette raison les envoyer à l'école. Le père était un journalier, engagé à six pence par jour; mais il payait en travail quatre-vingts de ces journées de six pence pour le loyer de sa cabine; en sorte qu'il ne lui restait que quatre pence et demi par jour pour se maintenir avec sa femme et ses quatre enfants, avec des pommes de terre qui lui coûtaient quatre pence la mesure (stone) de 14 liv. » On remarquera que M. Inglis compte absolument pour rien dans toute l'Irlande le travail de la femme et des enfants, parce qu'en effet dans un pays où la moitié des hommes ne trouve point d'occupation, il serait plus impossible encore à des êtres plus faibles d'en trouver aucune qui fût rémunérée.

« J'entrai ensuite dans une troisième cabine, plus misérable que les deux autres. On n'y était à l'abri ni du vent, ni de la pluie; il n'y avait point de bois de lit, et absolument aucun meuble, excepté un escabeau et un pot de fer. On n'y voyait aucun signe qu'il y'eût eu du feu. Dans cette misérable demeure il y avait une femme déceimment habillée avec cinq enfants. Son mari était journalier, à six pence par jour. Cette famille avait eu un cochon, mais il avait été saisi peu de jours auparavant pour payer le loyer. Ces pauvres gens avaient compté pouvoir s'acquitter en vendant leur cochon quand il serait gras, et ils avaient dépensé leurs six pence par jour pour se maintenir eux-mêmes; mais le haut prix des pommes de terre les avait contraints à s'arriérer, avant que le cochon fût assez gros pour être vendu avec profit. Peut-être celui qui le fit saisir ne doit pas être blâmé: c'était un petit fermier des montagnes qui payait vingt schellings par acre de ferme, et qui avait autant de peine à vivre et à payer sa ferme que le pauvre journalier qui dépendait de lui. » (Tome I, ch. 2, p. 27-32.)

C'est de cette manière que M. Inglis, dans tout son Voyage,

étudie la population; c'est ainsi que de place en place, il entre dans les cabines des laboureurs, qu'il décrit leur ameublement, qu'il s'assure du montant de leur salaire journalier et de leur nourriture. Le comté de Wexford, où il se trouvait alors, est un des plus prospérants du midi de l'Irlande; le nombre des gens riches et des belles maisons de campagne y est considérable, la terre y est fertile, l'agriculture très perfectionnée, et les produits de la terre très abondants. Les trois cabines dont nous venons de copier la description donnent cependant une idée juste et nullement exagérée de la manière dont vit la moyenne de la population agricole, non seulement dans le comté de Wexford, mais dans toute l'Irlande. Il y a n il est vrai, quelques exceptions, dans les lieux favorisés par le voisinage d'une ville opulente, ou mieux encore par la modération d'un propriétaire riche et généreux, qui s'est fait la règle de maintenir le fermage de ses terres à l'ancien prix, et de refuser les offres plus avantageuses qui lui sont faites. Dans ces districts les cabines des journaliers sont un peu meilleures; quelquefois elles sont divisées en deux chambres; on y trouve quelques meubles, un peu de vaisselle de terre, et les journaliers ajoutent quelquefois quelque autre aliment à leurs pommes de terre bouillies. Ainsi, par exemple, la baronnie de Forth est un district célèbre dans toute l'Irlande méridionale comme étant habitée par une race d'hommes gallois d'origine, qui jouissent de plus de douceurs dans la vie, qui sont industrieux, prudents, paisibles, propres et sobres, et qui mettent leur orgueil à conserver les apparences de l'ordre et de l'aisance.

« Je quittai, dit M. Inglis, Wexford de bonne heure dans un char du pays, pour voir de mes yeux toutes les singularités qu'on m'avait annoncées. Je trouvai un pays qui n'était signalé par aucune beauté naturelle, mais qui était partout cultivé avec intelligence, et dont les habitants paraissaient, comparativement, à leur aise. Les fermes et les chaumières, car je n'appellerai point celles-ci des cabines, étaient en grand nombre, et à peu d'exceptions près, les premières indiquaient de l'aisance, les secondes tout au moins de la propreté. Je

visitai un grand nombre des unes et des autres; car comptant toujours de trouver, et trouvant en effet toujours, comme dans toute l'Irlande, un accueil bienveillant, je quittai mon char, je traversai les champs, et je soulevais le loquet sans hésiter. Plus j'avançai dans ce district, plus je fus frappé en effet de ses traits caractéristiques. Non seulement l'intérieur des maisons était plus confortable, quelques pots de fleurs, quelques petits jardins, annonçaient que le pauvre sentait le désir d'orner sa demeure; l'agriculture était digne d'éloges, les labours étaient bons, la terre nette, les récoltes de froment et de fèves, dont on cultive ici une grande quantité, étaient fort belles, et une charrue à deux chevaux était conduite avec adresse et économie de travail par un seul homme. Mais il ne faut pas croire, d'après ce que je viens de dire, que les habitants de cette baronnie roulent dans l'abondance, ou que leur manière de vivre soit entièrement différente de celle du reste de l'île. S'ils sont supérieurs en propreté, en ordre, apparente aisance, c'est le résultat d'une différence de caractère plutôt que de position: la tradition leur a fait attacher leur orgueil à la netteté et au décorum, et les enfants ont beau se trouver plus mal que leurs pères, ils n'oublient point ces sentiments; d'autre part, l'industrie et la prévoyance ont mis les fermiers à même de perfectionner leur agriculture, et d'employer un capital peut-être un peu plus considérable; à l'aide de celui-ci, ils offrent aux journaliers plus de travail et d'une manière plus régulière, en sorte qu'il y en a peu qui ne trouvent aucun emploi; mais leurs gages ne sont pas plus hauts qu'ailleurs, et conséquemment leur mode de vivre ne peut pas être très différent; toutefois la pomme de terre ne forme point seule leur nourriture, ils font un assez grand usage de pain d'orge, et parmi les femmes, le thé est un objet de luxe très universel.

« L'étendue la plus commune des fermes, dans cette baronnie, est de 30 à 40 acres, leur fermage de deux livres cinquante schellings par acre, et au prix actuel des denrées c'est tout ce que le fermier peut faire que de vivre et payer sa rente. J'entrai dans la maison d'un fermier qui tenait une

ferme de quarante acres, comme il allait se mettre à table pour dîner avec sa famille. Ce dîner consistait en pommes de terre, lait de beurre, lait écrémé, pain d'orge et beurre. La terre avait été pendant quatre générations dans la famille de ce fermier. Son arrière grand-père en payait six schellings par acre, son grand-père dix, son père vingt, et lui quarante. Au moyen de bon travail et de celui de son fils, il pouvait vivre, dit-il, comme nous voyons qu'il faisait, payer son fermage, et économiser quelque petite chose pour ses filles. » (Tome I, chap. 2, p. 46-49,)

Le tableau de cette modeste prospérité serre le coeur presque autant que celui de la misère, car on sent qu'elle va finir; lorsque ces braves gens, qui ont tout juste de quoi vivre, voudront renouveler leurs baux, on les leur augmentera, comme on les a augmentés de génération en génération, comme on les augmente sans cesse dans toute l'Irlande (tome II, ch. 8, p. 140); et il leur faudra renoncer successivement au beurre, au pain d'orge, au lait de beurre, au lait écrémé, et à cette apparence de propreté et de décence qui leur était plus chère encore qu'une nourriture plus substantielle.

Un fermage, comme nous l'appellerons, selon l'usage anglais, une rente de deux livres par acre, quoique fort supérieure à la moyenne de la valeur des terres en Angleterre, est fort inférieure à la rente que les propriétaires arrachent souvent à leurs fermiers d'Irlande, encore que les produits de ce dernier pays, destinés presque tous à l'exportation, rapportent beaucoup moins au cultivateur. « Pendant mon séjour à Waterford, dit M. Inglis, je fis de fréquentes excursions dans tout le pays environnant, et je m'assurai combien la rente des plus petites propriétés était exagérée. Je trouvai de petites fermes louées à 4 liv. 10 s., 5 liv. et même 7 liv. par acre. Dans toutes, la pomme de terre faisait la seule nourriture du fermier. Il y joignait seulement quelquefois les rebuts de la salaison des cochons. Il y a en effet à Waterford une place nommée Arundel-Square, où les os de l'épine et les autres parties du cochon qui ne valent pas les frais d'exportation se vendent à raison d'un penny et demi ou de

deux pence la livre, et le samedi soir toute cette place est remplie d'avidés acheteurs. Il n'y a pas de possibilité de vivre, pour les fermiers, en payant des rentes aussi élevées: plusieurs d'entre eux convinrent avec moi qu'ils ne pourraient jamais payer leurs arrérages, et qu'ils n'avaient accepté de telles conditions que parce que la faim les pressait. Telle est la conséquence universelle de la location de la terre à l'enchère. Des hommes qui ne connaissent d'autre industrie que l'agriculture, et qui sont en si grand nombre sans emploi, promettent tout ce qu'on leur demandera pour trouver à se caser (tome I, ch. 3, p. 64). » Les fermiers que l'on chasse de chez eux pour louer au dernier enchérisseur n'ont aucun moyen de résistance légale contre un acte de cupidité qui les réduit, avec leurs familles, à la mendicité ou à la mort; mais peut-on s'étonner qu'ils menacent souvent de brûler la maison ou les récoltes de celui qui les remplacera? « Un homme dit M. Inglis, me montra une lettre menaçante qu'il venait de recevoir. Il était venu de Waterford pour donner à ferme, à un plus haut prix, quelques terres qu'il possédait près de New-Ross, et dont on lui avait payé jusqu'alors 3 liv. 5 s. l'acre; mais depuis la menace qu'on lui avait faite, il ne pouvait plus trouver de fermier (tome I, p. 59). Presque tous les outrages et les meurtres qui souillent l'Irlande, dit-il plus loin (ch. 4, p. 117), naissent de l'une de ces deux causes, ou la compétition pour les terres, ou le recouvrement des dîmes. « Avant de quitter Waterford. je visitai quelques uns des plus mauvais quartiers de cette ville, et j'y trouvai la plus effrayante misère. Sous des huttes entr'ouvertes je vis jusqu'à trois et quatre familles, dont chacune, couchée sur la paille, occupait un coin du bâtiment; auprès d'elles il n'y avait aucune espèce de meubles ou d'ustensiles. Ces bâtiments étaient de toutes parts entourés de fange et d'ordures. Les chefs de ces familles étaient absents; ils faisaient des rondes dans les campagnes pour mendier des pommes de terre. » (Tome I ch. 3, p. 67.)

Il ne faut pas oublier que cette effroyable misère se rencontre, non point dans une terre disgraciée de la nature,

mais au contraire sur le sol le plus fertile, dans le climat le plus favorable à la végétation; dans un pays où les gelées, les longues sécheresses, les inondations et la grêle, sont des calamités presque inconnues; où les récoltes destinées à l'exportation ne se perdent presque jamais; qu'en même temps ces champs, dont le journalier non plus que le fermier ne goûteront jamais les produits, sont soumis à l'agriculture la plus perfectionnée, que le voyageur qui les traversait, en arrivant d'Angleterre, ne trouvait, par comparaison, rien à leur reprocher. Il faut songer qu'à côté de ces asiles de la plus dégradante misère, s'élèvent les châteaux de la haute aristocratie. M. Inglis visite tout auprès le magnifique domaine du marquis de Waterford, dont le parc, de quatre mille six cents acres d'étendue, est le plus beau et le plus vaste qu'on puisse trouver dans les trois royaumes. Le domaine de lord Besborough, qui est aussi auprès de Waterford, n'est pas moins remarquable par sa magnificence. Tout autour sont semés en grand nombre des châteaux de gentilshommes, et dans leurs galeries de tableaux sont réunis les ouvrages des plus grands maîtres de l'art. Enfin tout auprès se trouve encore la manufacture de coton de Mayfield, que de riches quakers, MM. Malcomson, ont établie, malgré l'opposition obstinée du marquis de Waterford et de tous les Beresford. Elle soutient la concurrence de Manchester même sur les marchés anglais, et elle distribue des salaires à près de neuf cents ouvriers. Ce n'est donc point la richesse qui manque, ni le savoir, ni l'industrie, ni l'exemple, ni l'encouragement que peuvent donner les grands propriétaires, ni la plus haute civilisation et la protection des lois. Le voyageur qui ne regarde que les choses est de toutes parts frappé d'admiration; celui qui s'occupe du sort de l'homme éprouve tour à tour ou l'indignation, ou la plus douloureuse pitié.

C'est à Thomasown, dans le comté de Kilkenny, que M. Inglis fait allusion à ce contraste, après avoir parlé du plaisir que lui avaient causé quelques beaux cabinets de tableaux dans le voisinage. « Il est impossible qu'un sentiment douloureux ne s'associe pas à la jouissance des plus beaux do-

maines en Irlande. Tout ce que le coeur peut désirer se trouve concentré dans les murs du château, quelquefois même le village attenant peut devoir à la charité d'un propriétaire bienveillant l'apparence de quelque aisance, mais au-delà tout réconfort disparaît. L'opulence et l'humanité d'un particulier ne peuvent étendre leur influence que jusqu'à une distance bien limitée, et au-delà de ce cercle on ne trouve plus que guenilles et mendicité. Cette réflexion me frappait ici, où j'étais entouré de résidences de plusieurs riches propriétaires, et où tout le monde s'accordait à louer la bienveillance du principal d'entre eux; et cependant la condition du peuple était généralement déplorable. Je rencontrais dans mes promenades des femmes et des mères qui mendiaient dans la campagne, et qui revenaient à leur cabane avec quelques pommes de terre dans leur sac, quelques petits écots recueillis le long des chemins, sous leurs bras. Et ce n'était point des mendiants ordinaires, mais comme je m'en assurai, les femmes et les filles des laboureurs qui ne pouvaient point trouver d'emploi. Plusieurs n'avaient pu obtenir de quoi ensemer leurs petits carrés de pommes de terre. La misère des cabanes était extrême; dans plusieurs on ne voyait point de cochon. Je commençais à mieux comprendre le pays. Au premier abord j'avais été choqué quand j'avais vu le groin d'un cochon à la porte d'une cabane; il me semblait que ses habitants devaient être bien misérables s'ils n'avaient qu'une habitation commune entre lui et leur famille; mais désormais sa vue me réjouissait, et je réservais ma pitié pour ceux qui n'avaient point de cochon. Sans doute, il eût mieux valu encore qu'il fût dans sa petite étable; mais encore, s'il n'avait point une demeure séparée, j'avais plaisir à voir celui qui, selon le paysan irlandais, 'a le plus de droit dans la maison, car il en paiera la rente', entrer ou sortir par la porte de la cabane, ou à l'entendre grogner dans son intérieur. Je vis auprès de Thomastown l'exemple de la plus haute prospérité à laquelle pût atteindre une famille pauvre; trois cochons habitaient avec elle dans sa chaumière. Il faut ajouter qu'au moment où je faisais ces observations, le travail était

particulièrement recherché, car c'était la saison de planter les pommes de terre. » (Tome I, ch. 4, p. 79.)

M. Inglis dénonce sans aucun ménagement les seigneurs qui, par leurs exactions, aggravent la misère du peuple. Tel est lord Clifden, propriétaire de la ville de Callen et du pays environnant, dans le comté de Kilkenny. Ce seigneur, qui en tire un revenu de dix à douze mille livres sterling, non seulement a réduit tous les habitants à la plus effroyable destitution, par la rigueur avec laquelle il exige d'eux des fermages excessifs, et ne fait rien pour les en soulager, mais encore il lève des impôts sur leur misère; il a établi aux portes de Callen un droit d'entrée sur tous les objets nécessaires à la vie, les pommes de terre, le charbon, le lait de beurre, qui lui rapporte environ 250 livres sterling; les habitants sont au nombre de quatre ou cinq mille, sur lesquels il y en a mille qui sont occasionnellement sans emploi, six ou sept cents absolument sans ressources, et deux cents mendiants que leurs infirmités rendent incapables de tout travail. Il semble que le prétexte de ce droit d'entrée était l'entretien des routes; mais jamais un sol n'a été dépensé dans ce but, et elles sont dans un état si effroyable, qu'on alloue douze minutes de faveur au courrier pour traverser la ville, parce qu'aucun voyageur ne consentirait à le faire autrement qu'à pied. Dans les quartiers du peuple, les cabines ou plutôt les tanières des habitants sont des trous creusés dans la terre, avec un peu de paille, et l'on ne saurait y distinguer aucune trace ni de réconfort ni de civilisation. (Tome I, ch. 4, p. 99.)

Ce qu'on doit surtout remarquer en Irlande, c'est à quel point la destinée entière de la classe pauvre dépend de la classe riche. Dans ce pays, en effet, on ne voit point une progression graduelle des plus pauvres aux plus riches, qui établisse un lien entre toutes les conditions; on ne voit point de rang intermédiaire entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien; on ne voit point d'aisance sans opulence. Aussi un seul propriétaire doit consommer avec les siens tous les produits de l'agriculture, supérieurs à la grossière nourriture du pauvre,

qui ne sont pas exportés. Sa maison est le seul marché pour toutes les petites denrées, la crème, le beurre frais, les oeufs, les légumes, les fruits: aussi tout ce qui n'est pas susceptible d'exportation cesse d'être demandé à la terre. C'est encore le seigneur qui demande seul et qui paie seul toute espèce de travail qui n'est pas destiné immédiatement à augmenter les produits agricoles; c'est lui seul qui peut entreprendre aucun labeur d'utilité publique, songer à l'avenir, et s'occuper d'améliorations. Dans tout le reste de l'Europe, l'aisance ou la misère du laboureur, de l'industriel, de l'homme de peine, dépendent essentiellement de sa prudence ou de son inconduite. S'il travaille, s'il est économe, s'il est vertueux, il n'a besoin de personne pour faire son chemin. Mais en Irlande, et jusqu'à un certain point dans quelques parties de l'Angleterre, les riches, en réunissant toute la propriété, ont pris encore toute la responsabilité de la destinée du pauvre; et ce ne sont pas seulement les vices de l'homme riche, responsable de tant de vies et de tant de bonheur, ce sont tous ses caprices, toutes ses erreurs, les échecs qu'il éprouve dans sa fortune, son bas âge, ses maladies, son absence surtout, qui peuvent réduire à la mendicité un district auparavant prospérant.

Les Irlandais aiment l'éclat, ils veulent briller, ils veulent jouir; les seigneurs ont en général un goût de prodigalité et de magnificence disproportionné avec leur fortune. C'est dans le Connaught, la partie la plus occidentale et la moins civilisée de l'île, que le caractère national se montre plus à découvert; là les propriétaires sont presque tous obérés. « J'eus occasion, dit M. Inglis, de converser, dans le Galway, avec plusieurs propriétaires de terre, et je regrettai de voir combien ils sentaient peu de sympathie pour la condition des pauvres, combien aussi ils repoussaient avec terreur l'idée d'une loi en leur faveur. La raison qui doit l'expliquer, ainsi que la conduite oppressive des propriétaires de tout l'ouest de l'Irlande, c'est leur propre imprévoyance : les affaires de la plupart sont dérangées, et leurs propres embarras les forcent à être durs envers leurs tenanciers, à s'efforcer d'obtenir la plus

haute rente qui puisse leur être offerte. Ainsi chaque classe vivant de la terre, éprouve un égal besoin; le fermier n'ayant pas un schelling de reste après avoir payé sa rente, ou le seigneur. après avoir apaisé ses créanciers, toute bonification est impossible, le travail n'est point demandé; le laboureur, pour trouver de l'ouvrage, offre de la terre un fermage excessif, le journalier consent à travailler quatorze heures par jour, pour six, ou même pour cinq pence; à une époque où ce prix de sa journée lui suffirait à peine pour acheter une stone (14 liv.) de pommes de terre. » (Tome II, ch. 2, p. 24.) Mais la position des pauvres habitants devient plus cruelle encore quand les créanciers du riche ont saisi sa propriété, et la font administrer pour leur compte. Alors l'agent n'a point de choix, et ne peut point user de merci; il faut qu'il recouvre la rente, il fait saisir les récoltes pendantes, il enlève le bétail dans les écuries, il ne calcule point la disproportion entre le dommage qu'il cause et l'argent qu'il recouvre, et toute la chaîne des hommes qui vivent de la terre, fermiers, sous-fermiers, journaliers, sont victimes de l'imprévoyance du propriétaire. (Tome II, ch. 3, p. 39.)

Une école nouvelle d'économie politique, qui semble s'être proposé de prouver que tout se compense dans la société humaine, que tout reprend naturellement son niveau, que la charité est sans mérite, le luxe sans danger, la dissipation sans inconvénients, a voulu démontrer aussi, par des abstractions, que la disposition des riches à manger leur revenus loin des districts qui les produisent, ou ce qu'on nomme en Irlande 'l'absentisme', est sans inconvénients pour le pays d'où ils tirent leurs revenus. Cette école ne considère point les faits dans leur ensemble, et tels que l'observation les présente; mais elle prétend les analyser, et pour cela elle isole en imagination quelques causes, et elle en déduit quelques conséquences; puis elle tire des équations que la pratique ne vérifie jamais. Il faut pourtant faire un étrange abus de cette création d'un monde imaginaire, et une rude violence aux raisonnements les plus simples, pour arriver à conclure que le producteur n'éprouve aucun inconvénient quand son con-

sommateur le quitte, et s'en va à quelques centaines de lieues consommer les produits d'un autre producteur. Il faut, entre autres, oublier toute la classe des produits qui ne peuvent se consommer que sur le lieu même, et qui cessent dès que les riches s'en vont. Il faut encore oublier tous les actes de bienveillance, et considérer le calcul comme le seul mobile des actions humaines. Notre voyageur détruit mieux encore par des faits cette théorie. « Mitchelstown et son voisinage ont cruellement souffert, dit-il, des échecs qu'a éprouvés récemment la famille du comte de Kingston. Il a cessé d'y dépenser par année un revenu de quarante mille livres sterl. Aucun exemple, en Irlande, ne met plus immédiatement sous les yeux la perte qu'éprouve une province que ses riches propriétaires cessent d'habiter. Toutes les classes inférieures en souffrent également, tant à la ville que dans son voisinage. La détresse était si grande à Mitchelstown, pendant que j'y séjournais, que pour que plusieurs centaines d'individus ne périssent pas de faim, une assemblée du comté commença une enquête et ouvrit en même temps une souscription.... Croira-t-on que dans une ville de cinq mille habitants, on trouva mille huit cents personnes privées de nourriture? De celles-ci il y en avait mille deux cents entre les journaliers demeurés sans travail et leurs familles; les six cents autres étaient des vieillards, des infirmes, des veuves et des enfants. Outre ces mille huit cents personnes, on en trouva encore mille deux cents dans la même paroisse, mais hors de la ville, qui étaient également sans ressources. » (Tome I, ch. 6, p. 142.)

Nous avons parlé de la misère des cultivateurs en Irlande, il faut aussi faire connaître celle des habitants des villes. Nous prendrons pour exemple la ville de Limerick, une des plus grandes, des plus commerçantes, et des plus rapidement croissantes en importance de l'Irlande. Il est vrai qu'une grande partie du sol sur lequel cette ville est bâtie, et de ses environs, appartient au comte de Limerick; un homme dont M. Inglis ne se permet de dire qu'une chose, c'est que, soit qu'il questionnât les grands ou les petits, les riches ou les

pauvres, il n'a jamais entendu dire un mot à l'avantage de sa seigneurie. (Tome I, ch. 13, p. 311.)

« On m'avait annoncé que je trouverais à Limerick plus de misère que dans aucune des villes que j'avais précédemment visitées. Je poursuivis mes enquêtes avec tout le soin dont je suis capable, et je suis forcé de dire qu'elles confirmèrent les plus sinistres rapports qui m'avaient été faits. Je consacrai une journée à visiter les quartiers de la ville où je devais trouver le plus de dénûment et de misère. J'entrai dans plus de quarante de ces demeures de la pauvreté, et jusqu'à la dernière heure de ma vie je ne pourrai oublier les scènes d'abandon et de souffrance sans espoir qui se présentèrent à moi ce jour-là. -- Quelques unes de ces retraites étaient des greniers, d'autres des caves, d'autres des huttes reposant sur la terre nue, dans des cours ou des allées étroites. Je ne parlerai pas de leur saleté, elle ne pourrait être surpassée dans les lieux destinés uniquement à être le réceptacle des immondices; qu'on se figure tout ce qu'il peut y avoir de dégoûtant, et l'on n'excédera pas la vérité. Dans les trois quarts de celles de ces misérables demeures où j'entrai, il n'y avait ni meubles, ni ustensiles d'aucune sorte, à la réserve d'un pot de fer: point de table, point de chaises, point de bancs, point de bois de lit, mais deux, trois, ou quatre petits paquets de paille, avec quelquefois un ou deux paillassons vieux et déchirés, roulés dans un coin, à moins qu'ils ne fussent alors même occupés en guise de lit. Parmi les habitants, les uns étaient vieux, courbés, ou accablés par les maladies, d'autres étaient jeunes, mais hâves et maigres, et entourés d'enfants affamés; il y en avait d'assis sur la terre humide, d'autres debout, d'autres qui ne pouvaient se lever de leur monceau de paille. A peine y eut-il une de ces habitations on je trouvasse seulement une pomme de terre. Dans l'une je remarquai une petite ouverture qui conduisait à une pièce inférieure. Je me fis un flambeau d'un morceau de papier, pour voir ce qu'elle contenait. C'était une cave complètement obscure, et de douze pieds en carré; aux deux coins étaient deux monceaux de paille; sur l'un était assise une femme

qui ne pouvait se lever, sur l'autre étaient couchés deux enfants absolument nus, et un haillon jeté sur eux leur servait de couverture commune. Mais j'ai vu quelque chose de pire encore: dans une cave presque obscure, sur le sol humide de laquelle je sentais mes pieds glisser, je trouvai un homme assis sur un peu de sciure de bois; il était nu, il n'avait pas même une chemise, mais il entourait son corps avec un paillasson déchiré et couvert d'ordures, sa maigreur l'aurait fait prendre pour un squelette, les os semblaient sortir de son corps; il mourait de faim. -- Au lieu de quarante demeures j'en aurais pu visiter des centaines; au lieu de quelques centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, dans cet état de destitution. j'en aurais pu visiter des milliers. J'entrais au hasard dans les allées, les cabines et les greniers, et je n'ai aucune raison de croire que les quarante demeures que j'ai visitées fussent plus misérables que des centaines d'autres, aux portes desquelles je passai.

« Je vis aussi une autre espèce de misère. Les individus dont j'ai parlé étaient âgés, infirmes ou malades; mais je vis une autre classe d'êtres qui avaient encore la force et la volonté de gagner leur subsistance; toutefois ils s'avançaient rapidement vers ce même état de maladie et d'impuissance. C'étaient des tisserands qui travaillaient depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir, et qui ne gagnaient que de deux et demi à quatre schellings par semaine. Plusieurs d'entre eux avaient des femmes et des enfants; leur nourriture se réduisait à un seul repas, de pommes de terres bouillies, par jour. Je n'ai pas besoin d'expliquer comment l'air enfermé, le travail, la nourriture insuffisante et le désespoir les réduisaient rapidement au même état d'épuisement et d'impuissance de travailler où j'avais vu les autres. » (Tome I, ch. 13, p. 302-305.)

L'auteur prend occasion de cet effroyable tableau pour insister sur la justice, sur la nécessité de quelque provision légale en faveur du pauvre; sur l'obligation imposée à tout gouvernement de ne pas permettre que ses sujets meurent de faim sous la protection décevante de l'ordre établi, de ne pas

permettre que le fardeau de la charité publique repose tout entier sur quelques personnes généreuses dont les fortunes sont bornées, tandis que des hommes d'une fortune colossale, des hommes qui souvent, par leur cupidité, ont causé la misère effroyable de ces créatures humaines, lord Limerick, par exemple, s'y dérobent presque absolument. Nous irons plus loin que lui, nous dirons que l'ordre social en Irlande est essentiellement mauvais, et qu'il doit être changé de fond en comble. Nous dirons qu'il ne s'agit pas seulement de donner le pain de la charité au pauvre affamé, mais d'assurer l'existence, la propriété de tout homme qui a pour seule richesse le pouvoir de travailler, et de faire que cette richesse lui suffise. Nous dirons que dans le contrat social qui a institué la propriété, et qui lui a donné des garanties, ce droit de quelques uns à des avantages supérieurs dans la vie n'a été reconnu par tous, n'a été protégé par toute la force publique, que parce qu'il a été considéré comme le meilleur moyen d'augmenter l'opulence ou l'aisance de tous, et par conséquent d'assurer, même au plus pauvre, les nécessités de la vie. Mais ce contrat est bilatéral: s'il assure au riche la jouissance paisible de son affluence et de son luxe, c'est sous la condition expresse que le pauvre qui, par son travail, crée toute la richesse, obtiendra pour ce travail une rémunération entière. Cette rémunération doit comprendre non seulement ce qui est absolument nécessaire au maintien de la vie, mais encore quelque avantage qui rende, même pour le plus pauvre, la vie sociale préférable à celle du sauvage. Ainsi le pauvre acquiert par son travail, et par son respect pour la propriété d'autrui, des droits à un logement et à des vêtements propres et salubres; à une nourriture assez abondante, assez variée pour maintenir les forces et la santé; bien plus, il acquiert des droits à quelque part aux jouissances de la vie, quelque plaisir attaché à la satisfaction de ses besoins, quelque sécurité pour le présent, quelque espérance pour l'avenir, quelque relâchement dans le travail, quelque repos donné au corps, pour que l'intelligence et la sensibilité puissent s'exercer à leur tour. Ce n'est qu'après que toutes ces choses ont été

assurées au pauvre sur le fruit de son travail, que commence le droit du riche. Ce n'est que le superflu, après qu'il a été pourvu à la vie de tous, qui forme le revenu de l'opulence. Il y a eu spoliation, il y a eu vol du riche sur le pauvre, lorsque ce riche perçoit d'une terre fertile et habilement cultivée un revenu qui le fait nager dans l'opulence, tandis que le cultivateur qui a fait naître ce revenu, qui a baigné de ses sueurs tous les produits dont il se compose, meurt de faim sans pouvoir y toucher.

Nous ne continuerons point à suivre pas à pas M. Inglis dans le reste du circuit de l'Irlande. Nous dirons seulement brièvement, que les seuls districts où la condition du cultivateur lui ait paru comparativement heureuse, sont les plus montueux, les plus sauvages, les plus stériles, ceux où la civilisation et les capitaux ont le moins pénétré, et où la concurrence a le moins fait hausser les rentes (tome II, ch. 3, p. 41, ch. 4, p. 61); dans d'autres, au contraire, où la cultivation avait fait des progrès rapides, où l'agriculture la plus perfectionnée avait été récemment introduite, quelque amélioration qu'on crût voir dans la condition des choses, il n'y en avait aucune dans la condition des hommes, car tout le surplus des produits avait été grossir la rente (tome II, ch. 7, p. 120). Enfin dans la province protestante de l'Ulster, où une population de race écossaise, économe et industrielle, a porté quelques villes à un haut degré de prospérité, la subsistance, la vraie propriété du pauvre n'a aucune garantie: on a vu, au contraire, la condition des laboureurs empirer rapidement dans le cours des quinze dernières années (t. II, ch. 12, p. 220), et si l'on n'y apporte un remède, la même cause de misère rendra dans peu d'années la condition des agriculteurs du nord de l'Irlande aussi déplorable que celles des agriculteurs du sud. Quel est ce remède? c'est la question qu'il est impossible de ne pas répéter avec un cri de douleur et d'effroi, presque à chaque page du livre de M. Inglis. Quel est ce remède? c'est la question que nous nous proposons d'examiner dans un autre Essai: car il n'y a pas un homme, quelque étranger qu'il soit à l'Irlande, ou à tout l'empire britannique, qui ne

doive souhaiter avec ardeur d'arracher des millions de créatures humaines à une misère, à une souffrance, à une dégradation, qui font la honte de la civilisation et du christianisme. D'ailleurs la contagion s'étend chaque jour, par les flots d'émigrés irlandais que le besoin verse sur les côtes de l'Écosse et de l'Angleterre; elle gagne déjà la Grande-Bretagne, et bientôt elle corromprait tout le continent, car les causes qui ont eu sur l'Irlande une influence si fatale commencent à leur tour à agir sur nous.

Sans doute il est juste, il est convenable de songer à une provision légale pour les pauvres, ou aux contributions que leur doit la société pour les tirer de la détresse. Il est convenable de s'occuper des hôpitaux, des asiles pour l'enfance, des dispensaires; il est convenable de fonder des caisses d'épargnes et des monts-de-piété; il est convenable de fonder des écoles, de soutenir le culte, de mettre les secours de la religion à la portée de tous. Mais tous ces efforts de la charité ne sont que des palliatifs, quand le mal est aussi profond et aussi universel. A quoi serviraient les écoles, pour ceux qui n'ont point de temps à eux; l'instruction, pour ceux qui mendient en vain le travail corporel le plus pénible; les caisses d'épargnes, pour ceux qui loin d'épargner n'ont pas assez de pommes de terre bouillies pour apaiser leur faim; les monts-de-piété, pour ceux qui, loin de pouvoir mettre des bijoux en gage, n'ont pas même un banc sur lequel s'asseoir, une écuelle de bois pour manger leur potage, une pièce d'étoffe pour couvrir leur nudité? Non, c'est plus avant dans l'organisation de la société qu'il faut creuser; c'est la relation entre le riche et l'homme de peine qu'il faut atteindre; c'est le grand contrat sur lequel repose essentiellement la société humaine le contrat entre le propriétaire et le cultivateur, qu'il faut ramener à ses vraies bases, pour que celui qui, par son travail, fait vivre la nation entière, ne soit pas privé de son droit à la vie; pour que le paysan soit heureux et assuré de son existence dans le pays; pour que sa condition, dans notre civilisation progressive, ne soit pas infiniment plus mauvaise qu'elle ne l'était aux temps les plus décriés de la féodalité.

SIXIÈME ESSAI.

DE LA CONDITION DES CULTIVATEURS EN TOSCANE.

Pour connaître la condition des cultivateurs, et la manière dont ils sont affectés par les progrès de la richesse territoriale, nous avons cru devoir ne point nous en tenir au raisonnement seul, ne point conclure des principes aux conséquences, mais au contraire étudier les faits spéciaux, interroger les nations les plus avancées dans la civilisation et la richesse, demander à leurs meilleurs observateurs, à ceux qui sont le moins influencés par l'esprit de système, quel est réellement l'état des paysans chez eux, et de cet état nous élever aux causes qui out dû le produire. Nous voudrions il est vrai avoir rencontré un plus grand nombre d'ouvrages tels que celui de M. Inglis; nous voudrions pouvoir rassembler des tableaux aussi scrupuleusement vrais, aussi détaillés, sur la vie des classes industrielles, dans les divers systèmes d'administration économique et rurale, et dans les divers pays de l'Europe. En effet nous ne manquons point, pour tous les pays qui ont quelque importance sociale, de tableaux de chiffres, nous ne manquons point de précis qui nous représentent la valeur des importations et des exportations, pour chaque contrée, pour chaque cité. Nous ne manquons point de rapports sur l'activité du commerce ou celle des manufactures. Tout comme, pour un autre genre de recherches, nous ne manquons point de livres et de journaux qui nous peignent, de pays en pays, la vie des gens du monde, et les plaisirs ou les vices de l'opulence; mais le plus important entre les traits nationaux ne

s'y trouve jamais; dans presque aucun de ces livres on ne nous a montré la vie domestique des gens du peuple; nulle part on ne nous a donné l'inventaire de leur petite fortune, on ne nous a fait connaître leur nourriture habituelle, leurs jouissances et leurs travaux. Cependant, sous le rapport même de la seule chrématistique, il n'y a peut-être aucun fait plus important à connaître que la vie domestique du grand nombre; car c'est elle qui détermine la consommation intérieure. La proportion numérique du riche avec le pauvre, celle entre les diverses conditions, et la consommation annuelle de chaque condition, devraient être parmi les premières données à réunir dans une statistique; car elles sont parmi celles qui affectent le plus immédiatement la reproduction de la richesse.

Le tableau que nous avons présenté de la population irlandaise laisse dans l'âme une cruelle souffrance, un ardent désir d'y porter remède; mais ce remède serait plus facile à démêler si nous étions éclairés par un plus grand nombre de comparaisons, si nous pouvions consulter l'expérience pratique de plusieurs autres peuples. Nous avons étudié à plusieurs reprises, par nos propres yeux et dans des pays divers, l'état des paysans; mais nous sentons bien que des observations faites en voyage ne suffisent point pour pénétrer réellement dans l'intérieur des familles du pauvre. Il faut un long séjour auprès d'elles, un frottement journalier et même une discussion d'intérêts qui se croisent, pour les étudier à fond. Aussi n'avons-nous cru pouvoir compléter le tableau dont nous sentions le besoin que pour la condition du paysan toscan, ou plutôt encore pour celle du paysan du val de Nievole. Nous avons dans cette province un héritage bien petit, il est vrai; il nous a mis cependant à portée d'en connaître mieux le paysan que des possessions quelque peu plus étendues que nous avons aussi en Savoie et en Suisse. Nous nous trouvons en effet, en Toscane, associés avec le paysan, qui n'a point intérêt de nous rien cacher; tandis que le fermier et le manouvrier, en Suisse et en Savoie, voient dans le propriétaire un adversaire avec lequel ils croient devoir faire assaut de

finesse. Nous avons d'ailleurs un autre motif pour tracer ici une esquisse de la condition des paysans toscans; c'est que nous avons été vivement frappés des rapports qui existent entre eux et les Irlandais; en sorte que nous sentons en même temps et la douce espérance que le bonheur dont jouissent les paysans toscans puisse être mis à portée des Irlandais, et la terreur, au contraire, qu'au nom des progrès de la science, des grands principes de l'économie politique, de l'accroissement du produit net, on ne réduise les Toscans à l'état des Irlandais; car il y a, dans ce moment-ci, quelque chose d'ébranlé et d'incertain dans le système économique de la Toscane, comme de toute l'Europe. L'encouragement extraordinaire donné à la production, pendant trente ans de guerre universelle, a rompu l'équilibre entre la consommation et la production, et menacé d'encombrement tous les marchés. Tous les propriétaires sont partout en souffrance; chacun est surtout mécontent du système qu'il pratique, et auquel il attribue ses pertes; en Toscane en particulier, des hommes doués d'autant de patriotisme que de lumières, s'efforcent d'introduire dans l'agriculture des méthodes plus perfectionnées, mais ils parlent aussi le réformer le contrat qui les lie au cultivateur; tandis qu'à nos yeux des modifications bien légères au système qu'on suit aujourd'hui suffiraient pour enlever au paysan toscan toutes les garanties que lui donne l'usage, et pour lui faire perdre en même temps toutes les douceurs d'une existence où il goûte le bonheur et qui fait le charme du pays.

Les Toscans, comme les Irlandais, sont doués d'une vive imagination, d'un esprit prompt et brillant, qui éclate surtout dans les réparties de l'homme du peuple. Dans l'un et l'autre pays, la race est remarquablement belle. On ne parcourt point les marchés ou de Toscane ou d'Irlande sans être frappé de la rencontre d'un grand nombre d'hommes ou de femmes qu'un statuaire ou un peintre prendraient avec empressement pour modèles. Les habitants de ces deux pays joignent à beaucoup d'ouverture d'esprit une grande bonté de coeur, un empressement à obliger et à se rendre agréable, un accueil

respectueux en même temps que caressant, une générosité, qui de la part du pauvre est souvent admirable, pour partager son étroit nécessaire avec ceux qui souffrent ou qui sont plus misérables que lui, et une libéralité non moins grande pour soutenir leur Église. Les deux peuples sont fortement attachés à la foi catholique; mais l'Église est encore fort riche en Toscane, tandis qu'en Irlande elle a été dépouillée de tous ses biens. Les contributions volontaires que lève le clergé ne sont cependant guère moins abondantes dans l'un de ces deux pays que dans l'autre, parce que le clergé de Toscane est infiniment plus nombreux, qu'il comprend encore quelques ordres mendiants, et qu'il prélève, outre le casuel et les messes, des sommes très considérables pour la décoration des églises et la splendeur de leurs fêtes. Dans l'un et l'autre pays, on pourrait observer peut-être qu'on a mis le clergé dans une fausse position quand on l'a obligé à solliciter ainsi l'aide pécuniaire des fidèles, et qu'on a diminué par-là l'influence morale que devrait exercer la religion. Dans l'un et l'autre pays, en effet, de grands crimes sont commis par des hommes qui n'ont point abjuré tout sentiment religieux; l'homicide surtout n'y est point rare, et chacun, retrouvant en lui-même une disposition redoutable à des emportements passionnés, est tellement indulgent pour la colère des autres que le meurtrier y excite moins d'horreur que de pitié.

Il existe bien d'autres rapports entre la Toscane et l'Irlande, et un observateur superficiel pourrait croire les deux pays réduits à la même condition. Non seulement, en effet, la population est très considérable dans l'un et dans l'autre, mais elle surabonde. L'industrie commerciale et manufacturière ne lui ouvre ses ateliers que dans quelques districts seulement; tandis que, dans d'autres, aucun travail ne lui est offert, si ce n'est celui des champs. Dans l'un et l'autre pays on affirme, des ouvriers des villes, qu'ils ne songent jamais au lendemain, et qu'ils dépensent régulièrement, le dimanche, tout ce qu'ils ont gagné dans la semaine. Aucune provision légale n'est assurée à l'extrême indigence, pas plus en Toscane qu'en Irlande: aussi les places sont couvertes de mendiants

en guenilles qui sollicitent l'aumône en assurant qu'ils souffrent de la faim. Cependant les hôpitaux sont ouverts libéralement, en Toscane, aux misères accidentelles de l'humanité, aux malades, aux enfants trouvés, aux insensés, et leur nombre n'augmente pas. C'est qu'il y a entre les deux pays cette différence essentielle: la misère talonne sans cesse, en Irlande, tout homme voué au travail; en Toscane, la misère de l'habitant des villes est la seule qui soit réelle; celui des campagnes jouit au contraire, dans la fortune la plus étroite il est vrai, de tout le contentement, de toute la sécurité, de tout l'intérêt dans la vie, qu'un travail proportionnellement et constamment récompensé peut assurer au pauvre. C'est un modèle digne d'étude, c'est un doux tableau de variété, d'abondance et de paix, sur lequel il y a du plaisir à reposer les yeux.

On distingue, en Toscane, trois classes de cultivateurs, qui sont connus sous les noms 'd'affittuari', de 'livellari' et de 'mezzaiuoli'. Les 'affittuari' sont les fermiers qui, comme en France, en Angleterre et dans tous les autres pays, ont un bail à terme pour un nombre limité d'années, pendant lesquelles ils sont maîtres absolus de leur culture, moyennant une rente fixe qu'ils paient au propriétaire; au renouvellement de leur bail, ils sont appelés à batailler contre le propriétaire, pour ne point augmenter la rente annuelle ou pour la réduire. Ces combats périodiques, à l'approche desquels le fermier ne prend plus à la terre qu'un intérêt temporaire et court, ou même désire qu'on n'y reconnaisse point les signes de prospérité qui autoriseraient à augmenter sa rente, ont fait repousser le bail à ferme de tout système d'agriculture reposant sur le produit des arbres et les arbrisseaux. Tout fonds de terre planté d'oliviers et de vignes serait indubitablement ruiné par le fermier. La Toscane est un pays de collines, essentiellement propre à l'olivier, au mûrier et à la vigne; et dans toutes les collines où l'industrie agricole a obtenu des succès, on ne voit point de fermiers ou 'affittuari'; mais on en rencontre dans les riches plaines du val de Nievole, et surtout du Pistoiais, quoiqu'elles soient plantées de mûriers et de vi-

gnes, parce que, dans ces terrains humides, le produit des arbres, abondant en quantité, inférieur en qualité, importe beaucoup moins au propriétaire et au fermier que celui des céréales. On en rencontre aussi dans toute la partie dépeuplée de la Toscane; le fermier y attendant surtout son profit de l'économie qu'il peut faire sur le travail humain, soit par le perfectionnement des instruments de labourage, soit par l'abandon de toute industrie agricole qui demande des soins minutieux. Le bail à ferme, en Toscane comme ailleurs, marche avec la grande culture. Il chasse du sol les petits cultivateurs, et en même temps il le dépouille des arbres et des arbustes qui font son ornement et son apparente richesse. Le bail à ferme, dans les districts de la Toscane où il est commun, a créé aussi une quatrième classe de cultivateurs inconnue dans tous les autres, les 'pigionali', les journaliers qui prennent à loyer (pigione) une chaumière: ceux-ci n'ont point de terre à eux, ils se mettent au service du fermier dans le temps de la presse des travaux, et vivent de rapines pendant le reste de l'année, forçant souvent le fermier à défendre à coups de fusil ses récoltes, ses fruits et la feuille de ses mûriers. La misère, l'existence précaire, l'immoralité et l'hostilité envers l'ordre social, que nous avons signalées chez les 'cottagers' de l'empire britannique, se retrouvent toutes chez les 'pigionali' de Toscane, et pour les mêmes causes. La seconde classe des cultivateurs toscans est celle des 'livellari', ou propriétaires grevés d'une rente perpétuelle. Le 'livello', le bail emphytéotique, ne semble d'abord qu'une modification du bail à ferme; mais il en diffère essentiellement par son caractère de perpétuité. Il transfère, du maître du sol à son cultivateur, toutes les garanties de la propriété, toutes ses jouissances, tout l'amour du maître, tout le zèle qui assure à la société que le détenteur du sol ne se relâchera point dans ses efforts pour tirer de la terre ce qu'elle peut rendre. Ce fut le grand-duc Pierre Léopold qui augmenta considérablement le nombre des 'livellari', en obligeant l'Église à aliéner presque tous ses biens sous cette condition. Elle garantissait, en effet, aux corporations pieuses, une rente in-

variable, et c'était tout ce qu'on pouvait désirer de mieux pour elles; tandis qu'elle rendait à tous les biens qui avaient été tenus en 'main-morte' l'oeil et l'affection du maître, sans lesquelles l'appropriation des terres cesse d'être un avantage pour la société.

La simultanéité avec laquelle cette mesure fut appliquée à une très vaste étendue de terrain fut cause du seul inconvénient qu'on ait eu à lui reprocher. Le bail emphytéotique doit créer des cultivateurs, des paysans propriétaires c'est son but et sa haute utilité. Tous les paysans qui se chargèrent eux-mêmes de 'livelli' proportionnés au travail que leur famille pouvait accomplir, aux fruits qu'elle pouvait consommer, sont heureux et prospérants. Ces paysans échangent directement leurs sueurs avec la terre; ils sèment et ils récoltent pour eux-mêmes: ce n'est que le surplus de leurs produits qu'ils portent aux marchés pour payer leur rente perpétuelle; les années de prospérité pour l'agriculture, pendant lesquelles se produits se vendaient à des prix triples et quadruples de ce qu'ils sont aujourd'hui, leur ont permis de capitaliser leur travail, de poursuivre leurs défrichements, de changer en autant de jardins les lots de terre qui leur sont échus en partage, et d'en augmenter tellement la valeur, qu'une terre soumise à une rente perpétuelle qui avait été estimée égale à son entier fermage se vend souvent pour plus, de moitié, de ce que vaudrait une terre libre. Depuis que les mauvais temps sont venus, que les denrées ont démesurément baissé de prix, les 'livellari' souffrent sans doute, car il faut qu'ils vendent une beaucoup plus grande part de leur récolte pour payer leur rente; mais cette rente est toujours payée, en sorte que les corporations pieuses n'ont rien perdu; jamais ils n'ont songé à abandonner leur 'livello', jamais ils n'ont souffert les étreintes de la misère: en travaillant ils ont vécu, ils se sont maintenus indépendants.

Malheureusement d'autres que des paysans ont aussi pris des 'livelli'. L'accroissement rapide de la valeur des denrées faisait paraître la spéculation avantageuse; des capitalistes ont saisi avidement l'occasion d'acquérir une étendue de ter-

rain fort supérieure à la valeur des capitaux dont ils disposaient. Celui qui acquiert un 'livello' paie seulement au propriétaire, à titre de 'laudemio' et comme garantie du fonds qui lui est confié, 15 pour cent de sa valeur, ou cinq fois la rente, le canon annuel. Il y a sans doute un grand avantage à rendre les paysans propriétaires, sans les forcer à se dépouiller pour cela de toutes leurs petites économies, sans détourner de la culture de la terre le capital avec lequel ils doivent la faire valoir. Dans les pays au contraire où l'on a mis en vente une grande masse de biens nationaux, on a réellement soustrait à l'agriculture toute la valeur pour laquelle se sont vendus ces fonds. Le capital, en effet, que des fermiers, des propriétaires ou des spéculateurs ont retiré, pour faire leurs achats, de quelque entreprise utile, passe au gouvernement qui le dissipe pour la guerre ou les prodigalités de l'administration. Mais lorsqu'en Toscane le bon marché des terrains offerts à 'livello' engagea des capitalistes à entrer dans cette spéculation destinée à des paysans, ces capitalistes ne songèrent à observer aucune proportion entre l'étendue du terrain dont ils se chargeaient, et la force de leur famille pour le cultiver, ou le nombre de bouches dont elle se composait pour en manger les fruits. Plus ils pouvaient obtenir de terre, plus ils pouvaient consacrer de travail à cette terre, plus ils pouvaient en tirer de fruits, et plus ils étaient contents. Tant que les denrées se maintinrent à un haut prix, leur spéculation réussit. Ils prirent des journaliers ou des domestiques pour cultiver leurs 'livelli'; ils portèrent au marché le plus de denrées qu'ils purent, comptant avec leur produit payer non seulement leur canon annuel, mais aussi tous leurs frais de culture; ils rendirent toute leur industrie dépendante du commerce; et comme ils travaillaient de tout leur pouvoir à encombrer les marchés, que leur consommation ne s'accroissait point avec leur production, ils se trouvèrent bientôt arriérés pour le paiement de leur canon, embarrassés pour faire les avances annuelles de la culture, et d'autant plus gênés que leur condition se rapprochait plus de celle des gentilshommes. Les 'livellari' non paysans sont en effet des propriétaires obé-

rés, qui souffrent toujours cruellement de la baisse du prix des denrées, et qui ne vivent pas du sol, mais de la vente des produits du sol, continuent jusqu'à leur ruine finale des dépenses qu'ils ne savent pas réduire lorsque leur revenu diminue.

Beaucoup de ces 'livellari', ou spéculateurs, ou gentilshommes, ont donné eux-mêmes leurs terres à cultiver à des 'mezzaiuoli'. C'est la troisième classe des cultivateurs toscans, et celle sur laquelle nous désirons fixer surtout l'attention car le contrat qui constitue le 'mezzaiuolo' ou métayer est tellement le plus commun, que tout autre n'est considéré dans le pays que comme une exception. Le propriétaire confie au métayer une maison et une métairie déjà en état de rapport avec le bétail et le capital agricole nécessaires pour les faire valoir. Dans les districts où l'agriculture est le plus soignée, dans le val de Nievole surtout, cette métairie ne passe pas en étendue dix arpents. Le métayer s'engage en retour à exécuter sans frais, avec sa famille, tous les travaux de la terre et à se contenter, au lieu de salaire, de la moitié des récoltes, tandis qu'il consignera l'autre moitié au propriétaire. Cette convention est souvent l'objet d'un contrat, pour préciser certaines redevances et certains services auxquels le métayer s'oblige; cependant les différences entre les obligations de l'un et celles de l'autre sont minimes; l'usage règle également tous ces contrats; il supplée aux stipulations qui n'ont pas été exprimées, et le maître qui voudrait s'écarter de l'usage, qui exigerait plus que son voisin, qui prendrait pour base autre chose que le partage égal des récoltes, se rendrait tellement odieux, il serait tellement sûr de ne pouvoir trouver de métayer honnête homme, que le contrat de tous les métayers peut être considéré comme identique tout au moins dans chaque province, et qu'il ne donne jamais lieu à aucune compétition entre les paysans qui cherchent à se placer, à aucune offre de travailler la terre à meilleur prix l'un que l'autre.

C'est le sort de ces métayers qu'il s'agit de comparer avec celui des autres paysans de l'Europe; c'est le bonheur et la

sécurité que la culture à moitié fruits a réussi à garantir à la classe d'hommes qui, non seulement, fait tous les plus rudes travaux des champs, mais qui encore n'a point de propriété foncière et presque point de propriété mobilière. Que les paysans propriétaires vivent en général dans une plus grande abondance, on doit s'y attendre par le fait seul qu'ils sont propriétaires; que les fermiers puissent eux-mêmes prospérer davantage, nous ne devons pas en être surpris, car pour prendre une terre à ferme il faut posséder un capital que n'a point le métayer; mais il est inutile de souhaiter que le métayer soit plus riche, puisque personne ne demande le partage des biens; ce qu'il nous importe de savoir, c'est à quel point sa seule richesse, le travail, profite à son bonheur, par comparaison avec ceux qui, de même que lui, n'ont que leurs bras pour toute richesse.

Le métayer toscan reçoit des mains de la nature toute sa subsistance; il n'a presque aucun besoin d'argent, il n'a presque aucun paiement à faire; il ne s'aperçoit pas de l'existence des impôts, car ils sont tous à la charge des propriétaires; et comme il n'a jamais rien à démêler avec le gouvernement, il lui est en général fort attaché. Il n'a pas davantage d'intérêts à démêler avec l'Église, toutes les subventions qu'il lui paie sont volontaires. Il y a fort long-temps que la dîme est abolie en Toscane, quoique son nom subsiste encore pour désigner quelques redevances légères et invariables dont sont grevés certains fonds. Toutes les propriétés de l'Église sont en biens de terre, ou plutôt encore en rentes perpétuelles sur des biens de terre qui ne peuvent donner lieu à aucune contestation. Le métayer enfin, dans ses relations avec son propriétaire, se considère comme un associé en communauté d'intérêt, et il n'a presque rien à discuter avec lui; l'usage a fixé invariablement ses droits et ses obligations; son contrat pourrait, il est vrai, être rompu chaque année pour mauvaise conduite de sa part, mais l'expérience a appris à tout propriétaire qu'il perd toujours à renvoyer un paysan, tandis qu'il ne peut guère gagner, car aucun paysan nouveau ne lui donnera plus de la moitié des

récoltes; à aucun il ne pourra demander davantage. Aussi le métayer vit sur sa métairie comme sur son héritage, l'aimant d'affection, travaillant à la bonifier sans cesse, se confiant dans l'avenir, et comptant bien que ses champs seront travaillés après lui par ses enfants et les enfants de ses enfants. En effet, le plus grand nombre de métayers vivent de génération en génération sur la même terre: ils la connaissent en détail avec une précision que le sentiment seul de la propriété peut donner. Les collines du val de Nievole sont plantées d'oliviers, de vignes, de mûriers, de figuiers, d'arbres fruitiers de tout genre, et l'on cultive à leur pied le froment, plus encore pour entretenir la terre propre et meuble, que pour le profit que le blé peut rendre. Les champs élevés en terrasses les uns au-dessus des autres n'ont souvent pas plus de quatre pieds de largeur, mais il n'y en a pas un dont le métayer n'ait étudié en quelque sorte le caractère. Celui-ci est sec, celui-là froid et humide; ici la terre est profonde, là ce n'est qu'une croûte qui couvre à peine le roc; le froment prospère mieux sur l'un, le seigle sur l'autre; ici ce serait peine perdue de semer du blé de Turquie, ailleurs la terre se refuse aux fèves et aux lupins, plus loin le lin rendra à merveille, et le bord de ce ruisseau sera propre au chanvre: ainsi l'on apprend du métayer, avec étonnement, que dans un espace de dix arpents, le sol, les aspects et l'inclinaison du terrain, présentent plus de variété qu'un riche fermier n'en sait en général distinguer dans une ferme de cinq cents acres d'étendue. C'est que le dernier sent qu'il n'est là que de passage, que de plus il doit se conduire par des règles générales et négliger les détails. Mais le métayer, avec l'expérience du passé, a senti son intelligence éveillée par l'intérêt et l'affection pour devenir le meilleur des observateurs et avec tout l'avenir devant lui il ne songe pas à lui seulement, mais à ses enfants et à ses petits-enfants. Aussi lorsqu'il plante l'olivier, arbre séculaire, et qu'il ménage au fond du creux qu'il fait pour lui un écoulement aux eaux qui pourraient lui nuire, il étudie toutes les couches du terrain qu'il est appelé à défoncer.

Tandis que l'heureuse condition du métayer l'attache à la terre, et la donne pour objet à ses affections, ses espérances et ses études, cette condition n'a presque laissé aucun objet de contestation entre lui et les autres hommes. Avant la réforme de cette année, les lois sur la transmission de la propriété étaient fort mauvaises en Toscane; on n'achetait jamais avec sécurité, on n'était jamais à l'abri des évictions; les femmes, les mineurs, les créanciers antérieurs, l'Église, avaient des droits qui se contredisaient, qui se prescrivaient selon des règles différentes, et qui pouvaient encore être sans cesse bouleversées par des 'grâces' du souverain ou de la 'consulta', espèce de conseil et de tribunal qui agissait en son nom. Celui-ci ôtait à l'un l'administration de son patrimoine, et permettait à l'autre l'aliénation du bien substitué à ses enfants; il assignait à un troisième des aliments sur un bien dotal qu'un époux s'était engagé à rendre intact, et toujours il mettait sa décision arbitraire, son 'motu proprio', à la place des lois. De là naissait un nombre prodigieux de procès entre tous les propriétaires, et un esprit de chicane qui faisait que peu de gens rougissaient de former une demande contraire à l'équité. Mais le métayer a les avantages de la propriété sans l'inconvénient de la défendre. C'est au propriétaire qu'avec la terre appartient la guerre; pour lui il vit en paix avec tous ses voisins: il n'a à leur égard aucun motif de rivalité ou de défiance: il conserve la bonne harmonie avec eux, comme son maître avec le fisc et avec l'Église: il vend peu, il achète peu, il touche peu d'argent, mais personne ne lui en demande. On a souvent parlé du caractère doux et bienveillant des Toscans, mais on n'a point assez remarqué la cause qui a le plus contribué à préserver cette douceur; c'est celle qui a soustrait tous les agriculteurs, formant plus des trois quarts de la population, à presque toute occasion de querelle.

Lorsqu'on s'écarte des grands chemins et des villes, et qu'on gravit les collines du val de Nievole, on rencontre à chaque pas de petits sentiers qui, tournoyant entre les oliviers et les vignes, ne sont jamais sillonnés par les roues, et

ne sont accessibles qu'à des chevaux de montagne chargés de leur bât. Le long de ces sentiers, à chaque centaine de pas, on trouve sur le revers de quelque croupe fleurie une petite maison qui présente la douce image de l'industrie amplement récompensée, de l'affection de l'homme pour la terre, de l'abondance et de la paix. Cette maison, bâtie en bonnes murailles, à chaux et à ciment, a toujours au moins un étage, quelquefois deux, au-dessus du rez-de-chaussée. Le plus souvent on trouve à ce rez-de-chaussée la cuisine, une étable pour deux bêtes à cornes, et le magasin prend son nom, 'tinaia', des grandes cuves (tini) où l'on fait fermenter le vin, sans le soumettre au pressoir: c'est là que le métayer enferme sous clé ses tonneaux, son huile et son blé. Presque toujours il possède encore un hangar appuyé contre la maison, pour qu'il puisse y travailler à couvert à raccommoder ses outils, ou à hacher le fourrage pour son bétail. Au premier et au second étage sont deux, trois, et souvent quatre chambres à lit: les fenêtres n'ont que des volets, elles sont sans vitres, mais il faut se souvenir aussi que l'hiver est sans frimas. La plus spacieuse et la mieux aérée de ces chambres est en général destinée par le métayer, pendant les mois de mai et de juin, à l'éducation des vers à soie; de grands coffres pour enfermer les habits et le linge, et quelques chaises de bois, sont les principaux meubles de ces chambres; mais une nouvelle épouse y apporte toujours sa commode de bois de noyer. Les lits sont sans rideaux, sans tour de lit; mais sur chacun, outre un bon garde-paille rempli de la paille élastique du blé de Turquie, on voit un ou deux matelas en laine, ou, chez les plus pauvres, en étoupe, une bonne couverture piquée, des draps de forte toile de chanvre, et sur le meilleur lit de la famille, un tapis de bourre de soie qu'on étale les jours de fête. Il n'y a de cheminée qu'à la cuisine: dans la même pièce on trouve toujours la grande table de bois où dîne la famille, avec ses bancs; le grand coffre, qui sert en même temps d'armoire pour conserver le pain et les provisions, et de pétrin; un assortiment assez complet et fort peu coûteux de pots, de plats et d'assiettes

en terre cuite; une ou deux lampes de laiton, un poids à la romaine, et au moins deux cruches en cuivre rouge pour puiser et conserver l'eau.

Tout le linge et tous les habits de travail de la famille ont été filés par les femmes de la maison. Ces habits, tant pour les hommes que pour les femmes, sont de l'étoffe qu'ils nomment 'mezza lana' si elle est épaisse, 'mola' si elle est légère. La trame est un gros fil ou de chanvre ou d'étoupes, le remplissage est de laine ou de coton; elle est teinte par les mêmes paysannes qui l'ont filée. On se figurerait difficilement combien, par un travail assidu, les paysannes savent accumuler et de toile et de 'mezza lana'; combien de draps se trouvent au dépôt commun; combien chaque membre de la famille a de chemises, de vestes, de pantalons, de jupons et de robes. Pour le faire comprendre, nous joignons en notes une partie de l'inventaire de la famille de paysans que nous connaissons le mieux; elle n'est ni parmi les plus pauvres ni parmi les plus riches, et elle vit heureuse par son travail sur la moitié des récoltes de moins de dix arpents de terre (1). Toutes ces

(1) Inventaire du trousseau de Jeanne, fille de Valente Papini, à son mariage avec Giovacchino Landi, le 29 avril 1835, à Porta Vecchia, près Pescia.

28 chemises,
 3 robes de bourre de soie en couleur,
 4 robes de fleuret de soie en couleur,
 7 robes d'indienne ou toile de colon,
 2 robes de travail d'hiver (mezza lana),
 3 robes et jupons de travail d'été (mola),
 3 jupes blanches,
 5 tabliers de toile peinte,
 1 tablier de soie noire,
 1 tablier de mérinos noir,
 9 tabliers de travail (mola) en couleur,
 4 mouchoirs blancs,
 8 mouchoirs en couleur,
 3 mouchoirs de soie,
 2 voiles brodés et 1 voile de tulle,
 3 essuie-mains,
 14 paires de bas,
 2 chapeaux, l'un de feutre, l'autre de paille fine,

toiles et ces étoffes qu'elle possède auraient pu, nous dirait-on, être fabriquées à meilleur marché dans les manufactures, avec des machines perfectionnées; nous en convenons, mais que feraient alors les femmes des paysans? Que font-elles en Irlande? Que font celles des journaliers anglais? Rien; absolument rien; le journalier doit les maintenir à lui seul par son salaire: et c'est cette oisiveté forcée de la moitié de la population qu'on peut assigner comme une des grandes causes de la misère des prolétaires.

Ce n'est pas que les femmes des paysans toscans ne travaillent qu'à leur quenouille: tout travaille dans une maison toscane, tout travaille sans piqueurs, sans inspecteurs, sans surveillance d'aucune sorte; car chacun travaille pour lui-même et pour les siens, chacun travaille avec amour et toute l'intelligence dont il est capable. Dans chacune de ces petites métairies du val de Nievole, deux jeunes génisses sont nourries constamment à l'étable; on n'y voit cependant point de prés, point de fourrages artificiels, point de pâturages; toute l'herbe que mangent ces génisses doit être recueillie dans les champs qu'on nettoie sans cesse de toutes les plantes parasites, dans les fossés, et le long des murs presque perpendiculaires de gazons (cigli) qui soutiennent les collines. Les femmes et les enfants de la famille sont occupés chaque jour à dérober cette herbe aux autres cultures,

9 camées d'or,
2 boucles d'oreilles en or,
1 chapelet avec deux piastres romaines,
1 collier de corail avec sa croix d'or.

Cette épouse avait eu 50 écus de dot; dont 20 payés comptant, et le reste à terme, à deux écus par année. L'écu de toscane vaut 6 francs. Toutes les épouses plus riches ont de plus 'la veste di seta', la grande robe de toilette, de soie, qu'elles ne portent que quatre ou cinq fois dans leur vie. La dot la plus commune pour les paysannes, dans le reste de la Toscane, où les métairies sont plus grandes, est de 100 écus, 600 francs.

Les hommes n'ont point de trousseau; l'époux en se mariant n'avait que 14 chemises et le reste en proportion. Il n'a encore à présent que 13 paires de draps, tandis que dans la famille de sa femme il y en a 30 paires.

à la hacher avec de la paille avant de la donner au bétail. Dans la famille que j'ai sous les yeux, et qui vit sous le même toit que moi, le père et la mère sont encore jeunes; ils ont trois enfants de dix ans, de sept ans et de quinze mois; aussi ont-ils été obligés de prendre une petite servante de campagne qu'ils nourrissent, et à laquelle ils donnent un peu plus de deux francs par mois de salaire. Elle a quatorze ans; c'est elle qui, avec la mère, nourrit les génisses, fait la cuisine, file, et fait les lessives de la maison des maîtres. Les deux fils sont glorieux de travailler tout le jour avec leur père; l'aîné, à dix ans, est déjà intelligent et adroit; il a appris de son père la raison de tout ce qu'il fait, et sa jeune expérience s'ajoute à celle de ses prédécesseurs; il s'amuse et se repose par la variété de ses occupations, et il croît en force et en intelligence, tout en gagnant déjà pleinement sa vie par son activité. La variété, la liberté et l'espérance, sont en effet le charme et le soutien du travail des champs, pour le père et la mère, comme pour les enfants. Le travail commence à la première aube du jour, et ne finit que lorsque l'obscurité couvre déjà la terre. Mais ce travail n'est dirigé que par la volonté et l'intelligence de celui qui l'exécute; il est toujours lié dans la pensée de celui-ci avec le résultat qu'il en attend pour lui-même et pour ses enfants. Il change chaque jour, et le plus souvent plusieurs fois dans le jour. Il y a sans doute une certaine habileté de la main, une régularité et une aisance dans le même travail, qui naissent de l'habitude, et qui se perdent quand on fait tour à tour un grand nombre d'ouvrages; mais cet avantage tout corporel est plus que compensé par le développement de l'intelligence, quand tous les mouvements du corps sont le résultat de l'attention et de la volonté. Il y a pour la santé, pour la beauté de la race, un prodigieux avantage à développer tour à tour tous les muscles, au lieu de fatiguer tout le jour toujours les mêmes, et de recommencer tous les jours suivants. Il est reconnu que, dans une certaine mesure, un travail délasse d'un autre presque aussi bien que le repos. Enfin c'est de cette variété qu'on voit naître dans la vie du pauvre métayer un intérêt, un amusement constants.

Dans les autres pays l'homme de peine est si constamment pressé par le besoin, qu'on ne tient aucun compte pour lui de l'amusement ou de l'ennui de son travail, qu'il n'oserait pas même confesser que la monotonie de celui-ci l'ennuie. Cependant c'est de l'amusement ou de l'ennui que dépendent la jouissance, ou la fatigue de la vie; et nous devrions mesurer le bonheur du pauvre, bien autant par l'amusement ou l'ennui qu'il éprouve, que par les aliments dont il se nourrit.

En suivant le calendrier du métayer toscan, nous jugerons mieux de cette variété de travaux, de l'art avec lequel ils sont distribués dans toutes les saisons de l'année, du mélange d'exercices qui demandent de la force avec ceux qui demandent le l'adresse, et du délassement qu'éprouve l'homme de peine en passant des uns aux autres. Dans les trois premiers mois de l'année, janvier, février et mars, le travail principal du cultivateur toscan est de tailler et de relever la vigne, ouvrage d'adresse et d'intelligence, où chaque coup de serpette doit être raisonné, et qui ne peut être abandonné à des mains mercenaires sans entraîner rapidement la ruine de la vigne. Le métayer doit encore recueillir les olives, soit en secouant les arbres, travail qui demande autant de ménagement que d'adresse pour ne pas gâter la récolte suivante, soit en relevant les olives par terre; oeuvre de patience et d'attention d'autant plus pénible, que l'herbe dans laquelle il faut les chercher est imprégnée d'eau glacée. Il faut enfin de temps en temps briser ces olives au pressoir, et ce travail, qui se continue la nuit comme le jour, exige un grand déploiement de force musculaire.

Dans les mois d'avril et de mai, le paysan laboure à la bêche et sème tous les champs destinés au blé de Turquie, au millet africain (*holcus sorgum*), aux pois chiches, aux haricots, aux lentilles; il laboure au fossoir le pied des vignes et le pied des oliviers, qu'il fume en même temps, mais ce travail, qui exige un grand effort musculaire, est entremêlé d'un travail d'adresse, pour tailler les oliviers, leur enlever le bois mort, ménager et diriger les jeunes pousses qui renou-

velleront les branches endommagées; pour émonder en même temps les châtaigniers qui couvrent toute la croupe des montagnes.

Les mois de juin et de juillet sont destinés surtout à la récolte du foin et à celle du blé; mais en même temps la maison du paysan est remplie par les vers à soie qui grandissent et qui sont affamés. Il faut les soigner sans relâche la nuit comme le jour, les transporter délicatement d'une natte sur l'autre, à mesure que leur litière s'échauffe, en les prenant un à un à la main; il faut enfin dépouiller les mûriers de leurs feuilles, sans nuire à l'arbre qui les a portées. En même temps commencent les récoltes des fruits; à mesure qu'ils sont cueillis il faut les porter au marché, ou bien les sécher pour la provision d'hiver. Ces récoltes continuent pendant tous les mois suivants, presque jusqu'à la fin de l'année. Dès la seconde semaine de juillet cependant, aussitôt que les moissons ont été achevées, il a fallu recommencer à labourer la terre à la bêche pour l'ensemencer de nouveau en blé. Dans le même mois et le suivant les métayers se rassemblent tour à tour les uns chez les autres pour battre sur l'aire découverte le grain qu'ils viennent de récolter. Plusieurs heures avant le jour ils coupent la paille, et ils construisent le pailler, ne réservant que les épis pour les soumettre au fléau, pendant la plus grande ardeur d'un soleil d'août. Ils se rassemblent toujours en nombre suffisant pour que tout le blé d'une métairie de colline puisse être battu, vanné et mesuré dans la journée. Mais cette journée est pour eux la plus joyeuse de l'année: la 'battitura' est la fête de la campagne; la gaîté du travailleur soutient son courage et sa force; les métayers reçoivent et rendent tour à tour leur aide et leur hospitalité; leur nourriture est alors abondante et succulente; la viande et le bon vin circulent sur la table qu'ils dressent en plein air, et souvent la soirée se termine par la danse. Dans les jours d'intervalle entre les invitations réciproques, le métayer retourne au travail de la bêche, qui est moins gai et presque aussi fatigant. C'est le seul pour lequel il s'accorde une heure de repos au milieu du jour.

Au mois de septembre, le paysan toscan récolte le blé de Turquie, et toutes les graines qu'il a semées au printemps: il arrache aussi le chanvre; depuis deux mois il avait arraché le lin. La préparation des plantes filamenteuses, et l'écosage des graines, l'appellent à des occupations sédentaires qu'il réserve pour les jours de pluie. Dans le même mois il nettoie tous les fossés qui entourent chaque champ, et il engraisse les vignes avec la terre qu'il en retire: en même temps il fait une seconde revue des forêts de châtaigniers, pour les ébourgeonner après la sève d'août. Le mois d'octobre est rempli par la vendange et par la fabrication du vin; dans ce mois commence aussi la récolte des châtaignes, qui se continue pendant le suivant, et leur dessiccation par un feu lent, au moyen de laquelle on les réduit ensuite en farine qui se conserve toute l'année. En même temps le métayer commence à semer son froment à la houe, et il continue ce travail jusqu'à la fin de décembre.

Nous l'avons dit, le paysan toscan consomme lui-même avec sa famille la moitié des récoltes qu'il fait naître: tout au plus fait-il quelques échanges avec le propriétaire; il lui donne une partie de sa moitié de l'huile et du vin, en échange contre la portion dominicale des récoltes de céréales: aussi il a peu à vendre et peu à acheter, et il peut accomplir presque toute sa besogne de l'année sans toucher d'argent; cependant les fruits, quelques légumes, la soie, son meilleur vin et la plus grande partie de son huile, sont destinés à être vendus; tandis qu'il achète le plus souvent les bois qui supportent ses vignes, et que les bêtes à cornes qu'il engraisse dans son étable sont aussi pour lui un objet de commerce. Il est donc appelé à fréquenter les marchés; il est rare qu'il ne s'y rende au moins une fois la semaine: sans doute il y perd beaucoup de temps, si l'on doit appeler perdu tout le temps que l'homme emploie dans le commerce des hommes, tout celui qu'il consacre à apprendre à les connaître et à s'associer à leurs sentiments.

D'autres jours de relâche sont ménagés par la religion au paysan: tout travail qui n'est point nécessaire est suspendu

le dimanche et les jours de fête; et l'on sait qu'en Italie ils sont nombreux: on n'y cherche point à les confondre avec le sabbat des Hébreux, mais dans l'esprit de charité du christianisme, on leur demande d'assurer au pauvre des délasséments, et quelque mélange de gaîté dans sa vie laborieuse. Aussi une partie de ces jours seulement est occupée par le service divin, mais de beaucoup la plus grande partie reste libre, quoique la religion influe aussi sur la distribution de leurs heures. Chaque église à son tour a son saint et sa vogue, où les habitants des campagnes et de la ville se rendent en foule, moins pour recevoir la bénédiction à l'église que pour se trouver rassemblés. La galanterie elle-même a sa part dans les longues promenades que font les jeunes gens pour visiter les églises des villages éloignés. C'est dans ces jours de fête que le luxe du peuple se déploie; le paysan attend que la chaleur de l'été soit bien avancée, avant de quitter le manteau qui recouvre son bon habit de drap, car il est bien aise de faire voir à ses voisins qu'il possède l'un et l'autre. Les paysannes portent des robes de bourre de soie, et quelquefois de soie pure, tandis que leur tête est ornée d'un voile blanc; l'artiste ne parcourt point ces vogues sans être frappé de la beauté qu'il y rencontre presque à chaque pas; le vrai économiste sera plus frappé encore de l'aspect de bonheur que présente toute cette population.

Le paysan toscan est sobre, mais sa nourriture est saine et variée: sa base est un excellent pain de froment, brun, mais pur de son et de tout mélange. Les plus habiles parmi les paysans des collines ont reconnu que le froment, quoique le plus cher de tous les grains, est celui qui leur tourne le mieux à compte, qui, pour le même prix, contient le plus de subsistance nutritive; aussi ils le sèment de préférence pour leur propre usage; mais quand leur terrain demande quelque autre espèce de céréale, ils se nourrissent de celle qu'ils récoltent: ainsi ceux de la plaine font usage tour à tour du méteil et du seigle, du blé de Turquie, des haricots, des pois chiches et du millet africain (le kouskoussou des Arabes): les paysans de la colline en font aussi usage occasionnellement,

aussi bien que de la farine de châtaignes. Cette dernière, ainsi que la farine de blé de Turquie, est en général réservée pour l'hiver. On en prépare alors sous le nom de 'pollenta', une sorte de gelée ou de pâte épaisse qui se mange chaude, sans aucun assaisonnement. Dans la mauvaise saison, en effet, le laboureur a surtout besoin d'une nourriture chaude. Il ne fait alors que deux repas par jour; à dix heures du matin il mange sa pollenta, à l'entrée de la nuit il mange la soupe, puis du pain avec quelque assaisonnement (*companatico*). En été il fait trois repas, à huit heures, à une heure, et au soir, mais il n'allume le feu qu'une seule fois par jour, pour son dîner, qui se compose de soupe, puis d'un plat ou de viande salée, ou de poisson sec, ou de haricots, ou d'herbages, qu'il mange avec du pain. La viande salée n'entre que pour une quantité bien minime dans cet ordinaire, car il estime que quarante livres de porc salé par individu suffisent amplement à sa provision de l'année: il en met deux fois par semaine un petit morceau dans son potage. Le dimanche il a toujours sur sa table un plat de viande fraîche, mais un morceau qui ne pèse qu'une livre ou une livre et demie, suffit à toute la famille, quelque nombreuse qu'elle soit. Il ne faut point oublier que le paysan toscan récolte en général de l'huile d'olive pour son usage: il s'en sert, non seulement pour s'éclairer, mais pour assaisonner tous les végétaux qu'il apprête pour sa table, et qui deviennent ainsi bien plus savoureux et plus nutritifs (1). A déjeuner il mange du pain, et quelquefois du fromage ou des fruits; à souper du pain et de la salade. Sa boisson se compose du vin inférieur du pays, et de la vinelle ou piquette faite d'eau fermentée sur le marc du raisin. Il réserve cependant toujours quelque peu de son meilleur vin pour le jour où il battra son grain, et pour quelques fêtes qui se célèbrent en famille. Il estime à dix barils de vinelle par année (environ cinq cents bouteilles) et à cinq sacs de froment (environ

(1) Les paysans de France, de Suisse et de Savoie, récoltent de même de l'huile de noix. S'il y avait de vrais paysans dans les îles Britanniques, ils cultiveraient les plantes oléagineuses pour en faire le même usage.

mille livres de pain) la portion requise pour un homme fait. Résumons les jouissances qui sont assurées au paysan toscan par le contrat de métayer; son travail est varié, il est libre, il est soutenu par l'intérêt et l'espérance, il est suffisamment entremêlé de repos et de délassements; son habitation est saine, sèche, aérée, et suffisamment vaste et commode; il est bien et proprement couché; ses vêtements sont convenables pour le travail, et lui procurent quelque jouissances de vanité, quelque satisfaction pour le goût de l'élégance les jours de fête: sa nourriture est saine, abondante et variée, et elle conserve à la race toscane les avantages de la vigueur et de la beauté, qui disparaissent, à peu de lieues de distance, dans les lieux où le paysan est maintenu dans la misère (1). Telles sont les conditions physiques de l'existence du pauvre, tels sont les droits de l'homme qui travaille, droits dont il est en tout pays aussi injuste qu'impolitique de le priver. Mais tout homme a droit aussi à une vie intellectuelle: c'est une conséquence des facultés dont l'a doué son créateur. Le paysan toscan n'en a point été déshérité. Il se montre vivement sensible aux jouissances de l'art, à l'attrait de la beauté pour l'imagination. Avant tout il sait trouver du plaisir dans la beauté de son pays. Dans les collines du val de Nievole on trouve devant chaque maison l'aire pour battre le blé, qui a rarement plus de 25 à 30 toises carrées: c'est le plus souvent le seul espace de niveau qu'on rencontre dans toute la métairie. En même temps c'est une terrasse qui domine les plaines et la vallée, et d'où la vue s'étend sur un pays ravissant. Presque jamais je ne m'y suis arrêté pour l'admirer, sans que le métayer soit venu jouir de mon admiration, et m'indiquer du doigt des beautés qu'il croyait pouvoir m'avoir échappé. Sur cette aire sont souvent plantés, adossés contre la maison, un oranger, un citronnier, quelques jasmins, quelquefois même la *gaggia* (*mimosa nilotica*), dont le parfum est si suave. Les jeunes

(1) Le partage accordé au paysan lucquois est beaucoup plus défavorable, aussi la race est beaucoup moins belle.

paysans ornent souvent de fleurs leurs chapeaux; ils entourent de guirlandes de fleurs le petit oratoire du coin du chemin, et s'ils sont amoureux ils présentent chaque jour un bouquet de fleurs à leur maîtresse.

Mais en leur accordant l'imagination, peut-être leur refuse-t-on les développements de l'intelligence? Il est vrai, fort peu de paysans savent lire, et l'instruction qu'on n'obtient que par les livres leur demeure en général étrangère. Ne soyons pas trop prompts cependant à croire que la lecture est la seule manière de communiquer et d'éclairer les pensées; n'oublions point non plus la lenteur, la paresse d'esprit, qui semblent s'accroître dans ceux pour qui la méditation est un exercice rare, avec la fatigue que cause l'usage conventionnel des signes de la parole; écoutons lire sans prévention le paysan, l'homme du peuple, et jugeons d'après son accent si cette lecture éveille en lui des pensées ou des émotions profondes; cherchons à nous assurer s'il est en état d'exercer sa critique sur ce qu'il lit, si au contraire l'imprimé ne lui paraît pas une révélation d'êtres supérieurs à lui, à laquelle sa raison doit se soumettre. Entre les enseignements bons et mauvais que la faculté de lire met à sa portée, il est plus que douteux aujourd'hui que les premiers prédominent; ses lectures agiront peut-être sur sa sensibilité ou son imagination, rarement sur son intelligence. Au reste le paysan toscan est à son tour soumis à cette action. Il est peu de familles dans lesquelles il ne se trouve un individu ou destiné à la prêtrise, ou doué par quelque autre hasard d'une éducation lettrée. Celui-là, dans les soirées d'hiver, est le lecteur du cercle domestique. Après que la famille a récité en commun le rosaire, il prend son livre; c'est le plus souvent l'Évangile, ou des extraits de l'histoire sacrée, ou quelque vie des saints; quand il l'a fini il le recommence, car les paysans, comme les enfants, aiment les histoires qu'ils savent déjà, et ne comprennent bien que ce qui n'est pas neuf pour eux.

Le paysan toscan est appelé d'ailleurs à un exercice plus habituel de son esprit par ses pratiques religieuses: elles ne sont pas peut-être toujours dirigées avec prudence, avec me-

sure, mais du moins elles sont suivies avec beaucoup de régularité; chaque jour on entend la famille rassemblée réciter avec dévotion ses prières, sous la direction de son chef; chaque dimanche tout individu en âge de raison assiste à la messe, et le plus souvent au prône, où il reçoit une instruction sur ses devoirs; chacun, à peu près, dans l'avent ou le carême, suit un cours de sermons, où les bases de la religion sont ramenées sous ses yeux; chacun, au moins deux ou trois fois par année, revient au tribunal de la confession faire un examen de sa conscience. Admettons que le prêtre ne soit pas toujours digne de ses fonctions, que sa raison ne soit pas toujours éclairée, ou que son enseignement moral ne repose pas sur de justes bases, il n'en est pas moins certain que chaque individu est appelé régulièrement à un exercice moral et intellectuel de ses meilleures facultés, qu'il est soumis à une action constante qui doit le spiritualiser. Il ne faudrait pas aller chercher bien loin pour trouver des populations entières auxquelles les idées du monde invisible ne sont jamais présentées, ou qui ne leur accordent aucune attention. Il est facile de décider quelle sera la créature la plus noble, de celle qui ne connaît que son existence matérielle et qui ne songe qu'à la matière, ou de celle qui a appris à sentir qu'elle avait une âme.

La langue du paysan toscan est presque la même que celle de l'homme de bonne société, en sorte qu'aucun patois n'élève de barrière entre les diverses conditions; la communication des idées en devient plus rapide et plus habituelle, la poésie nationale elle-même est une jouissance mise à la portée de l'homme du peuple, comme de celui qui a reçu une éducation distinguée. Plus d'un voyageur a remarqué combien les grands poètes qui font la gloire de l'Italie sont connus, sont récités, sont chantés par des hommes qui ne savent pas lire; bien plus, le goût de l'improvisation en vers est général parmi les gens du peuple: je ne répondrai point de la correction grammaticale des vers que j'entends improviser dans les rues, j'avouerai même que j'ai bien plus remarqué le rythme désagréable avec lequel on les récite, que leur sens.

Qui peut nier cependant la culture intellectuelle d'un peuple chez qui le goût de l'improvisation en vers est universellement répandu? Enfin le théâtre est pour le peuple toscan une école de poésie, de langue et de mythologie. Les paysans du val de Nievole fréquentent le spectacle les jours de fêlé, en été, de neuf à onze heures du soir: leur admission ne leur coûte guère que cinq sols de France. Alfieri est leur auteur de prédilection; toute l'histoire des Atrides est familière à ces hommes qui ne savent pas lire, et qui vont demander à ce poète austère un délassement de leurs rudes travaux.

Mais, dira-t-on peut-être, ce sont-là les plaisirs, le luxe de l'esprit; avant de s'en occuper il faudrait savoir si les paysans ont appris ce qui leur est nécessaire, la science agricole. Si nous consultons les agronomes toscans, ils nous parleront de leurs préjugés, de leur ignorance. Les préjugés sont souvent l'ancre de sûreté de la société, ils ralentissent des innovations dont les théoriciens ont rarement prévu toutes les conséquences; l'ignorance des livres est peut-être aussi un avantage qu'ils ont sur leurs maîtres. Ceux-ci admirent sur parole l'agriculture perfectionnée des ultramontains, qui ne se trouve que dans quelques fermes modèles; mais l'agriculture commune, l'agriculture universelle, est supérieure en Toscane à ce qu'on trouverait dans aucun autre pays du monde. Celle qui excite surtout mon admiration est celle qui est universellement pratiquée dans le val de Nievole, pays favorisé sans doute par son climat, mais non par son sol qui est peu fertile; c'est là qu'on voit vivre dans l'abondance et la sécurité une population plus nombreuse qu'on ne la rencontre dans aucun autre pays du monde. Il fallait bien toutes ces mains industrieuses pour créer l'agriculture chananéenne de cette contrée, ces jardins suspendus, ces terrasses en étage l'une au-dessus de l'autre, plantées d'oliviers, de figuiers ou de vignes, et s'élevant de la plaine jusqu'au sommet des montagnes. Les hommes qui ont fait ce travail merveilleux n'ont pour l'intelligence et la patience, rien à craindre de la comparaison avec les plus habiles.

Ces terrasses maintiennent sur des pentes rapides un sol

miné jusqu'à quatre pieds de profondeur, qui, dans tout autre système de culture, serait bientôt emporté par les torrents de pluie auxquels ce pays est exposé; dans d'autres parties de la Toscane, en effet, on ne voit à leur place que des rocs décharnés et stériles. Ces terrasses font donc tout à la fois la beauté, la salubrité et la richesse du pays. Où a-t-on trouvé le capital nécessaire pour un travail si prodigieux, l'intelligence pour le concevoir, la vigilance journalière pour réparer à l'instant les dommages qu'y apporte la nature? Dans le contrat du métayer, dans le sort qu'il a assuré au paysan, dans l'amour qu'il a nourri en lui pour sa métairie, dans la garantie qu'il lui a donnée que lui et ses enfants recueilleraient d'âge en âge les fruits de leur industrie, de leur économie et de leur sollicitude. Le travail du paysan du val de Nievole a été immense, mais il a été glorieusement récompensé. Il n'y a point de pays peut-être où la classe qui accomplit tous les travaux des champs soit mieux nourrie, mieux vêtue, mieux logée, où elle fasse plus joyeusement son travail; où ce travail intelligent et assidu soit cependant entremêlé d'un repos plus complet et plus doux. En même temps il n'y en a point où le déploiement des forces physiques ait moins nui à l'intelligence, où la pensée ait été plus constamment associée au travail corporel pour le diriger, où le sentiment moral ait été préservé plus entier par la suppression de presque toutes les luttes d'intérêt qui divisent et aigrissent les hommes, où l'imagination elle-même, la faculté de luxe en quelque sorte, du genre humain, ait été mieux ménagée, et où le sentiment ou les jouissances d'artistes, en musique, en peinture, en poésie, aient été mieux réservées à l'homme du peuple.

Que peut-on vouloir autre chose? Le but de l'économie politique n'est-il pas de procurer le plus de bonheur possible au plus grand nombre, avec les moyens matériels dont le travail de l'homme dispose: quand ce but est obtenu, peut-on se demander encore si un tel système d'agriculture donne pour résultat le plus grand produit net, s'il anime le mieux le commerce, s'il offre le plus de matière imposable au gou-

vernement! Oui, peut-être on le demandera, et nous sommes préparés à répondre.

Pour qu'une nation atteigne le but des associations humaines, pour qu'elle s'élève à la civilisation, pour qu'elle cultive le développement de la pensée et de toutes les facultés de l'âme, aussi bien que de celles du corps, pour qu'elle soit complète enfin, il faut qu'elle contienne des riches, des hommes de moyenne condition, et des pauvres. Il faut, pour le progrès national, des hommes de loisir et des hommes de peine; des hommes qui demandent et qui récompensent les efforts les plus relevés de l'esprit humain, comme des hommes qui encouragent le travail du corps. Mais la Toscane présente en effet cette heureuse gradation des conditions humaines: on n'y trouve presque aucun point où l'homme des travaux manuels soit soustrait à l'exemple et à l'influence des hommes de la pensée et des hommes de loisir. Le même trajet qu'il faut faire en France pour aller d'un château à un autre suffit en Toscane pour aller d'une petite ville, d'un petit centre de civilisation à un autre. En France le château est habité par un seul gentilhomme campagnard, qui vit du revenu de ses terres, à une assez grande distance. des autres seigneurs de châteaux pour limiter les effets de la société, et pour le disposer plutôt à la chasse et aux autres exercices du corps qu'à ceux de l'esprit. En Toscanes chaque petite ville contient de vingt à trente familles qui jouissent de toute l'indépendance du gentilhomme campagnard français, et sur lesquelles l'esprit d'association a exercé une influence plus civilisante. En Angleterre il est vrai, on trouve, comparativement à la population ou à l'espace de terrain, autant de familles aisées qu'en Toscane; mais le plus grand nombre d'entre elles ne tirent point leur revenu de la terre; enrichies par l'industrie et le commerce, ayant leurs capitaux dans les fonds publics, ou vivant des riches traitements que l'État et l'Église accordent à leurs fonctionnaires, ces familles sont étrangères à l'agriculture; le sol de l'Angleterre est presque en entier partagé entre quelques seigneurs qui ont réuni des fortunes colossales, et que leur opulence même maintient à une immense distance des cultivateurs.

Nous l'avons dit cependant, le nombre de ceux qui vivaient en Toscane il y a trois ou quatre siècles dans une heureuse médiocrité était infiniment plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui. Nous le regrettons vivement; nous croyons que c'est un malheur pour l'État que l'extinction de toutes ces familles qui dans chaque village introduisaient les habitudes de l'aisance et d'une certaine libéralité. Nous attribuons ce changement à des causes politiques, à l'esprit monarchique qui a remplacé l'esprit républicain, à la centralisation du gouvernement, à l'empressement de tous les riches à se porter à la capitale et à la cour, et au luxe que la vie de cour encourage. Nous voyons de même avec chagrin une nouvelle révolution qui dans le cours des trente dernières années s'est opérée dans les fortunes territoriales. Quelques hommes enrichis par le commerce se sont élevés rapidement à la plus prodigieuse opulence; ceux-là ont acheté de toutes mains les patrimoines des anciens propriétaires, et la bienfaisante influence de la richesse a été perdue pour la province où elle était née; car le nouveau riche, qui remplaçait seul trente ou quarante familles provinciales, a bientôt quitté la province pour la capitale. Mais tandis qu'il grandissait, la plupart des anciennes familles, même de la capitale, tombaient dans la décadence. Ici, comme dans toute l'Europe, la cupidité et le patriotisme ont fait alliance ensemble pour perfectionner tous les moyens productifs de toute chose, pour apporter sur tous les marchés plus de produits agricoles et industriels qu'il n'était possible d'en vendre. La guerre qui consomme si rapidement toute chose, la guerre qui achète avec le capital national, par des emprunts, une production qui ne devrait s'échanger que contre des revenus, a, pendant plusieurs années, donné un encouragement tout artificiel à cette exubérance de produits: l'agriculture a élevé des fortunes rapides; il semblait qu'on ne pourrait jamais trop apporter de blé, d'huile, de vin, sur les marchés; encore que les récoltes fussent abondantes, les denrées s'élevaient à des prix excessifs: aussi de toutes parts on voyait s'étendre la culture, on voyait entreprendre de nouveaux défrichements; les propriétaires s'endettaient pour

acheter au-delà de leurs forces, pour défricher au-delà de leurs moyens. Ils s'endettaient pour payer en argent la dot de leurs filles ou de leurs soeurs, car l'influence de la législation française faisait traiter les femmes plus favorablement qu'autrefois, en même temps que chaque propriétaire opposait une répugnance invincible à l'aliénation d'aucune partie de son patrimoine. Ainsi, au milieu d'une rare prospérité agricole, tous les propriétaires s'étaient chargés de dettes, lorsque cessa tout à coup la consommation de guerre, et l'achat des fruits annuels avec le capital des nations. Alors la surabondance des produits sur les besoins se trouva immense, on en accusa la liberté du commerce pour laquelle le gouvernement toscan avait été long-temps célébré, tandis qu'on aurait surtout dû en accuser les progrès mêmes de l'agriculture: les denrées tombèrent à la moitié, souvent au tiers de leur valeur; les propriétaires qui n'avaient point de dettes pouvaient encore demeurer à flot en réduisant leurs dépenses. Cette ressource ne pouvait sauver ceux qui devaient payer de gros intérêts. Il fallait rendre trois fois plus de denrées pour faire face à un engagement qui n'avait point changé; ils préférèrent emprunter de nouveau, et ils se ruinèrent toujours plus.

Une autre cause vint encore hâter leur déconfiture. Le goût des voyages s'était réveillé avec d'autant plus de fureur, qu'ils avaient long-temps été impossibles. Toute l'Angleterre semblait empressée de venir jouir des délices du jardin de l'Europe. Ces voyageurs venaient étaler aux yeux des Toscans leur opulence et l'élégance de leurs équipages. La noblesse la plus illustre de l'Europe ne sut pas supporter patiemment d'être écrasée dans son propre pays par le luxe des étrangers. Dans ces palais dont la magnificence est royale, elle rougit d'être vaincue par l'élégance et le bon goût de ses hôtes. Le luxe de l'ancienne noblesse italienne était séculaire; la magnificence se transmettait de génération en génération; et quoiqu'elle frappât davantage les yeux, elle coûtait réellement moins à la famille que le luxe fugitif, et soumis à l'empire de la mode, qu'on recherche seul aujourd'hui; celui-là

cependant ne donne qu'un instant de jouissance, et il s'évapore comme le parfum des fleurs, ou les accords de la musique. Pour meubler leurs salons avec cette perfection de l'élégance du jour, élégance qui demain ne sera plus que vieillesse, beaucoup de nobles toscans, qui se sentaient encore riches, qui se figuraient que la crise de l'agriculture était passagère, ont achevé d'ébranler leurs fortunes. C'est pour ces causes diverses que presque tous ceux qui portent de grands noms historiques sont endettés, et qu'une partie des palais qu'on admire encore n'appartiennent plus aux familles qui les ont rendus célèbres. C'est en tous pays le riche endetté, le riche en déconfiture, qui cause la ruine du paysan. Cet effet n'est pas si sensible pour le métayer; mais pour cette raison même on parle en Toscane de changer le système de métairie. Les propriétaires qui se sentent gênés dans leurs affaires ne voient d'autres moyens de se récupérer que de nouveaux développements de l'agriculture. Or ce moyen est trompeur; car leur souffrance actuelle vient de la surabondance et de la baisse des denrées. Tous leurs efforts ne tendent cependant qu'à les faire baisser toujours plus. Ils se plaignent de ce que leurs métayers s'opposent à l'introduction de méthodes perfectionnées. Mais ce qu'il y a peut-être le plus à désirer, c'est que cette opposition soit efficace, c'est que l'agriculture reste stationnaire jusqu'à ce que la consommation ait atteint le niveau de la production, et ait fait remonter les prix. Le métayer repousse en effet l'extirpation des vignes et des oliviers pour soumettre les champs à la grande culture; il repousse la charrue perfectionnée et l'extirpateur; il repousse tout ce qui rend inutile le travail humain; il repousse un accroissement de produit net auquel lui-même serait sacrifié: mais cet accroissement trompe le propriétaire lui-même; car l'économie qu'il veut introduire dans son agriculture tend à faire disparaître les mangeurs de son blé, et alors que lui servira d'en produire davantage? Telle est cependant la fermentation qui agite aujourd'hui les propriétaires. Elle nous fait trembler; car l'admirable système que nous venons d'exposer, n'est fondé que sur des habitudes, n'est garanti que par

des opinions. Si une fois on se croit permis de demander au paysan plus que n'ont donné ses pères, de changer sa condition, de lui imposer d'autres redevances, bientôt on le soumettra à la folle enchère qui dispose de toutes les terres en Irlande, et la race de cultivateurs aujourd'hui la plus heureuse de la terre pourra en devenir la plus malheureuse. La condition où le contrat de métayer place le cultivateur ne réagit pas seulement sur le propriétaire, elle influe aussi sur la prospérité de l'industrie et du commerce. On pourra nous dire que, d'après notre représentation même, la plus grande partie de la population pourvoit elle-même à ses propres besoins, sans commerce et sans échanges; que le paysan mange son propre pain, boit son propre vin, se revêt de sa laine et de son chanvre, qu'il a filés et tissés lui-même; qu'on l'a rendu enfin étranger à la société humaine, qui ne se soutient que par des services mutuels. Il est vrai, il n'échange que son superflu, mais il a du superflu; et quel bonheur pour une nation que d'être assurée que la grande masse de la population, la classe si nombreuse des cultivateurs, jouit de quelque superflu! Quel avantage en même temps pour le commerce! Car le vrai commerce repose sur la consommation intérieure et sur l'aisance de tous. Le paysan toscan n'achète, il est vrai, que ses habits de fête, et ceux-là lui durent six ou huit années, mais qu'on fasse l'inventaire de sa garde-robe, de ses ustensiles, de ses ameublements; qu'on en déduise, si l'on veut, tout ce qu'il a fabriqué en famille au lieu de l'acheter, et l'on trouvera encore que l'encouragement qu'il donne au commerce est infiniment supérieur à celui que donne, non pas le journalier irlandais seulement, mais le journalier anglais. Que l'on observe ensuite les marchés des petites villes de Toscane et leurs boutiques, et l'on se convaincra que le commerce naturel, celui qui naît des vrais besoins du pays, y est considérable; l'on se convaincra encore qu'il n'y a vraiment de prospérité durable pour l'industrie que celle qui est fondée sur l'aisance et le bonheur de la grande masse de la population. Les économistes, et surtout les financiers, considèrent les

nations sous un autre point de vue encore: ils songent moins à procurer à chaque citoyen l'abondance autour de son foyer domestique, qu'à tirer de lui par les impôts un revenu considérable, pour le consacrer à la magnificence du prince, ou à la bonne administration de la société, ou enfin à la défense nationale. Ce dernier objet, le plus coûteux de tous, demande, il est vrai, aux Toscans moins de sacrifices que tous les autres. Les petits peuples ne peuvent plus aujourd'hui se défendre par eux-mêmes; leur indépendance n'est plus en leurs mains; elle est confiée aux traités et au droit public, qui, jusqu'à un certain point, sont respectés par la grande société européenne. La Toscane, qui est à peu près grande et puissante comme la Suisse, n'entretient que six mille soldats, pour sa police plutôt que pour sa défense; et peut-être encore doit-on les considérer comme un luxe inutile. Mais si la Toscane n'a point d'armée ou de garde nationale, la Suisse n'a point de cour. Celle de Toscane est entretenue avec splendeur dans des palais que les plus grands rois de l'Europe pourraient regarder avec envie; les traitements qu'elle accorde sont riches et nombreux; en même temps tous les travaux publics sont pour le gouvernement l'objet d'une attention soutenue. Par l'avance de très grands capitaux, il a tiré toute une province de sous les eaux, celle des 'Chiane'. Il dépense aujourd'hui des capitaux plus considérables encore pour assainir, cultiver et peupler les 'Maremma'. Les grands chemins sont dans un état de construction et de réparation si parfait, qu'il n'y a aucun pays où l'on voyage si rapidement, et à moins de frais. Les sentiers qui sillonnent en tous sens les collines et les montagnes, et qui ne sont accessibles qu'aux bêtes de somme, sont entretenus par le public avec presque autant de soin, et la plupart sont pavés. La justice est rapprochée du peuple; il y a peu d'habitants qui aient plus de six milles à faire pour se présenter au premier tribunal dont ils sont ressortissants. Il a moins de chemin encore à faire pour rencontrer la première autorité communale; car chaque ville, chaque bourgade, presque chaque castello, est organisé en commune. Dans toutes ces communes, un ou deux méde-

cins sont entretenus aux frais du public, avec l'obligation de prendre gratuitement soin des pauvres; car l'autorité se regarde comme gardienne de la santé publique. On trouve de grands hôpitaux avec des dotations considérables dans toutes les villes, des écoles partout; des églises et des chapelles desservies par un nombre très considérable d'ecclésiastiques, non pas seulement dans chaque paroisse, mais à moins d'un mille de distance de chaque habitation, et dans les villes des fondations pieuses qui assurent au culte une grande splendeur. Il ne s'agit point d'examiner dans ce moment si tous ces fonds sont bien administrés, si tous ces fonctionnaires publics s'acquittent de leurs fonctions de la manière la plus avantageuse à la société. Nous n'avons voulu affirmer qu'une chose, c'est que la nation organisée comme nous venons de le représenter, est amplement en état de subvenir aux dépenses publiques, qu'elle le fait sans que les impôts soient trop oppressifs, sans qu'ils découragent ou l'agriculture ou l'industrie, sans qu'aucun service soit oublié, enfin sans que l'état ait contracté aucune dette. Nous croyons qu'en Toscane aussi il y a des abus à corriger; que le peuple n'a pas seulement droit à être heureux, mais encore à savoir comment il est heureux, et à tenir dans ses mains des garanties de son bonheur. Aussi sommes-nous loin de vouloir glacer l'esprit de réforme l'esprit d'amélioration. Mais ce pays, que nous aimons aussi comme une seconde patrie, nous nous plaisons à le présenter comme exemple aux autres peuples. Nous l'invitons à regarder à son tour les autres peuples, afin de se bien persuader que l'imitation n'est pas toujours une amélioration, et que les progrès auxquels d'autres sont appelés pourraient souvent n'être pour lui que des pas en arrière.

Faut-il conclure cependant, de l'heureuse condition des paysans en Toscane, de la richesse qu'ils répandent dans le pays, de l'abondance dont ils jouissent eux-mêmes, de la bienveillance que le contrat sous lequel ils travaillent semble entretenir d'un ordre à l'autre, que c'est un pays où il n'y a rien à faire, et que tous les vœux du philosophe, de même que tous les travaux de l'administrateur, doivent se borner

à empêcher que rien ne change? Non, la Toscane est encore susceptible de progrès considérables qui doubleront peut-être et sa surface cultivable, et sa population, et sa production, et sa consommation. Nous pouvons étudier, en Toscane, non seulement les moyens par lesquels la grande masse de la population a été rendue heureuse, mais encore l'amélioration graduelle que la Providence tient en réserve pour elle. La richesse s'y accroît comme la culture s'étend, elle se répand successivement sur toutes les conditions, sans rompre nulle part l'équilibre, sans que le bien de tous soit nulle part acheté par les souffrances de quelques uns. Ce progrès futur, qui commence déjà, et qui est lié avec un noble exemple de patriotisme et de dévouement, mérite d'être expliqué avec quelque détail.

La Toscane, entourée, au nord et au levant, par la ceinture des Apennins; au couchant et au midi, par la mer, présente dans l'espace intermédiaire, une surface ondulée qui n'appartient proprement ni aux montagnes ni aux plaines. La pente de l'Apennin, seule, est susceptible de cette culture chananéenne, de ces terrasses suspendues, qui font surtout la beauté et la richesse du val de Nievole et de l'État de Lucques. Plus loin, le bassin des rivières est enrichi par des terrains d'alluvion, et seul il rapporte de belles récoltes; mais une grande partie du territoire toscan est couverte par des collines composées de lits alternes de tuf et d'argile. Le tuf est un bloc de sable calcaire dont l'adhérence est si légère que la moindre pression, le moindre effort des eaux la détruit; l'argile, au contraire, ne se laisse point pénétrer par les eaux qui croupissent sur sa surface. L'un et l'autre sont absolument stériles; aussi rien n'est plus triste que l'aspect de ces chaînes de collines qui, de part et d'autre, bordent les rivières, les torrents, et ne présentent, à une hauteur de trois cents jusqu'à mille pieds, que des pics décharnés, les uns blanchâtres, les autres d'un jaune foncé, qu'aucune végétation ne recouvre. L'expérience cependant a depuis long-temps appris que le mélange du sable calcaire avec l'argile forme une sorte de marne, un sol très riche, qui donne en effet,

dans le fond des vallées où les torrents ont entraîné ces substances et les ont mêlées ensemble, de très abondantes récoltes; mais aucune force humaine ne saurait suffire pour opérer ce mélange; les lits sont d'une immense épaisseur, et les collines de tuf et d'argile, apparaissent à de trop grandes distances pour qu'on puisse seulement songer à transporter de l'une à l'autre leurs éléments.

Les Toscans inventèrent cependant une opération ingénieuse qui les mit à même de profiter de tous les mélanges que la puissance des eaux opérait dans le fond des vallées. C'est ce qu'on nomma les 'colmate', les comblements des marais. On entoura de digues les lieux bas que les eaux rendaient stériles par leur séjour; puis, dirigeant dans leurs enceintes artificielles, les torrents au moment des grandes pluies, lorsqu'ils étaient le plus chargés de limon, on laissa leurs eaux déposer toutes les substances fertiles dont elles étaient saturées avant de leur donner l'écoulement. C'est ainsi qu'on releva successivement le sol de terrains autrefois inondés, entre autres de la province 'delle Chiane'; bientôt ils récompensèrent les entrepreneurs de ces travaux par leur extrême fertilité.

Plus tard, un homme de génie, nommé Testaferrata, simple paysan des terres du marquis Ridolfi, dans le val d'Elsa, chercha et trouva le moyen de fertiliser les collines par une opération analogue. Il inventa 'les colmate di montagna', ou l'art de déposer, par l'action des eaux sur la pente des coteaux, les éléments fertilisants que ces mêmes eaux devaient enlever sous sa direction aux plus hautes cimes; et il appela ainsi de vastes déserts à devenir un jour le théâtre de l'industrie de l'homme. Pour réussir, il fallait qu'il trouvât moyen de décomposer par les eaux pluviales ces sommités arides qui couronnent la plupart des collines, de diriger ensuite les eaux chargées de limon vers les coteaux qu'il voulait fertiliser, de les combiner de telle sorte que le mélange du sable calcaire avec d'argile s'opérât toujours de lui-même dans d'heureuses proportions, enfin de leur ménager une suite de repos, pour qu'elles déposassent tout leur limon, et qu'elles

ne quittassent point la colline sans avoir recouvré toute leur limpidité. Il fallait, de plus, que l'ingénieur conçut dans sa pensée la forme que revêtirait la colline quand elle serait dépouillée de toutes ses protubérances, comme le statuaire voit d'avance la statue qu'il va créer dans le bloc de marbre d'où il la tire; il fallait coordonner les plantations, qui à mesure que le terrain recouvre de la fertilité, remontent de la plaine vers le sommet des coteaux; il fallait trouver les cultures successives dont pouvaient être susceptibles ces terrains vierges avant d'être changés en métairies, en sorte qu'aucune avance ne fût perdue, et que la grande opération agricole se payât toujours elle-même. Testaferrata, le premier inventeur des 'colmate di montagna', est mort il y a dix ans environ, dans un âge avancé, mais un grand citoyen, le marquis Ridolfi, a perfectionné et complété ses découvertes. On ne peut sans admiration voir, à Meleto, ces rigoles tracées sur les arrêtes du tuf ou de l'argile, chaque année dans une direction nouvelle, mais toujours dans la pente la plus rapide, pour que, dans les grandes pluies, elles entraînent comme une lave épaisse le sol qui les entoure, et que des centaines de bras y jettent sans cesse; et ces mêmes rigoles circulant à mi-côte des mêmes collines par un cours sinueux et coupé de nombreuses écluses, pour que le limon qu'elles déposent soit aussi, à bras d'hommes, rejeté sur leurs bords, qu'il fertilise; puis des ceintures de vignes bordant des champs étroits, qu'on voit successivement remonter partout où l'opération s'accomplit, et indiquer la création d'un nouveau terrain propre à nourrir l'espèce humaine, d'un terrain qui appellera de nouveaux hommes à un travail fructueux. Le marquis Ridolfi, pour hâter l'ouvrage des eaux, pour ébranler les terrains, pour creuser des réservoirs d'où il laisse échapper des torrents artificiels, emploie des instruments puissants, des machines qu'il a inventées ou perfectionnées; mais ce sont des machines qui appelleront de nouveaux bras au travail, au lieu de condamner ceux qui existent à l'oisiveté; ce sont des machines qui créent une campagne nouvelle à peupler par de nouveaux habitants. En effet, aussitôt que les eaux ont fait disparaître toutes ces

arêtes de tuf ou d'argile qui sillonnaient la surface des coteaux, aussitôt qu'une première culture d'esparcette, engraisée par le limon qu'on retire des rigoles, a ameubli un peu le terrain; que des ceps de vigne ont été plantés dans le fossé même qui servait de digue, une nouvelle maison est bâtie, une nouvelle famille est chargée de la culture, à moitié fruits, de cette terre de création nouvelle, et le marquis Ridolfi va poursuivre son opération sur de nouveaux déserts. Ainsi la population s'accroît, mais dans une juste proportion avec le travail demandé par un terrain rendu à la végétation; les produits ruraux s'accroissent, mais dans une juste proportion avec les revenus des agriculteurs qui doivent les consommer; le commerce d'approvisionnement suit, et ne devance pas la formation de nouvelles familles heureuses; une colonie se fonde en quelque sorte au centre d'un pays civilisé depuis des milliers d'années, mais c'est une colonie selon l'esprit antique, toute destinée au bonheur des colons.

Le marquis Ridolfi avait long-temps, cherché à faire connaître aux propriétaires du reste de la Toscane les procédés par lesquels ils pouvaient rendre à la fertilité leurs collines désertes; mais quoique l'invention des 'colmate di montagna' date de près de quarante ans, elle ne s'était point répandue. Elle demande, en effet, des connaissances pratiques trop variées, trop étendues, pour que des écrits et des gravures suffisent à la faire comprendre. Enfin cet homme généreux se détermina, il y a trois ans, à fonder à Meleto une école rurale et expérimentale, où il se consacre sans relâche avec sa jeune femme, issue des Guicciardini, à l'éducation des paysans, qui pourront transporter de colline en colline cette bienfaisante industrie. Dix-huit jeunes élèves, fils de facteurs et de métayers, viennent, avec ses trois fils, s'asseoir aux bancs de l'école, où le marquis Ridolfi leur enseigne lui-même tout ce qu'il faut connaître des sciences exactes et des sciences naturelles pour féconder leurs travaux; puis ses fils, avec les jeunes paysans, vont, plusieurs heures par jour, travailler à la terre avec la houe et la bêche. La marquise Ridolfi leur enseigne à tous le dessin; d'autres maîtres accomplissent leur

éducation, et toute la famille donne tour à tour à tous le noble exemple de la fraternité, de la charité, de toutes les vertus et de la religion qui leur sert de sauve-garde.

SEPTIÈME ESSAI.

DES DEVOIRS DU SOUVERAIN ENVERS LES
CULTIVATEURS IRLANDAIS ET DES MOYENS DE LES
TIRER DE LEUR DÉTRESSE.

Dans l'avant-dernier de nos Essais, nous nous sommes attaché à faire connaître, d'après M. Inglis, l'état déplorable auquel est réduite la grande majorité de la population en Irlande. Nous avons laissé de côté toute la partie pittoresque de son voyage, toutes les observations qui servent à peindre le caractère irlandais, toutes les recherches de statistique sur le commerce des différentes villes, et leur prospérité croissante ou décroissante. Nous nous sommes attaché uniquement à la condition de l'homme de peine, de l'homme qui exécute tous les travaux de la ville et de la campagne, et nous avons extrait, dans les paroles mêmes de notre voyageur, la représentation d'un état de la société qui inspire presque autant d'effroi que de pitié. Nous pourrions compléter le tableau de l'Irlande, et montrer, dans ce malheureux pays, quelle haine profonde sépare, au nom de la religion, les protestants d'avec les catholiques; avec quel amer sentiment les derniers paient la dîme sur leur nécessaire, pour maintenir un clergé et un culte qu'ils regardent comme hérétiques; quelle irritation, quelle défiance ressent le petit fermier contre celui qui vient offrir à son maître une augmentation de fermage, et qui, en le chassant ainsi de sa terre, le condamne à mourir de faim avec sa famille; quelle dureté apportent les maîtres, ou les hommes de loi qu'ils emploient, à accomplir ces 'ejectments', ces expulsions du fermier ou du locataire d'une chau-

mière pour en mettre un autre à sa place. combien souvent ils font abattre le toit de cette chaumière pour forcer ses habitants à en sortir; et d'autre part, avec quelle férocité les paysans se défendent, se soulevant souvent pour massacrer tous les membres de la famille à laquelle ils ont été forcés de faire place. Puis toutes ces scènes violentes de combats à outrance, d'assassinats nocturnes, d'incendies, d'enlèvements de jeunes filles, de parjure devant les tribunaux, pour faire condamner ou pour faire absoudre, sans aucun égard pour la justice, des amis ou des ennemis; et nous aurions ainsi mis plus complètement sous les yeux du lecteur un état de société sans exemple chez les nations les plus sauvages, mais qui étonne surtout en Irlande; car il y a contraste avec les châteaux sans nombre, les parcs, les jardins, où une noblesse opulente vit au milieu de ce peuple au désespoir, entourée de toutes les jouissances du luxe, de tous les chefs-d'oeuvre des arts. Comment ne pas frémir en voyant non pas seulement les hommes qui souffrent, mais ceux qui jouissent aujourd'hui ? Ne semblent-ils pas se promener épris de vin et la tête couronnée de fleurs sur le bord d'un précipice? Pouvons-nous nous faire illusion sur le sort qui les attend? le peuvent-ils eux-mêmes, eux qui se trouvent au milieu d'une grande nation animée contre eux d'une haine secrète, d'une nation se préparant pour le moment de la vengeance, dissimulant, mais laissant échapper de temps en temps des éclairs de fureur?

En Angleterre et en Irlande on appelle 'rente' par excellence le grand revenu du propriétaire, le fermage, et 'rack rent', rente raclée, rente extorquée, rente arrachée par la torture, ce fermage excessif que le propriétaire irlandais arrache au pauvre cultivateur. Ce nom qui fait frémir n'est que trop expressif et que trop prophétique; le 'rack rent' est en effet le fruit de la torture, et une semence de tortures. Qui pourrait dire tous les tourments cruels qu'il a infligés, qu'il inflige chaque jour aux paysans irlandais? qui pourrait dire toutes les tortures dont il menace l'aristocratie irlandaise, quand le jour de la vengeance, vers lequel elle se précipite, sera arrivé? qui

pourrait dire combien de malheurs, combien de crimes on épargnerait à la nation, en rendant le système de 'rack rent' impossible, en soustrayant complètement toute la classe des cultivateurs à toute possibilité de tyrannie de la part des propriétaires?

Cette double délivrance, des maîtres et des esclaves, nous n'hésitons point à le dire, ne peut s'obtenir qu'en fixant une limite au droit de propriété, qu'en attaquant de front ce principe favori du propriétaire anglais, que chacun doit être maître de faire ce qu'il veut « avec ce qui est à lui. » Ce principe est faux: la propriété est une concession de la loi, elle est sous la garantie de la loi, elle doit être soumise à la loi. La propriété a été inventée pour le plus grand avantage de tous, elle ne peut être employée à causer la misère de tous. Ce fut une belle idée du législateur que de donner au propriétaire le sentiment de la perpétuité et celui de l'indépendance. Ces deux sentiments ont sans doute beaucoup contribué à lui inspirer l'esprit de conservation et d'amélioration, mais ils ne sont eux-mêmes que des moyens et non pas un but. Les cas extrêmes appellent l'intervention du législateur pour les ramener à leur but. Ainsi, par exemple, la propriété de la terre a été garantie pour assurer le plus grand développement de l'agriculture, et avec elle l'abondance des aliments pour tous. Le propriétaire n'aurait pas le droit de dire: « Je ne veux pas que les hommes vivent du produit de ma terre; je ne veux pas que ma terre produise des fruits. » Il n'a pas davantage le droit de dire: « Je ne veux pas que ma terre continue à être habitée par les travailleurs qui y sont nés, je ne veux pas qu'elle soit traversée par les routes du commerce, je ne veux pas que ses limites soient franchies par un être humain. » Cependant l'autorité n'intervient point en général pour arrêter un tel abus de la propriété; elle compte que sur le nombre des propriétaires il y en aura bien peu qui se livrent à de tels caprices, qui s'aveuglent tellement sur leur intérêt, et elle aime mieux les laisser excéder leurs droits que de troubler la sécurité publique. Mais si les quatre ou cinq cents propriétaires entre lesquels le sol d'un pays est divisé, aveuglés par quelque ambition ou quelque

esprit de vengeance, combinaient leurs efforts pour bannir la nation de ses foyers, pour condamner son sol à la stérilité, pour fermer toutes ses avenues et y interdire également le commerce et l'industrie, le législateur ne manquerait point de leur dire: « Vous violez le contrat sous la foi duquel vous tenez vos terres; vous abusez de la tolérance avec laquelle j'ai laissé quelques uns d'entre vous changer en parcs les terres cultivées, congédier les laboureurs fermer les communications, appauvrir la nation que vous deviez enrichir, vous n'aviez pas le droit de le faire, même isolément; moins encore vous permettrai-je de vous coaliser pour le faire. »

Des passions politiques expliqueraient seules les attentats contre l'opulence générale que nous venons de supposer, et il n'y a guère que de petits peuples qui fussent appelés à se tenir en garde contre eux. Mais le système des 'rack rents', des rentes torturées, n'est pas un moindre abus du droit de propriété, il n'est pas moins funeste à la nation sur laquelle on l'exerce, il n'est pas moins contraire à l'intérêt des propriétaires eux-mêmes; cependant son absurdité ne saute point également aux yeux; au contraire il commence par flatter l'intérêt direct du propriétaire, et plus encore sa vanité, en lui donnant la réputation d'avoir un revenu plus considérable qu'il ne peut en effet le recouvrer, et c'est avec réflexion, tout comme avec cupidité, que des gens qui ne songent qu'à leur intérêt s'efforcent de tirer de la terre tout ce qu'ils peuvent arracher à son cultivateur.

Le droit du législateur à régler les conditions du contrat de culture, et à apporter pour cela des limites au droit de propriété, ne saurait à nos yeux être révoqué en doute; nous croyons qu'il doit être exercé dans tout pays où l'expérience a démontré que le contrat en usage est préjudiciable à la société tout entière, et que l'intérêt privé des propriétaires n'est point une garantie suffisante pour l'intérêt de tous. Mais dans l'empire britannique, il ne suffit pas d'avoir établi ce principe, il faut encore convaincre les propriétaires que c'est leur intérêt de limiter eux-mêmes leurs prérogatives, car après tout c'est à eux qu'appartient en dernier ressort le pouvoir de

faire des lois. Puissent-ils donc songer qu'il est temps pour eux de pourvoir à leur sûreté! Ils ne sont en Irlande qu'une poignée d'hommes riches semés parmi des millions de misérables. Chaque homme de la classe privilégiée peut compter qu'il a vis-à-vis de lui cinq cents individus de la classe qui ne l'est pas; et il y a entre eux une telle opposition que le riche dit au pauvre: « Notre vie c'est votre mort; » et que le pauvre lui répond: « Votre mort serait notre vie. » Des explosions fréquentes, des destructions de récoltes et de propriétés, des incendies, et quelques assassinats, sont les symptômes journaliers de cette profonde hostilité. Cependant l'aristocratie irlandaise se distingue, en général, par un brillant courage; elle ne veut céder ni à la peur ni à la menace; elle est armée pour défendre ce qu'elle croit ses droits; nous l'avons entendue quelquefois demander le combat, 'pour conquérir de nouveau l'Irlande', et elle le provoque souvent avec une inconcevable audace, jusqu'à présent la classe pauvre ne l'a pas accepté. Les riches l'accusent de lâcheté, ils prétendent que quelques coups de fusil dissiperont toujours tout attroupement irlandais. Ils pourraient se tromper: il y a encore dans toute la population irlandaise un prodigieux respect pour le rang, pour les distinctions sociales; mais il y a aussi cette bravoure, cette impétuosité, cet enivrement de la colère, cette insouciance pour la mort, soit qu'il s'agisse de la donner ou de la recevoir, qui aujourd'hui brillent dans l'aristocratie, lorsque deux ou trois hommes défendent leur château contre des centaines d'assaillants, mais qui causeront l'extinction de l'aristocratie, lorsque son sang aura commencé à couler. Jusqu'à ce jour le paysan irlandais se venge sur les collecteurs des dîmes, sur les officiers de la justice, sur les valets des grands, et surtout sur le paysan qui se met en rivalité avec lui. Quand le noble paraît aux fenêtres pour faire le coup de fusil, le paysan ne lui riposte pas, et c'est pour cela qu'il se sauve. Le respect pour le rang et pour l'illustration diminue cependant avec rapidité; la haine entre les ordres devient chaque jour plus acharnée, le sentiment de l'injustice a gagné tous les coeurs, l'obéissance aux lois ne se retrouve plus, et

le frein de la religion n'arrête plus sur la voie du crime, ou les fanatiques eux-mêmes ont mis, par de fausses interprétations, leurs consciences à l'aise. Les paysans sont désarmés, il est vrai, mais avec leurs shillalahs ils se rendraient bientôt maîtres des armes de leurs ennemis. S'ils prennent une fois de force un château, s'ils en massacrent tous les habitants, tous les autres châteaux ne tarderont pas à être traités de même. Alors l'Irlande est perdue; car la fureur populaire, qui peut tout détruire, est hors d'état de rien réédifier.

Ce respect pour le rang qui fait aujourd'hui la seule garantie de l'aristocratie irlandaise, et qui empêche le paysan de se mesurer jamais à armes égales avec son seigneur, est la dernière trace d'un ordre de choses tout différent, d'un ordre de choses qui assurait au seigneur la puissance et l'honneur, mais qui garantissait au paysan une ample subsistance, une sécurité, une confiance dans l'avenir, qu'il ne connaît plus aujourd'hui. C'est le seigneur qui a détruit cette relation antique de paternité, d'affection et d'obéissance, entre le propriétaire et ses tenanciers; il a échangé le pouvoir qu'il exerçait sur les coeurs, contre des livres sterling; mais il ne doit pas se flatter que l'argent qu'il a préféré à tout lui demeure, dès qu'il n'est plus sous la garantie des affections et des longues habitudes.

L'Irlande, comme l'Angleterre, comme toute l'Europe occidentale, subit la révolution qui abolit l'esclavage, et le remplaça par le servage de la glèbe, lorsque après la chute de l'empire romain, les longues invasions des Barbares et leur dévastations, la condition des propriétaires au milieu de leurs esclaves fut devenue trop précaire pour pouvoir se maintenir plus long-temps. Nous n'avons aucun détail sur cette révolution, ou sur les transactions privées qui changèrent la relation entre le propriétaire et le cultivateur. Dans ce temps d'ignorance profonde où l'on n'écrivait point, où les États voisins n'avaient point entre eux de relations, on ne songeait pas plus à rendre la législation uniforme de province à province, qu'à en transmettre les détails à la postérité. La législation, c'était la coutume, la coutume du manoir bien

plutôt que celle du royaume; mais cette coutume qui modifiait des chartes écrites était sacrée, et personne ne songeait à s'en écarter. C'est sous la protection de la coutume, toujours bienfaisante au travers de ses mille variétés, que la population presque anéantie reprit tout à coup un immense développement, que les forêts et les marécages qui avaient envahi toute la contrée firent place de nouveau à la culture et aux habitations. Le seigneur avait hérité ou avait conquis des déserts; il s'en disait propriétaire, mais il n'en retirait aucun fruit. Lorsqu'il eut l'heureuse pensée de rassembler beaucoup d'hommes sous son étendard, pour se faire respecter, pour se faire craindre, il donna à chaque paysan qu'il put attirer à lui une parcelle de terre, pour qu'il y construisît sa chaumière, qu'il labourât les clairières des bois, qu'il conduisît ses troupeaux dans les bruyères, qu'il vécût enfin des fruits de son travail. La terre qu'il avait donnée à son paysan était déserte, et ne rapportait rien; il n'en demanda rien non plus que des 'services'. Quelquefois, comme signe de reconnaissance et d'hommage, il exigeait de lui par année un grain de poivre, quelquefois un denier, quelquefois une mesure de son blé, une tête de son troupeau, quelquefois, et plus souvent peut-être encore, un nombre déterminé de journées de travail. Dans tous les cas, la redevance était complètement disproportionnée à la valeur de la terre: aussi la famille du cultivateur vivait dans une grande abondance. Toutefois l'apparence extérieure du paysan était grossière, presque sauvage; il faisait avec sa famille tous ses habits, tous ses meubles, tous ses instruments, mais il avait à souhait le bois et la paille pour la construction et le chauffage, le pain ni la viande ne manquaient jamais sur sa table, non plus que la bière, l'hydromel, ou tout autre breuvage fermenté qu'il préparait lui-même. Aux yeux du seigneur c'était l'homme qui était le vrai revenu de la terre, l'homme qui combattait pour lui, qui lui obéissait en toute chose, qui lui était dévoué à la vie et à la mort. Cet homme ne reconnaissait d'autre maître, d'autre juge, d'autre législateur, d'autre capitaine, d'autre défenseur, que son seigneur. Le pouvoir du seigneur, comme tout pouvoir illimité, était

souvent exercé avec caprice, quelquefois avec cruauté; ses jugements étaient quelquefois iniques, ses passions n'étaient point contenues: les filles de ses vassaux, si elles étaient jolies, avaient peu de chances d'échapper à ses désirs; une résistance à son vouloir, une offense, était quelquefois punie avec une effroyable cruauté. Cependant le besoin qu'il sentait avant tous les autres, c'était celui de l'amour et de la coopération de ses vassaux, c'étaient leur dévouement, leur loyauté, qui faisaient sa force et son orgueil. Il avait réussi à paraître à leurs yeux comme un être d'une nature supérieure; une sorte de culte se joignait à l'obéissance. Dans le moyen âge, la vénération, l'affection et la confiance du petit pour le grand, ressortent de toutes les circonstances qui nous sont connues. Le paysan se dévouait pour son seigneur, comme le citoyen ne doit se dévouer que pour la patrie: c'est qu'il n'y avait entre eux aucune lutte d'intérêt, aucun désir de gagner l'un sur l'autre. Les passions, les caprices du seigneur, pouvaient tout à coup blesser, écraser le paysan; mais les passions sont des explosions rares et momentanées, il n'y a que l'intérêt de la cupidité qui soit constant. Cet intérêt est devenu de nos jours le grand mobile de la société, mais il n'entraîne alors presque dans aucune transaction. L'organisation toute féodale de la société a existé en Irlande jusqu'à un temps qui est encore frais dans la mémoire des hommes. La population agricole de l'Irlande suffisait à son territoire, mais n'était nulle part surabondante. Elle avait soumis le sol à une culture peu scientifique, peu perfectionnée, mais qui toutefois faisait produire à la terre assez de fruits pour que le paysan vécût dans l'abondance, et pour que le seigneur, dont l'enclos était travaillé tour à tour par ses vassaux, trouvât dans ses fruits de quoi suffire à l'hospitalité grossière du moyen âge. Ce seigneur, d'après la loi, d'après les titres qu'il avait sous sa garde, était propriétaire unique du sol de toute la seigneurie, mais d'après la coutume du manoir, la plus grande partie de ce sol était tenue en villénage pour une rente nominale. Le propriétaire regardait bien comme à lui les fruits du sol, mais ces fruits c'étaient des

paysans, des hommes qui lui étaient dévoués à la vie et à la mort, qui ne connaissaient point de lois supérieures à ses volontés, point d'ordre social qu'ils ne fussent prêts à fouler aux pieds dès que leur seigneur l'ordonnerait. L'Irlande fut conquise par les Anglais dès le règne de Henri II (1172), mais la vraie conquête du pays ne fut jamais accomplie, parce que jamais le paysan ne fut détaché du seigneur, ou ne reconnut d'autre maître que lui, jamais il ne cessa d'opposer une résistance violente aux ordres qui lui arrivaient d'Angleterre, toutes les fois que le seigneur lui ordonna de le faire. Ces luttes journalières, sur tous les points du territoire, furent la cause des lois sanguinaires des Anglais contre les sauvages naturels du pays, 'the wild Irishmen', et de cette hostilité entre l'Angleterre et l'Irlande qui s'était déjà prolongée plusieurs siècles à l'époque de la réformation.

Ce fut la réformation qui bouleversa enfin violemment cet état social, la réformation que les Irlandais repoussèrent, que les Anglais voulurent leur imposer par la force, et qui amena la grande rébellion et la conquête de l'Irlande par Cromwell. Une grande partie des terres des seigneurs irlandais fut alors confisquée, et distribuée à des maîtres anglais et protestants. Mais ce ne fut pas l'enclos seul du seigneur qui lui fut enlevé, et qui passa à de nouveaux propriétaires; toutes les terres tenues en villénage par ses vassaux furent également soumises à des conditions nouvelles. Aux yeux de la loi, et d'après tous les titres de possession, ces terres appartenaient au seigneur; d'après la coutume du manoir, cependant, elles appartenaient réellement au paysan, sous la charge d'une redevance presque nominale: cette coutume fut comptée pour rien; l'affection des paysans pour une famille ennemie et dépouillée n'était qu'un titre de réprobation, l'autorité centrale désirait rompre le lien entre le seigneur et le paysan, parce qu'il établissait un empire dans l'empire. Les Anglais ne songèrent qu'à changer les services. le dévouement et l'obéissance de leurs nouveaux vassaux, en rentes pécuniaires. Au lieu d'amour et de bravoure qu'ils ne demandaient point à des paysans ennemis, qu'ils ne pouvaient point at-

tendre d'eux, ils exigèrent des 'rack rents', des rentes torturées. Ainsi non seulement la propriété des grands rebelles, mais celle de toute la population agricole, fut en quelque sorte confisquée. Le titre des propriétaires actuels est donc menteur, la propriété n'est pas à eux, elle est pour moitié à leurs paysans. Aussi il faut voir avec quel religieux attachement le paysan irlandais conserve le souvenir de l'ancienne division du pays, des anciens propriétaires, de la noblesse catholique déchue; comme il sait ou croit savoir quels héritages appartiennent réellement à chacun, et comme il est prêt à conspirer pour hâter le moment où chacun rentrera dans ses droits. M. Inglis fait allusion à ce sentiment général (tom. II, ch. 2, p. 19); mais il est exposé avec bien plus de vivacité dans les écrits d'un ministre protestant d'Irlande, en qui on trouve réunis, par une combinaison étrange, le fanatisme le plus ardent, avec l'esprit d'observation le plus fin, le talent dramatique le plus pathétique. (*Irish mothers and sons; Irishmen and Irishwomen.*)

La révolution opérée par Cromwell date seulement de cent quatre-vingts ans; d'ailleurs, elle fut alors seulement commencée. Les nouveaux propriétaires ne pouvaient ni faire naître, ni faire arriver tout à coup en Irlande une population nouvelle. Ils avaient besoin de tirer parti de leurs terres, et ils étaient contraints de les donner aux paysans qui s'offraient à les cultiver; ceux-ci étaient en petit nombre, leurs habitudes étaient prises, ils ne comprenaient guère d'autre contrat que celui qu'ils avaient fait avec leurs anciens seigneurs. Aussi ils ne payèrent pendant long-temps qu'une 'quit rent', une rente tout-à-fait disproportionnée avec le produit de la terre. Ils conservèrent à leurs maîtres nouveaux, non point l'amour, mais bien le respect et la crainte qu'ils avaient pour leurs maîtres précédents. Seulement ils admirent en principe, ce qu'ils auraient eu tout droit de contester, qu'ils n'étaient que des 'tenants at will', des tenanciers dépendants de la volonté du maître; que celui-ci pouvait les congédier quand il voulait, et donner leur petit héritage à un nouveau paysan qui offrirait une rente supérieure.

La condition des paysans ayant ainsi perdu l'appui d'une coutume immémoriale, et étant devenue précaire, n'a pas cessé dès lors d'empirer. Leur ruine a été accélérée par la fatale introduction de la culture de la pomme de terre, qui a offert pour la nourriture du pauvre une substance beaucoup plus abondante et beaucoup moins coûteuse que le blé, et qui a rangé le pain parmi les superfluités de la vie auxquelles le malheureux ouvrier ne doit pas prétendre; elle a été accélérée encore par la spoliation du clergé catholique, et la nécessité où on l'a mis de vivre de son casuel. Les mariages, les naissances et les morts forment à présent le principal revenu du prêtre; il a intérêt à ce que tous ses jeunes paroissiens se marient, et il exerce toute son influence dans ce sens, peut-être sans s'en rendre bien compte. Il est sûr du moins qu'en aucun pays on ne voit plus de mariages précoces qu'en Irlande. La ruine des pauvres a été encore accélérée par les habitudes demi-sauvages qu'avaient conservées les paysans irlandais. Ils ne connaissaient ni le luxe des habits et des maisons, ni l'élégance, ni la propreté même. Il leur suffisait de vivre, ils ont saisi avidement tous les moyens de le faire avec plus d'économie, mais chaque épargne sur leur entretien était aussitôt suivie d'une épargne sur leur salaire, et ils sont lentement arrivés aux dernières limites de ce qui est nécessaire à l'homme pour le maintenir en vie. Dans le cours de ces cent quatre-vingts années, on paraît croire que la population de l'Irlande a au moins quadruplé; mais c'est de nos jours, c'est tout-à-fait récemment, qu'elle est devenue tellement supérieure aux besoins de l'industrie qu'on la voit se disputer le travail avec toute l'avidité de la faim, et que des créatures humaines offrent de donner tout leur temps, toutes leurs forces, toute leur habileté, pour obtenir seulement de vivre comme vivaient à peine les pourceaux (1).

(1) L'accroissement rapide de la population est presque toujours un signe de détresse, non de prospérité: il indique que le prolétaire, incapable de calculer ses ressources ou celles de sa famille, n'écoute plus que ses appétits grossiers, sans espérance ou sans crainte de l'avenir. L'effet de cet abrutissement a donné à la population de l'Irlande une impulsion sans exemple dans

On dit que la richesse et la prospérité de l'Irlande ont augmenté aussi bien que sa population, et l'on en donne pour preuve le nombre toujours croissant de vaisseaux qu'emploie le commerce de cette île. Ce commerce est presque uniquement celui d'exportation des denrées, et pendant que le peuple irlandais meurt de faim, chaque année on voit sortir des ports d'Irlande une quantité plus considérable de blé et de toute espèce de grains, de porc salé et de beurre.

Pour nous en tenir au premier article seulement:

Limerick exportait en 1822, 102,593 'barrels' de blé, et en 1833, 218,915. (Inglis, t. I, p. 295.)

Galway exporta trois fois plus de blé en 1834 que quinze ans auparavant. (Ibid., t. II, p. 32.)

Sligo; l'exportation de blé y a triplé dans les trois dernières années. (Ibid., t. II, p. 123.)

Londonderry; le progrès de l'exportation y est également considérable. (Ibid., t. II, p. 200.)

Belfast; l'accroissement s'est étendu à tous les genres de commerce également. (Ibid., t. II, p. 253.)

Waterford; les exportations ont doublé dans les neuf dernières années. (Ibid., t. I, p. 61.)

Cork; l'exportation de porc salé est la seule qui ait augmenté. (Ibid., t. I, p. 189.)

Mais c'est une bien fausse prospérité que celle qui est signalée seulement par l'accroissement du commerce d'exportation. On peut charger chaque année plus de vaisseaux des denrées de l'Irlande parce que, chaque année, il devient plus impossible au paysan irlandais de goûter le pain de froment ou même le pain d'avoine que ses sueurs ont fait naître.

l'histoire du genre humain. Nous trouvons dans un journal anglais, Examiner du 7 août 1836 le résultat suivant de trois dénombrements faits en Irlande:

Population totale, en

1766, 1,871,725 Protestants 544,865

1822, 6,800,000 980,000

1834, 7,943,940 752,972

Les prolétaires appartiennent tous ou presque tous à la religion catholique. Dans les douze dernières années, l'argent donné pour assister l'émigration a presque tout été distribué parmi les pauvres protestants. De là la marche inverse des deux populations.

tre, le beurre qu'il a préparé, le pourceau nourri avec sa famille des morceaux choisis qu'il refuse à ses enfants. L'Irlande ne sera vraiment prospérante que quand sa consommation augmentera aussi bien que sa production, que quand son agriculture nourrira ses enfants, que ses manufactures les vêtiront, au lieu de ne garder comme aujourd'hui que les rebuts pour elle-même.

Une population qui couche sur la paille, dans des huttes et des hangars, qui s'habille chez le fripier, avec les vieux habits de l'Angleterre, qui se nourrit de pommes de terre, ne donne aucun encouragement ni aux métiers, ni aux manufactures, ni à l'agriculture; sa misère arrête les progrès de toute industrie destinée à la servir, en même temps qu'elle est un tourment pour elle, et un danger continuel pour les riches qu'elle entoure, sa misère est en même temps la suite d'une injustice, d'une spoliation qu'il appartient au législateur de réparer. Nous ne demandons point sans doute que pour rétablir les paysans dans leurs droits, on relève pour eux les petites principautés féodales qu'ils servaient de leur épée; mais nous demandons qu'on leur rende l'aisance, l'abondance et la sécurité dans laquelle vivaient leurs pères, et pour cela, qu'on les protège contre la concurrence qu'ils se font les uns aux autres, et qu'on les préserve à jamais de se voir enlever la part des récoltes qui doit leur demeurer pour leurs frais de culture.

Deux choses sont nécessaires pour les faire sortir de l'état déplorable où ils se trouvent, et pour prévenir les malheurs effroyables que leur désespoir peut attirer sur tout l'empire. Il faut délivrer l'Irlande de sa population surabondante, soit par l'émigration, soit par la mise en culture de ses districts déserts; il faut ensuite associer la population agricole qui restera sur le sol à la propriété de ce sol, comme elle l'est dans tous les pays prospérants. Il faut ouvrir devant elle la perpétuité, pour que toutes les améliorations que par sa patience, sa persévérance, elle apportera à la terre qu'elle fait valoir, lui profitent désormais à elle-même, au lieu de ne servir comme aujourd'hui qu'à empirer toujours plus sa condition.

Non seulement la population actuelle de l'Irlande dépasse infiniment la quantité de travail que l'Irlande peut employer cette population s'accroît encore avec la rapidité la plus effrayante. Dans leur état de misère, les Irlandais ne connaissent d'autre jouissance que les plaisirs des sens; ils ne calculent point et ne songent point à l'avenir; dans l'un et l'autre sexe, ils se marient presque tous avant l'âge de vingt ans, et l'on paraît croire que la population de l'île s'augmente de trois cent mille individus par année. Ainsi toute mesure partielle qui pourvoirait seulement au sort de trois cent mille individus par année, quelque considérable que soit ce nombre ne corrigerait rien, elle ne ferait que maintenir l'état actuel; il faut donc agir simultanément sur la plus grande échelle. L'émigration et le défrichement à l'intérieur doivent être mis en oeuvre simultanément pour délivrer l'Irlande de l'excédant de sa population; et l'emploi temporaire d'une masse de travailleurs aux défrichements peut donner le temps d'attendre les effets plus lents de l'émigration. L'Angleterre possède une immense étendue de pays à coloniser; ses possessions seules du Canada pourraient recevoir, non pas seulement l'excédant, mais la population entière des trois royaumes, et l'arrivée des colons irlandais ne ferait qu'augmenter la prospérité de ces vastes régions, et les attacher davantage à la métropole. La distance de l'Irlande aux pays situés au nord du Saint-Laurent n'est pas très considérable, et ces pays sont arrosés par un si grand nombre de rivières qu'une navigation intérieure peut y porter les émigrants, jusque dans les points les plus reculés, avec moins de frais que dans aucune autre colonie. Plus ils s'avanceront vers le nord, plus ils trouveront un air sain et un sol vierge. Il n'y a point le raison pour que les vastes contrées qui entourent la baie d'Hudson ne soient pas un jour aussi peuplées et aussi cultivées que celles qui, dans un climat semblable, entourent le golfe de Finland. Qu'on se garde de négliger de si immenses ressources, la population irlandaise, accoutumée aux plus extrêmes privations, peut coloniser des pays où la population anglaise périrait de misère et d'ennui. Il n'y a pas, dans toute cette région, un

site où le paysan irlandais, auquel on donnerait dix acres de terre libres de toute rente, n'élevât une cabine meilleure que celle qu'il aurait quittée, et ne se procurât d'abord ses pommes de terre et son cochon qui seraient tout à lui, et bientôt une nourriture plus abondante, et des jouissances auxquelles il ne saurait songer aujourd'hui.

Mais il faut se souvenir, cependant, qu'une émigration en masse demande des avances très considérables. Il faut transporter l'émigrant avec sa famille, non point à Québec, mais sur le sol même où l'on vent le fixer. Il faut faire à cet Irlandais, absolument nu quand on le sort de sa cabine, un petit assortiment, quelque limité qu'il soit, d'habits, d'outils, de meubles, de semences; il faut enfin le conduire sur le sol qu'on lui livre en propriété, à temps pour qu'il le défriche et l'ensemence, et le nourrir jusqu'à ce qu'il atteigne la récolte prochaine. On ne peut guère estimer à moins de cinquante ou soixante liv. sterl. par famille ces premières avances. Une fois faites, il est vrai, on peut considérer l'existence de la famille comme assurée, et la patrie aura acquis en elle de vrais citoyens.

Ce n'est point de cette manière que les émigrations et les colonisations récentes ont été conduites; on a voulu introduire de prime abord dans les pays nouveaux l'organisation des sociétés plus avancées, organisation qui peut-être ne leur convient point à elles-mêmes, mais qui surtout n'est point favorable à de premiers développements. On a voulu commencer par l'avance de grands capitaux et l'établissement de grandes fermes, et l'on a compté que leurs produits seraient recueillis par le commerce, pour être transportés et consommés dans des pays lointains: presque toujours on a échoué. Les capitalistes sont accoutumés à des jouissances qu'ils ne peuvent trouver dans les colonies; plus la spéculation est nouvelle et plus ils demandent des retours prompts et considérables, que l'agriculture ne donne point. Tandis qu'ils encombrèrent bientôt les marchés qu'ils ont voulu approvisionner, ils ne font rien pour la prospérité de la colonie, qui s'accroît par la consommation, non par l'exportation; bientôt ils se dégoûtent,

ils s'en vont, et leurs travaux sont abandonnés. C'est pire encore si les capitalistes se sont associés en compagnies; alors, après avoir créé un état-major, avoir distribué des places lucratives, à leurs principaux agents, ils ne songent plus qu'à retirer leurs capitaux, à vendre leurs actions, et à profiter non des progrès de la colonisation, mais de la crédulité des dupes.

C'est par une conduite bien diverse que les nations naissantes ont prospéré: leurs fondateurs ont pensé à eux-mêmes, à leurs propres besoins, à leur propre consommation, et non au commerce. C'était bien assez pour eux de vaincre la résistance d'une nature vierge et l'inconstance des saisons, sans se soumettre encore aux chances des marchés. Ils ont demandé au sol justement ce qu'il leur fallait pour vivre, et ils ont vécu; chaque développement de leur industrie leur a fourni, non point des articles d'exportation, mais des jouissances nouvelles et de nouveaux objets de consommation. D'autre part, il faut qu'ils réduisent leurs jouissances à ce que leurs mains peuvent produire, qu'ils ne cherchent point de marché au dehors, qu'ils ne songent point à des échanges, mais qu'ils proportionnent toujours le blé qu'ils sèment, et toute la nourriture qu'ils font naître, à ce que leur famille croissante peut consommer. Il faut qu'ils bâtissent eux-mêmes leurs cabines, qu'ils tissent leurs habits, qu'ils façonnent leurs outils; et si l'on nous demande ensuite à quoi servira une colonie qui ne produit rien que ce qu'elle consomme, qui n'exporte rien, qui n'achète rien, nous répondrons qu'elle a accompli son rôle quand elle a produit des hommes heureux. C'est ainsi que commencèrent toutes les colonies des Grecs dans l'Asie-Mineure et l'Italie, c'est ainsi que se développèrent tous les petits peuples de l'antiquité; tandis que les colonies modernes, conçues dans un esprit mercantile, en calculant les prompts retours des capitaux, ont presque toutes éprouvé de cruelles épreuves, et n'ont commencé à prospérer, comme le Canada et la Nouvelle-Angleterre, que lorsque les capitalistes ont cessé de spéculer sur elles. Sans doute, dans un état avancé de civilisation, des capitaux

considérables consacrés à l'agriculture augmentent rapidement ses produits; souvent ils les augmentent sans proportion avec la demande des marchés; mais en général les capitaux destinés à la terre doivent lui être livrés à perpétuité; il n'y a jamais moyen de les retirer sans perte: aussi cet emploi ne convient point au spéculateur. La vraie amélioration d'un fonds de terre n'est accomplie que par celui qui consacre la source de tous les capitaux, son travail, à fonder pour lui et pour les siens des jouissances perpétuelles; qui ne compte point sur un retour immédiat, mais qui contemple pour lui et pour les siens un long avenir; qui plante des arbres dont la vie sera séculaire, qui apprivoise des animaux, qui améliore des espèces, en vue des avantages qu'en retireront ses enfants; qui exécute sur les eaux, pour le dessèchement ou pour l'arrosement, des travaux dont la postérité la plus reculée recueillera les fruits. L'agriculture doit toujours être exercée en vue de la perpétuité, et c'est ce qui la distingue de toutes les autres industries.

Quelle que soit l'immense étendue des pays à coloniser, et le bonheur qu'y pourrait espérer une population indigente, accoutumée au travail comme aux privations, il ne faut pas espérer que l'émigration suffise seule, ni à beaucoup près, pour soulager l'Irlande. Un tiers peut-être de la population de cette île surabonde, quand on la compare au travail demandé, on au salaire qui peut lui être offert. Il faut trouver des moyens de vivre pour plus de deux millions d'individus, et l'on ne calcule pas sans effroi combien il faudrait de vaisseaux pour les transporter, quels magasins d'approvisionnements il faudrait, dans un pays nouveau, pour les établir. D'ailleurs il faut songer que plus une entreprise semblable est considérable, plus elle engendre de confusion, de désordres et de dilapidation; plus le nombre des colons est grand, et plus, si un obstacle imprévu les contrarie, leur misère devient excessive. Il faut soigner sans relâche cette grande émigration, car c'est par elle qu'on peut assurer le plus de bonheur et de stabilité dans l'avenir à une race qui a tant souffert, mais il ne faut jamais espérer que par l'émigration on puisse pro-

curer en Irlande un soulagement à ceux qui souffrent de la faim.

Heureusement l'Irlande renferme dans son sein une vaste étendue de terrains à mettre en valeur, qui demandent un travail immédiat assez considérable pour occuper utilement, pendant quelques années, tout l'excédant de sa population. Les plus importants de ces terrains sont ceux que l'on nomme les 'bogs', les bourniers. Ce sont de vastes espaces, ou plutôt des provinces entières, non point de marécages, mais de boues sans fond. Les bogs sont couverts d'herbages épais, d'un brun foncé, entremêlés de place en place de morceaux de tourbe sèche. En effet ils se convertissent habituellement en tourbières. Les hommes ou les chevaux qui auraient l'imprudence de s'y engager s'enfonceraient et disparaîtraient bientôt comme dans des sables mouvants. Une sorte de fermentation semble quelquefois excitée dans ces boues noires: alors elles s'élèvent, et se versent comme des torrents de lave sur le pays environnant. Le plus grand et le plus fameux de ces bourniers est le 'bog Allen', qui couvre une grande partie du centre de l'Irlande, et qui occupe seul plusieurs millions d'acres. (Sur le bog Allen, 'voyez' Inglis, tome I, p. 105. Sur les bogs de Joyce country, tome II, p. 44. Sur ceux de Cune-mara, tome II, p. 55 et 64. etc.)

Quelle que soit la désolation et la stérilité actuelle de ces bourniers, il est connu qu'on peut non seulement les rendre à la culture, mais les convertir en terrains de la plus haute fertilité. Les détails de cette opération agricole, pour laquelle on emploie surtout la chaux, puis les débris marins de toute espèce, sont étrangers à l'objet de ce mémoire; il nous suffit de savoir que les moyens sont hier connus dans toute l'Irlande, que les matériaux sont partout sous la main, qu'il ne faut que de la main-d'oeuvre, chose dont il est si désirable de créer la demande; enfin, que le défrichement des bogs, qui les rend pour toujours à la culture et à la salubrité, coûte l'un pour l'autre sept livres sterl. par acre. En portant les héritages à dix acres par famille, la création de chacun coûterait donc soixante dix livres sterling; l'héritage serait con-

cédé en propriété contre une rente perpétuelle de cinq livres sterling, ou dix schellings par acre; à ce prix il y aurait de quoi couvrir non seulement l'intérêt du capital avancé, mais encore des frais d'administration, et un bénéfice. Toutefois, dans ces terrains fertiles, les nouveaux propriétaires vivraient dans l'aisance, ils amélioreraient chaque année leur condition, et la patrie aurait gagné la valeur d'une province nouvelle, habitée peut-être par trois cent mille familles de paysans heureux.

Soit les projets d'émigration et de colonisation au Canada, soit ceux de dessèchement des borbiers, demandent l'avance d'un capital très considérable, d'un capital qui ne serait pas inférieur à celui que l'Angleterre a déjà sacrifié pour retirer d'une odieuse oppression une autre classe de ses sujets, les nègres des colonies, et ceux-ci n'étaient guère plus malheureux que les Irlandais. On peut, il est vrai, considérer l'avance qui serait faite aux derniers comme étant en partie un argent placé et non pas dépensé. Nous avons supposé qu'on céderait l'entière propriété des bogs irlandais contre une rente perpétuelle de dix schellings par acre, après qu'ils seraient rendus à la fertilité, mais il ne serait ni juste ni prudent de charger d'aucune rente les colons transportés au Canada, encore qu'ils ne coûtassent pas moins cher à la mère patrie; on ne voit point en effet comment leur industrie, qui leur suffirait pour vivre, leur rapporterait aucun argent.

Un emprunt pour mettre les bogs en culture, que l'Angleterre devrait garantir, sera toujours un immense sacrifice que l'Irlande demande à la générosité britannique. Si l'autorité souveraine l'accorde, elle aura droit de dire aux seigneurs irlandais: « Vous avez, par votre cupidité et votre imprévoyance, réduit des hommes dépendants de vous, et dont vous deviez être les protecteurs, à un état de souffrance qui faisait honte à nos lois, et que nous ne pouvions maintenir par la force sans crime. Vous avez mis en danger tout l'empire britannique, en poussant plus du quart de sa population vers une détresse qui, si nous ne fussions intervenus, ne pouvait finir que par une rébellion. Vous avez ébranlé les bases

de la société humaine elle-même, en rendant odieuses les lois de la propriété. Nous consentons à vous tirer de la crise où vous vous êtes précipités avec nous; mais nous ne vous reconnâtrons certainement pas le droit, nous ne vous laisserons pas le pouvoir de nous y entraîner une seconde fois. Le premier droit de propriété est celui du cultivateur à vivre du fruit de son travail, et c'est celui que vous avez violé; nous interviendrons désormais sans crainte, sans scrupule, pour le garantir en son entier. Nous exigeons que sur le riche sol de l'Irlande, au milieu de tout le luxe de sa végétation, le paysan irlandais vive au moins aussi bien que le paysan des sables de la Prusse, ou des climats glacés de la Russie; qu'il ne leur soit point inférieur pour le logement, le vêtement, la nourriture ou le chauffage; qu'il ait autant de repos et autant de sécurité pour l'avenir. Ce n'est qu'après lui avoir assuré sa part que nous reconnâtrons votre droit à ce qui reste, et que nous aurons soin de le garantir aussi. »

Quelles sont donc les garanties nécessaires au cultivateur pour son bonheur et pour la prospérité nationale? Ce sont celles-là même que tous les peuples se sont accordés à procurer à l'art qui les nourrit, quand ils ont reconnu l'existence de la propriété foncière. Ils ont senti qu'il n'y avait de bonne agriculture, d'agriculture toujours améliorante que celle qui était faite en vue d'une postérité lointaine, et ils ont voulu que celui qui avait enseigné à la terre à porter des fruits la considérât comme étant à lui à perpétuité. Il est essentiel pour le bien de tous que le cultivateur sache bien qu'il n'a point à compter avec sa terre, que toutes les améliorations qu'il confie au sol, à quelque distance dans l'avenir qu'en soit renvoyée la jouissance, ne seront point perdues pour lui ou pour sa postérité. Les vraies améliorations agricoles, celles qui fondent la prospérité d'un pays, sont séculaires; l'Égypte jouit encore de travaux de bonification qui furent faits avant la conquête romaine; les arrosements auxquels plusieurs districts de la Perse, de l'Inde et de la Chine, doivent toute leur fertilité, sont dus à des travaux hydrauliques, dont la date se perde dans la nuit des temps; les digues qui contiennent les

plus grandes comme les plus petites rivières d'Italie, celles qui ont créé les polders de Hollande, ont des siècles d'antiquité; le royaume de Valence doit encore aujourd'hui la perfection de son agriculture aux Arabes, et le terrain des bogs d'Irlande, dont plusieurs parcelles ont déjà été rendues à la fertilité par l'industrie solitaire d'un pauvre paysan, conservera sa solidité jusqu'à la fin des siècles. Ceux de ces travaux agricoles, de digues, d'irrigation, de dessèchement, qui deviennent historiques, ont souvent été entrepris par la puissance publique, et quelquefois par de grands capitalistes; mais la bonification graduelle, insensible, qui a le plus contribué à donner à la terre une face nouvelle, est celle qui a été opérée isolément, par le travail constant, intelligent, fait avec amour, presque avec désintéressement, du cultivateur ignoré. C'est lui qui a découvert et conduit au loin une fontaine, qui a donné l'écoulement à un marécage, qui a planté des arbres séculaires, qui a apprivoisé des animaux sauvages, qui a perfectionné les espèces des arbres fruitiers, oeuvre qui demande plusieurs siècles, qui a trouvé pour chaque terrain la plante de plus grand rapport, la culture qui convenait le mieux, la rotation de récolte qui conservait au sol le plus de fertilité. Le sentiment de la propriété a seul lié le cultivateur à la terre, il lui en a fait étudier toutes les modifications pour les mettre à profit; il lui a rendu doux le travail, en vue de ses enfants et d'un long avenir, il a été la plus grande source des jouissances de l'homme, et en même temps la plus grande cause de la prospérité de la race humaine.

L'état de société le plus désirable est celui où la grande masse des cultivateurs est propriétaire. Ce n'est pas celui qui donne le plus grand revenu net, le plus grand profit, mais bien celui qui donne la plus grande masse de revenu brut, celui qui emploie le plus grand travail, et qui le récompense largement. C'est l'état de société qui entretient en plus grand nombre une population heureuse, car sans accroissement de bonheur, l'accroissement de la population n'est qu'une calamité; c'est d'autre part l'état de société qui met l'obstacle le plus certain à l'accroissement désordonné de cette population.

Le petit propriétaire, qui sait que sa famille peut vivre honnêtement sur son petit patrimoine, n'est pas plus disposé que le comte ou le marquis à la faire descendre de condition; il n'est pas plus disposé qu'eux à se marier jeune, ou à marier tous ses enfants, s'il n'est pas assuré pour lui-même ou pour eux de pouvoir soutenir dans son rang l'honneur de sa famille. En effet, les paysans propriétaires acquièrent les vertus, la prudence, l'amour de l'ordre et de la stabilité d'une aristocratie, tandis que la médiocrité de leur fortune les empêche d'en acquérir les vices, de se livrer comme elle à l'ivresse des plaisirs ou à la dissipation. Si l'on comparait le nombre des paysans propriétaires dans chacun des différents États de l'Europe, on trouverait non seulement la mesure du bonheur le plus généralement répandu, mais encore celle de l'attachement du peuple à l'ordre établi, et des éléments de durée du gouvernement.

Il n'y a point de pays où l'on rencontre moins de cultivateurs propriétaires que dans les trois royaumes britanniques. La seigneurie, qui n'était proprement qu'un pouvoir politique, s'y est transformée en propriété, tandis que partout ailleurs la propriété est devenue à chaque génération plus indépendante de la seigneurie. La maxime féodale, 'point de terre sans seigneur', était démentie en France par beaucoup de faits, en Angleterre elle était devenue la loi. En France, les tenanciers en roture avaient continué à être soumis à beaucoup de services onéreux, mais leurs droits perpétuels à la terre avaient été reconnus; en Angleterre, les services onéreux ou humiliants avaient été de bonne heure abolis; mais le tenancier, en consentant à faire de nouvelles conditions avec son maître, à lui promettre de l'argent au lieu de services, avait mis lui-même un terme à son marché. De vilain, il était devenu fermier; il crut alors avoir beaucoup gagné; et peut-être gagna-t-il en effet, car pendant un temps les gros fermiers d'Angleterre formèrent une classe opulente, intelligente et respectée. Cependant le fermier avait perdu la perpétuité, et rien ne peut compenser cette perte. Mais pendant la dernière guerre, l'élévation disproportionnée du prix des denrées

a fait éprouver aux fermiers anglais les passions et les chances de l'agiotage; puis à la paix la baisse du prix de ces mêmes produits les a presque tous ruinés. L'Angleterre elle-même commence à sentir qu'elle est entrée dans une fausse voie en mettant en opposition les intérêts des trois classes d'hommes, les propriétaires, les fermiers et les journaliers, qui concourent à la culture. En Irlande, ce même système n'a produit que des souffrances et de l'oppression. La première chose à faire pour ce malheureux pays, c'est d'assimiler autant que possible la condition du paysan à celle du propriétaire, et de lui ouvrir la voie pour que chacune de ses économies le mette en état de devenir propriétaire en effet.

Les paysans irlandais sont bien loin sans doute aujourd'hui d'avoir les moyens d'acheter et de payer la terre sur laquelle ils meurent de faim; et s'ils le pouvaient, encore devrait-on se garder de les engager à se dépouiller de leur petit capital, tandis qu'ils devraient le conserver pour améliorer leur petit patrimoine. Mais au lieu de payer la terre qu'on achète avec un capital, on peut la payer aussi par une rente perpétuelle. et le tenancier dont le canon annuel est invariable, et qui transmet le fonds à ses enfants jusqu'à la dernière postérité, est aussi réellement propriétaire que l'est son seigneur. Le fermier qui a un bail de quatorze, ou de vingt-un ans, a intérêt à ce qu'au terme de ce bail la terre ne soit pas en meilleur état qu'au moment où il l'a reçue, non seulement tous les capitaux qu'il aurait fixés sur la terre pour un plus long terme seraient perdus pour lui; ils seraient tournés contre lui par le maître, pour ne renouveler le bail qu'à des conditions plus onéreuses. M. Inglis a remarqué en Irlande que c'était la pratique constante, et que le fermier qui, pendant vingt-un ans, avait fait à la terre des bonifications importantes, se trouvait ruiné au terme de son bail (tome II, ch. 7, p. 113). Le tenancier à perpétuité travaille, au contraire, pour ses enfants et ses petits-enfants, en vue d'un avenir sans fin. Il ressent pour son domaine tout l'amour d'un propriétaire, il ne songe pas seulement aux fruits annuels qu'il en peut tirer, il veut l'orner, l'assainir, le rendre commode, et il ne calcule

point, pour chaque heure qu'il prend sur son sommeil ou sur son repos, pour chaque pied d'arbre qu'il confie à la terre, si ce sera lui ou ses enfants qui en recueilleront le fruit. Ses rapports avec son seigneur étant fixés à jamais, il n'y a plus entre eux ni contestation ni jalousie, il ne voit plus en lui qu'un protecteur, et la terre qu'il tient de lui leur sert de lien, non de sujet de querelle.

Ce n'est point tenter une expérience inouïe, ce n'est point excéder le pouvoir qui a été exercé par le législateur dans beaucoup d'autres pays, que d'obliger les seigneurs irlandais à concéder leurs terres à leurs cultivateurs contre une rente perpétuelle. Bien au contraire, c'est rentrer dans les habitudes de tous les peuples qui ont favorisé l'agriculture, c'est profiter de l'exemple de toutes les civilisations. Le bail amphytéotique, le bail destiné à encourager la plantation des arbres, en assurant au planteur la perpétuité de la jouissance, nous est probablement venu des Grecs, comme son nom *ἐμφύτευσις* l'indique. Il nous a été transmis avec la législation romaine, et il s'est plus tard empreint de féodalité. Les lettres de rente, les abrégements, ne sont que des formes diverses de cette nature de propriété, en usage dans les diverses provinces de France, de Suisse et de Savoie. Les 'livelli' en Italie, ne sont pas autre chose que des rentes foncières perpétuelles. Pierre-Léopold, grand-duc de Toscane, obligea tous les corps ecclésiastiques dans ses États, tous les hôpitaux, toutes les fondations pieuses, à aliéner toutes leurs propriétés foncières contre une rente perpétuelle, rachetable en tout temps au taux de trois pour cent. Cette mesure vigoureuse éleva à la plus haute prospérité la classe nombreuse des 'contadini livellari' qu'elle créa, ou des propriétaires d'abergements; tandis qu'elle rétablit l'ordre dans toutes les fondations publiques, et qu'elle les mit à l'abri des dilapidations qui les ruinaient.

L'aliénation contre une rente perpétuelle n'est point non plus inconnue en Irlande: M. Inglis étant entré dans le Connaught, la partie la plus sauvage de cette île, fut frappé à Balinasloe d'un air d'aisance inaccoutumé. « Balinasloe, dit-il. est une ville remarquable par sa propreté, et le voyageur

reconnaît au premier coup d'oeil qu'elle n'est pas abandonnée au hasard, mais qu'une main protectrice est étendue sur elle..... Lord Clancarty est seigneur de Balinasloe, et toute espèce d'amélioration est encouragée par lui. Rien ne saurait, au reste, exciter avec plus d'efficacité à bonifier le pays, que la pratique de Lord Clancarty, d'accorder des concessions à perpétuité contre une rente fixe à tous ceux qui bâtissent de bonnes maisons..... Lord Clancarty estime toujours à un prix équitable les terres qu'il donne à ferme, et il se refuse à stipuler une rente plus considérable, encore que la compétition pût aisément la faire élever au double de la valeur qu'il demande. (Inglis, tome II, ch. 2, p. 16 et 17).

Plus loin, dans la même province, la riante et prospérante ville de Clifden a été fondée par M. d'Arcy, sans qu'il lui en coûtât un sol, seulement en accordant le terrain à ceux qui voulurent bâtir, contre une rente perpétuelle de six schellings par acre; c'était tout ce que la terre valait alors, mais la ville et le port ont donné ensuite une valeur supérieure au reste de la contrée (Inglis, tome II, ch. 5, p. 74). Enfin la province d'Ulster doit en partie la prospérité qui la distingue du reste de l'Irlande à ce que les propriétés confisquées y furent abandonnées à des compagnies de Londres, qui les cédèrent à des paysans contre des rentes perpétuelles (Ibid. tome II, ch. 12. p. 220). Le comté d'Antrim, dans cette province, est le seul où l'on trouve de vrais paysans. Ils jouissent des fruits de l'industrie de leurs pères, car ceux-ci ont acquis la terre contre une redevance perpétuelle. (Ibid. tome II, ch. 13, p. 243). Un étranger serait accusé, sans doute, d'une présomption ridicule s'il essayait d'indiquer les moyens d'exécution par lesquels la législature pourra fixer le sort de la classe agricole, en lui donnant un droit perpétuel à la terre qu'elle cultive nous nous contenterons de présenter ici quelques considérations générales sur cette intervention nécessaire du pouvoir suprême entre des intérêts opposés, et sur le but qu'elle doit atteindre.

Pour que l'agriculture prospère dans un pays, pour que la terre soit cultivée avec amour et avec intelligence, il faut

que deux classes de personnes exercent sur elle des droits perpétuels: d'une part les riches éclairés qui étudient, qui perfectionnent et qui répandent autour d'eux le goût des découvertes et des améliorations; d'autre part, les hommes de peine, laborieux, qui voient de plus près la nature, et qui attachés, en général, aux usages antiques, les mettent en valeur par la patience et l'économie, et les défendent contre un esprit trop actif d'innovation. Ces deux classes d'agriculteurs sont également essentielles à la prospérité nationale. La seconde a été détruite en Irlande par les usurpations de la noblesse; si une imprudente ardeur de réforme entraînait à détruire la première, et c'est le sort dont l'Irlande est menacée dans le cas d'une insurrection des pauvres contre les riches, les conséquences n'en seraient pas moins fatales. Le législateur doit tendre à maintenir l'équilibre entre ces deux classes; il doit encourager les grands propriétaires, qui exploitent leurs domaines par leurs propres mains. Peut-être l'aristocratie irlandaise est-elle beaucoup trop nombreuse, si l'on en juge par le nombre de belles terres qu'on rencontre, presque à chaque pas, et par la multitude d'opulents émigrés, 'd'absentees', qui peuplent l'Angleterre et le continent. N'importe: qu'elle choisisse librement elle-même parmi ses domaines, tous ceux qu'elle voudra faire valoir par ses propres soins, ce n'est pas à leur égard que la législature doit intervenir.

Mais la loi ne doit point reconnaître de contrat qui prive la terre de l'oeil, de l'intelligence et de l'affection du maître. Elle doit dire à celui-ci: « Là où vous ne pouvez être maître vous-même, faites-vous remplacer seulement par ceux qui, pour le bien de la société, se regarderont comme maîtres; par ceux à qui vous assurerez un droit perpétuel sur la terre que vous leur confierez. » C'est le devoir étroit du législateur, de retirer la partie de la race humaine qui lui est soumise de l'état abject de misère et d'abrutissement où elle est tombée; c'est son devoir de préserver les riches d'une insurrection terrible, et l'empire tout entier d'une guerre civile effroyable. C'est son devoir enfin de soustraire pour jamais le sort de l'Irlande à la folle enchère qui en dispose, à la lutte entre le pauvre

qui, pour obtenir du travail, est forcé de se contenter de moins que la plus misérable subsistance, et le riche, qui, par une cupidité aveugle, en voulant tout saisir, s'expose à tout perdre. Le législateur ne doit pas, ne peut pas laisser plus longtemps toute une classe de cultivateurs exposée à la double chance des vices de leurs seigneurs et des leurs propres; il ne doit pas permettre que toute une contrée soit malheureuse, quelles que soient l'industrie, la sobriété et les vertus de ses habitants, seulement parce qu'un lord Limerick ou un lord Clifden en tirent leur revenu. Il y a des seigneuries, sans doute, dont les maîtres méritent la reconnaissance et l'amour; mais là même, la loi doit une garantie à l'avenir; elle doit préserver les paysans des effets de l'imprudence, de la ruine, des vices ou de l'absence des descendants des meilleurs maîtres. Beaucoup de seigneurs intelligents, et d'un caractère honorable, se refusent à accorder des baux d'aucune espèce à leurs cultivateurs; ils veulent les tenir dans une absolue dépendance politique. Peut-être aujourd'hui ne songent-ils cependant qu'à leur faire du bien, mais qui peut répondre de leurs héritiers, peut-être des créanciers qui saisiront leur biens, ou de ceux qui les achèteront? Le paysan propriétaire, soit qu'il ait déboursé un capital ou qu'il ne soit tenu qu'à une rente perpétuelle, ne dépend plus que de lui-même; la dissipation de celui à qui il paie sa rente, sa dureté ou sa prodigalité ne lui importent plus que faiblement. Il ne sera pas ruiné par son absence, ou opprimé par la partialité de ses agents. Convaincu que l'aliénation des terres, mises aujourd'hui à ferme contre une rente perpétuelle, est la seule chance de salut pour les riches autant que pour les pauvres de l'Irlande, nous croyons également que le prix auquel cette aliénation doit se faire ne peut être fixé que par l'autorité publique; car il faut l'établir plus bas, beaucoup plus bas que les vendeurs ne demandent, et que n'offrent les acheteurs. Nous l'avons dit: le droit du cultivateur c'est d'être complètement maintenu par son travail; comme une créature humaine, et il n'y a que le surplus du bénéfice qui puisse être le prix légitime du fermage. Mais dans l'état abject auquel le paysan

irlandais a été réduit, il offre avec empressement son travail, sous condition d'obtenir seulement la nourriture et le traitement accordés au plus méprisé des animaux domestiques. S'il ne promet pas davantage encore, c'est que quelques maîtres généreux n'acceptent point les fermages exagérés qu'on leur offre; que d'autres, par prudence seulement, refusent de stipuler un contrat qu'ils savent ne pouvoir être exécuté. Il y a donc des maîtres assez justes ou assez sages pour ne point réduire leurs paysans à la mendicité, mais il n'y en a aucun qui leur laisse l'aisance à laquelle des hommes industriels et des sujets britanniques auraient droit. Il ne faut donc pas calculer quel peut être le produit net de la terre après avoir entretenu des malheureux dans l'état de pénurie où des Irlandais vivent, mais quel il restera après avoir maintenu le nombre d'hommes nécessaires pour la travailler, dans la condition où des hommes qui travaillent doivent vivre. Il faut qu'ils soient logés, vêtus, nourris, chauffés, comme de bons paysans doivent l'être; que le pain, non la pomme de terre, soit leur aliment essentiel, que de temps en temps ils puissent y associer quelque nourriture animale, et quelque boisson fermentée. Ce qui restera, après cette déduction, sera la seule rente légitime, la rente invariable et perpétuelle au prix de laquelle la propriété devra être transmise.

Le but qu'on doit se proposer, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, c'est de donner à la terre des cultivateurs propriétaires, et non pas des entrepreneurs de travaux qui les fassent exécuter par une race plus misérable de journaliers. Il faut donc proportionner l'étendue des nouveaux héritages aux forces d'une famille; il faut que son chef, avec sa femme et ses enfants, puisse suffire à en faire tous les ouvrages; car chez les petits propriétaires la femme et les enfants travaillent dès leur plus bas âge, sous les yeux et la direction du père. Tandis que les enfants du journalier ne sauraient trouver de salaire, et que leur mère doit rester à la maison pour les garder, le travail du petit paysan à côté de son père est pour lui une instruction, une occupation et un plaisir. Si les enfants du journalier, au contraire, sont ap-

pelés à quelque ouvrage, leur troupeau est presque toujours une école d'immoralité; l'oisiveté à laquelle on a réduit les femmes et les enfants de tous les Irlandais, en les excluant de toute part à la propriété, est ainsi une des grandes causes de la misère de l'île. Il faut encore que l'étendue de la métairie soit telle que la famille, si elle est industrielle, y trouve une constante occupation. C'est en effet un des avantages du système de culture par les propriétaires, que l'introduction d'une très grande variété de produits, au moyen de laquelle, sur un terrain assez limité, il n'y ait pas un jour dans l'année pour lequel le cultivateur intelligent ne trouve une occupation convenable. Dans le système des grandes fermes, au contraire, le cultivateur songe, non à ce qu'il peut consommer lui-même, mais à ce qu'il peut porter au marché pour en retirer l'argent dont il paiera sa ferme. Une seule nature de produits lui convient mieux que plusieurs; il vend du grain et du bétail, et pas autre chose; mais il en résulte que tout son grain est semé, est récolté à la même époque. Dans ces deux mois-là il prend des ouvriers à un très haut prix; l'oisiveté et la mendicité auxquelles il les abandonne pendant les dix autres mois de l'année n'est pas son affaire, mais c'est l'affaire de la nation: c'est la seconde grande cause de la misère de l'Irlande; la population requise pour faire les semailles et les moissons reste oisive pour moitié, pendant les trois quarts de l'année (Inglis, tome II, cli. 16, p. 299). Pour un cultivateur intelligent, qui fait tout par lui-même, jusqu'à ses outils, qui bat son blé à couvert, il n'y a point de saison morte, même en Suisse et en Allemagne, où le climat est bien plus rude qu'en Angleterre. Les produits apparents des grandes fermes, dans ce dernier pays, sont une déception; car le fermier n'a point porté en compte les gages des certaines d'ouvriers qu'il congédie pendant neuf mois de l'année; il ne les paie pas lui-même, il est vrai, mais la société doit finalement les défrayer, ou par la taxe des pauvres ou par la mendicité. Le but à atteindre en Irlande, c'est que chaque propriétaire cultivateur fasse son propre ouvrage; qu'il emprunte, s'il veut, des journées de travail à son voisin, mais

qu'il les rende en nature; qu'il s'attache, comme tous les écrivains d'agriculture l'ont enseigné, comme la bonne nature l'a rendu facile, à trouver un travail utile pour chaque saison, pour chaque jour de l'année. Si des commissaires nommés par le Parlement fixent la rente moyenne pour chaque nature de terrain, dans chaque comté, ils devront encore estimer quelle est l'étendue de terrain qu'une famille peut cultiver, et bien cultiver, sans recourir à aucune aide étrangère. Ce sera la mesure que devront avoir désormais les fermes concédées au prix d'une rente perpétuelle.

Il ne nous reste plus qu'une observation à faire. Nous sommes persuadé que chez un peuple dont les moeurs auraient été formées par une distribution de la propriété telle que celle que nous proposons, toutes les familles de cultivateurs propriétaires auraient un tel sentiment de leur dignité, une telle répugnance à placer leurs enfants dans une condition inférieure à la leur, qu'on pourrait s'en fier à leur prudence pour éviter les mariages précoces et les familles trop nombreuses. Nous voyons en effet que, dans tous les pays où les paysans sont propriétaires, le nombre des métairies est toujours à peu près le même; leur étendue varie fort peu; le chef de famille sait fort bien qu'en les divisant il détruirait l'équilibre de culture qui lui fait trouver de l'emploi pour tous les jours de l'année, et pourvoir en même temps à tous les objets dont sa famille a besoin pour sa consommation. Il ne marie qu'un seul de ses fils, à moins que le second ne trouve de l'emploi dans quelque métier industriel, et ne reçoive sa portion en argent. L'armée, la marine et l'église, emploient les autres. C'est aussi en argent, et par ses économies, qu'il acquitte la portion de ses filles. Il sait qu'une grande famille serait pour lui une grande gêne, non seulement au moment de la naissance les enfants, mais pendant toute leur vie, et c'est pour lui un avertissement salutaire. Aussi la population des pays vraiment agricoles n'augmente pas sensiblement, elle n'augmente pas plus que leurs ressources. Mais les moeurs d'un peuple sont l'effet de longues habitudes et de longues réflexions; elles ne changent pas au moment où la législation

change. Nous avons attribue la cause de la détresse actuelle de l'Irlande à une révolution survenue dans la propriété, il y a cent quatre-vingts ans, et nous avons montré que plusieurs de ses conséquences ne commençaient qu'aujourd'hui à se développer. De même, la révolution nouvelle dans la propriété, qui est devenue inévitable, mais que nous voudrions adoucir et régulariser, ne changera les moeurs de l'Irlande que dans un temps assez long. aujourd'hui l'Irlandais est si misérable qu'il ne songe jamais à l'avenir, qu'il ne s'inquiète jamais du nombre d'enfants qu'il pourra avoir. Il se marie avant vingt ans, sans avoir un pouce de terre, sans avoir un meuble, sans avoir un écu dans sa bourse; il offre un prix exorbitant, et qu'il ne sera jamais en état d'acquitter, à un propriétaire, pour une petite hutte et un carreau de terrain. Il vit dans les haillons et la boue, avec sa femme et les enfants qui leur surviennent chaque année; il croit avoir beaucoup fait quand il assouvit leur faim avec des pommes de terre, et il ne regarde pas au-delà. Il faudra des années avant que l'Irlandais comprenne qu'un tel état de misère et d'imprévoyance est dégradant, avant qu'il le contemple avec une juste horreur, avant qu'il sente qu'il serait insensé et criminel de se marier, s'il ne peut pas assurer à sa femme et à ses enfants une meilleure existence. Il faut donc favoriser puissamment par la législation la formation de moeurs nouvelles; il faut que pendant un temps, du moins, les métairies soient indivisibles, que le tenancier soit même exposé à les perdre s'il essayait de les partager; il faut multiplier les obstacles aux mariages imprudents et précoces; il faut renforcer l'autorité paternelle et celle du conseil de famille, pour les empêcher; il faut interposer des délais, obliger à une publication de bans suivie d'une longue attente; il faut peut-être enfin exiger des époux quelque garantie. quelque dépôt d'argent dans la caisse d'épargnes ou la bourse de la paroisse, destiné aux enfants à venir. L'imprévoyance actuelle des Irlandais doit être combattue par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la liberté publique, et les plus efficaces peut-être sont les habitudes, les coutumes locales, qui contiennent l'imprévoyance.

La fille du paysan suisse se croirait déshonorée si, en se mariant, elle n'apportait pas à son époux son lit, sa garde-robe le noyer et son trousseau complet, composé de tout le linge dont elle aura besoin pour le reste de sa vie. De son côté, son époux n'irait pas se présenter à l'église, pour la cérémonie, s'il ne portait pas l'uniforme neuf et complet de la milice. Le long travail, la longue épargne, nécessaires pour se conformer à ce décorum de village, ont plus empêché ou retardé de mariages imprudents que toutes les exhortations de sages parents. Que les notables de chaque localité agissent de concert pour introduire de telles coutumes en Irlande, ou pour fortifier celles qui existent déjà; et le paysan connaissant l'aisance, et sûr de l'avenir, acquerra aussi le sentiment de sa dignité; il saura la maintenir par sa propre prudence, et les calamités qui désolent ce beau pays auront un terme.

HUITIÈME ESSAI.

DES EFFETS DE L'ESCLAVAGE SUR LA RACE HUMAINE.

Nous l'avons dit, et nous ne cesserons de le répéter, la prospérité d'une nation ne saurait être évaluée d'après la masse de richesses accumulées sur son territoire; elle ne doit l'être que d'après la quantité de bonheur que cette richesse distribue entre ceux qui composent la nation. Le vrai but de l'économie politique, c'est d'assurer une distribution des richesses telle que tous profitent de leurs avantages, encore que quelques uns soient plus favorisés que d'autres. Il faut que tous aient une part aux jouissances, aux développements physiques et moraux que la richesse peut procurer; il faut, à mesure que la nation s'enrichit, que tous soient mieux nourris, mieux vêtus, mieux logés; que tous aient plus de sécurité dans leur existence, plus d'espérances dans leur avenir, et en même temps plus de modération dans leurs désirs; il faut que tous puissent se réserver plus de loisirs pour le développement de leur intelligence, comme pour le relâchement à accorder à leurs membres fatigués et pour l'entretien de leur santé; il faut que tous enfin trouvent, dans leur participation à la richesse croissante, un motif nouveau de bienveillance mutuelle, et non une excitation à plus d'inimitiés.

Mais l'accroissement de la richesse nationale doit aussi conférer, aux plus riches seulement, des avantages qui ne sont que pour eux, ou dont les autres du moins ne profiteront que par contre-coup. Il faut qu'il y ait dans la nation des riches qui puissent se consacrer sans partage à la poursuite du but le

plus relevé qui soit présenté aux efforts de la race humaine; il faut qu'ils puissent cultiver, sans être distraits par des intérêts matériels, leur intelligence, leur imagination, leur sensibilité; il faut encore qu'ils soient disséminés sur la surface du pays, de manière à l'éclairer dans toutes ses parties, pour que leurs progrès spéciaux dans la raison, la science, les beaux-arts, la moralité et la bienveillance universelle, profitent à tous. Jamais on ne doit perdre de vue la nécessité de soigner le bonheur de ces deux classes d'hommes à la fois, et de maintenir entre les uns et les autres la proportion qui contribuera le plus au bonheur et à l'avancement de tous. Il suffit d'exposer ce grand but de la science sociale pour faire sentir tout ce que l'institution de l'esclavage a d'absurde, d'injuste et d'inhumain. La société humaine a été fondée pour l'avantage commun, et l'on abandonne le premier de ses principes quand on sacrifie une moitié de cette société à l'autre, quand on met à part tous les biens pour les uns, tous les maux pour les autres. Cependant, dès qu'on se permet de considérer la richesse abstraitement, et non dans son rapport avec le nombre de ceux qui participent à ses avantages, on est presque immédiatement, entraîné à la regarder comme une quantité qui peut s'accroître par les privations et les souffrances de ceux qu'elle est destinée à rendre heureux; car on cesse de s'entendre soi-même, et l'on s'égare à la poursuite d'un but directement opposé à celui qu'on se propose. On cesse, en effet, de pouvoir distinguer la richesse qui est acquise par la société, de celle qui est acquise aux dépens de la société; on range dans la même catégorie ce que l'homme gagné sur la nature et ce que l'homme a gagné sur l'homme; on compte comme progrès toutes les économies faites sur la production, même lorsque ces économies sont autant d'enlevé à des hommes membres de la même société. Toutefois, lorsqu'on vient à sommer la richesse de la société avant et après la prétendue économie faite sur les frais de production, on la trouve diminuée et non augmentée; car cette économie a ruiné les pauvres bien plus qu'elle n'a enrichi les riches; elle a ajouté quelque chose au produit net

en faveur des seconds, mais elle a retranché bien davantage du produit brut qui se distribuait entre les premiers: elle a donc détruit cette richesse même que toute la doctrine de l'école chrématistique tendait à accroître.

Dès l'instant que l'on confond le progrès de la fortune des riches avec celui de la richesse nationale, dès l'instant qu'on croit permis aux premiers de s'enrichir toujours plus en épargnant sur la main-d'oeuvre ou sur son salaire, on a déjà sacrifié les pauvres dans son coeur, ou du moins dans son esprit, et l'on n'a plus qu'à choisir entre les moyens pour faire qu'ils consomment le moins possible, qu'ils diminuent le moins possible le produit net. Il s'en présente trois: le premier, c'est de rendre leur coopération inutile, soit en les remplaçant par des puissances empruntées à la mécanique, soit en ne demandant à la nature que les fruits qu'elle produit avec le moins de travail humain: alors les ouvriers sont devenus superflus, comme dans quelques parties de l'Écosse, et on entreprend de les déporter. Le second, c'est de les engager par la compétition à travailler pour la moindre récompense qui puisse suffire à les maintenir en vie: c'est ce qu'on a fait en Irlande. Le troisième, c'est de ne point leur laisser de choix, mais, par la violence et à l'aide du fouet, de les faire travailler tant qu'un reste de vigueur se soutient en eux: c'est l'esclavage des Indes occidentales. Chacun de ces expédients n'a pu être inventé, n'a pu être poursuivi, que parce qu'on a perdu de vue la première base du droit de la société, la première utilité de la richesse, le bonheur de tous. Au lieu de faire que tous jouissent, encore que quelques uns, pour l'avantage de tous fussent mieux traités que les autres, on n'a songé qu'à ces quelques uns; on leur a donné tout pouvoir sur les autres, on leur a permis de se faire de l'opulence avec la chétive pitance enlevée aux autres, qui sont infiniment les plus nombreux; mais leur cupidité les a trahis; car, dans l'admirable dispensation de la Providence, le riche a besoin du pauvre au moins autant que le pauvre a besoin du riche. Celui qui a cru pouvoir se passer d'hommes pour son industrie a dû apprendre qu'il ne pouvait se passer d'hom-

mes pour consommer les fruits de son industrie. Celui qui a réduit le pauvre à mourir le faim en travaillant ne s'est plus trouvé assez riche ni pour assister par ses aumônes l'ouvrier auquel il n'avait pas laissé gagner son pain, ni pour se défendre contre son ressentiment quand la faim le provoque. Celui qui a cru pouvoir ôter à l'ouvrier, avec la liberté, l'intelligence et la volonté, a nourri auprès de lui une bête féroce dont l'ouvrage ne vaut plus la subsistance, et dont la soif de vengeance fait toujours trembler. Nous avons cherché, dans les Essais précédents, à faire comprendre les fatales conséquences des systèmes qui, sans ôter au pauvre sa liberté, le mettent aux prises cependant avec le riche, et ne lui assurent aucune garantie contre un adversaire trop puissant. Il nous importe également de faire connaître les conséquences du système de l'esclavage, système plus grossier, plus barbare, plus funeste encore dans ses effets, mais qui n'est pourtant que l'application du même principe, « que les États s'enrichissent en produisant davantage ou en dépensant moins; qu'ils s'enrichissent de tout ce qu'ils peuvent épargner sur la main-d'oeuvre; qu'ils s'enrichissent en tirant des travailleurs le plus d'ouvrage possible pour le moins d'avances possibles; » c'est-à-dire: de la fausse doctrine que ce n'est pas l'homme et le bonheur de l'homme que le gouvernement doit se proposer d'accroître, mais la richesse; et de la conséquence plus fautive encore de cette doctrine, que la richesse n'est pas l'avantage de tous, mais le profit net réalisé par quelques uns. Afin de faire comprendre les conséquences de l'esclavage pour les maîtres, pour les esclaves, pour la race humaine tout entière, nous croyons, avant d'indiquer les moyens de délivrer la société de ce fléau, devoir présenter ici une analyse de l'excellent livre de M. Comte sur l'Esclavage domestique. Nous le regardons, en effet, comme le traité le plus complet, le plus savant, le plus philosophique qui ait jamais été écrit sur l'esclavage et sur ses désastreux effets (1). Sans doute

(1) C'est le cinquième livre des Traités de Législation de M. Comte, avocat à la cour royale. Paris 1827. Il remplit seul le quatrième volume contenant 536 pages.

l'humanité a dicté à plus d'un philosophe d'éloquents plaidoyers contre cette institution si outrageante pour notre espèce; mais jusqu'ici les maîtres d'esclaves avaient cru pouvoir les mépriser, ou même ils se permettaient de les admirer sans conséquence, parce que, disaient-ils, l'écrivain ne connaissait pas les faits, parce que les plus belles théories se trouvaient, à l'application, inexécutables. Ici, au contraire, ce sont les faits qui nous sont présentés, les faits de tous les temps, les faits de toutes les régions du globe; et ils le sont avec une précision, avec une exactitude, avec une authenticité, qui ne laissent pas l'ombre d'un doute sur leur accord, et sur les conclusions que l'on doit en tirer.

L'esclavage est si loin des mœurs, des habitudes, même des souvenirs de la France, que beaucoup de gens regarderont un traité sur les funestes conséquences de l'esclavage du même oeil qu'un traité sur les erreurs du paganisme. Tout au plus croiront-ils que ce livre ne peut avoir pour objet que la législation de quelques îles éloignées d'Amérique, et le sort d'une race pour laquelle ils ne sentent point de sympathie. Ils ont si souvent entendu répéter que le christianisme a aboli l'esclavage, qu'ils ne font pas attention que l'esclavage n'a réellement été aboli en Angleterre qu'en 1660, par le statut 12, ch. 24 de Charles II; dans le reste de l'Europe occidentale qu'au huitième siècle, et qu'il n'a jamais cessé dans l'Europe orientale. Cependant, loin que la cause de l'abolition de l'esclavage soit gagnée, il s'est opéré, il s'opère sous nos yeux une révolution qui, élevant tout à coup au rang des États puissants et civilisés de vastes contrées où l'esclavage est institué par les lois, peut assurer la plus effrayante prépondérance, dans la balance de l'univers, aux pays gouvernés par des possesseurs d'homme, sur les pays où cette possession est interdite.

En Russie et en Pologne, la grande masse de la population est esclave; elle est de même esclave dans près de la moitié des États autrichiens; et jamais, autant que de nos jours, la Russie et l'Autriche n'ont pesé sur l'Europe. La France, la Hollande, maintiennent l'esclavage dans leurs colonies, dis-

persées en Asie, en Afrique et en Amérique; L'Angleterre vient à peine de l'abolir; l'Espagne et le Portugal maintiennent l'esclavage dans ce qui leur reste de colonies. Dix, sur les vingt-deux États-Unis de l'Amérique, maintiennent l'esclavage, et ce sont les plus vastes, comme les plus heureusement situés. Dans toute l'Inde anglaise, dans toute l'Inde tributaire le l'Angleterre, l'esclavage est légal, sans être très commun; enfin, dans presque toutes les républiques colossales de l'Amérique ci-devant espagnole, et dans l'empire du Brésil, l'esclavage est encore légal, quoique ces états nouveaux aient pris, pour l'abolition future de l'esclavage, des mesures qui sont sans cesse attaquées, ou éludées par les préjugés ou les passions des peuples. Voilà cependant quels sont les États qui forment aujourd'hui la chrétienté et le monde civilisé! Voilà quels sont les États qui dictent des lois aux autres! Certes, quand le pouvoir souverain est entre les mains de tant de possesseurs d'esclaves, le moment n'est pas venu encore de dire que la cause de l'abolition de l'esclavage est gagnée: au contraire, nous devons plus que jamais recueillir les faits, les étudier, leur donner de la publicité, pour détourner les nations qui se régénèrent de la continuation d'un si abominable système.

Nous allons nous efforcer de présenter, dans le moins de pages qu'il nous sera possible, l'enchaînement des idées de M. Comte, et nous de ferons presque toujours avec ses propres expressions, même lorsque, pour plus de brièveté, nous ne nous astreindrons pas à l'indiquer par un renvoi ou des guillemets. L'esclavage, quoique conservé chez quelques nations civilisées, a eu évidemment pour origine l'abus de la victoire chez des barbares. Les conquérants, au lieu d'égorger les vaincus, ont cru se montrer humains, surtout ont cru être habiles, en leur conservant la vie, et en les faisant travailler pour eux. M. Comte, comme le titre de son ouvrage l'annonce, a entrepris d'examiner quel avait été le résultat de ce calcul, quels étaient les effets de l'esclavage sur les facultés physiques, intellectuelles et morales des maîtres, aussi bien que sur celles des esclaves. Il commence par reconnaître

que les organes physiques des maîtres ne sont pas détériorés par l'esclavage. Les causes qui paraissent maintenir la force physique sont l'usage d'une bonne nourriture, un exercice suffisant, et le choix des individus qui conservent la race. Or les maîtres, dans l'état de barbarie, comme dans celui de civilisation, paraissent réunir tous ces avantages. Leur nourriture est toujours assurée; l'habitude, le goût du plaisir, la politique même, leur font continuer tout au moins les exercices qui les rendent propres à la chasse et à la guerre; enfin, à moins qu'un préjugé national ne les arrête, ils peuvent s'unir aux plus belles d'entre leurs femmes esclaves, et en avoir des enfants plus beaux que leurs pères. C'est ce qu'ont fait les Turcs et les Persans, qui ont ainsi constamment amélioré leur race.

Mais l'esclavage doit nécessairement vicier l'organisation physique des esclaves. Car ceux-ci n'ont d'aliments, de vêtements, d'habitations, qu'autant qu'il plaît aux maîtres de leur en laisser. Tout exercice qui peut leur donner de la force, de l'adresse, du courage, leur est interdit, comme étant dangereux pour leurs possesseurs. Le petit nombre d'opérations mécaniques auxquelles ils sont obligés de se livrer, dans l'intérêt de leurs maîtres, ne peut développer que quelques uns de leurs organes. Ce développement ne peut même être que très restreint, parce qu'un exercice forcé, excessif, accompagné de privation d'aliments, est une cause de faiblesse, bien plus qu'une cause de force. Qu'on ajoute à ces considérations que les hommes asservis ne peuvent avoir pour compagnes que les femmes les moins belles, les autres devenant les concubines des maîtres, et l'on concevra aisément comment la partie asservie du genre humain a dû tous les jours se dégrader davantage.

Mais le développement de l'organisation physique doit surtout se considérer quant aux moyens qu'il donne à l'homme d'agir sur les choses, et de les rendre propres à pourvoir à ses besoins: or l'esclavage arrête ce développement industriel, dans les maîtres comme dans les esclaves. Le premier effet que l'esclavage produit à l'égard des maîtres est de les dis-

penser des travaux qui fournissent immédiatement aux hommes des moyens d'existence; le second est de leur faire voir ces travaux avec mépris. Dans l'antiquité, une seule industrie n'était pas avilie aux yeux des maîtres: celle qui consiste à dresser, à louer, à acheter et à vendre des hommes. Un des ancêtres d'Octave avait, disait-on, déshonoré sa postérité en faisant la banque; mais Marcus Caton achetait et vendait des hommes; il vendait particulièrement les vieux qui ne lui rapportaient que peu de profit, et qui pouvaient devenir inutiles: et Caton était le gardien des moeurs (1)!

Ce mépris pour tout travail manuel, qu'on nommait servile, était universel chez les Grecs et les Romains; il est universel dans les colonies, parmi toute la race des maîtres. Même le manoeuvre européen, flétri comme malfaiteur, s'il devient possesseur d'un homme, croit aussitôt qu'il ne peut se livrer à un travail productif sans déroger à sa noblesse. Les Hollandais, qui savent si bien apprécier chez eux tous les genres de travaux utiles, éprouvent à Batavia, comme au cap de Bonne-Espérance, pour toute occupation industrielle un mépris et une aversion insurmontables. Les Anglais à Sainte-Hélène, à la Jamaïque et dans toutes leurs colonies; les Anglo-Américains dans les dix États du sud, ont de même renoncé à toute espèce de travail. En Hongrie, en Pologne, en Russie, les maîtres ne travaillent jamais; les serfs ne travaillent qu'à la terre; on ne trouve quelque industrie que chez les Juifs, qui, déjà accablés par le mépris, ne peuvent en encourir davantage en se rendant utiles. Ainsi, quoique l'esclavage ne vicie pas nécessairement les organes physiques des hommes qui appartiennent à la classe des maîtres, il a pour effet d'en rendre l'exercice nul dans tous les genres d'occupations qui sont nécessaires à l'existence des peuples. Ce sont des instruments qui non seulement sont inutiles au genre humain considéré en masse, mais qui ne servent à l'individu qui en est pourvu que par le mal qu'ils produisent pour une multitude d'autres. Si, par quelque grande catastrophe, la

(1) Plutarque, Vie de M. Caton, p. 402.

race des maîtres disparaissait tout à coup d'un pays où l'esclavage est admis, il n'est aucun genre de travail qui demeurât suspendu, aucune richesse dont on eût à déplorer la perte. Rien ne cesserait, que les supplices qu'ils infligent à leurs esclaves.

Autant le développement industriel est arrêté chez les maîtres par leur mépris pour le travail, autant il l'est chez les esclaves par l'abrutissement auquel les maîtres les réduisent. Les esclaves de nos jours sont incapables de tout travail qui demanderait de l'intelligence, du goût, des soins. Il est probable que les baux travaux de l'antiquité romaine furent exécutés par des hommes formés à l'industrie pendant qu'ils étaient libres, et que la guerre avait faits esclaves; car, dès que les Romains, ayant conquis tous les peuples industriels, ne purent plus faire des esclaves que parmi les Barbares, tous les arts, toute espèce d'industrie, déclinerent rapidement chez eux, et ils retombèrent eux-mêmes dans la barbarie. Voyons ensuite, avec notre auteur, quel effet l'esclavage produit sur les facultés intellectuelles, soit des maîtres, soit des esclaves. (Chap. 4, p. 54.)

Quant aux maîtres, il faut distinguer entre eux ceux qui jouissent de la liberté politique et ceux qui en sont privés; les premiers arrivent fort bien à développer celles de leurs facultés intellectuelles qui leur serviront à agir sur leurs égaux, tandis qu'ils ne développeront point celles par lesquelles ils pourraient agir sur la matière: les seconds ne développeront ni les unes ni les autres. La paresse de l'homme lui fait préférer la force au raisonnement, l'autorité à la persuasion, toutes les fois qu'il en a le choix; mais le citoyen des États libres de l'antiquité, ne pouvant commander à ses égaux comme il commandait à ses esclaves, était forcé d'apprendre à les persuader. Il étudiait donc l'homme, son égal, sur lequel il devait agir par la persuasion; mais il n'étudiait pas la nature, sur laquelle il ne devait agir que par les bras de ses esclaves. Il lui semblait inutile de découvrir le moyen de leur sauver un peu de fatigue: aussi toutes les applications de la science à l'industrie lui paraissaient une dérogação. Lorsque

le citoyen perdit sa liberté politique, il n'eut plus d'intérêt à étudier l'homme, il n'en eut pas plus qu'auparavant à étudier la nature; il renonça à un travail sans but, toutes les connaissances s'éteignirent, et le retour de la barbarie en fut la conséquence.

Entre les colonies des Européens, celles des Anglais sont les seules où les colons aient obtenu de la mère patrie quelque pouvoir politique; ce sont aussi les seules où ils aient senti le besoin d'un développement intellectuel qui les rendît capables de persuader leurs égaux, d'acquérir sur eux quelque autorité par les seuls moyens qu'admette la liberté politique. Dans les colonies des autres peuples, que la métropole, gouverne avec un pouvoir absolu, les maîtres, n'ayant tour à tour qu'à obéir et à commander, ont montré la stupidité qui est le propre des despotes et des esclaves, à la réserve des seuls individus qu'on a fait élever dans la mère patrie, loin du spectacle de l'esclavage. Notre auteur prouve, par des faits, par le témoignage circonstancié de tous les voyageurs, le mépris pour toute espèce d'instruction des colons hollandais du cap de Bonne-Espérance, des colons français de la Louisiane, des colons espagnols dans celles de leurs provinces où les esclaves sont le plus nombreux.

Dans les États-Unis, comme il y a liberté politique, il y a développement de l'intelligence chez les maîtres. Mais les citoyens, dans les États du sud, ne développent que les facultés qui les mettront à même d'agir sur les hommes; les citoyens, dans les États du nord, veulent agir et sur les hommes et sur les choses, et ils se partagent entre ces deux carrières. Aussi les États du midi ont donné peut-être plus d'hommes propres au gouvernement. Washington, destiné à combattre ou à gouverner des hommes, pouvait naître sur une terre exploitée par des esclaves; mais Franklin, destiné à éclairer le monde, et à accroître la puissance de l'homme sur la nature, ne pouvait se développer que dans un pays où les arts étaient exercés par des mains libres.

Quant aux esclaves, l'effet immédiat de l'esclavage est d'arrêter en eux tout développement intellectuel. Aussi, dans les

colonies d'Amérique où tous les travaux manuels sont exécutés par des esclaves, les maîtres sont obligés de faire venir, des pays où l'esclavage n'est point admis, tout produit industriel qui, pour être obtenu, exige quelque intelligence. Les maîtres peuvent employer leurs esclaves à abattre et à transporter des arbres; mais, s'il s'agit de construire des navires, il faut qu'ils envoient ces arbres dans les pays où l'on trouve des ouvriers libres. Ils peuvent leur faire cultiver grossièrement la terre, et obtenir du blé par leurs travaux; mais, quand il faut convertir ce blé en farine, on est obligé de l'envoyer dans des lieux où l'on trouve des ouvriers capables de faire des moulins. Les esclaves ne peuvent même pas se livrer à tous les soins qu'exige l'agriculture, ils n'ont ni assez d'intelligence ni assez de soins pour cultiver des légumes ou des arbres à fruits. Enfin leur incapacité est telle que l'agriculture est encore dans l'état le plus barbare, et que les maîtres font venir d'Angleterre le charbon qui leur sert de chauffage, quoiqu'ils aient les forêts à six milles de distance. Quelquefois même, ils en font venir jusqu'à la brique dont ils bâtissent leurs maisons.

Les causes de l'incapacité des esclaves dans tous les genres d'industrie sont faciles à apercevoir. La main n'exécute bien que ce que l'esprit a bien conçu. Nos organes physiques ne sont que les instruments de notre intelligence; et, lorsque l'intelligence n'a reçu aucun développement, elle ne peut diriger que mal les organes qui sont à sa disposition. Or, dans les pays où l'esclavage est établi, non seulement les maîtres sont incapables de développer les facultés intellectuelles de leurs esclaves, mais ils ont presque tous une tendance naturelle à en arrêter le développement. Le besoin de la sécurité, plus fort que la passion de l'avarice, les oblige à tenir les hommes asservis aussi près de la brute que cela leur est possible. Robin rapporte (1) qu'un colon français de la Louisiane répétait sans cesse qu'il ne craignait rien tant que des nègres avec de l'esprit. Il dit que toute son attention se portait à

(1) Voyage dans la Louisiane, t. III, Chap. 68, p. 197.

empêcher qu'ils n'en acquissent, et qu'il n'y réussissait que trop. Ces colons ne jugent pas autrement que ne jugeaient les Romains. Le censeur Caton ne voyait rien de plus dangereux que des esclaves avec de l'intelligence. Quand les siens ne travaillaient pas, il les condamnait à dormir: tant il avait peur qu'ils ne s'avisassent de penser (1)! Les Anglo-Américains des États du sud, qui étaient récemment encore les moins ignorants et les moins brutaux des maîtres, repoussent aujourd'hui avec effroi et par des supplices, toute tentative pour enseigner à lire à leurs esclaves. Les colons soumis au gouvernement anglais ont vu long-temps avec non moins de terreur les efforts que faisaient plusieurs habitants de la Grande-Bretagne pour donner quelques lumières à leurs esclaves, et les élever à la religion chrétienne (2).

Mais, si l'esclavage condamne les maîtres à mépriser l'industrie, et les esclaves à en être incapables, y a-t-il quelque ressource pour une nation dans la classe de ceux qui ne sont ni maîtres ni esclaves? Non; car, dans un pays où l'esclavage est établi, un homme qui n'appartient ni à la classe des maîtres ni à celle des esclaves, à moins qu'il ne porte ailleurs son industrie, est obligé ou de rester oisif, ou d'être méprisé. Si des hommes libres consentent quelquefois à travailler, ce n'est qu'autant que l'élévation du salaire compense le mépris attaché au travail; et même alors, un ouvrier libre achète des esclaves, ou disparaît aussitôt qu'il a fait quelques économies (3). L'état des prolétaires, dans la république romaine, repoussés de tout travail, ou par le mépris ou par la concurrence des esclaves des patriciens, est un exemple remarquable et effrayant de la dégradation et de la misère à laquelle l'esclavage réduit la partie de la nation qui ne se classe ni parmi les maîtres ni parmi les esclaves.

Tels sont les effets de l'esclavage sur l'organisation physi-

(1) Plutarque, Vie de M. Caton.

(2) Voyez les débats de la chambre des Communes d'Angleterre, du 23 juin 1825.

(3) La Rochefoucauld, Voyage aux États-Unis; deuxième partie, t. IV, p. 293, 294; troisième partie, t. VI, p. 75.

que, l'industrie et l'intelligence. Ses effets sur les moeurs (1) sont bien plus dégradants encore. Une des premières conséquences morales que l'esclavage produisit chez les Romains fut l'amour le l'oisiveté. De l'absence d'activité intellectuelle et physique, et de la possession de richesses acquises par le pillage, naquit une passion effrénée pour toutes les jouissances sensuelles. La gourmandise et la voracité des grands arrivèrent à un point dont il est impossible aujourd'hui de se faire aucune idée. La terre fut ravagée pour fournir à leurs débauches, et les richesses d'une province furent englouties dans un repas. La maison d'un grand renfermant une multitude d'esclaves des deux sexes, les moeurs les maîtres éprouvèrent promptement les effets qui devaient résulter d'un tel mélange; l'histoire romaine fournit des exemples éclatants de la plus scandaleuse dépravation. M. Comte en signale deux, dans les temps brillants de la république: la condamnation de cent soixante femmes de sénateurs, convaincues l'un complot pour empoisonner leurs maris qui les négligeaient pour des esclaves, et l'association d'hommes et de femmes, pour se livrer en commun à la débauche, découverte l'an 539 de Rome; le nombre des coupables, dont les femmes formaient la plus grande partie, s'éleva au-dessus de sept mille: plus de la moitié furent condamnés au dernier supplice. Nous regrettons de ne pouvoir suivre l'auteur, lorsqu'il montre la servitude romaine s'aggravant toujours plus avec les progrès de la richesse et du luxe chez les maîtres; les rations de vivres diminuant pour les esclaves, et les supplices devenant plus atroces; les révoltes, les guerres serviles, les vengeances privées des esclaves, multipliant les dangers et pour chaque maître et pour tout l'État.

Toutes les fois que des hommes sont condamnés à des travaux sans relâche et sans fruit, qu'ils ne sont maîtres d'aucun de leurs mouvements, et qu'ils sont constamment exposés au mépris, à l'insulte et à des châtimens arbitraires, la mort simple cesse d'être une peine. Il faut, pour qu'elle de-

(1) Chap. VI, p. 80.

vienne redoutable, qu'elle soit accompagnée de tourments qui excèdent par leur intensité toutes les douleurs répandues dans le cours de la vie. Il fallut donc que les Romains qui voulurent punir de mort leurs esclaves, imaginassent des supplices propres à effrayer les hommes les plus fatigués de supporter la vie. Ces supplices ne pouvaient être déterminés que par les caprices des maîtres, puisque les lois ne voyaient dans les esclaves que des propriétés. Le genre de supplice le plus généralement adopté fut de les déchirer à coups de verges, et de les clouer ensuite à une croix. Les tourments de l'individu qu'on avait ainsi cloué duraient plusieurs jours avant que la mort vînt y mettre un terme, à moins que l'exécuteur n'eût attaqué, par pitié, quelque une des parties essentielles à la vie. Les écrivains qui nous ont donné la description de ce supplice ne disent pas qu'on en ait exempté les femmes, ni même les enfants de l'âge le plus tendre que l'on condamnait à périr quand leur maître était mort par une cause inconnue.

M. Comte passe ensuite en revue les colonies des modernes (1), pour montrer que l'esclavage a produit dans toutes les mêmes effets: l'intempérance, la dissolution, la férocité. Nous nous abstenons de retracer ici les parties les plus effroyables de ces tableaux; il y a trop de souffrance à s'occuper des tourments de tant de millions d'êtres humains qui à cette heure même gémissent dans la peine. Nous nous contenterons de quelques traits, pris dans ces divers chapitres, pour lesquels nous continuerons à emprunter les termes mêmes de l'auteur.

Toutes les fois qu'une femme esclave a donné le jour à un enfant, on a pu juger par la couleur de cet enfant, à quelle espèce d'homme appartenait son père. Il a été d'autant plus difficile de se tromper sur les liaisons des maîtres avec leurs femmes asservies, qu'il n'y a jamais eu de mariage entre les blancs et les noirs; tout enfant de sang mêlé a été le produit

(1) Chap. VII, p. 106, les Hollandais; ch. VIII, p. 140, les Anglais; ch. IX, p. 159, les Anglo-Américains; ch. X, p. 187, les Français; ch. XI, p. 198, les Espagnols.

d'une union immorale, il a presque toujours été le fruit de la violence du maître sur son esclave. En arrivant au cap de Bonne-Espérance, dit Le Vaillant (1), on est surpris de la multitude d'esclaves aussi blancs que les Européens qu'on y voit. Cependant jamais aucun blanc n'a été réduit en esclavage dans ce pays; les esclaves, au contraire, y ont toujours été d'origine éthiopienne. Des liaisons des maîtres avec des filles éthiopiennes, sont nées des filles mulâtres; de leurs liaisons avec celles-ci, sont nées des filles moins foncées encore; enfin, les traces de sang éthiopien ont disparu, et les esclaves ont fini par être de la même espèce que leurs possesseurs. Mais, dans ce changement de race, il est un phénomène qu'il est important d'observer, parce que nous le retrouverons dans presque toutes les autres colonies. Un colon n'affranchit pas les enfants qui naissent de lui et de ses femmes esclaves. Il exige d'eux les travaux et la soumission qu'il exige de tous les autres; il les vend, les échange, ou les transmet à ses héritiers, selon qu'il le juge convenable. Si un de ses enfants légitimes les reçoit à titre de succession, il ne fait entre eux et ses autres esclaves aucune distinction. Un frère devient ainsi le propriétaire de ses soeurs et de ses frères; il exerce sur eux la même tyrannie, il exige d'eux les mêmes travaux, il les déchire du même fouet, il assouvit sur eux les mêmes désirs. Cette multitude d'esclaves blancs qui étonnent les regards d'un Européen sont donc presque toujours les fruits de l'adultère et de l'inceste. Un voyageur observe (2) qu'il existe si peu d'affection entre les parents dans cette colonie, qu'on voit rarement deux frères converser ensemble. Comment un frère pourrait-il avoir de la tendresse pour un autre, quand peut-être il a dix ou douze frères et soeurs qu'il considère comme la plus vile des propriétés, et qu'il emploie à satisfaire ses passions les plus brutales?

Au cap de Bonne-Espérance, le sol est pauvre; il est employé à élever des troupeaux, et à produire les mêmes es-

(1) T. I, p. 76.

(2) Barrow, t. I, p. 130.

pièces de grains qu'on recueille en Europe. Aucun de ces produits n'exige de travaux pénibles et continus. Les plus nécessaires à la vie sont ceux qui exigent le moins de fatigue, et qui se vendent au plus bas prix. Aussi, en général, au Cap, le travail de l'esclave n'est pas excessif, et sa nourriture est abondante. A la Guiane hollandaise, au contraire, le sol est d'une grande fertilité; il est propre à produire du sucre ou d'autres denrées, qui ne croissent qu'entre les tropiques. Ces productions obtenues par de longs et pénibles travaux sont généralement destinées à l'exportation. Comme leur vente est facile, les maîtres sont intéressés à exiger de leurs esclaves un travail plus pénible et plus continu. Comme, d'autre part, les vivres sont rares et chers, leur maître ne leur en laisse que ce qui leur est rigoureusement nécessaire pour vivre. Cette opposition n'existe pas seulement entre le Cap et la Guiane: l'esclavage, cruel et dégradant partout, est cependant adouci, dans les pays de pâturage, par de longs repos et une nourriture suffisante: dans ceux où l'on cultive les céréales, le travail est plus rude et plus assidu; il ne l'est pas cependant au point d'empêcher la population servile de s'accroître. Dans les pays où l'on cultive le café, le coton, le tabac, et surtout le sucre, le travail est excessif, la nourriture tout-à-fait insuffisante, et la mortalité est fort supérieure aux naissances.

Les belles esclaves ont à redouter, non seulement les désirs du maître ou du commandeur de qui elles dépendent, mais les châtimens atroces par lesquels ils cherchent souvent à vaincre leur résistance ou à la punir, et enfin la jalousie que les femmes blanches conçoivent contre elles. Une femme qui fait châtier une de ses esclaves cherche surtout à la défigurer et à la rendre hideuse. C'est sur le sein qu'elle fait appliquer les coups de fouet, quelquefois même des coups de poignard. Stedman raconte qu'une dame créole, apercevant dans sa plantation une jeune et belle esclave, lui fit aussitôt appliquer un fer brûlant sur le front, sur les joues et sur la bouche, et ordonna qu'on lui coupât en même temps le tendon d'Achille. Elle fit ainsi en un in-

stant, d'une belle personne, une espèce de monstre de difformité (1).

Après des traits qui montrent combien l'esclavage corrompt aussi les moeurs dans les colonies anglaises et les États-Unis, l'auteur cite sur les derniers une loi plus odieuse encore, puisqu'elle est réfléchie, que des actes où l'on peut ne voir que l'explosion de passions honteuses. Il est expressément défendu à tout possesseur d'hommes, de développer les facultés intellectuelles de ses esclaves. Celui qui serait convaincu d'avoir enseigné à lire à l'un d'eux serait puni d'une amende sept fois plus forte que celle qu'il encourrait en leur coupant les mains ou la langue. Dans ce dernier cas, il ne serait condamné qu'à une amende de quatorze livres; dans le premier, il en encourrait une de cent. Il est également défendu de laisser faire aux esclaves aucun trafic pour leur propre compte. Toute réunion est interdite aux hommes asservis: un blanc qui trouve sur un grand chemin plus de sept esclaves ensemble est tenu de leur administrer des coups de fouet, sans excéder vingt coups pour chacun; et l'esclave qui se défend contre un blanc est puni comme ayant commis un crime horrible. Nul individu nègre ou de sang mêlé ne peut paraître dans les rues, après la tombée de la nuit, sans une permission spéciale. Les délinquants, libres ou esclaves, sont enlevés par une police militaire qui parcourt sans cesse les rues, et punit selon les circonstances (2).

L'esclavage était légal dans toutes les colonies espagnoles; mais dans toutes celles qui ont fait des progrès rapides vers la prospérité, le nombre des nègres était ou infiniment petit, ou presque nul. La race conquise des indigènes, quoique soumise originellement à un régime très dur, ne fut pas réduite en esclavage. Ainsi, à la réserve de Cuba, et d'un petit nombre d'autres points produisant les denrées des tropiques, et soumis au régime des plantations, le travail a été exécuté,

(1) Stedman, Voyage à Surinam; t. II, p. 170, 171; t. III, p. 101, 102.

(2) Travels in Canada and the United States, by Francis Hall, p. 424. La législation des États-Unis méridionaux a été rendue plus cruelle encore depuis la publication du livre de M. Comte.

dans l'Amérique espagnole, par des mains libres; il a été honoré, et cette seule circonstance a plus fait pour le bien de l'humanité que n'ont pu faire pour son mal le despotisme du gouvernement, sa terreur des lumières, la vigilance de l'inquisition et toutes les précautions qui semblaient prises pour arrêter la civilisation. M. Comte prouve par une série de faits que, dans les colonies hispano-américaines, les progrès de l'intelligence, de l'industrie, de la population et de la moralité, ont toujours été, selon le différent régime de chacune en raison inverse du nombre des esclaves et de la sévérité de leur traitement.

Il semble qu'après avoir prouvé que l'esclavage vicie la constitution physique des esclaves, qu'il rend les maîtres incapables de tout travail, et les esclaves incapables d'un travail proportionné aux forces des hommes libres; qu'il dégoûte les maîtres de tout exercice de l'esprit, et qu'il l'interdit aux esclaves; qu'il empêche la formation d'une classe moyenne, de gens qui ne seront ni maîtres ni esclaves, et que, quand ceux-ci existent, il les force à émigrer; qu'il crée des moeurs infâmes et atroces chez les maîtres; et qu'en interdisant aux esclaves la volonté ou la direction de leurs actions, il ne leur laisse pas même la prétention d'avoir des moeurs: ou a déjà prouvé qu'aucune institution plus funeste que l'esclavage ne pouvait être introduite dans la société. Ce n'est pas tout cependant: M. Comte examine l'influence qu'a eue l'esclavage sur les garanties de la liberté privée pour les maîtres, sur l'accroissement des richesses, sur celui de la population, sur la liberté politique et sur l'indépendance des nations; et, dans chacun de ces rapports nouveaux, il fait voir, par l'expérience universelle, que cette effroyable institution n'a pas été moins funeste aux maîtres qu'aux esclaves, chez tous les peuples qui l'ont tolérée.

Dans les pays où l'esclavage est admis, une épouvantable calamité menace sans cesse les hommes libres, parce que leur état peut être mis en question. En effet, si une personne est présumée libre jusqu'à ce qu'il ait été prouvé qu'elle ne l'est point, comment les maîtres parviendront-ils à garder leurs

esclaves? comment les poursuivront-ils, s'ils prennent la fuite? comment sauront-ils dans quels lieux ils se sont réfugiés? Si, au contraire, tout individu est présumé esclave, jusqu'à ce qu'il ait été prouvé qu'il est libre, comment les personnes libres ne seront-elles pas sans cesse exposées à être traitées en esclaves (1) ?

Chez les anciens, rien n'était plus fréquent que le vol des enfants. Souvent les esclaves se vengeaient ainsi de leurs maîtres; ils emportaient dans leur fuite les enfants confiés à leurs soins ou par vengeance, ou par cupidité, ou même par tendresse. Mais, quand la misère les pressait ensuite, ils les vendaient. Les comédies antiques font sans cesse allusion à ces enlèvements. L'histoire de Virginie nous apprend que les personnes adultes, et surtout les femmes, n'étaient pas à l'abri de 'questions d'État' qui pouvaient leur enlever juridiquement leur liberté et leur honneur. Dans les colonies anglaises, toute personne d'origine éthiopienne, ou portant la plus légère teinte de la couleur qui distingue les peuples de cette espèce, est présumée esclave jusqu'à la preuve du contraire. Un individu de l'espèce des maîtres, pourvu qu'il soit de race pure, peut donc s'emparer de toute personne, homme, femme ou enfant, qui est un peu colorée, et la retenir à titre de propriété jusqu'à ce qu'elle prouve qu'elle est libre, ou jusqu'à ce qu'elle soit réclamée par un autre propriétaire. Celui qui peut enlever, par ruse ou par violence, les titres qui prouvent que tel ou tel individu est libre, fait de lui un esclave par ce seul acte; et, pour se l'approprier, il lui suffit d'en prendre possession.

On ne saurait se figurer le degré de malheur et de danger qui pèse sur tous les individus de la race colorée, en raison de ce principe de législation, dans toutes les colonies des Européens et dans les États-Unis; on ne saurait peindre l'effroyable brigandage par lequel des hommes ou des femmes libres sont enlevés dans les États du nord, où l'esclavage est aboli, pour être revendus dans les États du midi; l'infâme abus que

(1) Chap. XII, p. 223.

l'on fait, même dans les États où l'esclavage est aboli, de prétendus contrats d'apprentissage, pour retenir dans un esclavage réel les hommes qui ont un droit légal à la liberté. Ces malheurs, il est vrai, n'atteignaient jusqu'ici qu'une race pour laquelle les blancs n'ont montré ni charité, ni sympathie, ni pitié; une race envers laquelle ils se sont dégagés de tous les devoirs moraux, de tous les devoirs religieux qui nous lient non pas à l'homme seulement, mais à tous les êtres qui peuvent sentir et souffrir. Mais les vices des Européens vengent enfin les nègres: nous avons vu que les enfants nés de leurs désordre se rapprochent tellement de la race blanche qu'on ne peut plus les distinguer. Le moment est arrivé où des enfants complètement blancs pourront être dérobés à leurs riches parents, et vendus comme mulâtres, ou fils et petits-fils de mulâtres, sans qu'il y ait aucun moyen de les réclamer.

Passant à l'influence de l'esclavage sur la distribution des richesses (1), M. Comte s'élève avec raison contre l'immoralité de cette question: « Le travail fait par des esclaves est-il moins dispendieux que celui qui est exécuté par des hommes libres? » C'est comme demander si les propriétés que des voleurs de grands chemins acquièrent, en rançonnant les voyageurs, leur coûtent moins cher que celles qui sont acquises par quelque espèce d'industrie. C'est pis encore: c'est considérer la partie la plus considérable du genre humain comme une machine de production, qui a d'autant plus de valeur qu'elle absorbe une part moins considérable des richesses qu'elle produit. Mais, après avoir fait sentir combien cette question est mal posée, il n'en arrive pas moins à démontrer que le travail qu'un homme obtient d'un grand nombre d'autres, en leur déchirant la peau à coups de fouet, lui coûte PLUS que le travail qu'il obtiendrait d'eux en leur payant un juste salaire.

On peut faire le compte des maîtres, pour leur démontrer qu'eux-mêmes trouveraient leur avantage à abolir l'escla-

(1) Ch. XIII, p. 237.

vage; mais le compte national, celui que fait notre auteur, est plus important encore. Il établit que le système de l'esclavage crée, distribue et accumule beaucoup moins de richesses qu'aucun autre système par lequel le travail de la société pourrait être exécuté. En effet, dans un pays à esclaves, les maîtres ayant horreur et honte du travail, toutes leurs forces physiques, et en même temps toutes leurs facultés intellectuelles et morales, sont perdues pour la production et la conservation des richesses; d'autre part, l'oisiveté à laquelle ils sont condamnés fait naître chez eux la passion des jouissances physiques, et de tout ce qui peut rompre la monotonie de leur existence: la table, les femmes, les jeux de hasard, enfin tous les vices qui font dissiper rapidement les richesses produites par le travail d'autrui. Dans le même pays, à côté des maîtres, il ne reste que les esclaves; toute autre classe de la population a nécessairement disparu. Mais les esclaves n'ont rien, et ne peuvent rien accumuler; les esclaves sont descendus au dernier terme de misère et d'abrutissement auquel il soit possible à l'homme d'arriver. Trois causes ont concouru à les abrutir: la première est le soin que les maîtres prennent de les rendre stupides, pour assurer leur propre sécurité; la seconde, les travaux dont ils les accablent, et qui ne leur laissent le temps de réfléchir sur rien; la troisième, l'absence complète de tout intérêt à s'éclairer. L'esclave n'est comptable que de l'emploi de ses forces physiques brutes; et quand il en a livré le produit à son maître, celui-ci n'a plus rien à lui demander.

Dépourvu d'intelligence, l'esclave, avec une quantité donnée de travail, fait le moins d'ouvrage possible; dépourvu d'intérêt dans la richesse qu'il crée, avec une consommation donnée, il fait le plus grand dégât possible; car il n'y a pour lui que du danger à économiser. Dans un pays exploité par une population asservie, il ne reste donc, pour la production des richesses, que les organes physiques des esclaves, destitués de tout principe d'intelligence et d'activité, et stimulés seulement par l'action du fouet. Or des châtimens corporels peuvent bien exiger certain mouvement du corps; mais ils ne

peuvent créer cette énergie que donne une volonté libre; et, quand même ils parviendraient à la créer, une force destituée d'adresse, d'intelligence et de moralité, ne saurait produire, et moins encore conserver beaucoup de richesses, quelque énergie qu'elle fût d'ailleurs.

Nous connaissons très mal l'histoire de l'industrie chez les anciens; il paraît seulement qu'elle ne prospéra que chez les peuples où les esclaves encore peu nombreux étaient associés au travail, au lieu d'en être chargés exclusivement. Il en fut de même de l'agriculture: elle prospéra sous des mains consulaires; mais, plus le nombre des esclaves s'accrut en Italie, plus le pays perdit de sa fertilité: on fut enfin réduit à le convertir uniquement en pâturages. Nous pouvons mieux juger de l'effet que produit l'esclavage, dans les colonies, sur la distribution des richesses. L'agriculture est presque la seule branche d'industrie qui y existe; mais elle y est exercée sans soins, sans intelligence. Des récoltes qui épuisent le sol s'y succèdent sans interruption et sans repos; les esclaves, qu'aucun intérêt n'excite, ne font, dans un temps donné, au dire des voyageurs, qu'à peine la dixième partie des travaux que des ouvriers libres exécutent en France (1). De là, les denrées, fruit de leur travail, sont nécessairement plus chères. La détérioration du sol, partout où l'esclavage est établi, est un fait notoire dans les colonies, et dans la partie méridionale des États-Unis. L'art du charpentier, du menuisier, du maçon, est au-dessus de la capacité des esclaves; les habitants des États du midi, en Amérique, sont obligés de faire venir à grands frais les ouvriers des États du nord pour construire leurs maisons; mais ces ouvriers disparaissent aussitôt que les travaux pour lesquels on les a appelés sont terminés. Pour entretenir, pour réparer, il faut attendre que quelque construction nouvelle les ramène au bout de plusieurs années. Aussi est-il peu de maisons qui soient en bon état, et il arrive quelquefois de voir une table somptueusement servie et couverte d'argenterie, dans une chambre où

(1) Voyage dans la Louisiane, Robin; t. I, ch. VI, p. 92.

la moitié des vitres manque depuis dix ans (1). En résultat, dans les pays à esclaves, il faut que les maîtres tirent de l'étranger une partie de leurs aliments et tous les produits manufacturés, qu'ils paient plus cher tous les services qui demandent de l'intelligence, et cependant qu'ils ne retirent de leur terre que la moitié du revenu qu'ils en retireraient dans un pays sans esclaves; car c'est là la proportion qu'établit le prix de vente des terres, à étendue et à fertilité égales. Aussi presque tous les maîtres, presque tous les propriétaires de terres, sont obérés et vivent dans une détresse continuelle. D'après un rapport présenté à la Chambre des Communes par l'assemblée des colons de la Jamaïque, ceux-ci sont presque tous accablés de dettes, et il y a un quart de leurs plantations à sucre qui a été mis en vente, depuis peu d'années, par autorité de justice (2).

En cherchant l'influence de l'esclavage sur l'accroissement des diverses classes de la population, M. Comte s'arrête surtout à ce principe, que, comme la population ne peut s'accroître qu'avec le revenu, et comme chaque maître ne peut vivre qu'en consommant le revenu créé par cinq ou par dix esclaves, la population des maîtres ne peut s'accroître qu'autant que celle des esclaves s'accroît dans une proportion cinq ou dix fois supérieure (3). Mais, comme la population asservie, bien loin de se multiplier dans l'esclavage, décroît au contraire d'une manière rapide, l'augmentation de la population blanche dans les colonies supposait et nécessitait une augmentation plus rapide encore de la traite, et de tous les crimes qu'elle fait commettre.

L'auteur résume en ces termes l'influence de l'esclavage domestique sur l'esprit et la nature du gouvernement (4): ainsi, dans un état où une partie de la population est possédée par l'autre à titre de propriété, nous trouvons qu'une

(1) La Rochefoucauld, *Voyage aux États-Unis*; t. V, Part. II, p. 95.

(2) Le rapport est du 25 février 1825. *East and West India Sugar*; p. 121, 122, 128.

(3) Chap. XIV, p. 283.

(4) Chap. XV, p. 299.

grande portion de la classe des maîtres est naturellement disposée (par sa constante détresse financière et son aversion pour tout travail) à envahir le pouvoir, et à s'emparer des richesses créées par l'autre; nous trouvons que la partie de la population qui ne peut vivre que de son travail, et dont l'esclavage avilit ou empêche l'industrie, est également disposée à se liguier avec tout individu qui se propose d'asservir ou de détruire la classe des maîtres; enfin nous trouvons que le despotisme, même le plus violent, qui affaiblit ou qui détruit le pouvoir des maîtres, est un bienfait pour les esclaves. La tendance de la masse de la population la porte donc vers l'établissement du despotisme d'un seul; et, quand ce despotisme est établi, il est exercé avec la rapacité, la brutalité, la cruauté et la stupidité, que mettent des maîtres dans l'exploitation de leurs esclaves.

Des faits rassemblés pour faire juger l'influence de l'esclavage sur l'indépendance des peuples (1), résultent deux vérités importantes. La première, c'est que tous les hommes qui en réduisent d'autres en servitude, ou qui se font possesseurs d'esclaves, se mettent par ce seul fait entre deux ennemis: ils s'exposent à être massacrés par les hommes qu'ils possèdent, ou à être asservis par des étrangers. La seconde, c'est que toutes les fois qu'il se forme une véritable coalition entre les ennemis intérieurs et les ennemis extérieurs, les maîtres n'ont aucun moyen de résistance.

Mais il faut finir ce long extrait; et cependant sept autres chapitres resteraient encore à analyser: aucun peut-être ne mériterait plus notre attention que celui qui traite 'de l'influence réciproque de l'esclavage sur la religion, et de la religion sur l'esclavage' (2). Toutefois, nous ne pouvons point, par un extrait, suppléer au livre que nous analysons; nous n'avons voulu qu'inspirer le désir de le lire, en faisant voir combien, avant M. Comte, les effets de l'esclavage avaient été peu recherchés, combien son histoire est importante dans

(1) Chap. XVI, p. 330.

(2) Chap. XVIII, p. 378.

l'histoire générale du genre humain, combien elle répand de lumière sur la décadence rapide des grands peuples de l'antiquité, combien elle fait prévoir de souffrances et de malheurs pour les peuples modernes qui s'obstinent à conserver cette lèpre dévorante. Personne ne lira le livre de M. Comte sur l'esclavage sans en voir jaillir une lumière nouvelle. Certes, avant de l'avoir ouvert, nous ne nous croyions pas nous-même indifférent à la souffrance de nos frères asservis, ou tièdes dans nos sentiments sur l'esclavage. Cependant la lecture de ce livre a été pour nous comme une révélation de tout ce que ce système a d'absurde, d'atroce, de ruineux, et de son efficacité pour détruire tout ce qui donne une valeur aux nations ou un prix à la vie. Telle est l'impression que nous en avons reçue: nous désirons ardemment que d'autres la reçoivent à leur tour; car, nous le répétons, loin que l'esclavage soit une calamité uniquement propre aux temps passés, cette calamité est présente, elle est menaçante, elle est répandue parmi des nations destinées à multiplier avec une extrême rapidité, et déjà maîtresse de la plus belle partie de la terre habitable. Jamais, peut-être, il ne fut plus important pour les destinées de l'humanité de montrer ce qu'est nécessairement l'esclavage, pour tarir cette source de misère, de stupidité et de crimes, dans les pays qui s'ouvrent à une nouvelle civilisation.

NEUVIÈME ESSAI.

DE LA MARCHÉ A SUIVRE POUR RETIRER LES
CULTIVATEURS NÈGRES DE L'ESCLAVAGE.

C'est une chose aussi étrange que douloureuse que d'observer l'état de souffrance et de misère auquel la classe des cultivateurs a été réduite sur presque toute la surface de la terre. Les richesses que produit le sol sont les premières que l'homme apprenne à désirer, ce sont les plus nécessaires à son existence, et ceux qui les produisent ont des titres non pas à sa pitié seulement, mais à sa reconnaissance. Au commencement de toutes les histoires, nous voyons les cultivateurs dans un état de liberté, de paix et d'innocence. Ce tableau est si doux à notre imagination que les poètes de toutes les langues nous peignent le bonheur dans la vie des champs. Les fables de l'âge d'or, les poésies pastorales de toutes les nations, les plus douces rêveries des sages de nos jours, nous représentent également comme le but de nos désirs cette alternative de travaux champêtres et de loisirs dans l'abondance. Nos yeux peuvent rencontrer ce bonheur dans tout pays où le cultivateur est libre et propriétaire, et le paysan suisse, même peut être le paysan toscan, n'a dans sa vie réelle rien à envier au paysan doué par l'imagination des poètes. Et cependant, aux lieux où la richesse s'est le plus accumulée, les peuples qui se sont le plus vantés de leur civilisation semblent s'être efforcés à l'envi de rendre la condition du cultivateur toujours plus déplorable, de reconnaître quel est le dernier terme de souffrance et de dénuement auquel il est possible de le réduire sans le priver de la vie et de la faculté de travailler, pour ne

lui accorder rien au-delà. Nous avons vu ce que la nation la plus opulente, la plus civilisée et la plus humaine de l'Europe, a fait de ses cultivateurs; dans le sort des paysans écossais et irlandais, nous avons pu reconnaître celui qui menace et qui a déjà en partie atteint les Anglais eux-mêmes, celui vers lequel seront poussés à leur tour ceux du reste de l'Europe, si les enseignements d'une fausse chrématistique continuent à être accueillis par les autres nations.

Mais ce sont également les peuples les plus civilisés de l'Europe qui ont entrepris de dépouiller le cultivateur non seulement de tout ce qu'ils ont jugé superflu au maintien de son existence, de tout ce qui pouvait répandre quelque douceur sur cette existence, mais même de sa raison et de sa liberté. Ils sacrifièrent à leur cupidité une race d'hommes différente de la leur; ils la ravalèrent au rang des brutes; ils lui interdirent l'exercice de sa volonté et la connaissance du bien et du mal; ils renouvelèrent pour elle l'esclavage qu'ils avaient aboli dans leurs propres foyers, et haïssant le nègre en raison même de l'injure qu'ils lui faisaient, ils refusèrent de voir en lui un homme, tout en conservant contre lui la rancune, l'envie, le désir de vengeance qu'un homme seul peut exciter. Ils ne calculèrent pas même quelle était la subsistance nécessaire pour maintenir sa race; il leur suffit de trouver celle moyennant laquelle l'esclave pourrait mourir à la peine le plus profitablement pour son maître. Ils estimèrent qu'avec une nourriture insuffisante et un travail excessif, un nègre pouvait durer dix ans sous le fouet; qu'après ce terme, il valait mieux qu'il mourût et que le maître en rachetât un autre. C'est sur cet infâme calcul que la traite était fondée, et à l'heure qu'il est, elle n'est pas entièrement abolie.

Les Hollandais, les Anglais, les Français, les Espagnols les Portugais, ont tous fait cet effroyable calcul, et ont pris part à cet atroce commerce. Il est vrai qu'un petit nombre d'aventuriers, le rebut de chacune de ces nations, allait seul, loin de sa patrie, se souiller par tant de crimes. Les Américains des États-Unis, plus coupables qu'eux tous, ont dans leur propre pays, au sein de leurs familles, sur une terre de

liberté, continué jusqu'à ce jour à outrager les lois de Dieu et de la nature, en ravalant le cultivateur au-dessous de la brute; ils ont fait la traite d'État à État; et lorsqu'ils ont entendu le cri d'horreur de l'humanité, ils n'y ont répondu qu'en redoublant leurs mesures d'oppression.

Cependant l'époque où cette violation scandaleuse de la charité qui doit lier tous les hommes, et de l'éternelle justice, ne sera plus tolérée sur la terre, approche rapidement. L'esclave nègre sera soulagé avant même le cultivateur irlandais, parce que le nègre est victime d'une législation dont l'iniquité frappe à la première vue; tandis que la souffrance de l'Irlandais tient à un système compliqué, difficile à saisir, plus difficile à juger, et qui laisse croire que celui qui souffre n'est victime que de ses propres fautes. La nation anglaise, en effet, réparant glorieusement les torts de ses ancêtres, s'est déjà taxée elle-même pour racheter, par un énorme sacrifice pécuniaire, ceux qu'elle avait laissé asservir. Son exemple est irrésistible, avec quelque fureur que la cupidité ou la soif de domination des colons s'efforce de le repousser. Le gouvernement français a déjà annoncé qu'il se disposait à le suivre; qu'il n'hésitait que sur la manière, et quand ces deux grandes nations auront réhabilité les nègres au rang des hommes, il ne demeurera pas long-temps possible à aucune autre de les traiter encore comme des brutes.

Quel est le but que doit se proposer le législateur, par rapport aux colonies et à tous les pays cultivés aujourd'hui par des esclaves? Nous croyons avoir déjà préparé la réponse à cette question dans tous les Essais précédents. Le gouvernement est chargé de promouvoir de tout son pouvoir la félicité publique. Son devoir, c'est d'appeler tous ses sujets, ou le plus grand nombre possible de ses sujets, au plus grand bonheur qui dépende de lui. La condition de beaucoup la plus nombreuse, celle qui est le plus susceptible de bonheur, celle qui contribue le plus au bonheur de toutes les autres, est celle des cultivateurs; c'est la condition qui seule, dans les colonies, crée de la richesse; c'est sur elle seule que, dans ces pays d'exception, repose toute la société. Le but que doit

se proposer le législateur sera donc de faire cultiver les colonies par des paysans, vivant dans l'abondance, libres et heureux. Ce sont eux qui font le grand nombre, ce sont eux qui constituent en première ligne la félicité publique. Le législateur doit toutefois encore chercher, sur le surplus de produit du travail de ces paysans, le moyen d'assurer une rente aux propriétaires des terres, pour que des hommes de loisir et d'intelligence soient entremêlés à la population des colonies. Enfin il doit désirer que le revenu de ces deux classes, provenant de l'agriculture, leur laisse assez d'aisance pour que leur consommation crée une prospérité nouvelle en faveur de la classe industrielle, soit en recevant ses produits de la mère patrie, soit en faisant naître et formant dans la colonie même des hommes qui pourvoient aux besoins que les produits des champs ne satisfont pas.

Sous ces trois rapports, la situation des colonies est précisément l'inverse de celle que nous voyons que le législateur devrait leur désirer. Tous les travaux de leur culture sont accomplis par des cultivateurs infiniment malheureux, presque nus, affamés, avilis, abrutis, mais profondément ennemis de l'ordre auquel ils sont soumis. Toutes les propriétés de l'île sont entre les mains de riches malaisés, accablés de dettes auxquelles ils ne peuvent faire face, n'ayant pour tout revenu que des denrées qu'ils ne peuvent vendre; car leur prix décline toutes les années. Enfin la classe industrielle est dans un état égal de souffrance; jusqu'à présent elle est comme nulle aux colonies, et les marchands de la mère patrie éprouvent des faillites continuelles, causées par l'impuissance de payer de leurs débiteurs coloniaux. Comment n'en serait-il pas ainsi, lorsque le grand nombre, le très grand nombre des habitants des colonies, les esclaves, n'ayant rien, ne consomment rien, et lorsque les prétendus riches sont dans la gêne! Comment donc l'agriculture laisse-t-elle, également dans la gêne, aux colonies, et le cultivateur et le propriétaire? Ces régions sont situées cependant sous le plus beau climat de l'univers; leur sol est incomparablement plus fertile que celui d'aucune partie de l'Europe; bien plus, comme il est

seul propre à ces productions des tropiques dont le goût s'est aujourd'hui répandu partout, le planteur a joui long-temps, pour son sucre et son café, d'un droit de monopole qu'il exerçait contre les pays les plus riches et les plus civilisés du monde. En même temps, les colonies ne paient pas d'impôt; les frais de leur gouvernement, les frais de leur propre défense, ne sont pas à leur charge. La garantie qu'elles seraient hors d'état de se donner à elles-mêmes leur vient d'un pays moins favorisé par la nature, mais plus sage et mieux gouverné qu'elles. D'où vient cette absence de profit, cette stérilité de revenus? D'une cause que nous avons déjà eu occasion de signaler plus d'une fois. La cupidité trompe celui qui abuse de son pouvoir; c'est un gain vide de substance, et bientôt ruineux, que celui que fait le producteur sur celui qui l'aide à produire; et en particulier, nous avons pu le voir avec détail dans l'Essai précédent, l'esclavage est la plus coûteuse de toutes les manières de faire exécuter le travail de l'homme; c'est celle qui, avec les plus grandes avances, donne le moins de profit; c'est à son propre dommage que le maître a abruti et avili l'esclave, qu'il lui a ôté la volonté et l'intelligence, et ne lui a laissé que la malice. Il a beau, ensuite, retrancher, sur sa nourriture, son vêtement et son logement, lui disputer toutes les nécessités de la vie, il lui en coûte trop encore pour maintenir en lui cette force brute à laquelle il l'a réduit. Même en comptant pour rien le prix d'achat du nègre, son entretien ne vaut pas son travail, comparé avec l'entretien et le travail de l'homme libre. Qu'on ne perde point de vue ce fait important, de la cherté comparative du travail servile; car on doit en conclure que le propriétaire n'a aucun droit à une indemnité au moment de l'abolition de l'esclavage. Il n'a, en effet, aucune propriété utile dans le travail de son esclave; d'après les lois existantes, malgré toute leur iniquité, il n'a droit à son travail qu'autant qu'il le fait vivre; c'est tout comme si le nègre n'était pas son esclave; excepté que, dans ce dernier cas, pour les mêmes avances, il obtiendrait bien plus de travail.

Les planteurs répondent, à cette comparaison du prix de

revient du travail libre et servile, en vous embarrassant l'esprit des détails d'une plantation de cannes à sucre, et en affirmant qu'une sucrerie ne saurait être cultivée sans l'esclavage. Il semble bien plutôt qu'on devrait conclure que leurs sucreries ne sont ruinées que par l'esclavage. Peut-on douter que la canne à sucre ne soit infiniment plus propre à produire le sucre que la betterave, qu'elle ne contienne beaucoup plus de matière sucrée, que l'extraction n'en soit beaucoup plus facile? Cependant la betterave est cultivée par des mains libres; elle est cultivée avec intelligence, adresse et affection, par ceux qui s'intéressent à sa réussite. La canne à sucre est cultivée, au prix du sang et des larmes, par des hommes qui voudraient voir engoulir dans l'abîme le champ qu'ils vont fossoyer. La betterave enrichit le fermier français; la canne à sucre ruine le planteur des Antilles. On parle de mettre un impôt sur la production du sucre de betterave; mais avant que les bases en soient posées, déjà toute l'Europe se hâte d'emprunter à la France la culture de la betterave, et de bâtir de nouvelles sucreries. Au fait, l'industrie des sucres est perdue pour les Antilles, du moins tant que l'esclavage y sera maintenu. Ce fut une riche industrie, et qui pouvait supporter des frais extraordinaires de production, tant que quelques lieues carrées d'un fertile terroir, situé sous les tropiques, exercèrent contre l'univers entier un monopole pour la production du sucre; mais depuis l'introduction aux Antilles de la canne bien plus productive des îles de la mer du Sud; depuis le transport des sucreries dans les plaines de l'Amérique méridionale, qui pourraient seules en produire cent fois ce que le monde en voudrait consommer; depuis l'arrivée du sucre des Indes orientales, depuis l'invention enfin des sucres de betterave, les planteurs ne doivent penser aux anciens produits de leurs sucreries que comme à un âge d'or qui ne peut jamais revenir.

Les planteurs cherchent encore à persuader qu'une abolition formelle de l'esclavage n'est point nécessaire, puisqu'elle s'opère déjà insensiblement. Ils ont publié avec affectation des tableaux destinés à établir que les maîtres sont empressés,

dans les îles françaises, à accorder la liberté aux nègres qui la méritent, et que le nombre des affranchis y augmente tous les jours. On pourrait les chicaner sur la nature de ces affranchissements, sur leurs motifs, sur la condition des ‘patronés’; mais la première réponse à leur faire, c’est qu’ils n’ont pas encore fait un seul pas pour fonder la culture des colonies sur le travail libre. Ce qu’il faut à la terre, ce qu’il faut à l’agriculture, ce qu’il faut à l’humanité, ce qu’il faut à la sûreté nationale, c’est des paysans, c’est des paysans libres et heureux. Les affranchissements, qui ont été en effet fréquents aux colonies, ont recruté seulement la classe des prolétaires des villes, dans un pays où les villes n’ont aucune industrie. Les affranchis fournissent les ports de mer de gagne-deniers, de porteurs d’eau, de commissionnaires, de bateliers, de petits marchands de boissons ou de comestibles. Ils sont les valets du public, au lieu d’être ceux des particuliers; mais jamais ils ne s’élèvent à l’une des professions où l’on crée la richesse; jamais ils ne sont appelés, même comme journaliers, au service de l’agriculture, d’où naissent les seuls revenus du pays; jamais ils ne sont engagés au mois ou à l’année dans le petit nombre de métiers qui sont exercés par des hommes libres sous les tropiques. Vivant au jour le jour dans l’oisiveté, la misère et le vice; attendant les ordres du premier passant, ils se dégradent toujours davantage, et font retomber sur toute leur race un injuste préjugé.

Ce n’est rien faire encore que de rompre les chaînes de l’esclavage qui retiennent le nègre dans la fange, aux pieds du planteur; il faut en faire un paysan. Il le faut pour que le sol des colonies continue à être cultivé, pour que le travail le plus important de tous à l’existence des peuples s’accomplisse, pour que la richesse territoriale ne soit pas perdue, pour que tous les capitaux fixés sur le sol, ou circulant pour le faire valoir, ne soient pas perdus; il le faut pour que la société existe; car avec des blancs qui se croiraient déshonorés par le travail, tels que ceux qu’on voit aujourd’hui aux colonies; des affranchis porte-faix ou commissionnaires, seule condition où on leur ait permis d’entrer: point de paysans et

point d'esclaves, en moins de deux ans toute la population du pays serait emportée par la famine.

Il faut que les nègres soient élevés au rang de paysans pour leur bonheur, pour leur moralité, pour leur intelligence. Leur intérêt doit être le premier aux yeux du législateur; car ils sont de beaucoup les plus nombreux; ils sont les plus importants, comme étant les seuls qui fassent vivre tous les autres; ils sont victimes d'une effroyable injustice, d'un crime que les lois de Dieu et des hommes réprouvent également; d'un crime qui ne les prive pas seulement de tout bonheur sur cette terre, mais de toute intelligence, de toute vertu, du sacré caractère de la race humaine, peut-être de tout avenir. Au nom de tout ce qu'ils ont souffert, de tout ce que la société doit réparer envers eux, leur intérêt doit aux yeux de la société, passer avant tout autre intérêt.

Mais il faut encore que les nègres soient élevés au rang de paysans pour l'avantage national, pour que la classe la plus nombreuse de la société ne demande plus le bouleversement de la société, pour qu'elle ne soit plus prête à se joindre à tout ennemi intérieur ou extérieur qui lui fera espérer de briser son joug; pour que la législation ne soit plus souillée et la morale corrompue par une défiance inhumaine, des condamnations iniques et des supplices atroces; pour que le travail cesse d'être déshonoré; pour que tous les membres de la société concourent à créer, à accumuler la richesse; pour que la classe la plus nombreuse de la nation rentre dans la catégorie des consommateurs, pour qu'elle contribue ainsi à donner de l'activité à toutes les industries des villes et au commerce, tant de la colonie que de la métropole.

Il faut enfin que les nègres soient élevés au rang de paysans pour l'avantage des planteurs eux-mêmes, des propriétaires du sol. Nous n'insisterons point sur les avantages moraux qu'ils en retireront, sur l'obstacle à développement de leur intelligence, qu'ils écarteront, sur la séduction à tous les vices qu'ils éloigneront du sein de leur famille; ni sur le poignard sans cesse levé sur eux, auquel ils se soustrairont; ni sur les mille dangers qui menacent leurs enfants, et auxquels ils

mettront un terme. Les planteurs ont besoin d'élever les nègres au rang de paysans pour recouvrer quelque indépendance pécuniaire. Ils ont besoin de changer leur mode de culture, car c'est de tous le plus dispendieux, le plus ruineux; le travail de l'esclave est celui de tous qui coûte le plus cher et qui produit le moins. La direction donnée à leur culture, dont les produits sont destinés en entier aux marchés étrangers, est celle qui les expose le plus aux révolutions du commerce, et aux encombrements; aujourd'hui qu'il y a déjà surabondance de toutes leurs productions sur tous les marchés, elle les conduit à une ruine certaine, dont ils ne sont sauvés, en France, que par le monopole injuste que la douane leur garantit contre les consommateurs français. Il n'y a aucun pays dans le monde connu où les propriétaires soient aussi constamment obérés qu'ils le sont aux colonies; il n'y en a aucun où les faillites soient si nombreuses dans cette classe de riches; il n'y en a aucun où les terres, les plus fertiles de l'univers, aient moins de valeur. En effet, le prix d'une plantation se calcule sur le nombre de nègres qui lui sont attachés; on ne se flatte pas même d'être remboursé intégralement de leur prix d'achat. La valeur entière de la terre va en général par-dessus.

Il faut, il est vrai, conférer ce bénéfice aux planteurs malgré eux, car ils y résistent de toutes leurs forces, avec toutes leurs passions. Certes ce n'est pas la première fois que nous voyons une classe d'hommes s'aveugler sur son véritable intérêt, repousser ce qui lui est utile, choisir ce qui, lui nuit, et surtout préférer ce qui existe, avec tous ses inconvénients, à l'inconnu qui lui est offert en échange. Il y a d'ailleurs dans tous les antécédents des maîtres quelque chose de propre à leur faire illusion. Ils ont acheté les esclaves au prix d'un capital, ils les vendent contre un capital; quand ils les perdent ils doivent les remplacer avec un capital. Sans doute il leur faut un assez grand pouvoir d'abstraction pour comprendre que la propriété qu'ils ont dans leurs nègres est égale à rien, absolument à rien. C'est un fait cependant. Qu'est-ce qu'ils ont acheté, en achetant un nègre? la plus-value de

son travail sur son entretien; mais c'est exactement le même marché qu'ils feraient avec tout cultivateur libre qu'ils appelleraient à exploiter leur terre. Seulement l'entretien du nègre, quoique beaucoup plus mauvais, leur coûte plus que s'il était libre, parce qu'il n'est pas ménagé par son économie; le travail du nègre, quoique forcé, vaut moins que s'il était libre, parce qu'il n'est pas dirigé par son intelligence. La seule question d'argent pour le propriétaire, c'est la comparaison entre la plus-value qui lui reste dans chaque système de culture. Il faut bien dire que le pouvoir qu'un maître exerce sur son esclave ne peut pas s'évaluer uniquement en argent. C'est un plaisir que de commander en despote et d'être obéi à l'instant; c'est un plaisir que de faire trembler, de pouvoir récompenser ou punir selon son caprice, d'être au-dessus des règles de la justice, de se croire supérieur à toute une race d'hommes, de les mépriser quand on est soi-même méprisable, et de pouvoir avec leur aide satisfaire à toutes ses passions, à tous ses vices, mais ce sont là des plaisirs dont la société ne doit accorder la garantie à aucun ordre de citoyens.

Le législateur, pour élever les nègres à la condition de paysans, doit chercher d'abord quel est le contrat de culture qui, en garantissant l'intérêt des propriétaires, assure au cultivateur le plus de bonheur et le plus de développement moral et intellectuel, il doit chercher aussi quel est le contrat que des hommes sortant de l'esclavage, dénués de tout, même d'intelligence et de volonté de travailler, sont en état d'accomplir. Il doit chercher enfin quel genre d'assistance le gouvernement peut donner pour préparer les esclaves à une condition si nouvelle, pour faire continuer le travail nourricier de la société, même au moment du changement de relations entre eux et leurs maîtres, pour maintenir enfin l'ordre nouveau par un système convenable de punitions et de récompenses.

Nous avons dans les Essais précédents préparé déjà des réponses à ces diverses questions; nous avons étudié plusieurs des contrats entre les propriétaires et les cultivateurs, au

moyen desquels la terre est mise en valeur, et nous avons dans plus d'une occasion fait leur histoire, pour montrer par quel chemin les peuples divers, nos ancêtres entre autres, sont arrivés de l'esclavage à la liberté. Car l'injustice et la barbarie sont de tous les pays, et le crime dont les nègres sont aujourd'hui victimes a été commis tour à tour dans toutes les régions de la terre. Nous récapitulerons cependant nos observations, préférant nous exposer à quelque répétition plutôt que de laisser ici quelque obscurité.

Les conditions sous lesquelles le paysan libre ou sur le point de le devenir cultive la terre pour un autre se réduisent à quatre principales. Il peut donner la moitié de son travail au propriétaire, en échange pour des terres que celui-ci lui donne, et que le paysan fait valoir par l'autre moitié de son travail; il peut ne point recevoir de terres en propre, mais travailler celle du propriétaire, en partageant les fruits avec lui; il peut, au lieu de cette moitié des récoltes, promettre une rente fixe pour un temps déterminé, au bout duquel il rend la terre au propriétaire. Il peut enfin obtenir la terre à perpétuité, sous l'obligation de fournir aussi à perpétuité ou cette même rente fixe, ou des services déterminés. Le premier contrat constitue le serf; le second, le métayer; le troisième, le fermier; le quatrième, le propriétaire grevé de redevances. On voit que nous ne comprenons pas le prolétaire de l'agriculture, ou journalier, sous le nom de 'paysan'. En effet, il n'appartient pas au 'pays', et le pays ne lui appartient pas.

Qu'on ne s'étonne point que nous placions le serf dans cette échelle progressive; le serf, tel que le constitue son contrat avec son propriétaire, en Hongrie, en Pologne, en Russie, n'est déjà plus un esclave, quoique le pouvoir politique du seigneur auquel il est encore soumis pût et dût être fort diminué. Le serf est considérée comme la propriété d'un maître, mais il a lui-même à son tour une propriété, une maison, des champs, des troupeaux, des attelages qui sont à lui. Il ne doit de services que ceux de sa personne pendant trois jours de la semaine, pendant les trois autres il est maître de sa

personne et de ses biens. Ce contrat est mauvais: il abrute l'homme, il arrête les progrès de l'agriculture, il crée et maintient des sentiments de haine; mais il ne rend pas le paysan à beaucoup près si malheureux que l'est le prolétaire de l'agriculture dans des pays qui se prétendent plus civilisés. La comparaison entre le paysan russe et le paysan irlandais, quant à la nourriture, au logement, au vêtement, et à la sécurité pour l'avenir, serait grandement au désavantage du dernier. Ce contrat est mauvais, en raison de tout ce qui lui reste de son origine servile, il est mauvais par les ressemblances qu'il laisse subsister entre le serf et l'esclave. En effet, pendant trois jours le serf travaille comme un homme libre sur ses propres champs, avec intelligence et amour, parce qu'il est animé par l'espérance; mais pendant les trois autres jours il travaille comme un esclave sur le champ du seigneur, avec dégoût, avec crainte, avec paresse; pour réveiller son attention et hâter son ouvrage, un inspecteur, en Russie comme aux Antilles, le presse quelquefois avec le fouet, mais le fouet en Russie comme aux Antilles ne peut jamais remplacer la volonté et l'intelligence, et le serf dans ses trois jours de corvée ne fait pas l'ouvrage qu'il a coutume de faire dans un de ses jours libres. Peut-être examinerons-nous, dans une autre occasion, comment les paysans russes et polonais pourraient être élevés à une condition meilleure. Nous n'avons garde de proposer l'introduction du servage aux Antilles pour remplacer l'esclavage, quoique les nègres et les blancs dussent y gagner également; il serait bien fâcheux de s'arrêter ainsi à moitié chemin dans la réforme, quand on a surmonté tous les obstacles qui empêchaient de l'entreprendre. La condition des pays de l'Europe orientale montre assez combien ce contrat met obstacle aux progrès de la science rurale et de la civilisation. Il ne serait point mal cependant peut-être de l'admettre comme exception, 'ad terrorem', et pour châtier ceux des nègres qui ne voudraient se plier à aucun système de culture, qui se montreraient sourds à leur propre intérêt, et incapables de travailler, dès qu'on les aurait soustraits au fouet de l'inspecteur.

Le contrat de métayer tel que nous l'avons représenté comme faisant le bonheur du paysan de Toscane, est aussi celui qui nous paraît le plus propre à rendre les nègres à la félicité, à maintenir la culture dans un état prospère, et à assurer au propriétaire un revenu supérieur à celui qu'il retire actuellement de ses plantations. Ce contrat est peut-être, en tous lieux, le plus équitable, celui qui conserve au propriétaire le revenu le plus considérable, tout en garantissant au paysan le plus de jouissance et de sécurité; mais c'est aux colonies en particulier et à une population qu'on retire de l'esclavage qu'il paraît particulièrement approprié. Nous avons représenté, d'autre part, les inconvénients du fermage, même dans les pays les plus prospérants, et sa tendance à établir une compétition entre les cultivateurs, qui peut les réduire, comme en Irlande, à la plus effroyable détresse. Mais c'est surtout dans son application aux colonies que le contrat de fermage semble inexécutable. C'est donc eu égard à l'état des pays où l'on veut abolir l'esclavage que ces deux contrats doivent être comparés l'un à l'autre. C'est entre eux qu'on devra choisir: le servage ne peut être considéré que comme un système pénal, auquel on aurait recours en cas d'insubordination; les concessions perpétuelles grevées de redevances, auxquelles les paysans les plus heureux de l'Europe doivent aujourd'hui les avantages de la propriété, ne peuvent guère être obtenues, comme nous le verrons plus tard, que dans des circonstances qui ne se rencontrent point aux colonies.

Il faut donc faire des nègres, ou des fermiers ou des métayers, si l'on veut avoir des paysans aux colonies, et il n'y a pas une circonstance, de celles qui décident le choix en tout autre pays, entre ces deux systèmes, qui ne doive faire préférer les métayers. La culture des pays situés entre les tropiques s'exerce, plus encore que celle des pays méridionaux de l'Europe, sur des plantes vivaces et des arbrisseaux. La canne à sucre, le cotonnier, l'indigo, le tabac, sont vivaces; le caffier, le nopal, sont des arbrisseaux; le cacaotier est un arbre; le bananier, le palmier, la cassave, toutes les plantes alimentaires, occupent long-temps le terrain. Dans tout

l'Europe on a éprouvé que la culture des plantes arborescentes, de la vigne et de l'olivier, ne pouvait pas être confiée au fermier, qui, pour obtenir à un meilleur prix le renouvellement de sa ferme, aurait intérêt à les remettre à la fin de son bail dans un état de souffrance ou d'épuisement. Les plantes qui occupent long-temps le terrain repoussent en général la charrue et les instruments qui abrègent le travail; elles demandent à être cultivées à la main; elles exigent de l'attention, de l'adresse, de l'intérêt à leur conservation; c'est surtout parce que l'esclave est secrètement l'ennemi de son maître que son travail est ruineux aux colonies. Le métayer, au contraire, est l'associé de son maître; le soin qu'il donne à chaque plante se proportionne aux fruits qu'il en attend. Le fermier, il est vrai, est également intéressé à la prospérité de sa ferme pendant la durée de son bail; mais il ne peut pas faire seul son ouvrage, il est obligé de recourir à des mains mercenaires, et celles-là, par leur négligence, causent en peu de temps la perte de ces plantes vivaces qui ne peuvent périr sans ruiner la plantation.

Si la nature de la culture aux colonies, de cette culture exprimée par le nom même de plantation, impose la condition de ne remettre le capital considérable confié par le planteur à la terre, qu'à celui qui aura un intérêt égal au sien à sa conservation, la nature des hommes par lesquels cette culture peut être exécutée exige plus impérieusement encore qu'on fasse d'eux des métayers et non des fermiers. L'industrie du fermier est d'une nature trop relevée pour pouvoir être entreprise par un homme qui sort de l'esclavage. Dans son agriculture, comme il prend toute la responsabilité sur lui-même, il a besoin aussi d'être soustrait à tout contrôle; de s'attacher aux produits qu'il peut le mieux vendre, de renoncer aux autres; de faire ses travaux, ses récoltes, ses marchés, dans le moment qu'il juge le plus opportun. Mais il n'y a pas un nègre dans les colonies auquel un planteur voulût confier sa terre à une telle condition. Le métayer, au contraire, se laisse habituellement diriger par son propriétaire; comme il est associé avec lui, que leur intérêt est commun,

tous deux désirent également profiter des connaissances, de l'expérience, de l'habileté l'un de l'autre. Dans la fertile Italie, où le paysan a pour lui sa vieille pratique et l'expérience qu'elle lui donne, il ne refuse point cependant les conseils d'un associé auquel il croit plus de lumières; dans les plantations où le maître était accoutumé à commander et le nègre à obéir, où le premier était supposé avoir toute l'expérience, l'intelligence, la prévoyance, tandis que le second ne savait point qu'il eût même une volonté, la docilité du métayer serait entière jusqu'à ce qu'il eût lui-même acquis une expérience qui pût éclairer le propriétaire.

Si le caractère de la culture et celui du cultivateur reposent également le fermage, la distribution des capitaux destinés à l'agriculture rend plus impossible encore dans les colonies de trouver des fermiers, et ne laisse pour les nègres d'autre condition que celle de métayers. Il faut se souvenir, en effet, que l'homme sort de l'esclavage absolument nu; il n'avait pas même la propriété de sa personne; on la lui donne, mais on ne lui donne rien par-delà. Or, c'est l'usage que le propriétaire avance au métayer tout son capital, et il peut le faire, parce qu'il le dirige sans cesse, parce que ce capital ne sort en quelque sorte pas de ses mains. Jamais il ne consentirait à avancer le capital à un fermier qui n'a rien, qui n'offre aucune garantie. Il demande, il doit demander à son fermier, non seulement de posséder le capital nécessaire pour faire valoir sa ferme, mais encore de répondre, jusqu'à un certain point, pour les mauvaises récoltes; car le fermage doit être une moyenne proportionnelle entre les années comprises dans le bail: le propriétaire abandonne au fermier le bénéfice des plus favorables, pour ne pas se trouver sans revenus dans les plus mauvaises; mais comment faire un tel marché avec celui qui n'a rien, qui ne peut rien perdre, qui ne peut rien promettre? L'esclave affranchi ne saurait être fermier. Il semble cependant que ceux qui se sont occupés de l'émancipation des nègres ont compté, surtout dans les colonies anglaises, ou qu'il se présenterait des fermiers, ou que les planteurs seraient eux-mêmes les fermiers de leurs do-

maines. Ils n'ont point songé à faire, avec les nègres, des paysans, mais seulement des prolétaires propres à être appelés pendant l'urgence des travaux de campagne, et à être renvoyés ensuite; peut-être ont-ils rendu par-là incomplète une mesure qu'ils ont fait adopter à la nation britannique avec tant de générosité. Ils n'ont point sorti les nègres de l'esclavage, ou du moins de la détresse, quoiqu'ils les aient rachetés à grand prix; ils n'ont point assuré le revenu des propriétaires, ils n'ont point garanti à la nation la continuation de la culture, non plus que la paix du pays (1).

Pour le bonheur de la population agricole il est à désirer, comme nous l'avons dit ailleurs, qu'elle soit toute de même condition; que chacun travaille et que chacun jouisse; que les hommes de peine ne soient point divisés en deux classes, dont l'une fasse son profit des privations de l'autre. Ce n'est pas la richesse de quelques entrepreneurs de fermes, c'est l'aisance du cultivateur que nous regardons comme le voeu de l'humanité. De plus, sous le rapport du perfectionnement de l'agriculture, le fermier industriel, le fermier utile, est celui qui met lui-même la main à l'oeuvre, celui qui donne l'exemple de la vigilance, de la persévérance, de la sobriété; celui qui peut exécuter tous les travaux qu'il demande à ses ouvriers et à ses domestiques; celui qui se met à table avec eux, qui leur apprend à se contenter de sa frugalité, et qui s'assure par sa propre expérience que la nourriture qu'il leur donne est suffisante pour entretenir ou renouveler leur vigueur. Ce n'est que de cette manière que le fermier, ou le propriétaire qui consent à être son propre fermier, qui tient ses terres à sa main, peut conduire son agriculture avec économie et intelligence. Il n'y a pas un des habiles agronomes d'Europe peut-être qui n'ait éprouvé à son tour que, dans une exploitation qu'il dirige seul, s'il ne sait pas faire de sa main ce qu'il connaît bien en théorie, tout son savoir lui est inutile; que

(1) Nous avons déjà traité cette question dans des Mémoires insérés dans le *New Monthly Magazine*, à Londres, le *North American Review*, aux États-Unis, et la *Revue mensuelle d'économie politique* pour décembre 1833, à Paris.

s'il n'est pas aux champs lui-même à l'aube du jour, il perdra tout au moins une heure chaque jour du travail de ses ouvriers; que s'il ne sait pas manier leurs outils comme eux, il devra se contenter d'un semblant de travail pour un travail réel; que s'il ne mange pas avec eux, leur entretien lui coûtera le double par le gaspillage. Il essaiera peut-être de se faire remplacer par un 'maître-valet'; il paiera les gages de celui-ci, en effet; mais il n'obtiendra jamais de lui l'oeil du maître, la volonté du maître.

L'émancipation tentée dans les colonies anglaises, transformant les nègres non point en paysans, mais en prolétaires de l'agriculture, en journaliers, suppose qu'ils se trouveront sous la direction d'un blanc, qui sera le fermier de toute la plantation, ou bien sous celle du propriétaire lui-même, régissant son propre domaine, 'farming his own land'; car ce système d'exploitation, qui est tout-à-fait exceptionnel en Europe, est supposé normal aux Antilles. Mais c'est chercher une chose introuvable que de demander un fermier aux colonies. S'il est impossible de le trouver parmi les nègres, il n'est guère moins impossible de le trouver parmi les blancs. Tout manque à la fois aux aventuriers qui vont chercher fortune dans les îles, et capital, et crédit, et connaissances en agriculture, surtout en celle du pays, et le plus souvent intégrité. D'ailleurs, un préjugé invincible enlève la capacité de l'agronome à tous les blancs également, aux maîtres comme aux fermiers: 'le travail est un déshonneur pour la race blanche'. Aussi le blanc qui régit une plantation, qu'il soit lui-même propriétaire, ou régisseur, ou curateur d'une faille, ou fermier, si l'on rencontre aucun de ces derniers, n'a jamais mis la main à la houe, n'a jamais tenté aucun des travaux des champs, n'a jamais partagé le repas d'un nègre. Il se contente de parcourir la plantation à de certaines heures, de recevoir les rapports des commandeurs et des piqueurs nègres, de donner des ordres et de punir. Il compte, par la terreur seule, suppléer à la vigilance. Son ignorance et son inspection imparfaite ne peuvent faire cheminer la plantation que par l'esclavage. Un fermier d'Europe serait bientôt ruiné

s'il n'était pas plus fermier que lui. En effet, parmi les causes de la situation obérée de tous les planteurs, il ne faut pas moins compter l'insuffisance de la coopération des blancs aux travaux de la plantation, que la répugnance au travail des esclaves.

Il semble donc qu'il y a bien peu de succès à attendre pour les blancs eux-mêmes, et par la faute des blancs, d'un système d'exploitation où toute la direction et l'inspection des travaux, tout le sentiment de propriété, toute l'intelligence, seraient réservés aux seuls blancs, tandis que les nègres ne devraient y contribuer que de la force de leurs bras, comme ouvriers pris à la journée. Mais si cette transformation des esclaves en prolétaires est insuffisante pour assurer l'intérêt des maîtres, combien elle est incomplète, combien elle est décevante pour ceux qui voulaient assurer le sort des nègres! En nous occupant de l'Irlande, nous avons étudié l'état effrayant de la société vers lequel on entraînerait les colonies. On y verrait, d'une part, un petit nombre de propriétaires s'efforçant d'épargner sur les travaux que demandent leurs plantations, soit parce que les capitaux leur manqueraient, soit parce que les denrées coloniales continueraient à baisser de prix sur les marchés; d'autre part, une classe très nombreuse d'ouvriers, n'ayant pour vire absolument rien que leur bras, s'offrant à l'envi et au rabais pour faire des journées qu'on ne voudrait pas leur accorder. Et entre les uns et les autres, aucune loi protectrice du pauvre, aucune institution de charité, bien plus, aucune sympathie. Avec cette exploitation par journaliers, dans les saisons de relâche entre les grands travaux, lorsque la moitié des nègres serait congédiée, qu'on se représente un missionnaire venant auprès de leurs anciens maîtres leur exposer que les nègres affranchis meurent de faim. et solliciter leur charité. Qu'on relise les débats de l'assemblée de la Jamaïque, et qu'on se figure leur réponse: elle ferait frémir l'humanité.

Nous avons plus d'horreur que personne pour l'esclavage, mais certes, nous le croyons fermement, le prolétaire irlandais est fréquemment réduit à un état de misère que l'esclave nègre n'a jamais connu. La lutte de l'Irlandais est

plus pauvre encore, plus dénuée de tout meuble, de tout ustensile, de tout réconfort, que la case du nègre; l'habillement de l'un est aussi honteux que celui de l'autre, et cependant un climat humide et froid rendaient et le vêtement et le logement plus nécessaires au premier: la nourriture de l'Irlandais est bien moins variée et bien moins succulente; le travail de l'Irlandais est plus constant et plus prolongé. Le nègre, il est vrai, est exposé au fouet du commandeur pendant son travail, au caprice et aux actes de férocité du maître, tandis que l'Irlandais, au lieu de peines corporelles, ne connaît que la peine morale de la famine qui le menace chaque jour avec ses enfants. Nous mettons encore de la différence entre l'état de l'un et celui de l'autre, mais certes si l'acte d'émancipation qui fait la gloire du Parlement britannique n'avait eu d'autre effet que d'élever le nègre à la condition du prolétaire irlandais, il ne vaudrait pas les vingt millions sterling qu'il coûte à la nation. Il faut que la France, en accomplissant à son tour la réparation qu'elle doit à l'humanité, aille plus droit en besogne; il faut qu'elle accomplisse son oeuvre, et qu'elle élève le nègre, sujet de la France, au rang des paysans français; il faut en même temps qu'elle serve le colon malgré lui, et qu'elle lui donne la sécurité comme les revenus du propriétaire français. C'est parce que le souverain doit songer à celui-ci malgré ses torts, et tenir la mesure juste en sa faveur que nous ne proposons point d'élever le nègre à la condition de propriétaire, quoique dans une grande partie de la France le paysan soit devenu d'esclave propriétaire, et que ce soit la cause de la prospérité de ces provinces mêmes. L'anarchie du moyen âge et ses guerres privées ont répandu sur l'humanité un bienfait qu'on n'aurait guère prévu, quand on était témoin de leurs dévastations: l'ambition prit dans les seigneurs la place de la cupidité; ils voulurent transformer leurs richesses en force; de leurs esclaves ils firent des vassaux auxquels ils demandèrent des services au lieu de rentes. Ils sentirent le besoin de trouver dans leurs défenseurs l'affection, le courage, l'honneur et la vertu, qui sont incompatibles avec

l'esclavage, et pour les faire naître dans leurs coeurs ils leur donnèrent l'indépendance. S'ils avaient exigé de leurs vassaux, en argent ou en denrées, la plus-value tout entière des produits de leurs travaux sur leur entretien, ils n'auraient point éveillé cette activité d'âme qui brilla au onzième et au douzième siècle dans une race auparavant dégradée et asservie, et qui fit renaître avec une si inconcevable rapidité la population et l'industrie agricole, la valeur et l'attachement à la patrie. Les nègres feraient des progrès infiniment plus rapides en intelligence, en vertu et en prospérité, s'ils devenaient propriétaires du sol qu'ils défrichent, nous n'en doutons nullement, et nous pouvons en voir la preuve à Saint-Domingue. Le journal du voyageur qui a parcouru le plus récemment cette île nous apprend que les plaines où étaient les grandes plantations et les grandes sucreries, sont presque toutes encore dévastées par les conséquences de la guerre atroce qui s'y est continuée pendant de longues années, mais que les collines, où de pauvres familles nègres se sont réfugiées pour jouir de l'indépendance et de la liberté, où elles ont défriché et planté un sol qui était entièrement à elles, où elles ont songé à pourvoir à leurs propres besoins, et non à préparer des cargaisons pour des marchés étrangers, présentent une suite de tableaux d'industrie, d'abondance, de vertu et de bonheur, qui soulagent le coeur dans un pays encore empreint du souvenir de tant de crimes.

Mais le législateur, loin de favoriser une révolution qui bouleversa toutes les propriétés comme celle de Saint-Domingue, doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'éviter; loin de permettre que les propriétaires se fassent des soldats de leurs esclaves, en les affranchissant, comme firent les seigneurs au moyen âge, il doit veiller à ce que les citoyens n'usurpent aucune partie de la force publique. Le sol des colonies est à présent la propriété légitime des planteurs, tandis qu'en Écosse, en Irlande, le sol appartenait en partie aux tenanciers, et pour ce motif nous croyons que le législateur devait leur rendre des droits récemment usurpés. Aux colonies, au contraire, quoiqu'il fit désirable de voir les nègres, ou du

moins une partie d'entre eux, s'élever à la condition de paysans propriétaires, tout ce à quoi doit tendre le législateur, c'est à les rendre paysans sous le seul contrat qui convienne également à eux et à leurs maîtres, paysans métayers, car il n'y aurait que du danger à les rendre ou fermiers, ou serfs, ou prolétaires.

Pour changer le sort des nègres, il faut bien comprendre la condition d'où on les tire, la condition où l'on veut les mettre. La loi n'a point conféré de droits aux esclaves, mais elle n'en a pas moins imposé des obligations aux maîtres envers eux, des obligations qu'ils contractent par le seul fait d'avoir acheté des esclaves. En effet, l'esclavage comprend un droit utile et un droit politique. Le droit utile, comme nous l'avons dit, c'est la plus-value du travail sur l'entretien. Le nègre est tenu d'employer pour son maître toute la force physique qu'il peut déployer sans périr. Le maître est tenu de nourrir, de loger, de vêtir son esclave, autant que, dans un pays peu scrupuleux, l'exige la décence publique; de le nourrir les jours de repos que la religion accorde, les jours de repos que l'intempérie des saisons impose. ou que la complétion des grands travaux laisse libres, comme les jours de travail; de le nourrir, de le médicamenter dans la maladie, dans la première enfance, dans la vieillesse. encore qu'alors il ne puisse rien gagner. Nous ignorons s'il y a des exemples de maîtres qui aient volontairement laissé périr de faim des vieillards ou des infirmes, mais nous pouvons affirmer que les colons ne prétendent pas en avoir le droit, et que l'autorité se croirait obligée d'intervenir pour empêcher cette atrocité. L'esclavage est donc un quasi-contrat qui donne à l'esclave lui-même des droits contre le propriétaire, des droits sur les produits de la plantation qu'il exploite.

Mais par une exception aux lois communes, exception dont l'absurdité égale au moins l'iniquité, il a été interdit à l'esclave de réclamer les droits mêmes que la législation lui reconnaît, parce qu'un pouvoir politique absolu, sans mesure, a été accordé sur lui à celui même contre lequel il devrait exercer ses droits; le maître est pour l'esclave plus qu'un juge,

plus qu'un roi, il est pour lui au-dessus de toutes les lois divines et humaines. C'est ce pouvoir politique qui enfante les outrages, les châtements, les crimes, les supplices dont les nègres sont victimes; c'est ce pouvoir politique qui corrompt les blancs, et qui vicie en même temps leur coeur et leur esprit; c'est ce pouvoir politique qui est contraire à la bonne organisation de la société, qui crée un État dans l'État, qui rompt les obligations du pacte social, qui encourage chez les uns l'outrage, et qui abandonne les autres aux plus effroyables calamités.

C'est le devoir étroit du législateur d'abolir ce pouvoir politique qu'il n'avait pas le droit de déléguer, ce pouvoir de l'homme sur l'homme, tandis que tous deux sont égaux devant la loi, devant les pouvoirs sociaux, comme ils le sont devant leur créateur. C'est également le devoir étroit du législateur de conserver du quasi-contrat de l'esclavage tout ce qui peut être le plus utile aux deux parties entre lesquelles il était intervenu. Le législateur doit conserver au maître le droit au travail du nègre, il doit conserver au nègre le droit de travailler sur la plantation, et d'en retirer, moyennant son travail, son entretien, pendant la maladie comme pendant la santé, durant les repos inévitables comme durant le travail.

Que la plantation soit divisée en autant de métairies qu'elle contient de familles nègres, que toutes ces métairies soient soumises à un contrat uniforme, à celui que nous avons exposé en parlant de la Toscane, contrat qui d'ailleurs est connu dans la plus grande partie de l'Europe, et une garantie suffisante de tous leurs droits antérieurs sera ainsi accordée aux deux parties, et le pouvoir politique, le pouvoir judiciaire du maître pourra être supprimé à l'instant, sans qu'il en résulte pour le maître d'autre inconvénient que celui de perdre la prérogative de l'arrogance et du crime.

La plantation continuera à être cultivée par les mêmes bras qui la cultivaient auparavant, aucune famille ne sera déplacée, aucune expérience ne sera perdue, aucune exploitation ne sera même suspendue; mais le maître pourra se dispenser désormais de payer ou de nourrir des inspecteurs et des com-

mandeurs. Chaque ouvrier aura en lui-même un piqueur qui vaut bien mieux que tous les piqueurs mercenaires, savoir, son propre intérêt. Le nègre ne mettra plus seulement sa vigueur à manier la houe, il y mettra encore son intelligence, son adresse et son expérience; avec ces qualités, le travail à la main, autour des plantes vivaces, est infiniment supérieur à celui que peuvent exécuter des attelages et des instruments aratoires; les plantes redoubleront de vigueur, et les récoltes seront plus abondantes. La moitié de ces récoltes, sans défalcation, formera la rente du propriétaire: il n'aura plus besoin de se presser de les vendre pour rentrer dans son capital circulant. car il n'aura plus d'avances à faire, plus de train d'agriculture à réparer, plus d'esclaves à acheter, plus d'aliments et de vêtements à se procurer pour eux.

D'autre part, l'autre moitié des récoltes fournira au nègre cet entretien auquel il avait droit dans sa condition précédente, cet entretien qui doit s'étendre même aux saisons et aux périodes de la vie où il est hors d'état de gagner. Cet entretien sera, il est vrai, plus abondant qu'il n'était auparavant, parce qu'il ne sera exposé à aucun gaspillage, parce que l'homme qui sent la responsabilité de sa propre existence mesure sa consommation sur ses moyens, surtout parce que son travail produisant beaucoup davantage, la moitié des fruits de ce travail lui composera une part plus ample; mais dans cette augmentation d'aisance il n'y aura rien de perdu pour le maître, et bien au contraire. La prospérité agricole qui ne peut s'accroître qu'avec l'affection du cultivateur pour son ouvrage, et avec son intelligence, lui procurera à lui-même une garantie de ses revenus, une facilité à réaliser sa fortune, s'il veut vendre ses propriétés, qu'un maître d'esclaves ne peut jamais se flatter d'obtenir.

Nous croyons utile de rappeler que dans les pays où l'exploitation par métayers est universelle, le métayer fait presque toujours un échange avec son propriétaire, prenant les produits qui conviennent le mieux à sa consommation, contre ceux dont la vente est la plus facile; ainsi le nègre céderait à prix courant sa moitié des denrées coloniales, tandis que le

maître lui cèderait en retour la part des vivres à laquelle il aurait pu prétendre. La part du cultivateur, en effet, ne doit point, pour la plus grande partie, être portée sur le marché; il demande au sol ce dont il a besoin pour lui-même, dans la mesure de ses besoins; et cette destination des produits à une consommation certaine est une garantie contre l'encombrement des marchés, contre cette calamité qui atteint aujourd'hui toutes les industries et celle des colonies plus encore qu'aucune autre. Il est bien probable qu'avec une exploitation par métayers le sucre et le café deviendront des cultures moins exclusives, que les nouveaux paysans penseront un peu plus à leurs propres besoins, et à ceux des consommateurs répandus dans les colonies, un peu moins à ceux des consommateurs d'Europe. Il est donc possible que le commerce d'exportation de la colonie diminue, comme on verrait diminuer l'exportation du blé et du porc salé d'Irlande, si les Irlandais commençaient à manger eux-mêmes l'un et l'autre. Nous nous flattons que nous avons enfin fait comprendre à nos lecteurs que telle n'est point la mesure de la prospérité d'un pays. Que les planteurs, en effet, au lieu d'être obérés comme ils le sont tous aujourd'hui, jouissent de leurs revenus et trouvent avec facilité à vendre au besoin leurs patrimoines, que les cultivateurs soient dans l'aisance, que la population augmente en proportion des terres qui restent à défricher, que l'agriculture se perfectionne, que la consommation aille croissant avec l'accroissement du revenu, et la colonie sera prospérante, encore qu'elle cessât absolument de produire ce que nous nommons aujourd'hui les denrées coloniales.

Dans l'exécution d'un aussi grave changement d'organisation, il faut que la métropole, avec la conscience du bien qu'elle veut faire, se montre sourde aux préjugés locaux et aux passions locales; il faut qu'elle délègue son pouvoir à des hommes étrangers aux préventions coloniales, et assez fermes pour se faire respecter. Il faut cependant qu'elle fasse de grands sacrifices pour récompenser magnifiquement ceux des colons qui entreront dans ses vues, et qui divisant volontaire-

ment leurs plantations en métairies, donneront les premiers l'exemple d'un succès complet. Il faut enfin qu'elle se réserve les moyens de contenir et de punir les nègres indociles ou trop abrutis qui se refuseraient au travail, et qui repousseraient ainsi le bien qu'elle cherche à leur faire. Mais ces moyens d'exécution ne sont plus des conséquences immédiates des principes de l'économie politique, ou de ceux de la justice et de l'humanité; ils rentrent dans les attributions de l'administration, et l'homme de lettres étranger aux affaires aurait mauvaise grâce à venir les prescrire à l'homme d'État. Ce n'est plus par des conseils, c'est par des vœux que nous terminerons cet Essai et ce volume, par des vœux pour que le plus grand crime que sanctionnent encore les lois des nations chrétiennes et la plus grande erreur où les entraîne encore leur cupidité soient repoussés d'un commun accord par elles; pour que la race d'hommes qu'elles ont le plus fait souffrir obtienne d'elles les dédommagements auxquels elle a droit, et soit ramenée par elles à l'intelligence, à la moralité et à la liberté; pour que la société humaine tout entière, enfin, s'occupe partout efficacement du bonheur de la classe d'hommes sur laquelle repose toute la société humaine, et pour que le cultivateur, quelle que soit la couleur de sa peau, trouve dans les mœurs, dans les lois, dans la sympathie de tous, une garantie de son aisance, de son indépendance, de son avenir, dont il a été trop longtemps privé.

TABLE ANALYTIQUE
DES MATIÈRES.

PRÉFACE.

	Page
Activité universelle dans l'étude des sciences sociales, pendant les dernières soixante années.	i
Depuis quarante ans je me suis associé à toutes les discussions sur ces sciences.	ii
Désir de recueillir mes brochures sur ces sujets: ce qui m'en a empêché.	ii
Je me suis efforcé, avec ces Essais détachés, de reconstruire un seul ouvrage.	iii
J'ai supprimé, ajouté, modifié, et changé la distribution de ces Essais.	iv
L'ouvrage même interrompu ne sera pas incomplet, chaque volume ayant un but spécial.	iv
But du premier volume: assurer la souveraineté à la volonté éclairée plutôt qu'au nombre.	v
But du deuxième et du troisième: assurer les jouissances de tous, les progrès de quelques uns.	v
Des études constitutionnelles et économiques ont un même but, le plus grand bien de tous.	vi
Les prééminences sont fondées sur l'avantage de ceux mêmes sur qui elles s'exercent	viii
Objets traités dans ce volume, et dans ceux qui suivront.	viii

INTRODUCTION.

Après avoir recherché la formation de la volonté nationale, nous passons au sujet sur lequel elle s'exerce.	1
Importance de la subsistance; tous les biens moraux en dépendent.	2
La chrématistique s'occupe des richesses, l'économie politique de l'ordre de la maison et de la cité.	3
Le mot de richesse n'a de sens qu'en le rapportant à celui qui en jouit.	3
L'idée de richesse devient confuse dès qu'elle dépasse nos premiers besoins.	4
Les produits des arts ont d'autant moins de valeur que la société fait plus de progrès.	5

Part de jouissances que la richesse sociale doit garantir aux pauvres.	6
Part de jouissances des riches, à laquelle il faut ajouter le loisir.	6
Emploi du loisir au développement de soi-même, du superflu au soulagement des autres.	7
Autre emploi des richesses utile à tous : la recherche du beau en tout genre.	8
Dans quelle proportion il est désirable que les riches soient mêlés à la nation.	9
Triomphe actuel de la chrématistique, accumulation des choses que l'homme désire.	9
Les jouissances de l'homme se sont-elles augmentées avec cette accumulation des choses?	10
En Italie, toutes les maisons indiquent une prospérité passée bien supérieure à l'actuelle.	11
Palais du commerce en Italie, palais de la noblesse, dans la capitale et les provinces.	11
'Castelli', bourgades autrefois fortifiées; indépendance antique de leurs habitants.	12
Les Italiens avaient créé ces richesses sans avoir fait les progrès dont nous nous vantons.	13
Recherche de la part de richesse assurée au pauvre dans les temps passés.	14
État des vilains dans l'ancien régime; leurs droit, exactions qu'ils souffraient.	14
Le contrat du vilain aurait été avantageux s'il n'était pas demeuré soumis à l'arbitraire.	15
Corporations des villes, garanties qu'elles donnaient aux bourgeois.	16
Monopole des bourgeoisies; il empêchait l'abondance, le perfectionnement et le bon marché.	17
Mais il assurait beaucoup de bonheur à toute la partie industrielle de la communauté.	18
Est-il sûr qu'en favorisant la création matérielle de la richesse on ait répandu plus de bonheur?	19
A part l'oppression politique, autrefois les travaux étaient bien rétribués à la ville et aux champs.	20
L'ordre actuel fondé sur la concurrence universelle; sa théorie.	20
Conseils d'égoïsme donnés à tous, ils ont été trop bien suivis.	21
Travail de tous à produire toujours plus, instabilité des fortunes du commerce.	22
Travail de tous à produire à meilleur marché. Tout progrès est une économie de travail ou le salaire.	22
Avant la concurrence universelle les progrès n'appauvrirent pas l'ouvrier.	23
La concurrence universelle a fait du pauvre un 'prolétaire'.	24
Les journaliers des villes, premiers prolétaires créés par l'abolition des corporations.	25

	Page
Les journaliers des campagnes, prolétaires de la culture à grandes fermes.	25
La concentration des capitaux repousse l'industriel indépendant au rang des prolétaires.	26
Économie obtenue en Angleterre sur le nombre des cultivateurs.	27
Les grands capitaux suppriment de même des ouvriers dans les manufactures.	28
On s'efforce de faire en fabrique par des prolétaires tout ce que faisaient autrefois des maîtres.	29
On veut remplacer par des manufactures les travaux domestiques des femmes.	29
Apparition effrayante du paupérisme, né de la pression exercée sur les prolétaires.	31
On reconnaît la nécessité de la 'charité légale' et l'impossibilité d'y suffire.	31
Misère réelle de la société enrichie. Étudions les faits et l'homme de toute condition.	32
 PREMIÈRE ESSAI. - Balance des consommations avec les productions.	 33
Révolution dans le monde industriel depuis soixante ans. Préjugé qui flétrissait le travail.	33
Un gentilhomme ne se permettait de gagner que par la violence.	
Gentilshommes verriers.	34
Tous les anoblis, tous les enrichis, renonçaient également au travail.	35
Les capitaux des riches, repoussés par les lois sur l'usure, n'animaient pas le travail.	35
De nos jours le travail a été anobli, et proclamé bienfaiteur du genre humain.	36
Tous les capitaux activés par le crédit sont mis au service de l'industrie.	37
Les savants travaillent pour faire que la science féconde la production.	38
Travail des riches fondant des ateliers par zèle patriotique.	39
Rapidité avec laquelle les découvertes industrielles sont imitées partout.	39
Autant le travail et le capital manquaient il y a soixante ans, autant ils surabondent aujourd'hui.	40
Gandalin et le manche à balai, ou l'homme machine.	41
La chrématistique encourage à produire toujours plus, sans songer au 'trop plein'.	42
Mais Malthus a entrevu la balance des consommations avec les productions.	43
Depuis vingt ans nous demandons que le travail soit commensuré à son but.	43
Deux questions fondamentales: balance des productions, et nature du revenu.	45
Proportion entre la production et la consommation de l'homme isolé.	45
Il distingue sa subsistance, son fonds de consommation et son fonds de réserve.	46
La société distribue de même ses produits entre ces trois fonds.	47

	Page
Le commerce administre le fonds de réserve, et repousse toute production superflue.	48
Il y a moins d'accumulation après l'introduction du commerce qu'avant.	49
La séparation des conditions empêche chacun de mesurer son travail sur la demande.	50
L'intérêt des trois classes de producteurs les pousse toutes à produire toujours plus.	50
Quelques uns veulent arrêter la consommation et produire pour exporter.	51
Encombrement général si toutes les nations suivaient ce système.	52
Mais selon l'école anglaise toute production cause une consommation.	53
Vice d'un raisonnement fondé sur une hypothèse absurde.	54
La consommation n'augmente réellement qu'avec la population unie à la richesse.	54
Longue note en réfutation du système d'échanges de M. Ricardo.	55
Toute production ne donne pas un revenu, ni tout revenu une consommation.	56
L'aisance appelle une consommation de luxe au lieu de celle de nécessité.	58
La manufacture et l'agriculture de luxe emploient moins de mains que celles d'objets nécessaires.	62
Lutte du maître contre l'ouvrier, conséquence d'une organisation nouvelle de l'industrie.	62
La première organisation était l'esclavage des travailleurs; ses funestes effets.	63
Ensuite vint le servage, puis le compagnonnage et l'association.	64
Vint enfin la lutte entre tous ceux qui possèdent et tous ceux qui travaillent.	64
L'encombrement des marchés n'a commencé qu'avec cette lutte.	65
Les anciens s'étaient cependant occupés d'empêcher l'excès de la production sur la consommation.	66
Système égyptien: employer l'ouvrier à créer des monuments, non des marchandises.	67
Système sybarite: consommer par le luxe l'excès de la production.	68
Système athénien: occuper le citoyen de la patrie, pour le distraire du travail productif.	69
Le luxe d'Athènes, c'était de produire des hommes supérieurs, non des richesses.	71
Il faut aspirer à garantir à ceux qui font le travail une part suffisante dans ses fruits.	72
Remèdes indirects; plus grande division des héritages.	72
Il n'y a de vraie prospérité qu'autant que la demande précède la production.	73
On peut compter sur la force vitale de la société pour réparer les dérangements partiels.	75
Souvent aussi les préjugés combattent les cupidités, pour l'avantage de tous.	76

	page
C'est apporter la souffrance, non la richesse, que d'introduire une industrie non demandée.	77
SECOND ESSAI. - Du revenu social.	78
Contradiction apparente dans la souffrance que cause l'abondance, ou l'encombrement.	78
La contradiction n'est que dans les mots, la science s'est égarée en suivant les mots.	78
Tous les faux systèmes sont nés des définitions abstraites données de la richesse.	79
Adam Smith, au lieu de s'élever aux abstractions, descendait toujours de la société à l'homme.	81
Sociétés naissantes; chacun pourvoit à ses besoins et livre au commerce son seul superflu.	81
Sociétés enrichies : chacun, au lieu de vivre de ses produits, attend sa subsistance de leur vente.	82
Limites dans lesquelles chaque famille achète ce qu'il faut à sa consommation.	83
Chacune se règle sur son revenu, sur ce qu'elle 'peut manger par jour'.	83
La consommation d'une nation est celle que tous peuvent faire sans dépasser leur revenu.	84
Une nation court à sa ruine si elle mange son capital avec son revenu.	85
Pour chacun comme pour tous le revenu ne s'accroît pas toujours avec la production.	85
Le profit aléatoire, ou du jeu, n'entre point dans le revenu commun.	86
Chacun règle sur son revenu la formation et l'accroissement de sa famille.	87
Le revenu règle l'accroissement de la population, pour la société comme pour la famille.	88
Pour que le manque de subsistances arrêât la population, il faudrait des circonstances que nous ne verrons jamais.	89
Tandis que tous les jours la population se mesure sur ses moyens d'existence.	90
Les économistes, ne sachant comment définir le revenu, ont évité d'en parler.	91
Cependant toutes les questions les plus importantes dépendent du revenu.	92
Le revenu social, c'est la somme des revenus de chacun: nous n'en pouvons savoir davantage.	92
Mais la richesse sociale, elle-même, se présente à nous d'une manière tout aussi vague.	93
Son énumération a cependant suffi pour dissiper beaucoup d'erreurs.	94
Dans une famille isolée qui travaille pour elle-même on suit la naissance de son revenu.	94
Même alors il circule comme le sang, et sa nature demeure mystérieuse.	95

	page
De bonne heure le travail doit renoncer à augmenter la quantité, et se porter sur la qualité.	96
La quantité de tout produit se règle sur le nombre des consommateurs, la qualité sur leurs loisirs.	96
Le commerce a mis tous les intérêts aux prises; ils agissent tous les uns contre les autres.	97
les producteurs cherchent à se supplanter au lieu de se proportionner à la demande.	97
La population de l'Europe ne s'accroît pas de plus d'un centième par année.	99
La production ne devrait donc pas s'accroître en quantité de plus d'un centième.	99
Mais le fermier qui ne songe qu'à vendre ne s'arrête pas à cette proportion.	99
Il augmente peut-être son propre revenu, mais il diminue celui de l'agriculture en masse.	100
Quand les revenus agricoles diminuent, la consommation des agriculteurs diminue aussi.	100
La consommation des vêtements également limitée en quantité et en qualité.	101
Aussi toute l'habileté du manufacturier consiste à sous-vendre ses confrères.	103
Mais s'il diminue leurs revenus, il retranche sur le nombre et la force des consommateurs.	103
Ainsi il peut y avoir trop de produits et en même temps trop peu de revenus.	104
Puisque les intérêts particuliers tendent à se nuire réciproquement, ils doivent être contenus.	105
Nous nous occuperons d'abord de la surveillance sur la lutte des intérêts agricoles.	106

PREMIÈRE SECTION.

De la Richesse territoriale et de la condition des cultivateurs.

Troisième Essai. - Quelle est la distribution de la richesse territoriale qui procure le plus de bonheur à la société.	107
Importance du travail, garanties à donner aux travailleurs.	107
Étude des conditions humaines: la première en importance est celle qui fait naître les fruits de la terre.	108
Échange des travaux avec la terre, richesse territoriale; avec d'autres hommes, richesse commerciale.	108
Motifs de la préférence du gouvernement pour la richesse commerciale, elle multiplie le numéraire et le crédit.	109
J.-B. Say ne voit dans l'agriculture que le profit net du fermier.	110

	page
La richesse territoriale est le plus grand des intérêts nationaux: doute sur l'appropriation du sol.	111
Communauté du sol chez les peuples chasseurs et pasteurs, ses fâcheuses conséquences.	112
Commencement de la culture chez ces peuples: les lots de terre changés chaque année.	113
L'expérience a prouvé que l'appropriation des terres est avantageuse à tous.	114
Dès que la société garantit la propriété perpétuelle du sol, la terre changea de face.	114
La propriété garantie pour l'avantage de tous; cette origine en doit régler l'usage.	115
Bonheur d'une population qui entre en jouissance de la richesse territoriale.	116
Peuples de l'antique Italie; leur bonheur, avant que l'esclavage eût déshonoré le travail.	116
Bonheur des paysans aujourd'hui propriétaires. Pourquoi le paysan achète des terres à tout prix.	118
Bonheur des paysans suisses; propriétaires cultivateurs du canton de Berne.	119
Tous les propriétaires ne doivent pas être laboureurs; pourquoi il faut des riches.	120
Il faut des riches disséminés dans les campagnes, pour leur avantage et pour celui de tous.	121
Il ne faut pas que les riches réunissent les héritages ni des pauvres ni des autres riches.	121
Nous ne recherchons ici que des principes directeurs, non des lois sur les héritages.	122
Ce qui s'était fait dans le système féodal pour conserver l'indépendance des héritages.	123
L'attention du législateur doit sur tout être fixée sur le pauvre cultivateur.	124
Oppression des paysans plus cruelle sous plusieurs maîtres que sous un seul.	125
Le fellah turc, heureux s'il n'eût payé que le 'miri'; le ryot des Indes, sorte de métayer.	125
Opprimé parce qu'il n'a pour voisin aucun riche propriétaire.	126
Servitude du cultivateur slave; condition de la culture par corvée.	127
Oppression du cultivateur sous les conquérants germaniques, son esclavage sous Charlemagne.	127
Féodalité; affranchissement des paysans, services et redevances perpétuelles.	128
Origine des métayers et les fermiers; leur contrat rendu temporaire.	129
Cupidité croissante; l'esclavage introduit aux colonies; les prolétaires en Europe.	130
Les agronomes recommandent les grandes fermes, ils chassent dix fermiers pour un seul.	130

	page
La chrématistique sacrifie au profit des fermiers le bonheur, même la vie du pauvre.	131
Malheur des paysans renvoyés des champs dans les villes.	132
Le cultivateur associé à la propriété arrête l'accroissement démesuré de la population.	133
Les grandes fermes font négliger la balance entre la consommation et la production.	133
Dans les autres systèmes la consommation des cultivateurs ne court pas les chances du marché.	134
Le riche fermier porte sur le marché le blé qui doit nourrir toute la nation.	135
Intérêts contradictoires sur le commerce des grains nés des grandes fermes.	136
Le riche fermier condamne dans les saisons mortes le journalier à l'oisi-veté.	136
Il renonce à l'intelligence et au zèle, qui ne sauraient se trouver dans le journalier.	137
Résumé de ce que le législateur doit faire en faveur du cultivateur.	139

QUATRIÈME ESSAI. - De la condition des cultivateurs de race gaélique en Écosse et de leur expulsion. 140

La chrématistique enseigne que la richesse s'accroît en gagnant plus ou en dépensant moins.	140
Elle recommande donc l'économie de la main-d'oeuvre, ou le sacrifice de l'homme à la richesse.	141
C'est d'après ce principe que le colon a demandé l'esclavage du nègre.	142
Et que le fabricant a remplacé l'homme par l'eau ou la vapeur.	142
L'étendue croissante du marché a caché les effets de cette épargne sur les hommes.	143
Mais dans l'industrie agricole chaque épargne de main-d'oeuvre diminue le nombre des paysans.	143
Il faut au besoin sacrifier la richesse pour avoir des hommes.	144
Épargner la main-d'oeuvre, c'est retrancher non seulement des ouvriers, mais des consommateurs.	144
Exemple d'une épargne de main-d'oeuvre sur la plus grande échelle; renvoi des paysans.	145
État de la nation gaélique au moment où elle a été chassée de ses foyers par économie.	146
Exposé fait par ordre de la marquise de Stafford du 'déplacement' de quinze mille de ses vassaux.	147
Examen des principes chrématistiques dont cette révolution est l'application.	148
Antique organisation militaire des Gaëles dans le Sutherland; petitesse des redevances.	149
Au pouvoir du lord, comme chef de famille, on substitua celui du colonel de régiment.	150

	page
Introduction du luxe dans le Sutherland; ruine de l'industrie domestique.	150
Les produits ruraux étaient adaptés à la consommation locale, non au commerce.	152
1811-1820 quinze mille habitants chassés de leurs maisons par le seigneur.	152
Le seigneur, en reprenant aux paysans leurs champs, leur a cédé des carrés de terrain inculte.	153
Trois mille familles remplacées par vingt-neuf fermes, et par un million de moutons.	153
Progrès du Sutherland devenu désert, sous le rapport commercial.	154
Ce que sont devenues les familles expulsées; émigrés, pêcheurs.	155
Les nobles écossais et le pacha d'Égypte agissent d'après le même principe.	156
Toute la population exposée à souffrir des vices ou des caprices du seigneur.	157
Rapport aussi bien que contraste entre la traite des nègres et l'expulsion des blancs.	158
Les légistes anglais ont confondu le pouvoir politique des seigneurs avec la propriété.	158
Sur le continent la loi a toujours protégé le cultivateur et l'a rendu propriétaire.	159
Le Gaële était, dans l'origine, co-propriétaire avec son capitaine ou avec son clan.	160
Le capitaine ne distribuait des lots de terre que pour maintenir la discipline.	161
Par une sourde usurpation il a changé une rente invariable en propriété illimitée.	162
Le législateur doit intervenir pour protéger le peuple contre le seigneur.	163
Si les nobles croient n'avoir plus besoin du peuple, celui-ci croira n'avoir plus besoin d'eux.	164
 CINQUIÈME ESSAI. - De la condition des cultivateurs irlandais et des causes de leur détresse.	 165
 Accroissement effrayant des prolétaires: c'est le plus grand danger qui menace la société.	 165
Cet accroissement a d'abord appelé notre attention sur la souveraineté de la majorité.	165
Tendance de la chrématistique à ne conserver dans la nation que des capitalistes et des prolétaires.	166
Les journaliers des champs ou prolétaires de l'agriculture sont en général en petit nombre.	167
Mais dans un système de grandes fermes tout le travail des champs est fait par des journaliers.	168
La même cause a produit l'expulsion des Écossais, la famine des Irlandais, l'esclavage des nègres.	169

	page
Tableaux de l'Irlande en 1834 d'après le voyage de H.D. Inglis.	170
La souffrance des Irlandais vient de ce que c'est une nation de prolétaires.	171
Le travail offert en Irlande au rabais, et pour une subsistance insuffisante. ..	171
Manière dont M. Inglis étudie la condition du peuple; son itinéraire.	172
Beauté pittoresque de l'Irlande contrastant avec la misère de ses habitants.	174
Dénûment et misère des cabanes dans le comté de Wicklow.	175
Les femmes et les enfants des ouvriers réduits à une absolue oisiveté.	176
Paysans de la baronnie de Forth, célèbres pour leur décence dans la pauvreté.	177
Ceux-là même voient empirer leur état à chaque génération.	179
Prix excessif des fermes, résultat de la compétition entre gens affamés.	179
Cette compétition est la cause qui multiplie les crimes en Irlande.	180
Magnificence des palais, à côté de la misère des cabanes.	181
Misère extrême à Thomastown dans le comté de Kilkenny.	181
Dureté des seigneurs qui aggravent encore cette misère.	183
La maison du seigneur est en Irlande le seul marché pour tous les pro- duits du pauvre.	183
Le goût du luxe et l'imprévoyance des seigneurs augmentent la souffrance de leurs fermiers.	184
Bizarre assertion de l'école qui prétend que 'l'absentisme' ne cause point de dommage.	185
Ruine causée par l'absence de lord Kingston, dureté de lord Limerick.	186
Épouvantable misère dans les faubourgs de Limerick.	187
L'ordre social est mauvais en Irlande, et doit être réformé.	189
Le droit du pauvre à être nourri de son travail doit passer avant celui du riche au superflu.	189
La condition du pauvre empire dans toute l'Irlande, et réagit sur le pau- vre anglais.	190
Les efforts de la charité ne sont que des palliatifs pour corriger des maux si graves.	191
SIXIÈME ESSAI. - De la condition des cultivateurs en Toscane.	192
Nécessité d'étudier les faits spéciaux pour apprendre ce que doit être la condition des cultivateurs.	192
Nous avons étudié nous-même spécialement la condition des Toscans.	193
Ressemblances et contrastes entre les paysans toscans et les Irlandais.	194
Le Toscan cache sous un aspect misérable un grand bonheur réel.	194
Trois classes de cultivateurs en Toscane. Les 'affittuari' ne diffèrent pas des fermiers.	196
Les 'livellari'; immense avantage de leur condition, quand ils labourent eux-mêmes.	197
Mais ceux qui se sont chargés de 'livelli' par spéculation sont des pro- priétaires endettés.	198
Le 'livello' rend le paysan propriétaire sans le dépouiller de son petit capital.	199

	page
Les 'mezzaiuoli' ou métayers, classe la plus nombreuse et la plus importante.	200
Tous les métayers de chaque province sont astreints aux mêmes conditions.	200
Le métayer ne fait presque d'échange qu'avec la terre, il achète et rend très peu.	201
Combien l'association perpétuelle à la propriété lui fait étudier son terrain.	202
Le métayer est sans intérêt dans les procès, il n'a rien à démêler avec personne.	203
Aspect riant et commodité des maisons de métayers au val de Nievole.	204
Ameublements d'une maison de métayer.	204
Trousseau de la femme d'un pauvre métayer.	205
Travail de la femme et des enfants du métayer, abondance du linge.	206
La variété, la liberté et l'espérance, font le charme du travail du métayer.	207
Calendrier du métayer toscan, travail de chaque mois de l'année.	208
L'intelligence et l'adresse appelées à seconder la force de corps.	208
Fêtes de campagne entremêlées au travail; la 'battitura'.	209
Délassements que procurent au paysan les marchés, les fêtes religieuses.	210
Le paysan Toscan est sobre, mais sa nourriture est saine et variée.	211
Menu de ses repas dans les diverses saisons.	212
Résumé des jouissances physiques du paysan; sa sensibilité aux beautés de la nature.	213
Jouissances intellectuelles; jusqu'à quel point il profite par la lecture.	214
Quelle part occupe la religion dans le développement de son esprit.	214
Il n'y a point de patois en Toscane, goût du paysan pour la poésie et le spectacle.	215
Ce qu'il y a de vrai dans l'accusation de préjugés et d'ignorance.	216
Perfection à laquelle l'agriculture s'est élevée entre les mains des paysans du val de Nievole.	216
Influence de la condition des métayers sur les riches propriétaires; leur nombre.	218
Causes politiques qui ont diminué le nombre des propriétaires dans les campagnes.	219
Comment les hauts prix de guerre ont surexcité la culture, et encombré les marchés.	219
Luxe apporté par les étrangers en Italie: autre cause de ruine pour les propriétaires.	220
Les propriétaires se sont efforcés d'augmenter le produit net, les métayers s'y opposent.	221
Cet obstacle est le salut du pays, qui a besoin de rester stationnaire.	222
Combien la consommation des métayers favorise le commerce.	222
Sous le rapport financier la Toscane pourvoit richement à tous ses besoins.	223
Étendue des dépenses publiques sans impôts oppressifs et sans emprunts.	224

	page
Les Toscans peuvent corriger des abus, mais pour eux imiter n'est pas améliorer.	224
Création de nouveaux terrains destinés à être livrés à la culture par métayers.	225
Les 'colmate' ou comblements des marais fertilisent les bas-fonds.	226
'Colmate di montagna' pour fertiliser les montagnes arides.	226
Perfectionnement de cette invention par le marquis Ridolfi.	227
Institut de Meleto pour former des ingénieurs agricoles.	228
SEPTIÈME ESSAI. -Des devoirs du souverain envers les cultivateurs irlandais, et les moyens de les tirer de leur détresse.	230
Effroyable état moral auquel l'Irlande est réduite par la misère.	230
Danger continuel que courent les riches en raison des 'rentes extorquées'.	231
Les maîtres comme les prolétaires ne peuvent être sauvés qu'en limitant le droit de propriété.	232
Droit du législateur à régler les conditions du contrat de culture.	233
C'est l'intérêt du riche autant que son devoir de mettre des bornes à ses exactions.	234
Bravoure des Irlandais; La noblesse protégée par le respect seul du peuple.	235
Anciens rapports entre le noble et le paysan; abondance assurée en retour de l'obéissance.	236
La rente de la terre payée en services suivant la coutume du manoir.	236
Le seigneur toujours absolu, quelquefois cruel, jamais cupide.	237
L'Irlande conquise en 1172, n'en resta pas moins soumise aux seuls seigneurs.	238
Conquête de Cromwell et confiscations qui abolèrent les coutumes des manoirs.	238
Les paysans devinrent 'tenants at will', mais leur condition ne changea pas tout de suite.	239
Il a fallu cent quatre-vingts ans pour réduire les paysans à se disputer la plus vile nourriture.	240
L'exportation va croissant parce que la nation ne consomme presque rien.	241
Il faut délivrer l'Irlande de sa population surabondante, et associer le reste à la propriété.	242
Il faut sur une grande échelle l'émigration, et le défrichement à l'intérieur.	242
Immense étendue de terrain ouverte en Canada pour les émigrations.	243
La colonisation doit s'effectuer en petits lots, par des cultivateurs, non des capitalistes.	244
Succès de toutes les colonies anciennes qui produisaient pour consommer, non pour vendre.	245
L'émigration, espoir de l'avenir, ne peut jamais causer un soulagement immédiat.	246
Grandes ressources que peut trouver l'Irlande dans le dessèchement de ses bourniers.	247
En avançant des capitaux, l'Angleterre doit imposer des conditions aux seigneurs irlandais.	248

	page
Le droit du cultivateur à vivre des fruits de son travail précède tout autre droit.	249
L'intérêt du pays exige que le cultivateur ait un droit perpétuel à la terre.	249
La paix de la société n'est jamais mieux garantie que par des paysans propriétaires.	250
Ailleurs les serfs sont devenus vassaux, en Angleterre les vilains sont devenus fermiers.	251
A la fin de leur bail les fermiers sont ruinés par les améliorations qu'ils ont faites.	252
Pour garantir l'Irlandais, il faut le rendre tenancier à perpétuité.	253
Exemples du succès des emphytéoses partout, même en Irlande.	254
Il faut que les riches et les pauvres aient également sur la terre des droits perpétuels.	255
Aux riches les domaines qu'ils exploitent, aux pauvres ceux chargés de rentes.	255
La rente à fixer par l'autorité publique, non par la concurrence.	256
L'étendue de l'emphytéose ne doit jamais dépasser les forces d'une seule famille.	257
Il faut que tous les membres de la famille travaillent, et qu'ils aient de l'ouvrage en toute saison.	258
Il faut donner le temps aux moeurs de l'Irlande de se régler sur cet ordre nouveau.	259
Accoutumer l'Irlandais à regarder comme honteuse sa misère actuelle.	260
Multiplier dans la législation les obstacles aux mariages précoces.	260
Encourager toutes les habitudes qui attachent no point d'honneur à la prévoyance.	261
 HUITIÈME ESSAI. - Des effets de l'esclavage sur la race humaine.	 262
 But de l'économie politique: assurer l'aisance de tous, le développement intellectuel de quelques uns.	 262
L'esclavage est au contraire le dépouillement des uns au profit des autres.	263
Dés que l'on confond la richesse nationale avec le profit net, on sacrifie le pauvre	264
Les trois expédients inventés pour dépouiller le pauvre tournent tous contre le riche	264
Motifs pour donner l'analyse du traité de Ch. Comte sur l'esclavage.	265
Le plus grand nombre des États de la chrétienté permet l'esclavage	266
L'esclavage peut maintenir la force et la beauté de la race des maîtres.	268
Mais il fait dégénérer rapidement la race des esclaves.	268
Il apprend aux maîtres à mépriser le travail, et les en rend incapables.	269
En abrutissant les esclaves, il réduit la valeur de leur travail.	270
L'intelligence des maîtres s'affaiblit, parce qu'ils n'ont plus besoin de savoir persuader.	270

	page
Les maîtres citoyens étudient leurs égaux, mais non les choses et la nature.	271
L'esclavage arrête tout développement intellectuel des esclaves.	271
Incapacité des esclaves pour tout ouvrage qui exige de l'adresse.	272
Effets de l'esclavage sur la classe intermédiaire; elle renonce au travail.	273
Effets de l'esclavage sur les moeurs des maîtres et des esclaves.	274
Nécessité des châtimens atroces pour des esclaves à qui la mort est une délivrance.	274
Tout lien de famille rompu; le père blanc laisse son fils mulâtre dans l'esclavage.	276
Les esclaves d'autant plus maltraités que le sol est plus riche.	277
L'esclavage d'autant plus atroce que les maîtres jouissent de plus de li- berté.	277
Progrès de toutes les colonies en raison inverse du nombre de leurs es- claves.	279
Les hommes libres et leurs enfants exposés à être volés et vendus pour esclaves.	279
Depuis la multiplication des mulâtres, le danger atteint même les blancs. ..	279
Le travail de l'esclave coûte plus au maître que le travail salarié.	281
Il y a beaucoup moins de riches accumulés partout où existe l'esclavage.	282
La force séparée de l'adresse, de l'intelligence et de la moralité, crée peu de richesses.	282
Dans les États à esclaves, l'agriculture déplorable, les métiers nuls, les planteurs endettés.	283
L'esclavage entraîne un pays libre vers le despotisme politique.	284
Il met dans un danger perpétuel l'indépendance des nations.	285
Résumé des effets désastreux de l'esclavage.	285

NEUVIÈME ESSAI. - De la marche à suivre pour retirer les cultivateurs
nègres de l'esclavage. 287

Bonheur dont la vie champêtre est susceptible, malheur de presque tous les cultivateurs.	287
Misère des prolétaires de l'agriculture, plus grande misère des esclaves.	288
L'époque approche où l'esclavage sera nécessairement aboli.	289
Le législateur doit désirer l'aisance des cultivateurs et celle des pro- priétaires.	289
Aux colonies, les propriétaires, les cultivateurs et les industriels, sont en souffrance.	290
Cette souffrance provient de ce que le travail servile est le plus coû- teux de tous.	291
On dit que les sucreries réclament l'esclavage, mais les sucreries sont perdues.	292
Les affranchissemens individuels n'ont pas donné un ouvrier à l'agricul- ture.	292
Ce n'est rien faire que de rompre les chaînes du nègre, si l'on n'en fait pas un paysan.	293

	page
Il le faut pour le bonheur du nègre, pour la paix de la société, pour le profit des planteurs.	294
Il faut conférer ce bénéfice aux planteurs malgré eux; cause de leur illusion.	295
L'esclavage ne leur apporte aucun profit, mais il flatte leurs passions.	295
Questions que doit approfondir le législateur en appelant les nègres à la condition de paysans.	296
Conditions diverses des paysans; le serf avec partage de travail.	297
Ce peut être une condition pénale pour le nègre indocile.	298
Lequel convient aux colonies, d'un paysan fermier ou d'un métayer.	299
La nature de la culture et l'état de la population requièrent des métayers.	299
Le nègre, étant sans capital, ne saurait être fermier.	300
Les Anglais ont compté pour leur émancipation sur des fermiers qu'ils ne sauraient trouver.	301
Les blancs des colonies n'ont point non plus les qualités requises dans un fermier.	303
Le propriétaire se ruine s'il administre sa plantation comme une ferme.	304
Condition déplorable où seraient réduits des nègres simples journaliers.	304
La France doit accomplir l'oeuvre commencée, et faire du nègre un paysan.	305
Mais elle doit renoncer maintenant à rendre ce paysan propriétaire.	306
Il y a dans l'esclavage un quasi-contrat qui fonde des droits comme des obligations.	307
Le maître exerçait en même temps le droit du contrat et un pouvoir politique.	308
Il faut abolir le pouvoir politique et convertir le droit utile au profit de tous deux.	308
La plantation doit être divisée en métairies entre les esclaves qui la cultivent.	308
La culture sera destinée désormais à la consommation plutôt qu'à l'exportation.	310
L'administration seule peut juger des précautions de détail dans l'exécution.	310
Nos vœux pour les nègres et pour les cultivateurs de toutes les races.	311

FIN DE LA TABLE

ÉTUDES
SUR
L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

TOME DEUXIÈME
BRUXELLES, 1838

SUITE DE LA PREMIÈRE SECTION
DE LA RICHESSE TERRITORIALE ET DE LA CONDITION
DES CULTIVATEURS.

DIXIÈME ESSAI.

DE LA CONDITION DES CULTIVATEURS
DANS LA CAMPAGNE DE ROME.

Nous nous étions proposé d'abord de ne pas pousser plus loin nos études sur la richesse territoriale. Dans le précédent volume, nous avons rassemblé quelques essais sur la condition diverse où les peuples les plus célèbres avaient placé leurs cultivateurs, et sur les effets qu'avait eus cette condition pour restreindre ou augmenter la prospérité générale. Il ne nous semblait que quelques faits dignes d'observation frapperaient plus qu'une nouvelle exposition de principes, et nous aimions à penser que nous pouvions abandonner à nos successeurs la suite de ces recherches; que ce seraient eux qui en tireraient un corps entier de doctrine sur la richesse territoriale, ou plutôt encore sur les moyens d'assurer par elle le bonheur des sociétés humaines.

Ce n'est pas sans quelque découragement que nous reconnaissons que nous n'avons point fait encore assez de progrès pour devoir nourrir cette espérance. Un écrivain spirituel,

dans un article sur les principes fondamentaux de l'économie politique (Bibliothèque universelle de Genève, décembre 1836), dit de nous: « Sa voix n'est pas restée sans écho; son enseignement a profité plus, peut-être, qu'il ne le croit lui-même; et aujourd'hui l'influence fâcheuse d'une production croissante sur la distribution des produits, et par là sur le bien-être social, est une vérité acquise à la science (1). » Il nous semble, au contraire, que tout ce que nous lisons sur l'économie politique, et l'article même que nous citons, nous avertissent que notre voix est restée sans écho: que personne ne répète, ne développe et n'applique les vérités que nous croyons avoir le premier énoncées. Nous nous apercevons bien que nous avons conquis plus d'une question mais par là nous avons fait seulement succéder le silence aux clameurs précédentes. Nous voyons bien que nos adversaires ont reconnu de nombreux phénomènes sur lesquels nous avons attiré leur attention et qu'il n'iaient d'abord; mais ils les ont reconnus tacitement, et ils ont seulement changé de terrain pour nous combattre. Ils reculent sans cesse, mais ils ne s'en croient pas moins obligé à repousser nos principe, à les repousser comme si c'était l'ensemble de notre doctrine, encore qu'ils s'en soient déjà approprié une grande partie. Le moment n'est donc point venu où nous pourrions nous en fier à nos successeurs du soin de faire fructifier la vraie économie politique, 'la règle de la maison et de la cité'.

Nous voyons que la distinction que nous avons établie entre la chrématistique, qui s'occupe des richesses comme but, ou si l'on veut abstraitement, et l'économie politique qui ne s'en occupe que comme moyen d'arriver au bonheur social, commence à être admise; nous voyons qu'un des écrivains les plus distingués de l'école chrématistique, M. Nassau Senior, reconnaît lui-même qu'il fait abstraction du bonheur humain dans la science dont il trace l'esquisse. « Le sujet de la législation, dit-il, ce n'est pas la richesse, c'est le bon-

(1) T. VI, p. 266.

heur humain; --le sujet de l'économie politique (lisez 'chrématistique') n'est pas le bonheur, mais la richesse. Les conclusions auxquelles arrive l'économiste, quelque vraies et générales qu'elles soient, ne l'autorisent pas à donner un seul conseil pratique. Ceci est la tâche des hommes d'État, et des écrivains qui ont étudié la législation (1). » Certes, si un tel silence est le devoir des économistes, ils ne s'y sont guère conformés jusqu'ici; jamais ils ne sont arrivés à une conclusion qu'ils n'en aient demandé l'application immédiate, jamais ils n'ont établi ou cru établir qu'une suite d'opérations augmentait la richesse sans flétrir du nom d'esprits faux, rétrogrades, ou défenseurs des préjugés, tous ceux qui en signalaient les inconvénients. Au reste, nous le demandons à M. Senior lui-même, son silence à venir ne sera-t-il pas aussi décevant que les leçons dogmatiques de ses prédécesseurs? Croit-il que lorsqu'il aura reconnu qu'une opération économique quelconque augmente la richesse et détruit le bonheur, il aura rempli son devoir envers l'humanité en n'énonçant que la première de ces deux propositions? Croit-il que lorsqu'il aura dit: Il y a plus à gagner à agir ainsi, chacun ne l'entendra pas comme ayant dit: C'est ainsi qu'il faut faire?

Nous persistons donc à regarder la chrématistique ou l'étude des moyens d'augmenter la richesse, en faisant abstraction du but de cette richesse, comme une science décevante: nous persistons à regarder l'économie politique comme devant être la recherche et l'application de la grande loi de bienveillance et de charité que la Divinité a donnée aux sociétés humaines; nous persistons à proposer à nos efforts non pas les progrès des choses, mais ceux des hommes, non pas l'acquisition de la richesse, mais celle du bonheur de tous; et sans nous fier à l'écho qu'on nous annonce et que nous n'entendons point, nous croyons devoir élever encore notre vieille voix pour répéter aux nations: Songez à vos paysans. Car ils sont en même temps la classe la plus nom-

(1) Bibl. univ. de Genève, t. VI, p. 247.

breuse et la plus importante de l'État; ils sont la classe sur laquelle une sage économie politique peut répandre le plus de bonheur; ils sont aussi celle à laquelle la cupidité, quelquefois secondée par une dangereuse chrématistique, a infligé le plus de souffrances.

D'ailleurs, des circonstances accidentelles nous ont amené à appliquer les principes que nous avons exposés dans le précédent volume, à de nouveaux pays que nous nous sommes trouvé à portée d'étudier, et chaque application nouvelle nous a confirmé leur vérité; les faits sont venus se ranger autour de la doctrine, et ces faits, qui autrefois nous frappaient nous-même d'étonnement, et que nous pouvions à peine comprendre, considérés du nouveau point de vue sous lequel nous nous sommes efforcé de ramener la science sociale, s'enchaînent et s'expliquent d'eux-mêmes; le lien entre les effets moraux et les causes chrématistiques se montre avec évidence, et les principes que nous avons énoncés nous semblent avoir acquis par cette expérience un nouveau degré de certitude.

Nous avons été appelé à faire à Rome un séjour assez prolongé, au moment où nous venions de faire paraître notre second volume sur les sciences sociales. Trente ans s'étaient écoulés depuis notre première visite à cette ancienne capitale du monde, vingt ans depuis la dernière; l'impression que nous avons reçue de toutes trois a été cependant à peu près la même, sous la réserve des changements survenus dans l'objet même de nos observations. La plupart des voyageurs qui, chaque année, arrivent en foule à Rome, considèrent cette grande ville, non point comme une capitale, comme la demeure d'une portion nombreuse de la race humaine, qui a droit aux jouissances et aux développements de l'homme, mais comme un musée, où des tableaux, des statues, des monuments d'antiquité, et tous les produits divers des beaux-arts, sont exposés à leur curiosité. Les cent soixante ou cent quatre-vingt mille habitants qui vivent dans l'enceinte des murs de Rome, ne leur paraissent qu'un accessoire. La plupart d'ailleurs se

croient appelés à exciter leur imagination, pour ne rien voir que sous son aspect poétique; aussi ils s'affligeraient si la ville des tombeaux, la ville où l'on signale tour à tour à leurs regards les monuments et les ruines de tant de civilisations successives, des Égyptiens et des Étrusques, des Grecs et des Romains, des races barbares qui vainquirent tour à tour les uns et les autres et qui les opprimèrent, des grands hommes du moyen âge, et des grands prêtres qui imprimèrent longtemps leur caractère à toute l'Europe, ne portait pas en quelque sorte le deuil du genre humain. Aux yeux des voyageurs poétiques, les hommes couverts de haillons qui errent lentement dans les rues de Rome, qui se chauffent au soleil sur ses places publiques, qui, avec tant de vivacité dans le regard et dans la gesticulation, ne se pressent cependant jamais, parce qu'ils n'ont jamais rien à faire, paraissent bien plus pittoresques que les artisans des villes modernes. Dans leur zèle d'amateur, ils regretteraient les haillons des mendiants, leur désœuvrement, leur misère; et peut-être entre-t-il dans ce sentiment une aversion secrète, inconnue à celui même qui la ressent, pour cette servitude, et cet état constant d'effort et de gêne, auquel l'industrialisme a condamné l'homme pauvre dans les cités modernes. Les processions de prêtres qu'on rencontre de toutes parts dans les rues, sont l'accompagnement convenable des trois cent soixante églises qui s'élèvent dans cette cité longtemps réputée sainte, et ils lui conservent son caractère. La dégradation même de tous les édifices publics et privés, la fange accumulée dans les rues, les pavés rompus, la négligence universelle, les troupeaux de boeufs rassemblés dans les promenades, avec leurs cornes démesurées, leur coup d'oeil hagard et leur maigreur, la volaille qui erre en liberté et sans crainte dans la ville des Césars, comme elle le ferait dans le hameau le plus solitaire, augmentent le charme que ces enfants de l'imagination trouvent à Rome, parce que chacune de ces circonstances atteste la cessation de l'empire de l'homme; parce que chacune contribue à persuader, sans raison, il est vrai, au passager qui vient rêver entre

ces ruines, qu'il n'est plus comme dans les autres capitales, sous les yeux d'une police soupçonneuse et inquiète. Les peintres, les amateurs, et les voyageurs sentimentaux admirent davantage encore la Campagne de Rome, ces immenses déserts qui s'étendent à perte de vue, qui ne sont plus parcourus que par le berger de la Pouille, le laboureur de l'Abruzze ou le moissonneur de la Marche, mais où l'on ne trouve pas une maison, pas un habitant né sur le sol, pas une trace de l'affection de l'homme pour la terre, pas un ouvrage humain, qui n'ait au moins trois siècles d'antiquité, et qui de plus ne tombe en ruines. Ces voyageurs exprimeraient volontiers leur enthousiasme et leur reconnaissance pour ce sol qui, malgré sa richesse, demeure stérile, comme s'il ne voulait plus se couvrir de moissons, d'arbres et de vignes, depuis qu'il n'est plus cultivé par des mains consulaires. Les peintres en même temps s'extasiaient sur les teintes chaudes et riches que reflètent ces champs déserts, et sur les beautés qu'elles prêtent au paysage. Nous devons l'avouer, toutes ces sensations, toutes ces émotions nous sont étrangères; le défaut de nos organes nous a interdit presque toutes les jouissances qu'on trouve dans les arts. Nous portons envie à l'enthousiasme qu'excitent les merveilles de la sculpture et de la peinture, mais il nous est refusé de le ressentir. Les riches teintes de la Campagne de Rome, dont nous entendons parler, échappent même entièrement à nos yeux, pour lesquels il n'existe point de rayon rouge: nous sommes plus frappé des chefs-d'oeuvre de l'architecture; mais parmi les monuments antiques, si quelques-uns nous rappellent des temps glorieux de sagesse et de vertu, le plus grand nombre et les plus imposants par leur masse, ou même par leur beauté, ne redisent que cette opulence des maîtres de la terre, qui avaient asservi la nature, parce qu'ils avaient asservi l'homme, et qui ne croyaient point l'oeuvre de cent mille bras mal employée, si elle leur procurait les jouissances d'un moment. Ainsi, nos mauvais yeux, et les pensées auxquelles nous sommes plus habituellement livré s'accordent à détruire pour

nous tout le charme qui séduit à Rome tous les autres voyageurs. Nous ne pouvons pas jouir de ses vraies beautés, et nous sentons, plus vivement peut-être que d'autres, ce qui lui manque. Il en résulte que Rome nous paraît un des séjours les plus tristes que nous connaissions; Rome est triste pour nous, non point seulement de cette douce mélancolie à laquelle on aime à se livrer, parce qu'elle égare la pensée bien loin de nous, parce qu'elle nous élève au-dessus de notre race, dont elle nous fait voir tout ensemble la grandeur et la misère; ce n'est pas que nous ne sentions cette mélancolie à Rome; au contraire, elle s'y trouve plus qu'en nul lieu du monde; mais à peine il nous est donné de l'apercevoir au travers du spectacle d'une pauvreté, d'une destitution, d'une dégradation présentes, immédiates, qui affectent tout à la fois une portion nombreuse de l'humanité. Entre tant de tombeaux, nous voyons avant eux les lits des agonisants, nous croyons entendre leurs gémissements, et la réalité est trop rapprochée, trop instante, pour que nous puissions nous livrer, en sa présence, aux rêveries des souvenirs.

La population agricole, la population des campagnes a disparu dans les quatre provinces qui entourent la capitale, 'l'Agro Romano, la Sabina, la Campagna maritima, et le Patrimonio di San Pietro'. Ces quatre provinces, qui couvrent entre elles un espace de trois mille huit cent quatre-vingt-un milles carrés, ne contiennent pas peut-être un seul vrai paysan. Dans quelque sens qu'on se dirige, en partant de la capitale, on fait au moins vingt ou trente milles, souvent cinquante et soixante, sans trouver un champ cultivé par celui qui l'habite. De la mer jusqu'aux collines qui s'élèvent au pied des montagnes de l'Abruzze, s'étend le triste désert qu'on nomme plaine, quoique le terrain y présente presque partout de gracieuses ondulations, que, en d'autres pays, on nommerait collines ou montagnes; l'air en été y est pestilentiel, sans que l'oeil en puisse assigner la cause, car on n'y voit nulle part ni marais, ni eaux stagnantes: le sol s'y montre: d'une fertilité admirable, presque partout on voit

les traces de la charrue, qui ne le retourne cependant à peine qu'une fois en dix ans, et les travaux qu'exigent les semailles et les moissons sont faits par des étrangers qui arrivent de loin, et qui s'en retournent après peu de semaines. La Campanie est d'une surface plane, et couverte d'herbes seulement; dans le Patrimoine, de hauts genêts et des bruyères ombragent en partie le terrain; le long de la mer s'étendent de vastes forêts; et comme on se rapproche de l'Ombrie, de grands chênes semblent plantés comme les arbres d'un verger au milieu du pâturage; mais partout, également, on chercherait en vain l'habitation de l'homme. L'éloquent prédicateur dont s'honore l'Italie, Giuseppe Barbieri, a décrit ce désert, dans sa langue harmonieuse, et avec son âme tendre, philosophique et poétique en même temps. « *Imaginate qual io mi fossi al vedermi dinanzi per molte e per molte miglia un vasto paese squallido al tutto e nudo, e deserto d'uomini, d'animali, di piante; una solitudine desolata, nessun riparo alle improviste turbazioni dell'aria, nessun soccorso a tanti bisogni, che possono incontrare frequenti al viaggiatore, e nè scampo veruno alle feroci incursioni de' masnadieri; un cupo silenzio interrotto soltanto dai fischi d'un vento erratico e sconsolato, e dai queruli mormorii di qualche fonte romita; non una striscia di fumo che s'alzi di qualche riposto casolare, nè sulla via tampoco una rustica cappelletta, una croce, a mesto conforto dell'anima quasi derelitta: al vedermi dinanzi una tanta devastazione in luoghi, dove stesi in late pianure, dove sorgenti in colline di molle declivio, dove sinuosi e giacenti per commode valli; e tutto* » *ciò fin presso ed intorno alle mura della magna città (1).* » Au levant de Rome, à une distance qui varie de dix jusqu'à trente milles, s'élèvent les collines autrefois habitée par les Sabins, les Eques, les Herniques et les Albains; elle sont, il est vrai, en partie couvertes d'oliviers, de vigne et d'arbres fruitiers entremêlés avec les champs, et leur élé-

(1) Lettre de Barbieri à l'auteur, dans la collection de ses OEuvres.

gante culture, qui reporte l'âme à des idées de bonheur domestique, ajoute encore à leur ravissante beauté; une étude plus attentive nous fera cependant reconnaître que là aussi on ne trouve pas de paysans, et que les travaux qui fertilisent la terre ne seraient point accomplis sans l'aide d'ouvriers qui chaque année arrivent de l'étranger.

Ainsi la destruction ou l'expulsion de l'ordre entier des paysans, de tout le territoire où Rome fonda sa première grandeur, au centre de l'Europe, dans le plus beau climat, sur le sol le plus fertile, est le premier fait surprenant, inouï, qui frappe le voyageur à son arrivée dans la capitale de l'ancienne civilisation, dans celle du monde chrétien, dans la ville qui pendant plus de deux mille ans a levé des tributs sur une grande partie du monde connu.

Au travers des déserts, le voyageur arrive cependant à la ville superbe qui se dessine au loin dans l'horizon, et dans certaines directions, le dôme de Saint-Pierre frappe sa vue à une distance à laquelle tous les autres ouvrages humains disparaissent. La cité des papes, depuis plusieurs siècles, continue à s'accroître en population, au milieu de la ruine de son territoire: mais cette population parasite ne comptait autrefois pour vivre que sur les tributs que la chrétienté payait à ses pontifes, sur les gages que les grands seigneurs séculiers ou ecclésiastiques distribuaient aux nombreux domestiques, et au cortège dont ils faisaient pompe, sur les aumônes enfin, que la charité accordait, ou que le devoir imposait à de nombreuses fondations pieuses. Or ces trois sources des revenus du pauvre se sont tariées presque en même temps; tous les souverains ont travaillé à restreindre les tributs que leurs sujets payaient à Rome; et quand l'Espagne et le Portugal, l'Amérique et les Indes ont retranché leurs subsides, la détresse a été grande. Les familles nobles ont en même temps congédié la plupart de leurs serviteurs, qui ne leur étaient plus nécessaires, comme autrefois, pour soutenir leurs querelles; les couvents appauvris ont supprimé une partie de leurs distributions journalières. La population, privée de toutes ses anciennes ressources, ne trouvant à sa

portée ni l'industrie des villes, ni celle des campagnes, est repoussée vers une misère toujours croissante; elle mendie, mais les aumônes diminuent; elle souffre, mais elle est menacée de souffrir bien plus encore; elle est destinée à périr, et déjà ses habitations, les portiques sous lesquels elle s'abrite, les pavés sur lesquels elle se traîne, se confondent dans leur ruine récente avec les ruines antiques sur lesquelles la Rome d'aujourd'hui s'était élevée. La population urbaine s'accroît simultanément avec son désœuvrement et sa misère. C'est le second fait économique que Rome présente au voyageur. Quinze ou vingt mille riches étrangers viennent chaque année visiter la capitale du monde chrétien; ils y font tous une assez grande dépense, et c'est cette dépense qui forme désormais presque le seul revenu de la population romaine. Il n'y a peut-être aucun de ces étrangers qui n'ait entrevu tout au moins les deux faits que nous venons de signaler, mais la plupart se contentent de dire qu'on ne pouvait pas attendre autre chose d'un gouvernement incapable, d'un gouvernement de prêtres, où personne ne s'est préparé pour les fonctions dont il demeure chargé. Un blâme jeté légèrement cache souvent une grande dureté; on se dispense de plaindre ceux qu'on s'est hâté de condamner, et on ne fait plus attention aux difficultés d'une tâche dont on a déclaré incapables ceux qui doivent la remplir. Les phrases sont déjà toutes rédigées d'avance pour signaler comme un contre-sens un gouvernement sacerdotal. Cependant lorsqu'on le compare aux autres gouvernements irresponsables, aux autres gouvernements sans équilibre et sans garantie, il n'est pas facile d'assigner des causes rationnelles à son infériorité supposée. Certes, si l'on se demandait d'avance à quelle classe d'hommes ou voudrait de préférence remettre l'autorité, il semble que chacun s'accorderait à répondre: Aux hommes qui sont signalés par leur vertu ou par leur intelligence. L'expérience nous apprend qu'il est impossible de trouver dans la société une classe qui réunisse sans exception ces deux qualités; il n'est pas donné à la nature humaine de présenter une association d'hommes purs de tout vice. Mais il semble qu'entre les pro-

fessions, celle des prêtres devrait approcher le plus de cette pureté. Destinés dès le commencement de leur éducation à enseigner la morale au peuple, constamment occupés de l'étude des lois divines, de leur rapport avec les lois humaines et les enseignements de la philosophie, ils sont entre tous les hommes ceux qui devraient le mieux savoir ce qui est juste et ce qui est honnête; la discipline à laquelle ils sont soumis est destinée à les conserver purs, et ceux qui nuisent à la considération du corps sacerdotal par les scandales de leur vie, sont pour la plupart forcés de renoncer à leur état.

Si ces garanties introduisent et maintiennent dans le corps de l'Église un plus grand nombre d'hommes vertueux que dans aucune autre corporation, elles sont plus efficaces encore pour y appeler les hommes de l'intelligence. L'Église a adopté l'un des deux principes de la démocratie, l'admission de tous à tous les emplois, en même temps qu'elle a renoncé à l'autre, la garantie des droits des masses, ou la protection due à tous. Tout homme, dans quelque condition qu'il soit né, conserve la chance entière de parvenir aux honneurs les plus éminents de l'Église, et à tout le pouvoir de son gouvernement, par la supériorité seule de son intelligence; c'est l'organisation politique qui a le plus constamment maintenu cette loterie brillante de l'égalité, que tant d'ambitieux en France préfèrent à la liberté, et regardent comme la grande conquête du siècle. L'Église romaine n'a laissé aucune prérogative à la naissance, mais elle a choisi ses princes, et jusqu'au souverain lui-même, dans les rangs les plus abjects de la société, lorsque la supériorité de l'intelligence rendait un individu digne ou de la pourpre, ou de la tiare: aujourd'hui même que tant de plaintes s'élèvent contre le gouvernement pontifical, on doit reconnaître qu'il compte parmi ses serviteurs plus d'hommes distingués pour le talent, moins d'hommes notés pour leur improbité ou leurs vices, qu'aucun autre gouvernement de l'Europe.

Cependant nous sommes loin de penser que le gouvernement pontifical soit tel que la nation qui lui est soumise a droit de l'exiger, tel qu'il devrait être pour avoir l'énergie de sortir

de la fatale ornière où il se trouve engagé, tel qu'il devrait être pour favoriser les progrès ou matériels ou intellectuels de ses sujets, tel même qu'il le faudrait pour les empêcher de descendre toujours plus bas dans l'échelle sociale; le mécontentement qui semble universel dans la population, et qui trouve un organe dans la bouche de tous ceux avec qui l'on parle, indique même que le pouvoir a perdu l'ancien prestige de l'opinion, et qu'il n'est plus appuyé ni sur les préjugés ni sur les sentiments. Nous l'avons dit ailleurs: tout pouvoir illimité, tout pouvoir irresponsable devient nécessairement abusif. Quelque recommandable que soit la classe d'hommes à laquelle on confie la souveraineté, cette souveraineté la corrompra, si la classe n'en doit compte à personne. Le gouvernement pontifical est devenu bien plus mauvais, depuis qu'à la restauration il a aboli toutes les libertés provinciales, toutes les chartes municipales, tous les pouvoirs populaires qui limitaient le sien. Ce gouvernement est viager, et viager pour des vieillards: aussi l'on sent qu'il a lui-même perdu l'espoir de sa durée, et qu'il sacrifie sans cesse le lendemain au jour qui s'écoule; il est exercé par des hommes en qui l'adresse s'est développée plus que l'énergie: aussi il est faible et craintif, et la peur explique plus de la moitié de ses fautes; enfin les prêtres ont pris l'habitude de se considérer comme les maîtres de la morale plutôt que comme ses serviteurs: aussi n'ont-ils point pour les principes, pour la règle, pour la loi, ce respect qui donne aux sociétés humaines la meilleure des garanties. L'administration à Rome est toute d'exceptions, de faveurs personnelles, de privilèges; à chaque pas l'autorité souveraine rencontre des résistances de rang, de fonctions, de richesses, devant lesquelles elle fléchit. Elle demande moins ce qui est juste que ce qui ne mécontentera pas tel ou tel puissant. Mais ces vices graves, qui se font sentir dans tout l'État ecclésiastique, n'ont pas pu causer la désolation des provinces suburbicaires, car ils n'ont rien produit de semblable dans les Marches, le Pérousin, la Romagne et le Bolonais, où l'on rencontre une population rurale nombreuse, et passablement prospérante.

Aussi ce n'est pas au gouvernement que nous attribuons la désolation effrayante des quatre provinces plus rapprochées de Rome; elle remonte plus haut. A nos yeux, c'est un phénomène économique et non pas politique; phénomène qui doit d'autant plus fixer nos regards et nous remplir d'une terreur salutaire, qu'il se présente comme le terme de la carrière que nous parcourons, comme la conséquence de nos efforts journaliers, comme le tombeau presque inévitable de la civilisation moderne. La tendance de la société telle que le temps nous l'a faite, c'est de réunir sans cesse les petits États en un grand, les petites fortunes en une grande, d'accumuler les capitaux, d'agrandir les fermes, d'ajouter un domaine à un autre domaine, et cependant l'observation des faits nous confirme ce que Pline l'ancien avait déjà prononcé à une époque antérieure, lorsqu'un même luxe, une même accumulation de richesses, une même concentration entre un très-petit nombre de mains des biens que la Providence avait destinés au bonheur de tous, avait produit également la dépendance et la servilité du grand nombre, puis l'expulsion des cultivateurs. Aux yeux de quiconque veut confesser la vérité, disait-il, c'est l'étendue démesurée des patrimoines qui a perdu l'Italie, puis les provinces. « *Verumque confidentibus, latifundia perdidere Italiam, imo et provincias* » (1). » Peut-être est-il impossible de comprendre bien l'état de la population rurale dans aucun pays, sans étudier son histoire, et sans rechercher par quels degrés elle est arrivée au point où elle se présente à l'observation. L'histoire de la population rurale de l'État romain, de cette population autrefois si nombreuse, si industrielle et si puissante, et qui aujourd'hui se trouve complètement anéantie, serait surtout à un haut degré curieuse et instructive; mais il est infiniment difficile de retrouver la trace des faits dont elle se compose. La transmission des héritages d'une famille à une autre, leur morcellement ou leur agglomération s'opèrent presque tou-

(1) PLINII, Hist. nat., lib. XVIII, c. 6.

jours en silence. Les chroniqueurs n'en font jamais mention dans leurs récits, encore qu'ils rendent compte d'événements bien moins importants. Il est vrai qu'on trouve, dans des chartes et des actes notariés, plusieurs des transactions dont la propriété territoriale est l'objet, mais ce sont seulement celles qui se rapportent aux domaines plus considérables, celles qui ont eu lieu entre des seigneurs et de grands personnages. Les titres des autres ou ont péri, ou n'ont jamais reçu une forme authentique; souvent ils auraient coûté plus cher que ne valait la propriété elle-même. En particulier, les contrats entre le propriétaire et le cultivateur n'ont presque jamais été confiés à l'écriture. Dans le moyen âge, le paysan ne savait pas lire, et souvent son seigneur ne savait pas lire non plus; aussi valait-il mieux, pour la commodité et même pour la sécurité des parties, que les uns et les autres s'en tinssent à des conventions verbales expliquées et garanties par la coutume du lieu. Nous essaierons cependant de tracer un tableau raccourci de la transmission de la propriété dans l'État romain; mais qu'on ne s'étonne point si nous sommes souvent obligé de recourir à la conjecture, pour ces détails, et de la mettre alors à la place des faits.

C'est à l'époque de la Rome antique, et aux plus anciennes histoires de l'Italie, que nous sommes obligé de remonter, pour expliquer l'état de la Rome moderne. Dans le temps de la vraie liberté, de la vraie prospérité, et de la haute population de l'Italie, chaque cité était indépendante, chacune pouvait s'attendre à la guerre de la part de ses plus proches voisines, chacune aussi mettait le plus souvent ses récoltes à couvert dans l'enceinte même de ses murs. Elle cultivait ses champs sans abandonner entièrement le séjour des villes. On peut conclure du récit de Tite-Live que jusqu'à l'an 244 de Rome, ou pendant tout le règne des rois, les propriétés suburbicaires n'étaient point bâties, que le laboureur sortait chaque matin de la ville avec ses attelages et y rentrait chaque soir. Quand Albalonga fut rasée, ce fut à Rome même, et sur le mont Coelius, que ses habitants furent

domiciliés; il en fut de même des Sabins qui furent logés au Capitole, des Latins sur le mont Aventin et le Janicule (1), tandis qu'au contraire les villes qui passaient sous la domination romaine conservaient leurs agriculteurs, et la révolution qui renversa le dernier des Tarquins ayant éclaté à Collatia, des gardes furent mis aux portes de ce municipe, pour que les laboureurs qui l'habitaient n'en portassent pas la nouvelle à Rome (2).

Cette forme d'exploitation qu'on pourrait nommer urbaine, qui ne souffre point de maisons isolées dans les champs, mais qui les réunit toutes dans une enceinte commune, pour leur défense mutuelle et leur sûreté, est encore pratiquée dans beaucoup de pays, en Provence, en Espagne, et dans quelques parties de l'Italie, et dans tous les lieux où l'ordre social n'offre que des garanties insuffisantes. Elle cause sans doute une grande perte de temps, une grande dépense pour des transports d'engrais et de récoltes que nous jugeons inutiles; mais elle a d'autre part une influence très-efficace sur les moeurs du pays, et sur l'avancement de sa civilisation. Et d'abord les frais d'une telle culture ne permettent guère qu'on en partage les profits. En général, là où elle est établie, la terre elle-même appartient sans partage au cultivateur. Il en était ainsi dans l'antique Italie. Le laboureur était maître absolu de son champ, il n'en partageait point les récoltes, il ne payait de fermage à personne.

Le laboureur romain, assuré d'une complète garantie pour sa propriété, et sachant qu'elle demeurerait à ses enfants après lui, avait apporté toute son affection, toute son intelligence à la faire valoir; les travaux des ancêtres profitaient à leurs descendants, et la campagne de Rome avait été si bien fertilisée, elle se couvrait d'une telle variété de récoltes, qu'une possession de sept 'jugera', ou arpents romains, suffisait amplement pour l'entretien de toute une famille. Les tribus rurales vivaient à la ville comme les tribus ur-

(1) TITI LIVII Decas I, lib. I, c. 13.

(2) Ibid., c. 23.

baines, mais elles avaient un double lien avec le pays, et c'est la raison de leur prééminence politique. Les citoyens trouvaient dans les villes les eaux pures, l'ombre et la fraîcheur, l'éloignement des immondices, et ils s'exposaient peu à ce 'malaria', si redouté aujourd'hui autour de Rome, mais qui n'affecte cependant guère que ceux qui, après les transpirations violentes du jour, bravent les froides rosées du soir et du matin. Toutefois, avant la fin du troisième siècle, il est fait mention par Tite-Live de 'villae rusticae' (1), de maisons bâties dans les champs, où sans doute les citoyens transportaient leur demeure pendant la durée des grands travaux. Les petits peuples du Latium, de la Sabine, de la Campanie et de l'Étrurie, avaient tous fait choix, pour y bâtir leur cité, d'un emplacement sain, élevé, où les eaux fussent pures et abondantes: leur faiblesse les engageait à demeurer réunis dans son enceinte; il est probable aussi qu'ils se répandaient d'autant moins dans les campagnes que ces campagnes étaient moins salubres. La distribution normale des cultures était à peu près toujours la même; ils choisissaient pour les oliviers, les vignes et les vergers, les bases du monticule que couronnait la ville, ils labouraient les champs dans un rayon de quatre ou cinq milles tout autour, et ils consacraient les terrains plus éloignés au pâturage. Lorsque la population de Rome s'accrut, lorsque l'Agro Romano devint insuffisant pour les laboureurs de Rome, les villes voisines furent tour à tour subjuguées; elles furent obligées d'abandonner au vainqueur une portion de leur territoire; quelquefois une confédération cédaient une ville tout entière, avec les terres qui lui appartenaient. « *Volscis devictis Veliternus ager ademptus; Velitras coloni ab urbe missi, et colonia deducta* (2). » Une colonie romaine était envoyée dans la cité conquise. Elle se composait de citoyens qui consentaient à s'expatrier, et qui obtenaient en partage, gratuitement, des champs non moins limités en étendue

(1) TITI LIVII, Decas I, lib. II, c. 13.

(2) Ibid., c. 16.

qu'avaient été les premiers héritages dans la mère-patrie. Le travail manuel était toujours nécessaire à les faire vivre, et la petite culture était en quelque sorte la garantie de la vigueur militaire de ces Romains expatriés; qui, comme des garnisons sans solde, maintenaient dans l'obéissance les conquêtes de Rome.

La fondation des colonies avait en même temps paru aux patriciens un expédient heureux pour tranquilliser ceux des citoyens qui s'étaient défaits de leur ancien héritage. Plusieurs d'entre eux en effet, ruinés par quelque invasion ennemie, quand leurs champs étaient ravagés, ou leurs troupeaux enlevés, empruntaient des riches quelque somme qu'il leur était ensuite bien difficile de rendre; ils étaient alors écrasés par l'énormité des usures, et exaspérés par la saisie de leurs personnes (1). On calmait leur ressentiment en les engageant pour les colonies, où on leur promettait une distribution de terres gratuite; en même temps ils ne manquaient pas de se défaire de tout ce qui pouvait leur rester de propriétés territoriales autour de Rome. Les patriciens; au contraire, étaient toujours empressés à acheter tout ce qui se trouvait à vendre près de la capitale. Toutefois ils avaient déjà renoncé à travailler leurs terres de leurs mains, et ils faisaient cultiver ces champs par des esclaves. Mais de toutes les manières d'employer le travail humain, l'esclavage est la plus dispendieuse, aussi les patriciens n'eurent pas plus tôt commencé à étendre leurs patrimoines, qu'ils s'étudièrent à trouver aussi la manière de les faire valoir avec le moins de travail humain possible. Bientôt il fut reconnu qu'autour d'une grande ville l'emploi de la terre le plus profitable était la production du bétail, parce que c'est celui qui demande le moins de main-d'oeuvre; que le blé, au contraire, cultivé par des bras mercenaires ou par des esclaves, revient plus cher qu'il ne vaut. Plus tard les distributions gratuites de blé faites au peuple romain, rendirent plus profitable encore la culture du grain; alors il devint absolument impossible aux petits propriétaires de se

(1) TITI LIVIUS, Decas I, lib. II, c. 13.

maintenir autour de Rome, et tout le reste des petits héritages fut vendu aux riches. Mais en même temps l'abandon de l'agriculture s'étendit de proche en proche. La vraie patrie des Romains, l'Italie centrale, comme elle avait à peine achevé la conquête du monde, n'avait plus de population agricole. Dans les campagnes on ne trouvait point de paysans pour recruter les légions, point de guérets pour les nourrir. De vastes pâturages, où quelques bergers esclaves conduisaient des milliers de bêtes à cornes, remplaçaient les nations qui avaient apprêté de nombreux triomphes à la république romaine.

L'un des premiers effets de la perte de la liberté romaine fut de dégoûter les patriciens et les sénateurs de toute carrière publique. La route du trône demeurait ouverte à un soldat heureux, elle ne l'était plus à ceux qui s'enorgueillissaient de leur richesse et de leur naissance; aussi l'ambition fit-elle place à l'amour du luxe et des plaisirs. Le monde n'a jamais vu une magnificence égale à celle des sénateurs romains, tant de richesses prodiguées pour la jouissance d'un seul, tant de vies consacrées à satisfaire, à prévenir tous les caprices d'un homme. Le plus vaste empire qu'ait élevé l'ambition humaine était tributaire d'un petit nombre de riches: les patrimoines des Romains s'étendaient des frontières des Germains jusqu'à celles des Gétules et à celles des Parthes: mais la cupidité s'accroissait avec le luxe, et la vigueur s'éteignait dans la mollesse. Ces hommes, si orgueilleux de leur naissance, se souciaient peu cependant de perpétuer leurs familles; la plupart ne se mariaient pas, pour jouir sans partage de leurs richesses; puis, à mesure qu'ils mouraient sans enfants, quelque collatéral recueillait leur immense héritage pour le réunir au sien. Ainsi, quoique les richesses diminuassent réellement, les riches devenaient toujours plus riches, parce que leur nombre diminuait plus rapidement encore, et que les patrimoines devenaient des provinces. Dès le commencement du deuxième siècle de notre ère, Pline avait dit que les 'latifundia' (larges domaines) avaient perdu l'Italie, mais au troisième et au quatrième

les possessions étaient devenues bien plus vastes encore; la ruine de l'empire était aussi plus imminente.

La disparition presque absolue des habitants des campagnes, mal remplacés par un petit nombre d'esclaves, ouvrit l'empire romain aux barbares. En Italie, il ne resta de population native que dans les retraites les plus inaccessibles des montagnes, dont les nobles romains ne s'étaient point soucié d'acheter le terrain. Chaque invasion de barbares dispersait, affranchissait ou ravissait les esclaves; les villes, avec leur population désœuvrée et pusillanime, subissaient le joug.

Dans quelques parties de l'Italie, l'invasion des barbares fut aussi l'occasion d'une nouvelle distribution des terres. Théodoric obligea le citoyen romain à recevoir un hôte ostrogoth dans son patrimoine, et à lui abandonner le tiers de son bien; mais le barbare était trop étranger à l'agriculture pour pouvoir la faire reflourir; le nombre des conquérants était trop petit pour changer les mœurs et les opinions de la population; d'ailleurs, peu après, les guerres de Bélisaire exterminèrent presque la race des Ostrogoths en Italie.

Il est probable que la population rurale recommença à se renouveler par quelques parties de l'Italie, après l'invasion des Lombards. Ces guerriers, passionnés pour l'indépendance, n'eurent pas plus tôt accompli leur conquête qu'ils rejetèrent presque absolument le lien social, et commencèrent à se cantonner dans leurs terres. Les trente ducs entre lesquels la monarchie était partagée, se regardèrent aussitôt comme de petits souverains. Ils songèrent à se rendre forts plutôt que riches, et, en retour de la terre qu'ils distribuaient, ils demandèrent des services et non de l'argent: la condition de l'agriculteur devint meilleure dès l'instant où les propriétaires du sol s'occupèrent des hommes et non des choses, où ils se proposèrent de tirer de la terre non pas le plus grand revenu possible, mais le plus grand nombre de vassaux vaillants et fidèles. Mais ce progrès est étranger à l'objet qui nous occupe, car la domination lombarde ne s'étendit jamais sur le duché de Rome. Les 'latifundia' de ce duché ne furent donc point encore morcelés. Plusieurs

avaient passé à l'Église, ou à diverses fondations pieuses; d'autres étaient possédés par des patriciens ou romains ou barbares, les empereurs ayant quelquefois distribué des terres à ces derniers en récompense de leurs services militaires. Une puissante famille parmi les nobles romains, les Albéric, possédait Tusculum et ces délicieuses campagnes qui s'étendent jusqu'à Frascati, à Marino, et à Grotta-Ferrata. Ces chefs se faisaient nommer tour à tour comtes, consuls et sénateurs, en souvenir des honneurs dont ils prétendaient que leurs ancêtres avaient été revêtus quand Rome était puissante. Eux aussi commencèrent à faire de leurs paysans des soldats, et ce fut par l'épée qu'ils investirent de la tiare romaine plusieurs membres de leur famille. A cette époque où l'histoire est comme suspendue, où toutes les généalogies sont interrompues, on ne peut point prétendre connaître l'état de la campagne romaine; cependant, il y a lieu croire qu'elle n'était pas moins réunie en immenses propriétés, et pas moins déserte, au temps de Charlemagne et d'Othon I, qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Mais avec le règne des Othons, dans la seconde moitié du dixième siècle, commença, dans toute l'Italie, dans tout l'empire d'Occident, ce mouvement qui a repeuplé l'Europe. 'Incaluere animi', c'est l'heureuse devise de Muratori, lorsqu'il montre le monde au moyen âge sortant de nouveau du chaos. Les rois avaient enfin reconnu leur incapacité pour défendre la société par leurs armées, ils avaient été contraints d'appeler les peuples eux-mêmes à prendre les armes; ils avaient permis aux villes, aux châteaux, aux couvents de se défendre eux-mêmes. Alors, les cités relevèrent leurs vieilles murailles; alors, les collines se couronnèrent de châteaux; alors, jusqu'aux ruines, jusqu'aux antiques tombeaux romains, aux aqueducs, aux théâtres, s'entourèrent de créneaux, et offrirent une retraite à ceux qui ne pouvaient trouver de sécurité que dans la vaillance de leurs bras, et dans celle de leurs vassaux. L'Agro Romano, presque désert, avait été exposé: aux invasions des Sarrasins qui, l'an 846, pillèrent le Vatican, ce qui engagea Léon IV à

l'entourer de murs l'année suivante, et à bâtir la cité Léonine. Cent ans plus tard, presque toutes les collines qui bordent l'horizon furent couronnées de lieux forts; les anciennes murailles, ou furent restaurées, ou furent rebâties à neuf, et les cités où les Sabins, les Eques, les Herniques et les Volsques avaient autrefois défendu leur indépendance, recommencèrent à offrir un refuge aux habitants pour sauver leurs personnes et leurs biens, et à leur inspirer le courage de les défendre. Cependant ces cités, avec une population plus hardie, n'avaient point recouvré leur indépendance. Enclavées sans doute dans le patrimoine de quelque famille héritière des anciens latifundia, elles étaient devenues seulement des forteresses baroniales. Avec les premières lumières de l'histoire au moyen âge, nous voyons la grande maison des Colonna, maîtresse des villes des Eques, Palestrina, Genazzano, Zagarolo, etc.; elle des Orsini, remplacer les républiques de Veies et de Cères, et posséder les forteresses de Bracciano, d'Anguillara, de Céri; le Monte-Savelli, auprès d'Albano, indique encore les possessions des Savelli, qui comprenaient l'ancien royaume de Turnus; les Frangipani étaient maîtres d'Antium, d'Astura et des bords de la mer; les Gaetani, les Annibaldeschi, des châteaux qui dominent les Marais-Pontins, et le Latium comptait moins de familles féodales qu'il n'avait compté autrefois de républiques guerrières.

Cependant l'esprit militaire d'un peuple est toujours favorable, si ce n'est à l'agriculture, du moins à l'indépendance des agriculteurs. Chaque famille riche ou noble s'efforçant, après le dixième siècle, de se mettre à l'abri des déprédations dont elle avait longtemps souffert, chacune comprit que la sécurité ne pouvait se trouver pour elle que dans sa force et qu'il lui importait de demander au sol, non pas des revenus, mais des hommes; or, pour avoir des hommes, pour que la terre se couvre d'habitants, pour qu'ils soient en même temps fidèles et braves, il faut leur montrer dans l'avenir la sécurité et l'aisance. il faut que leur travail puisse améliorer leur condition, il faut leur concéder la terre à mettre en

valeur, moyennant un partage qui laisse au laboureur assez de jouissances pour qu'il préfère l'industrie au vice, pour qu'il espère accumuler, pour qu'il s'encourage à élever une famille. Il faut encore lui garantir l'avenir, pour qu'il s'assure que les améliorations dont ses sueurs enrichiront la terre seront acquises à lui-même et à sa famille, et non à son maître. Il faut donc l'associer à la propriété.

Dans l'Agro Romano, les maîtres les plus généreux (et par là même ils se montrèrent les plus habiles); abandonnèrent à leurs paysans des parcelles de leur terre, sous une redevance minime et perpétuelle, soit en argent, soit en denrées; ils instituèrent des emphytéoses ou des 'livelli', et ils y attachèrent seulement la condition du service militaire. Les plus avarés, au contraire, voulurent se réserver davantage dans le présent, et ne pas se dessaisir de l'avenir. Ils appelèrent des colons, auxquels ils abandonnèrent seulement une part des récoltes, et ils se réservèrent le droit de les renvoyer chaque année. Mais la terre qu'ils leur concédaient était nue et déserte, et l'instabilité de la tenure empêchait qu'elle ne fût améliorée. Le laboureur, pour en obtenir une seule récolte, était obligé de lui consacrer un travail considérable et dispendieux. Ses profits étaient trop mesquins pour qu'il pût en accorder une grosse part au propriétaire. Celui-ci dut se contenter du cinquième du produit, et laisser au paysan les quatre cinquièmes. Ce partage même ne laisse point au laboureur une suffisante récompense. Lorsqu'il a ni oliviers, ni vignes, ni arbres fruitiers, ni clôture, ni maison rurale pour les hommes et pour le bétail, ni canaux d'arrosage et d'écoulement, ni enfin aucune amélioration séculaire, l'agriculture, sans avenir et sans passé, est une industrie peu profitable. On voit encore aujourd'hui quelque champs tenus à quinta (pour le cinquième); mais lors même qu'ils sont fertiles, le laboureur a peine à vivre sur les quatre cinquièmes du produit.

Le canon de l'emphytéose avait été fixé plus bas encore: souvent, à la réserve du service militaire, la redevance n'était que nominale. Le savant abatte Coppi, dans ses disserta-

tions ‘su i luoghi una volta abitati ed ora deserti nell’ Agro Romano, ne nous a conservé qu’un seul de ces contrats antiques, il est du 11 mai 1202. On y voit que l’abbesse de S. Ciriaco concédait à ses tenanciers une ferme qui couvrait une partie du territoire des deux anciennes cités latines d’Amériola et de Médullia, contre une redevance d’un baril et demi d’huile, de trois livres de cire, d’une livre d’encens et de vingt sols en argent. Mais elle se réservait aussi, selon la coutume du lieu, le septième et le trentième de l’héritage de tout paysan qui mourait sur son domaine (1). D’autre part, le cultivateur emphytéote avait la perpétuité devant lui; aussi travaillait-il sans relâche pour fonder la richesse de sa famille. Il distribuait ses collines en terrasses, il les couvrait d’arbres, d’arbustes, et de tous les produits que l’amour et l’intelligence peuvent accumuler sur un étroit espace de terrain; il profitait de tous ses instants, de tous ceux de sa femme et de ses enfants; pour chacun il trouvait une occupation proportionnée à ses forces. Il vivait dans l’abondance, et il élevait autour de lui des fils prêts à manier le fossoir sous ses ordres, ou l’épée sous les ordres de leur seigneur. Toutes les fois qu’on gravit les collines volcaniques du Latium, toutes les fois qu’on visite ces sites ravissants que tant de peintres ont illustrés, autour des lacs de Castel-Gandolfo et de Némi, à Genzano, Larriccia, Rocca di Papa, Marino, Frascati; toutes les fois qu’on rencontre une culture riante, des soins intelligents, l’abondance des produits de la terre, on peut être assuré que le cultivateur en possède ou en a possédé l’emphytéose. La nue propriété appartient à quelque seigneur qui en retire une redevance invariable; mais le domaine utile, ou, comme on l’appelle à Rome, il ‘miglioramento’, l’amélioration, est la propriété perpétuelle de l’agriculteur.

A l’aide de cette association du paysan à la propriété, l’étendue des domaines cessa d’avoir dans les collines les effets ruineux qu’elle avait dans la plaine; les ‘latifundia’ étaient

(1) Mem. dell’ Acad. Romana, del 4 luglio 1833, p. 209.

réellement divisés; les redevances que les paysans devaient au seigneur ne les empêchaient pas plus que celles qu'ils devaient au souverain, de regarder la terre comme à eux, et de l'enrichir de toutes leurs économies. Aussi l'agriculture fit naître dans ces districts une population nombreuse, qui se multiplia avec une singulière rapidité, et qui ne fournit pas seulement des cultivateurs et des défenseurs aux montagnes où elle était née, mais encore des soldats aventuriers, prêts à verser leur sang dans toutes les guerres de l'Italie. Car, depuis le milieu du quatorzième siècle, les nobles romains, et plus particulièrement les Colonna et les Orsini, se signalèrent par leur courage et leur talent militaire, et par les progrès qu'ils firent faire à l'art de la guerre. Chacun des quinze ou vingt capitaines illustres qu'a produits la maison Colonna, quand il sortait de ses montagnes, était toujours accompagné par une bande de guerriers aventuriers qui se dévouaient à sa fortune. Les fiefs des nobles romains, dans les montagnes, étaient alors, comme la Suisse, une pépinière de soldats qu'on était sûr de rencontrer sur tous les champs de bataille de l'Italie.

Les Orsini, non moins valeureux que les Colonna, virent certainement, dans le moyen âge, leurs fiefs couverts d'une population non moins florissante, car ils y levèrent un nombre non moins grand de soldats aventuriers, qui les suivirent dans le royaume de Naples, où ils se signalèrent de préférence, dans la Toscane, la Lombardie, et jusqu'en France. Renzo da Ceri, qui défendit tour à tour Marseille contre Charles-Quint, et Genève contre le duc de Savoie, rendit célèbre au delà des Alpes le nom de cette ville de Cères, aujourd'hui séjour de la plus triste désolation. Mais on chercherait en vain dans tous les fiefs des Orsini les restes de cette population qui, il y a trois et quatre siècles, s'illustrait dans les armes. Leurs châteaux sont ruinés, leurs champs sont rentrés dans le désert; soit que leur site étant moins fort, ils aient plus souffert de la guerre, ou que la population entière de plusieurs villages ayant été massacrée lorsque le duc Valentino (César Borgia) voulut anéantir les Orsini, elle ne

se soit jamais reformée, ou enfin que les seigneurs, n'ayant plus besoin d'hommes pour la guerre, se soient montrés plus avides, et qu'ils aient dépouillé leurs paysans de leurs privilèges. Car ils s'aperçurent que les concessions, même perpétuelles, pouvaient se résoudre, dans un état politique où la justice appartenait au seigneur concessionnaire, et où celui-là même qui voulait chasser les colons, parce qu'il ne voulait plus de soldats, était juge des contrats faits avec eux.

Plusieurs autres parties de l'État romain présentent le même contraste entre les souvenirs d'une prospérité belliqueuse au moyen âge et leur désolation actuelle. On chercherait en vain aujourd'hui autour d'Astura les hommes que frangipani rassembla sans peine sous son drapeau, pour arrêter le malheureux Conradin; dans les forêts qui entourent le joli lac de Vico, la race humaine a presque disparu, et les soldats avec lesquels le redoutable préfet de Vico fit si souvent trembler Rome au quatorzième siècle, n'ont point laissé de descendants. La désolation de Castro et de Ronciglione contraste avec l'opulence et la gloire militaire bien plus récente de la maison Farnèse qui en est sortie. Partout se représente le même fait: quand les seigneurs ont demandé à la terre des hommes et non pas de l'argent, leur libéralité a été récompensée, et ils en ont obtenu, et de l'argent et des hommes; lorsqu'ensuite ils n'ont plus demandé à la terre que de l'argent, sans se soucier des hommes, leur cupidité les a trompés, et ils n'en ont plus obtenu ni les hommes ni l'argent.

C'est parce que l'agriculture n'était sagement encouragée par la noblesse féodale que lorsqu'elle offrait des ressources à l'art de la guerre, que la population n'a commencé à se renouveler, au moyen âge, que dans les montagnes et les collines. Les seigneurs voulaient bien des soldats, mais c'était sous la condition que ces soldats fussent à eux; il leur paraissait assez inutile de faire naître des blés qu'ils ne pourraient pas garder et des hommes qui ne voudraient pas leur obéir. Les cités libres procédaient d'une autre manière;

lorsqu'elles étaient populeuses et puissantes, partout où la route était ouverte à leur 'carroccio', à leur étendard traîné sur un char, elles se sentaient en état de protéger leur 'contado', ou banlieue, et alors l'agriculture florissait dans les plaines qui les environnaient. Les villes plus faibles, au contraire, et les communautés libres, qu'on nommait 'castelli', cultivaient avec moins de confiance et d'assiduité les plaines adjacentes; elles évitaient d'y bâtir ou des villages ou des maisons. Ces riches terrains n'étaientensemencés que lorsqu'on croyait la paix assez stable pour se promettre d'en rentrer les récoltes, autrement on préférait, avec raison, ne leur demander que le pâturage. Des champs ouverts n'offraient point assez de sécurité pour qu'on y entreprît les travaux considérables, sans lesquels on ne pouvait ni les assainir, ni en maîtriser les eaux. C'est pour cette raison qu'en Toscane les marécages et les plaines insalubres, dont l'industrie a fait la conquête sous le règne de Pierre-Léopold, demeurèrent désertes pendant la plus haute prospérité de la république florentine.

Les mêmes causes ont condamné à la désolation l'Agro Romano, ou toute cette étendue de plaines onduleuses qui s'étend du pied des montagnes de l'Ombrie et de la Sabine jusqu'à la mer. Quoique la fièvre attaque, presque tous les étés, les malheureux qui arrivent de loin pour ensemen- cer ou récolter les champs qui s'y trouvent épars, le pays n'est nullement marécageux; son sol est prodigieusement fertile, et il serait susceptible de la plus belle culture; mais, au moyen âge, il n'était pas susceptible de défense. On aurait pu semer ces plaines, mais quelle garantie donner au laboureur que la moisson en serait pour lui? On aurait pu les planter d'oliviers, de figuiers, de mûriers, de vignes, les couper par des fossés, les entourer de haies, les couvrir de maisons rurales (car il n'y a dans la nature du sol rien qui repousse la petite culture, et qui condamne à la grande); mais c'était compter sur l'avenir, et Rome, qui prétendait disposer de l'éternité, prenait peu de soin de l'avenir dans ce monde. Les papes, au moyen âge, ambitieux et timides en

même temps, s'engageaient sans cesse dans des querelles qu'ils ne savaient pas soutenir. Ils provoquaient tour à tour ou les grands feudataires, ou les compagnies d'aventure, ou les rois de Naples et les ducs de Milan; et après leur avoir déclaré la guerre, ils leur laissaient ravager le pays, sans leur opposer de résistance. Les milices urbaines inspiraient aux pontifes souverains plus de peur que de confiance; aussi s'efforçaient-ils de les tenir désarmées; et quoique la population de Rome fût nombreuse, son 'carroccio' ne sortait jamais dans les champs pour les protéger. Aussi les seigneurs et les lieux pies auxquels appartenait ce territoire ouvert, ne montrèrent-ils aucun empressement à y fixer quelque population; ils n'accordèrent point de 'livelli' ou d'emphytéose; ils permirent à quelques colons étrangers de venir les ensemercer, en payant la 'quinta', mais ils ne leur firent aucune avance, ils ne leur accordèrent aucune protection, et ils les laissèrent partir sans regrets, préférant le produit naturel des herbes, dont ils affermaient le pâturage, et pour lequel ils ne couraient aucune chance, à une prospérité douteuse, qui pouvait être un appât pour leurs ennemis.

Il est probable cependant que, du douzième au quinzième siècle, plusieurs habitants de Rome recommencèrent à cultiver l'Agro Romano, comme il avait été cultivé dans les premiers temps de la République; que sans aller s'établir dans les champs, ils avaient pris ou des riches seigneurs, ou des fondations pieuses, quelques parcelles de leurs vastes propriétés, qu'ils exploitaient sous des conditions qui ne nous sont pas connues. On doit le conclure, soit de l'état des marchés, soit de celui des pauvres, soit de témoignages postérieurs. Le commerce des blés se faisait avec des capitaux trop limités, il excitait trop de défiance, il était trop souvent interrompu par la guerre, pour qu'une grande cité pût en attendre toute sa subsistance; il fallait bien alors que la population romaine se nourrit en grande partie de blés récoltés sur son territoire. De plus, durant le séjour des papes à Avignon, puis durant, le grand schisme d'Occident, les tributs de la chrétienté cessèrent d'arriver à Rome; la dé-

tresse de la cour pontificale fut alors extrême, et celle du peuple fut plus grande encore. La population diminua beaucoup, il est vrai, mais enfin celle qui restait devait vivre; et comme elle était étrangère à l'industrie des villes, comme elle ne trouvait d'emploi dans aucun atelier, la misère dut la ramener aux travaux des champs. Mais le schisme finit au milieu du quinzième siècle, et dès que les seigneurs romains recommencèrent à jouir de quelque opulence, ils travaillèrent à reprendre aux colons les champs que ceux-ci avaient mis en culture. Une constitution de Sixte IV (1471-1484), remise en vigueur par Clément VII, en 1523, nous instruit de cette réaction: « Considérant, dit Sixte IV, que les fréquentes famines auxquelles la ville a été exposée dans ces derniers temps, proviennent principalement du petit nombre de champs qui sont ensemencés; et que les seigneurs aiment mieux les conserver incultes, et les destiner seulement au pâturage du bétail, que de les cultiver ou de permettre qu'on les cultive pour la nourriture des hommes, car ils assurent qu'ils en retirent de cette manière un plus grand bénéfice...., etc. (1) »

Ainsi, dès le milieu du quinzième siècle, les grands propriétaires entre lesquels toute la Campagne romaine est toujours restée partagée, se refusaient à la culture de leurs terres, et ils renvoyaient successivement les colons qui avaient essayé de les labourer. Sixte IV, pour préserver la fortune publique des effets de leur cupidité, ordonna que le tiers de leurs terres fût chaque année mis en culture. Afin de garantir l'exécution de cette ordonnance, le pape autorisa tous ceux qui désiraient cultiver les terrains voisins de Rome, et qui ne pouvaient en obtenir la permission du propriétaire, à s'adresser aux tribunaux. Ceux-ci devaient statuer sur le choix du tiers du patrimoine qui devait être soumis à la culture, sur l'époque du défrichement et sur la redevance que l'agriculteur paierait au propriétaire pour l'usage de sa terre, ainsi que sur toutes les difficultés qui

(1) Nicolai, dell' Agro Romano, t. II, p. 30, 31

pourraient survenir à cette occasion. Sixte IV et son neveu, Jules II, étaient des pontifes trop redoutés pour que les barons romains osassent faire aucune réclamation contre cette ordonnance; mais lorsque Clément VII essaya de la remettre en vigueur, il rencontra une vive opposition. On nous a conservé un discours de Baptiste Casali, adressé à ce Pontife, dans lequel il expose tout ce que les propriétaires avaient à souffrir de ces mesures arbitraires.

Ce n'est pas non plus à ces vieillards accoutumés à une obéissance aveugle que nous voudrions emprunter des exemples de législation; mais lorsqu'ils se croyaient le droit de soumettre la propriété à des règles onéreuses au propriétaire, pour le plus grand bien de toute la société, ils partaient d'un principe commun jusqu'à nos jours à tous les peuples, et dont on trouverait l'application dans tous les codes. C'est de notre temps seulement que les publicistes anglais ont commencé à dire que la propriété a précédé l'institution des sociétés, et que celles-ci ne se sont constituées que pour la défense de cette même propriété. Nous ne saurions concevoir, au contraire, ce que c'est qu'une propriété antérieure à la loi et à la force publique, une propriété que la loi n'a pas garantie et que la force publique ne protège pas. Mais cette question de théorie a moins d'importance que celle de fait; en tout temps comme en tout pays le pouvoir souverain a tracé des limites à la propriété, selon ce qu'il a cru l'avantage de tous; quand pour le faire il n'a écouté que les propriétaires, la société a été en souffrance, et les propriétaires au moins à l'égal des autres. L'histoire romaine, dès son origine jusqu'à nos jours, confirme dans chaque siècle cette vérité. Quant à l'édit de Sixte IV, son plus grand défaut était de pouvoir trop facilement être éludé. Les barons romains, puissants dans leurs terres, puissants devant les tribunaux, trouvèrent bientôt moyen de ruiner tous ceux qui essayaient de cultiver leurs champs malgré eux. Sous prétexte d'avoir besoin des blés pour eux-mêmes, ils leur interdisaient de les apporter à la ville, ils les chicanaient ensuite sur le paiement, ils les épuisaient par des frais de justice, et ils finirent par forcer

tous les cultivateurs à laisser tous leurs champs en friche (1). Ayant échoué dans leurs efforts pour faire cultiver de nouveau la Campagne de Rome, les papes au dix-septième et au dix-huitième siècle s'efforcèrent du moins de maintenir l'abondance dans les marchés, et de prévenir les plaintes du peuple s'il venait à manquer de pains. De nouveau le but nous paraît honorable et légitime, et ce n'est point parce que la législation imposait les gênes ou des privations aux propriétaires que nous nous permettrons de la blâmer, mais seulement parce qu'elle atteignait mal la fin qu'elle se proposait, qu'elle sacrifiait l'avenir au moment présent, et qu'en voulant assurer la nourriture du peuple, elle compromettait ceux qui le nourrissaient. Le pape Paul V, qui régna de 1605 à 1621, institua la 'Cassa annonaria' de la chambre apostolique, qu'il chargea exclusivement de la direction des approvisionnements de Rome; et celle-ci, se proposant surtout d'éviter le mécontentement et les séditions du peuple, ordonna que quelle que fût la récolte, ou l'abondance ou la rareté des blés, le pain se vendrait toujours à de certains fours publics au même prix, savoir un baioc ou sol romain, d'un dixième plus fort que le sol de France pour un pain de 8 onces. Cette uniformité de prix s'est maintenue tout près de deux cents ans, et encore aujourd'hui on paie toujours un baioc par petit pain; mais seulement le poids de ce petit pain varie. Par suite de cette règle donnée à la boulangerie, la chambre apostolique se vit bientôt obligée de s'emparer sans partage du commerce des blés; non seulement elle acheta tout celui des campagnes, mais elle accorda ou refusa les permissions ou d'importation ou d'exportation. Elle exerça, à ce qu'on assure, ce pouvoir, non selon les convenances du marché, mais plus souvent selon le crédit ou la libéralité de ceux qui sollicitaient les exemptions. Même en laissant de côté ces abus, la règle qu'elle se prescrivait, de ne consulter d'autre intérêt que celui du pauvre consommateur, est aussi mauvaise, parce qu'elle est aussi partielle que la règle contraire

(1) Nicolai, dell' Agro Romano, t. III, c. XII, p. 64.

recommandée aujourd'hui, de consulter l'intérêt du producteur ou du propriétaire. Le gouvernement, nous le croyons, doit veiller sur la distribution des subsistances, mais il doit le faire dans l'intérêt de tous, et non dans celui d'une classe quelconque de la société. Le manque de principes de la chambre apostolique, l'arbitraire de ses décisions et l'impossibilité de les prévoir d'avance, rendirent beaucoup plus fâcheuse qu'auparavant la condition des propriétaires qui faisaient ensemencer leurs champs, dans l'Agro Romano.

Quelle que fût l'abondance ou la rareté des blés, la chambre apostolique les passait aux boulangers à raison de 7 écus romains (37 fr. 10 c.) le rubbio, mesure qui pèse 640 kilog.; ce prix ne s'éloignait pas beaucoup de la moyenne, et il laissait aux boulangers un profit suffisant, lorsqu'ils vendaient leurs petits pains au prix d'un baioc; jusqu'à l'année 1763, les bénéfiques de la chambre compensèrent ses pertes. Mais vers cette époque commença une hausse dans les prix des blés, qui alla toujours croissant jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. Malgré ses pertes, la chambre apostolique redoutant toujours plus de donner lieu au mécontentement populaire, continua de faire vendre le pain au même prix. Aussi, lorsqu'en 1797 le gouvernement pontifical fut renversé, la 'Cassa annonaria' de la chambre présenta un déficit de 3,293,865 écus, ou 17,457,485 fr. (1).

Longtemps avant l'éclat que causa la révolution, la chambre apostolique avait senti cependant qu'elle était engagée dans un mauvais système, et elle avait multiplié les enquêtes pour se mettre en état de lui en substituer un meilleur. Dès le pontificat de Benoît XIII, des commissaires avaient été chargés, en 1729, de s'assurer du prix auquel le pain revenait aux boulangers: des fours publics leur avaient été livrés, toutes les manipulations s'étaient faites en leur présence, et tous leurs calculs se trouvent reproduits dans l'ouvrage de Nicolaï. D'autres tableaux furent faits avec soin de la quantité de blé qui aurait dû être semée annuellement et de celle

(1) Nicolaï, dell' Agro Romano, t. III, c. XX, p. 153.

qui était semée en effet; du mouvement de la population de Rome, et de sa consommation en blé, année par année; des frais de transport enfin qui renchérisaient les blés venant de la Marche. Ce fut d'après toutes ces données que Pie VI, en 1783, fit faire un nouveau cadastre de l'Agro Romano, et imposa à ses propriétaires la condition d'ensemencer 17,000 rubbi de terrain par année: le rubbio est la mesure de terrain qui est supposée demander un rubbio de froment pour être ensemencée, quoiqu'en général on y sème un rubbio et demi de grain; il contient 3,703 cannes carrées; la canne équivaut à 2 mètres et 22 centimètres, le rubbio fait donc 18,250 mètres carrés, ou moins de deux hectares ou de cinq acres, et il entre 120 rubbi au mille carré. L'ordonnance de Pie VI ne fut cependant point exécutée; à peine cinq ou six mille rubbi de terrain furent ensemencés; les propriétaires et les fermiers s'y refusaient également; les premiers exigeaient qu'en sus du fermage, les fermiers leur livrassent deux rubbi de blé pour chaque rubbio de terre qu'ils cultiveraient (1). Les propriétaires expliquèrent enfin clairement les motifs de leur résistance aux progrès de la culture; en 1790, ils présentèrent deux comptes figurés, qu'ils confirmèrent en 1800, et qui sont vrais encore aujourd'hui: l'un faisait connaître les frais de culture et les produits de 100 rubbi de terre ensemencés en blés dans l'Agro Romano; l'autre ceux d'un troupeau de 2.500 moutons dans les mêmes circonstances. Leur résultat nous fait voir que, tandis que la culture du blé rapporterait à peine, sur une avance de 8,000 écus, un bénéfice de 30 écus pour l'agriculteur ou plutôt le fermier, en supposant encore que la saison fût favorable, une même avance de 8,000 écus, consacrée à un troupeau de moutons, lui rapporterait environ 1,970 écus (2). Ces deux comptes figurés sont d'une bien haute importance ils expliquent la résistance constante, invincible, qu'ont apportée les propriétaires et les fermiers, nommés à Rome

(1) Nicolai, t. III, p. 133.

(2) Nicolai, dell' Agro Romano, t. III p. 167 et suiv.

‘mercanti di tenuta’, au progrès de la culture; ils mettent dans tout son jour l’opposition entre l’intérêt des grands propriétaires, et l’intérêt social, l’intérêt de l’État; ils montrent que la vraie économie qu’ont faite les premiers, celle qui les enrichit, c’est l’économie des vies humaines, c’est la suppression des habitants sur tout le territoire qu’ils possèdent; ils donnent enfin des détails authentiques, et que nous avons eu soin de nous faire confirmer, comme étant vrais encore aujourd’hui, sur ce minimum de travailleurs auquel les propriétaires et les fermiers ont réussi à réduire la Campagne romaine, et sur le minimum des jouissances dont ils les ont forcés à se contenter. Toutefois ces comptes, remplis de mots techniques, en usage seulement à Rome, seraient inintelligibles pour la plupart des lecteurs, nous les commenterons au lieu de les rapporter textuellement.

La première base de l’un et l’autre compte, c’est l’évaluation, à 5 écus par rubbio de terre, de la valeur de l’herbe que le sol consacré au pâturage produit naturellement. Cette somme, équivalente au fermage payé au propriétaire, est passée parmi les frais dans l’un et l’autre compte. Il paraît qu’elle est regardée aujourd’hui comme plutôt supérieure à la moyenne; car, si les près qu’on fauche sont estimés jusqu’à 10 écus, les pâturages qu’on laboure tous les quatre ans en valent à peine quatre; ceux qu’on cesse de labourer, et qui, en conséquence, se couvrent bientôt de broussailles, n’en valent pas trois. En effet, les fermiers que nous avons consultés affirment qu’ils perdent toujours sur la culture du blé; mais cette culture leur est nécessaire pour empêcher que la terre ne soit envahie par les forêts, et rendue impropre au pâturage.

La comparaison n’est point établie entre deux terrains d’égale étendue, mais entre deux capitaux égaux consacrés, l’un au labourage, l’autre au pâturage. Le second met en valeur dix à douze fois l’étendue de terrain du premier. Le troupeau de deux mille cinq cents bêtes à laine, auquel est attaché un autre troupeau de vingt-six chevaux ou juments, passe trente semaines, d’automne, d’hiver et de printemps, dans les plaines de Rome, et vingt-deux semaines d’été dans

les montagnes de la Sabine et de l'Ombrie. Pour sa nourriture d'hiver, il requiert environ sept cents rubbi de terre, et environ cinq cents pour sa nourriture d'été. Les douze cents rubbi équivalent à dix milles carrés. Le troupeau fait vivre vingt-neuf personnes en hiver, dix-huit en été, qui, avec vingt chiens, sont seules requises pour le garder. C'est une moyenne de vingt-quatre personnes pour la population de dix milles carrés, abandonnés à la vie pastorale. En effet, ce sont les seuls habitants qu'on trouve dans ces déserts; or, comme les autres parties de l'État pontifical ont au moins deux cents habitants par mille carré, et quelques-unes bien davantage, la conversion des terres arables en pâturage équivaut à la suppression de quatre-vingt-dix-neuf habitants sur cent et le profit du fermier, ou plutôt du spéculateur, qu'on appelle à Rome 'mercante di campagne', représente une partie de l'entretien de ces quatre-vingt-dix-neuf habitants sur cent, qu'il empêche de vivre.

Mais ce système d'exploitation ne fait pas seulement économie de vies humaines, il ne réduit pas seulement au minimum le nombre de ceux que le travail de la terre fait vivre, il réduit encore ceux qu'il emploie à des privations qui les rapprochent tout à fait de la vie sauvage, et qui les retranchent presque absolument du nombre des consommateurs de l'industrie des villes. Le tableau que nous étudions nous apprend que les gages des bergers sont, en moyenne, de 10 écus ou 53 francs pour la saison d'hiver, et tout autant pour la saison d'été, quoique celle-ci soit beaucoup plus courte; mais le propriétaire du troupeau est, en outre, tenu de leur fournir vingt onces de pain par jour, demi-livre de viande salée par semaine, une foliette d'huile équivalant à deux verres, aussi par semaine, et un peu de sel: il leur permet de faire usage d'une partie des recuites extraites du lait de leurs brebis; mais il ne leur passe point de vin, de vinaigre, de piquette ou de boisson fermentée d'aucun genre. Telle est la nourriture des bergers pendant tout le courant de l'année. Elle leur est apportée tout entière de Rome; car il n'y a, dans toute l'étendue du désert, ni un four, ni une ménagère

qui apprête un repas, ni un jardin potager qui fournisse une seule plante pour la cuisine. Le vêtement des bergers est aussi misérable que leur nourriture; on les reconnaît de loin aux peaux de mouton, avec le poil en dehors, qui leur couvrent les épaules et les cuisses; au-dessous, ils ne portent que des haillons. De logement, il n'en est pas même question: en effet, ils couchent le plus souvent en plein air, ou tout au plus dans quelqu'une des vieilles ruines dont le sol est semé, dans quelque grotte naturelle dont abondent ces terres volcaniques, ou quelque ouverture des catacombes; c'est aussi là qu'ils mettent en réserve les chaudrons, les cuillères, les pochons, et tous les misérables ustensiles qui sont seuls requis pour cette exploitation, et dont le compte nous est donné soigneusement: la valeur totale de ceux qui sont requis pour ces vingt-neuf personnes ne monte qu'à 30 écus, ou 159 francs. L'ensemble des dépenses des vingt-neuf personnes attachées à cette bergerie, comprenant les salaires, les fournitures et le petit nombre d'outils à leur usage, ne monte qu'à 1,038 écus. Les produits se composent des agneaux, des vieilles brebis qu'on réforme, de la laine, du fromage, de la recuite, et de douze poulains de trois ans qu'on estime pouvoir vendre chaque année. Ces produits sont évalués à 7,122 écus, dans le compte qui fait monter le profit annuel à 1,972 écus.

L'autre tableau, qui se rapporte à une exploitation de même valeur, mais à une étendue de terrain dix ou douze fois plus petite, ne nous fait pas comprendre si bien l'état des hommes qu'il fait momentanément vivre de la terre. Le labourage, nous l'avons dit, est dans la Campagne de Rome une spéculation où il y a plus à perdre qu'à gagner; le blé récolté en couvre rarement les frais, et l'on y aurait renoncé dès longtemps, s'il n'était pas nécessaire d'y recourir au bout de quelques années pour purger le terrain des ronces, des genêts, des bruyères, et de tous les arbustes qui le rendraient impropre au pâturage. Comme celui-ci en a fait un désert, où l'on ne trouve plus un seul habitant, quand le fermier, le 'mercante di campagna', veut le labourer, il est

obligé d'appeler ses ouvriers de fort loin, et il lui convient mieux, pour l'encouragement qu'ils se donnent les uns aux autres, et pour la facilité de l'inspection, de les mettre tous à l'oeuvre en même temps. Il n'est pas rare de voir mille moissonneurs à la fois, la faucille à la main, avec les chefs de fil à cheval, qui les inspectent et qui les pressent. En raison de ce grand nombre d'ouvriers, la division des travaux est introduite parmi eux à un point inconnu dans les autres pays. Dans un mémoire qui nous a été remis sur les travaux qu'exige la culture du blé, nous trouvons au moins dix classes d'ouvriers, dont nous ne saurions rendre les noms dans aucune langue, presque en tout autre pays leurs ouvrages divers sont tous faits par les mêmes hommes. Quelques-uns de ces ouvrages sont faits par des journaliers qui descendent des montagnes de la Sabine; d'autres, par des ouvriers venant de la Marche ou de la Toscane; le plus grand nombre par des sujets napolitains qui viennent surtout des Abruzzes; enfin, pour l'arrangement des pailles et la construction des paillers, on emploie aussi les fainéants des places publiques de Rome ('piazzauioli di Roma'), qui ne sont guère propres à autre chose. Cette division des travaux a permis d'adopter les procédés les plus soigneux de l'agriculture; les blés sont sarclés au moins deux fois ('terra nera', et 'mondarella') et quelquefois davantage: chacun s'étant exercé à une opération particulière la fait avec plus de promptitude et de précision. Presque tous les travaux se font à forfait, sous l'inspection d'un grand nombre de facteurs et de sous-facteurs; mais le fermier fournit toujours la nourriture, car il serait impossible à l'ouvrier de se la procurer dans le désert. Il donne à chacun une mesure de vin, la valeur de 40 baiocs de pain par semaine, et trois livres de quelque autre substance nutritive, comme viande salée, ou fromage. Ces ouvriers, perdant les travaux d'hiver, reviennent coucher au 'casale', vaste bâtiment, entièrement dépourvu de meubles, qui se trouve au centre d'une immense exploitation. Ils ont souvent, deux, trois ou quatre milles à faire pour s'y rendre, mais ils en prennent le temps sur la longueur des nuits. En été, au

contraire, ils dorment sur la place où ils ont travaillé; le plus souvent en plein air, quoiqu'une rosée abondante et glacée soit la cause principale de leurs maladies; les plus soigneux ou apportent des tentes, ou élèvent des cabanes de feuillage. La campagne des moissonneurs n'est ordinairement que de dix jours, et ceux-là économisent le plus souvent et remportent chez eux leur salaire tout entier, ou environ 5 écus. Des ouvriers de diverses classes qui battent le grain, le transportent et l'emmagasinent, sont retenus plus longtemps dans l'Agro Romano, et quoique payés à plus haut prix, il est rare qu'ils puissent mettre autant d'argent de côté, parce qu'ils sont plus exposés à la maladie. Dans les meilleures années, le tiers ou le quart de ces ouvriers sont atteints de la fièvre; dans les plus mauvaises, presque tous. Même en hiver, et dans les saisons les plus saines, le prix des journées d'agriculture est élevé; il varie de 20 à 25 baiocs; en été, on l'a vu s'élever jusqu'à 9 paules, ou tout près de 5 francs. Le haut prix de la main-d'oeuvre explique suffisamment pourquoi le labourage dans ces riches campagnes est improfitable. Cependant, quelque élevés que soient ces salaires, ils compensent à peine les dangers et les privations auxquels les pauvres ouvriers s'exposent. La plupart ont un voyage de deux ou trois jours à faire, pour arriver de leur pays et pour y retourner; leur travail, qui commence au lever du soleil, et qui se prolonge jusqu'à son coucher, avec deux interruptions d'une heure, pour prendre leur repas, se poursuit sous l'ardeur étouffante d'un climat brûlant, qui les expose à être dévorés par les insectes: leur repos, lorsque baignés de sueur ils se couchent sur la terre nue, même sous l'abri de cabanes de feuillage, est presque toujours pernicieux. S'ils tombent malades, ils sont loin de leur famille, de leur maison, de tous ceux que quelque affection, quelque ancienne habitude engagerait à leur donner des soins. Quelques-uns alors sont transportés dans les hôpitaux de Rome, d'autres essaient de se traîner jusqu'à leur pays; plusieurs meurent dans le voyage, d'autres sont condamnés jusqu'à la fin de leur vie à une existence misérable. Quelques écus que les plus fortunés

rapportent à leur pays opèrent comme les lots de la loterie pour en engager d'autres à courir les mêmes chances, et les profits offerts aux ouvriers voyageurs sont, à tout prendre, une calamité pour le pays d'où ils sortent.

Mais le pays qu'ils viennent cultiver, quel bénéfice retire-t-il de leur présence? aucun autre que le gain du fermier, et ce gain, comme nous l'avons vu, est presque nul, ou même le plus souvent il fait place à la perte. Il est vrai que, pour une culture de cent rubbi de terre, le fermier distribue en salaires, d'après le compte que nous avons sous les yeux, 4,320 écus; c'est plus de quatre fois ce que lui coûtent les salaires d'une bergerie de deux mille cinq cents moutons qui occuperait dix fois plus de terrain. Cependant quoique le but de l'agriculture doive être de faire vivre des hommes, ce but n'est point rempli si on les fait vivre misérablement. Il est moins rempli encore si cette agriculture ne donne point d'habitants au pays. Le labourage romain ne change que pour un moment la face du désert, il ne fixe point d'habitants dans les campagnes, il ne prépare par conséquent point de marché pour l'industrie des villes. Les ouvriers qui seront venus braver la fièvre, repartiront au bout de dix ou vingt jours, souvent sans avoir vu la capitale, toujours du moins sans y avoir fait, une emplette. Rome n'a point de campagnes et point de campagnards; le commerce fondamental, sur lequel tous les autres reposent, celui entre la ville et les champs, ne saurait y exister.

La réponse que présentèrent les 'mercanti di tenuti' aux pontifes romains, en dressant leurs deux tableaux, est donc péremptoire: le labourage, tel qu'il est pratiqué autour, de Rome, est toujours moins profitable que le pâturage, et le plus souvent il s'exerce à perte. Il n'y a donc pas de raison pour l'étendre, excepté autant que ce pâturage lui-même le demande. Mais entre ce labourage de grands seigneurs, et la vraie agriculture, celle qui donne à la terre des hommes et du bonheur, plus encore que de la richesse, il y a de distance un monde tout entier.

Les entrepreneurs des travaux ruraux dans l'État romain,

ceux qu'on y nomme 'mercanti de tenuta', or 'di campagna', sont des hommes qui disposent d'une très-grande fortune, qui ont reçu une éducation distinguée, et qui probablement ne tarderont pas longtemps à acquérir en propre tout le terrain qu'ils exploitent; ils sont à peine au nombre de quatre-vingts. Ces hommes connaissent tous les procédés les plus perfectionnés de l'agriculture, ils ont à leur disposition les sciences, les arts, et d'immenses capitaux; ils ont profité de tous les avantages de la centralisation, d'une comptabilité scrupuleuse, d'une inspection qu'ils étendent à tout, à l'aide de leur état-major de 'fattori' et de 'fattorini', mais ils vivent à Rome, et l'on ne peut pas leur demander de connaître avec détail les cinq ou six immenses domaines qu'ils font valoir en même temps, et que de temps en temps ils parcourent rapidement à cheval. Cependant, eux exceptés, tous ceux qui concourent à l'agriculture romaine, sont des hommes à gages, aucun d'eux n'a un intérêt direct au succès de l'entreprise. Mais le propriétaire ou, le fermier qui veut faire valoir sa terre par économie, comme on l'exprime, c'est-à-dire avec des domestiques ou des ouvriers qu'il prétend diriger sans travailler lui-même, se prive de leur intelligence et de leur affection au travail, et n'emploie que leur force physique: or c'est la partie morale et intelligente de l'homme qui fait sa valeur, et non pas la vigueur de ses muscles; aussi la vraie, la seule économie profitable en agriculture, c'est de faire exécuter le travail par ceux qui en profitent, de rendre le laboureur, s'il est possible, propriétaire, ou à défaut, tenancier sous rente perpétuelle, ou enfin, à défaut de l'un ou de l'autre, métayer; car les directeurs de travaux qui se regardent comme au-dessus des fatigues et des détails de l'agriculture, se ruineront s'ils emploient des journaliers et ruineront le pays s'ils n'en emploient pas. Les ouvriers que les 'mercanti di tenuta' emploient pour la culture du blé leur coûtent plus qu'ils ne valent, non pas seulement parce qu'il est juste de leur payer, outre leur voyage, une compensation pour les gênes détestables dont ils devront se contenter, et pour les chances de maladie aux-

quelles ils se soumettent, mais encore parce que les plus mauvais sujets des pays voisins sont les seuls qui se résignent à mener cette vie nomade. Inconnus à leurs maîtres et à leurs compagnons de travaux, ils n'ont aucune réputation à acquérir ou à conserver, ils n'ont d'intérêt que le leur propre, en opposition de celui du maître qui les emploie; il leur serait indifférent de semer du sel ou du blé dans la terre, et ils n'éprouveraient pas un regret si la factorie était ravagée par le feu du ciel, au moment où ils en seraient sortis.

Les travaux de ces mêmes journaliers coûtent encore plus qu'ils ne valent, parce que dans la Campagne de Rome, la génération présente n'hérite d'aucun des travaux faits par les générations antérieures, parce qu'elle ne profite point de la puissance que la nature déploie lentement pour faire fructifier le travail de l'homme. Cette puissance a fait développer un grand arbre là où, par cinq minutes de travail, un homme, il y a cent ans, a placé le planton d'un figuier ou d'un olivier. En effet, la terre qui comble l'homme de ses fruits, la terre, qui sous ce même gouvernement pontifical fait vivre dans les Marches plus de deux cents habitants par mille carré avec toutes les jouissances de la vie, a été enrichie par un immense capital accumulé (1), mais ce capital représente tout aussi bien le long travail de la nature, que celui de l'homme. Le terrain a été défoncé jusqu'à deux ou trois pieds de profondeur, mais ensuite ses éléments ont été mêlés et ameublés par l'action bienfaisante du temps. La vigne, le figuier, l'olivier, le mûrier, tous les arbres fruitiers

(1) La population des Marches est de 426,222 habitants, sur une surface de 2,111 milles carrés, répartis comme suit:

Marche d'Ascoli. . .	397 milles.
de Fermo.	279
de Macerata	5
d'Ancona.	475
de Camerino	362

Milles carrés 2,111

Cela fait, pour toutes les Marches, 201 habitants 95/100 par mille; mais en déduisant les chaînes de rochers, les parties stériles et inhabitées, il reste probablement plus de 300 habitants par mille.

qui le recouvrent, s'ils doivent leur plantation à l'homme, doivent leur croissance à la nature; les terrasses, les aqueducs, les canaux, les clôtures, préservent le terrain et ses fruits d'influences fâcheuses, et épargnent le travail des générations nouvelles; les maisons, distribuées sur toute la surface du sol, non-seulement assurent les jouissances, le repos, la santé des cultivateurs, mais elles leur épargnent des marches fatigantes et des transports inutiles. La variété des récoltes qui se succèdent leur sert de garantie que toutes ne périront point par une même intempérie; les travaux qu'elles exigent sont répartis entre toutes les saisons, et le cultivateur qui veut tout faire par lui-même sait réserver un ouvrage profitable pour chaque jour de l'année, au lieu de demander au salaire des jours de semature et de moisson, de le nourrir pendant les saisons mortes. Les vivres naissent sur le sol, ils naissent proportionnés aux besoins du cultivateur, et il n'est pas appelé, comme le laboureur de Rome, à acheter le pain, la boisson, et jusqu'au moindre pied de laitue qu'il voudrait mettre dans sa soupe.

Mais on dira peut-être que le mauvais air, 'la malaria', ne laissait point de choix au cultivateur romain, et qu'il a montré de l'habileté à tirer parti de son terrain sous d'aussi funestes circonstances. Le voyageur qui interroge les Romains ne peut s'empêcher d'être frappé de ce que, pour la plupart, ils nient l'existence de 'la malaria'; ce n'est pas certes qu'ils prétendent que la maladie ne plane pas sans cesse sur ces campagnes désolées, mais c'est l'effet, disent-ils, et non point la cause de cette désolation. L'air est toujours malsain, disent-ils, dans les vastes pâturages, en raison des abondantes rosées que ceux-ci provoquent; il est malsain dans les terres remuées après un long repos; il est malsain dans des campagnes où aucune attention n'est donnée au cours des eaux, et où chaque source forme une mare pestilentielle; il est malsain là où une fontaine pure n'est point réservée pour la boisson de l'homme, où sa demeure a été choisie sans aucune attention à l'hygiène, où son régime, réduit au pain et aux viandes salées, n'est jamais varié par des

végétaux frais, où les insectes multipliant sans obstacle, les mouches et les mosquitos de l'été suffisent pour enflammer le sang et rendre la vie insupportable, où l'homme est privé enfin de tous les comforts de la maison et du ménage, de toutes les attentions que sa femme et les membres de sa famille lui prodigueraient. Il est certain, en effet, que les savanes d'Amérique, et tous les défrichements qu'on va tenter dans cette terre vierge, présentent les mêmes chances de fièvre que la Campagne Romaine, que les progrès de la culture chassent toujours devant eux le mauvais air, tout comme il est certain qu'en regardant en arrière, on n'a vu le mauvais air commencer que lorsque la population a disparu. Il est certain que plusieurs des quartiers les plus mal situés de Rome, sont les plus sains parce qu'ils sont les plus peuplés; que Grossete a été de nos jours conquis dans la Maremme Toscane, sur l'air le plus pestilentiel, par l'industrie et la population; que les ruines des 'villa' romaines sur les bords du Tibre, sur le rivage de Lavinium, de Laurentium et d'Asture, attestent que les Romains allaient chercher des jouissances et l'air frais de la mer, là où l'on ne trouverait plus aujourd'hui que la mort. Mais sans résoudre la question, sans décider s'il y a une cause de maladie inhérente au sol volcanique des Maremmes, et indépendante de l'abandon des cultures, l'observation de la race humaine en tous lieux, nous démontre suffisamment que l'esprit d'industrie brave d'abord l'insalubrité de l'air, et en triomphe ensuite, et que si des ouvriers voyageurs arrivent chaque été pour accomplir les travaux des champs, dans la saison et les circonstances les plus redoutables, on trouverait plus facilement des hommes qui viendraient habiter ces mêmes lieux avec tous les avantages de salubrité d'un établissement à demeure, s'ils étaient sûrs que leur courage serait récompensé. S'il n'y a rien dans le mauvais air qui pût empêcher la fixation d'une population rurale dans la Campagne de Rome, et sa multiplication, il y a moins encore dans la forme du terrain et son exposition des obstacles à cette culture variée qui, dans les autres parties de l'Italie, multiplie les ressources des paysans avec les produits du sol. De beaucoup la plus

grande partie de l'Agro Romano paraît avoir été soulevée par des feux souterrains. Toutes les couches de roche qu'on voit à découvert semblent tourmentées; elles se contournent sous toutes les formes, et laissent entrevoir de partout des cavernes. Les collines succèdent aux collines, et leur pente, dans ce qu'on appelle cependant la plaine, est souvent assez rapide pour que le voyageur doive atteler des boeufs à sa voiture: la vigne et l'olivier réussiraient admirablement sur ces coteaux, et leurs aspects variés promettent même des vins distingués. Une vaste plaine, il est vrai, s'étend au-dessous du groupe de montagnes d'Albano jusqu'aux Marais-Pontins: celle-là ne serait peut-être jamais entièrement rendue à la salubrité. Mais la plaine de Pise n'est pas moins abreuvée par les eaux qui la dominent: celle-là aussi est labourée par des buffles qui se plaisent dans les marais, et cependant la vigne soutenue sur des peupliers, les mûriers, les arbres fruitiers, le maïs, le blé, les herbes fourragères, offrent dans la plaine de Pise, et sous le régime de la grande culture, une succession de récoltes non interrompue.

Mais quelques propriétaires et princes romains, quelques 'mercanti di campagna' répondront peut-être avec impatience, les premiers: « Nos terres sont bien affermées, à des entrepreneurs non-seulement solvables, mais plus riches que nous; ils nous paient régulièrement une rente élevée; nous sommes contents: que veut-on autre chose? » Les seconds: « Nous avons apporté à notre industrie d'immenses capitaux et des connaissances étendues; nous y faisons des profits considérables; nous sommes contents: pourquoi le gouvernement se mêlerait-il de nos affaires? Pourquoi voudrait-il nous enseigner ce que nous devons faire de notre propriété? Ne doit-il pas croire que nous entendons mieux nos intérêts que lui? » Fort bien; mais ce n'est pas de vos intérêts que le gouvernement doit s'occuper, c'est des intérêts nationaux; et s'il est un devoir sacré pour lui, c'est de ne pas permettre que la nation soit anéantie pour augmenter les revenus de qui que ce soit: la nation, disons-nous, et, en effet, elle est atteinte dans toutes ses parties par ce système d'agriculture.

La comparaison du labourage au pâturage a bien montré que le premier cause le plus souvent une perte au 'mercante di campagna', et que le second lui apporte un profit considérable: mais elle a montré aussi que tout le produit brut de mille deux cents rubbi de terres soumis au pâturage ne monte qu'à environ 8,000 écus, et que le douzième de ces terres soumis au labourage donnerait précisément le même produit. Elle a montré encore qu'un millier d'écus paie les salaires dans ces mille deux cents rubbi, tandis qu'il faudrait 48,000 écus pour les payer dans une même étendue de terrain soumis au labourage, et au lieu de vingt-quatre salariés de l'agriculture, il en faudrait mille cent cinquante-deux. En s'en tenant donc à ces signes vulgaires de la prospérité, la valeur des produits ou le nombre des habitants, le système du pâturage est infiniment inférieur à celui du labourage.

C'est d'une autre manière cependant que nous apprécions la désolation causée par ce système d'exploitation romaine, dont les propriétaires et les fermiers sont également contents. C'est à lui que nous attribuons la misère sans espoir sous laquelle succombe la ville de Rome elle-même, ainsi que la plupart de villes de province. A Rome, en effet, à la réserve des ateliers des artistes, des teneurs d'hôtels, des loueurs de voitures, des marchands de boutiques destinées aux seuls étrangers, tout languit, tout dépérit, tout travail cesse, toute industrie, autre que celle de la mendicité, est interdite au pauvre. Rien n'est si commun que d'entendre accuser les Romains de fainéantise, d'entendre demander avec indignation pourquoi tous ces hommes valides, qui croupissent au coin de toutes les rues, ne travaillent pas. On ne veut pas voir que, dans l'organisation actuelle de la société, le travail est interdit à l'homme que personne n'appelle. Sous les yeux des Romains s'étendent des campagnes interminables qui restent en friche; leur sol est d'une admirable fertilité; mais est-il permis au pauvre, qui meurt de faim à côté, d'y planter seulement une laitue? Ce même pauvre se fera-t-il maçon, charpentier, serrurier? Mais ces professions sont destinées à servir les agriculteurs qui les nourrissent à leur tour; et d'agricul-

teurs, il n'y en a point à vingt-cinq milles de rayon autour de Rome. Les professions qui concourent à élever les maisons, doivent toutes être abandonnées là où il n'y a point d'habitations, et les malheureux pasteurs qui errent dans ces campagnes couchent en plein air ou dans des grottes naturelles. Ailleurs, les paysans s'efforcent sans doute à faire peu de dépense pour leur ameublement et pour leur vêtement; cependant ils ont dans leurs demeures, des lits, des chaises, des tables, des armoires, des vases de cuivre et de terre commune, tous les ustensiles de leur table et de leur cuisine, leur linge et leurs habits, soit de fête soit de travail, leur chaussure, tous leurs outils et tous les instruments de leur ferme. A chacun de ces besoins de l'homme des champs, un homme correspond dans les villes, chaque meuble représente un métier, une industrie; mais quand vous retranchez toute la population des campagnes, vous condamnez en même temps toute la population des villes, qui devait la servir, à vivre dans la fainéantise; vous lui interdisez tous les métiers qui alimentent le premier des commerces, le commerce entre la ville et les champs. Tous les instruments nécessaires à une bergerie de deux mille cinq cents moutons, à une exploitation qui occupe douze mille carrés de pays, ne coûtent, nous l'avons vu, que 30 écus: comment une telle agriculture nourrirait-elle des industriels dans les villes?

Mais si les professions ne trouvent point à travailler, pourquoi, dira-t-on peut-être encore, les pauvres n'entrent-ils pas dans les manufactures? Cette question indique qu'on ne se fait pas une idée nette de ce que c'est qu'une manufacture. On ne doit y voir autre chose que l'entreprise d'un riche capitaliste qui, par l'avance de fonds considérables et de machines dispendieuses, se met en état de remplacer à plus bas prix les produits des professions. Là où ces produits ne sont pas demandés, là où, faute de consommateurs, ils seraient inutiles, la manufacture serait inutile aussi. Les campagnes romaines ne consomment ni tissus, ni pelleterie, ni quincaillerie, ni poterie: à quoi servirait d'établir à Rome des manufactures qui travailleraient le coton, le chanvre, la laine,

les cuirs, les métaux, les argiles? Les capitalistes romains ont reconnu que les manufactures seraient mal placées à Rome, qu'elles travailleraient à perte. Lors même qu'ils se seraient trompés, il suffit qu'ils n'en aient point établi pour que le pauvre ne puisse leur aller demander du travail. Combien de gens croient avoir répondu aux plaintes du pauvre en disant: Qu'il fasse quelque chose, qu'il fasse autre chose; et, dans le fait, toute chose lui est impossible.

Cependant la population de la ville de Rome va sans cesse en augmentant; on assure qu'elle s'élève à cent quatre-vingt mille âmes. Le nombre des étrangers opulents qui y affluent a été en croissant dans le cours des vingt dernières années, et il y a eu en conséquence plus de moyens de nourrir la population indigente avec les miettes qui tombent de leur table; mais, d'autre part, les anciennes maisons romaines, les maisons princières sont pour la plupart dans un état plus gêné qu'elles n'étaient autrefois, et tandis qu'il y en a deux ou trois qui accroissent chaque année leur fortune colossale, on voit les autres vendre successivement à celles-là leurs palais, leurs jardins et leurs patrimoines. En même temps tout le reste du peuple est plus dépendant et plus misérable qu'il ne l'a jamais été. Mais, nous avons eu occasion de l'observer plusieurs fois, il faut que le dénuement soit arrivé à un excès qui se rencontre bien rarement pour qu'il arrête la population; ordinairement, au contraire, la misère l'augmente: ce sont les pères qui ont le moins d'avenir et le moins de prévoyance qui se marient les plus jeunes et qui ont le plus d'enfants. Quand la population augmente à Rome, on voit seulement augmenter le nombre de ceux qui demandent du travail et qui n'en trouvent point, qui demandent du pain et qui doivent vivre de la charité des particuliers, de celle de l'Église ou de celle de l'État.

La misère n'a point suffi non plus pour détruire la population des campagnes, il a fallu l'expulser pour la faire disparaître. Les familles des colons, renvoyées des terres qu'elles cultivaient, et forcées de céder la place aux bergers, continuaient à demeurer dans les villages ou les petites villes où elles avaient leur misérable domicile; quoique privées de leur

gagne-pain habituel, elles ne quittèrent pas le toit de leurs pères sous lequel elles se trouvaient encore à couvert, et elles se flattaient de se maintenir, en travaillant à la journée, en faisant quelque chose, comme on ne cessait de le leur recommander. D'autre part, les propriétaires qui leur avait repris le sol sur lequel elles devaient vivre, ne les voyaient pas sans inquiétude dans leur voisinage; ils sentaient bien que les agneaux avaient peu de chances de grandir auprès de gens affamés et sans profession. Aussi mettaient-ils de l'empressement à acheter à un prix supérieur à leur valeur les chaumières qui se trouvaient à vendre, pour les démolir. De cette manière, beaucoup d'anciennes communautés ont entièrement disparu, et leur site fait partie des grands domaines qui les entouraient autrefois. D'autres petites villes, telles que Népi ou Città-Castellana, ont reçu ces émigrés, et leur population comme leur misère s'en est accrue; car, cernées comme elles sont par les grands propriétaires, elles ne peuvent profiter de leurs bras.

Une constitution du pape Pie VII, en date du 18 septembre 1802, expose avec clarté et avec force la conduite des propriétaires romains. C'est au pontife lui-même à attacher le blâme là où il peut être mérité. Pie VII, qui venait de perdre les légations, sentait la nécessité de fixer une population plus nombreuse dans les provinces qui étaient demeurées à l'Église, et la constitution dont nous insérons ici le préambule était destinée à l'y rappeler.

« Nous sommes, dit-il, d'autant plus déterminé à recourir aux mesures ci-dessous énoncées, que nous sommes intimement persuadé que si nous n'y portons remède, la dépopulation et l'abandon des campagnes voisines de Rome iraient toujours en croissant. Une funeste expérience ne confirme que trop cette persuasion. Nous voyons, surtout dans la Campagna, un nombre d'héritages réduits à la condition de 'tenute', c'est-à-dire complètement dépeuplés, et abandonnés à la production naturelle de l'herbe, qui, dans un temps encore peu éloigné, étaient riches de produits et d'habitants, ce qui est assez clairement établi par les droits

de justice qui y sont encore attachés. La population s'était introduite et se maintenait dans ces domaines, parce que leurs propriétaires les avaient sagement divisés entre un grand nombre de cultivateurs, qui leur donnaient en retour une portion des fruits de la terre. Mais les funestes progrès du luxe ont peu à peu fait abandonner cette méthode. Les propriétaires, séduits par la mollesse et les plaisirs de la ville, ont renoncé à donner à la culture l'assistance qu'ils lui devaient; les obstacles que mettaient les lois à la vente et au transport intérieur des denrées, et les prix forcés, ont pu contribuer aussi à faire dépérir la culture. Ces causes, et bien d'autres encore, ont engagé les grands propriétaires à abandonner la louable coutume de diviser leurs terres entre un grand nombre de petits colons; ils les ont réunies, au contraire, pour les donner en ferme à un seul, parce qu'ils voient qu'il n'y a que de très-riches fermiers qui puissent leur assurer ces paiements réguliers à l'échéance, moyennant lesquels ils ont abandonné tout soin de leurs affaires, et ils passent commodément leur vie dans le luxe et la mollesse. Ces fermiers à leur tour, comme on devait s'y attendre, n'ayant que des baux de courte durée, ont cherché à se débarrasser de tous les détails de la perception de petites rentes foncières et du partage de petites récoltes. Loin de favoriser les petits cultivateurs et d'en accueillir de nouveaux, ils ont préféré l'industrie du pâturage: souvent ils ont maltraité les colons qu'ils trouvaient sur leur ferme, ou, tout au moins, ils ont hâté leur ruine en ne les aidant pas, en ne les soutenant pas dans les mauvaises années ou dans leurs maladies, comme on le pratique partout où la vraie culture de la terre est connue et estimée. En agissant ainsi, les fermiers ont diminué leurs dépenses, et ils se sont confirmés dans leur méthode, parce que la main-d'oeuvre est devenue toujours plus chère. Comme ils ont éloigné les colons, et qu'ils ne les ont plus employés à aucun travaux, le nombre des hommes a diminué de toutes parts autour d'eux, et leur travail a augmenté de prix. Mais si cette méthode leur a été profitable pour

diminuer leurs dépenses, elle a été bien fatale à l'État, qu'elle a privé de sa vraie richesse, des produits de son agriculture et de sa population (1). »

Le projet de Pie VII était aussi sage que les principes sur lesquels il s'appuyait étaient honorables. Il ne songeait point à faire arriver des colons du dehors à bâtir des villages, à exposer toute une population aux chances d'une nouvelle entreprise, mais à profiter de tous les centres de population qui existent déjà, pour étendre autour d'eux la petite culture, faire planter des vignes et des oliviers à côté de ceux qui sont déjà en rapport, compter sur le bénéfice de l'exemple, et confier la culture de ces métairies suburbicaires à des paysans qui n'abandonneraient point encore le séjour des villes. Il jugeait que les citadins pourraient fort bien étendre les soins de la culture jusqu'à un mille de distance des lieux habités, et il ordonna en conséquence de dresser un cadastre nouveau des possessions incultes qui s'étendaient autour de Rome et de chaque autre ville de l'État, dans un rayon d'un mille à partir des dernières cultures. Si cette première zone avait été, selon ses intentions, enclose, plantée et cultivée, il comptait que les cultivateurs ne tarderaient pas à l'assainir, qu'alors ils y transporteraient leur domicile; que de ces nouvelles demeures ils partiraient pour défricher une seconde zone également d'un mille de largeur; qu'en même temps, on pourrait choisir au delà, dans les lieux élevés, auprès des eaux les plus pures, de nouveaux centres de culture, auxquels le gouvernement se hâterait d'attacher et un prêtre et un médecin, et que les améliorations s'étendraient ainsi, de proche en proche, jusqu'à ce que les cercles formés autour de chaque ville se rencontrassent.

Mais les moyens choisis par le pontife pour mettre ses projets à exécution n'étaient point assez énergiques. Il soumit à une surtaxe de 5 paules par rubbio, les terrains que leurs propriétaires laisseraient incultes dans la zone la plus rappro-

(1) 'Motu proprio de Pie VII', ap. Nicolai, t. II, p. 163-185. La rédaction est du cardinal Joseph Doria Pamfili, Procamerlengo.

chée des villes; il accorda, au contraire, une diminution de 5 paules sur l'impôt, à ceux qui seraient cultivés en exécution de son édit. Le bénéfice n'était point assez considérable pour engager les propriétaires ou les fermiers à changer de système. Au lieu de suivre les intentions du pape, ils ne songèrent qu'à élever des réclamations, ou obtenir des exemptions personnelles. Sur ces entrefaites, de nouvelles révolutions survinrent, l'État de Rome fut réuni à l'Empire, le 'motu proprio' fut oublié; la population rurale continua à être expulsée des champs, et à présent il n'en reste absolument aucune; enfin, de la vaine tentative de Pie VII, il n'est résulté qu'un préjugé violent parmi les Romains contre les mesures philanthropiques, et une sourde, mais opiniâtre opposition des propriétaires à tout projet d'amélioration. Nous ne croyons point être descendu à trop de détails dans cet aperçu de l'histoire des propriétés rurales autour de Rome, parce que nous sommes persuadé qu'une tendance universelle en Europe nous menace des mêmes calamités, même aux lieux qui semblent aujourd'hui suivre un système tout contraire; seulement les Romains ont parcouru toute la carrière, tandis que nous y entrons à peine. Cette tendance est celle de la centralisation. Les hommes sont aujourd'hui, plus que jamais, admirateurs de la force, de la puissance, de l'ordre; ils croient les voir attachés à une volonté unique et intelligente qui dirige tout. L'indépendance des petites nations a été sacrifiée la première à ce désir de grandeur; elle succombe sous la centralisation politique; tous les droits provinciaux ont été sacrifiés de même à la centralisation législative; tous les droits municipaux à la centralisation administrative; tous les corps armés indépendants, toutes les milices locales, à la centralisation militaire. Un même principe domine aujourd'hui dans l'économie politique: là aussi, on veut soumettre toute industrie à une volonté unique, éclairée, et rendue puissante par d'immenses capitaux; et l'on veut que tous les bras qui la servent agissent par une seule impulsion, sans que les têtes de la multitude s'en mêlent. L'érection des grandes manufactures n'est autre chose que la

centralisation de l'industrie, ou la suppression des métiers au profit des factories. La centralisation du commerce s'opère au moyen de l'accumulation d'immenses capitaux, rendus plus disponibles encore par le crédit; elle tend à supprimer tous les marchands de province, tous les boutiquiers, et elle est secondée par tous les perfectionnements apportés aux moyens de transport, par les canaux, les machines à vapeur locomotives et les chemins de fer; chacun d'eux facilite l'atteinte du but, et ce but, c'est de mettre le grand débitant, le débitant cent-millionnaire, en rapport immédiat avec les consommateurs les plus éloignés, c'est d'anéantir tous les intermédiaires. Le système des grandes fermes, enfin, est l'application de la centralisation à l'agriculture; il supprime tous les petits cultivateurs, pour faire place à un grand directeur des travaux ruineux. A mesure que l'inspection de celui-ci s'étend sur un plus vaste territoire, ce système met à sa disposition de plus énormes capitaux; il lui promet aussi toute l'assistance de la science; et comptant alors sur son intelligence supérieure, il lui soumet des milliers de bras, auxquels on ne demande plus d'être dirigés par leur propre raison, ou d'être animés par un sentiment moral.

Mais le but de la société humaine doit être le progrès des hommes, non celui des choses. La centralisation perfectionne tout dans les choses, il est vrai; en revanche, elle détruit tout dans les hommes. Sur les ruines de Rome, comment ne pas songer à la centralisation de l'empire romain? Quel pays au monde pourrait présenter sous un jour plus éclatant et ses merveilles et ses effets désastreux? Là une seule volonté, une volonté humaine, disposait des forces et de l'industrie de milliers, de millions d'hommes; là une richesse recueillie de l'Euphrate au mur des Calédoniens, ou du mont Atlas à la mer Baltique, était mise au service de cette volonté et dominait la nature; aux ordres de ce pouvoir s'élevèrent les monuments qui couvrent de toutes parts le sol. Nous admirons la grandeur, la puissance qui créa le Colysée ou les thermes de Caracalla; l'immensité de ces ruines nous semble attester le triomphe de l'homme sur la nature; mais c'était

plus encore le triomphe de l'homme sur l'homme. Le caprice ou le faste qui imposèrent de tels travaux avilirent l'humanité, dépeuplèrent l'Italie, et hâtèrent bien plus que les invasions des barbares, la ruine du monde romain.

La centralisation moderne, qui a incorporé tous les petits États du moyen âge dans de grands royaumes, a fait briller sans doute la puissance de l'esprit humain dans leurs capitales; mais elle a fait disparaître des provinces tout ce qui portait le caractère de l'intelligence, de la vigueur, de la grandeur et du patriotisme. Un instinct nous avertit de ce sacrifice de l'individualité à la grandeur abstraite, et cet instinct nous fait reporter avec amour nos regards vers les souvenirs du moyen âge, qui représentent à l'un les sénats des villes libres avec leur patriotisme; à l'autre, les châteaux des barons avec leur fière indépendance. La centralisation législative a rendu les codes de lois plus uniformes, et peut-être plus parfaits; mais elle a ôté aux provinces leur caractère, leur nationalité, et la carrière qu'ouvraient autrefois à la distinction et au talent les parlements et les états provinciaux. La centralisation administrative française a établi un ordre admirable et uniforme dans les finances de quarante mille municipalités; mais elle a fermé les écoles où les hommes pouvaient s'instruire dans l'application des sciences sociales, et s'habituer à se compter pour peu de chose à côté de l'intérêt public. La centralisation militaire a fait cesser toute rivalité entre les corps, a anéanti toute idée d'indépendance dans leurs commandants, a simplifié la discipline, a permis à une seule volonté de faire agir comme un seul homme toute l'armée et toute la milice d'un grand empire; la bravoure nationale en France n'a point été affaiblie par cette centralisation; mais qu'on ne demande plus aux milices cet ardent patriotisme qui leur aurait fait faire des prodiges autour de murs de leurs cités, quand ces cités étaient à elles. La centralisation industrielle dans les villes, dans les campagnes, ne sacrifie pas moins les hommes aux choses, les individus qui peuvent souffrir, aux abstractions. Elle a fait avancer la science appliquée à tous les arts, mais elle l'a rendue étran-

gère au plus grand nombre de ceux qui les pratiquent; elle a accumulé les capitaux, mais elle a diminué le nombre des riches; elle a multiplié les produits dont se compose la richesse et les a fait naître à meilleur marché, mais elle a retranché sur le revenu de ceux qui peuvent les acheter; elle a créé enfin les merveilles de l'art, mais, à côté d'elles, elle a créé aussi les prolétaires et le paupérisme.

En effet, la centralisation de l'industrie, soit à la ville, soit aux champs a pour premier effet, on pourrait même dire, a pour but, l'économie sur les frais de production: elle a fait plus de choses avec moins d'avances, elle offre plus à vendre en même temps qu'elle offre moins de salaires et moins de profits à ceux qui font toutes les choses vénales, mais ceux-là sont en même temps la grande masse des consommateurs.

Elle a donc pour effet médiat d'encombrer le marché, d'encombrer, si ce n'est celui de l'industrie qui travaille à plus bas prix que les autres, du moins celui de l'univers. Ainsi le capitaliste, par une conséquence nécessaire de la centralisation, se propose d'abord d'épargner sur les frais de production, puis de diminuer le nombre des hommes qui concouraient auparavant à ses travaux, et enfin de diminuer la masse des choses qu'il portait auparavant sur le marché. Le noble romain, le propriétaire de ces immenses patrimoines dont chacun répond à une république puissante dans l'antiquité, a parcouru cette progression. Il a cherché d'abord à épargner sur les frais de culture, à se retenir une plus grosse part dans les produits de la terre, à en laisser une moindre aux colons; puis il a expulsé peu à peu ces colons qui lui semblaient une dépense; puis enfin il s'est attaché à l'exploitation qui, sur une étendue donnée de terrain, rendait le moins de produit brut, le pâturage, et il a trouvé que c'était celle qui lui laissait le plus de produit net. Nous avons vu ce qu'on a appelé en Irlande, ce qu'on a appelé en Écosse 'the clearing of an estate': là, par la même route, on s'avance vers le même but. On y marche aussi en Angleterre, sans le reconnaître encore. Dans d'autres pays, où la grande culture prévaut, beaucoup de propriétaires, excités par des sociétés

savantes, se sont voués à la direction des travaux champêtres; ils ont repris les fermes à leurs mains, ils ont introduit des charrues, des outils perfectionnés qui épargnent le travail; réunissant plusieurs exploitations en une seule, ils ont économisé sur les faux frais, ils ont fait plus avec moins de main-d'oeuvre; mais, en même temps, ils ont fait leur compte, et ils y ont vu avec surprise qu'ils perdaient, tandis qu'ils apportaient à l'agriculture des soins si bien entendus; que la cherté de la main-d'oeuvre les ruinait, encore que la science rurale eût fait entre leurs mains tant de progrès. En France, le résultat de ces calculs a été de déterminer beaucoup de grands propriétaires à vendre leurs terres par parcelles, à des paysans que les circonstances politiques mettaient en condition de les acheter. Dans les autres pays, la noblesse se défait mal volontiers de son patrimoine héréditaire; elle a peu de foi aux fonds publics, et ne leur confie pas sa fortune; de leur côté, les paysans sont moins empressés à acheter; les grands propriétaires cherchent donc à retrouver leur revenu par une plus grande économie encore du travail humain, par des méthodes plus ingénieuses pour augmenter leurs produits et diminuer leur consommation; ils marchent dans la route où les princes romains ont marché, ils sont entraînés de conséquence en conséquence, ils courent, et le terme est devant eux: ce terme, c'est Rome et la Campagne romaine.

En France, nous le croyons, la tendance aujourd'hui générale aux ventes parcellaires, aux amodiations parcellaires, sauve la société d'un grand danger, mais on s'y soumet, comme à une calamité du temps présent plutôt que comme à un grand remède. Les quolibets, quelquefois les malédictions poursuivent les spéculateurs de la bande noire qui facilitent ce partage des propriétés; et les vendeurs eux-mêmes s'exhalent en regrets poétiques sur la division de ces beaux patrimoines qui leur paraissent une des gloires du pays. Les sociétés rurales, les académies ne semblent avoir à coeur d'autres progrès que ceux de la grande culture; des sociétés de capitalistes se forment pour établir ce même système dans les colonies, à Alger, au cap de Bonne-Espérance, à Swanriver.

Au nord de l'Europe, dans les pays de servage, l'affranchissement, au lieu d'associer les serfs à la propriété, les a détachés du sol; dans toute l'Italie on peut reconnaître la tendance des propriétaires à substituer la grande culture à la petite. En Toscane, ce sont les grandes fermes des 'Chianes', des Maremmes, qui attirent l'attention publique; nous avons vu quel était le mouvement de l'agriculture en Angleterre, comment tout autre contrat d'exploitation avait disparu devant celui de fermage, et comment à chaque renouvellement de bail les fermes devenaient plus grandes, parce qu'il devenait tous les jours plus impossible aux petits fermiers de soutenir la concurrence des grands. Nous sentons donc que nous avons contre nous le torrent des opinions et des doctrines nouvelles; nous ne nous découragerons point cependant: la vue de la Campagne de Rome nous fait mieux connaître l'abîme vers lequel nous sommes entraîné. Là du moins, chacun reconnaît que le système des grandes fermes a été poussé trop loin; là, l'autorité, les gens éclairés, le peuple, conviennent également que l'économie du travail humain a produit une effroyable calamité. Cherchons donc ce qu'il y aurait à faire pour la Campagne de Rome, et si nous réussissons à montrer comment la population rurale se renouvelle là où elle a disparu, nous ferons mieux sentir encore peut-être le danger et le crime de la détruire là où elle existe.

ONZIÈME ESSAI.

COMMENT RAPPELER LA POPULATION ET LA CULTURE
DANS
LA CAMPAGNE DE ROME.

Nous avons considéré comme une partie importante de l'Économie politique, et peut-être comme la plus importante de toutes, ce qui concerne le sort des habitants des campagnes, En effet, il nous a paru que, dans une société bien réglée, ils formaient de beaucoup la partie la plus nombreuse de la nation, et nous savons que dans toutes, même dans celle qui l'emporte sur toutes les autres par l'activité de ses manufactures et de son commerce, ces mêmes habitants des campagnes produisent la masse de valeurs de beaucoup la plus considérable. Nous savons encore que, dans la division des travaux humains, aucune profession n'est susceptible d'autant de bonheur, qu'aucune d'autre part ne peut être réduite à un tel degré de misère sans cesser d'exister. Chacune de ces considérations auraient dû appeler sur eux, de la part des économistes, plus d'attention qu'ils n'en ont obtenu jusqu'à ce jour.

Ce n'est point d'une manière abstraite, ce n'est point d'après les principes de la formation des richesses que nous avons voulu nous rendre compte de la condition des cultivateurs; mais, au contraire, nous avons cherché à comprendre leur existence dans des pays divers, et sous les relations variées qu'ils entretiennent avec les autres classes de la société. Cette étude a dû, à plusieurs reprises, nous serrer le coeur. Nous

pourrions signaler des parties de l'Europe, des contrées richement douées par la nature, jouissant d'un sol fertile et d'un climat délicieux, où cependant une population nombreuse et affamée travaille au delà de ses forces pour gagner une chétive nourriture et un salaire insuffisant; nous en avons vu d'autres où le caractère moral du paysan a été dégradé par la misère, où il s'est accoutumé à préférer les offrandes de la charité au salaire du travail, et où ses haillons signalent sa fainéantise plus que sa pauvreté. Hors de l'Europe, mais sous la domination des Européens, le fouet et les chaînes ont été représentés comme nécessaires pour forcer le paysan au travail, aucune récompense ne lui est promise, aucun espoir ne l'anime, aucun labeur pour lui n'est volontaire; enfin nous venons de voir, autour de Rome, comment les vices de l'organisation sociale ont triomphé de la bienfaisance de la nature, et de la force vitale de la race humaine, et comment la classe entière des paysans a été anéantie. Mais dans les lieux mêmes qui présentent de si tristes exemples, il suffit de remonter à d'autres temps, de retrouver le tableau d'une autre organisation sociale pour acquérir la preuve qu'entre toutes les professions offertes aux hommes, aucune n'a été bénie par la Providence avec de plus riches promesses que celle des cultivateurs. Le travail des champs est celui de tous qui fait naître la plus ample récompense; il promet avec l'abondance, la santé, la paix du coeur et la bienveillance; il nourrit l'âme et l'intelligence aussi bien que le corps; il assure enfin le bonheur des sociétés, pourvu qu'un autre homme ne s'interpose pas entre le cultivateur et la terre, qu'il ne prétende pas recueillir où il n'a point semé, et se faire payer, et payer avec usure, là où il n'a point travaillé, ou pour des services qu'il n'a pas rendus. La fertilité de la terre dirigée par l'agriculture est un des plus grands bienfaits que la Divinité ait accordés à la race humaine, encore que quelques hommes en aient souvent abusé pour soumettre d'autres hommes à la plus effroyable tyrannie. La comparaison entre tant de souffrances et le souvenir de tant de félicité éveille en même temps et le coeur et l'intel-

ligence; il est impossible de ne pas se demander: Que faut-il faire pour porter remède aux maux présents, pour retrouver la prospérité passée? Il est impossible de ne pas s'arroger momentanément tous les droits du législateur, de ne pas se livrer à des projets de réforme, de ne pas les formuler, comme si on songeait soi-même à les mettre à exécution. Nous le sentons cependant vivement, il y a une apparence de présomption et d'extrême suffisance à donner des conseils qui ne nous sont point demandés, à blâmer la conduite des chefs des nations, à leur indiquer ce qu'ils auraient dû faire dans des situations où de plus habiles que nous ont échoué. Si cet office a mauvaise grâce et peut aisément devenir ridicule, nous sentons aussi qu'il met le critique dans une situation désavantageuse; il le fait renoncer au rôle de spectateur et de juge, pour devenir acteur et se faire juger à son tour. Tout projet de réforme prête le flanc à de nombreuses objections de détail; il apprête un triomphe facile à quiconque connaît une circonstance locale que l'auteur avait ignorée, à quiconque fait ressortir une difficulté qu'il n'avait pas prévue. Le défenseur de l'ordre ou plutôt des abus actuels arrive, nous dit-il, armé de faits et de connaissances pratiques, et il trouve presque toujours le public disposé à croire que celui qui soupire après des temps meilleurs est un rêveur qui ne connaît pas le monde.

Celui qui peindra avec vérité, avec talent, les horreurs de l'esclavage aux Antilles, le désespoir du Highlander chassé de ses foyers, la misère sans ressources de l'Irlandais. ou le désert et la désolation de la Campagne de Rome, fera sur ses lecteurs une impression profonde; il remuera leurs âmes, il obtiendra tout le succès littéraire auquel il peut prétendre; mais il n'essuiera pas une larme, il n'ébranlera pas un abus, il n'introduira pas un seul changement dans un système dangereux. Nous en sommes convaincu, l'espoir de servir l'humanité, de faire succéder le bonheur à la souffrance. ne peut être entretenu que par celui qui, à côté de ce qui est, montre ce qui doit être. Des vues générales de bienfaisance seront toujours applaudies, mais elles ne descendront des

régions spéculatives, elles ne seront jugées comme pouvant être appliquées, que lorsqu'elles auront pris la forme de projets, que lorsqu'elles se rapporteront à des lieux définis, à des hommes spécialement désignés, à des circonstances qu'on aura fait connaître avec précision. Nous croyons que la vraie économie politique est celle qui est toujours prête à passer des règles aux applications, qui ne se contente point de montrer le mal absolu ou le bien absolu, et les règles abstraites et systématiques du progrès de la population ou de la richesse, mais qui, au contraire, tient compte de toutes les difficultés que présente une circonstance donnée, de tous les intérêts existants, de tous les préjugés dominants, et qui cependant les soumet tous à la grande loi fondamentale de la société, à la recherche du plus grand bien de la race humaine.

Dans l'Essai précédent, nous avons cherché à faire connaître l'état actuel de désolation de la Campagne de Rome, et à montrer par quelles causes, par quelles révolutions successives ce même pays, qui avait été couvert une fois d'une population aussi prospérante que nombreuse, l'avait vue entièrement disparaître. C'est aussi, d'une manière spéciale, aux moyens qui pourraient être employés pour rétablir la culture et ramener la population dans la Campagne de Rome, que nous nous attacherons dans celui-ci. Cependant, nous devons le dire, quelque attention que nous nous efforcions de donner à toutes les circonstances locales, quelque soin que nous apportions à préciser les pas successifs qu'il nous semble qu'on pourrait faire, nous n'avons nullement la présomption de donner des conseils à un gouvernement qui certes ne les demande pas; nous croyons seulement pouvoir lui présenter à lui-même quelques éléments de plus pour ses réflexions; nous croyons en même temps nous adresser en tout pays aux amis de la science, et les inviter à la seule leçon expérimentale que puissent admettre les sciences sociales, l'étude des faits accomplis, et la déduction des résultats à espérer dans des circonstances toutes déterminées et qui ne dépendent point de l'observateur; nous avons enfin en vue d'autres parties du globe où le besoin de renouveler la popu-

lation agricole ne se fait pas moins sentir, et pour le progrès desquelles un exemple détaillé est plus important que des théories. En effet, la Campagne de Rome n'est point la seule contrée où des déserts aient remplacé une ancienne civilisation. Seulement le luxe inutile de végétation de ces champs abandonnés fait une impression plus profonde, parce qu'ils s'étendent jusqu'aux murs de l'ancienne capitale du monde, et que vingt mille étrangers qui voyagent avec la prétention d'observer, les traversent chaque année. Mais la province que les empereurs grecs continuèrent à posséder en Italie, après la chute de l'empire latin, le 'Tavoliere di Puglia, présente, sur une longueur de cent cinquante milles, et une largeur de soixante à septante, une désolation au moins égale à celle de la Campagne de Rome, et il faut l'attribuer aux mêmes causes. La plus grande partie de la Grèce et de la Romanie, jusqu'aux portes de Constantinople, de l'Asie Mineure, de la Syrie, de la province d'Afrique, et plus de la moitié de l'Espagne et du Portugal, sont de même abandonnées à la vaine pâture. A peine y a-t-on fait attention, parce que le despotisme, l'incertitude de toute propriété, le fanatisme, la barbarie, semblent le plus souvent expliquer suffisamment la destruction de l'espèce humaine, dans des campagnes autrefois si fertiles. Cependant, tout à côté d'elles, d'autres ont conservé leur ancienne culture, sous un gouvernement qui n'était pas meilleur, et dont la protection était aussi incertaine ou aussi capricieuse. En y regardant de plus près on reconnaît dans ces pays divers, comme à Rome, la justesse de l'expression de Pline: 'Latifundia perdidere Italiam, imo et provincias'.

Aussi la recherche des moyens de rendre à la terre sa fécondité et ses habitants, et à la race humaine sa prospérité et ses espérances, pourra-t-elle devenir profitable, non-seulement à la Campagne de Rome, mais à tous les pays dont les 'latifundia', les patrimoines démesurés, ont causé la désolation. Parmi ces pays, on peut en signaler plusieurs, il est vrai, où l'on ne saurait espérer l'action bienfaisante et intelligente du gouvernement; il y en a où l'on est tenté de se

réjouir de ce qu'on ne rencontre point d'habitants, car la masse de la misère humaine est par là diminuée, les hommes ne pouvant y vivre que sous la condition d'être opprimés et de souffrir. Mais il est d'autres pays où une ferme volonté de faire le bien, ou, si l'on veut, d'enrichir ceux qui à leur tour enrichiront leurs maîtres, ne manque point, et où peut-être l'absence même des garanties légales pour les propriétés antiques, faciliterait l'oeuvre du législateur, s'il arrivait à bien connaître le but auquel il doit tendre. C'est donc une question générale que nous traitons en parlant de la Campagne de Rome; nous y signalons la cause qui, en des lieux divers, a étendu sa funeste influence; nous y cherchons le principe de réaction qui, appliqué partout où cette cause s'est fait sentir, répandrait partout les mêmes bienfaits.

Mais nous croyons d'autre part que celui qui vent s'occuper efficacement du bien à faire à ses semblables, doit limiter sa philanthropie; il ne doit pas calculer d'une manière abstraite combien d'hommes peuvent vivre heureux sur un espace donné de terrain, et les y appeler de toutes les parties de l'univers, il doit songer aux Romains à Rome, aux Grecs en Grèce, aux Africains en Afrique, partout à ceux que la nature ou la Providence a déjà placés sur le sol, et qui ont reçu de Dieu la mission d'y multiplier et de s'y perfectionner, et non à ceux qui, attirés par les encouragements du pouvoir, pourraient y importer une nouvelle industrie et de nouveaux éléments pour le commerce du monde. Les principes eux-mêmes de l'art social sont encore enveloppés de trop d'obscurité, le bien que l'homme peut et veut faire se trouve trop souvent mêlé avec un mal inconnu, pour qu'il soit sage à lui, pour qu'il soit humain de se charger volontairement d'une si grande responsabilité, de prendre sur lui l'office de la Providence, et de modeler à son gré toute la destinée d'une race qui n'existe pas encore. Chacun de nous, comme membre de la société, est appelé à concourir de tous ses efforts, de toutes ses lumières, à l'amélioration de ce qui existe; il doit travailler à faire disparaître les causes de misère, de souffrance, d'oppression, à rendre plus unie, plus facile, la

route que chacun, avec son intelligence et son activité individuelle, se trace vers le bonheur. Mais nous ne devons jamais oublier les personnes pour les abstractions; nous ne devons jamais nous permettre de prononcer notre jugement sur une race comme imperfectible, et regarder comme un progrès la suppression de cette race, et son remplacement par une autre à laquelle nous supposons plus d'activité, d'intelligence et de susceptibilité d'éducation.

Cette règle de conduite est fondée sur l'humanité et sur une juste défiance de nous-mêmes: malheureusement elle a été absolument perdue de vue par les fondateurs de colonies modernes. Tandis que les anciens civilisaient les indigènes, les modernes les exterminent pour les remplacer par des blancs. Cette question est trop grave pour ne pas la traiter séparément; elle se range, jusqu'à un certain point, dans la division de nos études sur la richesse territoriale, puisque la colonisation est un des moyens les plus efficaces de rendre à la terre les habitants qu'elle a perdus. ou qu'elle peut nourrir. Nous lui consacrerons l'Essai suivant. Ici nous ferons l'application de la même règle sur une moindre échelle. Ceux qui songent à rendre à l'État romain son ancienne population, ou qui se proposent de rétablir la culture dans les provinces de l'Espagne, ne prennent point pour base de leur calcul la spoliation des indigènes, comme on l'a fait sans scrupule dans les colonies d'Amérique, de l'Australasie, du cap de Bonne-Espérance, et aujourd'hui encore de l'Algérie; mais ils n'en songent pas moins pour cela à importer dans les pays déserts une population nouvelle. Ils affirment, entre autres qu'il est impossible d'attendre aucun travail des Romains; que cette race indolente et dégradée ne veut se prêter à aucune fatigue; qu'elle ne sait vivre que dans l'oisiveté des antichambres ou dans celle de la rue; qu'il n'y a point d'autres vocations pour elle que la livrée ou la mendicité, et que le premier pas à faire pour rendre à la culture la Campagne romaine, c'est de la repeupler d'habitants appelés des pays où l'homme aime le travail, et où il comprend la science rurale.

Sans doute, nous ne repoussons point les avantages que peut apporter cette infusion de moeurs et d'habitudes étrangères; l'activité croissante du commerce la rend bien plus facile dans notre siècle que dans aucun de ceux qui l'ont précédé. Nous convenons que l'exemple est le plus puissant des enseignements, que c'est le seul qui agisse avec efficace sur les esprits grossiers, le seul aussi au moyen duquel on puisse introduire de nouvelles opérations manuelles; car les hommes qui ne possèdent que l'intelligence ne les enseigneront jamais bien aux hommes qui ne possèdent que la force musculaire. Ce sera donc souvent avec joie que nous verrons arriver dans un pays retardé ces utiles instituteurs agricoles, des journaliers, des valets de ferme, des métayers, qui lui apportent la pratique d'un pays plus avancé. Mais nous croyons ne devoir pas un instant perdre de vue le progrès des indigènes et leur avantage. En droit, nous croyons que c'est à eux que la Providence a donné le pays qu'ils habitent, que la loi n'en garantit la possession aux propriétaires que pour l'avantage commun de la société, et que ces propriétaires ne peuvent jamais tourner leur privilège contre la société de qui ils le tiennent. En fait, nous croyons que toutes les races humaines sont perfectibles, que toutes sont capables d'accomplir la tâche que la Providence leur a préparée, et que si quelques-unes n'ont pu entrer dans la carrière de la civilisation, c'est uniquement la faute de leurs instituteurs, ou des institutions qu'ils leur ont données.

En nous arrêtant au pays qui fait l'objet de cet Essai, nous nous demandons ce qu'il convient de faire pour repeupler l'État de Rome par des Romains, pour remettre en valeur ses campagnes par des capitaux romains. L'exemple de quelques étrangers, l'emploi de quelques valeurs étrangères, pour atteindre ce but, nous paraîtra un avantage; mais nous considérerions, au contraire, comme une calamité et une injustice toute entreprise sur une grande échelle, qui ferait passer les avantages de cette restauration à des spéculateurs ou des capitalistes étrangers, à des cultivateurs autres que des Romains.

En partant de ce principe, il n'est pas nécessaire de chercher les bases d'une nouvelle méthode à suivre; il n'y en a qu'une seule de possible, celle qu'avait adoptée le pape Pie VII: il faut profiter de tous les centres de population déjà existants, il faut que chacun d'eux agisse tout autour de lui, et étende successivement son activité sur des cercles concentriques, qu'il poussera toujours plus loin avec l'accroissement de ses forces, jusqu'à ce que tous ces cercles se rencontrent, et qu'ils comprennent tout le désert. Ainsi lorsqu'on lance des pierres dans une eau calme, on voit un premier cercle se former autour du point où chaque pierre est tombée; il s'étend, et un second et un troisième lui succèdent, et le mouvement se propage jusqu'à ce que les cercles des centres divers se rencontrent, et que l'ondulation se soit étendue sur toute la surface de l'eau.

Mais, pour appliquer ce principe, il est important de connaître avec quelque détail les divers centres d'activité qui existent déjà dans l'État romain, les ressources qu'ils peuvent présenter pour la culture, et l'influence qu'ils ont exercée autrefois. Il s'en faut que nos observations puissent former un tout satisfaisant; nous les rassemblerons cependant ici comme exemple, et comme indication de ce qui reste à faire. Nous avons à plusieurs reprises désigné par les noms d'Agro Romano', et de Campagne de Rome, toute cette étendue de terrains déserts, dans les quatre provinces au centre desquelles se trouve Rome, qui présentent un même aspect de désolation. Nous devons avertir cependant que cette désignation est impropre: le nom de Campagne ne devrait se donner qu'à la plaine qui s'étend de la gauche du Tibre jusqu'aux Marais-Pontins; le nom d'Agro Romano' se donne au territoire propre de Rome qui s'étend tout autour de la ville, dans un rayon de dix jusqu'à vingt milles, ou jusqu'aux lieux où il rencontre le territoire des autres villes de l'État. Le projet du pape Pie VII était de laisser à chaque ville l'amélioration de son territoire propre, aux Romains celui de Rome, aux habitants de Velletri, Tivoli, Viterbe et Civita Vecchia, à chacun le territoire qui dépendait de leur communauté.

Le territoire propre de Rome ou l'Agro Romano contient 111,106 rubbi de terres. Sur cette étendue 910 rubbi seulement sont enclos et cultivés en vignes, oliviers et 'canneti', ou plantations de roseaux destinés à supporter les vignes; ces enclos sont situés autour de Rome et des châteaux et villes d'Ostia, Albano, Genzano, etc. Tout le reste est désert, et partagé entre 362 propriétaires; mais parmi ceux-ci. il y en a 42 qui possèdent moins de 200 rubbi, 289 qui en possèdent de 200 à 1000, 31 qui en possèdent au delà de 1000. Le nombre des fermiers ou 'mercanti di tenuta' est moindre encore que celui des propriétaires. Dans la liste formée en 1803 on en avait inscrit 145, mais comme on y avait compris beaucoup de barons que faisaient valoir partie de leurs propres terres (les princes Barberini, Borghesi, Cesarini, par exemple), le nombre des vrais fermiers n'arrivait pas à quatre-vingts, et il est moindre encore aujourd'hui (1).

Ce sont les neuf cent dix rubbu de terrains enclos et cultivés qui contiennent la seule population rurale de l'Agro Romano, et qui présentent seuls un exemple de ce que tout le reste peut devenir. Autour de Rome les 'ville', ou maisons de campagne des princes, avec leurs jardins, occupent seules un si grand espace, qu'il en reste fort peu pour la culture. Ces 'ville', qui les unes après les autres sont achetées par le prince Borghese, le duc et banquier Torlonia, ou quelque autre des millionnaires romains, cessent dès lors d'être habitées par d'autres que le concierge qui les montre aux étrangers; on ne donne plus aux jardins que tout juste la culture nécessaire pour qu'ils ne se couvrent pas de broussailles; ce travail, fait avec épargne par des jardiniers à gages ou des manouvriers, coûte beaucoup plus qu'il ne rend; les eaux amenées à grands frais par ceux qui bâtirent ces résidences princières, croupissent quelquefois par la négligence des propriétaires absents; un épais gazon s'étend sous les pins maritimes, ou sur de vastes esplanades, et il se couvre de rosée; la terre n'est point labourée, et l'air autour

(1) Nicolai, t. II, p. 207, 223, 231, 237, etc.

de toutes ces 'ville' célèbres est presque toujours aussi malsain que dans les déserts de la Campagne.

Une très-petite partie ou de la zone fermée de clôtures qui entoure Rome, ou des jardins formés dans les quartiers déserts, au milieu des ruines, est donc mise vraiment en rapport, par des cultivateurs qui ont pris ces terrains à ferme ou à bail emphytéotique: ils sont en général consacrés à l'horticulture, et le voisinage d'un marché opulent rend cette industrie profitable; les fruits et les légumes sont abondants à Rome et ne sont pas chers; les jardins potagers paraissent fertiles, mais ils ne présentent point cette image d'ordre et de propreté qu'on remarque dans les pays plus industriels. Cet abandon des maisons de campagne, cette négligence dans la culture des potagers, contribuent à donner au voyageur l'impression de la nonchalance universelle, de l'incapacité des Romains pour le travail agricole.

Cette impression se fortifiera encore si le voyageur s'arrête auprès de quelqu'un de ces groupes nombreux d'ouvriers que le gouvernement pontifical fait travailler par charité au 'Campo Vaccino', par exemple. Chaque jour on y voit des centaines d'hommes, avec une petite houe à la main, ou une petite brouette au bras, occupés à remuer un peu de boue. Des enfants de six ans ne reculeraient pas devant la charge à laquelle ils se limitent; la lenteur de leurs mouvements est presque risible, chaque coup de houe n'enlève qu'une pincée de terre; après le quatrième ou le cinquième ils s'arrêtent, ils causent, ils se reposent. On dirait qu'on a chargés de faire la caricature du travail mercenaire, de montrer à tous les yeux que l'homme qu'on a privé de sa liberté, ou qui l'a lui-même aliénée pour un temps, n'a plus qu'un intérêt au monde, celui d'éviter la fatigue; qu'il ne fera tout juste que le travail nécessaire pour n'être pas châtié. Ce sont en effet les funestes conséquences du travail mercenaire, du travail fait sans désir de réussir, qui ruinent l'État romain, l'indifférence des sbires qui veillent sur les travailleurs du Campo Vaccino, leur permet de montrer leurs vices plus à découvert, mais l'esprit est partout le même.

Les ouvriers mercenaires qui travaillent pour le ‘mercante di tenuta’ doivent dissimuler un peu mieux leur paresse, éviter un peu plus soigneusement l’œil de l’inspecteur, qui cependant, comme eux, est à gages. De là est né l’usage de faire accomplir à forfait l’ouvrage principal des Campagnes romaines: l’ouvrier alors apporte bien toute sa diligence à terminer sa tâche, mais il n’emploie point son intelligence à réussir: peu lui importe que tout le travail qu’il fait soit de nulle valeur, pourvu qu’il soit vite achevé.

Le premier regard qui s’arrête sur le terrain enclos et cultivé qui entoure les petites villes de l’Agro Romano réveille les espérances. Là on voit en même temps de quels fruits abondants peut se couvrir la terre, et de quelle diligente industrie sont capables ses habitants. Il n’y a point de transition du désert à la culture la plus soignée. Vous arrivez presque jusqu’à la porte des petites villes, au travers de ces pâturages à perte de vue, de ces jachères, ou de ces forêts, où la nature étale tout le luxe d’une admirable fertilité, et où l’homme semble décidé à ne rien recevoir d’elle. Tout à coup un mur ou une simple haie se présente, et au delà vous trouvez la culture la plus industrielle faite à la bêche, des vergers soignés comme le seraient les jardins, des vignes basses, serrées, et supportées sur des roseaux assemblés avec tant d’art que chaque pampre jouit de toutes les influences de l’air; des oliviers dont la vigoureuse végétation et le vert foncé annoncent les riches produits, et partout on sent l’œil vigilant du maître qui en même temps est le cultivateur; partout on reconnaît combien est précieux dans son estimation chaque pied de ce même terrain, si dédaigneusement abandonné à deux pas de lui.

Il y a vingt ans que je n’ai vu Ostie, et je ne dirai rien des enclos de vignes que le cadastre romain y signale. Ils prouvent cependant que le plus mauvais air n’arrête point les entreprises agricoles, si l’abus de la propriété ne les interdit pas. Dans tout l’État romain il n’y a peut-être pas un lieu plus malsain qu’Ostie. Les vastes marais salants, qu’on entretient de tous côtés autour de cette ville presque sans habitants,

suffiraient pour en empoisonner l'atmosphère, s'il ne partageait pas déjà toutes les influences si redoutées de l'air des Maremmes. Mais la plus industrielle des cultures romaines est celle qu'on retrouve de place en place sur les pentes des collines qui se groupent autour du 'Monte Cavo', le 'Mons Albanus' des Romains. Là, de riantes petites villes s'élèvent rapprochées les unes des autres, dans les situations les plus pittoresques, et chacune a son petit enclos de vignes, de vergers, de jardins soignés, qui appartiennent à ses citoyens; chacune aussi est ornée de vastes palais des princes romains qui viennent y passer quelques mois de villégiature, et ces palais sont entourés de jardins magnifiques, mais à moitié abandonnés; des forêts d'arbres toujours verts les recouvrent de leur ombre épaisse; les ruisseaux qu'on y a amenés à grands frais, pour les faire jaillir en fontaines ou tomber en cascades, recouvrent en partie leur indépendance par l'incurie des concierges, et les jardins qui ne sont pas assez élevés pour que le vent les purifie sans cesse, sont hantés en été par la fièvre; enfin la plus grande partie de beaucoup de ce groupe de montagnes est la propriété indivisible, inaliénable de quelque noble romain ou de quelque fondation pieuse; elle est en conséquence vouée au désert, encore que l'air en soit parfaitement salubre, qu'on ne puisse y pratiquer le labourage et le pâturage des plaines, mais qu'au contraire ces riches coteaux semblent appeler la vigne et les plantations d'oliviers. Ainsi le site qu'occupait autrefois Alba-longa, le berceau de Rome, est une forêt épaisse, qu'un chemin creux traverse, et où l'on s'enfonce dans la boue. Le site de l'ancienne Tusculum, également fameuse dans les temps classiques et dans le moyen âge, est recouvert de broussailles au travers desquelles on va chercher les fragments de colonnes de la ville antique et les restes de ses amphithéâtres; et dans la pente intérieure des deux cratères dont le fond est occupé par les deux charmants lacs de Castel-Gandolfo et de Némi, à peine la huitième partie est plantée en oliviers et en vignes, tandis que tout le reste est couvert d'arbres, de buissons et de plantes sauvages qui attestent la fertilité du sol.

Les terres encloses de Frascati, disséminées entre les vastes jardins dont le pied de la colline est couvert, sont parmi celles qui annoncent le plus de soin et d'intelligence. Celles de Marino, resserrées du côté des monts par de magnifiques forêts vers lesquelles il n'est pas permis aux cultivateurs de remonter, et du côté de la plaine par les pâturages, attestent aussi dans leur petite étendue une grande industrie. Les habitants de Castel-Gandolfo, cernés par le palais du pape et les vastes jardins ou plutôt les bois de la villa Barberini, n'ont eu la permission de tourner leur industrie que du côté du lac, et ils ont cultivé la pente rapide qui les sépare de ses bords. La charmante ville d'Albano, contenant six mille habitants, qui, à la réserve peut-être de deux cents familles, ont tous quelque petite propriété territoriale, n'a cependant réduit en culture qu'une partie de la pente du coteau au travers duquel les Romains creusèrent le merveilleux 'emissario', et qui mesure à peine deux milles en carré. Les habitants plus malheureux de l'antique et pittoresque Laricra, ne peuvent obtenir du prince Chigi, dont le patrimoine les entoure de toutes parts, la permission de défricher ni les bois magnifiques qui couronnent leurs coteaux, ni presque aucune partie du vallon étroit où le Nimicus prend sa source; aussi leur misère est extrême et va toujours croissant. Ils ne sont appelés à quelques travaux en plein air, que lorsqu'une perte au jeu force les princes propriétaires à faire abattre les chênes antiques qui faisaient l'ornement du pays et l'admiration des peintres. Les habitants de Nemi ont tourné toute leur industrie vers la plantation en vignes et en oliviers de la portion du cratère de leur lac qui leur a été abandonnée. Ceux de Genzano et de Lanuvium ou Città-Lavigna, ont trouvé plus de libéralité chez les propriétaires. Ce sont le duc Cesarini, le prince Chigi, et le prince Borghese; ce dernier possède dans ce district le patrimoine des Cenci; il fut donné à ses ancêtres lorsque toute la famille Cenci, et jusqu'aux enfants en bas âge, fut livrée au supplice, en signe d'exécration du forfait du père de la belle et malheureuse Béatrix, et de la vengeance de celle-ci. Toutes ces terres ont été concédées

depuis longtemps en baux emphytéotiques perpétuels, et elles produisent les vins les meilleurs et les plus célèbres de l'État romain.

Quoique les terres incultes dans tout ce groupe de montagnes aient bien moins de valeur que celles de la plaine, et que les 'mercanti di campagna' consentent à peine à les faire entrer dans leurs baux, à raison de 3 écus le rubbio, pour y faire du charbon, lorsque les princes ont consenti à les céder en bail emphytéotique aux habitants des petites villes, ils y ont mis un prix beaucoup plus élevé, 4, 5 et 6 écus le rubbio, et autour de Genzano le canon annuel monte à 10 écus le rubbio, et la valeur de la nue propriété est en général de 200 écus. Au près d'Albano cependant, plusieurs de ces baux avaient été concédés par des corporations religieuses, sous la redevance de certains services d'église. Le pape, pressé d'argent, a permis dans les deux ou trois dernières années de les racheter presque tous, et les tenanciers sont ainsi devenus propriétaires à des conditions presque toujours avantageuses. Les autres sont également propriétaires héréditaires, non du fonds, mais du 'miglioramento', ou des améliorations qu'ils y ont faites, du capital qu'ils y ont successivement fixé. Au près de Genzano, le 'miglioramento' vaut au moins 600 écus par rubbio. C'est trois fois la valeur pour laquelle se vend le fonds de terre; mais il ne faut pas oublier que ce fonds lui-même se vend au moins quatre fois le prix que rapporterait la terre inculte et couverte de broussailles qui se trouve tout à côté. La culture a donc donné au terrain désert douze fois la valeur qu'il avait auparavant; un capital, douze fois supérieur à la valeur entière du fonds, a été accumulé d'une manière que nous examinerons ailleurs, pour le changer en vignobles.

Les frais annuels de la culture, dans le territoire de Genzano, sont estimés à 100 écus par rubbio; une famille qui possède le 'miglioramento' d'autant de rubbi de terre qu'elle compte d'individus, est réputée devoir vivre dans l'aisance; en effet, le rubbio équivaut à peu près aux sept 'jugera' qui formaient le partage d'une famille romaine; cependant les

vignerons affirment que leurs profits sont fort limités, et compensent à peine les chances des mauvaises années. Sous un rapport, cette culture est devenue pour eux plus dispendieuse qu'elle ne devait l'être. Ces vigneronns sont aujourd'hui tous citadins; ils se sont désaccoutumés des travaux rudes des camps, ou ils regardent comme au-dessous d'eux de s'y soumettre. Ce sont bien eux qui tiennent la serpette, et qui font tous les petits labeurs de la vigne, mais ils appellent en général des ouvriers de l'Abruzze pour le fossoyage, ou bien ils le font exécuter par les montagnards des régions plus froides du Monte Cavo, les habitants de Rocca di Papa, qui veulent chaque soir retourner coucher chez eux, quoique la distance soit au moins de cinq ou six milles. Ils ne s'engagent en conséquence que pour la matinée, et la perte de temps et de forces qui en résulte, doit rendre leur coopération dispendieuse.

On voit cependant, par ces exemples, que dans l'Agro Romano lui-même, lorsque le défrichement a été permis par le propriétaire, lorsqu'il a garanti à l'homme laborieux qu'il profiterait lui-même ainsi que ses descendants des améliorations qu'il aurait faites à la terre, que ceux-ci hériteraient du fruit de ses sueurs, ni la force de corps, ni la constance, ni l'industrie, ni l'intelligence n'ont manqué à la population romaine pour porter la terre au plus haut degré de culture. On voit aussi que quand même les riches, pour faire ces travaux, se sont adressés aux pauvres, ce sont les pauvres qui ont trouvé ou qui ont su faire naître un capital dix ou douze fois supérieur à la valeur du fonds qu'ils défrichaient. Cela rappelle l'observation d'Adam Smith, que les impôts sur la consommation du riche sont toujours stériles, et que ceux seulement sur la consommation du pauvre remplissent le trésor, parce que le pauvre c'est le grand nombre. On peut généraliser cette observation: c'est au pauvre seul qu'il faut demander toute coopération vigoureuse; et les épargnes du pauvre, quoiqu'elles s'accumulent sou par sou, sont les seules qui puissent fonder l'opulence nationale. Avant de quitter le sujet des petites villes, nous croyons

devoir dire un mot de Tivoli, qui est en dehors de l'Agro Romano, et qui présente des différences dans le système d'exploitation. La montagne de Tivoli est peu élevée, car la chute de l'Anio qui enrichit ce ravissant paysage par la grande cascade, et qui met en mouvement tant d'édifices industriels, d'où l'on voit sortir les cascates, n'a pas trois cents pieds d'élévation; très-peu au-dessus de Tivoli, le roc commence à se montrer à nu, et l'art n'a pu lui rien faire produire; mais de cette hauteur à la plaine, et au tombeau de Plautius Lucanus, où l'on retrouve le désert, les pentes de toutes les montagnes sont revêtues, dans une étendue de quinze à dix-huit milles, d'oliviers, les plus beaux, les plus vigoureux et les plus antiques qu'on rencontre en Italie. Les paysans assurent que plusieurs d'entre eux existaient déjà du temps de Notre-Seigneur, ce qui s'accorde avec ce que l'on connaît de la lente croissance de cet arbre. Il est impossible de déterminer par quel système de culture ces plantations ont pu s'effectuer dans une antiquité si reculée; il est probable cependant que le plus grand nombre est dû aux baux emphytéotiques, qui étaient bien connus des Romains; mais aujourd'hui, ils sont presque tous la propriété des grands seigneurs de Rome, des Massimi, Braschi, Torlonia et Borghese, dont on retrouve partout les possessions, et de quelques autres moins riches. Peu de terres s'élèvent à une plus haute valeur; on est dans l'usage de les estimer par pieds d'olivier. Chaque pied d'olivier centenaire vaut de 6 à 10 écus, et comme on en compte au moins trois cent cinquante dans un rubbio de terrain, ce rubbio vaut de 2 à 3,000, et même 4,000 écus. Dans le prolongement de ces mêmes montagnes, dans celles de l'Ombrie, dans celles qu'on rencontre sur la route de Viterbe, on voit de tous côtés des pentes couvertes d'une abondante végétation sauvage d'arbres toujours verts, qui seraient également propres aux oliviers. Plusieurs appartiennent aux mêmes propriétaires, et ne valent pas 50 écus, souvent pas 10 écus le rubbio. Ils n'ont à demander le consentement de personne pour les planter aussi en oliviers; mais les plus riches propriétaires sont trop pauvres

pour le faire; la plantation d'un rubbio de terrain en oliviers leur revient environ à 1,000 écus; pendant les six ou huit premières années, il faut continuer les dépenses à cette plantation, quoique l'arbre ne rende encore absolument rien. Ce n'est pas avant cent ans qu'on peut le considérer comme étant en plein rapport. Quel est le propriétaire de terre qui peut consacrer ainsi dix fois, vingt fois la valeur capitale de ses terres à les améliorer? Ce ne peut être la spéculation que du pauvre industriel, c'est là sa vraie caisse d'épargne. Il est moins impatient de recueillir les fruits de son travail, que le riche ne l'est de recouvrer l'intérêt de son argent; sous la forme de travail, il confie à la terre ses moindres économies, et elle ne lui fait jamais banqueroute: après des siècles, elle rend encore à ses enfants, au centuple, ce qu'il lui a avancé. Les caisses d'épargne, comme bien d'autres inventions modernes, ne sont pas un bienfait nouveau, mais seulement un palliatif pour des calamités nouvelles. Là où le pauvre est propriétaire, ou tout au moins associé à la propriété de la terre, ou à celle de l'industrie, la caisse d'épargne ne lui présente qu'une fausse et dangereuse séduction, elle le détourne d'employer ses petites épargnes sur la terre qu'il peut fertiliser, sur son métier qu'il peut rendre plus profitable, et elle ne lui donne en retour qu'une, sécurité insuffisante. Mais depuis qu'on a déraciné le pauvre de la terre, que la grande ferme ni la grande manufacture ne reçoivent plus ses petites économies, il était juste autant que nécessaire de leur ouvrir un autre placement.

Mais les barons romains, qui ne plantent guère d'oliviers, et qui ont dû attendre que les paysans fissent pour eux cette spéculation, n'ont plus voulu laisser aux paysans une part dans leur culture, une fois qu'ils les ont vus établis. Les grands seigneurs éprouvent une sorte de jalousie des petits propriétaires; ils cherchent, disent-ils, à s'arrondir, et ils achètent successivement tous les petits héritages des pauvres. Ils commencent par prêter de l'argent à ceux qui ont des alleux ou des baux emphytéotiques; ayant ainsi acquis un droit sur leurs terres, ils leur proposent d'en céder la pro-

priété en s'en réservant la culture, car ils leur donnent à entendre qu'ils les conserveront comme métayers. Le temps vient toujours cependant où ils les renvoient. C'est ainsi que tous les petits cultivateurs ont été exclus successivement des collines de Tivoli, et le même système a prévalu dans des lieux auxquels ne s'étend point la désolation de la Campagne romaine. dans la belle vallée de Terni, par exemple. Les seigneurs estiment que l'olivier ne demande que peu de travaux, qu'il y a duperie à céder la moitié de ses fruits au métayer; ils renvoient donc le cultivateur, et ils font faire pour leur propre compte, par des ouvriers qui leur arrivent de la Marche d'Ancône ou de l'Abruzze, le labourage qui ne revient qu'une fois tous les deux ou trois ans. Mais ils ne peuvent guère confier de même la récolte à des mains mercenaires; des femmes, des enfants doivent aller ramasser les olives, malgré les pluies d'hiver, loin de toute inspection; la moitié des fruits serait volée si l'intérêt propre ne tenait lieu de surveillants. Aussi les seigneurs romains la remettent-ils aux habitants mêmes de Tivoli. Au moment où les olives commencent à mûrir, au mois d'octobre, ils arrivent pour mettre à l'enchère des lots de terre, qui ont été auparavant estimés par des arpenteurs. Telle parcelle de terre a été estimée devoir rendre trente barils d'huile si tout va bien; une famille pauvre prend les risques et le travail à sa charge, et s'engage à en donner vingt, vingt-deux, ou vingt-quatre barils. Dès lors toute la partie pauvre de la population travaille avec toute l'ardeur et toute l'intelligence de l'intérêt propre; malgré les pluies et les neiges, bien peu d'olives sont perdues; mais ce marché ne dure que pour une courte saison, ses conditions varient chaque année, et comme les pauvres se font rivalité les uns aux autres, moins il y a de travail, en raison d'une mauvaise récolte, et plus ils le font à bas prix. D'ailleurs ceux qui récoltent les olives ne prennent aucun intérêt au fonds qui les porte; ils le dégradent au lieu de l'entretenir, les arbres sont mal soignés, les ouvriers sont mal payés, et la population de Tivoli, comme celle de Terni, est dans la misère.

Le même principe d'économie, ou plutôt la même cupidité, a dénaturé le contrat du métayer là où il est encore pratiqué. Le maître descendant aux détails de la culture, a voulu se réserver plus de profit sur celles qui demandent le moins d'avances; mais son avidité l'a trompé; sa part est restée plus mauvaise que s'il partageait tout également, et cependant le cultivateur a perdu son indépendance et son attachement au sol: ainsi, par exemple, au pied de la colline de Tivoli, dans la villa Adriani, qui appartient au duc Braschi, sur quatre barils d'huile, le maître en garde trois et en donne un seulement au métayer; sur deux barils de vin, chacun en prend un; sur trois sacs de blé de Turquie, de haricots ou d'autres semences printanières, le paysan en garde deux, et en donne un seul au maître; sur quatre sacs de froment enfin, le paysan en garde trois. Mais le résultat de ces modifications du contrat primitif, c'est que le paysan, sans cesse surveillé par le facteur, sans cesse contrarié, travaille sans ardeur, sans persistance, sans intelligence, et qu'il est rare, dans l'État romain, qu'il conserve plus de deux ou trois ans la même métairie.

D'après le dénombrement de 1769, les quatre provinces de Lazio, Sabina, Marittima et Campagna, qui sont situées au delà du Tibre, comptaient (outre les habitants de Rome) cent vingt mille habitants, tous domiciliés dans les villes ou les 'castelli' (bourgades fermées de murs), et presque tous cependant appelés à vivre de l'agriculture. Mais à côté de ceux qui ont quelque petite possession dans les champs, ou quelque gagne-pain assuré dans l'économie rurale, se trouve un nombre infini d'individus ou de familles qui ont été repoussés de leur profession, qui ont perdu leur petit fonds de terre, qui en ont été évincés par leurs créanciers, ou chassés par les propriétaires, et qui forment cette classe nombreuse, effrayante des prolétaires, le fléau des sociétés modernes. Quelquefois ils s'essaient à entreprendre quelqu'un des métiers des villes, à se faire maréchaux, maçons, charpentiers, cordonniers, tailleurs, boutiquiers, mais ils ne trouvent pas assez de chalands pour les occuper et les faire

vivre; quelquefois ils offrent leurs bras aux propriétaires de terre, soit pour les travaux plus fatigants des petits héritages de la colline, soit pour l'ensemencement et la récolte des grands champs de la plaine, mais ces travaux occasionnels ne les occupent qu'un petit nombre de semaines dans l'année: tout le reste du temps ils sont condamnés à l'oisiveté, et ils doivent vivre du produit de ce qu'ils peuvent dérober aux campagnes, ou de la mendicité.

On ne saurait assez répéter au riche, qu'il fait, selon le langage de l'Écriture, une oeuvre qui le trompe, lorsqu'il veut gagner sur le pauvre, lorsqu'il épargne sur sa subsistance. Les nobles romains n'ont eu qu'une pensée: obtenir de leurs terres le plus grand revenu net possible, avec le moins de soucis et d'incertitude, et sans examiner si le genre d'exploitation qui leur procurait cet avantage, assurerait ou non un gagne-pain au pauvre. Ce calcul est si commun, si universel aujourd'hui, que personne ne révoque en doute qu'un propriétaire ait droit de le faire. Cependant ce sont ses conséquences qui ont plongé dans la misère l'État tout entier, qui ont fait perdre à la société sa sécurité, qui ont dégradé le caractère national, et qui forment aujourd'hui l'obstacle le plus difficile à vaincre pour le rétablissement de la culture.

Non-seulement dans l'État de l'Église, mais dans le royaume de Naples, dans la plus grande partie de l'Italie, tant de familles ont été placées dans une condition où le travail leur est impossible, que leur fainéantise a détruit leur dignité morale, et qu'elle ébranle celle de la nation tout entière; elle a complètement effacé toute honte attachée à la saleté, à la misère et à la mendicité. Des hommes qui n'ont aucune vocation fixe, qui vivent au jour le jour, qui sollicitent en vain l'ouvrage qu'on ne leur accorde que rarement, s'accoutument à regarder l'aumône comme leur ressource naturelle, et l'oisiveté comme le seul bien-être, qu'ils connaissent. On ne laisse jamais tomber ses regards, dans l'Italie méridionale sur un homme du peuple, qu'il ne tende la main pour mendier; lors même qu'il aurait les moyens de consacrer quelque

soins à sa personne, il se garde de déposer cette livrée de misère qui peut lui servir à solliciter la charité. On a peine à comprendre souvent comment les haillons dont il est couvert peuvent demeurer attachés ensemble. Dans la plupart des villes de l'État romain, un tiers de la population semble voué à la fainéantise: on se figurerait à peine le nombre d'hommes valides qu'en hiver, à Rome, on voit couchés au soleil, tandis que dans d'autres saisons ou d'autres lieux les visages pâles et maigres des mendiants ou le tremblement de la fièvre, vous font assez connaître tout ce qu'ils ont à souffrir. Cependant l'habitude endurecit le coeur de ceux qui pourraient donner. Chacun sent si bien qu'il lui est impossible de soulager, même pour un jour, la misère qu'il a incessamment sous les yeux, qu'il ne fait pas même ce qu'il pourrait faire. Au coin de chaque rue, celui qui n'est pas lui-même déguenillé, entend répéter à son oreille: 'Hò fame, muoio dalla fame', et ces mots, j'ai faim, je meurs de faim, qui dans une autre langue lui feraient une si vive impression, ne le frappent que comme une expression banale, un habit d'emprunt, revêtu ainsi que les haillons, pour exciter la commisération publique; tandis qu'il n'est que trop vrai que plusieurs souffrent réellement de la faim, que dans un pays où la terre est si prodigue et les vivres à si bas prix, plusieurs meurent réellement des dernières privations de la misère.

Mais si telle est leur dénuement, pourquoi, dira-t-on, est-il nécessaire d'appeler chaque année tant de journaliers de l'Abruzze et de la Marche? Pourquoi les journées se soustiennent-elles à un prix qui serait élevé même dans des pays où les vivres sont beaucoup plus chers? Pourquoi les 'piaz-zaiuoli', ces mendiants des carrefours, ne peuvent-ils être occupés dans la récolte qu'à recouper et ranger les pailles? Pour comprendre les calculs de l'homme du peuple, il faut le considérer tel que la société l'a fait; il faut admettre la conséquence des vices que nos institutions mêmes lui ont donnés. Tant qu'il a de l'honneur et le sentiment de son indépendance, il se soumettra à de grandes privations, il se

montrera, capable de grands efforts plutôt que de se dégrader par la mendicité; mais s'il a tendu la main une fois, il sera prêt à la tendre sans cesse; sa place est désormais, et par ce seul acte, marquée dans la société; il s'abstiendrait pendant des semaines ou des mois de recourir à la charité publique, que cette place ne changerait point. Or, l'homme sans vocation, sans avenir, qui n'est appelé que pour quelques jours, quelques semaines aux travaux des champs, sait fort bien à Rome, qu'avant la fin de l'année il faudra qu'il mendie de nouveau. Un salaire un peu plus élevé, dût-il même lui être continué quelques mois, ne le fera renoncer ni à sa saleté, ni à ses guenilles; de même que sa dégradation morale, cette dégradation extérieure est devenue pour lui une habitude, et il ne la sent plus: accumuler par prévoyance ne saurait entrer dans sa pensée, on l'a accoutumé à ne point connaître de lendemain. Restent donc seulement ses sensations physiques à comparer; avec son salaire il aura plus d'aliments, plus de boissons qu'avec les produits de la mendicité, mais il aura aussi plus de fatigue, et comme en lui refusant le travail on l'en a désaccoutumé, la fatigue est devenue pour lui une souffrance: le travail qu'on lui demande en été multiplie les chances des maladies; et lorsqu'il refuse d'aller, pour quelques paules par semaine, s'exposer aux fièvres maremmanes, qui ne le mèneront au tombeau qu'après des années de langueur, il fait sans doute un sage calcul. Pour relever le caractère du peuple, ce n'est pas le présent qu'il faut lui donner, c'est l'avenir. Quand on a mesuré sa vie à la journée, on a aussi limité ses désirs aux jouissances les plus grossières; qu'on lui rende la durée, qu'on lui fasse sentir qu'il a dans le temps un héritage, et l'on relèvera bientôt son caractère: car toutes les idées morales se lient pour lui à la prévoyance, tous les devoirs se rapportent à ce qui doit arriver un jour. Plus le Romain a été dégradé par ses institutions, et plus il faut employer des moyens énergiques pour le relever, plus il est nécessaire de donner de la solidité, de la réalité à ses espérances. Quelque désastreux effets qu'ait eus sur le caractère de l'homme de peine anglais,

non la taxe des pauvres, mais le salaire journalier qui a rendu la taxe des pauvres nécessaire, il reste cependant encore dans ses souvenirs, dans ses habitudes, assez de traces de son ancienne indépendance, assez de goût pour l'ordre et pour la propreté, assez de respect pour lui-même, pour qu'il suffise de lui faire entrevoir la probabilité d'un emploi régulier, et le ressort de son âme se relèvera, et le besoin de considération, d'indépendance, d'ordre et d'économie dirigera sa conduite. Mais le Romain a été couché trop longtemps dans la fange pour se redresser de lui-même; il n'espérera la propriété que quand il la tiendra déjà; il ne comprendra la durée du bien-être que quand il en aura joui; il ne craindra la dégradation de la mendicité que quand il aura changé tout son être. Dans le temps où le travail était toujours assuré d'une récompense, et où de grandes catastrophes, des maux qui rendaient le travail impossible réduisaient seuls un homme à demander l'aumône, peut-être l'institution des ordres mendiants naissait-elle d'une belle idée: elle appelait le respect sur l'homme assez malheureux pour devoir vivre de la charité publique: mais aujourd'hui la voie qui conduit à la mendicité est trop large et trop facile; loin d'appeler la religion à la décorer, il faut multiplier les appuis pour le pauvre, afin qu'il ne s'y laisse pas entraîner.

Un appui de ce genre, une organisation sociale qui appelait chaque citoyen à vivre sous les regards des autres, à se respecter dans les autres, existait autrefois dans l'État romain, ou plutôt existe encore, quoique cette organisation ait perdu son influence, c'était le caractère de citadins imprimé aux cultivateurs. L'agriculture, exercée par des familles qui rentrent chaque soir dans l'enceinte des villes, n'est sans doute pas sans inconvénients; elle diminue l'affection du paysan pour le sol et la diligence de ses soins; elle lui interdit plusieurs des cultures plus exposées aux petits gaspillages; elle rend presque impossible le transport des engrais, et il faut sans doute lui attribuer l'abandon de ce grand moyen de fertilité dans tout l'État romain; enfin, elle fait perdre beaucoup de temps aux hommes comme aux attelages; mais,

d'autre part, la réunion des hommes en bourgades est le plus puissant moyen de les civiliser. Elle leur enseigne qu'ils ont des intérêts communs, des devoirs à exercer les uns envers les autres; elle leur assure des services mutuels en cas d'accidents ou de maladies; elle pourvoit à la défense de leurs personnes et de leurs propriétés dans les pays de brigandage, où le gouvernement serait sans force pour les sauver; elle met à leur portée les secours médicaux, religieux, pédagogiques, auxquels les paysans dispersés dans les champs doivent presque renoncer, ou qu'ils ne peuvent obtenir du moins qu'avec une grande perte de temps et des frais considérables; enfin, elle accoutume les cultivateurs à montrer plus d'égards pour l'opinion publique, à se soumettre plus aux règles de la propreté et de la décence, et par conséquent elle leur apprend à jouir mieux de la vie et à s'en rendre plus dignes.

Dans l'état où est réduit l'Agro Romano, c'est une nécessité pour les cultivateurs d'habiter les villes. Si leurs maisons étaient dispersées dans les champs, ils y seraient sans cesse exposés à se voir dépouillés par ces vagabonds qui parcourent seuls le territoire, et qui se présentent tour à tour comme bergers, comme journaliers demandant de l'ouvrage, comme mendiants ou comme brigands. Les bourgades furent pour la plupart bâties dans un temps de plus grande opulence; ceux qui les habitent aujourd'hui auraient pris moins de soin pour la salubrité de leurs demeures, ou ne les auraient pas construites si vastes; comme ils y appellent bien rarement le charpentier ou le maçon pour les réparer, elles attristent presque toutes par leur état de dégradation. De même, dans leur intérieur, la saleté, le désordre contrastent avec les habitudes de la Toscane; toutefois, on y rencontre de même une certaine abondance des choses les plus nécessaires à la vie, une batterie de cuisine, partie en cuivre, partie en terre commune; les lits, les tables, les chaises, les armoires, attestent que le propriétaire dispose de quelque superflu, qu'il donne quelque chose à l'apparence, aussi bien qu'aux besoins réels; et si sa femme est bonne ménagère, ses armoires sont remplies de linge de corps, de table de lit, qu'elle a tissé et

filé elle-même dans les veilles d'hiver, et qu'elle travaille à augmenter sans cesse.

Mais autrefois l'aisance générale, qui aujourd'hui diminue rapidement, se manifestait encore par les costumes propres à chaque petite ville, à chaque village. Lorsque nous vîmes Rome pour la première fois, il y a trente ans, ce n'était pas un de ses moindres charmes que la variété infinie de costumes qui, dans les jours de fête, animaient le Corso, ou les processions: quelques-uns étaient remarquables par leur élégance, d'autres par leur bizarrerie, tous par une certaine prétention à la richesse. On voyait que vingt peuples divers, dont chacun était fier de ses souvenirs, et désireux de n'être point confondu avec les autres, s'étaient donné rendez-vous dans la grande capitale. Les artistes regrettent cette variété, qui faisait ressortir tant de belles physionomies; aujourd'hui le costume des mendiants semble avoir remplacé tous les autres; la pâleur, la maigreur, laissent difficilement reconnaître sur des visages défigurés par la famine ou la maladie les traits qui caractérisaient autrefois les Sabins, les Latins ou les Volsques: la race humaine, telle qu'on la voit dans les rues de Rome, s'est incontestablement abâtardie; effet inévitable des souffrances et de la fainéantise. Cette race paraît plus à son avantage dans les petites villes du Latium et de la Sabine; et en effet, autant que nous pouvons nous en fier aux informations que nous nous sommes efforcé de prendre, la nourriture y est plus abondante et plus succulente qu'à Rome. De bon pain, de la soupe, des haricots et de la 'polenta' en font la base; le cultivateur y ajoute un peu de viande les jours de fête, un peu de poisson les jours maigres: pendant l'hiver, il boit en général la 'vinella' ou l'eau fermentée sur le marc d'où l'on a extrait le vin; et le vin, qui généralement est bon et nourrissant, il le réserve pour l'été. Les manouvriers, il est vrai, sont plus mal partagés; ils travaillent à jeun jusqu'à midi, encore que les médecins recommandent de ne point s'exposer au mauvais air avec un estomac vide; ils mangent à midi un morceau de pain sec, avec quelques herbes qu'ils arrachent dans les champs, sans huile, vinaigre

ni sel; le soir, quand ils rentrent à la maison, une soupe chaude les attend, de nouveau avec du pain et du vin; c'est ce vin qui fait tout l'assaisonnement et tout le plaisir de leur nourriture. Dans ces petites villes, aussi bien qu'à Rome, les costumes nationaux ont presque absolument disparu, et ce n'est pas seulement leur effet pittoresque, mais leur influence morale que nous regrettons. Ces costumes entretenaient, entre les habitants d'une même ville, un esprit de corps, une estime réciproque, une attention constante à ne pas avilir le pays, dont on portait en quelque sorte l'uniforme. L'habitant d'Albano ou de Tivoli souffrait s'il voyait les insignes d'Albano ou de Travoli traînés par un compatriote dans la boue. Il lui tendait par orgueil une main secourable, s'il ne le faisait pas par compassion. Les costumes coûtaient plus cher que les vêtements actuels; mais ce n'est pas le pauvre qui profite des économies qu'on lui fait faire; moins son entretien lui coûte, et moins on lui paie son travail. Autant le faste du riche nous afflige, autant le réconfort du pauvre nous réjouit; car c'est toujours le même superflu qui est employé ou à flatter l'orgueil de quelques-uns, ou à répandre des jouissances parmi le grand nombre.

Nous avons cherché à faire comprendre quel est aujourd'hui l'état de cette population urbaine qui seule prend quelque part à l'agriculture de son pays natal, et qu'il est si désirable de voir étendre ses travaux, ses 'améliorations' sur une plus grande surface de terrain, et de voir en même temps augmenter et en nombre et en aisance. Nous avons vu que partout où elle a montré de l'industrie, où elle a rappelé le sol à sa fécondité, elle a dû ses progrès au partage des terres fait en sa faveur, à un partage toujours très-limité quant à son étendue, le plus souvent très-onéreux quant à ses conditions, mais qui cependant lui donnait toujours le sentiment de la propriété et de la perpétuité. Toutefois, partout où nous avons observé jusqu'ici ce partage, il était l'oeuvre du moyen âge; il était la conséquence du désir du gentilhomme de se procurer des vassaux fidèles, des soldats pour ses guerres privées. Depuis que l'indépendance féodale a cessé,

on a vu les grands propriétaires, à qui l'ambition militaire était interdite, n'écouter plus que leur cupidité ou leur jalousie envers les bourgeois qui avaient cessé d'être leurs vassaux. Dès lors ils se sont absolument refusés à faire de nouveaux partages, à se dessaisir d'aucune partie de leur propriété à titre perpétuel. Bien au contraire, ils ont repoussé avec défiance toute tentative de culture qu'on aurait pu faire sur leurs déserts; ils ont forcé successivement à les abandonner tous les métayers qui s'y trouvaient encore, et ils ont cherché à racheter, pour s'arrondir, toutes les parcelles de propriété cultivée et enclose que les petits bourgeois se montraient disposés à vendre.

Mais il nous reste à faire connaître une exception bien digne de remarque à cet esprit de corps des princes romains, un retour de l'un d'eux, presque de notre temps, à la politique du moyen âge. Dans l'ancien pays des Eques, derrière le mont Albano et sur l'un des derniers contreforts des montagnes Sabines, est situé le château de Zagarolo, à vingt-cinq milles de Rome. C'était autrefois, aussi bien que Palestrina qui est tout auprès, un fief des Colonna, mais le prince Rospigliosi en a hérité. L'air de Zagarolo est salubre, mais immédiatement au-dessous on entre dans la plaine déserte et fiévreuse. Le château contenait trois ou quatre mille habitants misérables, qui se trouvaient confinés sur un territoire beaucoup trop étroit, reste des anciennes concessions emphytéotiques des Colonna, lorsque, vers l'an 1800, les administrateurs du patrimoine Rospigliosi, séduits par le prix élevé auquel les blés étaient parvenus, consentirent à céder en emphytéose à ces habitants, des parcelles de terrain jusqu'alors désert, pour les mettre en culture. Ceux-ci, qui devaient payer alors au moins 12 écus pour un rubbio de grain, crurent gagner à promettre la même somme annuellement pour un rubbio de terre qui leur produirait au moins huit rubbi de grains à la récolte. Ils ne calculaient point scrupuleusement ce que leur coûterait leur propre travail, car ce travail n'était que rarement demandé, et c'était un gain pour eux d'être toujours sûrs de le placer. En général, cha-

que cultivateur demandait à l'agent du prince autant de rubbi de terrain qu'il comptait de membres valides dans sa famille; il les recevait dans leur état sauvage, sans clôture, sans fossés, sans arbres, ne produisant que des herbages naturels, entremêlés de ronces et de fougères: et il promettait en retour un canon annuel qui varia de 5 jusqu'à 12 écus, selon la nature du terrain et sa distance, mais qui malheureusement fut stipulé en argent et non en blé, ce qui l'a rendu fort onéreux pour les paysans quand les blés ont baissé de prix. D'autre part la concession était perpétuelle, car on ne connaît à Rome ni la limitation à quatre vies usitée en Toscane, ni le 'laudemio' pour le renouvellement du contrat. Aussitôt cependant que les habitants de Zagarolo eurent à ce titre acquis une propriété territoriale, ces mêmes hommes, qu'on avait vus dans les mauvaises années inonder les rues de Rome pour demander l'aumône, qu'on avait jugés si mous au travail, si incapables de supporter les grandes fatigues attachées à la culture dans un climat brûlant, commencèrent à défoncer le terrain et à l'ensemencer. Pendant plusieurs années ils ne pouvaient en attendre d'autre retour que les récoltes annuelles; cependant ils ne se bornèrent point au labourage, ils profitèrent, en vue de l'avenir, de tous les moments, de tous les efforts que ne requérait pas d'eux le besoin présent: ils entourèrent de clôtures leur nouvelle propriété; ils assurèrent l'écoulement des eaux; au milieu du blé ils plantèrent l'olivier, le figuier, les arbres fruitiers de tout genre, mais surtout la vigne. Pendant cinq ou six ans les grains, seuls produits de leurs champs, furent chèrement achetés par leurs sueurs, et ils durent vivre de privations, mais ils étaient soutenus par l'espérance. Au bout de ce terme les vignes entrèrent en plein rapport, et ce sont elles désormais qui paient la rente: le produit de tous les autres arbres va croissant chaque année, quoiqu'ils ne soient point arrivés encore à leur entier développement. Pendant les premières années tous les cultivateurs revenaient chaque soir coucher à Zagarolo, dans leurs anciennes mesures; mais celles-ci commencèrent bientôt à reprendre quelque apparence d'ordre et

de propreté. Plus tard, la plupart d'entre eux élevèrent, au milieu des terrains qu'ils avaient acquis, quelques cabanes en feuillage, quelques hangars où ils prenaient leurs repas, et où ils pouvaient se reposer pendant l'extrême chaleur du jour, ou se mettre à couvert pendant les orages. Ensuite plusieurs de ces cabanes ont commencé à se changer en maisons, la population est descendue dans la campagne, et ceux surtout qui auraient trop de chemin à faire, ne reviennent plus coucher à la bourgade. Cette population s'est considérablement accrue aussi bien qu'enrichie; elle passe aujourd'hui huit mille habitants. Le 'maglioramento', ou la propriété du cultivateur dans ses améliorations, se vend au moins deux fois la valeur du fonds primitif, en sorte que les pauvres habitants de Zagarolo, qu'on supposait n'avoir point de capitaux ont fixé sur le sol, dans le cours de trente années, un capital deux fois plus considérable que toute la valeur du terrain qui leur avait été aliénée. Ils ont fait à l'agriculture des avances qu'aucun des riches propriétaires du fief n'avait été dans la suite des siècles en état de faire, que le prince serait également hors d'état de faire aujourd'hui.

Comme expérience sociale, l'exploitation des campagnes de Zagarolo, par bail emphytéotique, a pleinement réussi. Une étendue considérable de terrain désert a été rendue à une riche culture par les habitants eux-mêmes du sol, et sans assistance, sans capitaux étrangers; la valeur des immeubles a triplé, la population a doublé, son aisance s'est fort accrue, les vivres qui lui manquaient ont été produits en abondance, l'oisiveté à laquelle elle était souvent condamnée a fait place à un travail constant et lucratif: les crimes sont devenus plus rares et la police plus facile et moins coûteuse; le commerce s'est proportionné à l'augmentation des produits et de la consommation, et les contributions rendent davantage. Cependant les denrées étant tombées à moitié prix de ce qu'elles valaient en 1800, les cultivateurs sont grevés de canons trop considérables. Il aurait bien mieux valu pour eux qu'ils les stipulassent en blé. Cela aurait mieux

valu même pour le prince, dont les revenus auraient été payés avec plus d'exactitude.

Le prince Rospigliosi, cependant, n'est point content. Il ne vit pas à Zagarolo; il est trop grand seigneur pour soigner lui-même l'encaissement de toutes ces petites rentes; il a donc un agent, ou plutôt un sous-agent chargé de cette perception, qui se plaint des détails infinis de cette administration, des retards qu'il éprouve dans les rentrées; et le prince déclare qu'il aimerait beaucoup mieux n'avoir qu'un moindre revenu, et le recevoir sans soucis, sans difficultés, à échéances fixes, comme le lui payait le riche 'mercante di campagna' quand il prenait à ferme ses déserts. En conséquence, quoiqu'on lui adresse tous les jours de nouvelles demandes pour obtenir de lui des terres en emphytéose, non-seulement dans la colline, mais dans la plaine, au-dessous de Zagarolo, il ne les accorde qu'avec d'extrêmes difficultés, et il n'a point introduit ce système d'exploitation dans tous les autres fiefs qui lui appartiennent.

L'un et l'autre résultat est également digne d'observation et d'étude: la manière de rendre la Campagne de Rome à la culture, d'y suffire avec la population existante, et par les seuls capitaux qu'elle possède, est trouvée; elle est fondée sur l'expérience dans le pays même, à cette époque même, avec toutes les circonstances qu'on jugeait d'avance pouvoir la rendre difficile; elle répond pleinement au but économique de l'accroissement des produits et de la richesse, au but moral de la suppression de la fainéantise, de l'accroissement du bonheur et du respect pour les lois, au but social d'élever les membres mêmes de la société romaine, au lieu d'appeler des étrangers à leur place, au but financier d'augmenter les contributions payées au souverain, et de diminuer ses dépenses. Mais ce mode d'amélioration contrarie les goûts et les habitudes plus encore que les intérêts du propriétaire de la province. Que doit-on en conclure, si ce n'est que c'est un grand malheur pour l'État quand la province a un propriétaire?

Dans notre siècle, le peuple conserve, en général, du res-

sentiment contre le pouvoir qu'exerçaient autrefois les nobles dans leurs châteaux; et la noblesse, en retour, s'irrite de ne plus trouver parmi les pauvres qui vivent ou autour d'elle ou sur ses terres, ni l'affection ni la déférence que, dans un autre temps, les vassaux montraient à leurs seigneurs; ce sont eux-mêmes cependant qui ont rompu ces anciens liens. Dans les temps vraiment féodaux, un Colonna vivait à Zagarolo, un autre à Palestrina, un autre à Montefortino; pas un des châteaux de la province n'était privé de la présence de son seigneur. Sans doute ce chef, dégagé de toute surveillance, de toute crainte, abusait quelquefois d'une autorité qui, en fait, était absolue. Il était le juge aussi bien que le capitaine de ses vassaux, et il n'y avait pas de recours contre ses injustices ou ses caprices. Mais il existait dans toute la population de son château une émulation constante; il distribuait des faveurs aussi bien que des punitions; il connaissait chacun des habitants par son nom, et il savait de quoi il était capable. Il encourageait ainsi tout au moins de certains talents, de certains mérites. En même temps que sa constante présence créait ce mouvement moral parmi ses vassaux et contribuait à les civiliser, tous les genres d'industrie villageoise étaient encouragés par le marché qu'ils trouvaient dans sa maison; les produits de la bergerie, du pailler, du jardin, du verger, étaient portés à sa cuisine; l'artisan du village était employé pour fabriquer, tout au moins pour restaurer son logement, son ameublement, ses habits, ses armes. Chacun de ses vassaux contribuait pour sa part à son revenu, mais ce revenu, il le dépensait à son tour parmi ses vassaux; sa présence enfin et celle de sa famille étaient pour tout le village, une cause continuelle de vie et de richesse: et la dame châtelaine, en accordant ses soins et ses médicaments, en répandant ses bienfaits parmi les pauvres et les malades, regagnait les coeurs de ceux mêmes qui avaient eu à se plaindre du seigneur.

Mais, à présent, qu'est-ce que le prince Rospigliosi pour les habitants de Zagarolo? un obstacle à leur félicité, et rien de plus; un homme qu'ils ne connaissent pas, qu'ils ne voient

jamais, qui n'a pas fait travailler un seul d'entre eux dans sa maison, qui n'a pas fait une dépense pour eux, et qui cependant, tour à tour, ou leur interdit de cultiver ses terres vagues, ou ne les leur concède que sous une redevance onéreuse. Cependant ce prince est peut-être un homme éclairé, bienveillant, généreux; un membre distingué de l'aristocratie romaine: ce n'est pas à lui qu'est la faute si les liens sont rompus entre les habitants de Zagarolo et lui, c'est à l'organisation de la société moderne, c'est au système tout entier qui a créé les 'latifundia', comme au temps où finit la république romaine, qui a réuni les fiefs de dix, de vingt petits seigneurs en une seule principauté, qui a concentré en une seule main des châteaux épars à plusieurs journées de distance, qui les condamne à ce que le châtelain soit toujours absent de la plupart d'entre eux, ou plutôt à ce qu'il soit absent de tous, car il est devenu Romain. Mais quand l'aristocratie s'est déracinée des campagnes, quand elle a renoncé à fleurir sur le sol d'où elle tirait sa sève, elle s'est condamnée elle-même à périr. La noblesse châtelaine avait dans les affections, dans les habitudes, dans les services mutuels une puissance indestructible; quand elle s'est réunie dans les capitales, elle a pu conserver encore une influence politique, mais bien plus artificielle. Depuis qu'elle s'est faite cosmopolite, depuis qu'elle ne songe plus qu'à jouir on briller dans tous les lieux où le plaisir l'attire, elle a achevé de rompre les liens qui lui attachaient encore les pays d'où elle tire son revenu. Si le partage des terres en propriétés tenues sous bail emphytéotique, encore qu'il assure la prospérité du pays, ne plaît pas aux propriétaires des provinces, ce n'est donc pas que ce partage soit mauvais, c'est que ces propriétaires ont besoin d'être réformés. Si le prince était moins grand seigneur, il soignerait lui-même la perception de ses canons, ou, tout au moins, il pourrait inspecter les comptes de son homme d'affaires; il entrerait mieux dans les convenances de ses censitaires, et il les exposerait moins à s'arriérer. Tout ce qui tend à concentrer toujours plus les grandes propriétés, tend aussi à appauvrir toujours plus l'État de Rome. Tout

changement dans la législation, au contraire, qui amènera graduellement le partage des grandes fortunes, contribuera à la prospérité générale du pays, et même au maintien ou à l'augmentation de l'influence de l'aristocratie sur la population pauvre. On ne conduit, on ne s'attache que ceux qu'on connaît. L'aristocratie, si puissante au moyen âge, était distribuée sur toute la surface du sol; et c'est depuis que les grands seigneurs n'appartiennent plus à aucun pays, qu'ils ont cessé partout d'avoir des inférieurs qui se dévouassent pour eux.

La législation des successions et des partages entre frères, cependant, et l'action que l'autorité souveraine devrait exercer sur les grandes fortunes, pour les rapprocher du niveau commun, ne sont point à présent notre objet. Nous nous occupons du pauvre, du cultivateur, de l'artisan, et du pauvre de Rome, plus malheureux encore, qui ne peut être ni cultivateur ni artisan. C'est pour eux que l'exemple de Zagarolo est important; c'est pour eux qu'il prouve que le remède aux maux actuels se trouve là où il s'est toujours trouvé, dans le partage des terres entre cultivateurs. Ce partage fut fait au temps des Latins, des Sabins, des Romains, sans redevance, et il créa la plus haute prospérité à laquelle ce pays soit jamais parvenu. Il fut fait au onzième et au douzième siècle, par les seigneurs des châteaux, sous l'obligation de services personnels, et il fit naître de nouveau une population agricole et guerrière; il fut fait, en 1780, par le grand-duc Léopold, contre des redevances en denrées, et il retira les marais de la Toscane de dessous les eaux; il les couvrit d'une population vigoureuse et prospérante. Ce partage fut fait en 1800 par le prince Rospigliosi, et il doubla la population et quadrupla la valeur des fonds à Zagarolo; enfin ce partage a pu, de siècle en siècle, s'exécuter sans trouble et sans porter atteinte à la propriété.

On a pu le remarquer. nous n'avons point avancé de principes abstraits; nous n'avons point voulu en déduire une théorie; nous nous sommes borné, dans cet Essai et le précédent, à l'étude des faits; nous avons voulu bien connaître la

Campagne de Rome, et ce qui, dans la suite des siècles, avait été fait pour ou contre elle. Il nous semble, en effet, que cette étude suffit, et qu'elle nous trace assez clairement ce qui reste à faire. Nous ne voyons point qu'il y ait lieu à l'hésitation: un seul but est possible, un seul but est d'accord avec la justice due aux habitants de l'État romain, avec la prudence, qui ne permet d'avancer que pas à pas; avec l'humanité, qui ne veut point hasarder aujourd'hui la santé ou le bonheur des colons, pour atteindre un bien douteux dans l'avenir. C'est le but que s'était proposé le pape Pie VII, lorsqu'il rendit son ordonnance de 1802: chercher un centre d'activité dans la population de chaque ville, et diriger cette activité d'abord sur les déserts plus rapprochés de ses murs, ensuite et successivement sur une zone toujours plus étendue, de sorte que la culture atteigne l'un après l'autre des cercles concentriques, et continue à s'étendre jusqu'à ce qu'elle rencontre celle des villes voisines.

Il nous semble aussi qu'il n'y a qu'un moyen pour atteindre ce but, celui dont l'influence a été reconnue dans tous les siècles, celui qui n'a jamais été tenté sans obtenir un plein succès: la garantie, à l'homme qui cultive, de la propriété perpétuelle du fruit de ses sueurs. Nous savons que le travail servile, comme le travail mercenaire, vaut rarement sa récompense: nous savons que la vraie richesse, la vraie force, le bonheur enfin des nations est attaché à une nombreuse population rurale; nous savons que l'amour de la propriété, la confiance dans la perpétuité, et l'intelligence de celui qui travaille pour son propre compte, triomphent de la nature la plus rebelle; nous savons, enfin, que depuis vingt siècles les 'latifundia' ont ruiné l'Italie et les provinces. Aussi, comme les tribuns de l'ancienne Rome, nous demandons la loi agraire, car ce n'est que sur un partage équitable des terres que peut être fondée la prospérité sociale; mais nous ne la demandons pas telle qu'ils la voulurent, entraînant avec elle une spoliation, puisque c'est au contraire le respect pour la propriété et sa perpétuité qui nous semblent les bases nécessaires de l'agriculture. Nous demandons tout ensemble le partage des

terres et le respect pour les droits acquis. Tout en déplorant l'étendue des propriétés territoriales dans l'État romain, nous voulons que leurs propriétaires conservent tout ce qu'ils en possèdent aujourd'hui, la valeur entière des fruits que produit naturellement cette terre. Mais nous voulons que la société rentre dans le droit qu'elle n'a jamais pu aliéner, celui d'exister; qu'elle rentre dans le droit de tirer de la terre les produits que la culture et les soins obtiendraient d'elle, et que les propriétaires actuels refusent à la race humaine. Nous admettons la distinction entre le domaine direct et le domaine utile, qui fait la base du contrat emphytéotique, et sans aller chercher ni exemples dans les autres temps, ni pratiques étrangères, nous montrons Zagarolo, et nous disons que rien n'empêche que les autres parties de l'Agro Romano soient rendues à l'agriculture, à la propriété privée, à l'intelligence et au bonheur, par le même procédé qui a si bien réussi dans celle-là.

Qu'on ne croie point que la condition des cultivateurs emphytéotes, de ceux qui acquièrent le domaine utile de la terre, tout en payant une reconnaissance annuelle aux propriétaires de son domaine direct, soit sensiblement plus mauvaise que n'était celle des cultivateurs du Latium, lorsqu'après s'être divisé ces terres qui étaient vagues autrefois, ils en conservaient l'entière propriété, sans payer de redevance à personne. La société qui veut bien consentir à ce que quelques-uns s'attribuent un droit exclusif sur la terre, que la nature avait accordée à tous, comme l'air, l'eau et le feu, a cependant toujours attaché quelque condition onéreuse à cette concession qu'elle a garantie. Le citoyen latin était obligé de porter gratuitement les armes pour sa patrie, et de la défendre contre ses voisins dans des guerres qui se renouvelaient presque toutes les années. Une telle obligation était au moins égale à une redevance pécuniaire, et ceux qui s'engageront à payer un rubbio ou un demi-rubbio de blé, par rubbio de terre au seigneur, auront acquis leurs fonds à une condition qui ne sera pas plus onéreuse que celle du partage des premiers peuples latins.

Rome, aujourd'hui même, semble moins une grande ville qu'un assemblage de pauvres villages, au milieu desquels s'élèvent de nombreux palais et des temples magnifiques. Rome, avec ses troupeaux errants dans les rues, ses fenils, ses greniers, ses caves, ses fumiers même, appelés sur toutes les places, par l'inscription, 'immondezzaio', semble une ville vouée à la culture des champs. Elle contient quarante ou cinquante mille habitants qui demandent du travail et qui ont peine à en trouver; ils sont logés dans la ville, misérablement sans doute; toutefois le couvert leur est assuré, et l'espace ne leur manque pas. Si l'on pouvait leur rendre une industrie rurale, et la modeste aisance qui en est la suite, ils trouveraient bientôt moyen de mettre à profit leur domicile, pour l'exploitation de leurs champs. C'est par ces quarante ou cinquante mille habitants qu'il faut commencer à repeupler la campagne. Il ne faut ni les déporter, ni violenter leurs habitudes, ni songer à leur bâtir des maisons, il suffit de leur donner le plus grand mobile de l'industrie, le sentiment de la propriété, et bientôt l'amour de l'ordre, de l'économie et du travail viendra à sa suite.

Moins encore convient-il de vouloir faire tout à la fois. Il n'est jamais sage de porter un grand changement dans les moeurs populaires, de s'exposer à heurter des préjugés, à briser des habitudes, dont on ne connaît point toutes les conséquences. Nous avons dit que l'Agro Romano, dans le sens propre de cette dénomination, comprenait 111,600 rubbi carrés. Sans doute, nous aimerions voir le temps où chacun des habitants indigents de Rome posséderait un de ces rubbi, mais certes, les leur distribuer à présent n'est pas ce que nous proposons de faire. Lorsque le pape Pie VII fit mesurer les terres incultes situées dans le rayon d'un mille seulement, à partir des dernières terres endossées et cultivées, il trouva qu'elles contenaient 4,792 rubbi. C'est à cette première zone que nous voudrions, pour à présent, limiter la concession de nouveaux baux emphytéotiques. L'expérience nous apprend que, jusqu'à cette distance, les vignobles, les vergers et les jardins peuvent être cultivés sans difficulté par ceux qui

ont leur domicile dans la ville. Bien plus, nous distinguerions encore entre ces terrains. Entre eux, il y en a 47 rubbi qui appartiennent au trésor public ou à la chambre apostolique, 1,860 à des fondations pieuses, et 2,885 à des laïques. Nous laisserions pour quelque temps encore les derniers intacts, tandis que l'expérience se ferait seulement sur les 1,907 rubbi dont le gouvernement pontifical peut disposer d'une manière absolue. Il a récemment permis de racheter au 4 pour cent les rentes perpétuelles dues aux fondations pieuses, et il s'en est fait payer à lui-même le capital; il montrera beaucoup plus de respect pour leur propriété, et il leur laissera plus de sécurité pour leur avenir, s'il leur conserve le domaine direct de toutes leurs terres, avec tout le revenu qu'elles en retirent annuellement, et s'il leur impose seulement la condition d'en aliéner le domaine utile, sans rien ajouter ni rien retrancher de sa rente actuelle, mais en évaluant cette rente en blé, afin de la soustraire aux variations qui pourraient tour à tour être dommageables à l'une ou à l'autre partie contractante. De cette manière, la chambre apostolique aurait à concéder 1,907 rubbi de terre, dans le rayon d'un mille à partir de Rome, en bail emphytéotique perpétuel, pour un canon annuel, qui probablement n'excéderait pas 1.200 rubbi de blé, ou deux tiers d'un rubbio de blé par rubbio de terre. Elle aurait à les partager entre cinq ou six cents familles, à raison d'un rubbio de terre par individu en âge et en condition de travailler. Comme cette opération ne serait pas très-considérable, la chambre pourrait choisir parmi ceux qui demanderaient à participer à ces avantages. et elle devrait s'attacher à ceux qui lui paraîtraient les plus intelligents pour les travaux ruraux, les plus industriels, les plus diligents et les plus à leur aise. Si l'on veut que toutes les opérations postérieures réussissent, il est surtout essentiel que les premiers colons aient un plein succès, qu'ils fassent preuve de vertu et d'industrie, et que leur choix ne puisse être entaché d'aucune idée de faveur ou de spéculation mercantile; aussi, sous aucune prétexte, ne doivent-ils obtenir plus de terres qu'ils n'en peuvent habituellement cultiver eux-mêmes avec

leurs familles. Au moment sans doute du défrichement, plusieurs d'entre eux appelleront des ouvriers à leur aide, ils offriront ainsi un salaire aux indigents, et ils feront faire aux habitants de la ville l'apprentissage des travaux ruraux. Mais cette première coopération, pour défoncer le terrain, doit être temporaire. Il ne faut pas oublier un instant que le but du partage doit être de retirer les hommes de la fainéantise, comme les champs de la jachère; que c'est un appel à l'industrie et à la diligence de l'esprit de propriété, et qu'il n'aura un plein succès qu'autant qu'il supprimera le travail mercenaire.

Dans les opérations de ce genre, il est essentiel de ne point se presser; il faut donner aux opinions populaires le temps de se former lentement; il faut que l'expérience éclaire ceux que l'étude ne formera jamais: il faut que les yeux de tous soient frappés d'un succès qu'on ne puisse pas disputer. Les cinq ou six cents métairies nouvelles ne seront pas toutes défrichées la même année; il faudra cinq ou six ans pour que les vignes qu'on y plantera commencent à correspondre aux espérances des agriculteurs. Ce ne sera guère qu'après ce terme qu'on pourra exiger des propriétaires laïques qu'ils donnent également en emphytéose perpétuelle, et aux mêmes conditions, les 2,885 rubbi de terre qui leur appartiennent dans le rayon du premier mille.

Mais, dès à présent, il faut bien leur faire entendre que la culture est la condition essentielle de la propriété; que s'ils n'effectuent pas eux-mêmes le 'miglioramento' que la société est en droit d'exiger, ils doivent s'attendre avec certitude à ce que le partage emphytéotique leur soit imposé; et en effet, ce partage doit commencer immédiatement autour de chaque petite ville, dans la même proportion qu'autour de Rome, afin que le réveil de l'activité soit partout le même. Le 'motu proprio' du pape Pie VII a suffisamment averti les propriétaires, il y a plus de trente ans, que tel était leur devoir. Ils ne remplissent aucune des conditions que la société a imposées aux vrais propriétaires; ils n'ont, d'autre part, aucune de leurs jouissances. Ils ont une rente sur la terre,

qu'ils la gardent; une rente qu'ils ont réduite eux-mêmes à la valeur des produits naturels du sol, en sorte que de sa nature elle doit décroître plutôt que s'accroître; c'est donc leur faire grâce que de la déclarer invariable; mais la société n'a consenti à l'appropriation du sol, et ne l'a prise sous sa garantie que pour encourager tous les travaux à long terme qui devaient le fertiliser. Elle a depuis longtemps acquis la preuve que ces travaux d'où dépendent la subsistance et la vie de tous, ce sont eux qui les empêchent. Ils étaient les représentants et les curateurs de la nation, ils en ont profité pour chasser la nation hors de ses foyers. Si, malgré eux, leurs terrains reçoivent enfin les améliorations qui créeront la prospérité publique, il serait absurde de prétendre que ce doit être pour leur avantage. A eux la perpétuité de ce dont ils se sont toujours contentés, aux colons à perpétuité le produit de leurs labeurs.

Les terres laïques situées dans l'enceinte du premier mille autour de Rome devront être distribuées les premières après les terres de l'Église; mais ce n'est pas à ce voisinage immédiat que la restauration de la culture doit s'arrêter. Au delà de ce cercle, les diverses corporations ecclésiastiques possèdent encore, dans l'Agro Romano, 39,999 rubbi de terre; les laïques possèdent dans le même territoire 66,314 rubbi; il faut que le partage des terres, ce partage qui n'ôtera rien à personne, qui n'entamera aucun des droits existants, s'étende successivement à toute cette province. Enfin, l'ensemble des quatre provinces qui sont au sud-est du Tibre a une surface de 2,844 milles carrés, ou 341,580 rubbi. A la droite du Tibre ou au nord-ouest, le Patrimonio a une étendue de 1,037 milles carrés, ou 124,440 rubbi. Nous ne savons point quelle part, dans cette immense étendue de territoire, appartient à l'Église, et quelle part à des princes; mais nous savons que, presque tout entière, elle est déserte et inculte, et que, tout entière, elle appelle la même législation. Partout des cultivateurs, en fécondant le sol, pourraient vivre dans une modeste abondance, si on voulait le leur permettre; leurs contributions rempliraient le trésor pontifical, tandis qu'il

s'épuise aujourd'hui à maintenir quelque espèce de police au milieu des déserts, quelques routes carrossables à une immense distance des habitations, quelque charité, quelques secours pour les pauvres, là où tous demandent, et où personne n'est en état de donner. A leur tour, les cultivateurs, par leurs besoins, par leur consommation, éveilleront l'industrie des villes et la feraient prospérer. L'État pontifical enfin se relèverait tout entier de sa désolation.

Le renouvellement de la population, dans le premier rayon d'un mille autour de Rome, rendrait sans doute plus facile toute opération tendant à la porter ensuite au delà; mais il ne faut point s'attendre à ce qu'elle s'y porte d'elle-même; il ne faut point s'attendre à ce que les propriétaires imitent volontairement l'exemple qui leur aura été donné. Sans doute, nous l'espérons, quelques-uns le feront, pour qu'il reste dans le pays quelques bons gentilshommes campagnards, quelques exemples de la grande culture bien entendue: mais la plupart ne se résoudre point d'eux-mêmes à faire ce qu'aura fait l'Église. L'intérêt qu'ils pourraient y avoir eux-mêmes est trop distant, il contrarie trop leurs habitudes et leurs goûts pour qu'ils puissent l'apprécier, et quand ils le voudraient, ils ne seront jamais assez riches pour l'exécuter. En tout pays, les biens de la noblesse sont en terres, et non en capitaux disponibles. Parmi les nobles romains, on compte bien, il est vrai, quelques capitalistes, mais ce sont justement ceux qui ont aussi le plus de terres; et c'est tout au plus si celui qui possède pour un million d'écus de terres peut disposer de cent mille écus en argent comptant. Il lui faudrait cependant trois millions d'écus pour mettre ces terres en valeur; car, nous l'avons vu, l'amélioration, 'il miglioramento', doit tripler tout au moins la valeur du sol. Aussi, tant que les possessions seront démesurément étendues, leurs propriétaires préféreront traiter avec un seul 'mercante di campagna', plutôt qu'avec deux cents, peut-être avec deux mille emphytéotes; ils préféreront le produit net et invariable de la vaine pâture à tous les fruits de la culture la plus soignée. Il est donc nécessaire que l'autorité souveraine intervienne

pour leur imposer des conditions; mais cette nécessité même doit engager le souverain à agir avec lenteur et avec de grands ménagements. Ce n'est que pour obtenir un grand avantage public qu'il peut violenter les intérêts privés: cet avantage pourrait lui être ravi par une circonstance qui ne dépend pas immédiatement de l'économie politique. Dans son état actuel, la Campagne de Rome est certainement malsaine, et aucun accroissement de richesse ne saurait compenser la formation d'une population destinée à lutter habituellement avec la fièvre, et à mourir sans avoir jamais joui de la vie. Il faut donc se garder d'accélérer trop son établissement dans les champs, car tout échec dans la colonisation tournerait l'opinion publique contre les tentatives d'amélioration. La culture du rayon d'un mille autour de Rome, par des baux emphytéotiques perpétuels, faits sous des redevances qui laissent de l'aisance au cultivateur, éclairera cependant sur les mesures à prendre ensuite. Elle enseignera aux cultivateurs eux-mêmes quel est le système de culture le plus profitable, dans leur position, loin de leur propriété; quel est le genre de vie qui peut le mieux ménager leur santé; elle enseignera quels sont les besoins du marché, quelle est la charge que peut porter le cultivateur. Elle donnera occasion d'étudier mieux les causes du mauvais air, ses modifications par la culture, et les moyens de s'en préserver. Il est probable que le résultat de ces observations confirmera, pendant longtemps encore, la préférence pour l'agriculture que nous avons nommée 'urbaine'; qu'on sentira la convenance de créer successivement des petits foyers d'amélioration dans la Campagne de Rome, des villages ou des bourgades fermées (*castelli*), pour lesquels on choisira sur les collines la situation la plus salubre, les eaux les meilleures, les abords les plus faciles. Là on rassemblera une centaine de familles, entre lesquelles on partagera le terrain environnant, ne donnant jamais à aucun plus de ce qui suffisait à l'aisance des citoyens romains, sept 'jugera' ou un 'rubbio' de terre par individu valide. Ces familles réunies dans une enceinte commune, avec leur curé et leur médecin, pourront plus aisément se protéger en commun contre toute

déprédation dans leurs champs. Elles pourront exercer quelque police les unes sur les autres, et soigner en particulier la propriété de leur demeure commune. Les maisons bâties sur un plan régulier et s'appuyant les unes contre les autres, exigeront moins de murs, moins de clôtures d'enceinte, occasionneront moins de transports que si elles étaient éparses dans les champs. Les habitants pourront plus aisément accorder et recevoir une aide mutuelle pour les travaux des champs; et si l'un d'eux éprouve quelque accident, si l'un d'eux tombe malade, il ne sera pas exposé à languir et périr dans une maison isolée, loin de toute habitation.

Le bon législateur doit songer pour son peuple aux plaisirs de la vie, presque autant qu'à ses besoins; il ne doit point oublier que le contentement est la nourriture de l'âme, et qu'il lui est nécessaire presque autant que les aliments le sont au corps. Il doit songer encore que parmi les Italiens, bien plus que parmi les autres peuples, se manifeste avec vivacité le besoin de se réunir: que la profonde tristesse de la solitude au milieu des déserts les préparerait à toutes les maladies et qu'elle les aggraverait toutes, tandis que la vie sociale dans une bourgade maintiendra la santé des nouveaux colons. Laissons faire ensuite les intérêts individuels: quand de petites colonies se seront multipliées; quand le désir d'étendre les petites exploitations sera devenu plus général; quand on commencera à vouloir cultiver des prairies artificielles, plutôt que de s'en tenir aux pâturages naturels; quand des propriétaires aisés viendront habiter les champs et diriger leur propre culture, on verra aussi les maisons descendre de la colline dans la plaine, et les cultivateurs bâtir sur leurs petites concessions comme ils bâtissent déjà autour de Zagarolo. Laissons faire!.... quand on voit la route si nettement tracée devant soi, on éprouve toujours un moment d'illusion et l'on se figure qu'il suffit de nos vœux pour nous y faire entrer. Laissons faire! hélas! il ne se fera rien du tout. Cependant après avoir fixé quelque temps les yeux sur un spectacle de désolation, on éprouve quelque soulagement à penser que le remède est à portée; qu'il ne faut point le cher-

cher dans des principes abstraits, dans une théorie non encore éprouvée, qu'il est là sous les yeux, garanti par l'expérience du temps présent, par celle de tous les temps qui ont précédé, et qu'il ne manque plus que la volonté de l'appliquer.

DOUZIÈME ESSAI.

DES COLONIES.

Nous ne nous proposons point de présenter au public, dans ces Études, un cours complet d'Économie politique, mais seulement de nous attache à quelques questions, qui nous semblent avoir été négligées par de précédents écrivains, ou traitées sans accorder une suffisante attention à leurs résultats sur le bonheur et le perfectionnement de la race humaine. On ne doit donc point s'étonner si nous en abandonnons quelques-unes, sur lesquelles nous sentons n'avoir rien de nouveau ou d'important à dire; si nous ne parlons de quelques autres qu'incidemment, tandis que nous accordons à des troisièmes une attention qui peut paraître disproportionnée. Chacun de ces Essais doit, sous quelques rapports, être considéré comme un ouvrage séparé; leur ordre est jusqu'à un certain point arbitraire, et le tout qu'ils forment ne saurait être régulier. Une seule idée cependant, ou peut-être devrions-nous dire un seul sentiment, se retrouve dans tout notre système, et c'est en lui qu'on doit en chercher l'enchaînement: nous avons voulu reporter l'attention des choses sur les hommes; ne laisser pas perdre de vue un moment que les hommes sont le but des sciences sociales, et que les choses ne doivent être considérées par ceux qui les étudient, que comme fournissant des moyens de progrès et de félicité à la race humaine. Nos devanciers, séduits par le caractère plus scientifique de toutes les abstractions, ont cru pouvoir faire de la richesse l'objet d'une science, et en considérer l'accrois-

sement on le déclin, sans tenir compte de ses effets, surtout de ses effets moraux, sur les hommes entre lesquels elle se partage. Nous nous sommes au contraire roidi contre cette métaphysique qui nous a paru décevante; nous avons évité le langage de la science, et ses définitions qui si souvent engendrent des erreurs; puis fixant nos regards sur la société humaine, nous avons veillé tous les symptômes de ses souffrances pour remonter, aussi bien que nous savions le faire, des maux qu'elle éprouvait à leurs causes.

L'homme a été appelé au travail par sa nature et sa position sur la terre; et le premier travail qui a fixé notre attention, est celui auquel nous devons toute notre substance, presque tous les plaisirs dont nous jouissons, notre existence tout entière: c'est le travail de l'agriculture; aussi nous sommes-nous occupé en première ligne des hommes qui se consacrent aux travaux des champs, qui créent la richesse territoriale. Le but de la science économique ne nous a point paru être à leur égard de leur enseigner à tirer de la terre une plus grande masse de valeur, ou de recueillir de leurs entreprises un plus grand profit net, mais de faire en sorte que la prudence dirigeât ce travail, que la charité présidât à sa distribution et à celle de ses fruits, que la justice préservât de l'oppression ceux qui l'exécutent.

Ensuite, en portant nos regards sur les sociétés prospérantes, nous avons vu presque partout que la terre manquait au laboureur, soit que les riches lui en eussent soustrait une partie pour la réserver à leurs jouissances, soit que tous les champs susceptibles de donner à l'homme des produits utiles eussent déjà été mis en culture. Lorsque ce moment est venu, ou seulement lorsqu'on se figure l'avoir atteint, les yeux de tous se dirigent vers ces régions du globe où la race humaine s'est arrêtée dans sa croissance, où ses institutions l'ont maintenue dans la barbarie et la misère, et où de vastes déserts semblent appeler les agriculteurs étrangers. Chacun alors est prêt à demander s'il n'est pas juste que ceux qui ont reçu de la nature tant de moyens pour vivre heureux et qui n'en savent pas faire usage, ceux qui possèdent un si immense su-

perflu d'une chose qu'ils semblent ne pas apprécier, en faisant part à d'autres hommes qui en éprouvent le besoin. Ainsi l'étude des développements de la richesse territoriale amène à la question des colonies; celles-ci se présentent d'abord comme un des moyens d'exploitation de cette richesse. En effet, c'est par des colonies que les hommes peuvent se distribuer sur la surface de la terre, qu'ils peuvent rétablir l'équilibre entre leur nombre et leurs besoins, qu'ils peuvent mettre en valeur ce qui était abandonné, et s'approprier l'oeuvre constante de la nature en la fécondant.

Mais quoique les colonies puissent être considérées simplement sous leur rapport chrématistique, comme moyen de créer ou d'accumuler des richesses, c'est une manière bien étroite, et par conséquent bien fautive d'envisager une des actions les plus importantes que les hommes puissent exercer sur les autres hommes, une action qui tantôt peut seconder les vues de la Providence pour le progrès ou la civilisation du genre humain, tantôt peut au contraire répandre parmi des races encore jeunes et pures les vices des sociétés vieilles. Leur influence ou pour le bien ou pour le mal est tellement énergique, les colonies ont tant contribué dans tous les temps à changer la face de la terre, que nous ne saurions nous arrêter à leur influence purement chrématistique, et que nous nous attacherons uniquement dans cet Essai à examiner ce qu'elles ont fait, ce qu'elles pouvaient faire pour le développement du genre humain, pour introduire de lieu en lieu et chez des nations nouvelles la 'bonne règle de la maison et de la cité'. Ce doit être le progrès de la civilisation, non celui de la richesse, que les nations doivent se proposer pour but dans leur action les unes sur les autres.

Lorsque nous cherchons à nous rendre compte des causes qui ont contribué à répandre parmi des hommes tous les avantages de la vie sociale, la première, la plus importante qui nous soit signalée par l'étude de l'antiquité, c'est la fondation des colonies. L'histoire de la colonisation des pays situés sur les côtes de la Méditerranée pourrait tout aussi bien s'appeler l'histoire de la civilisation du genre humain. Cette,

histoire, sans nous être connue dans tous ses détails, nous est suffisamment indiquée par tous les monuments historiques qui nous révèlent l'antiquité, pour que nous puissions en saisir l'ensemble. Presque à l'origine des temps, nous trouvons un peuple puissant, le peuple égyptien, parvenu à une grande richesse et une grande gloire par des événements qui échappent à notre investigation. Son histoire est enveloppée de nuages, mais la vie privée des habitants de l'Égypte, leurs usages, leurs arts, leur industrie, leur agriculture, ont été soumis à notre inspection; l'image en a été conservée par des monuments indestructibles, qui tout récemment encore ont été soigneusement explorés. La vie 'civile' des Egyptiens, leur vie comme membres de la grande 'cité', de la société, nous est représentée dans des tableaux qui la rendent présente à nos yeux. Nous y voyons, sans l'ombre d'un doute, qu'ils avaient déjà fait dans les arts destinés à soumettre la nature, les progrès qui nous semblent les plus propres à rendre heureuse une nombreuse population, qu'ils étaient hautement civilisés deux mille ans environ avant l'ère chrétienne. Les Égyptiens n'ont pas d'historiens qui soient parvenus jusqu'à nous, ils n'ont pas de philosophes à nous connus qui aient étudié la marche des sociétés humaines; leur action, cependant, sur leurs voisins, nous a été révélée, car le peuple qui nous a donné les plus admirables modèles dans l'art d'écrire l'histoire, le peuple qui a le mieux entendu l'art de constituer la société humaine, qui a étudié avec le plus de fruit le jeu des intérêts. des sentiments et des passions, le peuple grec, commence son histoire précisément à l'époque où fut composé ce tableau immense de la civilisation égyptienne qui a été mis récemment sous nos yeux. Les Grecs nous disent qu'à cette époque, ils étaient eux-mêmes complètement barbares, et qu'ils ont dû tous leurs progrès, tous leurs développements aux colonies des Égyptiens. Les Grecs n'ont pu connaître que très-imparfaitement cette histoire figurée de l'Égypte. que l'art de la gravure a reproduite dans toutes nos bibliothèques, et qui, jusqu'à nos jours, avait été dérobée à tous les yeux dans des asiles sacrés d'où

l'on écartait les profanes. Ils n'ont point cherché à mettre leur histoire en rapport avec ces monuments de l'ancienne Égypte, ils se sont occupés surtout d'eux-mêmes, et non des tableaux de Thèbes aux cent portes. Quoique vaniteux, quoique cherchant comme tous les peuples à répandre sur leur première origine une auréole de gloire, ce sont eux qui nous apprennent que leurs ancêtres n'étaient point sortis de l'état sauvage à l'époque de l'arrivée sur leurs rivages de l'Égyptien Inachus (environ dix-huit siècles avant Jésus-Christ). Les Grecs, disent-ils, les Pélasges n'avaient point de demeures fixes; ils étaient chasseurs et pasteurs tout ensemble; mais leur pays, coupé par des bras de mer et des montagnes, n'admettait pas la grande vie pastorale des Scythes ou Tartares et des Arabes, ni la formation des grandes sociétés. Ils ne connaissaient point tous les animaux domestiques; le cheval leur fut apporté par mer, ce fut un présent de Neptune; ils ne connaissaient aucune culture, le règne végétal leur fournissait seulement le gland et la faine des hêtres, dont ils se nourrissaient sans avoir planté les arbres qui les produisaient. L'introduction des trois grandes cultures, le froment par Cérés, l'olivier par Minerve, la vigne par Bacchus, signale sous un voile mythologique le progrès dû aux étrangers. Aucune des trois n'était connue en Grèce au temps d'Inachus; tous les arts domestiques étaient également ignorés, et les hommes ne se revêtaient que des peaux des animaux qu'ils avaient mangés.

Cet état social des Pélasges est inférieur à celui de tous les habitants de l'Asie, de tous les nègres habitants de l'Afrique, qui pratiquent les arts et l'agriculture, de tous les peuples pasteurs de ces deux parties du monde, à qui l'agriculture est interdite par la nature de leur pays, mais qui se sont cependant élevés assez haut dans la société civile; il est inférieur même à la condition des peuples chasseurs de l'Amérique, qui connaissaient tout au moins le maïs et la pomme de terre, et qui fabriquaient quelques étoffes, et il ne peut se comparer qu'à l'état des sauvages de l'Australasie. Cependant les colonies égyptiennes amenèrent les habitants du pays à la plus

haute civilisation, elles leur enseignèrent tous les arts de la vie, tous les moyens de dompter la nature. Elles ne les chassèrent point, elles ne les exterminèrent point, mais elles les admirent dans leurs sociétés nouvelles, elles les unirent avec les colons dans leurs cités; elles en firent non point des Égyptiens, mais des Grecs: la religion, le langage, les moeurs, les habillements, tout fut grec, tout appartient à la nouvelle patrie, non à l'ancienne, mais surtout l'organisation politique fut grecque. Là, seulement, on vit naître la liberté et l'amour de la patrie; là, s'alluma le flambeau qui devait éclairer l'univers.

Trois cents ans environ, dans l'histoire grecque, depuis l'arrivée d'Inachus qui fonda Argos, jusqu'à celle de Danaüs qui fut appelé à régner dans la même ville, sont remplis par les récits moitié traditionnels, moitié mythologiques, de l'arrivée de tous ces chefs, ou Égyptiens ou Phéniciens, qui chacun à leur tour fondaient une nouvelle cité, et lui apportaient en dot de nouveaux arts, de nouvelles connaissances. La Grèce transmet à la postérité les noms de ceux qui lui enseignèrent toutes les parties de l'agriculture, le travail des mines, l'art des tissus, la navigation, l'écriture, la monnaie, le commerce, la musique. Trois cents ans s'écoulèrent, mais au terme de cette période les Grecs étaient plus avancés que les Égyptiens leurs instituteurs; formant autant d'États séparés, et engagés dans une lutte continuelle, ils étaient moins puissants sans doute, ils étaient moins riches, leur société était moins stable, mais ils avaient en eux plus de vie, toutes les classes de la nation étaient plus rapprochées, plus mêlées l'une à l'autre; il y avait pour toutes plus de bonheur.

A peine la Grèce avait-elle fondu en un seul peuple les autochtones avec les colons qui lui arrivaient d'Égypte, qu'elle commença à son tour à répandre sur toutes les côtes de la Méditerranée la civilisation qu'elle venait de recevoir. Les colonies des Ioniens, des Éoliens, des Doriens, se dirigèrent vers l'Asie Mineure. D'autres vinrent fonder des cités nouvelles, dans l'Italie, dans la Sicile, sur les bords du Pont-Euxin, sur les côtes d'Afrique et sur celles de Provence.

Partout ces colonies exercèrent sur les indigènes l'heureuse influence que les Egyptiens avaient exercée sur les Grecs. Partout elles civilisèrent, partout elles enseignèrent les arts de la vie, partout elles admirent les anciens habitants à s'unir intimement avec elles, et partout, grâce à cette union, elles devancèrent bientôt leur métropole, en population, en puissance, en richesse, dans tous les arts, et même dans les développements de l'esprit. Troie, colonie grecque, était plus puissante qu'aucune des cités grecques qui se liguèrent pour sa ruine. Les colonies des Grecs dans l'Asie Mineure étaient plus riches, plus avancées dans les arts et dans la philosophie à l'époque de la guerre des Perses, que le Péloponèse, quoique leur situation leur permît d'opposer à cette puissante monarchie une moins longue résistance. Le midi de l'Italie prit le nom de Grande-Grèce, parce qu'il l'emportait en effet sur la Grèce antique par son étendue, le nombre, la richesse et la puissance de ses cités. La Sicile se couvrit de cités plus prospérantes encore; Syracuse ne l'emportait pas seulement sur Corinthe qui l'avait fondée, mais sa population égalait celle qu'on trouve dans toute l'île aujourd'hui; on assure qu'elle compta jusqu'à 1,200,000 habitants. De même Marseille l'emportait en puissance sur Phocée qui l'avait fondée, et Cyrène sur l'île de Théra, d'où étaient sortis ses premiers colons. Rome n'était pas une colonie des Grecs, mais Rome devait sa civilisation, ses lois, son langage, sa religion, à des peuples de l'Italie, éduqués par les colons de la Grèce. Rome ne se contenta point, comme avaient fait les Grecs, de porter seulement de contrée en contrée ses arts, son langage, sa religion et sa philosophie: elle voulut dominer partout où pénétraient ses armes. Les Grecs semaient sur les rivages des peuples nouveaux et indépendants; les Romains tendaient à l'unité, ils répandirent aussi leurs colonies aussi loin qu'ils portèrent leurs armes; mais ces colonies, quoiqu'elles fussent autant d'images de la grande cité, n'étaient que des garnisons du grand peuple, non des germes de peuples nouveaux. Elles aussi cependant étaient destinées à se mêler avec les indigènes, à leur communiquer tous les progrès dans

les arts et dans les sciences sociales qu'avait faits Rome, à les initier enfin dans la civilisation, et les colonies des Romains, dans tout l'ancien monde, ont achevé la première éducation du genre humain.

On croira peut-être qu'un tableau de la civilisation progressive du monde moderne, par les colonies des Européens, ne le céderait point en grandeur à celui de la colonisation antique. En effet, dans les trois derniers siècles, les Européens ont porté leurs colonies dans presque toutes les parties de la terre habitable. Ils y ont soumis des contrées qui surpassent infiniment en étendue celles d'où ils sont sortis, et ils y ont fondé des empires et des républiques dont les proportions dépassent de beaucoup celles de l'ancien monde. Cependant on ne rapproche point dans sa pensée les colonies des modernes de celles des anciens, sans qu'une première impression de vanité même la réflexion et nous avertisse que les colonies des anciens renouvelaient la race humaine, la retrempeaient, et lui faisaient commencer l'existence politique avec tous les avantages de la jeunesse; que les nôtres, au contraire naissent vieilles, avec toutes les jalousies, toute l'inquiétude, toutes les misères, tous les vices de la vieille Europe; que les colonies des anciens s'élevaient constamment dans toutes les parties de la civilisation au-dessus de ceux qui leur donnaient naissance; que les nôtres descendent aussi constamment au-dessous de leurs fondateurs; que nos colonies, déjà si grandes, sont destinées à grandir bien davantage encore, mais qu'on y chercherait vainement les vertus, le patriotisme, la vigueur, qui appartenaient au premier âge du monde.

Un regard plus attentif nous fait sentir de nouvelles différences encore. Les Grecs, et avant eux les Égyptiens, fondaient une colonie pour qu'elle fût un tout complet; nous, pour qu'elle soit une partie d'un autre empire. Ils avaient sans cesse en vue le bien même des colons; nous, le bien de la mère-patrie. Ils voulaient que la colonie se suffît à elle-même, sous le rapport de la subsistance, de la défense, du gouvernement interne, et de tous les principes de son développement; nous voulons qu'elle soit dépendante en toute

chose, qu'elle subsiste par le commerce, et que son commerce enrichisse la métropole, qu'elle soit défendue par les armes de celle-ci, obéissante à ses ordres, gouvernée par ses lieutenants, et que l'éducation même de ces nouveaux citoyens ne puisse s'accomplir que chez leurs frères aînés.

Une étude approfondie des colonies fait bientôt remarquer une autre différence plus affligeante. Les colonies des Égyptiens, des Phéniciens, des Grecs, et même des Romains, apportaient un bienfait aux contrées où elles s'établissaient; les nôtres, une calamité. Les premiers, par leur contact, civilisèrent les barbares; les Européens modernes ont partout détruit la civilisation étrangère à leurs moeurs, au milieu de laquelle ils sont venus se loger; ils ont barbarisé (qu'on nous permette cette expression) les peuples qu'ils nommaient barbares, en les forçant à renoncer à tous les arts de la vie qu'ils avaient inventés d'eux-mêmes. Ils se sont barbarisés à leur tour; car, ici l'on a vu les Européens descendre aux moeurs des peuples pasteurs; là, à celles des peuples chasseurs; partout, dans leurs relations avec les indigènes, ce sont eux qui se sont souillés par la tromperie, l'abus de la force et la cruauté; partout ils ont reculé dans les arts qu'ils avaient apportés d'Europe; leur agriculture est devenue demi-sauvage, tous leurs instruments ont été plus grossiers; toutes leurs connaissances sont restées plus incomplètes; les hommes distingués y ont été plus rares, et le niveau général de l'intelligence, comme de la moralité, est descendu au lieu de monter.

Peut-être nous opposera-t-on les succès des États-Unis, dont la prospérité paraît assez brillante pour ne point laisser regretter aux modernes le système de la colonisation antique. Les États-Unis cependant doivent peut-être leurs principaux avantages à ce que leurs premiers fondateurs se rapprochèrent bien plus des idées et des sentiments des Grecs et des Romains, que nous ne le faisons aujourd'hui. Les pèlerins de la Nouvelle-Angleterre, émigrant à la recherche de la liberté de conscience, se proposèrent avant tout de se créer une nouvelle patrie comme faisaient autrefois les Grecs; tous les autres colons,

envoyés par l'Europe, ont porté avec eux, pour seul principe, l'amour du gain; pour seule théorie, l'extension du commerce; aussi sacrifièrent-ils toujours l'avenir au présent, et semèrent-ils dans la colonie nouvelle, dès sa naissance, des germes de dissolution. Nous n'aurons que trop d'occasions de remarquer que ces germes se sont à leur tour développés aux États-Unis.

Cherchons à mieux reconnaître l'opposition entre les principes des Grecs, lorsqu'ils fondaient une colonie, et les nôtres. Les Grecs, en se transportant dans une région nouvelle, voulaient que leur colonie représentât le type originaire de leur société, la cité: lorsque nous en fondons une, elle représente le type originaire de la nôtre, l'empire. Ils concentraient toute leur existence politique sur un seul point: nous disséminons la nôtre sur tout un territoire. Ce n'est point ici l'occasion d'examiner lequel vaut le mieux pour le bonheur, pour la vertu, pour le progrès de l'intelligence, des petites républiques de l'antiquité, ou de nos grandes monarchies. Chaque nation est entraînée, par des circonstances qui dominent la race tout entière, à chercher la force ou l'indépendance dans une certaine proportion de puissance avec les autres nations, qui, faute de cet équilibre, pourraient être tentées d'abuser de leur pouvoir. Mais, à la naissance des peuples, à la naissance des associations, on a plus de liberté pour profiter des leçons de l'expérience; c'est aux colons seulement que nous pouvons dire que, pour que le besoin mutuel les réunisse, pour que la fraternité s'établisse entre des aventuriers, souvent rassemblés par le seul hasard, il faut qu'ils commencent par être petits, il faut qu'ils se sentent faibles entre des étrangers, car le pouvoir les rendrait arrogants et menaçants; il faut que leur position les force à ménager la bienveillance des aborigènes. qu'ils s'efforcent de se les associer, au lieu de les traiter en sauvages, et qu'ils se gardent surtout de ne leur apporter, de la civilisation, autre chose que les arts de la guerre pour les exterminer. La première attention des Égyptiens, des Phéniciens, puis des Grecs et des Romains, en fondant une colonie, était le

choix du site où ils bâtiraient leur nouvelle cité; car c'était dans des cités qu'ils voulaient vivre, c'était par des cités qu'ils répandaient les arts de la vie des villes, ou la civilisation (1). Le site de la cité devait être naturellement assez fort pour que son enceinte pût être facilement défendue, et pour que ses habitants pussent, sans le secours de la mère-patrie, résister aux attaques subites de ceux au milieu desquels ils venaient s'établir. Mais cette résistance supposait aussi que les colons pourraient aisément se rassembler pour prendre les armes, que l'appel de la trompette, qui répondait alors à nos cloches d'alarme, suffirait pour les faire accourir de toutes les parties du territoire dont ils se mettaient en possession. De cette circonstance seule découlaient d'importantes modifications dans toute leur économie. Et premièrement leur territoire devait être fort circonscrit. Le plus souvent c'était un désert qu'ils avaient acquis légitimement des aborigènes et d'une manière pacifique, et ce premier contrat n'était point, comme ceux des colons modernes, sans cesse interprété, sans cesse modifié par la fraude ou par la violence. Les colons sentaient bien qu'ils ne pouvaient pas, qu'ils ne devaient pas s'écarter de leur ville, de leur seule retraite; ils n'avaient aucune tentation d'usurper une plus grande étendue de champs, et cette cupidité, qui de nos jours met les Européens aux prises avec les indigènes, était sans action sur eux. Les colons, faibles, peu nombreux, et complètement abandonnés à eux-mêmes (car la mère-patrie ne songeait point à les défendre), avaient soin de bâtir toutes leurs maisons dans l'enceinte étroite de la cité. La nuit ils reposaient sous une garde commune, le jour seul ils pouvaient se répandre dans les champs pour les travaux ruraux. De cette circonstance leur agriculture recevait le caractère de celle de la Provence ou de l'Espagne, où l'on ne voit point de fermes, point de maisons dispersées dans les champs, et où tous les cultivateurs, avec tout leur bétail, sont enfermés dans la bourgade. Ce système agricole a certainement de graves inconvénients;

(1) De civitas, cité, sont venus les mots civis, civilis, civilisatio.

il multiplie les travaux du laboureur et de son bétail; il ne lui permet guère d'étudier son terrain ou de lui demander d'abondantes récoltes; il ne l'encourage point à planter ses champs à les orner, à éprouver pour eux de l'affection. Mais l'influence de ce système sur l'homme est plus importante que celle sur la création de la richesse. Or, le sentiment de la vie sociale, de la vie civile, est celui de tous qu'il importe le plus de maintenir chez les colons, et les habitants ruraux des bourgades demeureront bien plus civilisés que s'ils étaient épars dans les champs. Par elle-même, l'entreprise de fonder une colonie relâche le lien social. Ce sont toujours les esprits les plus indépendants, les plus fiers, les plus indociles, qui s'engagent dans ce projet aventureux. Souvent ce sont ceux qui ne pouvaient supporter le joug des lois dans la mère-patrie, malgré leur autorité antique et la puissance des habitudes. Ces mêmes hommes sont bien moins disposés encore à l'obéissance dans un État tout nouveau, où aucun préjugé ne prête son appui à l'ordre, où aucune habitude n'est enracinée. Il faut bien se garder de leur permettre de se disperser dans les déserts, car s'ils peuvent établir leur habitation à une grande distance de tous leurs frères, bientôt ils ne reconnaîtront plus d'autres lois que leurs propres caprices, d'autres juges que leurs ressentiments, leur orgueil offensé ou leurs autres passions. Chaque père sera un petit tyran dans sa famille; étranger à la société de ses égaux, il exigera l'obéissance implicite de sa femme et de ses enfants; l'art de persuader lui sera inutile, l'art de la conversation ne lui présentera ni attrait ni récompense; il ne connaîtra d'autre plaisir que ceux des sens, et l'ivresse lui tiendra lieu de tous les développements de l'esprit. Si par hasard il naît une querelle entre lui et quelqu'un de ses voisins, il sait bien qu'aucun témoin ne les verra, qu'aucun pacificateur ne pourra accourir à son aide, qu'aucune enquête n'est possible; il cherchera donc à se défaire de son adversaire, ou, s'il est sans armes, à lui arracher les yeux à la manière américaine, pour en finir, pour n'être pas tourmenté de ses plaintes, pour n'être pas condamné par son témoignage, à supposer encore

qu'il veuille se soumettre à des tribunaux qui ne peuvent pas l'atteindre. Quelle que soit originellement la culture de son esprit ou la douceur de son caractère, il arrivera très-vite à la condition du 'backwoodman', du colon des forêts reculées, tel qu'on le voit en Amérique; à cette existence solitaire, brutale, violente, qui détruit toute vraie civilisation, toute sympathie avec les autres hommes, mais qui conserve toutes les qualités avec lesquelles on peut élever sa fortune, telle que la force du corps, l'adresse, l'esprit d'entreprise, et surtout l'esprit de calcul et la cupidité.

Mais, dans la colonie grecque, l'homme était sans cesse en présence de l'homme, il devait à ses concitoyens, à ses compagnons d'aventure, le compte de tous ses instants. Il ne se hasardait point au loin sans que son absence fût remarquée, il ne pouvait se livrer à aucun excès sans que son ivresse, ses emportements, ses actes de tyrannie fussent connus de tous, et le soumissent à l'animadversion publique; il ne pouvait enfin commettre un homicide, et se flatter d'échapper aux lois, soit qu'un de ses compatriotes ou un aborigène fût sa victime. La colonie, il est vrai, n'avait aucune force pour le poursuivre hors de son territoire, mais il avait lui-même un besoin si constant du gouvernement colonial, qu'il revenait sans cesse se mettre sous son aile, et ce gouvernement, qui connaissait sa propre faiblesse et le besoin qu'il avait de ses voisins, regardait une querelle avec les aborigènes comme une offense publique. Si le délinquant prenait le parti de ne point rentrer le soir dans sa maison, de se soustraire aux tribunaux de sa nouvelle patrie, il fallait qu'il s'en éloignât pour jamais, et un exil éternel, chez les anciens, était regardé comme le dernier supplice.

Dans les colonies modernes, une immense étendue de terres fertiles semblent abandonnées au premier occupant, et le colon, comptant sur la protection toute-puissante de la mère-patrie, s'en attribue une part qui n'est en proportion ni avec ses forces physiques pour les travailler, ni avec ses capitaux pour les améliorer, ni avec ses besoins pour en consommer les fruits. Le colon de l'antiquité, qui ne comp-

tait que sur lui-même et sur ses compagnons d'aventure, ne désirait point posséder des champs d'où il ne pût pas entendre la trompette guerrière qui l'appellerait à défendre sa cité, et l'autorité coloniale fondait sur ce principe la division des terres qu'elle avait acquises. Il fallait que tous y eussent une part à peu près égale, puisqu'il fallait que tous fussent toujours à portée des murs; les divisions s'étendaient comme les sections d'un cercle, les champs étaient les plus rapprochés de l'enceinte fortifiée; au delà la colonie possédait encore une zone de pâturages, où l'on pouvait apercevoir de loin l'approche de l'ennemi. Ainsi, quelle que pût être la richesse inégale des associés, un intérêt supérieur, la sûreté de tous, ramenait à l'égalité la division territoriale. On ne demandait point à chaque chef de famille d'acheter sa nouvelle terre; la distribution était gratuite; tout au plus elle se proportionnait à la force de chaque famille pour cultiver la terre et pour la défendre; à ses besoins pour en consommer les fruits. Aussi, dès leur arrivée, les colons, limités par l'espace, étaient forcés d'introduire dans leurs champs la culture qui convient aux terres de la plus haute valeur; ils y importaient toutes les pratiques de la science rurale la plus avancée dans leur mère-patrie, et c'est ainsi qu'ils enseignaient leur art aux sauvages. Les nôtres, au contraire, apprennent d'eux le leur. Maîtres tout à coup d'une immense quantité de terres qu'ils tiennent, ou du droit de l'épée, ou d'un achat fait aux actionnaires, ils ne sont ménagers d'aucun des bienfaits de la nature. Ils éclaircissent les forêts par l'incendie, ou en écorçant les arbres, pour les laisser pourrir sur place; ils abandonnent tout système d'engrais, de bonification, de rotation de récoltes; ils s'attachent à quelques points privilégiés du sol, auxquels ils sacrifient tous les autres; ils le fatiguent par une succession de récoltes épuisantes, et ils réduisent bientôt les terrains les plus riches à la stérilité. Toutes les vastes et belles contrées qui bordent l'Atlantique, ces campagnes dont la fertilité étonnait les Européens quand ils y abordèrent pour la première fois, ont été ruinées de cette manière par la cupidité du cultivateur, qui sacrifiait l'avenir au présent.

Le colon, instruit par l'Américain dans l'art de détruire, ne songeait pas même à l'imiter dans l'art de conserver. La même faute se répète encore aujourd'hui au cap de Bonne-Espérance, à la Nouvelle-Hollande, à la Terre de Van-Diemen; c'est par quatre cents et par huit cents acres qu'on distribue la terre dans ces nouvelles colonies. On veut commencer par des fermes aussi étendues que celles que les plus riches fermiers anglais soumettent à la culture qui demande le plus d'avances, et on les donne cependant à des hommes presque sans capitaux, qui seront nécessairement entraînés à les cultiver, comme ont fait leurs aînés sur les bords de l'Atlantique, en vue du présent, et sans aucune pensée de l'avenir. De même, dans les projets de colonisation pour Alger, nous n'avons entendu parler que de grandes compagnies d'actionnaires et de grandes fermes, tandis qu'il fallait surtout songer aux habitudes du cultivateur arabe, aux moyens de l'associer avec l'Européen, et de lui rendre cette association profitable, aux perfectionnements à apporter à l'industrie du pays, et non à son bouleversement. Si en effet les terres conquises en Afrique sont ôtées aux cultivateurs indigènes pour être livrées à des spéculateurs, à des gens pressés de jouir, pressés de détruire, et incapables de rien créer, l'agriculture, loin d'avancer, reculera du point où l'avaient portée les Arabes.

Les colonies grecques se composaient d'hommes de condition libre, mais sortis de tous les rangs de la société, et elles étaient conduites, dans les temps héroïques, par des fils de rois, plus tard par des eupatrides, ou citoyens de la plus illustre naissance; cependant la conséquence nécessaire de leur entreprise était d'établir entre les colons une très-grande égalité. Ceux qui s'engageaient dans ces expéditions aventureuses n'emportaient point de fortune avec eux, et ils ne songeaient point non plus à y faire leur fortune. Ce n'est pas qu'ils renonçassent à l'ambition; ils se flattaient de se distinguer au premier rang parmi leurs concitoyens, dans les conseils ou à la guerre. Ils se flattaient de devenir grands par leur éloquence, leur prudence ou leur valeur, jamais de devenir ri-

ches. Sur le sol de leur nouvelle patrie ils ne devaient compter pour vivre que sur le travail de leurs mains; ils recevaient, comme tous les autres, leur part dans les champs coloniaux; ils devaient les cultiver sans domestiques, sans journaliers, sans esclaves: car la société nouvelle, entourée d'ennemis ou de jaloux, ne consentait pas à rassembler aussi dans son sein des ennemis domestiques. Chez les petits peuples de l'antiquité, au temps de leur indépendance mutuelle, l'esclavage n'était encore qu'un accident du droit de guerre, et non une organisation industrielle; c'est pour cela qu'il n'avait point encore déshonoré le travail. Les plus grands citoyens de la colonie ne se refusaient donc point au travail manuel; mais il fallait que ce travail ne remplît pas tout leur temps, car ils en devaient une grande partie à leur nouvelle patrie pour son administration, son instruction et sa défense. Toutefois, dans un pays où le laboureur n'a point de fermage à payer, où l'État n'a point de dettes, où une part dans le produit du travail des générations naissantes n'a point été hypothéquée ou vendue d'avance par leurs pères à leurs créanciers, dans un pays en même temps où les mœurs sont simples et où le luxe est inconnu, l'industrie rurale produit fort au delà de l'entretien de ceux qui l'exercent. Si aujourd'hui le laboureur peut vivre sur la moitié de ses récoltes, en cédant l'autre moitié à son maître, autrefois le laboureur propriétaire vivait sur le travail de la moitié de la semaine ou de la journée, et pouvait en consacrer l'autre moitié au service du public. Ainsi les riches de la mère-patrie avaient cessé d'être riches dans la colonie, mais les pauvres avaient de leur côté cessé d'être pauvres; les uns comme les autres vivaient du travail de leurs mains, mais d'un travail que la nature récompensait libéralement. Les uns comme les autres étaient appelés à un exercice habituel de toutes leurs facultés corporelles, mais ils n'exerçaient pas moins habituellement toutes les facultés de leur esprit. Le gouvernement d'une colonie participait plus de la démocratie que celui d'aucun ancien État; il le devait, il le pouvait faire sans danger. Les conditions diverses des citoyens, chez ces petits peuples, n'agis-

saient point comme chez nous ou comme dans nos colonies, par une rivalité universelle des unes contre les autres; mais au contraire toutes sentaient un intérêt commun, qui se rapportait toujours aux aborigènes. Le commerce avec ceux-ci devait seul nourrir la colonie dans ses commencements; les moyens de gagner leur amitié, d'obtenir leur confiance, d'établir entre eux et les colons des signes communs, un langage de convention, étaient l'affaire de tous, l'intérêt urgent de tous. En même temps, c'était des aborigènes que pouvaient venir tous les dangers; la vigilance sur eux, la défense contre eux, en cas de querelle subite, étaient aussi des intérêts que tous sentaient également. Lorsqu'ils étaient partis de leur mère-patrie, quelques fils d'hommes illustres, quelques fils d'hommes riches, avaient probablement emporté avec eux quelque orgueil de naissance ou de famille, quelque sentiment de leur supériorité, et si cette supériorité s'unissait à une éducation plus soignée, aux habitudes et à l'expérience du monde, aux traditions de leurs pères, aux talents enfin, elle était reconnue, elle était appréciée, car elle était utile à tous. Elle flattait même l'imagination populaire, car c'est dans un pays où tout est neuf, où tout est naissant, que les souvenirs de l'antiquité deviennent le plus chers. Mais le moindre colon, le moindre cultivateur avait cependant un intérêt identique avec cet 'eupatride'. Comme lui il servait la patrie par sa vigilance, et il la défendait de son bras; comme lui il était admis aux conseils où le peuple naissant délibérait sur l'existence de tous. Plus le cercle était étroit, plus la confiance était intime, plus l'homme du peuple recevait de l'homme bien né auquel il se trouvait associé, la puissante éducation des circonstances et de l'action commune. Nous nous sommes accoutumés, de nos jours, à confondre l'instruction avec l'influence des livres; la grande instruction, cependant, l'instruction fructifiante est l'action de l'homme sur l'homme. Tous les intérêts sociaux étaient à leur tour débattus dans 'l'Agora', tous les exemples étaient mis sous les yeux de tous, tous les caractères se développaient en quelque sorte en public, et l'étude de l'homme, l'étude philosophique des

passions et des intérêts humains était accessible au plus pauvre comme au plus riche. Les finesses, les délicatesses de la langue ne marquaient point les conditions, car tous s'étudiaient à la parler avec la même pureté; si de loin en loin quelques livres accroissaient le fonds de l'instruction commune, leur effet était populaire: c'était à la Grèce assemblée qu'Hérodote avait lu son histoire. Nous avons prétendu aussi de nos jours à la démocratie; mais le premier élément des cités grecques nous manquait, l'égalité de condition qui résultait de leur organisation économique, égalité qui n'était nulle part plus grande que dans les colonies naissantes.

La communauté des intérêts, le rapprochement intime de tous les citoyens, et leur constante action les uns sur les autres, faisaient des colonies de l'antiquité comme une école d'enseignement mutuel. Les connaissances que quelques hommes supérieurs y avaient apportées se répandaient bientôt dans toute la masse de la petite nation, par un contact continuel, par un échange journalier de toutes les observations, de toutes les pensées. Ce qu'un seul savait, tous le savaient, tous le pratiquaient, tous l'enseignaient aux aborigènes: c'est ainsi que la culture du blé, de l'olivier, de la vigne, que le travail des métaux, celui des tisserands, que l'alphabet et l'art d'écrire, la monnaie, le calcul, la musique, étaient successivement introduits dans des pays nouveaux, et que la tradition ou la mythologie conservait la trace de ces grands bienfaits; chacun était attribué à un seul héros, à un seul être demi-fabuleux, mais tous ses compagnons devenaient avec lui les instituteurs des nations, parce que le talent, la supériorité, la bienveillance de chaque chef, étaient réfléchis par tous les membres associés à lui dans la société naissante.

Combien l'action de nos colonies modernes forme un contraste affligeant avec celle de ces colonies antiques, civilisatrices du genre humain! Nos colons en partant des rivages de la mère-patrie, ne forment point une société choisie, associée pour courir les mêmes hasards, et s'unissant sous la foi d'être toujours prêts à s'exposer, chacun pour tous, tous pour un

seul. Il n'y a entre eux ni fraternité, ni confiance, il ne saurait y en avoir. Les colons sont, pour la plupart, des hommes qui ont éprouvé dans le monde, ou des revers, ou tout au moins de grands chagrins. Ils partent d'Europe avec une fortune ruinée, un crédit ébranlé par des malheurs qu'on est toujours disposé à attribuer à leur imprudence; ils vont chercher un monde nouveau, où ils puissent oublier l'ancien, et où ils puissent eux-mêmes demeurer inconnus. Ce sont encore des esprits inquiets, qui repoussent avec amertume les formes du vieux monde, et qui ne sauraient se contenter de la place qui leur y est réservée. Ce sont aussi des aventuriers avides de fortune, qui, ne voulant point se fier aux chances ordinaires de l'industrie et de l'agriculture, traitent la destinée comme un jeu de hasard, et exposent leur vie et leur fortune sur des chances qui, parce qu'elles sont inconnues, leur paraissent immenses. Cette troupe mélangée, déjà si peu digne de confiance, est encore grossie par les rebuts de la vieille société, qu'elle rejette avec dégoût sur la nouvelle. Les mauvais sujets auxquels leur famille veut épargner l'ignominie d'une poursuite judiciaire, obtiennent par faveur de pouvoir passer aux colonies; les garnisons qu'on y envoie se composent de régiments 'disciplinaires', qu'on recrute de tous les soldats que leurs folies, leurs vices, leurs crimes quelquefois, font repousser des autres régiments. Les employés de finances, les officiers de justice, les magistrats, le gouverneur lui-même, sont le plus souvent envoyés aux colonies comme dans un honorable exil. Les plus éminents ont été écartés de la cour, parce que leur crédit était déchu; d'autres des chambres législatives, parce qu'on y redoutait leur opposition. Quelques-uns ont été soustraits aux yeux du public, auquel ils commençaient à devenir odieux; d'autres ont été écartées pour empêcher des enquêtes qui auraient pu les perdre; tous enfin ont été choisis non comme étant les plus propres à la colonie, mais comme se trouvant ou étant trouvés de trop dans leur vieux pays. Enfin, dans cette énumération affligeante de tant d'éléments de désordres, de vices et de crimes, nous n'avons point encore compris la classe que l'Europe n'a pu y ajouter

sans une offense cruelle à l'humanité, les déportés, ces hommes flétris par un jugement infamant, et qu'on envoie inoculer le crime à une nation nouvelle, lorsqu'on constitue ce qu'on désigne par un nom qui fait frémir, une 'colonie pénale'. Est-il étrange que des hommes qui sont signalés les uns aux autres comme appartenant à des classes toutes suspectes, quoique à des degrés divers, au lieu de se rechercher, s'évitent; qu'aussitôt qu'ils sont arrivés sur le vaste continent ouvert à leurs entreprises, ils se dispersent sur toute son étendue? Ceux qui sentent dans leur cœur l'amour de l'honneur et du devoir savent bien que leur contact avec leurs compagnons d'aventure peut les souiller, peut les compromettre, mais ne leur apprendra rien de bon. Ceux qui ont à faire oublier leur passé évitent les regards des hommes; ceux qui sentent que leur conduite présente ne supporterait pas l'examen, les évitent davantage encore. Toute l'influence bienfaisante de la société humaine est donc perdue pour eux tous; cependant l'influence corruptrice demeure, car les colons ne vivent point absolument seuls. Les plus riches, les plus civilisés, sont obligés de s'associer à leurs inférieurs pour les opérations manuelles de leur établissement, et ils empruntent toujours quelque chose de leur langage, de leur grossièreté et de leurs vices. Même dans les colonies pénales, quelle que soit la répugnance des propriétaires à se rapprocher des condamnés, comme ils font faire par eux presque tous leurs travaux, il faut bien qu'ils traitent avec eux, qu'ils leur accordent quelque confiance, et que les estimant d'après leur plus grand ou moindre endurcissement dans le crime, ils regardent presque comme un honnête homme celui qui n'a été séduit qu'une ou deux fois. L'effet corrupteur de la présence habituelle des êtres corrompus est inévitable; le poison se répand également sur ceux qui les haïssent et sur ceux qui les excusent. L'homme qui ne verrait dans ces condamnés, dont il est sans cesse entouré, que des objets de dégoût ou d'aversion, qui perdrait toute sympathie pour la figure humaine, toute pitié pour la douleur, toute foi dans l'expression du sentiment, aurait éprouvé une contagion morale bien

plus fâcheuse encore que celui qui se serait accoutumé à voir avec indulgence le vice ou le crime. Ainsi ces êtres dégradés, qui ne peuvent naître que dans la fange des grandes villes, qui ont perdu tout sentiment moral, et qui ne distinguent plus le juste et l'honnête, introduisent aux lieux où on les déporte un foyer de corruption qui se développera aussi longtemps qu'ils vivront. Des siècles n'étoufferont peut être pas ces germes funestes du vice, que nous avons barbarement portés dans des établissements destinés à prendre un accroissement rapide. Nous avons greffé le plus poissonneux des fruits sur le jeune saugeon dont la pousse vigoureuse promettait un grand arbre aux générations futures.

Ce ne sont pas seulement les colonies pénales qui ont transplanté dans des terres vierges les crimes et les vices des pays qui ont traversé la civilisation. L'histoire des colonies européennes nous montre partout également l'homme civilisé abusant de la supériorité de ses forces et de son influence pour dépouiller l'aborigène, pour le forcer à la guerre, pour le corrompre et pour l'exterminer. Les Grecs, par leurs colonies sur toute l'étendue des côtes de la Méditerranée, fixèrent partout les peuples errants; ils rappelèrent à l'agriculture, puis aux arts et au commerce, les peuples chasseurs et pasteurs; ils leur enseignèrent la science du gouvernement et l'amour de la liberté; ils substituèrent à un culte sombre et sanglant, au pouvoir jaloux et oppressif des corporations de prêtres, le culte des héros bienfaiteurs de l'humanité, qui étaient les dieux de la Grèce; ils ouvrirent enfin les esprits à une philosophie qui devait plus tard réformer et épurer une religion déjà réformatrice. Par tous ces bienfaits les Grecs déterminèrent un accroissement de la population, et d'une population heureuse, qui passe notre compréhension. La Grande-Grèce, la Sicile et l'Asie-Mineure comptèrent des milliers de cités, auxquelles aucune ville de province de nos plus grands empires ne pourrait se comparer. En même temps la population des aborigènes, enrichis des arts de la Grèce, s'accroissait avec une rapidité non moins surprenante, et la civilisation s'étendait dans des régions où le peuple ci-

vilisateur n'avait jamais porté ses pas. De nos jours, au contraire, partout où les Européens se sont établis, ils ont détruit la civilisation préexistante. On a vu disparaître par leur contact, d'abord tous les rangs élevés dans la société indigène, puis tous les arts perfectionnés et l'agriculture que pratiquaient avant eux les naturels du pays, puis toutes les vertus natives, et enfin la race elle-même. C'est un fait aujourd'hui qui n'admet pas de doute, et qu'on nous présente même comme une loi de la nature, comme une nécessité, que partout où la race blanche se trouve en contact avec une race indigène, celle-ci doit disparaître dans le cours de peu de générations.

Quand les Espagnols abordèrent sur les côtes du Nouveau-Monde, ils les trouvèrent presque également partagées entre des peuples encore barbares, et des peuples qui avaient fait déjà de grands progrès dans la civilisation. Les plus avancés entre ceux-ci étaient les habitants des Antilles et ceux des deux grands empires du Mexique et du Pérou. Ceux-ci montraient quel développement la race rouge qui peuple toute l'Amérique était susceptible d'acquérir par elle-même, et sans assistance étrangère. Les peuplades, autrefois errantes, s'étaient fixées depuis longtemps. Elles n'avaient trouvé dans le Nouveau-Monde que bien peu d'espèces d'animaux susceptibles d'être apprivoisés, aussi n'avaient-elles point essayé de la vie pastorale, mais elles avaient eu plus de succès en étendant leur domination sur le règne végétal; elles s'étaient procuré par l'agriculture une subsistance très-abondante; en effet une population nombreuse et heureuse couvrait et fertilisait les campagnes, en même temps qu'une classe vouée aux arts avait bâti de grandes villes. Entre les tropiques, un espace bien moins étendu que celui qui est requis dans les régions tempérées suffit, avec bien moins de travail, à fournir la nourriture de l'homme. Dans les 'tierras calientes' (terres chaudes des bords de la mer), de même que dans les îles, une plantation de bananes, un 'platanar' qui n'occupe que cent mètres carrés, donne par année plus de quatre mille livres de poids de substance nourrissante, tandis que le même es-

pace donnerait à peine trente livres de blé en France. Une plantation de manioc, d'où l'on extrait la cassave, demande, il est vrai, plus de travail et plus de temps, mais elle fournit une substance aussi abondante et plus nourrissante que la banane. La culture de toutes les productions des tropiques était pratiquée dans les îles avec intelligence; elle y entretenait une population prodigieusement nombreuse, qui, avec peu de besoins et beaucoup de loisir, passait sa vie dans les fêtes et la joie. La population du Mexique et du Pérou, surtout dans les 'tierras templadas', et les 'tierras frias' (les terres tempérées et froides des montagnes), avait besoin d'un travail plus constant, soit pour asservir la nature, soit pour soutenir le luxe politique et religieux de ces deux empires; le maïs et la pomme de terre formaient la base de la nourriture du peuple, mais en même temps une variété infinie de fruits et de fleurs multipliait les jouissances de l'homme. Les bateaux des jardiniers, qui, par le lac, arrivaient à Mexico, étalaient, comme ils font encore, toutes les pompes de cette riche végétation. Les plantations de maquay (*Agave americana*), d'où l'on extrait le 'pulque' ou le vin du Mexique, remplaçaient nos vignes. Des manufactures adaptées aux besoins du peuple s'étaient multipliées dans les villes, une cour qui aimait l'éclat, des grands, fiers de leur richesse, et une religion qui s'entourait de pompe, avaient dirigé l'industrie vers les jouissances du luxe. Au Pérou, un système d'irrigation admirablement conçu, et exécuté avec autant d'art que de magnificence, répandait la fertilité sur une vaste contrée, entre les Andes et la mer, qui aujourd'hui est brûlée par le soleil, depuis que les Espagnols ont détruit les canaux d'arrosage des Incas. La race rouge, tant au Mexique qu'au Pérou, avait désiré perpétuer la mémoire de ses hauts faits et de ses découvertes, et elle avait inventé pour cela une écriture hiéroglyphique. Elle avait également découvert l'art d'extraire des mines et de travailler quelques métaux, et pour son malheur elle se parait d'ornements d'or et d'argent qui excitèrent la cupidité des premiers colons espagnols

Nous n'avons point l'intention de retracer ici l'épouvantable conduite de ces Espagnols dans le Nouveau-Monde; l'opinion publique l'a flétrie à jamais. Qu'il nous suffise de dire que si l'on considère et le nombre de leurs victimes et la durée des tourments qu'ils leur infligèrent, leur forfait dépasse tous les forfaits qui souillèrent l'histoire de la race humaine. Dans l'ivresse de la victoire, quelques conquérants tartares donnèrent l'ordre épouvantable de massacrer tous les habitants d'une ville, d'une province même, pour élever avec leurs têtes de hideuses pyramides en souvenir de leur victoire; mais la cupide férocité espagnole a coûté bien plus de vies encore à l'humanité; elle les a dévorées par un supplice bien plus atroce, bien plus prolongé; elle les a sacrifiées sans provocation, et dans le calme d'un avare calcul. Les paisibles habitants de ces contrées furent tous condamnés également au travail des mines; ils furent contraints à un exercice qui surpassait leurs forces, tandis qu'on ne leur allouait qu'une nourriture insuffisante; ils y furent poussés par le fouet de leurs inspecteurs, malgré la débilité, les plaies, les maladies, et ils ne trouvèrent de relâche à cet horrible supplice que dans la mort, qui ne se faisait pas longtemps attendre. La dépopulation marchait avec une si étrange rapidité, que dans le cours d'une seule génération la race rouge disparut aux Antilles; la population de Saint-Dominique passait seule, cependant, un million d'habitants; Cuba en avait au moins autant, toutes les autres îles à proportion. Parmi les Caraïbes, quelques milliers d'hommes de cette race infortunée échappèrent à l'extermination; mais ce furent ceux-là seulement qui, aigris par la souffrance et perdant tout espoir, ne gardèrent plus de demeures fixes; ils abandonnèrent l'agriculture, renoncèrent à leur civilisation, et se jetèrent dans la vie sauvage. Les habitants du Mexique et du Pérou n'avaient pas été soumis à une oppression moins épouvantable; mais soit que la race des habitants des montagnes fût plus vigoureuse, ou plus accoutumée à de rudes travaux, soit que la corvée qui lui était imposée, la 'mita', qui l'appelait tour à tour aux mines, fût exercée avec un peu plus d'équité sous les yeux

mêmes du vice-roi, soit enfin que le temps eût manqué pour accomplir l'oeuvre de destruction, une partie des anciens habitants survécut aux mesures plus atroces, et ce sont eux qui renouvellent aujourd'hui cette partie de la population. A l'époque du voyage de M. de Humboldt, ils n'étaient plus soumis à aucune espèce de corvée, leur travail aux mines était volontaire et très-richement payé; en même temps ils avaient repris avec ardeur la poursuite de l'agriculture. Au Mexique, les hommes rouges, qui forment encore une population de 3,676,000 âmes, sont les seuls qui se signalent par leur industrie dans la culture des terres, et leur activité pour l'introduire dans de nouveaux districts. Mais cette race ne se compose plus désormais que de laboureurs; tous les grands de l'empire aztèque ont disparu, et avec eux tous les riches, tous les prêtres, tous les savants, tous les bourgeois, tous les marchands. On ne peut plus retrouver chez eux l'ancienne civilisation de la race rouge. Ces laboureurs sont attachés à la suite d'une civilisation espagnole et chrétienne qui n'est point la leur; aucune de leurs idées n'est préparée pour en profiter, aucun progrès ne leur est possible, aucun développement européen ne pénètre jusqu'à eux. Au Pérou, la race rouge a souffert davantage, elle est plus près de s'éteindre, et il ne lui reste rien de l'ancienne civilisation des Incas; mais des nègres et des mulâtres la remplacent et sont chargés des travaux les plus fatigants. Au Chili, où la race native se faisait remarquer par ses vertus guerrières plus que par sa civilisation, elle a été repoussée entièrement hors de la société européenne; mais les peuplades sauvages sont excitées par les Espagnols à des guerres continuelles les unes contre les autres, et l'ivrognerie leur a fait perdre toutes les qualités qui les distinguaient autrefois.

Jamais, nous l'espérons, les Européens, les Chrétiens ne se rappelleront la conduite des Espagnols au Nouveau-Monde sans horreur et sans indignation. Avec quelque raison, sans doute, ils en accuseront l'esprit du XVIe siècle. Les vieilles bandes espagnoles de Ferdinand le Catholique, de Charles-Quint et de Philippe II, se signalèrent pendant ce siècle en Italie, en

France, en Allemagne et aux Pays-Bas, par leur férocité, et l'on ne doit pas s'étonner si le même caractère se manifesta davantage encore dans le Nouveau-Monde, où ces farouches guerriers se trouvaient complètement soustraits au frein de l'opinion publique, en même temps qu'ils n'avaient aucun sentiment de fraternité pour des hommes d'une autre race. Mais, sans prétendre excuser les Espagnols, c'est surtout le système moderne de colonisation que nous devons condamner pour de telles horreurs. C'est ce système qui pousse sur des terres étrangères des aventuriers sans honneur, sans probité, sans frein; qui encourage leur cupidité, qui célèbre leurs brigandages comme des exploits; et qui abandonnant à toutes leurs plus honteuses passions des hommes d'une autre race qu'on a commencé par nommer barbares, pour se dispenser envers eux de toute pitié, et s'autoriser à les dépouiller, donne aux agresseurs tout l'appui de la civilisation, tout l'appui d'une nation puissante et avancée dans les arts de la guerre, leur fournit des armes, des munitions, et au besoin des soldats, pour exterminer des voisins inoffensifs. En continuant la revue des colonies modernes, nous reconnâtrons bientôt que l'arrivée des colons de toute autre nation d'Europe n'a pas été moins funeste aux indigènes que celle des Espagnols. Bien plus, les Espagnols sont les seuls qui aient admis les indigènes dans l'union sociale, pour y occuper tout au moins les rangs inférieurs. Ils sont les seuls en Amérique chez qui la race rouge multiplie de nouveau; partout ailleurs elle est sur le point de s'éteindre.

Ce n'est, au reste, que dans les vieilles colonies espagnoles, au Mexique, au Pérou, aux Philippines, que l'activité dévorante des aventuriers a fait place à des habitudes sédentaires, et que les habitants songent à jouir de la vie au lieu de n'avoir pour but que de s'enrichir rapidement. Là seulement la concurrence universelle pour gagner, pour accumuler, par des moyens honnêtes ou déshonnêtes, a été sinon suspendue, du moins modérée; et là aussi les races subjuguées ont obtenu, sinon l'égalité des droits, du moins des égards et quelque protection. A Cuba, les colons espagnols continuent à exploiter

les hommes de préférence aux choses; ils sont manufacturiers, ils s'abandonnent à l'esprit mercantile dans toute son âpreté; ils cultivent la canne, et ils fabriquent le sucre dans le vrai système de l'école chrématistique, ne visant qu'à augmenter les produits, et à épargner autant que possible sur ce qu'ils coûtent, c'est-à-dire sur l'entretien des hommes qui les font naître. Aussi, de tous les pays à esclaves, il n'y en a aucun où leur traitement soit plus barbare qu'à la Havane, aucun où la traite soit plus ouvertement exercée. Dans tout le reste des possessions demi-désertes des Espagnols, dans le Nouveau-Mexique, la Californie, les Andes, le Paraguay, les pays qu'arrose le Maragnon, partout enfin où la carrière a été ouverte aux aventuriers, les créoles agissent dans l'ancien esprit des colons, et leur action pour rendre barbare le pays est aussi constante, aussi cruelle qu'elle l'ait jamais été. Tous les peuples leurs voisins leur ont été abandonnés comme le gibier des forêts et des savanes, pour qu'ils fissent leur profit, ou de leur vie ou de leur mort. Ils vont à la chasse des 'Indios bravos' (Indiens sauvages), avec tout aussi peu de scrupule qu'ils iraient à celle des sangliers. S'ils peuvent les attirer dans des pièges, ils les prennent au traquenard, au filet, ils les forcent avec des chiens courants. S'ils entourent leur village, ils massacrent tout ce qui résiste, ils entraînent le reste en esclavage. Par leurs poursuites continuelles, ils ont contraint ces Indiens à vivre errants, des seuls produits de la chasse; et dès que les Espagnols font ces Indiens captifs, ils les obligent à un travail constant, au-dessus de leurs forces, sous lequel ils ne tardent pas à périr. A côté de ces odieux chasseurs d'hommes se rencontraient autrefois, il est vrai, des colonies de missionnaires qui allaient suivre dans les bois ces mêmes 'Indios bravos', et s'efforcer de les convertir à la religion chrétienne en même temps qu'à la vie agricole. Dieu nous garde de refuser notre admiration à une si haute vertu, à une charité si ardente, à un si grand sacrifice de soi-même. Les missions n'ont cependant jamais eu les effets bienfaisants des colonies antiques; non que les Indiens fussent inférieurs aux Pélasges, et plus incapables

d'instruction, mais parce que l'instruction que leur donnaient les 'Padres' était trop peu préparée, trop peu en rapport avec leur nature. Ils commençaient leur éducation non point par le monde matériel, mais par le monde invisible; ils voulaient les amener, non à comprendre, mais à confesser ces mystères sur la nature humaine et la nature divine, que les plus fortes têtes, chez les nations les plus méditatives, ont peine à saisir; et, les forçant à renoncer à leur propre langage, ils les leur exposaient dans deux langues nouvelles, le castillan et le latin, qui ne portaient au pauvre Indien que des sons vides le sens. C'est en raison de ce sacrifice de l'intelligence à la mémoire que les 'Indios reducidos' (Indiens soumis) sont devenus entre les mains des missionnaires de grands enfants, écoutant sans comprendre, et obéissant sans savoir pourquoi. D'ailleurs, presque tous les plaisirs leur ont été représentés comme des péchés, en sorte qu'ils vivent sans avoir de motifs pour la vie; ils ont perdu tout ressort intérieur, ils présentent l'image d'une société européenne, dépouillée de son activité, de son intelligence; ils sont incapables de progrès, et ils confirment, par l'effet même qu'a eu sur eux une éducation européenne, le préjugé que la race européenne a fait naître contre toute la race rouge.

Au reste, les 'Indios reducidos' ont peine à se soustraire aux vexations des Espagnols, qui eux-mêmes ne voient qu'avec jalousie les entreprises des 'Padres' pour leur conversion. Chaque progrès des missionnaires soustrait un certain nombre d'individus ou de familles à ce fonds de créatures humaines, que les colons regardent comme réservées pour leur droit de chasse; il appauvrit le marché d'esclaves, et plus les captifs meurent rapidement, plus les colons regardent comme important de maintenir le fonds d'où ils les tirent. En général, les missionnaires s'étaient établis à une grande distance de ces colons si agressifs; mais comme ceux-ci avancent sans cesse, les missions se trouvent bientôt en contact avec les chasseurs 'd'Indios bravos', qui, de leur côté, prennent pour prétexte de leurs hostilités le désir de faire parmi eux des conversions. Le gouvernement espagnol,

tout rempli de préjugés qu'il était, tout oppressif qu'il se montrait souvent pour les intérêts de la colonie, n'avait du moins aucune sympathie avec les chasseurs d'hommes, et ses ordres généraux avaient le plus souvent pour but de protéger l'humanité et la religion. Mais dans les nouvelles républiques, les autorités locales ont été confiées à des hommes qui partagent les passions du district qui les a élus. En général, elle se sont montrées très-défavorables aux missions; quelquefois elles ont forcé à émigrer les 'Padres' eux-mêmes, avec tous les 'Indios reducidos'; on en a vu arriver des bandes nombreuses dans la Guiane anglaise, tandis que M. Poeppig lorsqu'il traversait en 1832 le haut Pérou, ne trouvait plus au centre des anciennes missions de Cuchero, Pampayaco et Tocache que des déserts silencieux; la végétation rapide des tropiques n'y laissait plus reconnaître aucune trace des travaux encore récents de l'homme. Les républiques, en expulsant les missionnaires, ont prétendu être louées pour leur libéralisme; elles ont voulu, disent-elles, contenir l'influence redoutable du clergé, et s'opposer aux progrès de la superstition; peu de gens en effet comprendront, à quelques milliers de lieues de distance, que le vrai but de ce libéralisme était d'étendre sur de nouveaux districts la chasse aux hommes. La race blanche, en exterminant la race rouge dans une grande partie de l'Amérique, s'y est, il est vrai, multiplié à sa place. Tout le continent de l'Amérique méridionale est aujourd'hui ouvert aux Européens, surtout aux descendants des Espagnols. Mais il ne faut pas croire qu'avec leur race la civilisation se soit étendue dans ces déserts. Le grand plateau de l'Amérique méridionale s'est couvert de troupeaux de boeufs et de chevaux qui y ont été apportés d'Europe. Dans la Nouvelle-Grenade, les républiques de Rio de la Plata, Bolivia, le Chili, on rencontre beaucoup de propriétaires qui possèdent quinze et vingt mille bêtes à cornes; mais le 'Vaquero', qui vit au milieu de ces troupeaux redevenus sauvages, et toute la population de ces régions centrales, ou ceux qu'on nomme les 'Llaneros', sont descendus beaucoup plutôt au niveau des peuples chasseurs qu'à celui des peuples

pasteurs de l'ancien monde. Loin de dompter ou d'appriivoiser des animaux sauvages, comme avait fait le Tartare ou l'Arabe, ils ont rendu à l'état sauvage des animaux domestiques dont ils ne tirent parti qu'en les détruisant. L'Arabe, par ses soins, son intelligence, son affection, l'étude de tous les instincts des animaux, avait réussi à s'attacher, à rendre obéissants, les plus fiers et les plus farouches; le 'Llanero' ne considère le boeuf, le mouton, la chèvre, le pourceau, que comme un gibier qui lui donne le plaisir de la chasse, et auquel il se plaît à infliger des tourments avec une indicible férocité.

Ce que nous avons dit des colonies espagnoles peut, à bien des égards, s'appliquer aux colonies portugaises. Celles-ci, au lieu de porter la civilisation, n'ont également répandu partout que le brigandage et la désolation. Au Brésil, où les Portugais se sont trouvés en contact avec la race rouge, dans son premier état de barbarie, c'est-à-dire lorsqu'elle est composée de chasseurs errants qui commencent à peine à se fixer et à cultiver la terre, ils l'ont forcée à renoncer à cette culture, et à s'enfoncer dans les bois, où les colons la poursuivent pour l'exterminer ou la réduire en esclavage. Ils ont cherché à la remplacer par des nègres, dont encore aujourd'hui ils importent cent mille chaque année au Brésil, quoique le moment approche où ceux-ci, devenus les plus forts, les massacreront tous. Dans les deux royaumes de Congo et de Mozambique, où les Portugais se sont établis sur les deux côtes occidentale et orientale d'Afrique, les colons, de sang européen ou mêlé, sont si bien descendus au niveau des indigènes, qu'on ne les en distingue plus; toute trace de civilisation a disparu parmi eux, et la souveraineté du Portugal, sur une si vaste portion de l'Afrique, ne s'est fait remarquer, dans les temps modernes, que par la prétention de la nation portugaise à continuer la traite des nègres, quand elle était réprochée par le reste de l'Europe, parce que, disaient les diplomates portugais, leurs marchands avaient un droit exclusif à vendre les habitants de ces régions, car ils étaient nés sujets du roi de Portugal.

Les expéditions des Portugais aux Indes orientales rappellent celles des Espagnols au Mexique et au Pérou; on y trouve le même mélange de cupidité et de bravoure chevaleresque, le même fanatisme religieux s'alliant à la perfidie et à la férocité. Mais les Portugais arrivaient chez des nations plus civilisées, plus riches, et surtout plus avancées dans l'art de la guerre que celles que conquièrent les Espagnols. Ils eurent besoin d'employer avec elles de plus grands ménagements; ils se présentèrent plus souvent comme marchands que comme guerriers; d'ailleurs, il n'y avait pas de mines dans les lieux où ils s'établirent, en sorte qu'ils ne purent avoir l'effroyable pensée de faire descendre les générations entières des peuples conquis dans les entrailles de la terre, pour en tirer de l'or ou de l'argent. Cependant, en s'en tenant à la lecture des seuls historiens portugais, on demeure convaincu que dans toute leurs querelles avec les Indiens, c'étaient les Portugais qui avaient tort, en sorte que c'est toujours sur eux que doit tomber le reproche d'être les agresseurs, les perfides et les barbares; que leurs guerres ont coûté à l'humanité des torrents de sang qu'ils versaient de gaîté de coeur; et que leur domination sur l'Inde, heureusement réduite aujourd'hui à deux grandes villes, a beaucoup contribué à faire reculer cette contrée vers cet état d'anarchie et d'oppression militaire vers cette domination des aventuriers substituée à celle des anciens gouvernements, qui l'ont dès lors presque constamment désolée.

Les colonies des Hollandais furent fondées sur les ruines de l'empire portugais dans les Indes; le système changea, un esprit tout mercantile remplaça l'esprit religieux et chevaleresque qui répandait une sorte d'éclat sur la cupidité et la férocité portugaise, mais l'humanité ne gagna rien au changement. Les Hollandais ne songèrent pas plus que n'avaient fait les Espagnols ou les Portugais à porter la civilisation avec eux. Quoique républicains et protestants, quoique ayant éprouvé chez eux tous les avantages de l'esprit d'examen, et de la coopération de tous pour le bien de tous, quoique ayant atteint la liberté et l'indépendance par une fédération

de provinces et de cités, qui, chacune, soignaient avec prédilection leurs intérêts locaux, ils ne portèrent aucun sentiment de liberté, aucun progrès de l'entendement, aucune pensée d'avantages locaux dans leurs conquêtes. Ils se tinrent à une distance immense de la bienfaisante colonisation des Grecs, et partout où s'étendit leur domination, ils ne songèrent pas même à déguiser l'avare et froid calcul de spéculateurs égoïstes, qui rapportaient tout à eux-mêmes, qui estimaient tout en argent, et qui ne se demandaient pas même si les règlements par lesquels ils protégeaient leur monopole portaient la misère, la désolation et la mortalité parmi les indigènes, que sans provocation, sans prétexte, ils avaient réduits en sujétion par la force des armes.

Depuis longtemps on a signalé au monde la basse cupidité mercantile qui fait brûler, par les Hollandais, aux Moluques, toutes les épiceries, qu'ils préfèrent détruire plutôt que de permettre que leurs prix faiblissent sur le marché d'Europe. L'on connaît également leurs expéditions annuelles pour arracher, dans toutes les îles de la Sonde, tous les pieds de cannelle, de clous de girofle, de poivre, et de noix muscade qui auraient pu échapper à leur monopole. Mais c'est surtout dans la vie de sir Stamford Raffles, de ce vertueux administrateur, qui succéda aux Hollandais, d'abord à Java, puis à Bencoolen, et qui eut ensuite la douleur de remettre aux Hollandais cette même île de Java, sur laquelle il avait répandu tant de bienfaits, qu'on peut apprendre tout ce que ce gouvernement avare et immoral se permet encore aujourd'hui, pour faire reculer vers la barbarie ses industriels sujets dans les Indes; quel fléau, pour tout le magnifique archipel des îles de la Sonde, est la domination hollandaise, et combien fut coupable le ministre qui, légèrement, étourdiement, rendit, par le traité de Vienne, des millions de sujets prospères aux maîtres détestés qui les oppriment si cruellement.

Le gouvernement hollandais, qui a fait reculer vers la barbarie toutes ses possessions dans les mers de l'Inde, paraîtra peut-être, au premier coup l'oeil, avoir eu plus de succès

dans la grande colonie du cap de Bonne-Espérance, qu'il fonda, en 1652, avec une poignée d'Européens, et qui a pris aujourd'hui toute l'extension d'un grand empire, dont les Anglais s'emparèrent en 1795, et qu'ils ont dès lors gardé. Ce fut en 1670 seulement que les Hollandais achetèrent des Hottentots, au milieu desquels ils se trouvaient établis, le district du Cap, et qu'ils y établirent des paysans hollandais, des 'Boors', pour cultiver et offrir en vente des provisions fraîches aux vaisseaux qui relâchaient au Cap, dans la traversée entre les Indes et l'Europe, On n'aurait guère dû s'attendre que ces 'Boors', paisibles et industriels cultivateurs des 'polders' de Hollande, renommés pour leurs habitudes méthodiques et leur lenteur, se transformeraient dans une seule génération en un peuple pasteur et guerrier, non moins querelleur non moins redoutable à ses voisins que les Mongols et les Tartares. Mais les Boors avaient devant eux de vastes contrées propres surtout au pâturage, et que les naturels du pays avaient déjà couvertes de troupeaux; ils avaient derrière eux un port de mer qui leur offrait un riche marché pour tous les produits de l'industrie pastorale; ils étaient en contact avec des peuples pour lesquels on ne leur avait inspiré aucune sympathie, qu'on leur abandonnait à exploiter, et sur lesquels leurs armes à feu leur assuraient une incontestable supériorité. Enfin, dans toutes leurs querelles avec eux, ils étaient assurés de l'aide puissante du gouvernement du Cap, qui ne pouvait, dans leurs déserts, ni les inspecter, ni les diriger qui renonçait à la prétention de les juger, mais qui se croyait toujours obligé de les défendre. Les Boors hollandais ne pouvaient qu'abuser de pareils avantages.

La contrée où les Hollandais avaient fondé leur colonie était habitée par une race douce et inoffensive, d'hommes divisés en petites peuplades, et incapables d'opposer une résistance efficace: c'étaient les Hottentots, qu'on s'est plu à signaler à l'Europe seulement pour leur laideur, leur saleté et leurs superstitions; cependant ces hommes avaient fait les premiers pas et les plus importants dans la civilisation, ceux qui rendent faciles tous les autres: ils étaient entourés d'ani-

maux domestiques, et ils cultivaient la terre. L'homme a déjà exercé une grande intelligence quand il a étudié et su reconnaître, dans l'animal sauvage, les qualités qui peuvent le rendre utile dans la domesticité, les affections par lesquelles on peut gagner son obéissance; quand il a démêlé, dans les plantes des forêts, les propriétés utiles à l'homme et les moyens de les multiplier. Les Pélasges n'étaient pas si avancés, quand les Égyptiens et les Phéniciens abordèrent parmi eux; les Italiens, les Gaulois avaient à peine fait ces premiers pas, quand les Grecs leur firent faire tous les autres. Avec de la bienveillance, de la persuasion, de la bonne foi, les colons auraient fait entrer les Hottentots dans les voies de la civilisation. Déjà alors leur population était très-considérable, aujourd'hui ils seraient devenus une puissante nation; mais les Boors ne se croyaient liés envers eux par aucun des devoirs de la morale; sous prétexte de trafiquer avec eux, ils les trompaient dans leurs marchés, et après avoir excité leur ressentiment par la fraude, ils trouvaient, dans ce ressentiment même, un prétexte pour leur faire la guerre. S'associant par bandes de 80 à 100 bergers, ils se jetaient sur la prochaine peuplade, ils tuaient ceux qui se défendaient, ils en réduisaient d'autres en esclavage; à ceux qui avaient fui, ils enlevaient leurs vaches, qui faisaient leurs seules richesses, et ils les exposaient aussi à mourir de faim. On ne saurait estimer à moins de 200,000 âmes la population des Hottentots lors du premier établissement européen; aujourd'hui on n'en compte plus que 20,000, encore les trois quarts sont-ils des fils d'Européens, que leurs pères ont laissés dans la condition des mères noires qui les avaient mis au jour. Dès l'année 1771, les Hollandais étaient seuls maîtres de toute la contrée jusque'aux montagnes neigeuses (Sniew Berghen); ils possédaient 100,000 milles carrés d'étendue, ou dix fois la surface des Provinces-Unies; mais la race humaine avait presque disparu de ce vaste territoire.

Après l'extermination des Hottentots, et l'occupation de leur pays, les colons hollandais se sont trouvés en contact avec une race plus belliqueuse, plus unie et plus redoutable

que nous désignons par le nom de Cafres, de l'arabe kafir, mécréant, car ce nom leur est inconnu à eux-mêmes; les Boors les ont attaqués de la même manière, mais ils ont dû rassembler pour cela de plus grandes forces, et faire un appel aux milices nationales, qu'on désigne par le nom d'un 'Commando'. « Il nous paraît, dit un écrivain de l'Edinburg Review (1), que les Boors ont été seuls les conquérants du sud de l'Afrique. Le gouvernement du Cap, et celui de Hollande avaient fait ce qu'ils avaient pu pour les contenir, par leurs menaces et leurs proclamations, et pour protéger contre leurs agressions les aborigènes propriétaires du sol; tout a été vain. Les Boors ont marché en avant avec leurs troupes, qui s'accroissaient sans cesse; partout où ils ont trouvé des pâturages, ils se sont emparés du pays, et le gouvernement colonial n'a eu d'autre parti à prendre que de les suivre, pour réclamer la souveraineté de leurs conquêtes. »

Le passage de la colonie sous la domination anglaise n'a pu faire changer ce système; malgré eux les Anglais sont entraînés par leurs sujets hollandais à des conquêtes toujours plus étendues, à des guerres toujours plus acharnées, à l'expulsion ou à la destruction de tous les aborigènes. La dernière guerre contre les Cafres, qu'a terminée le traité du 17 septembre 1835, a été signalée par des actes féroces qui ont attiré sur des soldats européens la sévère réprobation du gouvernement britannique. Elle a étendu la frontière de la colonie jusqu'aux rives du Ky et du Keiskamma, lui donnant une surface tout au moins de 200,000 milles carrés; mais dans cet immense empire, les Européens ne comptent que cent trente mille habitants de leur race; les nombreuses nations qui l'habitaient autrefois sont détruites, et le petit nombre de noirs libres que le dernier traité a de nouveau entremêlés avec les Européens, ne tarderont pas à en disparaître.

L'histoire de la colonie du cap de Bonne-Espérance nous a fait passer de l'administration hollandaise à l'administra-

(1) Vol. LXII, n. CXXVI, p. 457. On the late Caffre war.

tion anglaise, mais elle ne nous a point donné occasion de célébrer une amélioration du sort des indigènes. Cependant les Anglais sont les seuls qui aient senti une vraie sympathie pour les peuples au milieu desquels ils envoyaient leurs colons, qui aient reconnu leurs droits, qui se soient proposé sérieusement de les protéger, de les civiliser, de les rendre heureux. Ce sentiment qui les honore, on le retrouve dans le gouvernement, dans les députés de la nation, dans les écrivains britanniques, mais on ne le retrouve pas dans les colons. Ceux-ci, élevés au milieu de cette lutte si animée entre toutes les professions, de cette émulation pour devenir riches, qui caractérise surtout l'Angleterre et le siècle présent, s'embarquent pour les colonies, pénétrés de la pensée que leur première affaire doit être de gagner de l'argent, et considérant l'univers avec ses habitants, comme livrés à leur spéculation. La cupidité des Anglais ne ressemble pas à celle des autres peuples qui les ont précédés dans cette carrière: l'Espagnol, le Portugais, prenant le signe pour la chose même, ne songeaient qu'à amasser de l'or, de l'argent; ils cherchaient les métaux précieux avec une passion désordonnée; ils semblaient s'enivrer par leur possession. Le Hollandais était plus calme, il réunissait le caractère de l'usurier à celui du marchand, il calculait plus froidement les intérêts, les profits, les avantages du monopole, et ce que la ruine d'autrui pouvait lui rapporter. L'Anglais veut gagner pour dépenser et pour jouir. Dans sa carrière de fortune, il ne se prive jamais des 'conforts' de la vie; il allie plus qu'aucun autre le luxe et l'élégance avec la cupidité. Aucun gouvernement n'est plus chèrement servi, et le traitement des officiers, dans l'Inde, est égal au revenu des princes, et est employé tout entier à leur procurer, non de l'aisance, mais du luxe. Cette élégance tient l'Anglais à une plus grande distance des indigènes que tous les autres peuples européens; elle l'expose moins aux luttes privées, aux passions haineuses, mais elle laisse, d'autre part, moins de place à la sympathie, à l'amitié, à ces communications intimes qui pourraient hâter les progrès des peuples moins avancés. Les Anglais, surtout les jeunes gens, dans leurs re-

lations avec les doux et timides habitants de l'Hindostan, se croient appelés à retenir dans l'obéissance et la crainte 'the black fellows, the natives', ces polissons de noirs, qui pourraient oublier la différence de leur nature. Tels qu'ils sont, cependant, les Anglais sont encore les meilleurs maîtres qu'aient rencontrés les Indiens. Partout où leur domination est directe, dans ce vaste continent, elle est un bienfait réel. Ils y ont rétabli la sécurité et la justice, ils ont donné aux peuples un sentiment de durée et d'avenir, et justement parce qu'ils se sont tenus à part, parce qu'ils n'ont pas voulu tout diriger, tout changer, ils ont laissé reprendre à la civilisation indienne, au-dessous d'eux, sa marche naturelle; l'agriculture est florissante, les arts sont cultivés avec soin, la population et la richesse recommencent à s'accroître, l'intelligence fait des progrès; et des opinions européennes se greffent naturellement et doucement sur les vieilles pensées de l'Inde; enfin, le peuple conquis a appris à défendre la domination étrangère, l'armée native est redoutable, et il est peu probable que si le chemin de l'Inde était ouvert aux Russes, ils pussent y soutenir la lutte contre les Anglais. La présence de l'Européen a cependant exercé sur l'Inde, non soumise, sa funeste influence, elle a hâté sa démoralisation; les aventuriers qui s'y répandent y secouent tout respect pour l'opinion publique; tous les princes feudataires ou voisins de la Compagnie se livrent à un brigandage plus honteux, et leurs sujets sont plus malheureux en raison même de la crainte que leur inspirent les Anglais, et des tributs ou des présents que ces derniers exigent d'eux.

Dans leurs possessions au Canada, les Anglais ne se trouvent plus en contact qu'avec les moins avancés des peuples de la race rouge; ce sont des sociétés de chasseurs qui ont reculé sans cesse devant les colons anglais, et qui ont tellement diminué en nombre, qu'on peut prévoir l'époque bien rapprochée où leur race sera entièrement détruite. L'immense continent colonisé par les Anglais, et qui forme aujourd'hui les États-Unis, était, de même que le Canada, occupé autrefois jusqu'aux bords de l'Atlantique par ces peuplades de

chasseurs et de guerriers qui, ne pratiquant aucune industrie, et presque aucune culture, et ne possédant aucun animal domestique, demandaient un fort grand espace pour vivre. La population nouvelle, d'origine européenne, qui habite ce continent, surpasse sans doute infiniment en nombre la population indigène qui a été détruite; mais cet avantage suffit-il pour excuser l'usurpation? Les Américains de nos jours nous présentent souvent, dans des écrits d'imagination, le tableau quelque peu fantastique des vertus, du bonheur, de l'adresse, du développement de toutes les facultés corporelles des indigènes de ces contrées avant l'arrivée des Européens, sans donner à leurs récits une croyance absolue, nous devons y reconnaître pourtant que les indigènes étaient beaucoup plus avancés en civilisation qu'ils ne le sont aujourd'hui. Leurs arts antiques sont perdus; il leur convient mieux d'acheter des Européens leurs habits, leurs armes, leurs ustensiles que de les fabriquer eux-mêmes; ils s'acharnent donc à la destruction du gibier pour se procurer des pelleteries, leurs seules marchandises, et ils augmentent ainsi toujours plus leur misère; ceux qui sont restés au milieu des possessions anglaises n'ont presque jamais voulu se soumettre à l'agriculture: ceux qui ont été repoussés vers l'occident, contraints à une vie toujours plus errante, ont perdu le petit nombre d'habitudes agricoles qu'ils avaient acquises. Les Français, les Anglais et les Américains, en les entraînant dans leurs guerres, leur ont fourni des armes bien plus meurtrières que celles qu'ils avaient autrefois, en sorte que la fleur de leurs guerriers a été partout moissonnée; mais surtout les Européens ont empoisonné tous les peuples demi-sauvages avec l'eau-de-vie. C'est un grand crime que d'avoir offert cette boisson funeste à des hommes qu'elle devait nécessairement abrutir. L'homme rouge, qui se sent humilié par la supériorité des blancs, qui est repoussé dans l'indolence tandis que tout s'agite et s'anime autour de lui, qui éprouve la tristesse du présent, la tristesse plus grande encore de l'avenir, ne résiste pas à la séduction d'une gaîté, d'une excitation artificielle; il sacrifie tout ce qu'il possède pour se pro-

curer de l'eau-de-vie, il se plonge dans la plus dégoûtante ivresse; lors même qu'il en sort, il est abruti, il est incapable de tout travail, et il ne tarde pas à mourir. C'est l'eau-de-vie qui dépeuple le Nouveau-Monde; c'est l'eau-de-vie qui a fait périr les plus riches les premiers, Les 'Sachem', les chefs du peuple. et qui imprime sur le visage des survivants ce caractère d'indolence et d'abrutissement, si contraire à celui des anciens guerriers; c'est l'eau-de-vie qui, dans cinquante ans peut-être, ne laissera pas survivre un seul des aborigènes. C'est un vice sans doute, et un malheur pour les nations que l'ivrognerie; mais quand le vin, la bière, le cidre, le pulque, sont les seules boissons qu'elles puissent atteindre, leurs effets sont passagers. L'eau-de-vie, dont la fabrication demande des connaissances chimiques, est un produit de la civilisation; mais comment les peuples civilisés n'ont-ils pas senti que c'était pour eux un devoir étroit de ne pas porter aux peuples barbares des drogues qui détruisent sans retour leur santé? Comment peuvent-ils se justifier de les avoir séduits par l'opium aux Indes et à la Chine, par la coca au Pérou. par l'eau-de-vie en tous lieux: Toute colonie qui porte l'eau-de-vie avec elle est nécessairement un fléau destructeur pour la région où elle s'établit. L'eau-de-vie détruit la race rouge avec tant de rapidité, que les États-Unis auraient pu s'épargner les actes de fraude et de cruauté par lesquels ils ont tout récemment encore expulsé quelques peuples de cette race du territoire de l'Union. Il leur aurait suffi d'attendre quelques années encore l'effet du poison qu'ils administrent. Les colonies des Anglais, dans l'Australasie, se sont trouvées en contact avec une race plus arriérée encore que la race rouge d'Amérique, plus clairsemée, et, à ce qu'on assure, plus féroce dans ses habitudes. L'on ne peut douter cependant que, surtout dans les colonies pénales, les provocations ne viennent sans cesse des blancs aux indigènes, des puissants aux faibles, et que la destruction prochaine, imminente, de tous les autochtones des terres australes ne soit un crime à ajouter à ceux qu'a produits le système de colonisation moderne.

Quelques hommes généreux, animés par un esprit religieux, sont partis en même temps de l'Angleterre pour répandre la civilisation par des colonies qui ont un peu plus de rapports avec celles de l'antiquité; car, comme celles-ci, elles ne cherchent de succès que dans les progrès des indigènes. Ce sont les missionnaires qui se sont répandus dans les îles de la mer du Sud. Mais peut-être ces hommes, tout occupés du ciel, étaient-ils peu propres à enseigner les arts de la terre; peut-être tout remplis de l'importance de certains formulaires de foi, se sont-ils trop peu occupés du progrès des idées; peut-être ont-ils entrepris une transformation trop rapide, en voulant que les habitants des îles des Amis devinssent des méthodistes anglais. Les rapports sur ces missions sont, il est vrai, contradictoires; cependant, ce qui paraît le plus certain, c'est l'introduction dans les îles de la mer du Sud, des impôts, de la police, des uniformes, des armes à feu; et d'autre par une diminution de la race, si rapide, qu'il n'est pas probable qu'elle puisse durer encore pendant deux générations.

Les Français, à leur tour, ont eu aussi des colonies; bien plus, de tous les peuples de l'Europe ce sont peut-être eux qui ont montré le plus de sympathie pour les peuples qu'on nomme barbares, et qui semblent, en conséquence, les plus propres à les civiliser. A cause de l'infériorité de leur marine, les Français, dans les autres parties du monde, ont toujours eu à redouter les hostilités de rivaux plus puissants qu'eux; aussi n'ont-ils jamais pu s'y livrer à cette arrogance de la supériorité de leurs baïonnettes, qu'avec des peuples plus voisins ils ont mise si souvent à la place du droit, de la justice et de l'affection; au contraire, ils ont recherché l'amitié de leurs hôtes d'une autre race, et ils l'ont presque toujours obtenue. Moins attachés à leurs opinions et à leurs préjugés que tous les autres peuples de l'Europe, moins orgueilleux de leur nationalité, ils ont été les plus flexibles de tous pour revêtir des moeurs et des habitudes étrangères; leur activité, leur esprit d'entreprise, les faisaient entrer de tout leur coeur dans les plaisirs comme dans les occupations des peuplades errantes.

Moins cupides que les autres, ils poursuivaient le succès, le mouvement, plutôt que le profit, et lorsqu'ils n'avaient point à leur portée la société de leurs compatriotes, leur sociabilité leur faisait rechercher avec empressement des liens d'amitié avec les sauvages. Dans le Canada, dans la Louisiane, une alliance étroite fut formée entre les Français et les hommes rouges; ils devinrent compagnons à la vie et à la mort, pour la guerre comme pour la chasse. Des noms français, tout comme des sentiments français, se retrouvaient parmi les tribus les plus redoutables qui infestaient les frontières de l'Amérique anglaise. Le Français, devenu demi-sauvage, avait plus appris de l'Américain qu'il ne lui avait enseigné. Il s'était prêté à ses opinions comme à ses habitudes; il lui avait seulement communiqué ses armes et ses plaisirs. Le fusil et le violon avaient pénétré dans les retraites les plus sauvages; et encore aujourd'hui, les villages français qui se trouvent en petit nombre disséminés au milieu des vastes colonies d'origine anglaise, se reconnaissent de loin, non à leur opulence, non à la bonne culture des campagnes environnantes, mais aux accents de joie qu'on en entend partir, aux danses du dimanche, où les hommes rouges s'unissent gaîment aux hommes blancs. Le violon, comme la lyre d'Orphée, aurait plus fait pour civiliser les bois de l'Amérique, que le commerce ou la philosophie; il aurait enseigné aux hommes des deux races à s'aimer et à se réunir.

Les colons du Canada et de la Louisiane étaient cultivateurs; ils conservaient le caractère de la partie la plus aimable et la plus estimable de la nation. Les colons des Antilles françaises, de la Guiane, et des îles de France et de Bourbon, étaient partis des villes; ils appartenaient à une classe plus calculatrice, plus avide de gain, plus entachée des vices du commerce; des vices seulement, car c'étaient en général ceux à qui leur inconduite avait attiré des revers, qui passaient aux colonies. Ils y trouvèrent un fonds de population formé des restes des flibustiers et des boucaniers. Ces sauvages aventuriers, rebut de la nation française, avaient écouté leur férocité autant que leur cupidité dans la fondation de

leurs repaires de corsaires aux Antilles, d'où ils sortaient pour piller les Espagnols. Ils furent de nouveau recrutés pendant longtemps par des déportés souillés de crimes; car le gouvernement ne considérait encore ses riches îles à sucre que comme des colonies pénales. Les Français n'eurent cependant pas de part à l'extermination des habitants des Antilles, ils avaient déjà péri sous le joug espagnol. Les premiers conquérants les avaient transportés sur le continent, pour travailler aux mines. Les Français ne furent pas si exempts de crimes envers la race africaine. Dans les îles qu'ils possédaient au levant de l'Afrique, ils firent d'abord périr, dans l'esclavage, tous les indigènes, ensuite ils recrutèrent leurs ateliers par la traite, et ils importèrent des malheureux, enlevés par le brigandage à Madagascar, et sur la côte de Mozambique, pour continuer les travaux auxquels ils se refusaient eux-mêmes. Les crimes de la traite et de l'esclavage ont souillé plus profondément encore les Antilles et la Guiane. Non-seulement les Européens n'ont jamais civilisé ces régions par leurs colonies, mais encore, après en avoir fait périr tous les habitants, ils en ont renouvelé deux ou trois fois, dans le cours de deux siècles, la population entière, pour la faire autant de fois périr par un long supplice. Et cependant, entre tous les Européens qui se sont souillés par ces horreurs, les Français ont été encore les moins barbares. Moins avides que les autres planteurs, moins riches, et vivant toujours eux-mêmes au milieu de leurs nègres, au lieu de les confier à des agents d'affaires, à des facteurs séparés d'eux par le vaste Océan, ils sont reconnus, entre les maîtres industriels, comme les moins cruels.

La France ne possède plus qu'une très-petite partie de ses anciennes colonies, et ses enfants ne s'y trouvent plus en contact avec les indigènes. Mais la conquête d'Alger vient de lui ouvrir de nos jours une carrière nouvelle pour la civilisation. Le moment est venu où la race européenne peut acquitter sa dette envers le genre humain, où elle peut porter la liberté, la justice, l'agriculture, la philosophie, tous les arts de la paix, de port en port, de rivage en rivage, sur les

bords de cette même mer Méditerranée que les Grecs couvrirent autrefois de leurs colonies. La race arabe et maure, avec laquelle les Français se trouvent en contact, s'est montrée capable de la plus haute civilisation. Déjà aujourd'hui elle a fait tous les pas les plus importants, tous les plus difficiles dans cette carrière. Elle a été longtemps opprimée, elle a beaucoup souffert, elle en sentira plus vivement les avantages de la sécurité, de l'équité, de la bienveillance. Sous un gouvernement juste, elle peut en peu de temps multiplier avec rapidité, couvrir, de la merveilleuse agriculture qu'elle avait introduite autrefois à Grenade et à Valence, une région non moins fertile que l'Espagne, et qui n'est guère moins étendue. Trois fois la civilisation a été portée à cette même race, dans cette même contrée, par les Phéniciens et les Carthaginois, par les Romains et les Arabes, et chaque fois elle y a produit ses fruits les plus précieux. Il n'y a pas neuf siècles que les arts, les lettres, les sciences, tout ce qui fait aujourd'hui la gloire de l'Europe, florissaient à Cairoan, tandis que nos pères étaient plongés dans la barbarie. Les Français se montreront-ils plus incapables de rendre l'ordre, la paix, le bonheur et la culture de l'esprit au nord de l'Afrique que ne le furent les successeurs de Mahomet? Au lieu de répandre des bienfaits, poursuivront-ils cette guerre d'extermination qu'ils ont déjà commencée? En provoquant les Maures et les Arabes et les forçant au combat, brûleront-ils les villes et les villages, et repousseront-ils dans les déserts deux millions et demi d'habitants qu'ils ont trouvés dans la régence d'Alger au moment de leur invasion, et qui, sous un gouvernement paternel, peuvent devenir la semence d'un grand peuple? Après tant de funestes exemples que nous présentent les colonies des Européens dans les trois derniers siècles, le choix que la nation française est sur le point de faire entre la carrière des bienfaits et celle des crimes fait frissonner, et l'effroi redouble encore quand les réclamations, quand les dénonciations des actes de rapine et de cruauté sont accueillies à la tribune publique par ce cri: 'Vous dishonorez la nation!' ou quand les concessions, quand la recon-

naissance des droits du Maure, quand les traités de paix, qui peuvent fonder la bienveillance, sont repoussés comme des actes de lâcheté. Ah! celui qui déshonorerait la nation serait celui qui montrerait de l'indulgence pour les forfaits des oppresseurs. Celui qui la déshonorerait serait celui qui préférerait à la douce influence de l'exemple, de la persuasion et des bienfaits, les droits mensongers de la conquête et de la violence.

Ce n'est pas de transporter quelques milliers de colons français, quelques milliers d'aventuriers sur le rivage d'Afrique qu'il s'agit, ce n'est pas de fonder quelques fermes expérimentales dans la plaine de Mitidja, on de donner de la valeur aux actions de quelques compagnies de spéculateurs; c'est de faire rentrer deux millions et demi de sujets, ou bien mieux encore d'alliés de la France, d'Arabes ayant recouvré l'espérance et l'orgueil de leur nationalité, dans la carrière du bonheur et du perfectionnement; c'est de rendre à tout cultivateur algérien la sécurité qu'il a depuis longtemps perdue, pour qu'il redemande à ces fertiles campagnes tous les riches produits que ses pères leur demandaient autrefois, et qu'en même temps il soit éclairé, dirigé par les sciences de France, qui s'associeront à lui, pour lui enseigner à faire mieux encore. Ce doit être la tâche de la France de relever, de faire prospérer toutes ces villes, tous ces villages qui étaient autrefois le séjour d'un grand peuple; de ranimer ces arts, cette industrie, ces manufactures, qui autrefois offraient tant d'objets d'échange aux Européens, et d'aider les Maures soumis tout comme les Maures alliés à profiter de tous les progrès de la science pour accroître leur industrie; ce doit être la tâche de la France, d'inoculer la civilisation à l'Afrique, et non de la cautériser par le fer et le feu; de rendre aux villes et aux villages de la Mauritanie, les pouvoirs locaux que réclament, les anciennes habitudes du pays, pour assurer aux anciens habitants du pays les bienfaits de l'administration municipale et d'une prompte justice, tout en les éclairant, pour le gouvernement et pour la jurisprudence, par les sciences sociales, cultivées en Europe; de

renouveler les anciennes études et la brillante littérature arabe, tout en la mettant en rapport avec les progrès de l'esprit des Francs; enfin, ce doit être la tâche de la France de maintenir, parmi les Musulmans, l'influence bienfaisante de la religion de Mahomet, tout en la dégageant du fanatisme grossier qui y a été introduit par le despotisme et par l'ignorance, tout en la faisant converger avec la charité et la philosophie des chrétiens, pour réunir les hommes par leurs sentiments religieux et leur rappeler leur fraternité, au lieu de les opposer les uns aux autres. Si tels pouvaient être les fruits de la conquête d'Alger, l'humanité en aurait à la France une obligation éternelle, et la France en recueillerait non pas de la gloire seulement, mais les plus importants et les plus durables des avantages matériels.

POST-SCRIPTUM.

Le gouvernement français a noblement répondu au désir que nous exprimions ici, par le traité de Tafna, du 30 mai 1837, avec Abd-el-Kader. Il a donné un grand exemple de modération, de justice, de respect pour les droits d'un peuple étranger; et sa conduite est d'autant plus méritoire en recherchant la paix, que les deux oppositions, par esprit de parti, les colons par cupidité, la nation tout entière peut-être, par amour d'une fausse gloire, le poussaient à une conduite contraire.

La guerre contre la régence d'Alger était juste: c'était un gouvernement de corsaires qui s'étaient mis en dehors de la loi des nations, qui insultaient l'Europe par leurs brigandages, et dont l'existence n'aurait pas dû être tolérée si longtemps. Mais la milice turque d'Alger, qui gouvernait la ville et tyrannisait la province, n'était pas la

tion maure. La victoire sur les Turcs ne fondait point un droit pour les Français sur le pays où les Turcs levaient un tribut. Le joug était brisé, les Maures rentraient dans leur indépendance; leur joie, assure-t-on, avait été vive, lorsqu'au moment de la prise d'Alger ils avaient cru voir renaître leur nationalité. Cette race, qui a fait les premiers pas dans l'instruction et la civilisation, et qui a montré autrefois combien elle est perfectible, était prête à entrer dans la carrière des améliorations et à s'attacher à la France, à laquelle elle aurait dû le plus grand des bienfaits, celui d'avoir renversé une tyrannie odieuse. Ce fut une grande faute d'avoir considéré la prise de la capitale comme équivalente à la conquête du royaume, ou la victoire sur les Turcs comme une défaite des Maures. Le fait n'était pas plus en faveur des Français que le droit. Le pays qui porte sur les cartes le nom de royaume d'Alger n'avait point été conquis, pas même parcouru par les Français; les Maures n'avaient pas été vaincus, ils n'avaient pas même combattu. Mais ce n'est pas le moment de relever des fautes passées quand le présent est digne d'éloges. Le sentiment des Maures n'avait pas été connu, n'avait pas été compris en France; et la différence de religion, de langue, et de moeurs, suffit à expliquer cette ignorance, que bien d'autres causes encore pouvaient entretenir.

Lorsque les Maures s'organisent cependant, lorsqu'ils mettent à leur tête un chef habile et généreux, lorsqu'ils font voir qu'ils sont en état de se gouverner eux-mêmes, lorsqu'ils réclament leur indépendance et les souvenirs de leur antique gloire, tous les coeurs généreux doivent s'unir à eux, et seconder de leurs vœux le peuple pauvre, faible, dispersé, qui résiste à l'usurpation du fort. La guerre commençait sous les auspices les plus funestes; elle prenait un caractère qui n'aurait pas tardé à devenir atroce; et déjà l'on était arrivé à mettre en question s'il ne fallait pas se proposer l'extermination du Maure, qu'il ne suffisait point de subjuguier, qui résisterait toujours, qui méditerait toujours des vengeances. La guerre d'Alger pouvait miner lentement et pendant une

suite d'années les finances et l'armée de la France; mais surtout, et l'on ne pouvait y songer sans frémir, la guerre d'Alger ne pouvait avoir pour résultat que d'étendre la désolation sur une immense contrée, de faire reculer la nation maure vers la barbarie, et de laisser entre elle et les Européens les semences d'une haine éternelle.

Le traité de Tafna rend aux Maures leur existence; il les remet à peu près dans cette relation de reconnaissance et d'amitié où ils avaient cru se trouver après la chute de leurs oppresseurs. Sans doute beaucoup de semences de défiance, de jalousie, et peut-être aussi de ressentiment, restent dans leurs coeurs; il faudra de l'adresse et des ménagements pour regagner entièrement leur bienveillance; il faudra une sévère vigilance sur les colons français qui, portant dans leurs relations avec leurs voisins l'orgueil d'une grande nation, donneront sans doute plus d'une cause d'offense. Mais si la paix peut être maintenue pendant les premières années, si des relations de bon voisinage commencent à se former, la sociabilité française opérera bientôt ses vraies conquêtes, l'influence de l'exemple et de l'instruction agira sur les Maures, et la colonie d'Alger deviendra civilisatrice, comme l'étaient les colonies de l'antiquité. C'est un bonheur pour elle que ses frontières aient été resserrées; elles dépassent encore de beaucoup ce que des colons français peuvent peupler ou mettre en culture, ce qu'ils peuvent même faire cultiver de concert avec eux par des métayers africains. C'est sur ce territoire borné autour d'Alger et autour d'Oran, que la France doit diriger désormais sa force civilisatrice, non pas pour y ouvrir un champ d'entreprises à des spéculateurs avides, ou à des compagnies d'actionnaires, qui y porteraient le jeu et l'agiotage au lieu de l'agriculture et du commerce, mais pour y multiplier dans les campagnes les travailleurs industrieux, dans les villes les bourgeois sobres, modestes et actifs, partout une population qui se fixe sur le sol, qui n'y vienne pas chercher fortune, mais faire la fortune du pays, qui y apporte les arts de la France, l'expérience de la France, les moeurs sédentaires de la France. et qui devienne

pour l'Afrique une colonie modèle, une école d'enseignement mutuel, d'où les sciences, les moeurs et les lois se répandront chez des voisins susceptibles de culture, et désireux d'avancer de leur côté dans la carrière de la civilisation.

DEUXIÈME SECTION.

DE LA RICHESSE COMMERCIALE ET DES HOMMES
QU'ELLE FAIT VIVRE.

TREIZIÈME ESSAI.

DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ
HUMAINE.

Aucune des sciences sociales n'a, dans le cours du dernier siècle, été cultivée avec plus de zèle que l'économie politique; aucune ne peut présenter plus de noms illustrés par l'étendue des connaissances ou la noblesse du caractère; aucune ne compte parmi ses écrivains tant de profonds penseurs et de philosophes. S'il en est un, Adam Smith, que nous considérons plus particulièrement comme notre maître, nous en pourrions nommer plusieurs que nous nous honorons d'appeler nos amis, plusieurs qui réunissent à nos yeux, et dans leur esprit et dans leur âme, tout ce qui doit inspirer le respect. Ce n'est donc point sans un sentiment de défiance et de crainte que nous nous avançons par un chemin absolument différent du leur, que nous développons successivement un système qui s'écarte également de tous, ceux qu'ils ont suivis. Les économistes ne font point naître les événements du monde industriel, ils se contentent de les observer et de les expliquer. Nous ne leur attribuons donc point ses souffrances; mais la

différence entre eux et nous, c'est que, témoins comme nous d'une direction toute nouvelle que suit aujourd'hui l'esprit humain, d'une ardeur industrielle qui semble saisir tous les États, d'un empressement à innover, à perfectionner, à produire dans tous les arts, dans toutes les applications des forces humaines, ils y ont applaudi de tout leur coeur, ils ont appelé toutes les énergies latentes à les seconder, à rivaliser les uns avec les autres pour aller toujours plus vite; et nous, au contraire, nous n'avons senti que de l'alarme de ce mouvement qui entraîne la société; nous en avons signalé les fâcheuses conséquences dans le présent; nous en avons annoncé de plus fâcheuses à l'avenir, et nous avons appelé tous les penseurs, tous les gens de bien, tous les amis de l'humanité, à nous aider à retenir, à retarder le char social, qui, dans sa course accélérée, nous paraît se précipiter vers l'abîme.

Une appréciation si différente des effets du mouvement social n'est point pour nous la conséquence de l'esprit de système, car nous avons commencé par adopter pleinement les principes de l'école dominante, et ce n'est que lentement, entraîné par les faits, par les observations, que nous les avons abandonnés l'un après l'autre. Nous avons été frappé des souffrances de la société, à l'époque même où l'on célébrait ses progrès merveilleux. Plus occupé d'histoire que les autres économistes, plus à portée, en conséquence, de comparer les temps présents aux passés, nous avons cherché quels étaient ceux qui recueillaient les fruits de toutes les merveilles des arts qui s'opéraient sous nos yeux, de cette activité éblouissante qui multiplie en même temps les forces humaines, les capitaux, les moyens de transports, les communications entre tout l'univers, de cette fièvre qui nous fait tous vivre si vite, de cette rivalité qui nous fait tous travailler à nous supplanter les uns les autres. Nous avons cherché, et tandis que nous avons reconnu dans notre siècle le triomphe des choses, l'homme nous a paru plus mal partagé qu'il n'eût été jamais. Le premier objet présenté à notre admiration était le progrès des manufactures; c'est par lui que l'industrie de notre siècle diffère le plus complètement de celle des siècles passés;

c'est par l'application des sciences aux arts utiles, que l'homme a acquis de nos jours un si grand empire sur la nature, qu'il a contraint tous les éléments à exécuter un ouvrage humain; que, tandis qu'il oblige des machines mues par le vent, l'eau, la vapeur, à montrer de l'adresse et de la précision, il peut dispenser l'ouvrier de tout apprentissage, il peut employer des enfants dès l'âge de six ans, et ne leur demander ni intelligence ni force morale; c'est dans les manufactures que des capitaux supérieurs à ce qu'employa jamais l'industrie, sont réunis dans une seule main, dirigés par une seule tête: c'est dans les manufactures que des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants assemblés pour l'intérêt d'un seul maître obéissent à une seule volonté.

Nous avons regardé en effet, et notre premier sentiment a été celui de l'étonnement et de l'admiration, pour un si grand développement de la puissance humaine; nous avons reconnu en même temps la promptitude et la perfection d'un ouvrage qui aurait semblé plus merveilleux à nos pères que l'oeuvre de ces enchanteurs qu'ils étaient si disposés à croire; mais quand nous nous sommes demandé ensuite qui jouit de tout cela; quand, détournant nos regards des choses pour les porter sur les hommes, nous avons voulu voir les heureux créés par ce progrès si prodigieux de l'industrie, nous avons commencé à reconnaître combien ce progrès est fallacieux.

Qui sont les heureux que fait la manufacture? Sans doute, il faut le demander avant tout à l'Angleterre, car ce pays a tellement dépassé tous les autres dans la carrière industrielle, ses capitaux sont si immenses, ses machines si perfectionnées, son savoir si immédiatement employé au service des arts utiles, que ses succès ont causé la jalousie et l'émulation de toutes les autres nations. Il faut encore, en Angleterre, le demander avant tout autre à la manufacture de coton.

Cette manufacture, qui fournit seule la moitié des exportations de l'Angleterre, quatre fois plus que celle de laine, huit fois plus que celle de toile, douze fois plus que celle de quincaillerie; cette manufacture, qui emploie quinze cent mille ouvriers de tout âge et de tout sexe, et qui est consi-

dérée désormais comme le plus ferme appui de la prospérité britannique. Qui sont les heureux? Ah! certes, ce ne sont pas les quinze cent mille ouvriers qu'elle fait vivre. Nous serons appelé plus tard à faire ressortir quelques-uns des détails du système des factories, à relever quelques-unes de ses horreurs telles qu'elles ont été exposées dans les différentes enquêtes ordonnées par le parlement. Nous verrons alors que ces malheureux ouvriers qui vivent dans une atmosphère toujours chauffée au-dessus de 80° de Fahrenheit, ou 22 de Réaumur, toujours imprégnée de particules de coton, toujours corrompue par l'huile et d'autres émanations méphitiques, atteignent rarement l'âge de quarante ans, et qu'à cet âge ils sont presque toujours congédiés comme n'étant plus propres au travail; qu'ils ont, pour la plupart, vieilli avant le temps dans la misère, la saleté et le vice; que le travail principal est fait par de malheureux enfants de l'âge de six à treize ans, autre fois vendus par les dépôts de mendicité, aujourd'hui vendus par leurs parents; vendus, disons-nous, car leur travail est forcé par des châtimens, et le salaire n'en est pas pour eux; que tous les développemens de l'intelligence comme tous les plaisirs de la vie leur sont interdits par une application sans relâche; qu'on ne peut les tenir éveillés que par les coups, à cause de la fatigue à laquelle ils succombent; qu'on les a fait travailler jusqu'à quatorze heures par jour et davantage; qu'un statut du parlement obtenu pour leur protection, a enfin réduit leur travail à douze heures par jour, mais que ses intentions bienfaisantes ont été frustrées par l'accélération des machines; or, celle-ci est telle que, tandis que l'enfant qui, pour filer, est obligé de suivre les mouvemens de son métier, faisait en 1815 huit milles par jour, il était obligé en 1832 d'en faire vingt et même vingt-cinq. Cette marche continuelle, jointe au travail, a sur la santé les effets les plus funestes. Les rapports des médecins sur les maladies et la mortalité des ouvriers employés dans les manufactures de coton font frissonner. Loin donc de se demander si la manufacture de coton fait le bonheur des quinze cent mille ouvriers anglais qui y sont employés, on doit plutôt se

demander si aucun avantage pécuniaire peut jamais compenser pour une nation le sacrifice de quinze cent mille individus, dont la santé est détruite, dont la vie est accourcie de moitié, dont l'éducation est supprimée, pour faire place à un travail sans relâche, dont l'intelligence est étouffée, dont la moralité est corrompue, en qui l'amour même des pères pour leur enfants est sacrifié à la cupidité (1).

Mais si les heureux que fait la manufacture ne sont pas les ouvriers, ce sont peut-être les maîtres? Nous observerons d'abord que ces heureux ne sont pas nombreux: en 1835, on comptait entre l'Angleterre et l'Écosse douze cent soixante-deux ateliers de la manufacture de coton. Il s'en faut de beaucoup que le nombre des propriétaires soit si grand; la plupart d'entre eux, en effet, possèdent plusieurs ateliers. Mais ne nous arrêtons point à cette considération; on estime à 34 millions sterling le capital total de la manufacture de coton; cela suppose que chaque propriétaire a fait une avance de 26 à 27 mille livres sterling en moyenne par atelier. La nation ne devrait pas être appelée à de grands sacrifices pour procurer de l'aisance à ceux qui possèdent déjà une pareille fortune. Mais dans le fait ceux qui commencent avec un si petit capital, avec 600,000 francs de France, sont sûrs de se ruiner: le monopole de la richesse est irrésistible dans les manufactures. La voie de la fortune est ouverte à ceux qui commencent avec quelques centaines de mille livres sterling, elle est fermée à tous les autres. Et les registres du commerce attestent que le nombre des faillites dans la manufacture de coton, a été sans cesse croissant avec les inventions nouvelles, dont chacune détruisait la valeur du capital fixé dans les inventions précédentes.

Mais les heureux que fait la manufacture, nous dit-on alors, ce ne sont point les producteurs, ce sont les consommateurs. Les premiers travaillent pour procurer des jouissances aux autres; plus ils font d'ouvrage, plus ils le font à

(1) On peut voir un résumé de ces horreurs dans le Quarterly Review, N° 114; The Factory System p. 396.

bon marché, et plus ces jouissances sont abondantes. Ainsi la manufacture de coton emploie deux mille fois plus de matière première, elle fait deux mille fois plus d'ouvrage qu'elle ne faisait en 1791, en même temps elle vend ses produits six ou sept fois meilleur marché qu'elle ne faisait alors, et propreté, la santé du pauvre consommateur doivent s'accroître avec l'abondance de linge mise dès lors à sa portée. Fort bien; mais si tel est l'avantage des manufactures, une nation doit désirer non point d'en avoir elle-même, mais que d'autres en aient pour elle. En 1833, l'Angleterre a consommé pour 12,879,693 livres sterling de produits de ses manufactures de coton, elle en a exporté pour 18,459,000 livres. C'est donc elle qui a fait le sacrifice de l'intelligence, de la moralité, de la santé, du bonheur, de la vie, de quinze cent mille de ses citoyens, pour ce bénéfice abstrait des consommateurs, dont elle ne se réserve que les deux cinquièmes, tandis qu'elle en abandonne les trois cinquièmes à des étrangers, qui n'ont aucun sacrifice moral à faire pour l'acquérir. Au reste, un examen plus approfondi de ce bénéfice du consommateur, en fait bientôt disparaître l'importance. Entrez dans la chaumière du pauvre anglais, puis dans celle du pauvre français, italien, allemand, dont les habitudes ne sont point encore changées par l'introduction des produits des manufactures. Lequel a le plus de linge? Certes il s'en faut que ce soit l'Anglais; à peine a-t-il autant de paires de draps que l'Allemand, le Français, l'Italien, dans la même condition, en a de douzaines de paires; il en est de même de toute autre espèce de linge. Mais la valeur de ce trousseau est inférieure encore à sa qualité. Chaque paire de draps de chanvre qu'a filés la bonne ménagère française vaut quatre fois, six fois, la paire de draps de coton que la ménagère anglaise a achetée: les habits de laine de la première valent de même infiniment plus que les habits de coton de la seconde; si vous vendez l'ameublement et la garde-robe de la première, vous en tirerez dix fois et vingt fois la valeur que vous tirerez de la seconde. Qui gagne à cette différence? ce n'est pas le pauvre: la société est montée de manière que son

travail ne lui apporte rien au delà de sa subsistance; qu'il mange des pommes de terre au lieu de pain, qu'il porte des haillons au lieu d'habits, et son salaire se réglera immédiatement sur ce qui lui suffit pour vivre. Il aura vécu bien dans un cas, mal dans l'autre; ses dépouilles vaudront quelque chose dans le premier, rien dans le second. Ce n'est jamais lui qui profite de ses économies, quelquefois c'est le riche qui l'emploie, plus souvent ce n'est personne.

Ainsi nos premières recherches, dès que nous avons voulu nous occuper des hommes et non plus des choses, nous ont fait sentir tout ce qu'il y avait de fallacieux dans une prospérité d'abord si éblouissante. Nous nous sommes dès lors efforcé d'appeler l'attention sur la fausse route que suivait l'industrialisme; nous avons montré les machines enlevant le pain aux artisans, la concurrence universelle, réduisant les bénéfices légitimes de tout travail, la production exubérante étouffant le pauvre au lieu de lui procurer l'abondance, et nous avons dès lors été accueilli par une clameur presque universelle. On nous reprochait d'être ennemi des lumières, ennemi des progrès: on nous demandait avec dérision comment nous pouvions croire à un surplus de production, tandis que tant de pauvre s'étaient dans le besoin; on croyait nous répondre avec des contes d'enfants, et faisant comparaître un géant qui représentait la force du vent, un autre la force de l'eau, un autre la force de la vapeur, on nous demandait si nous conseillerions à l'homme d'être assez dupe pour refuser leur assistance, quand ils s'offraient à faire un ouvrage humain. Nos réponses auraient fait peu d'impression, le temps a répondu pour nous. L'industrialisme a marché, la production a continué à s'accroître, mais avec elle s'est accrue aussi la détresse du producteur. Les crises des manufactures se reproduisaient autrefois au bout d'un cycle de quelques années, aujourd'hui il dure à peine quelques mois, quelques semaines: qu'on ouvre au hasard quelque journal anglais quotidien que ce soit, on est sûr d'y trouver les détails d'une effroyable misère, tour à tour dans l'un ou dans l'autre des districts manufacturiers. Le commerce semble un malade dans un état de fièvre ardente,

on s'étonne et l'on s'effraie de la prodigieuse rapidité de ses pulsations(1). Nous avons tour à tour promené nos regards sur les autres merveilles économiques de notre siècle; partout nous avons vu le progrès des choses, partout la souffrance des hommes aucune de ces inventions si vantées n'a pu soutenir cette question si simple: où sont les heureux qu'elle fait? Combien de merveilles n'a-t-on pas attribuées au système des banques; que de prodiges n'a-t-on pas attendu du pouvoir créateur du

(1) Peut-être quelques exemples sont-ils nécessaires pour faire comprendre quel prix cette activité prodigieuse des manufactures est achetée. La fabrique de soieries est une de celles où les succès des Anglais, grâce à la perfection de leur machines, ont été le plus surprenants; ils ont réussi à sous-vendre les fabriques de France et d'Italie qui exploitaient les soies de leur propre sol. Mais les alternatives d'activité extrême et de stagnation sont plus fréquentes dans cette manufacture que dans toutes les autres. Pendant la période d'activité, des embaucheurs parcourent les campagnes des comtés où la population agricole surabonde, du Suffolk par exemple, et ils engagent des familles tout entières de laboureurs à quitter le travail des champs pour celui de l'atelier. Mais bientôt l'encombrement se fait sentir; les étoffes de soie tombent de 20 à 30 pour cent de leur valeur; alors le moulin est fermé à l'improviste: les ouvriers sont congédiés, et comme ils ont souvent trois cents milles à faire pour retourner chez eux; comme de plus la paroisse où on les a appelés n'est pas tenue à les assister, et que celle d'où ils sont partis ne veut plus les reconnaître, on en a vu à Congleton, dans le Staffordshire, plusieurs périr de misère. (HERALD., march 4th 1837; GALIGNANI, 7 march 1837.) A Nottingham ce sont les manufactures de bas et celles de dentelles qui sont supposées faire la prospérité de la ville; mais pendant les trois premiers mois de cette année elles ont suspendu presque tout ouvrage, et le 26 avril une troupe de deux mille ouvriers congédiés visitait successivement les boutiques des boulangers et des bouchers pour solliciter leur charité. (GALIGNANI, 29 avril 1837, n° 6906.)

A Sheffield et à Birmingham, c'est le commerce des métaux qui est en souffrance. Il n'y a pas eu à Birmingham, au mois de juin, moins de treize mille ouvriers sans ouvrage. On les a vus d'abord parcourir les rues en bandes de quatre ou cinq mille; plus tard, ils ont jugé plus sage de se partager en petites troupes de vingt ou trente individus; elles vont frapper à toutes les portes; les maîtres de la maison sont appelés, un des ouvriers leur expose qu'ils sont sans ouvrage, que leurs femmes et leurs enfants meurent de faim, et ils sollicitent leur charité. Mais quelle charité ne serait impuissante pour soulager tant de maux à la fois! (GALIGNANI, june 12, 16 et 23, nos 6943, 6947 et 6955.)

Cependant toutes ces manufactures mises ensemble n'approchent pas de l'importance de celle de coton; aussi aucune détresse ne peut se comparer à celle des quinze cent mille ouvriers que le coton devrait faire vivre.

crédit? En effet, c'était un phénomène digne d'admiration que cette substitution des produits des chiffons, d'une des plus viles matières sur lesquelles s'exercent les arts de l'homme aux métaux précieux par excellence, que cette grande économie nationale, que cette facilité acquise dans la transmission, des valeurs à de grandes distances, que ce marché de capitaux toujours ouvert, que cet empressement des prêteurs à chercher de toutes parts des emprunteurs, que ce pouvoir donné à des gens peu riches, d'offrir l'usage de la richesse à qui le voudrait. Il y a vingt ans que nous nous sommes efforcé de faire comprendre tout ce que l'industrie des banques avait de dangereux pour la fortune publique; comment, au lieu de rien créer, elle empruntait seulement une propriété nationale, le numéraire circulant dans l'État, et ne laissait à la place qu'un gage peu sûr. Nous avons contre nous l'intérêt du moment de tous les banquiers et l'intérêt de tous ceux, qui voulaient emprunter d'eux: nous n'avons point été écouté, et chaque jour, encore cette année, nous avons vu créer de nouvelles banques. Mais où sont les heureux qu'a faits ce système? Ce ne sont pas les négociants qui, abusant d'un crédit offert sous des termes trop faciles, se sont lancés dans des entreprises au-dessus, de leur force, et ont fait faillite; ce ne sont pas les négociants capitalistes, dont ces aventuriers sont venus gêner le métier, en substituant les chances du jeu à celles du trafic légitime; ce ne sont pas les banquiers eux-mêmes, car on ne pourrait indiquer aucune spéculation qui ait renversé un plus grand nombre d'anciennes fortunes: et d'imprudence en imprudence nous avons marché jusqu'à la crise actuelle, qui commence par l'embarras des marchands et des banquiers en Amérique, mais qui ébranle le commerce du monde, et qui menace d'une ruine absolue des banques dont on avait jusqu'à ce jour admiré la prudence.

Nous pourrions suivre les autres inventions économiques de notre siècle, et demander de même à chacune: où sont les heureux qu'elle fait. Mais nous ne désirons point soulever à la fois une si grande masse de préjugés, nous sentons le

désavantage d'attaquer tout ensemble des opinions reçues, des intérêts et des espérances. Aussi, avons-nous cru devoir accoutumer nos lecteurs à la marche que nous nous proposons de suivre, avant de chercher les principes fondamentaux de la science. Nous nous sommes donc attaché à la plus ancienne, à la plus importante, ou plutôt la plus nécessaire des divisions du travail humain, l'agriculture; pour comprendre par elle l'organisation économique de toute la société. En effet, le cultivateur est, entre tous les hommes qui travaillent, celui qui voit le plus clairement la destination de son travail devant lui; il peut se passer de tout le monde, personne ne peut se passer de lui. Quand il livre ses produits au commerce, leur valeur dépasse celle des produits de toutes les autres industries; mais il n'a lui-même point besoin de se commerce, son existence ne dépend d'aucun échange qu'il ait à faire avec les hommes, sa subsistance est assurée par l'échange seul qu'il fait avec la terre. Ainsi, sa condition précède toutes les complications de la société; elle est simple, et les influences qui causent son bonheur ou son malheur sont faciles à comprendre.

La richesse agricole cependant, comme toutes les autres, a excité la cupidité; la condition du cultivateur, comme toutes les autres, a éprouvé l'oppression. Nous avons cherché quelles en avaient été les conséquences et dans les temps barbares, et dans les temps civilisés; nous nous sommes cependant de préférence attaché aux derniers, comme plus riches en instruction pour nous. L'esprit de l'industrialisme est en effet entré aussi dans l'agriculture de nos jours, on l'a considérée comme une manufacture; un économiste célèbre l'a même défini par ces mots: « Une manufacture de produits ruraux qui prospère toutes les fois qu'elles obtient ou plus de produits pour les mêmes frais, ou les mêmes produits pour de moindres frais.» Mais il est de l'essence du système manufacturier de centraliser, de confondre l'intérêt du maître avec celui de la société; le maître manufacturier ou fermier compte le maintien de ses ouvriers parmi les frais: la première économie qu'il se propose est celle des vies hu-

maines qu'il emploie. Nous avons étudié ce système dans plusieurs des pays qui l'ont adopté, et nous lui avons demandé les heureux qu'il a faits.

C'est de l'Angleterre que nous vient aujourd'hui l'impulsion dans presque toutes les sciences sociales; l'Angleterre marche en tête de l'industrialisme; c'est elle aussi qui, avec le plus de zèle et d'intelligence, a appliqué ses principes et ses calculs à l'agriculture; c'est elle qui nous montre dans sa perfection le système des grandes fermes. En effet, quand on arrête ses regards sur les choses seulement, il est impossible de les contempler sans admiration. Nulle part l'agriculture n'est plus perfectionnée, nulle part tous ses instruments ne sont mieux entendus, ses bâtiments, ses corps de ferme ne sont en meilleur état, ses races de bétail plus belles, ses produits des champs plus parfaits; nulle part même la beauté pittoresque ne se trouve mieux réunie à l'utilité. Et quoique l'Angleterre, selon le système qu'elle a adopté, ait cherché à obtenir ces magnifiques produits avec le moins d'hommes qui lui était possible; quoiqu'elle ait réduit sa population agricole à une proportion inférieure à aucun autre pays du monde; quoique sa nation soit en même temps la nation manufacturière par excellence, l'intérêt agricole est encore pour elle le premier des intérêts. La population agricole est encore plus nombreuse que celles de toutes les manufactures de l'Angleterre réunies; la valeur des produits ruraux de l'Angleterre est encore supérieure à celle de tous les autres produits. Sans attacher une importance outre mesure aux rapports statistiques, nous emprunterons seulement celui-ci à un économiste anglais: La valeur annuelle des produits ruraux destinés à la seule nourriture de l'homme dans la Grande-Bretagne s'est accrue, de l'année 1755 à l'année 1835, de soixante-douze millions sterling. Cet accroissement seul et donc égal à plus de deux fois la valeur totale des produits de la manufacture du coton, à plus de trois fois l'intérêt de la dette publique (1).

(1) Edinburgh Review, 1st january 1836, n° 124, p. 321.

Mais quand, reportant nos regards des choses sur les hommes, nous cherchons le bonheur produit par cette grande prospérité agricole, quand nous demandons où sont les heureux qu'a créés ce système, le même phénomène se représente à nous. La grande masse de la nation est descendue de la condition de paysan à celle de journalier; elle a perdu toute part à la propriété, toute garantie de l'avenir; elle est obligée de recourir sans cesse pour vivre au secours de la taxe des pauvres; et ces secours ne sont plus accordés aujourd'hui que sous des conditions de captivité, de séparation des maris d'avec les femmes, de régime pénitentiaire, qui leur donnent tous les caractères d'un châtiment. En même temps, les deux autres classes de la nation qui se partagent les fruits de l'agriculture, les fermiers et les propriétaires, se plaignent de leur ruine, ils demandent à grands cris des lois protectrices, des monopoles; ils déclarent ne pouvoir soutenir la concurrence des blés étrangers; et en effet, beaucoup de fermiers font faillite, beaucoup de propriétaires abandonnent volontairement le quart ou le tiers de leurs fermages. Enfin, dans le même temps, de fréquents incendies de récoltes et de maisons rurales annoncent l'irritation et la fermentation sourde des journaliers de l'agriculture, et l'état précaire de toute la société.

Il est temps à présent de chercher une explication de tant de faits qui paraissent contradictoires, de découvrir où se trouve la déception du système de l'industrialisme, de montrer comment il a abandonné la substance pour courir après l'ombre, de substituer enfin à la chrématistique, ou science abstraite des richesses, la vraie économie politique, ou la connaissance de la règle de la maison et de la cité.

Cette recherche nous ramène nécessairement aux notions les plus abstraites de la science, aux définitions les plus contestées, à toute une logomachie que nous avons longtemps cherché à éviter, mais qu'il faut aborder enfin pour montrer combien elle est fallacieuse; qu'il faut aborder, mais sans espérance d'être beaucoup plus clair que nos devanciers. Aussi, après avoir indiqué le point où nous croyons qu'ils se

sont égares, nous abandonnerons ces abstractions pour rentrer de nouveau dans le domaine des faits.

Jusqu'ici nous nous sommes occupé des biens que produit la terre, et des hommes qui se les partagent. Ces biens sont utiles, sont nécessaires à ceux mêmes qui les font naître; aussi leur valeur est 'intrinsèque' à plus juste titre que ceux qu'on désigne communément par cette dénomination; elle est indépendante de tout échange, elle est antérieure à tout commerce. Mais nous arrivons à présent aux biens que l'industriel produit pour l'usage d'autrui, et non pour son propre usage, aux biens qui ne commencent à lui être utiles qu'au moment où il les échange, qui nécessitent par conséquent le commerce ou l'art des échanges. Nous les avons compris sous le nom de richesse commerciale, et nous désignons ainsi tous les biens qui ne sont appréciés que par leur valeur échangeable.

Qu'est-ce que la valeur, cependant? Les biens n'ont-ils pas une valeur réelle indépendante des fluctuations du marché? Les biens qui sont le plus nécessaires à la vie, l'air, l'eau, le feu par exemple, sont-ils sans valeur? C'est ici que s'est présenté à l'esprit des économistes un chaos, une confusion d'idées dont il leur a été impossible de sortir. Il n'y a pas un d'eux qui n'ait donné une définition nouvelle du mot valeur, qui n'ait travaillé à éviter l'inconséquence de ne pas savoir distinguer ce qui est utile à l'homme et ce qui lui est inutile; qui n'ait analysé séparément, et le prix de production, et le prix d'affection, et le prix de monopole, et le prix nominal, et le prix réel, et bien d'autres modifications encore qui n'ont servi qu'à rendre les notions plus confuses. Nous nous souvenons d'avoir vu, dans un journal italien, une vingtaine de définitions des mots prix et valeur empruntées aux différents maîtres de la science et comparées. Il n'y en avait pas deux d'identiques, pas deux qui rendissent précisément la même idée. Nous n'essaierons pas d'être plus précis que nous ne l'avons été autrefois, ou plus heureux que nos maîtres. Nous prendrons le mot de valeur tel que l'usage nous le donne, avec le degré d'ambiguïté qui lui reste attaché. Nous remarquerons seulement qu'il y a un de

ses sens, le sens étymologique, sur lequel il ne reste aucun doute, c'est la valeur échangeable, c'est l'égalité d'une chose à une autre chose, pour laquelle le commerce est prêt à la troquer.

On a, avec raison, admiré dans le commerce la fraternité qu'il a établie entre les hommes, l'activité avec laquelle il les a fait concourir à l'utilité commune, les notions de justice et d'égalité qu'il a répandues; mais on n'a pas remarqué à quel point il ôte aux richesses leur caractère primitif d'utilité, caractère que l'imagination continue cependant toujours à leur attacher, et comment il ne leur laisse plus que leur valeur échangeable. C'est l'opposition entre la valeur usuelle dont chacun a le sentiment en soi-même, et la valeur échangeable à laquelle le commerce a réduit toute chose, qui rend impossible de donner une définition satisfaisante de ces mots divers, prix, valeur, richesse. Mais les effets de l'amphibologie ne s'arrêtent point là. C'est la confusion entre l'appréciation d'une valeur usuelle et celle d'une valeur échangeable, qui se trouve au fond de la déception des systèmes modernes de chrématistique.

Tant que les hommes travaillent pour satisfaire à leurs propres besoins, et qu'ils n'échangent entre eux que leur superflu, l'utilité est pour eux la vraie mesure des valeurs, et l'augmentation en quantité d'une chose utile est une augmentation certaine de richesse. Le cultivateur qui mange son blé lui-même n'hésitera jamais à dire qu'il est deux fois plus riche avec vingt sacs de blé qu'avec dix sacs. Il persistera à compter ainsi, ou à peu près, encore qu'il vende un ou deux sacs de ce blé qu'il se trouve avoir de trop cette année, à un prix inférieur à celui auquel il aurait pu les vendre l'année passée. La ménagère qui file et tisse sa toile elle-même comptera aussi qu'elle est deux fois plus riche avec vingt aunes qu'avec dix, encore qu'il lui arrive de se défaire d'une ou deux de ces aunes à un prix différent. C'est l'état primitif, l'état patriarcal de la société; le commerce existe bien alors, mais il ne l'a pas absorbée tout entière; il ne s'exerce que sur le surplus des produits de chacun, et non sur ce qui con-

stitue son existence. Il laisse aux richesses leur caractère essentiel de satisfaire aux besoins de l'homme, et il n'empêche point que lorsqu'elles s'accroissent en quantité, elles ne s'accroissent précisément autant en valeur.

Mais la condition de notre siècle, le caractère de notre progrès économique, c'est que le commerce s'est chargé de la distribution de la totalité de la richesse annuellement produite et qu'il a en conséquence absolument supprimé son caractère de valeur utile, pour ne laisser subsister que celui de valeur échangeable. A mesure que les professions, que les métiers ont fait place aux manufactures, la totalité de leurs produits a été livrée au commerce, pour qu'il les distribuât; lorsque les grandes fermes ont été substituées aux petites, la consommation du fermier en produits ruraux s'est trouvée si petite en proportion de la quantité qu'il devait en vendre, que la presque totalité des fruits de l'agriculture est devenue partie de la richesse commerciale. Dès lors la valeur usuelle s'est anéantie pour le fermier comme pour le manufacturier, la valeur échangeable est demeurée seule à sa place. Dès lors aussi il a été victime, et le public et les philosophes ont été victimes avec lui d'une illusion fort naturelle; il a cru augmenter ses produits quand il augmentait leur quantité ou leur utilité, tandis que dans la vérité, comme leur valeur échangeable était toujours la même, il n'avait fait aucun progrès. Le fermier qui avait perfectionné son agriculture, non point seul, mais avec toute sa province, de telle sorte que son blé lui rendait désormais huit pour un au lieu de quatre, croyait avoir doublé son revenu; il n'y avait rien changé cependant, car la mesure qu'il vendait auparavant huit écus n'en valait plus que quatre. Ce mécompte lui paraissait accidentel; il en accusait les saisons, le commerce étranger, le manque de protection du gouvernement; il n'aurait dû en accuser que la nature même du commerce. Cette dépréciation, en raison de l'abondance des produits, est bien plus sensible encore dans les manufactures. Cent aunes d'étoffes de coton se vendent aujourd'hui pour un prix qui n'en aurait pas procuré dix aunes il y a trente ans. Il ne faut point y voir une aug-

mentation décuple de cette partie de la richesse nationale; les dix aunes d'autrefois étaient égales aux cent d'aujourd'hui. Quand la valeur échangeable ne s'augmente pas, le commerce compte l'augmentation de la quantité pour rien. Dès l'instant que le commerce s'est emparé de tous les produits du travail de l'homme, toute production a été subordonnée à une seule grande circonstance qui en détermine la valeur, c'est la vente ou l'écoulement. Les produits ne sont point encore des quantités positives, des portions aliquotes de la richesse; tant qu'ils sont entre les mains du producteur ou du commerçant distributeur; la vente seule à celui qui en a besoin pour les consommer, et qui est en état de donner pour se les procurer une compensation supérieure à ce qu'en a offert tout autre, détermine leur valeur. La vente leur donne le caractère de richesse, et la vente, nous avons cherché à le faire comprendre dans un de nos premiers Essais, ne peut s'effectuer d'une manière durable que par l'échange du produit annuel contre le revenu annuel; c'est donc, en fin de compte, ce revenu qui détermine la vraie valeur des marchandises annuellement produites, et si la quantité de ces marchandises augmente sans que le revenu contre lequel elles doivent s'échanger augmente aussi, leur valeur n'augmentera pas.

Le vrai office du commerce c'est d'échanger le produit social contre le revenu social, ou bien le produit du genre humain contre son revenu. Quand il s'en tient à cette distribution, il rend service à tous ceux entre lesquels il s'établit des échanges, et il mérite de son côté une rétribution, un profit commercial qui ne saurait lui manquer. Mais il est bien difficile au commerçant d'avoir des vues si larges, ou de se former une idée si juste de ses fonctions. Il ne songe en général qu'à s'approprier la plus grande part qu'il peut du revenu, en échange des produits dont il dispose. Chaque producteur cherche à sous-vendre ses confrères, à attirer par le bon marché l'acheteur à soi de préférence à quelque autre qui ne pourra pas vendre. Son opération prend, dès lors, le caractère d'un jeu et non plus d'un commerce; son profit est

aléatoire, ou fondé sur la perte que fait un autre, et non plus mercantile, ou fondé sur l'avantage de tous; et la conséquence nécessaire, inévitable de la sous-vente par quelques-uns, c'est l'encombrement pour tous, ou l'arrivée sur le marché d'une quantité de marchandises supérieure aux besoins, et qui ne pourra se vendre qu'à perte. L'encombrement est le fléau du commerce, et dans l'état actuel de la société, quand tous les produits sont livrés au commerce, quand toute autre valeur a fait place à la valeur échangeable, l'encombrement est un des grands fléaux de l'humanité.

Nous espérons avoir fait entrevoir tout au moins la cause des souffrances qui ont affligé récemment la société, de la gêne, de l'appauvrissement réels qui pouvaient s'accorder avec un accroissement ostensible de richesses, de la prospérité pour les choses, et de l'adversité pour les hommes. La production supérieure au revenu qui doit s'échanger contre elle, a toutes les apparences extérieures de la richesse; la concurrence entre les marchands pour se sous-vendre présente l'image de l'activité et de la prospérité du commerce, pendant qu'ils ont peut-être la mort dans le coeur, et l'encombrement, le plus redoutable des fléaux pour le producteur, s'annonce par tous les caractères de l'abondance. Mais nous ne nous sommes proposé ici que de faire entrevoir cette cause de déception, de faire pressentir que ce qui semblait une contradiction dans les termes, la misère croissant avec l'abondance, pouvait avoir de la réalité, de procurer ainsi un repos à l'esprit, qui refuse presque toujours son attention lorsqu'il voit qu'on veut le mener à des résultats trop contraires à ses premières notions. Nous nous empressons de revenir à des matières plus tangibles et qui demandent moins de contention d'esprit. Plus nous avons éprouvé de peine à nous faire une idée précise de la richesse, à définir ce qu'était la valeur ou le prix de chaque chose; plus nous avons trouvé de contradictions dans les définitions précédentes, et plus nous croyons cette étude fallacieuse: la richesse n'est quelque chose que quand on la considère par rapport à l'homme, la richesse est l'expression du rapport des choses avec l'homme; mais la richesse

considérée abstraitement, la richesse sans relation avec l'homme qui la consomme ou avec l'homme qui la produit, est un mot vide de sens.

Cependant la science qu'on nomme communément économie politique, quoique le nom de Chrématistique soit sa vraie désignation, s'est proposé pour but l'étude de la richesse prise abstraitement, l'étude de sa nature, des causes de son accroissement ou de sa destruction. Nous réservons le nom d'économie politique à l'étude de l'organisation sociale de l'homme dans son rapport avec les choses, de l'homme qui consomme la richesse et de l'homme qui la produit; ce n'est pas seulement une distinction de mots, nous ne nous contentons pas de donner au nom d'économie politique un sens plus étendu, et qui comprenne en soi la chrématistique, nous regardons la dernière comme poursuivant une ombre sans réalité; et nous croyons que, de déceptions en déceptions, elle nous conduit au but précisément opposé à celui qu'elle se propose.

Tout le système de la chrématistique peut se résumer en deux mots: pour accroître la richesse il faut produire beaucoup, produire à peu de frais. Se proposer de produire beaucoup, c'est ne pas tenir compte de la distinction entre la valeur utile et la valeur échangeable, c'est souvent augmenter la quantité sans augmenter la richesse, c'est, en poussant développement continu de l'industrie, attirer sur l'industrie le plus redoutable des fléaux, l'encombrement. Se proposer de produire à peu de frais, c'est le second conseil de la chrématistique, qui perd l'homme de vue en poursuivant la richesse, et il est plus décevant encore. La société, en s'y conformant, a marché d'économie en économie; elle s'est efforcée de produire tous les objets destinés au commerce avec le moins de travail possible; elle a retranché en conséquence à toutes les professions autant d'hommes qu'il était possible de leur en épargner; elle a forcé en même temps ceux qu'elle leur laissait à donner plus de labeur pour moins de récompense. Elle a travaillé à nourrir l'homme de la manière la plus économique, ainsi elle a substitué d'abord le pain à la viande, plus tard la

pomme de terre au pain; de même elle a retranché sur les habillements, et le bas prix des étoffes de coton permet à l'homme et surtout à la femme du peuple de s'habiller avec dix fois moins de dépenses qu'ils ne faisaient autrefois. On a persuadé au pauvre que les trousseaux, les grands approvisionnements de linge, les ustensiles de cuivre, les ameublements de quelque prix, les bijoux, étaient des avances ruineuses, des capitaux qu'il laissait oisifs sans profit, et on lui a fait porter si loin l'économie, que tout son ameublement et sa garde-robe, tout ce qu'il possède au monde, ne vaut pas trois mois de son travail. Le temps a été épargné comme la dépense; on a rendu toutes les communications plus promptes, et le commerce sert aussi rapidement un grand empire qu'il servait autrefois une seule ville; mais dès lors il a été aisé de faire comprendre que la moitié, les trois quarts des anciens intermédiaires du commerce étaient inutiles, que le consommateur gagnerait à s'adresser directement au gros marchand de la capitale, qui lui enverrait tout ce dont il aurait besoin par le retour du courrier, qu'on pouvait donc supprimer tous les marchands en gros et en détail des provinces et avec eux la plupart des boutiquiers; que l'économie ne devait pas s'arrêter aux personnes, mais qu'on pouvait supprimer également tous les dépôts de marchandises, tous les fonds de magasin qui, dans l'ancien système, étaient répandus par tout l'État; qu'on devait se proposer d'arriver à une activité si grande dans le trafic, que la marchandise serait à peine détachée du métier des fabricants qu'elle serait livrée au consommateur, car grâce à la vélocité des voitures à vapeur, elle passerait moins d'heures sur la route qu'elle n'y passait autrefois de semaines. Les métaux précieux à leur tour ont été l'objet d'une semblable économie. La chrématistique a fait sentir à la société l'abus d'en employer pour une si grande valeur à fabriquer du numéraire: les écus sont remplacés par des billets de banque, et, au dire de plus d'un philosophe, l'argenterie devrait être remplacée par du plaqué, et tous les vains ornements d'église par un culte plus spiritualisé. Et voilà, nous assure-t-on, comme une nation s'enri-

chât par l'économie, comme elle s'enrichit en accomplissant beaucoup de travail à peu de frais, car alors toutes ses maisons, ou à peu près, pourront être vides, toutes ses boutiques et ses magasins pourront être vides, tous les chars de ses rouliers pourront être vides, toutes les bourses des citoyens pourront être vides aussi et l'ouvrage de tous pouvant être fait avec moitié moins de travail, la moitié des laboureurs, la moitié des artisans pourront se dispenser de vivre, l'autre moitié vivra à moitié prix de ce qu'elle faisait autrefois. Comment donc arrive-t-il que ceux qui ne veulent chercher que la richesse, nous présentent, au lieu de son image, le plus effroyable dénuement?

C'est qu'on ne peut réussir à s'entendre en économie politique qu'autant qu'on fixe sans cesse ses regards sur l'avantage ou le bien-être de l'homme. Ceux au contraire qui ont la prétention de remonter de l'homme à l'essence des choses, arrivent bien vite à ne plus distinguer le but vers lequel ils dirigent les efforts de la société. Ce but, qui leur semblait d'abord une chose positive, revêt, plus ils en approchent, une forme toujours plus vaporeuse, plus insubstantielle, et il finit par se dissiper dans le vague de l'air.

Nous considérons l'économie politique, la règle de la maison et de la cité, comme étant essentiellement la science du gouvernement. Sans doute, comme objet de méditation et d'étude, elle est accessible au plus simple citoyen, mais elle se résout toujours en conseils donnés au pouvoir social, en exposition du plan de conduite ou d'influence qui sera le plus avantageux à la société. On pourrait dire que le conseil populaire donné de nos jours au gouvernement, c'est de favoriser continuellement le développement de l'industrie, c'est vers ce but qu'on veut faire converger toutes ses études, toute son influence en économie politique. Mais, selon nous, c'est plus haut qu'il lui faut faire porter ses regards, c'est sur l'ensemble de ce qui constitue le bonheur national, c'est sur les rapports, sur les proportions qui doivent exister entre les conditions diverses, entre les classes diverses de citoyens, pour que toutes s'entraident, que toutes pourvoient aux besoins

les unes des autres, que toutes unissent l'espérance au sentiment de la sécurité, que toutes enfin, par le développement de leur énergie, puissent réunir les meilleures conditions pour le bonheur, puissent jouir de l'activité dans le calme. Chacun des symptômes isolés de prospérité peut être trompeur; un accroissement ou de population, ou de production, ou d'exportation. ou de numéraire, ne prouve point que la nation soit heureuse, pas même qu'elle s'enrichisse; c'est la proportion, c'est le juste rapport entre ces progrès qui conservent à tous le bien-être; tout comme c'est la proportion entre les professions diverses qui donne à la société la vigueur, la santé d'un corps bien constitué.

Lorsque, pénétré de cette idée des rapports mutuels entre les professions, nous contemplons la société, et que nous cherchons quelle doit être son organisation économique pour le bonheur de tous, nous reconnaissons aisément que la base de l'édifice social ne peut être assuré que lorsque le corps des paysans sur lequel il repose est nombreux et heureux. Sans doute, l'État a besoin des vivres que les cultivateurs feront naître, mais il a plus besoin encore des cultivateurs eux-mêmes. Aucune classe, si son bonheur est assuré, n'est si attachée à l'ordre public, car la perpétuité s'allie merveilleusement avec sa condition, et elle demande à l'ordre la garantie du fruit de ses travaux, jusqu'aux temps les plus éloignés. Aucune classe n'a autant d'amour pour le pays, de qui elle prend son nom; aucune ne montrera plus de valeur pour défendre la patrie, parce que la nature même de ses travaux fortifie sa santé et exerce sa vigueur et son courage. Il faut donc se demander, non point avec quelle économie de bras on pourra accomplir son ouvrage, mais, au contraire, sous quelles conditions on pourra appeler une population plus nombreuse dans les champs, l'y retenir et l'y rendre heureuse par l'abondance. L'ordre social peut assurer aux paysans plus de bonheur dans le présent, plus de sécurité dans l'avenir, qu'à aucune autre classe d'entre les hommes qui travaillent de leurs bras. Ce serait une manière bien étroite et bien fautive de les considérer, que de voir en eux seulement un

moyen de créer la richesse. Ils sont un but, au contraire, un des grands buts de la société; et une heureuse distribution de la richesse ne doit être qu'un moyen d'assurer leur nombre, leur bonheur, et leur attachement à la patrie.

Après les cultivateurs, la classe la plus essentielle au bien-être de la nation est celle des propriétaires de terre, de ceux qu'on nomme, dans beaucoup de pays, les gentilshommes campagnards. Trop souvent sans doute cette classe s'est attribuée la propriété de la totalité des terres de l'État; alors elle s'est crue souveraine du sol, et maîtresse d'en expulser qui elle voulait; alors encore elle a cru que son utilité était le seul but de l'agriculture, et que son profit net était la même chose que le profit national. Cette erreur, dans laquelle son orgueil et sa cupidité l'ont entraînée, a toujours été fatale à la nation, et presque toujours à elle-même. Le rôle social des propriétaires, c'est de vivre entremêlés avec les paysans pour les civiliser et les spiritualiser, en quelque sorte. La vie des champs développe en eux, comme dans le bon paysan, la santé, la vigueur, le courage, l'amour de l'ordre et l'amour de la patrie. L'aisance, le loisir et l'éducation mettent en outre à leur portée l'intelligence, les connaissances, avec le sentiment de la dignité humaine et l'amour de la liberté. Lorsque l'aristocratie campagnarde n'entretient avec les paysans que des rapports de bienveillance, de bon voisinage ou d'association, elle leur communique ses vertus et ses lumières, elle les dirige au service de la patrie, elle les fait participer à l'influence des sciences sur l'agriculture, elle civilise leurs manières, elle leur inspire des goûts plus élégants; elle fait ainsi, de tous les habitants des campagnes, un tout homogène, uni par l'affection et la confiance, qui rendra la nation forte à la guerre pour sa défense, prospérante à l'intérieur par une consommation et une reproduction abondantes auxquelles tous prennent part. Mais si l'aristocratie territoriale entre en lutte avec les paysans pour s'enrichir à leurs dépens, si elle les opprime, si elle les appauvrit, si elle les aigrit, si elle est obligée de les désarmer, parce qu'elle se défie d'eux; si elle se sépare d'eux,

soit en élargissant par l'orgueil la distance sociale, soit en abandonnant les champs pour les villes ou la capitale, elle ne remplit aucune des fonctions pour lesquelles elle a été instituée elle n'exerce sur le grand nombre aucune influence avantageuse ni morale, ni intellectuelle: loin d'élever les paysans, elle les dégrade; loin d'aguerrir la nation, elle l'affaiblit et la met en danger par une discorde intestine; loin de pourvoir le commerce de consommateurs, elle ruine les villes parce qu'elle appauvrit les campagnes. La santé de la société réclame donc le maintien d'une juste proportion entre les gentilshommes et les paysans, leur indépendance mutuelle en même temps que leur union, la dissémination des gentilshommes dans toutes les parties du territoire, le maintien de leur aisance enfin, mais aussi de l'aisance des cultivateurs, pour que la consommation de tous s'accroisse, plus encore que la population.

Le troisième ordre dont la société a besoin, pour former un tout susceptible de vie et de prospérité, c'est celui des hommes de métier, des hommes qui exercent l'industrie des villes. Dans la première origine des sociétés, tous les travaux sur les métaux, les pierres, les terres, le bois, les laines, les chanvres, les cuirs, par lesquels les hommes pourvoient à leur logement, leur ameublement, leurs vêtements, et leurs ustensiles et outils, étaient accomplis dans le sein des familles des deux premières classes; mais ces ouvrages, exécutés par des hommes qui n'en avaient point l'habitude, étaient bien plus grossiers qu'aujourd'hui, bien plus imparfaits, et ils exigeaient cependant beaucoup plus de temps. Après que la société se fut assise, se fut fixée par l'agriculture, les femmes de chaque famille continuèrent assez longtemps à se réserver la fabrique des tissus; les hommes, qui n'avaient point connu le besoin des maisons dans la vie pastorale, quand ils devinrent cultivateurs, élevèrent, comme ils font dans les nouveaux défrichements d'Amérique, leurs cabanes (log-houses) par le concours mutuel de tous les voisins; mais le travail des métaux demandait plus de force, d'habileté, et une habitude constante; aussi le métier de forgeron semble-

t-il avoir précédé tous les autres: les Grecs mirent dans l'Olympe un dieu forgeron, comme pour montrer que son métier appartient à la première origine de la société humaine, et l'histoire se perd dans la mythologie, qui raconte l'avènement, en Grèce, des Dactyles idéels, ou les travaux de forge des Cyclopes.

Lorsque le progrès de l'aisance des cultivateurs amena successivement la formation de tous les autres métiers, pour les servir, pour construire leurs maisons, leurs meubles, leurs outils, leurs habits, en échange d'une partie de la subsistance que produisait l'agriculture, les hommes de métier se réunirent dans les petites villes ou les villages; ils devaient cependant se tenir à portée de toutes les habitations du territoire, car les produits de leur industrie n'étant que peu susceptibles de transport, ils allaient le plus souvent l'exercer sur les lieux où elle était requise. Ils ne faisaient aucun ouvrage que celui qui leur était demandé; ils n'avaient par conséquent, jamais un fonds de magasin, un capital qui attendit les acheteurs, et dont la valeur échangeable diminuât ou disparût s'il ne pouvait pas se vendre. Le commerce n'existait pas encore, les produits du travail étaient estimés en raison de leur utilité, ou du travail qu'ils avaient coûté; l'encombrement des marchandises n'était pas une chose possible. Encore aujourd'hui, on ne voit point le charpentier ou le maçon vendre à vil prix, faute de demandeurs, l'ouvrage qu'ils ont préparé. Mais on peut voir un encombrement de bras dans leur profession. Il peut y avoir dans un district plus de maçons, plus de charpentiers, plus de gens de métier que le district ne veut en employer, ou ne peut en récompenser. Alors ce n'est pas la richesse dont la valeur est anéantie par la concurrence, c'est l'homme lui-même. La société doit donc se proposer, quant aux gens de métier, de faire en sorte qu'ils se trouvent partout, et qu'ils ne soient nulle part trop nombreux. Il y a un peu de gêne, un peu d'attente et de malaise pour tous, s'il ne se trouve pas dans un canton autant de maçons, de charpentiers, de forgerons, que le canton en voudrait employer et en pourrait récompenser; mais il y a

souffrance très-vive pour tous ces gens de métier, il y a misère et mortalité parmi eux, s'il s'en trouve trop. L'excès est donc beaucoup plus à redouter que le défaut; et si la société peut exercer sur eux aucune vigilance, ce doit être pour empêcher que, dans aucune de ces professions, les ouvriers ne se multiplient outre le besoin.

Le quatrième ordre est celui des fabricants ou manufacturiers; et nous appelons ainsi tous ceux qui préparent des marchandises susceptibles de transport, pour que le commerce les distribue ensuite là où elles seront demandées. Ceux-là ne règlent point leur travail sur la demande qui leur est faite par celui même qui veut en faire usage. Mais ils font, ou bien le négociant fait pour eux, un calcul approximatif de ce qu'ils peuvent vendre; et établissant d'avance leurs marchandises, ils attendent les acheteurs. En général, les premiers fabricants se sont destinés à satisfaire l'un des premiers besoins des hommes, celui des vêtements. Mais, dans les autres métiers, on a également remarqué qu'on pouvait travailler plus vite et plus économiquement en fabrique que d'après la commande: on voyait que les tisserands, en répétant toujours la même opération, s'étaient accoutumés à la faire avec une promptitude et une dextérité que ne sauraient égaler les autres hommes; qu'ils avaient en même temps perfectionné leurs instruments; qu'ils travaillaient sans relâche, au lieu de perdre du temps à attendre les ordres du consommateur; qu'ils gagnaient sur la quantité, et qu'ils pouvaient, par conséquent, établir à meilleur marché un ouvrage fait d'avance, que s'ils attendaient la commande des acheteurs. Les gens de métier commencèrent donc à établir en fabrique tous les genres de marchandises qui pouvaient supporter le transport, et à mesure que les moyens de transport devinrent plus rapides et plus économiques, la manufacture remplaça toujours plus le métier; un plus grand nombre d'objets fut préparé d'avance, non sur la commande du consommateur, mais sur sa disposition présumée à les acheter. Le fabricant ne se proposait point dans cette innovation l'avantage du consommateur, mais le sien propre; il

comptait profiter de toute l'économie que l'application de pouvoirs mécaniques perfectionnés, de grands approvisionnements, une surveillance exercée en grand lui permettaient de faire; mais d'autre part la vente, l'écoulement lui étaient devenus nécessaires; il dépendait du consommateur plus encore que l'homme de métier; celui-ci, en attendant que son ouvrage lui fût demandé, pouvait vivre de ses petites économies; le fabricant avait employé toutes ses économies à préparer de nouvelles marchandises; le besoin le pressait, il lui fallait séduire le consommateur, et dans ce but il ne tardait pas à lui abandonner toute l'économie qu'il avait faite sur la fabrication.

Nous n'avons mis qu'en quatrième ligne la classe des fabricants, non-seulement parce que son origine est postérieure à celle des trois autres, mais encore parce que la société peut se passer d'eux beaucoup mieux que des professions que nous avons nommées auparavant. En effet, à l'origine des sociétés, tout le travail dont les fabricants se chargent aujourd'hui était exécuté dans le sein des familles, avec moins d'économie sans doute, mais aussi avec la certitude qu'il ne serait jamais inutile, qu'il ne serait jamais vendu à perte. Plus tard ce même travail fut exécuté par les gens de métier, avec tout autant de profit pour les producteurs; seulement il revenait moins cher au consommateur. Enfin, dans un état plus avancé du monde, une nation peut encore sans regrets se passer de fabricants, car toutes les autres nations s'empressent à l'envi à lui fournir tous les objets qui peuvent se préparer en fabrique. Dans ce cas, le consommateur, au lieu de profiter de toute l'économie que le fabricant a faite sur l'homme de métier, la voit un peu diminuer par les frais de transport qui sont à sa charge.

Les consommateurs, dans leur ensemble, composent toute la nation; mais, d'une manière plus spéciale, les consommateurs importants sont les propriétaires et les cultivateurs, ou les deux classes primitives; toutes les autres se sont établies pour les servir, et elles ont pris l'engagement de servir en même temps ceux qui les servent. Le travail des fabricants

leur est toujours finalement payé avec les denrées que fait naître la richesse territoriale; elles satisfont le plus impérieux de leurs besoins, et ceux qui les produisent sont de beaucoup les plus nombreux de leurs consommateurs. Il importe assez peu à ces maîtres des produits du sol que les objets fabriqués qu'ils achètent soient nationaux ou étrangers; la différence de prix entre les uns et les autres peut affecter légèrement leurs jouissances, elle ne saurait jamais leur causer une souffrance. Mais c'est à une souffrance, et à une souffrance très-vive, que le fabricant est exposé, si l'ouvrage qui'il a confectionné ne trouve pas d'écoulement. En préparant d'avance les produits de son industrie avec lesquels il veut séduire des acheteurs, il doit se proposer d'être bien approvisionné, d'offrir à ceux-ci des assortiments; il lui faut donc un surplus de marchandises, et il travaille sans relâche à les préparer, d'autant plus que tout temps perdu est pour lui une perte de revenus. Il emploie donc toutes ses économies, tout son crédit, aussi loin qu'il peut s'étendre, à acheter des matières premières qu'il met en oeuvre; et les marchandises qui remplissent son magasin représentent non-seulement le salaire avec lequel il doit vivre, mais toute la petite fortune qu'il avait accumulée, tout le capital qui'il avait emprunté à terme fixe, et qu'il doit rendre. Aussi, s'il éprouve un retard dans la vente, non-seulement sa subsistance lui est retranchée, mais son honneur est compromis. Quand le besoin le presse réellement, il faut qu'il vende, et qu'il vende à tout prix. Il consent à perdre d'abord tout son salaire, ensuite tout son petit capital, plutôt que de ne pas satisfaire ses créanciers à l'échéance. Il travaille donc, il travaille avec ardeur, et, au lieu de créer de la richesse, il la dissipe; car la marchandise qu'il a terminée vaut moins que ne valaient les matières premières avec lesquelles il l'a faite, jointes à son entretien; ainsi la baisse générale des prix est une diminution de sa fortune, et en même temps de l'ensemble de la fortune nationale. Mais cet état de souffrance et de ruine, cet état de désespoir n'est pas un accident rare pour le manufacturier; c'est au contraire le sort qui l'attend dans une période quelconque de son existence, car c'est le résultat direct

de ses efforts. En effet, chacun des progrès, chacune des applications de la science par lesquels la manufacture a d'abord remplacé le métier, par lesquels ensuite la manufacture perfectionnée a remplacé la plus grossière, ont eu pour effet nécessaire de jeter sur le marché une quantité de marchandises surnuméraires: l'inventeur, grâce au progrès qu'il avait fait et à la diminution de prix qui en était la conséquence, comptait de vendre à celui qui achetait auparavant de son voisin; on appelait prospérité l'augmentation du débit de l'inventeur, et l'on fermait les yeux sur la ruine du voisin, sur l'encombrement qui en était la conséquence. Mais dans cette lutte, pour réussir aux dépens d'autrui, chacun à son tour devient le voisin, et l'encombrement se fait sentir tour à tour à toutes les parties du commerce.

Plus la manufacture acquiert d'importance, et plus les consommateurs auxquels elle est destinée sont inconnus au fabricant: c'est par conjecture qu'il a évalué leurs besoins et leur goût; mais à la distance où il se trouve d'eux, il risque toujours d'être mal informé, ou de la diminution de ces besoins, ou de l'augmentation des moyens des rivaux qui les approvisionnent comme lui. Plus donc la manufacture est importante et son marché est éloigné, plus l'encombrement est inattendu et ses effets sont désastreux. Au reste, comme le fabricant est stimulé à son travail par les besoins les plus pressants, cet encombrement ne l'arrête pas; il lui faut au contraire redoubler d'efforts pour produire, jusqu'à ce qu'une ruine absolue le contraigne à l'oisiveté. Tant que ses marchandises se vendent bien, qu'il est bien payé, il vit dans l'aisance, il se donne bon temps, et la jouissance qu'il préfère souvent à toutes les autres est celle du repos. Mais dès que ses marchandises éprouvent de la peine à se vendre, que son salaire ou son profit diminue, il se fait un devoir de l'assiduité. Renoncer à travailler ce serait renoncer à manger, et plus il a de peine à disposer de son travail, plus il a faim. Il reconnaît bien qu'il y a trop de mains employées à faire le même ouvrage que lui, mais loin d'en conclure qu'il doit rester oisif une partie de la journée, il cherchera à mériter la préférence de

celui qui peut l'employer, non-seulement en se contentant d'une moindre récompense pour son travail, mais en le commençant plus tôt dans la journée, en le poursuivant avec plus d'assiduité, et en le terminant plus tard.

L'encombrement est donc bien plus redoutable pour le fabricant que pour l'homme de métier; il attire bien plus rapidement sur lui la misère, la souffrance et la mort. Aucune prudence humaine ne saurait l'en préserver, car il travaille pour un marché distant et inconnu, et ce sont aussi des rivaux distants et inconnus qui, tout à coup, et sans qu'il puisse le prévoir, viennent le supplanter dans le marché qu'il occupait, en offrant à la place de sa marchandise une marchandise nouvelle qui coûte moins ou qui vaut davantage. Quand les gens de métier surabondent dans un lieu, comme la disproportion entre la demande du travail et les bras pour l'exécuter ne peut être ni très-grande ni très-subite, les artisans trouvent en général moyen de se déplacer et de se rendre dans un lieu où l'on ait besoin d'eux. Tout au moins, comme ils ne sont pas nombreux, ils peuvent être secourus par la charité publique. Mais les fabricants se trouvent rassemblés tous en un même lieu, loin de ceux qu'ils doivent servir; quand ils se trouvent de trop là où ils sont, il leur est fort difficile de savoir où ils doivent se rendre. Le plus souvent, comme le même encombrement réagit partout, ils ne sont désirés en aucun lieu, partout également ils sont de trop, et d'autre part ils sont si nombreux que la charité publique ne peut suffire, dans les lieux où ils sont accumulés, à pourvoir à leurs besoins. Aussi leurs souffrances sont horribles; elles mettent également en danger la moralité, la santé et la sûreté publiques, et l'on peut les signaler comme les plus grandes des calamités auxquelles, dans les temps modernes, les gouvernements sont appelés à pourvoir.

Mais si le danger de l'excès de production est infiniment plus redoutable pour les fabricants que pour les gens de métier, le danger du défaut de production est à peine appréciable: tout ce qui manquera sur le marché, mais qui peut se faire en fabrique, sera bien rapidement suppléé par le com-

merce étranger. Les consommateurs s'apercevront à peine de la légère différence de prix moyennant laquelle on leur apportera des extrémités de la terre tout ce dont ils auront besoin. Aussi nous répéterons avec bien plus de raison encore pour les fabricants et manufacturiers, ce que nous avons dit des gens de métier, c'est que si la société peut exercer quelque vigilance à leur égard, elle doit se proposer surtout d'empêcher que leur nombre ne se multiplie au delà des besoins. Nous avons passé en revue les diverses professions qui accomplissent l'ouvrage manuel dont la société a besoin pour sa subsistance et ses jouissances. Au-dessus d'elles toutes s'élève une autre classe d'hommes, qui ne travaille point de ses mains, mais de son intelligence, qui dirige toutes les autres dans leurs efforts, qui les protège, les instruit, les conduit vers le but commun, qui enfin exerce dans la société à peu près les fonctions de l'état-major dans une armée. Cette classe se divise en cent professions diverses. et toutes sont relevées, parce que toutes peuvent être considérées comme se rapportant au bonheur social. Parmi ces ouvriers de l'intelligence, les uns entrent dans tous les offices du gouvernement, et leur fonction doit être de diriger les efforts de tous vers le plus grand bien de tous; d'autres prennent pour leur province spéciale de développer dans la nation les progrès de la moralité et de l'intelligence, et de la mener vers une plus grande perfection: dans ce but les uns se chargent de l'éducation de la jeunesse, d'autres de l'enseignement religieux, qui est l'éducation de tous les âges. Un grand nombre d'entre eux se consacrent à défendre les intérêts de la société, ou des individus qui la composent; ils sont les antagonistes de toute espèce de désordre; ils étudient ou pratiquent l'art de la guerre dans toutes ses parties pour garantir la paix publique; ou bien ils se font les gardiens de la santé, comme médecins, ou de la propriété, comme hommes de loi. Beaucoup d'autres enfin se chargent de la direction de tous les travaux matériels qui sont exécutés par les autres classes. On peut ranger dans cette catégorie les capitalistes, qui fournissent les fonds nécessaires pour exécuter le travail; les entrepreneurs de ma-

nufactures avec tous leurs inspecteurs et leurs aides, qui le dirigent par leur intelligence et leur vigilance; les négociants, qui font parvenir à une classe ou à un pays les productions d'un autre; les savants, qui découvrent les lois de la nature, et les ingénieurs et mécaniciens, qui font l'application de ces lois à tous les travaux humains.

Malgré la variété infinie des professions entre lesquelles se partagent les hommes de l'intelligence, une commune gloire s'attache à eux tous: ce sont eux qui ont fait obtenir à la nature humaine tous les plus hauts développements dont elle est susceptible; ce sont eux qui ont fait grandir sa puissance morale et intellectuelle, et cette influence bienfaisante s'étend non-seulement aux individus qui appartiennent à ces professions relevées, mais à ceux aussi qui vivent de l'exercice de leurs bras. Ces derniers, en effet, sont éclairés par la réflexion de la lumière que les hommes de l'intelligence répandent sur eux. La gloire, tout comme la garantie de la société, se trouve dans les hommes de l'intelligence, et l'économie politique doit regarder leur production et leur perfectionnement comme l'un de ses buts spéciaux, comme l'un des plus heureux fruits du bon gouvernement de la maison et de la cité. Ce n'est qu'au moyen de la communauté des efforts et des garanties qu'une créature faible, dépendante et tourmentée de besoins comme est l'homme, a pu dans une société bien organisée s'élever si haut vers le monde des esprits. Mais si le développement des intelligences est le but le plus noble que puissent se proposer les sociétés humaines, lorsqu'on vient à considérer ce développement non plus comme un but, mais comme un moyen, lorsqu'on lui demande seulement de mener à la fortune ceux qui l'ont obtenu, la classe des hommes de l'intelligence peut, tout aussi bien qu'aucune autre, se voir menacée d'encombrement. Bien plus, cette classe éprouve aujourd'hui, presque partout, la souffrance qui résulte de ce qu'elle est trop nombreuse pour la tâche qu'elle doit accomplir. Il n'y a pas de pays où l'on ne se plaigne de ce qu'il n'y a plus de carrière pour les jeunes gens. Nous pouvons encore nous ressouvenir d'un temps où un homme qui avait reçu

l'éducation qu'on pouvait obtenir dans tous les collèges, sans même s'y être distingué, était sûr de faire son chemin, pourvu qu'il montrât de l'assiduité et de la bonne volonté; si même ce jeune homme se destinait au commerce ou aux manufactures, ces deux qualités lui suffisaient seules, encore que son intelligence fût assez bornée, et que son instruction se limitât presque uniquement à savoir lire, écrire et chiffrer. Mais aujourd'hui les parents qui destinent leurs enfants au commerce, sentent la nécessité de leur faire acquérir une grande variété de connaissances; après leur avoir fait donner l'éducation spéciale qu'ils jugent convenable à un négociant éclairé, ils ont besoin de crédit et de recommandations pour les introduire dans des maisons de commerce, où tout au plus un petit salaire leur est assuré, et où ils voient rarement devant eux quelque espérance d'avancement.

Une éducation supérieure ne donne pas aux jeunes gens de meilleures garanties qu'ils pourront faire leur chemin dans le monde. Chaque année, les écoles de théologie, de droit et de médecine amènent une foule de jeunes gens jusqu'à la porte du temple de ces trois professions lettrées, et là commence, et se renouvelle sans cesse, une lutte décourageante pour y pénétrer; quelquefois le talent réussit à se faire distinguer, souvent il échoue, et les étudiants sont tous également convaincus que seul il ne suffit point pour les faire parvenir. Une foule plus nombreuse encore assiégé sans cesse les ministères et toutes les avenues du pouvoir pour demander des places; mais il n'y a pas de places de quoi occuper la moitié de ceux qui seraient capables de les remplir. L'indigence des savants et des poètes a longtemps été proverbiale; peut-être a-t-elle un peu diminué aujourd'hui, à cause de l'emploi que la presse quotidienne a offert aux hommes de lettres de seconde volée; cependant pour eux aussi le nombre des talents non employés surpasse de beaucoup le nombre des emplois. Ceux qui observent le commerce de librairie s'aperçoivent bientôt qu'on écrit plus qu'on ne lit; que les ouvrages sérieux sont achetés par vanité plus que par désir d'instruction, et que les bibliothèques sont plutôt

un meuble élégant, dont les riches veulent orner leurs appartements, qu'un instrument pour des études profondes. L'encombrement se fera bientôt sentir dans la librairie plus que dans aucun autre commerce, parce que les livres, au lieu de se consommer comme les autres marchandises, s'accu- mulent entre les mains des acheteurs eux-mêmes.

Ainsi, la société, si elle peut exercer quelque vigilance sur la classe qui vit de son intelligence, doit tendre à empê- cher, pour elle comme pour toutes les autres, qu'elle se mul- tiplie au delà du besoin. Les souffrances des hommes de l'intelligence, lorsqu'ils manquent de pain, sont en effet plus cuisantes que celles d'aucun autre ordre d'hommes. Leur éducation a constamment tendu à développer leur goût, leur délicatesse, leur sensibilité, et par conséquent leur suscepti- bilité pour la souffrance. Ils forment l'aristocratie de l'esprit, et celle-là a bien voulu quelquefois rabaisser toutes les au- tres, mais elle ne saurait renoncer à être elle-même distin- guée: l'orgueil de ceux qui ont reçu une éducation supérieure leur rend toute espèce d'humiliation, toute espèce de dépen- dance, plus douloureuse. Leurs organes ne leur permettent plus de passer des travaux de l'esprit à ceux du corps; mais si, dans leur misère, ils souffrent plus que les autres, ils sont aussi, dans leur souffrance, beaucoup plus dangereux que les autres pour la société; ils ont le pouvoir d'échauffer et de diriger les masses; ils sont empressés à l'attaque d'un ordre social dans lequel ils n'ont point trouvé de place, et ils se montrent plus habiles que tous les autres pour le renverser. Ceux qui exercent le pouvoir dans les gouvernements abso- lus, dans tous ceux qui résistent aux progrès sociaux, s'en sont bien aperçus, et ils surveillent avec une extrême jalousie tous les candidats aux professions lettrées; mais l'on ne peut remarquer sans tristesse que cette inimitié pour les lumières gagne aujourd'hui la masse des citoyens, qui voient dans les étudiants, les jeunes avocats, les journalistes, les constants ennemis de leur repos.

Cependant, les plus vertueux amis de l'humanité font en même temps retentir leur voix pour demander sans cesse

l'instruction du peuple et son éducation: ils regardent la fondation des écoles comme le plus puissant des remèdes aux maux qui affligent l'humanité, et ils se persuadent que les progrès de l'intelligence populaire ne calmeront pas seulement les passions, mais les besoins du peuple.

Pour s'expliquer des vœux si contradictoires, pour se faire une idée plus juste de ce qu'on peut réellement attendre du progrès des lumières, il faut distinguer, il faut considérer l'instruction comme but, il faut la considérer comme moyen. Si on la regarde comme but, le progrès de l'intelligence humaine doit être le premier de nos vœux; si on la regarde comme moyen, l'instruction destinée à mener à la fortune, et donnée à un trop grand nombre d'hommes qui aient besoin de gagner, les mènera au contraire à la misère, et l'État à une révolution.

L'homme a été destiné par son Créateur à tous les progrès; et le plus noble, le plus désirable de ces progrès est celui de son intelligence, en comprenant sous ce nom toute la partie immatérielle de son être. Toute éducation qui embrassera en même temps toute la nation, les classes destinées aux travaux manuels comme les autres; toute éducation qui donnera à toutes une connaissance plus approfondie de ses devoirs, une idée plus juste de ses relations avec Dieu et avec les hommes, un plus haut sentiment de sa dignité morale, une disposition plus constante à la bienveillance; toute éducation qui développera en même temps l'imagination et la sensibilité, qui préparera ainsi des jouissances plus relevées à des êtres rendus plus délicats; toute instruction, enfin, qui fera mieux connaître à tous le monde matériel, au milieu duquel tous doivent vivre, sera pour toutes les créatures humaines un grand bienfait, un avantage conforme au plan de Dieu à leur égard.

Mais l'éducation donnée aux classes pauvres, et qui ont besoin de leur travail pour vivre, lorsqu'elle aura pour but de les sortir de leur état; l'éducation qui leur sera représentée comme un moyen de renoncer aux travaux manuels, pour s'élever à la fortune par les travaux de l'intelligence,

trompera ceux auxquels elle sera donnée, et leur causera plus de souffrance que de bien-être. C'est une bienfaisance décevante que celle qui se propose de faire passer les hommes de la classe des manouvriers à la classe des ouvriers de la pensée. La société ne peut exister sans les travaux exécutés par la force physique. Si l'on appelle beaucoup de paysans à quitter les champs pour entrer dans les écoles de théologie, de droit ou de médecine, il faudra rappeler d'ailleurs des paysans pour cultiver les champs qu'ils auront abandonnés, ou plutôt il faudra qu'il naisse, dans les familles de cultivateurs d'où ils seront sortis, davantage d'enfants pour tenir leur place; car la société ne peut subsister si les rangs des cultivateurs ne sont pas remplis. Ce n'est point faire le bonheur des paysans que d'offrir à quelques-uns d'entre eux un billet pour la loterie des rangs distingués. Il en est de même des métiers des villes et des manufactures. L'éducation publique peut bien faire que tel fils de forgeron ou d'ouvrier fabricant se distingue dans une profession lettrée, mais il n'en faudra pas moins que sa place soit remplie par un autre forgeron, un autre fabricant; il n'en faudra pas moins que le travail manuel de la société s'accomplisse, que les besoins matériels de la société soient satisfaits.

Peut-être nous objectera-t-on qu'en parlant ainsi nous paraissions ne tenir aucun compte des progrès de la mécanique et de l'application de toutes les sciences à tous les arts. L'espoir de la race humaine, nous dira-t-on, c'est justement de trouver dans la science un moyen de dispenser l'homme de tout travail musculaire, et de le laisser tout entier à la méditation et au développement de son intelligence. Déjà, par des découvertes ingénieuses, on a réussi à cultiver les champs avec la moitié, avec le quart des bras qu'on y employait autrefois. L'Angleterre, où l'agriculture est si prospérante, ne compte pas vingt cultivateurs par mille carré, tandis qu'il en faut au moins deux cents à l'Italie. Ne peut-on pas espérer qu'au moyen des progrès des arts on réussira à dispenser encore du travail les vingt qui restent? Les pouvoirs scientifiques ont bien plus d'efficace encore dans les manufactures.

C'est là que les machines à vapeur remplacent les hommes : avec un singulier avantage. Par leur aide un seul ouvrier, un enfant, fait un ouvrage que cent hommes n'auraient pu accomplir autrefois; pourquoi n'espérerions-nous pas que ce seul ouvrier pourra se reposer à son tour, que tout au moins l'enfant pourra suffire, et qu'entre trente et quarante ans tout homme fait sera congédié de toute manufacture, comme il l'est déjà aujourd'hui de la manufacture de coton? Tout l'ouvrage des champs, tout celui des villes sera fait un jour par cette puissance gigantesque et aveugle que le savoir de l'homme s'est asservie. Il est donc bien essentiel d'ouvrir de toutes parts des écoles supérieures pour préparer aux professions lettrées les millions et les millions d'hommes qu'avaient jusqu'ici employés d'une manière si dégradante les travaux manuels. -- Nous concevons, en effet, comment le progrès qu'on nous annonce enlèvera à ces millions d'hommes leur gagne-pain actuel; mais, pour se figurer qu'ils en trouveront un nouveau dans les professions lettrées, il faut avoir oublié que les classes diverses de la société sont dans une dépendance mutuelle les unes des autres. Si les hommes de peine nourrissent, habillent et logent la nation, les hommes de la pensée sont à leur tour destinés à garder, à diriger, à éclairer, à guérir les hommes de peine. Quand on aura réduit le nombre des hommes de peine au quart ou au cinquième de ce qu'il est à présent, on n'aura plus besoin pour eux que du quart ou du cinquième des prêtres, des avocats, des médecins et de tous les autres membres des professions lettrées qu'ils emploient aujourd'hui. Quand on les aura retranchés absolument, on pourra aussi bien se passer du genre humain. Étrange système que celui qui fait considérer comme un progrès l'art de retrancher des hommes, tantôt dans une profession, tantôt dans une autre! qui les confisque partout au profit des choses, et qui nous parle de l'accroissement de la richesse quand on ne la prodiguera plus à nourrir une nation! Nous le croyons; c'est tromper les pauvres, et leur préparer une existence misérable, que de les appeler à quitter la charrue ou le marteau pour les bancs de l'école, en leur

annonçant que c'est le chemin de la fortune. Sans doute, il ne faut pas que la porte de la science leur soit fermée: il ne faut pas priver la société des talents éminents qui peuvent se faire jour parmi les classes inférieures, et qui répandront à leur tour leur lumière sur tous les hommes. Mais on peut se fier à l'énergie naturelle aux hommes de génie: elle les fera grandir et surmonter tous les obstacles, sans qu'il soit besoin d'aller les chercher. D'ailleurs, plus on soignera l'éducation du peuple qu'on destine à rester peuple, plus le génie trouvera le moyen de surgir du milieu de ses rangs. Il n'y a point de mal à ce que les obstacles qu'il devra vaincre soient redoutables; car c'est rendre service aux talents médiocres que de les décourager d'une carrière qui mènerait le plus grand nombre d'entre eux à un état de gêne, de lutte et de douleur. En excitant chez les hommes qui doivent vivre du travail de leurs bras le désir de changer de condition, on ne fait que les rendre mécontents de la leur, qui cependant doit être remplie, et l'inquiétude dont on les travaillerait nuirait tout autant à leur bonheur qu'au repos de la société.

Résumons à présent nos observations sur la coopération de toutes les classes de la société pour faire naître la richesse par le travail, et sur le partage de cette richesse entre toutes ces classes, pour les maintenir toutes également dans un état de prospérité. C'est là ce que nous avons nommé l'organisation économique de la société humaine, et ce que nous proposons pour but aux méditations de l'économiste et aux efforts de l'homme d'État.

Le mot de richesse, tout comme le mot de prospérité, tout comme le mot de jouissance, est vide de sens, si nous ne le rapportons pas à la personne qui jouit. Nous concevons qu'on puisse regarder la science des finances comme un moyen d'enrichir le prince; nous concevons qu'il y ait une science de s'enrichir soi-même, et cette science sans nom n'est pas pour cela sans étudiants; mais nous ne savons ce que peut être la science d'enrichir, la chrématistique, la science de la richesse, prise abstractivement, et nous ne concevons la richesse d'une société que dans la participation de tous

ses membres aux avantages matériels que le travail fait naître, A nos yeux, les hommes n'ont dans les associations humaines des devoirs réciproques, que parce qu'ils attendent de ces associations des avantages réciproques. Ils sont sortis des mains de leur Créateur, libres, indépendants, doués de facultés, sinon égales, du moins d'égale nature. Animés du même désir de conservation, de la même soif de bonheur, ils ont cru en trouver la garantie dans l'association de la maison, comme dans celle de la cité. Toute association n'a pu se maintenir que par la subordination; mais celle-ci n'a pu se légitimer que par son but, le bien commun. L'idée de ce bien commun s'élève assez haut au-dessus de l'individu pour porter celui-ci jusqu'au sacrifice de lui-même, jusqu'à l'héroïsme; mais l'héroïsme n'est éveillé que par le sentiment du devoir, et le devoir, noble distinction de l'être intelligent et moral, comprend toujours en soi le souvenir d'un droit, le sentiment de la réciprocité.

Les hommes ne peuvent se considérer comme réellement associés, qu'autant qu'ils ont donné intérieurement leur assentiment à l'association, parce qu'ils ont reconnu que, même dans leur plus humble condition, ils sont protégés par elle. Tant qu'il y a réciprocité d'avantages, les hommes ont contracté des obligations envers l'ordre social: ils sont sujets, si la réciprocité est incomplète; ils sont citoyens, si elle est égale; mais s'il n'existe aucune réciprocité, si ceux qui obéissent sont esclaves, si leur avantage n'est point compris dans l'avantage général, ils n'ont contracté aucune obligation: la violence qu'ils éprouvent les a mis en dehors du droit, en dehors de la loi, et les a dispensés du devoir.

Cette réciprocité d'avantages est la base de l'économie politique, comme elle est celle du droit public et constitutionnel. Ainsi que pour élever avec prudence l'édifice politique dans la nation, on doit étudier comment chaque ordre dans la société, chaque pouvoir qu'elle organise ou qu'elle reconnaît, contribue au bien commun, et reçoit en retour de tous les autres le support et la garantie qui conserveront son existence; ainsi, lorsqu'on veut pourvoir à la subsistance et aux jouis-

sances que le travail fait naître, il faut étudier comment chacune des conditions, chacune des professions qui se sont formées par la division du travail humain, et que la société trouve existantes ou qu'elle suscite, contribue à la subsistance et aux jouissances de toutes les autres, comment à son tour elle trouve la garantie de sa subsistance et de ses jouissances, comment enfin du concours mutuel naît le bonheur ou plutôt le bien-être de tous.

Ce bien-être matériel de toute la population, ces avantages nous comprenons sous le nom de richesses, distribués de manière à ce que toutes les classes de la nation en profitent, supposent toujours un certain rapport entre l'accroissement de la population et celui des subsistances. Le livre de Malthus sur le principe de population a produit une révolution dans la science. Plusieurs ont repoussé ses propositions comme trop attristantes, et ont trouvé plus commode de les nier que de s'en affliger; d'autres ont pu, avec plus de raison, critiquer quelques propositions trop absolues de Malthus, montrer que les vivres peuvent toujours se produire plus rapidement que la population ne s'accroît, et faire sentir que c'est la proportion entre la population et le revenu social qui décide de son aisance ou de sa misère. Mais un grand fait est toujours résulté des recherches de Malthus, un fait que personne ne peut nier sans fermer volontairement les yeux à l'évidence, c'est que la population peut s'accroître trop rapidement par rapport à ses moyens de subsistance, et que cet accroissement disproportionné est la plus grande calamité à laquelle les nations puissent être exposées. Un autre fait également incontestable est encore résulté des recherches de Malthus, et de toutes celles qui ont été faites depuis sur le même sujet, c'est que la race humaine a une si grande tendance à s'accroître et à multiplier, qu'aussitôt qu'on lui ouvre une carrière nouvelle, on crée par ce fait seul une classe d'individus toute prête à la parcourir; aussitôt qu'on présente un gagne-pain, on fait naître les hommes qui se le disputeront. La prudence seule ou la misère arrête les parents dans la multiplication de leurs familles, et quelque rapidement qu'on voie la popula-

tion s'a croître quelquefois, elle croîtrait bien plus vite encore, si les riches ni les pauvres ne songeaient jamais aux privations auxquelles la naissance d'un plus grand nombre d'enfants les exposerait. L'offre d'un nouveau gagne-pain fait momentanément oublier ces privations aux pauvres; aussi est-il immédiatement suivi d'une augmentation de population.

Ces faits sont admis par tous ceux qui ont écrit récemment sur l'économie politique; mais il est étrange de voir comme à l'application ils en ont peu tenu compte. Ils ont bien dit, en effet, qu'il fallait enseigner au pauvre la 'contrainte morale', qui doit lui faire réprimer ses passions, retarder son mariage, s'abstenir d'avoir plus d'enfants qu'il ne peut en élever dans l'abondance des choses nécessaires; et ils ont annoncé qu'ils arriveraient à cet heureux résultat en donnant au peuple une instruction plus relevée. Mais eux, qui ont reçu cette instruction plus relevée; eux, les philosophes qui s'occupent d'organiser la société, qui calculent la production et la consommation, ils n'ont songé qu'à augmenter la disproportion entre l'une et l'autre. Ils veulent bien que le cultivateur tire plus de blé de ses champs, le fabricant plus d'étoffe de ses métiers, mais ce n'est pas pour qu'il y ait un plus grand nombre d'industriels, et que chacun d'eux ait pour sa part plus de nourriture et plus de vêtements; bien au contraire ils enseignent comment on peut se passer d'hommes et dans les champs et à la ville, et comment on peut nourrir et vêtir avec plus d'économie ceux qu'on est forcé de conserver.

Nous avons considéré autrement la science de l'économie politique et le devoir du législateur: nous avons cherché quelles étaient les classes nécessaires les unes aux autres, et quel était le bien-être requis pour chaque classe; nous nous sommes demandé, non comment on pouvait en supprimer ou en diminuer quelqu'une, mais comment on pouvait les maintenir toutes dans l'abondance; et nous souvenant que toutes courent le même danger d'une population exubérante, nous avons demandé que le pouvoir social veillât sur toutes, non point pour les empêcher de s'accroître, mais pour garan-

tir, s'il est possible, que toutes ne s'accroissent que d'après certaines règles et dans une sage proportion.

Nous nous adressons d'abord aux cultivateurs, et nous leur disons que leur profession est toujours celle dans laquelle la multiplication des hommes, des travaux, des produits, entraîne avec soi le moins de dangers; que cependant eux aussi marchent vers une ruine certaine, s'ils apportent sur le marché des denrées que les consommateurs ne demandent point, qu'ils ne peuvent point acheter. L'industrie de l'agriculteur n'est point nécessairement dépendante du commerce; tandis qu'il travaille pour lui-même et pour sa famille, les prix du marché lui importent peu: s'il travaille seulement pour la ville voisine, il peut encore aisément apprendre à connaître quels y sont les besoins et les approvisionnements, et une prudence ordinaire lui suffira pour ne point se trouver chargé de denrées qu'il ne pourrait point débiter; mais plus son marché s'étend, plus le commerce des blés grandit, et plus il lui devient impossible de connaître les besoins, les ressources de ceux pour lesquels il travaille, plus la valeur de ses produits, les plus importants de tous, est soumise au grand jeu de hasard du commerce, qui, au premier encombrement, la réduit fort au-dessous de ce qu'ils lui coûtent. Ainsi nous croyons que l'État, pour sa sûreté, doit veiller à ce que la plus grande partie de ses approvisionnements arrive au consommateur sans être soumise aux chances du commerce. Dans ce but nous avons exprimé le désir que la plus grande partie des cultivateurs soient propriétaires, pour qu'ils ne fassent pas naître les denrées par spéculation, mais en proportion de leurs propres besoins; pour qu'ils ne se marient, et ne marient leurs enfants, qu'autant qu'ils verront naître pour eux leur nourriture; enfin, pour que l'agriculture et la population, soit qu'elles soient progressives, stationnaires ou même rétrogrades, marchent toujours du même pas, car c'est de leur disproportion que résulte la souffrance.

Nous avons montré ensuite comment les propriétaires non cultivateurs, comment l'aristocratie des champs était utile à la société, et nous avons invité la société à la maintenir dans

la proportion convenable. Cet ordre ne court pas, comme les autres, le danger de devenir trop pauvre, mais au contraire celui de devenir trop riche, soit que le nombre des gentilshommes campagnards diminue à mesure que leurs héritages se réunissent, soit qu'ils achètent successivement les biens qui devaient être partagés entre les autres cultivateurs. En rappelant le but de leur existence, nous avons signalé le double danger contre lequel la société doit se tenir en garde à leur égard.

Nous arrivons à présent à ceux dont l'industrie est nécessairement un objet d'échange, et qui vivent par conséquent de la richesse commerciale. Les premiers sont les gens de métier, qui portent sur le marché leurs services plutôt que les produits de leur industrie. Nous montrons combien leur existence est nécessaire à la société, combien, en retour celle-ci est tenue à les en récompenser équitablement. Ils n'obtiendront cette récompense qu'autant qu'ils ne seront point exposés à une concurrence ruineuse. Leur intérêt et celui de la société exigent également que leur nombre ne s'accroisse point au delà de celui qui est nécessaire pour accomplir l'ouvrage qui peut leur être demandé, et que leur domicile soit toujours rapproché de ceux qui les emploient, pour que la proportion entre leur nombre et le travail demandé soit toujours facile à saisir.

La classe suivante, celle des fabricants et manufacturiers, n'existe que par le commerce et pour le commerce. Établis à une grande distance de ceux qu'ils doivent servir, travaillant pour satisfaire des besoins dont ils ne connaissent pas la mesure, il leur est impossible d'arriver à ne faire précisément que l'ouvrage qui sera consommé: ils sont donc obligés de s'en fier à la concurrence, de travailler dans l'espoir qu'ils seront préférés à leurs rivaux. Ils créent de la richesse aussi longtemps qu'ils satisfont des besoins existants; ils la détruisent, au contraire, dès qu'ils produisent sur le marché une surabondance, un encombrement qui fait baisser les prix: car manufacturer ce n'est pas créer, c'est changer une substance en une autre; s'ils perdent sur cet échange au lieu d'y

gagner, plus ils produisent, plus ils détruisent de richesse. Mais le passage de l'industrie créatrice à l'industrie ruineuse et si glissant qu'eux-mêmes ne peuvent pas le reconnaître. Il y a de plus, dans la rivalité de leurs ateliers, dans la pratique de 'sous-vendre', dans l'espoir de se supplanter réciproquement, et de se ruiner les uns les autres, quelque chose d'anti-social, qui rend l'introduction de ce genre d'industrie singulièrement redoutable. Nous ne disons point cependant à la société de ne pas la tolérer: elle est souvent la conséquence de la marche irrésistible de l'esprit humain et de la domination de l'homme sur la nature. Mais nous dirons au gouvernement de regarder toujours avec défiance les progrès de l'esprit manufacturier, de se souvenir que tout éblouissante que soit la prospérité d'une manufacture nouvelle, à son foyer, cette prospérité est presque toujours compensée par la misère et la ruine d'une autre industrie à l'extrémité de ses rayons: que cette prospérité est encore, de sa nature, de courte durée, parce qu'une autre naîtra qui lui enlèvera son marché, comme elle a enlevé celui des industries qui l'ont précédée; qu'enfin aucune misère n'égale celle d'une manufacture en décadence, et que la société, tenue à protéger tous ses enfants, doit songer d'avance aux sacrifices qu'elle devra faire lorsque la calamité atteindra ses manufacturiers. Alors toutefois elle ne doit point hésiter à venir largement à leur aide, car le plus souvent il n'a point dépendu d'eux d'éviter leur sort, et quoiqu'en jugeant les choses de très-haut on puisse accuser leur principe, la concurrence, d'être anti-social, jamais ils n'en ont eu eux-mêmes le sentiment, jamais non plus les moralistes ne les en ont avertis, en sorte que leur conduite est exempte de blâme.

Enfin la dernière, ou si l'on veut, la plus haute classe de la société, celle qui vit des travaux de l'intelligence, n'est pas étrangère à la richesse commerciale; car ses travaux sont pour elle un objet d'échange, et ils n'ont de valeur échangeable qu'autant qu'ils trouvent en effet à s'échanger. Nous avons cru devoir rappeler qu'il y a danger et souffrance pour les ouvriers de l'intelligence, si leur accroissement en nombre est trop

rapide, s'il est disproportionné aux besoins qu'ont d'eux les autres classes. En conséquence, nous demandons que la société veille à ce que l'intelligence de tous soit développée, proportionnellement à l'état où chacun doit demeurer; que l'éducation publique tende à rendre tous les citoyens heureux, perfectionnés et perfectibles dans leur condition: mais nous demandons aussi qu'on n'encourage point le pauvre à s'efforcer de changer de condition par les travaux de l'esprit; qu'on le reçoive dans les rangs des hommes de l'intelligence, quand il se distingue et qu'il s'élève de lui-même, mais qu'on n'aille pas le chercher pour l'y faire entrer, car la concurrence y est déjà si grande, qu'au lieu de faire son bonheur, on l'appellerait probablement à de plus vives souffrances.

Nous' avons peu de moyens d'exécution à proposer pour atteindre le but désiré; mais nous croyons avoir beaucoup fait en mettant ce but clairement devant les yeux. Ce but, c'est l'abondance assurée à la race humaine par, l'emploi toujours utile du travail humain; or l'encombrement rend inutile une partie de ce travail, et appauvrit d'autant la société: ce but c'est la proportion convenable entre toutes les conditions de la société, pour qu'elles se secondent efficacement les unes les autres; ce but, c'est pour chaque individu une juste proportion entre son activité et ses jouissances; ce but enfin, c'est l'aisance de tous, aisance qui consomme et qui détruit, en même temps qu'elle crée: tandis que nous ne savons ce que peut être un accroissement de richesses matérielles, un accroissement que la société obtiendrait en produisant plus et en consommant moins, car dès l'instant que les richesses commerciales sont accumulées, elles forment encombrement, et elles perdent leur valeur.

QUATORZIÈME ESSAI.

COMMENT LES MANUFACTURES CONTRIBUENT-ELLES
AU
BONHEUR NATIONAL.

Tous les travaux des hommes, ou tous les produits de leurs travaux, peuvent à leur tour devenir un objet d'échange, ainsi que nous avons cherché à le faire comprendre dans l'Essai précédent; tous alors participent plus ou moins de la nature de la richesse commerciale, et leur valeur cesse de se proportionner, ou à la peine qu'ils ont coûtée, ou à l'utilité dont ils peuvent être, pour se régler uniquement sur ce qu'on peut obtenir en retour. La valeur échangeable, la valeur commerciale, fait alors oublier toutes les autres. Cependant ce n'est que dans une période avancée de la société, que les produits de l'agriculture, que les produits des métiers, que les produits même de l'intelligence, sont tous destinés à être échangés: ils sont tous antérieurs au commerce, ils ont pu être obtenus sans commerce, ils le sont souvent encore; tandis que les produits des manufactures sont nés du commerce et ne sont destinés qu'à lui. Nous avons, en effet, considéré comme le caractère distinctif de la manufacture, de préparer des marchandises susceptibles de transport, sans qu'elles soient demandées, et de les livrer ensuite au commerce, pour qu'il les distribue partout où elles feront besoin. C'est pourquoi, lorsque nous prenons spécialement en considération la richesse commerciale, notre première attention doit être attirée par les manufactures.

C'est aussi de cette manière que l'entendent les philosophes, les publicistes, et presque tous les organes de l'opinion, lorsqu'ils demandent au gouvernement de protéger, d'encourager l'industrie; pour eux tous, l'industrie c'est essentiellement la manufacture: notre époque est nommée celle de l'industrialisme, parce que c'est celle où les manufactures ont acquis les plus grands développements. Personne ne semble révoquer en doute que leurs progrès ne soient un signe certain de la prospérité nationale; nous croyons cependant que les souffrances mêmes qu'éprouve aujourd'hui la société, nous invitent à reprendre la question de plus haut. Quels sont les motifs qui devraient, entre les branches de l'industrie, porter les gouvernements à favoriser les manufactures? Quels avantages leurs progrès procurent-ils aux consommateurs, quels bénéfices procurent-ils aux producteurs, quels dangers sont attachés à leur développement?

Nous avons déjà laissé entrevoir que nous ne partageons point ce zèle qui semble universel pour l'industrialisme. Nous avons placé bien bas, dans l'appréciation de ce qui forme la richesse, la force et le bonheur d'une nation, ces manufactures qui sont considérées aujourd'hui comme le plus beau développement du génie de l'homme; ce commerce qu'on a célébré comme l'agent de la civilisation universelle; cet approvisionnement des étrangers, cette exportation, qu'on a proclamés comme autant de victoires remportées sur des rivaux. Nous n'avons cependant intention de déprécier aucun des efforts de l'homme ou de ses succès; surtout nous rougirions, dans une matière si grave, si intimement liée au bonheur général, de toute disposition à soutenir des opinions paradoxales, de tout désir d'étonner par leur nouveauté. Nous reconnaissons que les manufactures, dans leur développement actuel, nous présentent une suite de victoires, que l'homme, par son intelligence, a remportées sur la matière; nous convenons que le commerce a étendu sur le monde entier une nouvelle influence morale, qu'il a répandu au loin les connaissances, qu'il a resserré des liens de fraternité entre les hommes de diverses races. Mais il ne faut pas qu'une admi-

ration aveugle pour un des développements de la puissance humaine nous empêche de soumettre à une juste appréciation les diverses circonstances sociales qui l'accompagnent, d'indiquer le rapport des unes avec les autres, et de ramener l'attention sur le grand but de l'association humaine. Celle-ci, en effet, ne s'était point proposé de chercher comment les hommes pourraient accomplir les choses, mais comment les choses serviraient les hommes.

Il nous convient de nous tenir en garde contre une disposition commune à tous les hommes, et qui leur fait souvent illusion. Ils sentent si vivement leur faiblesse et leur impuissance, qu'ils ne peuvent voir produire des effets disproportionnés avec cette faiblesse, sans s'abandonner à l'enthousiasme. Tout ce qui porte un caractère de grandeur et de puissance est sûr d'obtenir leur admiration, lors même que quelquefois cette grandeur s'exerce aux dépens de celui qui admire. La superbe volonté et la puissance d'un despote frappent ses sujets d'un respect involontaire, quelque danger qu'il y ait pour l'espèce humaine à ne point limiter cette volonté, quelque déraisonnable que soit souvent l'usage de cette puissance; mais les témoins qui les admirent ne sont frappés que du contraste entre la faiblesse de l'individu, qui commande, et la force qu'il exerce sur des millions. Souvent on a entendu des sujets se vanter de ce que leur monarque était absolu, de ce qu'il pouvait disposer de leurs biens et de leurs vies, de ce qu'il n'était pas obligé d'écouter même leurs propres remontrances. Le trône des tyrans de l'Asie ne doit peut-être sa stabilité qu'à cette admiration que ressentent leurs sujets pour une volonté humaine à laquelle rien ne résiste. Les oeuvres produites par cette volonté excitent peut-être plus d'admiration encore, parce qu'on y voit empreinte seulement leur grandeur, et non la souffrance de ceux qui les ont exécutées. Les pyramides d'Égypte recueillent depuis quatre mille ans l'admiration de toutes les générations successives, quoiqu'elles n'aient ni beauté, ni utilité, uniquement parce qu'elles sont un monument, qui semble éternel, du triomphe d'un des plus faibles entre les êtres, sur les forces immenses de la nature.

Puisque ce sentiment élève l'homme, et qu'il augmente sa confiance en lui-même, sans doute, comme tous les sentiments naturels, il a son utilité: l'enthousiasme, même déraisonnable a toujours en soi quelque chose de noble; mais il ne faut pas s'y abandonner jusqu'à se laisser aveugler par lui; surtout, il ne faut pas lui confier la conduite de la destinée des nations. On ne devrait pas s'y attendre, mais l'économie politique s'est souvent égarée à la recherche du grand plutôt que de l'utile. Ainsi, par exemple, l'imagination a été flattée par cette haute pensée du commerce qui lie les extrémités de la terre, qui fait concourir les régions les plus éloignées à satisfaire les besoins ou les goûts même du plus humble individu; qui fait entreprendre des expéditions aventureuses, dans les climats les plus redoutables, sur les mers les plus orageuses, au milieu des peuples les plus barbares, pour servir des consommateurs inconnus. Ne refusons jamais notre admiration à ce qui porte un caractère de grandeur; tel est le commerce, ou dans sa pensée qui embrasse l'univers, ou dans son esprit d'entreprise qui en brave les dangers; mais n'en concluons point que le commerce soit d'autant plus utile qu'il s'étend plus au loin; il n'est au contraire jamais plus avantageux que lorsqu'il se fait de porte à porte, ou entre la ville et la campagne. Nous voyons encore chaque jour que l'imagination est flattée par toute apparence de grandeur dans les travaux qui servent l'homme, par la vaste étendue des magasins d'un seul marchand, lorsqu'ils rassemblent sous vos yeux toutes les richesses qui peuvent flatter vos goûts, ou exciter vos désirs; par l'ordre et la régularité qu'un seul directeur de travaux maintient parmi des centaines d'ouvriers, lorsqu'il les fait tous concourir à l'exécution de sa pensée; par l'étendue et l'opulence des bâtiments d'une vaste ferme, où l'on voit rentrer de nombreux troupeaux, et autour de laquelle des champs à perte de vue sont soumis à un seul système de culture. Nous ne nions point la beauté, la grandeur de ces aspects divers, mais c'est la beauté des choses et non celle des hommes. Or, nous demandons à l'économiste de ramener sans cesse ses regards sur l'homme, d'estimer ce qui promet à l'homme le

plus de bonheur, ou du seul magasin où un marchand opulent réunit tous les trésors d'une province, ou des centaines de modestes boutiques, dont chacune nourrissait un ménage indépendant; de juger si tous ces bras qui exécutent la pensée d'une seule tête développent autant d'intelligence humaine que s'ils obéissaient à autant de têtes qui s'exerçassent à combiner et à réfléchir; de compter enfin si l'opulente ferme qui couvre un mille carré d'étendue donnera autant de braves à la patrie que quarante maisons rustiques, appartenant à autant de paysans propriétaires, prêts à défendre les lois qui les rendent heureux.

Cette même admiration pour tout développement de la puissance de l'homme a eu une grande part à l'enthousiasme avec lequel on a célébré les progrès récents des manufactures. Parmi les victoires que l'homme a remportées sur la matière, il en est en effet peu de plus admirables que celles qu'il a dues à l'application de la science aux arts. L'homme qui, par lui-même, se sentait faible, a demandé de la force à tout ce qui, dans la nature, lui paraissait en posséder. Il en voyait une agissante dans la chute des eaux, dans le souffle des vents, et il a commencé par maîtriser ces mouvements préexistants, il les a contraints d'obéir pour exécuter un ouvrage humain. Mais bientôt le génie de l'homme lui a fait découvrir des forces latentes en quelque sorte, qu'il pouvait à volonté ou créer ou suspendre par l'application des lois de la matière, qu'il pouvait exciter en tout lieu et augmenter presque sans limites. Avec la pesanteur il a fait du mouvement; puis il s'est emparé de la force expansive des vapeurs, il l'a soumise à sa volonté mieux que n'avaient pu l'être ou l'eau ou le vent, et tandis que la puissance infatigable de cet agent aveugle ne demande aucun repos, l'ingénieur qui la dirige l'a douée d'intelligence et presque d'adresse. Sans doute l'homme peut, à bon droit, être fier de l'empire qu'il a exercé sur la nature, et de tout l'ouvrage humain qu'il a forcé celle-ci à accomplir; mais ni la force qu'il a empruntée aux éléments, ni l'habileté avec laquelle il l'exerce, ne sont des preuves qu'il en soit résulté un plus grand bien pour la société.

L'être humain est devenu plus puissant, mais sa puissance s'exercera-t-elle pour ou contre ses semblables? Se proposera-t-il seulement le bonheur et le perfectionnement d'un individu entre mille, ou bien le bonheur et le perfectionnement de tous, comme doit le désirer l'économiste politique?

Si un si grand développement de puissance a réellement produit un bien social, ce bien doit être proportionné à sa cause, et il devrait frapper tous les yeux. On ne peut s'empêcher, au contraire; de se demander avec étonnement comment un si prodigieux progrès dans les arts n'a pas changé davantage le sort de la race humaine. Nous avons acquis, dans les soixante dernières années, une domination sur la nature dont nos ancêtres n'avaient pas même l'idée; nous avons forcé la matière à nous obéir et à revêtir les formes que nous voulons, et nous exécutons quelquefois en un jour ce que, dans les temps de l'antique civilisation, on n'aurait pas cru possible de faire en une année. Comment arrive-t-il que cette prodigieuse puissance exercée sur les choses laisse si peu de monuments? Si dans mille ans d'ici un observateur philosophe parcourait les régions sur lesquelles auront passé les peuples de l'Europe, il est probable qu'il serait plus frappé encore des restes qu'il retrouverait de la puissance exercée sur la matière par les Grecs, par les Romains, même par nos barbares ancêtres, que par nous. Il peut être vrai qu'à nous appartient l'art de remuer les plus lourds fardeaux, celui de faire obéir les éléments, celui de soumettre la matière brute à l'intelligence; cependant la pierre qui respire, comme si elle était animée par le sentiment, s'est modelée sous le ciseau des Grecs; le Panthéon, le Colysée, les Thermes, qui ont triomphé des éléments conjurés contre eux, sont l'ouvrage des Romains, et le temple qui élève jusqu'aux cieux ses hardies aiguilles, fut construit par nos aïeux dans un temps que nous nommons barbare.

Notre âge cependant a entrepris à son tour des travaux gigantesques; les fortifications des villes, les grandes routes, les canaux de navigation, les chemins de fer, annoncent le concours d'un nombre infini de bras, l'emploi d'immenses

capitiaux, de la conception d'une haute intelligence: mais presque toujours nous refusons à nos plus grands travaux le caractère et la durée; il est possible que de ceux que nous venons d'indiquer aucun n'existe encore dans cent ans. Nous calculons trop juste l'utilité pour nous soucier d'en laisser aucune à nos descendants; nous n'avons en vue que nous-mêmes, et nous ferions à peine un effort ou un sacrifice pour prolonger la durée d'aucun de nos monuments après l'extinction de la génération qui l'a élevé. Nos ancêtres n'oubliaient point autant que nous leur postérité; leur pouvoir sur la nature était limité, mais tel qu'il était ils nous en laissaient les fruits: par eux la terre fut défrichée et fertilisée, enclose et coupée de canaux d'irrigation et de défrichement; par eux furent élevés les palais et les maisons bourgeoises, non point comme en Angleterre, sur un bail de cent ans au bout duquel on les jette à terre, mais de manière à durer plusieurs siècles, et à procurer encore une des grandes douceurs de la vie, un logement spacieux, à ceux qui ne sont plus assez riches pour le construire.

Ce n'est point, en effet, de nos monuments publics que les panégyristes de notre siècle s'enorgueillissent; c'est moins encore de ce que nous faisons pour la postérité: on établit plutôt comme maxime que chaque siècle doit penser à lui-même. Notre triomphe, dit-on, est dans les arts utiles; toute notre organisation sociale est dirigée vers leur perfectionnement. Mais si l'on en excepte les économistes, le public fait singulièrement peu de cas de ces arts utiles, dans l'appréciation du bonheur des hommes. Nous avons souvent entendu comparer la vie civile des peuples de l'antiquité avec la nôtre: mais jamais personne n'a prétendu que nous étions plus heureux qu'eux, parce que nous portions des bas et des chemises de coton, encore que le métier à bas et le rouet à filer, auxquels nous devons les uns et les autres, nous soient représentés comme deux conquêtes prodigieuses de l'industrie dans notre siècle. L'effet des beaux-arts sur l'esprit, sur l'imagination des anciens, a été apprécié par les philosophes; leurs chefs-d'oeuvre semblent ennoblir notre nature elle-même;

mais l'effet des arts utiles a toujours été compté pour rien, parce que nous sentons, sans même y réfléchir, que la plus belle étoffe d'un autre siècle remplaçait sous tous les rapports, et d'utilité et de jouissance, la plus belle étoffe de nos jours, encore que la nôtre soit produite par des procédés infiniment plus ingénieux.

Peut-être, dira-t-on, qu'en effet les arts utiles n'ont point la prétention de développer l'imagination, la sensibilité ou le goût, comme les beaux-arts; qu'ils ne doivent point non plus être jugés comme une oeuvre de bienfaisance; qu'ils sont destinés à nous-mêmes et non point à notre postérité; que leur mérite est celui même que leur nom indique, d'être utiles, et que ce mérite ne saurait leur être contesté.

Les arts utiles: ce nom rappelle, en effet, qu'ils sont consacrés aux usages de l'homme; ils doivent servir ses commodités, ils doivent répandre l'aisance dans toutes ses habitudes, ils doivent faire jouir de leur utilité toutes les conditions de la vie. Est-ce là ce qu'ils font en effet? L'aisance d'un pays s'accroît-elle avec son industrie: Voit-on la maison du pauvre mieux garnie, sa garde-robe plus étoffée, les provisions de tout genre plus abondantes sous son toit, à proportion de ce que la nation à laquelle il appartient produit davantage? Voit-on les heures de travail de l'ouvrier raccourcies, ses efforts musculaires moins fatigants, son labeur moins monotone et moins ennuyeux, son repos plus tranquille à proportion de ce que le vent, la chute des eaux ou la vapeur font une plus grande partie de son ouvrage? Les temps passés sont dérobés à notre inspection; mais nous pouvons voyager chez nos voisins, moins industriels, ou, comme on dit, moins avancés que nous: et si, dans quelques contrées de l'Europe, nous retrouvons cette abondance de toutes les choses usuelles sous le toit le plus rustique, ce repos, ce contentement, ces habitudes de délassement ou de joie populaire, certes, ce n'est pas dans les pays qui passent pour les plus industriels. Le charme de cette abondance confiante, de cette hospitalité primitive, de ce doux repos assaisonnant un travail varié, ce charme que tant de voyageurs vont chercher dans les cantons plus re-

culés des montagnes, disparaît aussitôt que la manufacture en approche.

Cependant, nous ne contesterons point aux arts utiles leur nom: mais les arts utiles se divisent en deux branches, les métiers et les manufactures. Dans les métiers, autrefois, les artisans, toujours prêts à accomplir l'ouvrage que leur demandaient les consommateurs, moyennant les avances que ces consommateurs leur faisaient, répondaient pleinement au but d'utilité, encore qu'ils n'atteignissent pas une si grande économie. Ainsi, dans le premier des arts utiles, la boulangerie, le pain était cuit pour le compte de chaque particulier, par des fourniers publics, qui exerçaient un métier; il est préparé aujourd'hui par des boulangers qui, le faisant pour leur compte et le vendant au public, exercent une manufacture.

Dans les pays qui ont le plus conservé les anciennes habitudes, la plupart des arts utiles sont encore pratiqués, comme l'était autrefois la boulangerie dans les fours banaux. Le cultivateur envoie ses cuirs au tanneur; a ménagère son fil de chanvre ou de laine au tisserand; tout l'ouvrage est fait pour le compte du consommateur. Aucune partie de cet ouvrage ne court la chance de l'encombrement, ou ne risque de perdre son prix, parce qu'on ne trouve pas à le vendre. Cette méthode, avons-nous dit, est moins économique; mais, d'autre part, elle ne fait jamais courir le risque de confondre le profit mercantile avec le profit aléatoire, l'économie réelle de fabrication avec la perte du fabricant.

Les procédés scientifiques, les merveilles de l'art, pourraient après tout trouver leur application dans les métiers aussi bien que dans les manufactures; et il y a en effet des pays où des machines assez compliquées sont employées pour le compte des consommateurs, comme l'étaient autrefois les fours banaux, comme le sont communément les moulins banaux, soit pour le grain, soit pour l'huile. La différence entre ces deux méthodes est dans la baisse des prix qu'on peut obtenir. Mais convient-il de faire baisser les prix de tous les produits de l'industrie, de tous ceux de l'agriculture. ou plutôt dans quel cas cet abaissement des prix est-il un

profit pour la société, dans quel cas est-il une perte? Poser la question de cette manière c'est déjà laisser de côté les choses pour songer aux hommes; c'est reconnaître qu'il faut s'occuper des prix dans leur rapport avec le consommateur, et dans leur rapport avec le producteur; c'est s'engager à apprécier avec justesse les avantages que le bas prix et l'abondance apporteront au premier, les souffrances que ces mêmes causes pourront faire éprouver aux seconds.

Les produits du travail sont toujours destinés à satisfaire les demandes de l'homme; mais ces mots abstraits, les demandes de l'homme, la demande de la société, la demande du marché, nous font illusion, car ils représentent comme une chose identique des désirs qui sont aussi différents dans leur intensité qu'ils le sont dans leur objet. De même, la dénomination d'arts utiles nous fait illusion en donnant un même caractère à des arts dont les uns satisfont aux premières nécessités de la vie, les autres à ses dernières superfluités.

Les premières demandes de la société humaine appellent les hommes au travail pour satisfaire leurs besoins, et, parmi ceux-ci, il en est de tellement impérieux, que, sans cette satisfaction, il n'y a plus de vie. Tant qu'il s'agit de pareils besoins, combien pénible que soit le travail, il l'est moins que ne serait la privation de ses produits. La demande de la société est alors impérieuse; il faut que le travail s'accomplisse. Mais après la satisfaction des besoins viennent les plaisirs, viennent les jouissances; et celles-ci ne sont point toutes de même nature: il en est de si épurées, il en est de si délicates, qu'elles contribuent à ennoblir, non-seulement celui qui les goûte, mais toute la race humaine qui y participe; telles sont quelquefois celles que donnent les beaux-arts. Il en est de si passagères, de si futiles, de si corruptrices, qu'on rougit de penser aux sueurs humaines au prix desquelles elles ont été achetées. La société doit peut-être désirer les premières plutôt qu'elle ne les désire en effet; ce n'est point elle, mais quelques-uns de ses membres seulement qui désirent les secondes. Il en est même que personne ne désire, et c'est l'invention du producteur qui en fait

naître le goût avant de le satisfaire. Les merveilles des beaux-arts ne firent pas seulement l'ornement d'Athènes, elles firent encore des Athéniens le peuple le plus délicat, le plus élégant, le plus raffiné qui ait jamais existé; elles avaient donc pour objet l'avantage de la société tout entière: la société cependant ne l'avait pas compris d'avance, et ne les avait pas vivement demandées. Les objets de luxe qui ornent aujourd'hui les demeures des riches n'ont pas été demandés par la société tout entière, mais par une classe peu nombreuse. Les colifichets de la mode ne sont demandés par personne; il faut que la chose existe pour en faire naître la fantaisie.

Afin de produire le blé dont la société entière doit se nourrir, il faut que le laboureur se soumette dès l'aube du jour jusqu'au soir au travail le plus fatigant, qu'il brave l'ardeur des étés et la rigueur des frimas, qu'il surmonte sa répugnance pour répandre sur les champs les engrais fertilisants; il faut même que, pour accomplir jour après jour sa tâche en plein air, il développe ses facultés corporelles aux dépens des intellectuelles; qu'il renonce en partie au perfectionnement de ce qu'il y a de plus noble en lui, son intelligence et sa sensibilité. Dans les climats où le fonds de la subsistance de l'homme est assuré, non par le froment, mais par le riz, il faut encore que, pour le cultiver, il sacrifie sa santé, il expose sa vie. C'est donc à un prix infiniment élevé que la société achète sa subsistance; mais paie-t-elle trop cher la chose qu'elle achète ainsi? non sans doute, car c'est la vie, et la vie de tous. La demande de la société est dans ce cas un ordre impérieux et irrésistible.

Cependant l'homme, après avoir obtenu à ce prix sa nourriture, et avoir donné un prix non moins élevé pour le vêtement et le logement, qui lui sont presque aussi nécessaires, désire encore autre chose; mais il ne désire plus avec la même ardeur, car il peut se passer de la chose qu'il désire, sans que la privation lui coûte la vie, ou même l'aisance. Il désire des aliments plus exquis, un logement, un ameublement, des vêtements plus élégants; il 's'élève de désirs en désirs, de caprices en caprices, jusqu'à demander des

perfectionnements si frivoles dans toutes les choses accomplies par le travail de l'homme, que leur désignation même devient ridicule. Les achètera-t-il au même prix auquel il achetait le pain ou le riz nécessaire pour assouvir sa faim? Non, sans doute, si c'était le même homme qui éprouvât le désir et qui dût faire le travail nécessaire pour le contenter; mais oui, dans l'organisation actuelle de la société, car le commerce et la manufacture ont divisé les conditions de telle sorte, que celui qui travaille est obligé de cultiver les arts frivoles avec autant d'empressement que les arts utiles, de satisfaire les demandes capricieuses comme les demandes nécessaires; car c'est toujours aux premiers besoins qu'il est lui-même exposé, c'est toujours la faim qu'il doit combattre, les premières nécessités de la vie auxquelles il doit pourvoir. Qu'il s'agisse d'orner le bas des robes d'une femme de dentelles plus fines d'un degré imperceptible, ou d'ajouter un galon de plus à la livrée de ses laquais, ou de donner à ses meubles un fini dont elle ne s'apercevra pas elle-même. quelque languissant que soit son désir, ce sera toujours pour l'ouvrier une affaire de vie ou de mort de pouvoir le satisfaire. Il faut qu'il contente le caprice le plus frivole de la grande dame qui achètera sa marchandise, un caprice qu'elle ignore elle-même jusqu'au moment où l'objet qu'on lui présente éveille ses désirs, ou bien que l'ouvrier cesse de manger. La faim lui fait faire les mêmes sacrifices qu'au laboureur qui doit pourvoir à la subsistance de tous: elle lui en fait faire de plus grands encore. Il travaillera aussi incessamment, aussi rudement; il se soumettra à une monotonie d'occupations plus abrutissante pour l'entendement, à une condition plus précaire quant aux récompenses; il vivra dans une atmosphère étouffante, méphitique, empoisonnée, qui détruira ses poumons; il se résignera pendant des heures à être ou debout, ou couché, ou assis, dans une attitude qui gonflera ses os et le rendra rachitique; il servira une machine dont la puissance aveugle et gigantesque lui fera courir le risque, à la moindre négligence, d'être broyé entre des rouages. Toutes ces souffrances, il ne les acceptera pas seule-

ment pour lui-même, il les partagera avec sa femme et ses enfants; il exposera ceux-ci en même temps à une contagion morale plus dangereuse encore. Il se dégradera lui-même en étouffant ainsi les sentiments de la nature, en vendant en esclavage les êtres qui lui sont le plus chers, et dont il est le seul protecteur. Ainsi le pain qu'il achètera, il le paiera au prix de sa fatigue, de sa santé, de son intelligence, de ses affections et de sa moralité.

Pour l'ouvrier qui suit les caprices du luxe et de la mode, cette suite de sacrifices est une nécessité, c'est le prix moyennant lequel il obtient la permission de vivre, c'est le résultat inévitable du système de contrainte par lequel la société force l'homme de peine à satisfaire ses désirs et ses caprices; mais derrière ce système de contrainte, il faut examiner la volonté même de la société, il faut lui demander si elle veut réellement tout ce qu'elle force à faire. Il s'agit de voir jusqu'à quel point elle veut contenter chacun des goûts les plus frivoles de ses favoris, jusqu'à quel point elle veut exiger, sous peine de mort, que le fil de coton acquière un degré de plus de finesse; sous peine de mort, non-seulement pour le corps, mais pour l'intelligence et pour l'âme. Il s'agit de voir si elle ne paie pas trop cher le travail qu'elle fait exécuter, si c'est sciemment et avec réflexion qu'elle veut ce perfectionnement de l'industrie qu'on nous représente comme le but de tous ses efforts.

La société, après tout, ne veut rien de semblable; elle a laissé s'organiser dans son sein un système de contrainte fondé sur la concurrence universelle, qui excite l'invention des industriels, qui pousse les capitalistes à faire l'avance de leurs capitaux, qui détermine les ouvriers à offrir leurs bras au rabais, et les savants à soumettre à l'homme toutes les forces de la nature, sans se rendre jamais raison de ce qu'elle veut obtenir par ces efforts gigantesques. La société a voulu fortement et avant tout la production de la subsistance, mais une fois qu'elle l'a obtenue, sa volonté doit changer; ce n'est plus des consommateurs qu'elle doit s'occuper, c'est des producteurs. Elle veut, ou elle doit vouloir que, par le travail,

l'ouvrier trouve sa subsistance, mais elle ne désire point que l'ouvrier naisse pour un travail qui lui importe peu; elle doit vouloir que ceux qui produisent chez elle les jouissances frivoles des riches, participent au bien-être commun, mais elle se soucie peu de l'acquisition de ces jouissances, et elle ne voudrait pas les leur procurer au prix de la souffrance physique, de la dégradation morale d'aucun des membres de l'association.

En effet, au moment de l'introduction d'une manufacture nouvelle dans un État, dans un district, c'est au producteur qu'on songe, c'est l'avantage d'offrir du travail et du pain aux pauvres ouvriers, à une population sans ressource, qu'on fait valoir. Le fondateur de la manufacture a sans doute en vue son propre profit, mais il ne laisse pas d'être considéré comme le bienfaiteur du pays où il s'établit, car il vient, dit-il, distribuer des salaires à des indigents qui ne pouvaient en obtenir aucun auparavant. Il y a bien quelque contradiction entre ce mérite prétendu et le but avoué de toute manufacture nouvelle; ce but est de faire la même quantité d'ouvrage avec un moindre nombre de mains, mais cette contradiction est à peine remarquée, tandis que le fait qu'un nouveau travail est demandé, qu'un nouveau salaire est offert dans des lieux auparavant languissants, frappe tous les yeux. Un bien immédiat est produit, une prospérité nouvelle est créée, une population nouvelle est appelée à l'existence; elle donne de la valeur à tous les produits agricoles du voisinage, et tout le monde est content.

Lorsque le mécanisme pour filer le coton (spinning frame) eut été perfectionné en 1769 par Arkwright, et que la puissance empruntée à un cours d'eau eut été rendue capable d'exécuter rapidement un des plus délicats entre les ouvrages humains, de grands capitaux furent immédiatement destinés à fonder ce qu'on nomme en Angleterre des factories, c'est à-dire des manufactures sur la plus grande échelle, le long des cours d'eau du Derbyshire, du Nottinghamshire, du Lancashire; c'était, en quelque sorte, la Suisse de l'Angleterre, un pays de montagnes, de rivières, de vallées encore sau-

vages, où l'agriculture était peu profitable, la population peu nombreuse, mais où des chutes d'eau abondantes offraient au mécanicien une force dont Arkwright avait enseigné à tirer un immense profit, et qui, déjà avant lui, avait commencé à être employée par l'industrie. Les factories appelèrent des ouvriers de toutes les parties de l'Angleterre; elles leur offrirent des gages supérieurs à ceux qu'ils obtenaient dans d'autres professions; elles traitèrent avec les dépôts de mendicité de Londres et des autres grandes villes, pour se faire livrer tous les enfants qui y étaient entretenus par la charité publique. Ces enfants furent engagés aux maîtres pour sept ans, par les clauses du statut d'apprentissage, qui mettent l'apprenti sous les ordres du maître qui le nourrit, et qui autorisent celui-ci à le forcer au travail par des châtimens corporels, et sans lui donner de salaire. Alors commença un système d'oppression et de cruauté qui coûta à ces ouvriers, aux enfants surtout, abandonnés, sans protecteurs, loin des yeux du public, sous les ordres de maîtres avides, des milliers et des milliers de victimes. Ce système fut enfin révélé au public anglais par les premières enquêtes parlementaires de 1796. Cependant l'apparence générale des districts où l'on avait bâti des factories était celle d'une haute prospérité. Les chefs de toutes les manufactures nouvelles faisaient des profits considérables; la population s'accroissait avec la rapidité la plus extraordinaire, malgré les fièvres contagieuses et la grande mortalité qui alarmaient souvent la province. Les gages des ouvriers, sans être aussi élevés qu'au premier établissement, les faisaient cependant vivre dans l'abondance, et l'agriculture prospérait autour des factories, en raison du riche marché que celles-ci lui avaient ouvert (1).

Mais la prospérité du producteur qui s'enrichit ne doit pas faire oublier la misère du producteur que sa concurrence a ruiné. Avant l'établissement des factories, la manufacture de

(1) Edw. Baines, *History of the cotton manufacture*, ch. ix, p. 147.
--*Quarterly Review*, n° XIV, p. 399.

coton existait déjà en Angleterre. Les inventions d'Arkwright, de Lewis Paul, et de tous ces hommes à rares talents, qui perfectionnaient tous les jours le mécanisme de la filature et du tissage, et qui obtenaient chacun une patente, pour profiter seuls, pendant quatorze ans, de leurs découvertes, ruinaient leurs rivaux, car elles mettaient les inventeurs en état de vendre leurs produits à beaucoup plus bas prix que ne faisaient les anciens établissements. L'historien de la manufacture de coton signale les efforts de ces rivaux pour résister à la calamité qui les atteignait, et les procès dans lesquels les inventeurs furent engagés; mais il les stigmatise comme les effets de la basse cupidité et de la jalousie de ces anciens fabricants. Cependant c'était pour leur existence que ceux-ci luttaient. De plus, ces fabricants de coton ne représentaient que le très-petit nombre de ceux dont l'industrie venait d'être sacrifiée: les autres ne faisaient point corps ensemble; épars dans tous les ménages, ils ne s'apercevaient point qu'ils avaient un intérêt commun. En Angleterre, avant les immenses progrès de la manufacture de coton, comme aujourd'hui dans tout le continent, chaque femme filait ou tricotait dans ses heures de loisir; les traces de cette habitude se font encore remarquer dans le langage de l'Angleterre, où toute femme non mariée prend la désignation de fileuse (*spinster*): tout le linge, tous les ouvrages de maille consommés dans le royaume, étaient alors le produit d'une industrie domestique. Cette industrie accomplissait sans doute bien plus lentement l'ouvrage qu'il n'est fait aujourd'hui par les machines; aussi a-t-elle été anéantie, parce qu'aucune fileuse, aucune tricoteuse ne peut soutenir la concurrence du mécanisme perfectionné. On ne peut pas dire cependant que la nation y ait gagné; il est comme impossible de trouver un ouvrage profitable, que chaque femme puisse faire au logis. Alors il y en avait plus d'un million qui filaient et tricotaient à temps perdu, aujourd'hui leur temps est perdu en effet. Les perfectionnements inouïs qu'a reçus le mécanisme de la manufacture de coton en Angleterre, depuis cette époque jusqu'au moment actuel, le développement prodigieux qu'elle

a pris, doivent surtout s'expliquer de cette manière: elle occupe la place d'une autre industrie qui était alors presque universelle, elle a ruiné beaucoup plus de producteurs qu'elle n'en a enrichi: et il faut bien que cela soit ainsi, car chaque invention est une économie de la main-d'oeuvre, et une économie sur la plus grande échelle. Nous voulons bien croire que les consommateurs anglais, tentés par le bon marché, font usage d'un peu plus de linge qu'ils ne faisaient il y a soixante ans, quoique la comparaison des usages anglais avec ceux du continent nous suggère la conclusion contraire. Mais supposons la consommation de chaque individu doublée, et la population doublée aussi depuis 1791, en sorte que les Anglais consommeraient quatre fois plus de linge qu'alors. A cette époque, l'Angleterre importait d'Amérique cent quatre-vingt-neuf mille trois cent seize livres de coton, et en 1834 elle en a tiré trois cent quatre-vingt-quatre millions sept cent dix-sept mille neuf cent sept livres, ou plus de deux mille fois davantage. Les trois cinquièmes des produits de ces cotons sont exportés, mais deux cinquièmes restent en Angleterre. Comment se fait-il que, tandis que la consommation des tissus par les Anglais s'est accrue seulement comme un à quatre, leur consommation en coton se soit accrue comme un à huit cents? C'est que le coton manufacturé a remplacé tout le linge produit d'une industrie domestique, sans compter une quantité considérable de toutes les autres étoffes de lin, de chanvre et de laine, qui étaient le produit d'autres manufactures en Angleterre.

Ainsi, à l'époque même où la prospérité de la manufacture était réelle, où elle frappait tous les yeux, où les chefs de manufacture faisaient tous fortune, où leurs ouvriers étaient bien payés, où l'ouvrage ne leur manquait jamais. et où les richesses semblaient refluer des districts où ils s'étaient établis, il n'était pas vrai que les producteurs, pris en masse, prospérassent avec la manufacture; l'économie de main-d'oeuvre avait eu son effet naturel et nécessaire, de laisser de la main-d'oeuvre non employée; les cours d'eau de Lancashire faisaient un ouvrage qu'ils avaient ôté à toutes les

pauvres femmes de l'Angleterre. Ils le faisaient bien, et avec économie, mais toutes ces pauvres femmes avaient perdu une occupation qu'elles n'ont jamais pu remplacer.

La manufacture de coton prit de nouveaux développements en Angleterre lorsque l'invention de la machine à vapeur permit de créer partout où l'on voulait un pouvoir moteur, qu'on ne trouvait auparavant que dans certaines vallées. De nouvelles factories, plus grandes encore que les anciennes, ont été construites, ou dans les grandes villes, ou dans le voisinage des mines de charbon, et des inventions toujours nouvelles, toujours plus admirables, ont économisé toujours plus le travail humain. L'usage exclusif de chaque invention a toujours été assuré à son inventeur pendant quatorze années, par une patente, en sorte qu'un monopole est toujours assuré à chaque nouveau fabricant au préjudice des anciens.

Dès lors aussi la souffrance des producteurs s'est manifestée, non pas seulement dans les cabanes isolées, dans le sein des ménages qui perdaient une de leurs ressources, mais dans les grands établissements manufacturiers qui ne pouvaient plus soutenir la concurrence des nouveaux venus. C'est, en effet, une conséquence de l'encouragement donné aux inventeurs, que chaque découverte vraiment importante en mécanique, chacune de celles qui produisent une économie de travail et un profit considérable (1), fasse immédiatement créer une factorie nouvelle pour s'en attribuer exclusivement les profits. Cette factorie n'est point destinée à satisfaire des besoins nouveaux, mais à sous-vendre (undersell) les anciens fabricants. On doit nous permettre cette expression anglaise

(1) Ces inventions se sont succédé avec une inconcevable rapidité. Après Arkwright, qui introduisit le 'spinning frame' et le 'drawing frame', et Lewis Paul, inventeur du carding machine, Hargreaves introduisit le 'spinning jenny'; Crompton, 'the mule'; Cartwright, 'the power loom'; Johnson, 'the dressing machine'; Roberts, 'the self acting mule'; Whitney, 'the saw gin', et chacun de ces mécanismes, qui peut-être n'ont point encore de noms en français, fit une révolution dans les manufactures. (Voyez Baines, History of the cotton manufacture.)

pour représenter une opération qui fait la base du commerce anglais. Les besoins ne se sont point étendus, le nombre des acheteurs ne s'est point accru; mais, grâce à l'invention nouvelle, ceux qui en exercent le monopole peuvent vendre à meilleur marché que leurs devanciers, et par conséquent s'attribuer toutes leurs pratiques. Pour tirer le plus grand parti possible de sa découverte, il faudrait que la factorie nouvelle pût approvisionner seule le marché: elle est loin d'atteindre ce but sans doute, mais grâce à la surabondance des capitaux, grâce à l'empressement des banques à faire des avances en billets, des millions de francs sont bientôt rassemblés pour la nouvelle entreprise, des millions d'aunes d'étoffes de coton sont tout à coup jetées sur le marché qui ne les demande pas. La consommation intérieure est à peine susceptible d'une nouvelle augmentation; les tissus de coton ont déjà pris la place de tous les autres tissus auxquels on peut les substituer; quelques nouveaux emplois se présentent encore; il est vrai; ainsi les toiles de coton s'emploient aujourd'hui à la reliure des livres, et remplacent le veau ou la basane, au détriment de l'industrie qui les produisait; mais, en général, c'est au marché étranger que cette production surnuméraire doit être destinée. Au moment où la factorie nouvelle a commencé ses opérations gigantesques, la factorie plus ancienne dont elle s'efforce de s'attribuer les chalands n'a point suspendu ni ralenti les siennes, au contraire, elle travaille de toute sa puissance à recouvrer la possession des marchés. C'est son existence même qu'elle défend, et le combat est à mort. Le chef se contente d'un profit beaucoup moindre; souvent même il travaille à perte pour maintenir son crédit: il abandonne tout loyer sur ses édifices et ses machines; il engage ses ouvriers affamés à se contenter du plus misérable salaire, plutôt que d'être congédiés et de tout perdre; après avoir travaillé le jour, ils travaillent aussi la nuit, et la quantité des produits dépasse tous les jours davantage les besoins de la consommation.

Ainsi, le plus effroyable encombrement est l'état habituel, l'état nécessaire de cette manufacture qui a envahi toutes les

autres, de cette manufacture si vantée par l'Angleterre, si enviée par les autres nations. Ce n'est plus un intérêt mercantile, c'est un intérêt national, c'est la vie en quelque sorte de l'Angleterre que de continuer à faire travailler ses quinze cent mille ouvriers de coton. Dans ce but, elle dirige tour à tour ses efforts vers l'Amérique qui produit le coton, et où elle s'efforce de l'obtenir toujours à meilleur marché; vers la manufacture, qu'elle s'efforce de faire travailler à plus bas prix; vers les marchés étrangers, dans toute l'étendue de l'univers, où elle s'efforce de faire pénétrer ses tissus: mais elle ne réussit jamais dans aucune de ces tentatives, sans produire une calamité. Si elle parvient à acheter le coton à plus bas prix, le planteur américain perdra une partie de son revenu, et le malheureux cultivateur nègre sera plus mal nourri, plus maltraité encore; si elle réussit à travailler à meilleur marché, ce sera en engageant les capitalistes à se contenter de moins d'intérêt, les marchands et manufacturiers, de moins de profit, les malheureux ouvriers, dont l'existence est déjà si dure, de moins de salaire; si elle étend son marché au dehors, si elle réussit dans ses efforts actuels pour faire pénétrer ses tissus de coton en Turquie. en Perse, en Afrique, ce sera au détriment du petit nombre de manufactures, et surtout de l'industrie domestique des peuples qui lui ouvriront leurs portes; elle forcera leurs femmes à poser la quenouille comme les femmes d'Angleterre l'ont dès longtemps posée. Ce n'est pas l'industrie, ce ne sont pas les inventions manufacturières qui causent directement toutes ces calamités, ce sont les deux opérations qui caractérisent aujourd'hui tout l'esprit mercantile en Angleterre, et qui n'ont d'autre nom que leur nom anglais, 'to overtrade' et 'to undersell': overtrade (sur-commercer), c'est pousser le commerce à l'excès, c'est produire ou importer sans proportion avec les besoins des consommateurs, c'est encombrer le marché; 'to undersell' (sous-vendre), c'est pour obtenir le débit, l'écoulement de ses marchandises, les céder à plus bas prix que tout autre producteur, ruiner ce producteur, le chasser des marchés, en se contentant pour cela de travailler avec moins de bénéfice que lui, ou même à perte.

La manufacture de coton en Angleterre passe cependant pour être dans un état brillant de prospérité; ses factories sont des palais, ses machines sont achevées avec une perfection inimitable, ses ouvriers sont plus nombreux que ceux d'aucune industrie. et ses exportations augmentent chaque année en valeur. Les prix, d'autre part, baissent et n'ont pas cessé de baisser; ils sont tellement réduits qu'on éprouve un profond sentiment de pitié en calculant combien tant d'industrie est mal récompensée: le capital qui y est employé ne rapporte qu'un intérêt minime; les profits des maîtres sont infiniment réduits; les anciennes machines, la factorie même tout entière, remplacées par des inventions nouvelles perdent toute leur valeur; l'immense capital qui avait été fixé dans leur construction est anéanti; enfin, le sort des ouvriers est devenu tellement déplorable, les privations auxquelles ils sont soumis, la destruction de leur santé, la corruption de leur moralité, le sacrifice journalier de leurs enfants, présentent une telle complication de souffrances, que nous répugnons à en tracer ici le tableau, d'autant plus que nous devrions l'emprunter aux rapports et aux enquêtes parlementaires, non à nos propres observations (1). Nous relè-

(1) Sur le sort effroyable des ouvriers de la manufacture de coton, on peut consulter:

1. 'Report from the committee on the bill to regulate the labour of children in the mills', folio, 1832.
2. 'Report of factory commissioners', fol., 1833, 1834.
3. 'Reports and evidence of the parliamentary committee on the factory question', fol., 1832.
4. 'The curse of the factory system, by John Fielden, M.P. and manufacturer', 1836.
5. 'Factory statistics, in a series of letters by the late M.T. Sadler, Esq.' 1834.
6. 'An inquiry into the state of the manufacturing population', 1831.
7. 'The moral and physical condition of the working classes employed in the cotton manufacture in Manchester, by James Philip. Kay, M.D.' 1832.
8. 'The evils of the factory system, by Charles Wing, member of the royal Society of surgeons, and one of the surgeons to the royal metropolitan hospital for children, London', 8°, 1836.

On trouverait dans cet ouvrage de suffisants extraits des rapports

verons seulement une circonstance qui explique cette espèce de fièvre qui tourmente les factories, cette alternative rapide d'activité exagérée, et de complète stagnation. Avec l'immensité des capitaux employés dans les factories, et l'exiguïté des profits, les maîtres sentent qu'ils se ruineraient bientôt s'ils travaillaient autrement que sur des commandes; mais, d'autre part, ils recherchent et sollicitent celles-ci avec une extrême activité, et ne repoussent aucune de celles qui leur sont offertes; ils s'en chargent souvent beaucoup au delà de ce qu'ils peuvent en accomplir: alors non-seulement ils engagent de nouveaux ouvriers, mais ils font travailler leurs ateliers la nuit comme le jour; parmi les manufacturiers, les uns s'engagent 'aux longues heures', et travaillent jusqu'à vingt heures de suite; les autres se relèvent, et ils entrent le matin dans le lit encore chaud d'où l'on a fait sortir leurs confrères: c'est alors que la santé se détruit, que les contagions se répandent, que les enfants devenus rachitiques se déforment pour le reste de leur vie. Mais cette activité est de courte durée; la commande est accomplie, tous les ouvriers sont congédiés jusqu'à ce que les maîtres puissent s'en procurer une autre, et cette population, épuisée de travail, est condamnée tout à coup, et sans pouvoir le prévoir, à une oisiveté plus désespérante encore, à la misère et à la famine. Aucun exemple n'est plus frappant que celui de la manufacture de coton, la plus puissante, au dire de ses admirateurs, la plus florissante qu'il y ait au monde, et celle que toutes les autres nations s'efforcent le plus aujourd'hui de ravir à l'Angleterre, mais son histoire est à peu près celle de toutes les autres. L'établissement d'une manufacture est presque toujours dû à l'application aux arts de quelque procédé scientifique, qui permet de faire avec les forces de la nature ce qui était fait auparavant avec les forces de l'homme; pres-

[(1a)] parlementaires mentionnés les premiers, mais qui sont difficiles à se procurer sur le continent.

9. 'A voice from the factories', 8°, 1836.

Ces ouvrages sont analysés dans le tome LVII du 'Quarterly Review', pour décembre 1836.

que toujours aussi la manufacture produit un déplacement de l'industrie; celle-ci, à l'origine de la société, s'était établie à la porte du consommateur. La découverte scientifique l'en a éloignée pour la transporter sur les lieux où elle trouve la force naturelle qu'elle veut exploiter. Aussi, au moment de son établissement, dans le district où on la transporte, elle paraît toute bienfaisante, et quoique son but et le bénéfice auquel elle prétend soient de supprimer le travail humain. elle paraît, au contraire, distribuer du travail et des salaires à des oisifs. L'invention nouvelle, ou importée du dehors, donne au manufacturier le moyen d'établir son ouvrage à meilleur marché que ceux dont il s'est fait le rival; et pendant que cet avantage dure, l'ouvrier qu'il emploie est bien payé et vit dans l'abondance. C'est alors qu'il se marie, et que sa famille s'accroît rapidement; c'est alors aussi que de tous les autres métiers arrivent les bras surnuméraires qui s'enrôlent dans l'atelier; que tous les jeunes gens parvenus à l'époque de la vie où ils choisissent un état, embrassent celui qu'ils voient prospérer. Mais il est dans la nature des arts que les inventions se succèdent l'une à l'autre, qu'une découverte nouvelle vienne enlever les fruits de la précédente, et que la période de prospérité de toute manufacture soit promptement suivie par une période de détresse. Il nous suffit de savoir qu'une manufacture fleurit aujourd'hui pour pouvoir prévoir, presque avec certitude, que dans dix ans, dans bien moins de temps encore, selon toute probabilité, elle aura dû succomber à la concurrence; car plus nous avançons dans la science et plus nos pas sont gigantesques, plus les découvertes se succèdent l'une à l'autre avec une accélération qui ne laisse pas le temps de se reconnaître. Par l'application de quelque découverte dans les arts ou dans les sciences, par l'invention, de quelque procédé nouveau, on remplacera les produits de toute manufacture qui fleurit aujourd'hui, avec d'autres qui coûteront moins, mais qui demanderont des machines nouvelles et des hommes nouveaux, ou du moins des hommes ayant fait un nouvel apprentissage. Les hommes de l'ancien procédé ne pourront se résigner à sacrifier toute

la valeur de leurs anciennes machines, de leur habileté acquise. Ils réduiront leurs profits et leurs gages; ils baisseront leurs prix, ils lutteront pour leur vie, mais ils ne pourront pas la sauver. Ce sort menace tour à tour chacun des manufactures: celle qu'on établit aujourd'hui comme celle qui compte déjà plusieurs années d'existence. Ce sort est l'avenir inévitable de tout manufacturier, sous le régime de la concurrence universelle. N'aurait-il pas mieux valu pour l'Angleterre, n'aurait-il pas mieux valu pour tous les fabricants de cotons, qu'ils ne fussent jamais nés? Ne vaudrait-il pas mieux, pour les pays où l'on s'efforce aujourd'hui à faire naître une manufacture rivale, qu'on n'eût point créé une population sans cesse exposée aux privations, aux maladies, à l'immoralité et à la famine, dussent tous ceux qui portent des vêtements de coton s'en passer toute leur vie, à plus forte raison dussent-ils les payer deux sous de plus par aune en les achetant des étrangers?

Nous avons ainsi examiné les avantages et les inconvénients des manufactures, sous les deux rapports les plus importants: celui des consommateurs, ou leur mérite comme arts utiles, comme satisfaisant la demande du marché, et celui des producteurs, ou l'aisance qu'elles répandent parmi les maîtres et parmi les ouvriers, ainsi que la stabilité qu'elles assurent à la condition des uns et des autres; mais c'est d'une autre manière le plus souvent qu'elles sont appréciées par la généralité des hommes. Chez les peuples qui désirent avec tant d'ardeur entrer dans la carrière de l'industrie, ce n'est point pour acheter des étoffes à meilleur marché que la grande masse des citoyens se réjouit de voir élever au milieu d'elle une manufacture, c'est pour un avantage abstrait, général, qui semble à chacun comprendre la nation tout entière, et qu'il ne rapporte point à soi. C'est, nous dit-on, pour que notre industrie ne soit plus tributaire des étrangers; ou encore. c'est pour que la masse des choses à échanger étant plus considérable, le mouvement des échanges soit plus rapide, et que plus de marchandises étant produites, plus de besoins soient satisfaits; ou enfin, c'est pour que la balance du com-

merce nous soit sans cesse soldée en argent, et qu'elle augmente ainsi chez nous la masse du numéraire.

Il est vrai que ces motifs généraux ne sont point ceux qui appellent à l'oeuvre les chefs des manufactures: ceux-ci sont animés et doivent l'être par un intérêt tout personnel. Leur but est déterminé et ils recherchent leur propre avantage.

Ils voient fort bien comment ils le trouveront dans la concurrence qu'ils font à ceux qui se sont élevés avant eux, soit à l'étranger, soit dans leur propre pays. Ils gagnent une quantité certaine par l'application qu'ils font eux-mêmes des découvertes scientifiques aux arts utiles, bien entendu qu'ils sont loin de désirer qu'une découverte ultérieure vienne leur enlever les fruits de la leur; ils gagnent par leur lutte contre les ouvriers, pour maintenir à bas prix les salaires; ils gagnent par la contrainte qu'ils contribuent à exercer sur eux, et qui réduit une partie de la nation à travailler au perfectionnement le plus frivole dans les arts, avec la même énergie que s'il s'agissait de la subsistance de tous. Les entrepreneurs de tous les travaux industriels marchent vers leur but, sans se troubler l'esprit de ce qui convient ou ne convient pas à l'ensemble de la société. Il y a cependant quelque plaisir à voir que la masse des hommes a envisagé les questions l'économie politique d'une manière plus désintéressée. Elle peut être dans l'erreur quant au système abstrait qu'elle a embrassé; il n'en est pas moins honorable pour l'espèce humaine, que les souffrances résultant d'une poursuite décevante ne soient pas dues à la seule cupidité.

Cependant, cette prospérité publique, attachée à l'extension de l'industrie manufacturière, quand elle n'apporte pas avec elle une plus grande aisance pour les fabricants, n'est qu'une grande illusion. Que signifie la crainte de rendre notre industrie tributaire des étrangers? On ne paie point un tribut quand on conclut un échange à termes égaux. Peu importe à celui qui achète les objets dont il a besoin qu'ils soient étrangers ou nationaux; il demande le bon prix et la bonne qualité, il n'a pas besoin de se soucier d'autre chose. Pour la société, il est vrai, la question est un peu plus compliquée.

Il convient à toute nation que tous les objets qui ont été produits sur son territoire trouvent un acheteur, parce qu'il lui convient que tout travail national soit récompensé, que tout homme trouve le moyen de vivre lorsqu'il s'efforce de bonne foi de contribuer au bien commun; mais cet intérêt de la société doit l'engager à veiller pour qu'il ne se fasse point chez elle de travail inutile ou improfitable, et non à s'élancer dans toutes les carrières industrielles. Le consommateur rembourse toutes les avances faites pour produire la marchandise; et si le producteur ne trouve point de consommateur, la nation se voit obligée de venir à son aide, parce que sa première loi doit être de ne laisser périr de faim aucun de ses membres. Mais si les objets dont l'acheteur a besoin ne sont pas confectionnés dans le pays, ce pays ne peut trouver qu'un seul avantage à former des ouvriers pour les produire à l'avenir c'est l'avantage de ces ouvriers eux-mêmes.

Il peut, il est vrai, se trouver des motifs d'une autre nature, des motifs étrangers à la chrématistique, pour encourager les industries qui produisent les objets nécessaires à la subsistance ou à la défense nationales. L'existence et la sûreté doivent passer avant la richesse, et un peuple ne doit point regretter les sacrifices qu'il fait pour ôter aux étrangers les moyens de lui dicter la loi pendant la guerre; mais quant à tous les objets dont il peut se passer, quant à tous ceux qui ne sont pour lui que jouissance, il n'y a ni dépendance ni humiliation à les recevoir des étrangers, et il ne doit songer à les produire chez lui que sous la double condition de faire trouver à la classe d'industriels qu'il fera naître dans ce but une récompense qui suffise à maintenir une existence heureuse et honorable, et de rendre un tel avantage non point temporaire, mais aussi durable que les hommes qu'il doit nourrir. Une nation doit mesurer son intérêt dans la nouvelle industrie, uniquement sur le bonheur qu'elle peut garantir d'une manière permanente à ceux qu'elle appelle à l'existence. Si elle ne leur promet au contraire que dépendance et que misère, si elle les condamne à vivre au jour le jour, à se sentir sans cesse exposés à ce que leur gagne-pain leur soit

enlevé sans qu'il y ait de leur faute, sans qu'aucune prudence de leur part les puisse sauver avec leurs familles de la plus effroyable détresse, il vaut mieux sans doute pour elle être servie par les étrangers; il vaut mieux leur payer pour qu'ils se chargent de fonctions aussi déplorables, non pas un tribut, mais des gages. Ce sont des Auvergnats qui exécutent à Paris les plus dégoûtants des travaux requis pour la propreté des grandes villes; en conclura-t-on que la capitale est tributaire pour cette industrie, des montagnes d'Auvergne? Il y a un village en Suisse qui, depuis des siècles, est en possession de fournir des bourreaux à tous les cantons; en conclura-t-on que la Suisse soit tributaire de ce village pour l'industrie des hautes oeuvres? Le second motif qu'on nous donne pour favoriser l'industrie, pour accélérer toute espèce de production, c'est qu'alors la masse des choses à échanger étant plus considérable, le mouvement des échanges sera plus rapide; et plus de marchandises, nous dit-on, étant produites, plus de besoins seront satisfaits, et il y aura plus de jouissances pour chacun. Nous croyons que ceux qui raisonnent ainsi se perdent à la poursuite d'une abstraction qu'ils nous montrent d'abord que plus de jouissances existent, et alors nous reconnâtrons que plus de richesses sont créées. Nous savons en effet que, de bien des manières différentes, les marchandises peuvent cesser d'être des richesses ou de donner des jouissances, soit qu'elles ne soient point conformes aux besoins et aux goûts des consommateurs, soit que ceux-ci n'aient pas le moyen de les acheter, ou de les payer ce qu'elles valent. Nous avons vu que les marchandises mêmes dont la production importe le moins à la société, ne sort confectionnées, en général, que parce que ceux qui travaillent n'ont pas d'autre moyen pour se procurer les nécessités de la vie. Mais si l'ouvrier doit être talonné par le besoin pour préparer à d'autres toutes les jouissances du luxe, c'est se moquer que de nous parler de ses jouissances à lui-même, puisqu'au contraire ce n'est qu'autant qu'il est privé de jouissances que les objets de luxe sont produits par lui.

Cette erreur du public, qui confond l'accroissement des

productions avec celle des richesses, cette erreur sur laquelle repose tout le système de la chrématistique moderne, a son origine dans le vague attaché à la notion de l'étendue du marché, et dans la confusion entre l'échange préalable du commerce et l'échange final de la consommation.

Les économistes désignent par ces mots, 'étendue du marché', non-seulement la distance jusqu'à laquelle un producteur peut exporter ses produits avec espoir de les vendre, mais la puissance et la volonté d'acheter de tous ceux qui sont compris dans ce rayon. Si, pour encourager à fonder une nouvelle manufacture, les promoteurs de l'industrie avaient dit au savant: Cherchez quelque application nouvelle de la mécanique qui puisse épargner le travail de l'homme; au capitaliste: Avancez-nous des fonds nouveaux; à l'industrie: Abandonnez votre métier pour embrasser celui que nous vous enseignerons, et par nos efforts réunis nous serons en état de ruiner tous vos voisins, de les mettre hors d'état de vendre une seule pièce de leurs produits; ils feront faillite, ils mourront de faim, et nous nagerons dans l'abondance; chacun aurait reculé d'effroi à cette proposition, chacun aurait répondu qu'il n'était pas si sourd à la voix de l'humanité que de fonder sa fortune sur la destruction de ses semblables. Mais les promoteurs de l'industrialisme ont perdu eux-mêmes de vue la réalité, ou l'ont fait perdre de vue aux autres, en dirigeant toute leur attention sur des paroles abstraites. L'étendue du marché, leur ont-ils dit, est illimitée; baissez vos prix, et vos marchandises pourront atteindre jusqu'aux extrémités du monde connu; baissez vos prix, et, dans votre pays même, des classes inférieures et toujours plus nombreuses pourront acheter vos marchandises; baissez vos prix et produisez hardiment, l'excès dans ce genre est impossible, l'activité du commerce ne saurait être exagérée: ce que les Anglais ont nommé 'overtrading' (outré-commerce) n'a point de réalité, car plus y aura de richesses, et plus le peuple jouira et consommera (1).

(1) Voyez, dans cette session même (1837), un discours de M. Atwood, où il nie la possibilité de 'l'outré-commerce' au moment où tous les autres étaient forcés d'en reconnaître les funestes effets.

Un économiste écossais, qui aime à revêtir ses raisonnements de formes abstraites et sévères, a dit: Les échanges s'augmenteront nécessairement avec l'augmentation des richesses; ainsi le champ A, la première année, a produit cent sacs de blé, et l'atelier B, la même année, a produit cent aunes de drap; après quoi les sacs se sont échangés au pair contre les aunes. L'année suivante, le même champ a produit mille sacs de blé, le même atelier mille aunes de drap; pourquoi ne s'échangeraient-ils pas également au pair? pourquoi l'échange ne se ferait-il pas également s'il s'agissait de dix mille ou de cent mille? Selon son usage, le philosophe écossais a oublié l'homme dans son raisonnement. S'il s'était souvenu que ce n'était point un champ et un atelier, mais deux hommes, dont l'un était fermier, l'autre artisan, qui devaient échanger le surplus de leurs produits, dont ils ne faisaient pas eux-mêmes usage, il se serait aperçu qu'il disait une absurdité. L'un des deux hommes, après avoir acheté le blé dont il a besoin pour se nourrir, n'a plus faim, et n'en veut pas davantage, quelle que soit la quantité produite par le champ de son voisin; l'autre, après avoir acheté du drap de quoi se vêtir, n'a plus froid, et n'en veut pas davantage, quelle que soit l'activité de la manufacture.

L'étendue du marché est donc toujours limitée par deux circonstances fort indépendantes l'une de l'autre, le besoin ou la convenance des acheteurs, et leurs moyens de payer. Il ne suffit pas d'avoir faim pour acheter du blé, il faut encore avoir moyen de le payer; aussi la population a beau s'accroître, si son revenu n'augmente pas, sa consommation n'augmentera pas non plus. D'autre part, il ne suffit pas d'avoir un revenu pour acheter du blé, il faut pouvoir le manger. Or, non-seulement la quantité de blé que peut manger une population donnée est limitée, la quantité de produits de manufactures qu'elle peut employer est limitée aussi. Il est bien vrai que les riches peuvent ne mettre pas d'autres bornes à leurs jouissances que leurs richesses elles-mêmes; mais la quantité des produits des manufactures que consomment les riches est singulièrement petite: le but des manu-

factures est de produire à bon marché, le but des riches est de consommer des choses dispendieuses, des choses rares et qui les signalent d'entre la foule. Dès qu'un produit, tel que la dentelle, commence à être multiplié à foison par la fabrique, et à se trouver à portée du vulgaire, il n'est plus digne d'eux; aussi s'adressent-ils de préférence à l'artiste plutôt qu'au fabricant, au brodeur et au statuaire plutôt qu'au marchand de toiles peintes. Le pauvre, l'homme qui travaille, est nécessairement le grand consommateur de produits manufacturés: pour qu'il les puisse acheter il faut augmenter son salaire, car le salaire forme presque la totalité du revenu de l'homme qui travaille. Aussi le bas prix de la main-d'oeuvre, loin d'être, comme on l'a prétendu, une cause de prospérité pour les fabriques, est pour elles une cause certaine de ruine, une cause qui éloigne d'elles la grande masse des acheteurs. Le haut prix de la main-d'oeuvre, au contraire, permettra au journalier d'acheter aux fabriques autant de leurs marchandises qu'il peut en consommer sans cesser d'être pauvre, sans cesser d'être journalier; mais cette quantité est singulièrement limitée: quand le journalier a doublé, quand il a quadruplé, si l'on veut, son fonds de linge et d'habits, il lui est impossible d'aller au delà. Ainsi la limite du marché intérieur est très-vite atteinte: le fabricant a très-vite produit la quantité de marchandises que le pauvre peut acheter avec son revenu, que le pauvre peut employer utilement avec ses habitudes: lorsque la manufacture continue de s'accroître avec rapidité et de se débiter à l'intérieur, c'est rarement parce que le revenu du peuple a augmenté ou parce que sa consommation s'est accrue, c'est plutôt parce qu'il a abandonné les choses dont il faisait usage auparavant pour leur en substituer de nouvelles: il y a donc une industrie en souffrance à côté de l'industrie prospérante, et le dommage de l'une est égal au profit de l'autre. Quand l'industrie souffrante était déjà érigée en manufacture, on voit sa décadence, on entend les cris de détresse de ses ouvriers; mais si elle était exercée par des métiers dispersés sur toute l'étendue du territoire, ou mieux encore, si elle était exercée

par des femmes dans le sein de toutes les familles, elle succombe dans l'ombre, et cependant sa détresse n'en est pas moins réelle.

Mais la limite du marché extérieur, nous répondra-t-on, n'est autre que celle du monde connu, pourquoi une nation ne chercherait-elle pas à faire pénétrer ses marchandises aussi loin que ses moyens de commerce peuvent atteindre? Pourquoi ne profiterait-elle pas des progrès qu'elle a faits dans les arts et les sciences, pour faire aux étrangers une guerre ruineuse sur leurs propres marchés, pour sous-vendre leurs fabricants, leurs artisans, leurs femmes, pour les forcer à fermer leurs ateliers et à se contenter de ce qu'elle leur offre? Pourquoi? Parce que nos devoirs envers la société humaine sont analogues à nos devoirs envers nos compatriotes; parce que nous ne devons pas plus spéculer sur la ruine du Turc ou de l'Indien que sur celle du Français et de l'Anglais; enfin, parce que ce qui est injuste n'est jamais au fond profitable, et que si nous ruinons l'industrie et les artisans des autres peuples, nous ruinerons chez eux nos propres consommateurs. Ce même débit croissant des manufactures à l'étranger nous est présenté encore sous une autre forme et comme un troisième avantage abstrait des progrès de l'industrialisme. Les manufactures, nous dit-on, procurent à la nation un commerce d'exportation, qui, n'appellent point de retour, doit être soldé en numéraire. Le numéraire se confond avec la richesse dans l'imagination du vulgaire, et l'on ne saurait dire combien de gens sont éblouis par cette importation annuelle du numéraire qu'on leur fait espérer. Cependant, depuis cinquante ans, ce projet d'enrichir une nation par un solde payé avec les métaux précieux, ou parce qu'on a nommé la balance du commerce, a été combattu par tous les meilleurs économistes, et la fausseté en a été démontrée. Il y a longtemps qu'on a cessé de répondre à leurs arguments; la doctrine d'Adam Smith sur le numéraire paraît même aujourd'hui la seule qu'on ose enseigner, et cependant la confusion qu'il a combattue entre le numéraire et la richesse, entre le numéraire et le capital, dure encore; elle s'est repro-

duite récemment dans toutes les discussions sur les banques, et nous ne savons comment la combattre, parce que nous ne savons où l'atteindre; elle n'est point un système, elle est seulement une image du chaos.

Dans un Essai sur le numéraire, nous nous efforcerons d'éclaircir mieux ces idées; ici, nous nous en tiendrons à une courte exposition des illusions auxquelles donne lieu le commerce d'exportation.

Comme le but de tout marchand est de vendre, comme il s'enrichit toutes les fois qu'il trouve un débit avantageux de sa marchandise, les inventeurs du système mercantile et de la balance du commerce en ont conclu qu'une nation était dans le même cas qu'un marchand, et que plus elle vendait, plus elle était prospérante. Mais, quoique la concurrence universelle et l'engorgement habituel des marchés aient rendu l'opération de vendre plus difficile que celle d'acheter; quoique ce soit en même temps la plus importante, parce qu'elle termine la transaction commencée par l'achat, et qu'elle réalise le profit ou la perte, en fait le commerce consiste dans les deux opérations réunies, acheter pour vendre, et racheter de nouveau; aussi il n'y a aucun marchand qui, en fin de compte, n'achète autant qu'il ne vend, et ne se défasse de son numéraire presque aussitôt qu'il l'a encaissé. Le manufacturier ne songe pas davantage à accumuler du numéraire; il vend, mais pour acheter des matières premières et avancer des salaires; il paie autant qu'il a reçu. Accumuler du numéraire serait pour lui la même chose que suspendre son industrie, cesser de travailler ou de faire travailler. Si ses rentrées sont plus fortes que les déboursés de sa manufacture, il n'accumule pas non plus la différence qui forme son profit, il la dépense pour son entretien, pour ses plaisirs; l'argent n'a de valeur pour lui qu'autant qu'il s'en défait; s'il l'enterre, une pierre à sa place lui vaudrait tout autant; il y a longtemps que La Fontaine nous l'a dit. S'il ralentit seulement la circulation, s'il fait avec beaucoup d'argent ce qu'il aurait pu faire avec peu, en combinant mieux ses paiements et ses rentrées, il perd l'in-

térêt de tout l'argent qu'il emploie de trop, il s'appauvrit de tout le numéraire qu'il laisse séjourner trop longtemps dans sa caisse. Il en est de même d'une nation; elle n'amasse point de numéraire, et loin de s'enrichir, elle s'appauvrirait si elle en amassait. Il lui convient de faire la dépense des métaux précieux, dont elle a formé son numéraire, afin de pouvoir exécuter plus promptement et plus sûrement ses achats et ses ventes; c'est une valeur qu'elle sacrifie à la stabilité du commerce; mais toute la partie de cette dépense qui n'est pas nécessaire est une perte pour elle. En général, elle achète autant qu'elle vend; ce n'est pas cette dernière opération qui est un profit pour elle, c'est la comparaison entre les deux opérations qui établit une différence, en profit ou en perte.

Mais les philosophes économistes qui ont combattu le système mercantile, ont avancé en outre que la quantité des achats nationaux devait toujours balancer exactement la quantité des ventes. Aucune balance, ont-ils dit, ne peut être longtemps ni reçue ni payée en argent, pas plus par une nation que par un particulier, car dans le premier cas l'argent baisserait de valeur, dans le second il disparaîtrait: et comme cependant une nation n'envoie rien pour rien à ses voisins, comme une différence soldée en argent est immédiatement suivie de l'achat fait avec ce même argent d'une quantité nouvelle de marchandises, il est certain, ajoutent-ils, que si l'on tenait un compte régulier des importations et des exportations, en y comprenant la contrebande, on trouverait leur valeur parfaitement égale.

Nous admettons comme eux que si une nation recevait plus de numéraire qu'elle n'a besoin d'en employer pour sa circulation, ou qu'elle ne se soucie d'en fondre pour le service des arts, elle le réexporterait, chacun voulant éviter la perte causée par un capital dormant qui ne lui rapporterait pas d'intérêt; que si, au contraire, elle se trouvait n'en avoir plus autant que ses transactions journalières en demandent, elle en rachèterait avec ses marchandises, ou elle en ferait revenir sur son crédit; mais nous n'en inférons nullement la

parité des achats nationaux avec les ventes. Dans leur calcul, les économistes n'ont tenu compte ni de ce qu'une nation pouvait devoir, ni de ce qu'elle pouvait prêter à une autre et pour avoir voulu trop prouver, ils ont échoué à persuader. En effet les gouvernements continuent à se conduire la plupart d'après le système mercantile, comme si aucun raisonnement n'avait encore commencé à l'ébranler. Il y a beaucoup de cas, en y regardant de plus près, dans lesquels on doit reconnaître que les importations nationales ne sont nullement égales aux exportations; et ces cas, démontrés officiellement ont fait plus d'impression que les théories qu'on leur oppose. Si, par exemple, les propriétaires fonciers s'absentent de leur pays, ce pays se trouve chargé d'une dette égale à leur revenu envers le pays où ils ont été s'établir, sans avoir reçu aucun équivalent pour cette dette, sans qu'il y ait eu aucun déplacement de richesses ou de capitaux, mais seulement un déplacement de personnes. Cette dette s'acquitte chaque année, non point en numéraire, mais par une exportation de denrées ou de marchandises, qui sont vendues au dehors, sans obtenir de retour. C'est ainsi que le sol de l'Irlande paie aux 'absentees' irlandais leurs rentes; mais c'est aussi pour cette cause que leur absence appauvrit toujours plus leur pays. Si, un gouvernement juge à propos de payer un subside à un gouvernement étranger, cette transaction entre les deux trésors s'opère en numéraire, cependant ce n'est point en général de l'argent qui est envoyé d'un pays dans l'autre, car le plus souvent il y aurait perte pour tous les deux à troubler l'équilibre, perte pour le pays qui se dessaisirait du sien, perte pour celui qui en recevrait plus que sa circulation n'en demande. Ainsi, pour l'ordinaire, le pays qui paie un subside envoie au dehors des marchandises pour lesquelles il ne demande d'autre retour que des lettres de change en faveur du gouvernement auquel le subside est payé. Si un emprunt est contracté en faveur d'un pays étranger, le paiement s'en effectue de la même manière, non point en numéraire, mais en marchandises, qui n'obtiennent d'autre retour que des lettres de change. Ces lettres de change se

vendent à plus bas prix lorsqu'il y en a beaucoup d'offertes en même temps; c'est comme si les marchandises qu'elles servent à acheter baissaient de prix; alors il y a du profit à faire venir ces marchandises, mais ce profit est pris sur la perte que font les tireurs de lettres de change. Ces deux opérations, les subsides pendant la guerre, les emprunts pendant la paix, ont causé une prospérité toute factice pour les manufactures de l'Angleterre. Elles ont nécessité une exportation de marchandises proportionnée à l'immense capital que la nation payait aux étrangers; elles ont, par conséquent, encouragé toutes les manufactures, et fait hausser simultanément les salaires et les profits du commerce. Mais, après les subsides, la nation s'est trouvée chargée d'une dette énorme pour toutes les marchandises exportées pendant la guerre, sans espoir de retour. Après les emprunts, la nation s'est trouvée n'avoir entre les mains que des créances sur des États qui refusaient de payer leurs dettes pour valeur des exportations faites de même aux emprunteurs, sans espoir de retour. Ainsi les marchands anglais s'étaient enrichis en effet, mais c'était sur la destruction d'un capital anglais que s'étaient prélevés tous leurs bénéfices.

aujourd'hui la crise du commerce d'Amérique met en évidence l'importance des capitaux que le commerce d'une nation prête à une autre nation. Soit que les marchands américains achetassent des Anglais à terme, soit qu'ils profitassent du crédit que leur offraient des banquiers anglais, qui acceptaient leurs lettres de change, il se trouvait en réalité qu'une grande partie du commerce américain était faite sur des capitaux anglais: chaque année les Américains payaient bien ce qu'ils devaient par des envois de marchandises, et en particulier de coton, mais en même temps qu'ils effaçaient une ancienne dette, ils en contractaient une nouvelle; la créance du commerce anglais sur le commerce américain, loin de s'éteindre par ces paiements partiels, allait croissant d'année en année. Lorsque la crise est arrivée, lorsque les marchands n'ont pu réussir à vendre la quantité exorbitante de marchandises dont ils s'étaient chargés; lorsque les cotons ont

baissé de prix, et que les producteurs n'ont pu s'en défaire: lorsque les banquiers enfin ont refusé leur crédit, le moment de payer cette dette du commerce, qui s'accroissait sans cesse, est enfin arrivé: payer sans en contracter une nouvelle, payer sans virements, payer ou en numéraire, ou en marchandises, sans obtenir de retour, était cependant une extrémité à laquelle le débiteur n'était nullement préparé. Déjà il s'est mis dans l'impossibilité de payer en numéraire par la suspension des banques; si les Anglais n'avancent plus de fonds, il trouvera sans doute quelque expédient pour ne pas payer non plus en marchandises; de toutes les solutions, la plus improbable c'est que l'Angleterre retire définitivement tous les capitaux dont elle a fait l'avance à l'Amérique.

Nous pourrions ajouter à toutes ces causes d'inégalité entre les importations et les exportations, le nombre considérable d'émigrants qui partent chaque année des pays riches, civilisés et industriels, pour aller s'établir dans des pays plus pauvres et plus arriérés. Quoique chacun d'eux quitte son pays avec l'intention de faire fortune, c'est cependant à ce pays qu'il emprunte ses premières avances. Il emporte avec lui un petit capital, quelquefois même un capital considérable; il s'embarque avec sa pacotille, et cette pacotille, qui passe d'un pays dans l'autre, sans espoir de retour, trouble à son tour la balance que les économistes avaient prétendu être si exacte.

On a pu remarquer par cette énumération même, que tout pays qui exporte plus qu'il n'importe, que tout pays qui ne reçoit pas en marchandises une valeur égale à celle qu'il envoie au dehors, s'appauvrit. Ce n'est pas là sans doute un grande découverte; car il serait difficile de comprendre comment il en serait autrement. Mais ce résultat constant rend cependant plus étrange la faveur que tous les gouvernements accordent au commerce d'exportation. Puisque toute exportation ou est une dépense, ou est un échange, toute exportation, ou est compensée par une importation égale, ou est une perte. Dans l'une et dans l'autre supposition, il n'y a pas de motif pour lui accorder de préférence sur l'importation.

En faut-il conclure que le commerce d'exportation soit sans

utilité? Non sans doute: comme tout autre commerce, il est fondé sur un échange supposé égal, et dans un échange égal, les deux parties trouvent un égal avantage, celui de satisfaire leurs propres convenances. Chaque contrée, chaque région a ses richesses propres; elle en a plus que ses habitants n'en peuvent consommer, elle estime et désire celle des autres contrées; l'échange les satisfait toutes deux; le vrai bénéfice de cet échange, c'est la jouissance du consommateur dans l'un et l'autre pays; un second bénéfice, inférieur en importance, c'est le profit que ce même consommateur alloue au commerçant pour sa peine: mais vouloir se donner un commerce d'exportation moins pour l'avantage du consommateur que pour celui du commerçant lui-même; vouloir créer des manufactures pour se donner un commerce d'exportation, c'est oublier la fin pour les moyens, c'est oublier l'homme pour ne voir que les choses, et encore pour les mal voir.

Quand la manufacture existe cependant, quand elle est déjà disproportionnée avec les besoins du pays; quand elle produit infiniment plus de marchandises que ses habitants n'en peuvent consommer; quand elle les offre tous les jours à meilleur marché, et qu'elle réduit par conséquent toujours plus bas et les profits et les salaires de ceux qu'elle occupe; quand, à l'aide de découvertes toujours nouvelles, son activité et ses moyens de produire s'accroissent avec la plus effrayante accélération, et qu'en même temps la misère et la destitution de ses ouvriers sont toujours plus désolantes, cette manufacture a en effet besoin du commerce d'exportation; elle a besoin d'aller chercher jusqu'aux extrémités de la terre des acheteurs qui la soulagent de l'encombrement sous lequel elle est à chaque instant près d'étouffer. Mais alors, ce qui est un soulagement pour elle est un mal pour les autres; elle veut rejeter sur les autres pays le fardeau qui l'accable; elle veut, pour que ses fabricants ne meurent pas de faim, ravir leur gagne-pain aux fabricants et aux artisans qui, dans tous les autres pays, préparent des marchandises analogues aux siennes; elle veut y détruire l'industrie des ateliers, celle des mé-

tiers, celle des familles. Aussi ne faut-il point s'étonner si un sentiment national, universel, plus fort que l'intérêt propre du bon marché, plus fort que les raisonnements et les systèmes, s'est réveillé, dans les pays inondés par des produits manufacturés pour les repousser. La liberté du commerce était une bonne chose quand le commerce était fondé sur des besoins réciproques, sur un avantage mutuel; quand les nations, conservant la proportion naturelle à chaque société, songeaient essentiellement à satisfaire leurs propres besoins et ne regardaient les marchés étrangers que comme un accessoire. Mais une disproportion effrayante entre les classes dans un pays menace tous les autres: à la classe qui s'est accrue outre mesure, la concurrence vient répéter chaque jour, d'un ton menaçant, qu'elle est de trop, qu'elle doit cesser d'exister que le vent, l'eau et la vapeur suffisent pour faire son ouvrage, à moins qu'elle ne réussisse à faire retomber cette sentence de proscription sur la classe qui la remplace dans d'autres pays; alors il ne s'agit plus des avantages du bon marché, des bénéfices du consommateur ou du marchand; des considérations d'un tout autre ordre doivent occuper l'homme d'État: il doit arrêter une perturbation sociale qui a déjà causé trop de souffrances; il doit sauver ses administrés, les peuples dont la tutelle lui est confiée, de la misère et de la mort. En effet, tandis que les théoriciens ont décidé souverainement que la liberté la plus illimitée du commerce devait, dans tous les cas, être la pratique de toutes les nations, et qu'ils ont affiché un mépris profond pour ceux qui s'opposent à eux, et qui se montrent ainsi, disent-ils, incapables de les comprendre, l'intérêt de tous ceux qui voient chanceler l'industrie nationale. aux prises avec une rivalité si redoutable, les a partout mis en garde contre la théorie; et cet intérêt s'est montré si opiniâtre dans sa résistance, que les hommes d'État lui ont partout cédé, et que ceux mêmes qui avant d'arriver au pouvoir, s'étaient acquis un renom par leurs progrès dans la science chrématistique, n'ont jamais osé exécuter ce qu'ils avaient longtemps médité sur la suppression de toutes les entraves dans les échanges de nation à nation.

On ne peut sans étonnement remarquer combien, dès que l'intérêt s'en mêle, les raisonnements se plient et s'accroissent aux passions, combien les théories qu'on prend pour soi diffèrent de celles qu'on veut donner aux autres. Le principe de la liberté indéfinie du commerce, de la suppression de toutes les entraves, est à présent professé par tous les économistes anglais, par les rédacteurs, en particulier, d'une Revue trimestrielle, très-brillante de talents, intitulée 'the British and foreign Review'. Ils cherchent à éveiller la sympathie des Anglais pour les Turcs, qui sont assez sages pour tout acheter d'eux; à exciter leur animosité contre les Russes, qui s'efforcent de leur interdire le commerce. Mais s'il y a tant de sagesse à acheter ce que les étrangers produisent mieux que nous, plutôt que de s'obstiner à le faire nous-mêmes, où donc est l'avantage de cette production exubérante dont ils se vantent tant, de cette activité de l'industrie qui met les Anglais en état de sous-vendre tous les étrangers sur leurs propres marchés. Comment les deux systèmes de renoncer ses manufactures pour se reposer sur celles de l'étranger, et d'en établir au contraire tous les jours de nouvelles pour faire tout l'ouvrage des étrangers, peuvent-ils être avantageux en même temps?

Nous demandons au lecteur de vouloir bien garder dans sa mémoire nos observations sur les causes diverses qui peuvent donner une activité trompeuse aux manufactures une activité qui, en fin de compte, est toute soldée par les sacrifices de la nation même où la manufacture semble prospérer. Sans doute il entendra dire que lorsque nous avons parlé de la détresse des manufactures, du travail sans relâche des ouvriers, de la misérable nourriture dont ils sont obligés de se contenter, puis de la suspension subite de leurs travaux, de la famine et de la maladie qui les déciment alors, nous n'avons fixé nos regards que sur des temps de crise et de calamité; mais que, si nous avions voulu regarder six mois ou un an en arrière, nous aurions vu les mêmes manufactures récompensant, libéralement, ou tout au moins suffisamment, le travail de tous. Nous pourrions avec plus de rai-

son peut-être, répondre que, dans les derniers trente ans, cette prospérité était presque toujours fallacieuse. Et d'abord on établit bien, par des relevés de douanes, que l'importation des cotons, que l'exportation des tissus qui en ont été fabriqués, ont été croissant d'année en année, ou même que toutes les manufactures ont été sans cesse en redoublant d'activité; mais l'activité n'est pas tout ce dont les manufactures ont besoin, il leur faut encore le profit: et les mêmes relevés de douanes annoncent que chaque année les prix ont baissé, que chaque année la vente s'est faite à des conditions plus désavantageuses. Or, à moins que le contraire ne soit également prouvé par des chiffres, on doit en conclure qu'en dépit de cette activité croissante, la manufacture enrichissait toujours moins la nation, que la vente à plus bas prix laissait à chacun moins de rente sur les immeubles et les capitaux fixes, moins de profit sur les capitaux circulants, moins de salaire pour les travaux. Ensuite, si l'on compare, durant ces trente années, les époques de haute prospérité industrielle avec les événements politiques, on trouvera le plus souvent que c'étaient les Anglais qui, avec leurs propres capitaux, achetaient leurs propres marchandises pour en faire présent aux étrangers, et dès que cette demande extraordinaire cessait, l'activité industrielle se ralentissait aussi. C'est ainsi que le gouvernement anglais a acheté jusqu'en 1815 toutes les marchandises avec lesquelles ont finalement été payés les subsides à l'Autriche, à la Prusse, à la Russie pour faire la guerre à la France; que dès lors les capitalistes anglais ont acheté les marchandises avec lesquelles ont été soldés les emprunts de la France elle-même, de la Hollande, de l'Autriche, de Naples, de la Grèce, des gouvernements divers de l'Espagne et du Portugal, et de tous les gouvernements d'Amérique. C'est encore ainsi que les capitalistes anglais ont fait les fonds de toutes les entreprises de mines du Mexique et du Pérou; c'est encore ainsi que les banquiers anglais viennent de faire les fonds de cet 'outré-commerce' que a inondé les États-Unis de marchandises anglaises. A ces diverses époques il n'y avait sans doute, de la part des Anglais,

aucune intention de faire présent de leurs marchandises aux étrangers: à juger par les retours, ils n'ont cependant guère fait autre chose, et si l'on retranche ces époques d'imprudente libéralité du nombre des années où les manufactures ont prospéré, les autres seront bientôt comptées.

En résultat, nous ne disons point qu'une manufacture soit toujours un mal, mais bien que son développement rapide est toujours un danger. Si elle crée une population indigente, incertaine de l'avenir, inquiète de son existence, mécontente de l'ordre actuel, si elle crée des prolétaires enfin, ce qu'on nomme sa prospérité est au contraire une calamité nationale. Avant l'établissement d'une telle manufacture, et de la classe qu'elle fait travailler, l'État, dans son ensemble, était plus riche, plus satisfait de son sort, plus assuré dans l'ordre établi. Sa population, il est vrai, était moins nombreuse, le produit brut de son travail était moins considérable, mais la part de chacun dans ce produit, l'aliquote qu'il pouvait consommer, était plus grande, et la proportion entre la population et la richesse donnait à tous, pour résultat, plus de jouissances matérielles; tandis qu'une population qui consume un misérable salaire, et qui ne possède rien au delà, n'est pour une nation un élément ni de force, ni de bonheur, ni de stabilité.

QUINZIÈME ESSAI.

DE LA PROTECTION ACCORDÉE
AUTREFOIS AUX ARTS UTILES, ET DE CE
QU'ON PEUT FAIRE AUJOURD'HUI POUR EUX.

Nous nous sommes efforcé de faire comprendre dans l'Essai précédent, combien la carrière où se sont engagées les nations modernes, en poursuivant l'industrialisme, était dangereuse; nous avons examiné le but même auquel elles tendaient par la concurrence universelle; nous les avons vues s'efforçant de produire toujours davantage, sans consulter les besoins de la consommation; d'épargner, pour tous les produits, le travail humain, sans se soucier de trouver un emploi pour les ouvriers congédiés; de se sous-vendre enfin les unes les autres, sans calculer que la diminution des profits et des salaires causait la souffrance de tous, et nous avons jugé que ce but était en lui-même préjudiciable à la race humaine. Chaque journal, chaque correspondance dans les provinces manufacturières, nous révèle de nouvelles privations, de nouvelles souffrances, une plus grande incertitude dans les ressources et l'existence d'une population toujours plus nombreuse. Vingt-une années de paix, de modération de la part des gouvernements, d'attention universellement dirigée sur la chose publique, de progrès dans tous les arts d'études toujours plus suivies de l'économie politique, vingt une années enfin, qui au premier aspect forment une époque de prospérité rare pour l'Europe, n'ont fait qu'aggraver sans cesse la position des classes pauvres, rapprocher les crises de

la manufacture et du commerce, et troubler enfin partout à la fois la sécurité dans laquelle les heureux du siècle se plaisaient tant à s'endormir. Nos raisonnements sont donc puissamment secondés par les événements; et nous savons que ceux qui ont longtemps repoussé nos avertissements, inquiets du malaise universel, commencent à se dire à eux-mêmes qu'il y a sans doute quelque chose de faux dans l'ordre social, encore qu'ils ne veuillent point convenir qu'il y ait quelque chose de vrai dans nos principes.

Nous ne nous étonnons point de la difficulté que nous avons à nous faire entendre; nous avons à combattre les notions qui, au premier abord, semblent les plus naturelles, les notions qui ont été arrangées par des hommes d'un grand talent sous la forme du système le plus spécieux. Nous avons à combattre, et peut-être c'est là le plus grand obstacle, cette paresse de l'esprit humain, qui, parvenu aux derniers résultats d'une science, refuse de remonter à ses premiers principes, d'ébranler les axiomes sur lesquels il se repose, et de retourner en quelque sorte à l'école. Nous avons à combattre l'intérêt et l'amour-propre de tous ceux qui tiennent les premiers rangs dans l'industrie, qui voient prospérer leurs grandes entreprises, et qui sont encore accoutumés à se voir louer comme de bons citoyens parce qu'ils s'enrichissent; nous avons à combattre l'aversion de tous les hommes à porter leurs regards sur des scènes de souffrance et de découragement, et cette aversion nous affaiblit nous-même, car nous n'avons point voulu mettre sous les yeux des lecteurs les détails déchirants, sur le sort des ouvriers et de leurs enfants, qui nous ont à nous-même rempli le coeur d'amertume. Avec tant d'obstacles à vaincre, nous n'avons fait que peu de progrès sur l'opinion; nous n'en aurions fait absolument aucun, si des événements toujours plus graves, toujours plus alarmants, n'avaient forcé le public à soumettre à un nouvel examen, l'une après l'autre, des questions qu'il croyait avoir depuis longtemps décidées.

Nous sentons cependant que la circonstance qui s'oppose le plus à la diffusion de ce que nous croyons les vrais principes

de l'économie politique, c'est l'impossibilité où nous sommes de présenter pour de si grands maux des remèdes efficaces, c'est la croyance à une sorte de fatalité qui nous entraîne, et la disposition à fermer les yeux sur le précipice vers lequel on court, dès que l'on croit ne pouvoir pas l'éviter. Nous en convenons, en effet: à des maux si extrêmes, nous ne pouvons offrir que des palliatifs qui doivent paraître bien disproportionnés. Nous n'avons jamais parlé de prohiber ou les inventions, ou les machines; tout en voyant avec douleur repousser de toutes parts le travail humain, nous n'avons jamais invoqué des lois qui donnassent des entraves à l'industrie nous nous sommes borné le plus souvent à conseiller de ne pas faire, de ne pas pousser, de ne pas accélérer un mouvement déjà trop rapide; et lorsque nous invoquons la législation, l'action que nous lui demandons est si lente, qu'elle ne saurait satisfaire ceux qui voudraient apporter aux maux de la société un soulagement immédiat.

Nous croyons cependant nécessaire de rappeler à nos lecteurs que l'espèce de souffrance à laquelle la société est exposée aujourd'hui est tout-à-fait nouvelle; elle est la conséquence des progrès rapides qui ont été faits depuis cinquante ans dans les arts; progrès qui, durant la première moitié de cette période, ont paru constamment avantageux, et qui n'ont commencé à faire éprouver de l'encombrement ou du malaise que depuis vingt à vingt-cinq ans. Cette souffrance s'est révélée en Angleterre, en Suisse, en Belgique, pays hautement manufacturiers, longtemps avant de pouvoir être sentie en France, où, après l'épuisement de la guerre, l'industrie avait beaucoup à faire avant d'avoir satisfait pleinement aux demandes du pays. D'autres contrées sont plus loin encore d'éprouver cet encombrement, qui, sous une fausse abondance, laisse languir le producteur dans la misère. Le gouvernement de Russie et de Pologne presse de son énergique volonté l'avancement des manufactures; leurs progrès en peu d'années ont été prodigieux, et personne ne prévoit encore dans ces contrées que leur trompeuse prospérité est l'avant-coureur d'un absolu dénûment. Cependant toute industrie travaille

aujourd'hui pour le commerce du monde; les peuples mêmes qui repoussent l'introduction des marchandises étrangères, par les lois prohibitives les plus sévères, se proposent d'approvisionner ces étrangers, de qui ils ne veulent rien recevoir.

C'est donc sur le marché du monde qu'il faut fixer ses regards, sur ce marché qui nécessairement est limité, car pour lui il n'y a point d'exportation, et si le commerce du monde se propose de produire beaucoup et de consumer peu, pour ce commerce, du moins, il ne saurait y avoir de doute que tous ses efforts tendent à l'encombrement.

Plus le système actuel et les maux qu'il cause sont nouveaux, plus il convient de chercher des lumières dans ce qui se faisait autrefois. Aucune science plus que l'économie politique n'a besoin d'être guidée par l'expérience; dans aucune la théorie ne trompe davantage, parce que, dans aucune, il n'est si difficile de tenir compte de toutes les circonstances en apparence indépendantes qui réagissent les unes sur les autres, et de prévoir les contre-coups des changements qu'on s'est efforcé de produire. Il y a sans doute aujourd'hui une grande souffrance pour les ouvriers qui, dans une grande partie de l'Europe, se consacrent aux arts utiles; mais nous ne voyons rien de semblable dans les autres parties de l'Europe, qui ne passent pas, il est vrai, pour progressives; rien de semblable dans les pays étrangers à l'Europe, excepté peut-être la Chine et l'Inde, où notre système s'est usé avant de nous parvenir, et auxquelles nous faisons éprouver à l'heure même les contre-coups de notre activité démesurée. Enfin, il n'y avait point de souffrance, mais, au contraire, beaucoup de garanties de bonheur pour les ouvriers, dans l'ordre ancien qui avait été calculé tant entier pour leur avantage, lorsque c'étaient eux qui donnaient aux villes leurs règlements, ordre que nous nous sommes peut-être trop pressés d'abolir.

Tous ceux qui exerçaient autrefois les arts utiles, tous ceux qui devaient vivre de l'industrie des villes, étaient répartis, avant la révolution française, entre des corporations dont chacune exerçait quelque puissance politique. La société avait permis que ceux qui cultivaient une même industrie pussent

s'associer pour se prescrire des lois, pour se protéger contre les autres membres de l'État, pour se protéger dans le sein même de leurs corporations, contre la concurrence qu'ils pourraient se faire les uns aux autres. Tout lien a été rompu aujourd'hui entre ceux qui exercent le même métier; ils sont les rivaux, les ennemis naturels les uns des autres: leur ancienne organisation en avait fait des frères; elle leur avait fait diriger en commun leurs efforts contre les consommateurs, ou, si l'on veut, contre le reste de la société. Toute l'organisation des corporations tendait à restreindre le nombre de ceux qui exerçaient les arts utiles, à repousser les campagnards qui voulaient entrer dans les métiers des villes, à limiter la concurrence, à prévenir l'encombrement, à partager également entre tous les maîtres les bénéfices du métier, en sorte que l'un ne pût point s'enrichir aux dépens de l'autre; enfin, à donner une garantie à l'industriel, en sorte qu'une fois entré dans sa profession, pourvu qu'il s'y conduisît bien, il pouvait compter de s'y élever à pas lents mais certains, et il ne risquait point de voir renverser dans sa vieillesse l'édifice de sa fortune élevé par ses jeunes années.

Au temps des corps de métier, aucune des professions industrielles ne pouvait être exercée qu'après un apprentissage long et dispendieux, qui ne commençait qu'après l'enfance. Cet apprentissage limitait la compétition à ceux qui pouvaient faire un premier sacrifice et de temps et d'argent, et il repoussait efficacement la plupart des paysans qui auraient voulu abandonner les travaux des champs pour la ville. En même temps il diminuait aussi le nombre de ceux que la ville elle-même pouvait destiner à la carrière industrielle: il ôtait aux gens de métier la dangereuse amorce offerte aujourd'hui au manufacturier, l'encouragement à faire des enfants, pour les employer dès l'âge de six ou huit ans à gagner la vie de leurs parents, au préjudice de leur santé et de leur développement moral.

Les maîtres se refusaient à prendre des apprentis quand le métier ne prospérait pas, 'n'allait pas' dans leur localité; et c'était un obstacle plus efficace encore apporté à une compé-

tition imprudente, à une création de produits qui ne seraient pas demandés. L'apprenti entrait dans la famille de son maître d'après un contrat qui le liait le plus souvent pour plusieurs années. Si quelquefois il avait à y souffrir de la grossièreté et du manque d'éducation de son maître, d'autre part il éprouvait l'avantage de former avec lui une connaissance intime dans une famille étroite, et d'y gagner cette sympathie qui est entretenue par l'égalité d'état entre le maître et l'apprenti. Dans les premiers temps de Rome l'esclavage lui-même était tolérable, parce que l'esclave mangeait à la table du laboureur son maître. Dans les 'latifundia', au contraire, l'esclave n'était plus un être humain associé à son maître, un convive, mais une chose. Là même, cependant, il n'était pas plus perdu dans la foule, pas plus ignoré de son maître que ne l'est dans les factories un ouvrier entre mille dont le visage n'est pas même remarqué, dont le sort n'est jamais connu du maître millionnaire qui le paie. Autrefois, lorsqu'un seul apprenti était introduit dans la famille de son maître, lorsqu'il mangeait à sa table, il n'était soumis qu'à un travail modéré, avec des heures et des jours de délassement, et presque toujours avec un temps alloué pour son instruction morale.

L'apprentissage terminé, le jeune industriel s'engageait comme compagnon avec un maître; il commençait à vivre de son travail, à gagner, mais il n'était point encore établi: les règlements des métiers, qui veillaient surtout à ce qu'un seul maître ne s'appropriât pas, aux dépens de ses confrères, tous les profits de sa profession, ne lui permettaient de prendre qu'un ou tout au plus deux compagnons. Quelque avantage, quelque crédit était bien assuré à celui qui manifestait une habileté supérieure, mais c'était par cette habileté, non par un capital supérieur, que le meilleur maître l'emportait sur les autres; tous trouvaient de l'ouvrage cependant, tous étaient sûrs de vivre, la marchandise n'était jamais offerte aux rabais, l'encombrement n'anéantissait jamais la valeur de celle qui remplissait le magasin, ou la richesse même de la société. Pendant le compagnonnage,

l'ouvrier voyageait de ville en ville, et se formait ainsi l'esprit; il s'accoutumait à l'indépendance, il apprenait la proportion entre la population et la demande d'ouvrage; il découvrait enfin le lieu où il serait assuré d'un travail suffisant, et où il pourrait s'établir avec avantage.

Cet établissement et l'acquisition de la maîtrise ne pouvaient s'obtenir qu'avec l'agrément du corps où il désirait entrer. C'est alors aussi qu'il faisait son 'chef-d'oeuvre', et que, s'élevant au-dessus de la routine toute mercenaire, il cultivait, une fois du moins dans sa vie, son art pour l'art lui-même. Alors aussi il employait le petit capital qu'il avait accumulé à acheter des outils, à monter son atelier, à monter également son ménage et se marier, car sa vie était désormais assurée, il était entré dans le port. Auparavant, quand il aurait eu l'imprudence de chercher une femme, il est probable qu'il ne l'aurait pas trouvée, car il n'avait rien à lui offrir. Mais dès lors sa carrière, dont l'entrée avait pu être difficile, devenait indépendante et heureuse; chaque pas l'avait rapproché d'un état meilleur, et désormais le vice seul pouvait le ruiner; la maladie elle-même ne lui enlevait pas son état, que son compagnon et son apprenti exerçaient pour son compte. Sa femme cependant demeurait chargée du soin de son ménage, de la propreté de son intérieur, et de l'éducation de ses enfants.

On peut demander sans doute si cette organisation des arts utiles leur aurait jamais permis de tirer parti, comme ils l'ont fait aujourd'hui, de nos progrès dans les sciences; on peut demander si les consommateurs étaient aussi bien servis, s'ils obtenaient l'abondance et le bon marché à un degré qui pût se comparer, même de loin, à ce qu'on trouve aujourd'hui. Mais si les règlements des corps de métier avaient pour but de développer l'indépendance de caractère, l'intelligence, la moralité, le bonheur des artisans, ils y avaient pleinement réussi. L'ouvrier qui s'était élevé de degrés en degrés, qui s'était instruit par les voyages, qui s'était animé d'un noble orgueil pour son art en travaillant à son chef-d'oeuvre, qui s'était marié seulement quand il avait pu le faire avec sa-

gesse, et qui dès lors avait senti ce qu'il devait à ses nouvelles dignités de père de famille et de maître, était un être d'une trempe plus relevée que ne peut l'être le fabricant (1).

Autant le maître d'une grande manufacture, qui ne met au service de l'art que son argent, ou tout au plus sa vigilance, est un plus grand personnage que ces anciens maîtres qui travaillaient eux-mêmes, autant ses ouvriers sont inférieurs en connaissances acquises, en éducation, en moralité, en indépendance, aux anciens compagnons, même aux apprentis qui travaillaient autrefois pour les métiers. Les maîtres des manufactures tiennent dans l'industrie des villes la même place que les grands seigneurs terriens dans celle des campagnes. Comme eux, pour élever leur grande fortune, ils doivent faire disparaître un ou deux cents petits propriétaires indépendants; comme eux, ils réduisent ensuite, par leur concert, tous les hommes qui travaillent pour eux, à un état approchant de la servitude; comme eux, par les grands moyens dont ils disposent, l'emploi des sciences, la division plus complète du travail, l'économie du temps et de l'inspection, ils font avancer l'art, mais reculer le sort des hommes;

(1) L'organisation des maîtrises est toujours maintenue dans l'Empire autrichien, avec les modifications qu'a dû y apporter un gouvernement soupçonneux. Celui-ci, en effet, s'est attribué toute l'autorité qui, dans le moyen âge, appartenait aux corporations. Mais il a eu l'intention de maintenir dans l'abondance tous ceux qui exercent les arts utiles, et il y a réussi. On trouve dans une Revue anglaise (*the Foreign Quarterly Review*, n° 36, january 1837) un tableau très-bien fait de la politique du gouvernement, et des ressources de cet Empire. L'auteur, qui est dans les principes de l'école chrématistique, déplore les entraves qui sont, par les maîtrises, données au commerce et à l'industrie. « Elles arrêtent, dit-il, à un degré inouï les développements de la richesse nationale; d'autre part elles mettent un obstacle presque invincible aux révolutions, ou même aux innovations, car l'esprit remuant ne se manifeste guère que dans les villes, et en Autriche les villes sont trop favorisées pour nourrir le désir de changer rien à leur état. Les habitants des villes, en masse, doivent être considérés, dit l'auteur, comme empressés à défendre un système qui leur garantit le monopole du commerce (p. 294). » Ainsi le même système cause, selon lui, la ruine de l'industrie et l'aisance de tous ceux qu'elle fait vivre; les habitants des villes lui paraissent jouir d'un trop grand bonheur matériel, grâce aux maîtrises, pour désirer une révolution, ou même des améliorations.

comme eux enfin, ils éprouvent une réaction lorsque ceux qu'ils emploient commencent à souffrir, et ils sont ruinés à leur tour par le faux système d'exploitation qu'ils ont choisi pour s'enrichir. On ne saurait assez s'étonner de ce qu'une organisation de la société qui tend à détruire la petite propriété, dans les arts comme dans l'agriculture, et à lui substituer la misère d'une part, l'opulence de l'autre; un système qui crée pour quelques-uns un pouvoir sans bornes, et pour d'autres une dépendance absolue, un système qui tend à combattre l'idée ou plutôt la passion dominante du siècle, l'égalité, ait été justement dans ce siècle accueilli avec autant de faveur. Et l'étonnement redouble quand on s'aperçoit qu'une alliance contre nature s'est formée entre l'aristocratie des arts utiles et ceux qui se disent libéraux, que l'industrialisme et le zèle pour l'égalité se réunissent sous les mêmes drapeaux. Tels que nous venons de les représenter, les arts utiles étaient pratiqués par des métiers plutôt que par des manufactures; le consommateur commandait le travail dont il avait besoin, il le faisait faire sous sa direction, il le payait aussitôt qu'il était accompli. C'est encore ainsi qu'aujourd'hui la demande précède généralement l'ouvrage du charpentier, du serrurier, du maçon, du cordonnier et du tailleur. Cependant il existait aussi, dans le moyen âge, quelques manufactures proprement dites. Tel fut l'art de la laine, qui répandit tant de richesses pendant un temps dans les principales villes de Flandre, de Lombardie et de Toscane; tel fut l'art de la soie, qui s'est conservé jusqu'à nos jours dans les dernières. Il y aurait sans doute autant d'intérêt que d'instruction à étudier l'histoire de l'art de la laine au temps de sa prospérité; aucune manufacture n'a laissé de plus glorieux monuments, aucune n'a maintenu dans l'abondance une population plus nombreuse. La cathédrale de Florence, l'un des temples les plus dignes d'admiration du moyen âge, fut son ouvrage, et les consuls de la laine ne jouèrent pas un rôle moins glorieux dans la politique que dans les arts. Mais nous ne croyons point qu'il fût possible de rassembler des renseignements suffisants pour bien connaître comment la richesse produite par le tra-

vail était répartie avec tant d'égalité entre tous ceux qui participaient à ce travail, comment l'ouvrier était protégé contre les maîtres, comment la concurrence était limitée entre ces derniers, et comment avec une organisation compliquée et une dépendance mutuelle des membres d'un corps qui formait en quelque sorte une république dans l'État, la liberté de tous avait cependant été ménagée et l'essor de l'industrie n'avait point été ralenti. Il est plus facile d'étudier l'art de la soie, qui se conserve encore en Toscane, tel à peu près qu'il existait dans la société antique, et de voir en lui comment la manufacture pouvait dès lors se destiner tout entière au commerce, sans être envahie. comme elle l'est aujourd'hui, par les grands capitalistes, et sans que le sort de tous ceux qu'elle faisait vivre fût soumis à un grand jeu de hasard.

Le ver à soie, qui avait été apporté de Morée en Sicile, au huitième ou neuvième siècle, fut introduit en Toscane deux ou trois siècles plus tard, à l'époque où les républiques de cette contrée avaient affermi leur liberté et commençaient à étendre leur commerce. Des mûriers furent plantés en grand nombre dans ces campagnes fertiles, et vers la fin de juin de chaque année une récolte de cocons encore peu abondante fut livrée à l'industrie. Dans les deux mois suivants, des chaudières étaient mises en activité dans plusieurs des petites villes, au centre de chaque district planté en mûriers, pour tirer la soie. Puis elle était donnée à filer et à tordre avec des machines plus ou moins grossières; puis elle passait aux nains des fabricants, qui en faisaient des draps de soie et des velours; puis ces étoffes étaient rassemblées par les grands marchands de 'l'Art de la soie', à Florence et à Lucques. Ceux-ci, à leur tour, allaient eux-mêmes ou envoyaient leurs associés aux foires de Lyon, à celle de Troyes en Champagne, à tous les grands marchés enfin de l'Europe occidentale, et les étoffes de soie, malgré leur prix exorbitant, y trouvaient des consommateurs.

Beaucoup de choses méritent d'être observées séparément à cette première origine d'une riche manufacture: le bénéfice qu'elle apportait au pays, la condition des hommes qui y

participaient, la nature du capital employé pour la faire fleurir, sa circulation et la lenteur de cette circulation, la quantité de numéraire enfin qu'elle employait.

Une manufacture, nous avons cherché à le faire comprendre, donne quelquefois un profit aléatoire, quelquefois un profit commercial, c'est-à-dire que celui qui s'enrichit par elle quelquefois s'approprie la substance de son voisin, par les hasards du jeu auquel tous deux se livrent, quelquefois accroît réellement le fonds commun de la société. La nature des produits ne suffit point pour distinguer ces deux manières de poursuivre la fortune. Si l'on en jugeait par cette nature, on serait disposé à conclure que la manufacture de soie ne créait point de richesses réelles, car les étoffes qu'elle produisait n'étaient point utiles. Elles remplaçaient des étoffes de laine qui auraient fait précisément le même office; elles flattaient la vanité de quelques riches, qui, auparavant, satisfaisaient tout aussi bien cette vanité avec de produits déjà existants. Mais à l'époque où commença la manufacture de soie, la population qui devait lui offrir un écoulement s'était accrue. C'était alors que florissait, dans l'occident de l'Europe, le système féodal: chaque village avait son château; chaque château contenait une petite cour; chaque seigneur, pour multiplier ses défenseurs, avait distribué ses terres à de plus nombreux paysans, et il avait ainsi produit un accroissement de ses rentes. Le revenu préexistait donc chez les consommateurs, et il appelait le luxe; aussi, quoique la soie fût manufacturée d'une manière infiniment plus dispendieuse qu'elle ne l'est aujourd'hui; quoiqu'on en tendît beaucoup moins bien l'éducation des vers à soie, le tirage, la filature, le tissage et la teinture, elle prospérait, c'est-à-dire que chaque travail était amplement rémunéré; il l'était au moins autant, souvent plus que dans aucune autre profession. Les tissus de soie, il est vrai, se vendaient au poids de l'or. Le grand seigneur, qui fait tendre aujourd'hui en soie tous ses appartements, croyait alors déployer un grand luxe quand, dans les jours de gala, il portait un manteau de velours, ou peut-être seulement une ceinture de

soie; tous ceux à qui il désirait inspirer du respect et de l'admiration étaient tout aussi frappés de sa magnificence qu'ils le seraient par celle d'un seigneur de nos jours. Pour lui la jouissance était la même, la dépense peut-être était la même aussi. La manufacture de soie apportait donc, au treizième et au quatorzième siècle, du profit aux Toscans; mais il est important de résoudre à son égard une seconde question: quels étaient ceux qui en profitaient? La réponse est aussi satisfaisante qu'elle puisse l'être. Tous également. Le prix des cocons était assez élevé pour que le plus profitable des produits agricoles fût la feuille de mûrier qui était payée au propriétaire, et pour que l'occupation la plus lucrative de l'agriculteur fût de nourrir le ver à soie. Pendant deux mois, chaque ménage à la campagne était occupé de ses vers: hommes, femmes et enfants, chacun prenait sur son sommeil, sur son loisir, le temps nécessaire pour soigner ces insectes; mais aussi chaque famille voyait augmenter son aisance par ce produit surnuméraire en quelque sorte, et qui s'ajoutait à ce qu'elle avait déjà. A peine les cocons avaient été portés au marché que, dans chaque bourgade, deux ou trois entrepreneurs industriels, après en avoir acheté une petite pacotille, travaillaient et faisaient travailler à tirer la soie des chaudières: leur travail durait deux mois aussi; souvent ils s'y faisaient assister par quelques femmes qu'ils appelaient des montagnes, parce qu'à cette époque aucuns travaux ne les retenaient dans les champs. Le petit profit qu'ils partageaient avec elles répandait de l'aisance dans leurs familles pendant toute l'année, et aidait les montagnards à supporter les privations de la saison morte. Les fileurs achetaient ensuite la soie. On n'avait point encore inventé le mécanisme des superbes moulins à filer, qu'on a construits seulement dans le cours des cinquante dernières années: toute la soie devait être filée à la quenouille ou au rouet; l'opération était longue, mais elle était faite à temps perdu par les femmes, dans toutes les familles des villes; elle était cependant bien rémunérée, chaque demoiselle la retrouvait toujours dans l'intérieur des murs domestiques; c'était un gagne-pain qui lui était assuré

dans tous les revers de fortune, et une femme honnête n'était jamais, comme aujourd'hui, réduite à ne trouver aucun travail qu'elle puisse faire sans renoncer à son ménage, à ses liens de famille, presque à sa modestie. Le fabricant achetait enfin la soie filée; il la faisait teindre pour son compte; il la tissait à son métier, avec son compagnon, puis il la vendait avec profit au marchand, qui réunissait dans son magasin les produits de cent fabricants différents. Entre les mains du marchand, la soie devenait l'objet d'une spéculation importante; il confiait mal volontiers à d'autres une partie aussi considérable de sa fortune: le plus souvent il allait la débiter lui-même aux principales foires de l'Occident. Ainsi le profit considérable que le luxe des riches permettait de faire sur la soie répandait l'aisance, par un salaire supérieur à la mesure commune, parmi les paysans qui élevaient les vers à soie, les montagnards qui venaient la tirer aux chaudières, les fileuses de tous les ménages, les teinturiers et les tisserands. En même temps cette manufacture offrait aussi un profit supérieur au taux commun du commerce, en faveur des entrepreneurs de chaudières, des fabricants d'étoffes et des marchands. Le nombre des citoyens indépendants que ce commerce faisait vivre dans l'aisance était déjà considérable.

Pour mieux comprendre l'effet de cette manufacture sur la prospérité générale des pays, il faut la comparer, non pas seulement à ce qu'elle est aujourd'hui, mais à ce qu'on s'efforce de la faire devenir; car en ce moment même elle est, en Toscane, dans un état de transition.

L'éducation des vers à soie est encore en général une industrie abandonnée aux paysans; cependant on s'efforce de la leur ôter. Les Sociétés d'agriculture ont représenté que le ver à soie, dans la chambre à coucher du paysan, ne trouvait ni une ventilation suffisante, ni une température assez égale, ni des soins aussi bien entendus que si les ouvriers qui les élevaient en faisaient leur unique métier. En conséquence, des citoyens riches, intelligents et généreux, mais dont le zèle, nous le croyons, fait le mal de leur pays, ont

construit, aux applaudissements du public, ce qu'on nomme des 'bigatière' (1). Ce sont de vastes bâtiments, bien distribués, bien aérés, où des millions de vers à soie sont élevés ensemble par des ouvriers salariés. Tout est mieux entendu dans les soins, la nourriture, la température, et le changement de la litière; le ver à soie vit certainement plus heureux dans la bigatière que chez le paysan; il est exposé à moins de maladies, et un plus grand nombre de cocons est produit par la même quantité de feuilles. D'autre part, l'ouvrier payé à la journée n'a qu'un médiocre intérêt dans le succès de son travail: il lui suffit d'être exempt de blâme, et il ne faut attendre de lui ni veilles ni diligence extraordinaire, ni dévouement. Son travail le rend moins heureux que le paysan, car son coeur n'y est pas, il n'y attache aucune espérance: en conséquence, il coûte plus à celui qui le récompense, car tous les instants de l'ouvrier sont comptés au prix du marché.

Mais l'effet immédiat des bigatières a été l'introduction des spéculations sur le marché, ou, en d'autres termes, d'une disposition aléatoire, et d'une tendance à l'encombrement. Les paysans n'avaient sans doute aucun moyen de connaître l'étendue des besoins du monde mercantile, ou la concurrence que leur faisaient les autres pays producteurs de soie, mais ils se réglaient sur une certaine routine qui les mettait à l'abri des secousses violentes. Ils plantaient des mûriers là où en avaient planté leurs pères; ils en augmentaient le nombre, seulement quand ils faisaient de nouveaux défrichements, et que tous les produits augmentaient dans la même proportion. L'étendue de leurs maisons réglait aussi la quantité de vers à soie qu'ils pouvaient élever; elle était à peu près toujours la même. Les bigatières, au contraire, ont donné un nouvel élan à la production; les paysans n'ont point abandonné leur ancienne industrie, toute celle des maîtres a été une quantité nouvelle ajoutée à l'ancienne. Des plantations très-considérables de mûriers ont été ordonnées simultanément dans

(1) Du nom de 'bigatti' donné au ver à soie.

toutes les plaines. L'opinion a favorisé la spéculation; on s'est attendu à des profits considérables sur la soie: la fabrique a redoublé d'activité, mais le prix des cocons s'est ressenti des fluctuations de l'opinion, bien plus rapides que celles des besoins; il est cette année de cinquante pour cent plus bas qu'il n'était l'année dernière (1). De grandes fortunes ont été gagnées ou perdues sur le jeu que devaient produire d'aussi grandes différences, mais des fortunes tout aléatoires, qui n'ont fait que passer d'un portefeuille dans l'autre, et qui ne profitent point au pays. Cependant les propriétaires des bigattières ont peine à payer aux ouvriers qu'ils emploient un salaire modique; et, s'il faut en croire l'opinion générale. eux-mêmes, après avoir fait assez de mal aux paysans dont ils se sont constitués les rivaux, ont peine à couvrir leurs frais.

Les travaux auxquels la soie est ensuite soumise sont encore partagés aujourd'hui entre trois industries indépendantes, les tireurs de soie, les fileurs et les tisserands; mais on fait de grands efforts pour les réunir en une seule, et cette réunion ne saurait être éloignée. Les tireurs de soie sont en assez grand nombre dans chacune des petites villes de Toscane. La chaudière dans laquelle on fait bouillir les cocons, et d'où l'on dévide la soie, telle que le ver l'a filée, est un établissement peu dispendieux, mais qui répand beaucoup de puanteur, et qui probablement est insalubre. Un très-petit capital fixe, et un capital circulant assez borné, suffisent au tireur de soie pour acheter des cocons, et pour faire tirer la soie par des ouvrières qu'il appelle des montagnes, pendant les deux mois que dure ce travail. Le salaire de ces ouvrières est très-mesquin; le bénéfice sur les chaudières est aussi, à ce qu'on assure, très-peu de chose. La soie écrue est alors achetée par

(1) La baisse du prix des cocons a fait sentir à tous, cette année, la différence entre les deux systèmes: les maîtres comme les paysans, qui n'ont point spéculé, qui se sont contentés de faire manger leur propre feuille par leurs propres vers, ont gagné moins que de coutume, mais ils n'ont rien perdu; ceux au contraire qui ont acheté de la feuille, qui ont voulu faire un commerce, ont exposé leur capital au jeu, et ils en ont perdu la moitié.

les propriétaires des moulins à filer; ces derniers sont de très-beaux et très-grands établissements qui demandent un capital fixe très-considérable. Leur mécanisme est fort ingénieux, mais il coûte fort cher: chaque jour on y apporte de nouveaux perfectionnements, et ceux qui les ont adoptés font une concurrence ruineuse aux anciens. Le nombre des moulins à filer est nécessairement fort restreint; chacun occupe beaucoup de femmes, les unes dans l'intérieur, et d'autres, en plus grand nombre, qui emportent chez elles l'ouvrage à faire, surtout le dévidage des écheveaux sur les bobines: leur salaire est encore aujourd'hui assez élevé. Les bénéficiers des fileurs passent pour considérables; cependant nous avons vu les faillites se succéder rapidement parmi eux. Dans ce moment aussi, on a introduit en Toscane un mécanisme nouveau qui exécute dans le moulin à filer, à l'aide d'une chute d'eau, tout le travail de dévidage que les femmes faisaient autrefois chacune chez elle, et la plupart de celles-ci ont été congédiées. Enfin les tisserands d'étoffes de soie sont réunis à Florence, et quelques-uns d'entre eux ont élevé de grandes fortunes, toutes compromises aujourd'hui par le jeu auquel le commerce vient d'être soumis en Amérique. En même temps un Russe, dont la fortune colossale tout comme le faste ont longtemps étonné l'Europe, s'est proposé de créer, dans le palais que son père avait élevé pour sa résidence auprès de Florence, la plus prodigieuse manufacture de soie qui ait encore existé. Toutes les industries diverses des tireurs, des fileurs, des dévideurs, des tisserands, y seront réunies; toutes s'exécuteront dans la même enceinte, sans que rien soit emporté au dehors: la vapeur sera substituée, pour les mettre en mouvement, à la chute des eaux. Tous les ouvrages seront salariés, tous seront dirigés par des inspecteurs à ses gages; le profit ou la perte sera désormais pour lui seul, car on n'estime pas qu'aucun autre puisse soutenir sa concurrence: les ateliers existants devront être fermés, démolis, ou consacrés à quelque autre industrie. Son dessein gigantesque excite aujourd'hui l'admiration. On assure que, par la puissance de ses capitaux, par la perfection de ses machines, par l'économie de sa cen-

tralisation, il produira des étoffes supérieures en qualité, inférieures en prix à celles de Lombardie, de Piémont, de Lyon. Il sera, tant que son pouvoir durera, le seul représentant, ou à peu près, de toute l'industrie des soies de la Toscane, le seul qui en recueille des bénéfiques. Mais s'il se ruine, ou bien si, découragé par des pertes, il renonce à son entreprise, il laissera sur le pavé tous les ouvriers qu'il aura réunis, après leur avoir ôté toute autre ressource qu'en lui.

Ainsi, la manufacture de soie en Toscane, comparée à ce qu'elle était lors de sa première introduction, est infiniment plus étendue; ses produits sont peut-être quarante fois plus considérables, mais leur valeur n'est guère que quatre fois plus grande, et le nombre des ouvriers qu'elle entretient est peine doublé. La disproportion entre ces progrès est la conséquence nécessaire de leur nature; on a réussi à rendre tous les procédés plus économiques et à baisser tous les prix; or, on n'a pu y parvenir qu'en faisant faire l'ouvrage à l'aide des chutes d'eau, non des forces humaines. Les étoffes sont plus souples, plus variées, mais moins fortes, moins durables et, à tout prendre, moins belles. Dans le pays, la consommation en est un peu plus étendue, pour autant qu'elle a remplacé la laine et le chanvre; il serait difficile de dire s'il en est résulté aucune augmentation de jouissances; cet avantage, s'il existe, sera au reste surtout recueilli par les étrangers, puisque de beaucoup la plus grande partie des produits s'exporte. Quant aux producteurs, la manufacture de soie ne répand plus ses bénéfiques sur une classe à beaucoup près aussi nombreuse qu'autrefois, et elle les a limités au salaire ordinaire du travail; le nombre des chefs, de ceux qui jouissaient d'une position indépendante, qui travaillaient sans avoir besoin d'être appelés par un maître, a infiniment diminué; le sort de tous enfin est devenu plus précaire, et l'on entrevoit déjà le terme fatal et rapproché de leur carrière.

Nous profiterons de l'exposé des faits qui précède pour considérer la manufacture de soie sous un troisième rapport, celui du capital qui y est engagé, et de sa nature. Dans les

premiers commencements de cette manufacture, on ne remarque point son capital. Le cultivateur, le tireur de soie, le fileur, le tisserand, en font l'avance par si petites parties, qu'ils ne savent pas eux-mêmes qu'ils le possèdent. Le cultivateur fait l'avance de la feuille qu'il fait manger aux insectes, et de son propre travail; si, pour les établir, il est obligé quelquefois d'acheter quelques treillis, sa dépense ne monte qu'à quelques sous qu'il a pris sur sa nourriture, et il ne s'en aperçoit pas. Il ne débourse rien; le plus souvent, il ne sort point de numéraire de sa poche. Cependant et son travail, et sa subsistance, et la feuille qu'il fait manger, ont un prix. Le propriétaire d'une 'bigattiere' s'en aperçoit bien, quand il veut poursuivre cette industrie pour son propre compte. Les déboursés pour acheter la feuille, et pour payer les salaires de ses ouvriers, s'élèvent aux deux tiers, souvent aux quatre cinquièmes de l'argent qu'il retire ensuite des cocons.

Ainsi le premier capital circulant, avancé à l'origine de la manufacture, n'était point de l'argent, mais du temps et de la peine, qui n'étaient pas même appréciés; aujourd'hui ce n'est pas davantage de l'argent, encore qu'on se le figure, mais du temps et de la peine, qui seulement sont appréciés. Le propriétaire de la bigattière a commencé par la bâtir, non pas avec de l'argent, car il n'en avait pas une caisse pleine, mais avec quelque capital immatériel, quelque créance qu'il a réalisée en se faisant payer, ou, au contraire, qu'il a créée en faveur d'un autre, en empruntant. Ce capital n'a existé entre ses mains, sous la forme d'écus, que pendant un petit nombre de jours, souvent pendant un petit nombre d'heures. Quant à son capital circulant, s'il veut bien faire son compte, il devra passer au débit de ses cocons, la valeur de la feuille qu'il recueille lui-même, le loyer que devrait valoir sa bigattière. la nourriture de ses domestiques et de ses ouvriers, et leurs gages. Ces derniers sont les seuls qu'il paie en argent, avec des écus qu'il avait souvent reçus la veille. Cependant la totalité de ses avances prend le nom d'écus, et doit lui être remboursée avec bénéfice; en écus, par celui qui achète ses

cocons: le plus souvent, à son tour, il se défait de ces écus dès le lendemain.

Le tireur de soie commence son opération avec des écus; il en dépense un petit nombre pour construire sa chaudière, d'autres pour acheter les cocons, d'autres pour acheter le combustible et pour payer les gages de ses ouvrières. Ce n'est point là cependant tout son capital; il doit compter parmi ses avances son propre travail, sa propre inspection: ce prix agrégé devra lui être remboursé par celui auquel il vendra sa soie. Mais l'opération du tireur de soie ne dure guère que deux mois; il ferait une perte considérable s'il devait tenir oisifs ses écus, depuis la fin d'août qu'il vend ses soies, jusqu'au commencement de juillet qu'il rachète des cocons; aussi il ne le fait jamais. Soit qu'il ait emprunté l'argent qu'il emploie à ses chaudières, ou qu'il prête celui qu'il en retire, en vendant, par exemple, sa soie à crédit, son capital, pendant dix mois, est immatériel; il n'existe que sous la forme de créances. Pendant deux mois, au contraire, il revêt avec rapidité et successivement la forme d'argent, de cocons, de combustible, d'aliments pour les ouvriers, de soie cuite, et enfin, de nouveau, d'argent; les écus circulent, mais ils ne font que passer rapidement entre les mains du tireur de soie.

Le fileur de soie achète avec des écus la soie du tireur, le tisserand achète la soie filée, le marchand en gros achète les étoffes, le débitant les achète du marchand pour les revendre au consommateur, qui, en dernière analyse, doit rembourser toutes les avances, tous les salaires, tous les bénéfices avec les mêmes écus que lui-même a reçus peu de temps auparavant comme salaire de son travail, profit de son industrie, ou rente de ses biens-fonds. Le capital qui circule dans ces divers étages de la manufacture est déjà considérable, et appelé que nous étions à donner une idée de son mouvement, nous avons cru devoir en profiter pour fixer l'attention sur le rôle qu'y jouait le numéraire, et sur la nature de cette modification de la richesse, si souvent confondue avec lui, qu'on nomme capital circulant. Déjà nous pouvons reconnaître que celui-

ci est une quantité immatérielle, une valeur que l'imagination apprécie, et qui se retrouve sous des formes toujours nouvelles dans la marchandise, à mesure que la production se développe. Dans un autre Essai, nous suivrons cette analyse, et nous en tirerons des conséquences; mais ici nous voulons seulement profiter de ce que le rapport mutuel entre les branches de la manufacture de soie est encore frais dans la mémoire, pour faire bien comprendre que les transformations diverses du capital circulant s'opèrent, il est vrai, à l'aide de l'argent, mais que les écus n'en forment cependant qu'une très-petite partie.

Dans les commencements de la manufacture de soie, lorsque chaque opération était accomplie d'une manière indépendante, avec des outils encore grossiers, et adaptés aux forces d'un seul homme, chaque ouvrier faisait bien l'avance de son capital en numéraire, mais c'était pour un temps fort court, de manière à répéter l'opération plusieurs fois dans l'année. Ainsi le fileur achetait la soie livre par livre, ou même once par once, et il la revendait au tisserand aussitôt qu'il l'avait filée, souvent à la fin de la même semaine. Peut-être ne possédait-il jamais à la fois qu'un seul écu, et cet écu lui suffisait pour acheter successivement pour 50 écus de soie grège dans l'année, tandis qu'il revendait pour 100 écus de soie filée. Le tisserand agissait de même, il n'avait de même que peu de fonds; il achetait la soie nécessaire pour faire une pièce d'étoffe, puis il la vendait au marchand avant d'en commencer une seconde. Le marchand avait besoin d'un capital, comme aussi d'une somme d'écus plus considérable, car ses magasins se remplissaient de pièces d'étoffe qui y attendaient l'écoulement des foires. Mais quoique chaque pièce d'étoffe eût été achetée avec de l'argent, il s'en fallait de beaucoup que le marchand eût jamais possédé dans ses coffres une quantité d'argent égale à la valeur des marchandises qu'il avait dans son magasin, car il ne s'était point approvisionné tout à la fois, mais il vendait pour racheter aussitôt, et il ne laissait jamais l'argent dormir dans son coffre-fort. Revenons cependant à l'objet principal de cet Essai. Que

peut-on faire pour le bonheur de ceux qui exercent les arts utiles? Si quelqu'un répondait: Mettre à leur portée plus de capital circulant ou plus de numéraire, nous lui demanderions d'attendre, pour tirer ses conclusions, que nous ayons mieux défini la nature de ces deux modifications de la richesse. Si quelque autre proposait de revenir à l'organisation antique des arts et métiers, sous laquelle il nous paraît certain que les artisans jouissaient de beaucoup plus d'aisance, de sécurité et de considération que ne font aujourd'hui les fabricants, nous répondrions que le monde ne reprend jamais les entraves qu'il a déposées: tous les privilèges des corporations ont été abolis avec des cris de triomphe, comme si c'était une victoire que les classes pauvres remportaient sur les riches, tandis qu'en effet ils avaient tous été inventés pour la protection des pauvres, et ils ne profitaient qu'à eux. Cependant les pauvres eux-mêmes ne consentiraient jamais à un mouvement rétrograde, et peut-être auraient-ils raison; les habitudes sont prises, les mœurs sont changées, de nouveaux intérêts se sont développés, et une grande souffrance menacerait ceux qui se verraient tout à coup fermer l'entrée des professions aujourd'hui libres.

Depuis que les cris de détresse des fabricants ont commencé à faire comprendre que tout n'était pas progrès dans le développement si admiré des manufactures, on a aussi commencé à proposer de rétribuer les ouvriers par une participation aux profits d'une entreprise manufacturière. Nous accueillerions avec joie tout moyen d'associer de nouveau les prolétaires à la propriété, de les faire remonter de la condition d'agents mécaniques à celle d'êtres pensants et doués de volonté. Mais nous l'avouons, nous n'avons aucune confiance dans cet expédient. Il ne remédierait nullement au plus grand des fléaux qui pèsent aujourd'hui sur l'industrie, l'encombrement, et la rivalité de tous pour produire toujours plus et à meilleur marché. Il laisserait le commerce et la manufacture exposés à ce grand et terrible jeu, qui ruine si souvent aujourd'hui les marchands, et qui emporterait de plus toutes les pauvres épargnes des ouvriers associés à l'entreprise. Enfin et c'est là

notre raison principale, nous n'avons aucune confiance dans ceux qui exercent des pouvoirs délégués. Nous croyons que toute corporation fera plus mal ses affaires que ceux qui sont animés par un intérêt individuel; qu'il y aura de la part des directeurs, négligence, faste, dilapidation, favoritisme, crainte de se compromettre, tous les défauts enfin qu'on remarque dans l'administration de la fortune publique, par opposition à celle d'une fortune privée. Nous croyons plus encore que, dans une assemblée d'actionnaires, on ne trouvera que négligence, inattention, caprice, et qu'une entreprise mercantile serait constamment compromise et bientôt ruinée, si elle devait dépendre d'une assemblée délibérante et non d'un commerçant.

Que peut-on faire cependant pour porter remède à des maux si graves dans le présent, et qui nous semblent à nous-même plus redoutables encore dans l'avenir? Nous l'avons dit, nous n'y connaissons que des palliatifs. Le premier, le plus important, c'est d'éclairer l'opinion: le second, de ne donner plus d'encouragement aux inventions nouvelles; le troisième, d'écarter les grands capitaux des entreprises industrielles. Si ces trois palliatifs, car nous convenons qu'il ne faut pas y voir autre chose, étaient administrés avec constance et intelligence, nous ne croyons point qu'ils demeuraient sans efficace.

Il y a dans le caractère humain une puissance d'habitudes, ou, si l'on veut, une force d'inertie qui, bien souvent, a été l'ancre de sûreté de la société. Cette force d'inertie a longtemps repoussé le jeu commercial, le jeu des manufactures, comme toute espèce de jeu: chacun suivait la routine de son métier, le perfectionnait, l'agrandissait lentement, mais sans tenter des révolutions dans l'industrie. Ce sont les gouvernements qui, depuis un demi-siècle surtout, ont cru n'avoir pas de plus importante affaire que de favoriser les arts, le commerce et les manufactures: ce sont eux qui ont répété sans cesse à leurs sujets, que c'était une honte de demeurer tributaires des étrangers, qui les ont poussés au commerce d'exportation, qui ont fait consister la prospérité

des États à produire beaucoup et consommer peu, à exporter beaucoup, et ne rien réimporter. Ils ne se sont pas contentés d'exhortations ni même de récompenses offertes à toutes les inventions, à toutes les importations de procédés pour accélérer le travail; ils ont mis dans chaque État l'industrie en serre chaude, ils ont forcé son développement prématuré; tout leur système de douanes, tous leurs traités de commerce, et la plus grande partie de leurs relations diplomatiques tendent au même but. aujourd'hui même que la souffrance de leurs sujets devrait les faire réfléchir, ils s'animent toujours plus dans la même carrière; le Pacha qui voudrait civiliser l'Égypte, ou le Tzar qui voudrait barbariser l'Europe s'y prennent de la même manière: chaque année ils augmentent le nombre de leurs manufactures par l'action la plus directe du pouvoir; et en même temps, l'Angleterre et la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Suisse redoublent d'efforts pour étendre toujours plus loin leurs marchés dans les pays étrangers. La cupidité mercantile n'est sans doute point étrangère à la crise qu'éprouve aujourd'hui l'Europe; mais si elle avait été laissée à ses seules forces elle se serait peut-être calmée; tout au moins l'encombrement sous lequel nous étouffons ne se serait pas manifesté de longtemps.

S'il était une fois bien reconnu, bien démontré que la consommation ne peut s'accroître qu'avec l'accroissement du revenu; que tout effort pour sous-vendre des rivaux, pour fonder la prospérité d'une manufacture nouvelle sur la ruine d'une ancienne, est également injuste et immoral, soit qu'on se propose la désolation de rivaux étrangers ou nationaux; que cette mauvaise action est encore nécessairement punie à la longue, par l'augmentation de l'encombrement, par la baisse des prix, des salaires, des profits, et par la misère de tous; que l'épargne du travail ne produit un bénéfice national qu'autant que tout le travail épargné trouve à s'employer aussi profitablement qu'auparavant. Si, enfin, il était bien reconnu que le but de l'économie politique et de l'action du gouvernement, c'est le bonheur des hommes et de tous les

hommes, non l'accumulation des choses, on peut se flatter que cette action désastreuse du gouvernement, pour pousser à l'industrialisme cesserait; alors aussi toutes les académies, toutes les sociétés d'agriculture et d'industrie cesseraient d'offrir des prix à quiconque troublerait le plus l'équilibre nécessaire entre la production et la consommation, à quiconque rendrait plus inutile le travail humain, plus surnuméraire l'ouvrier qui n'a que son travail pour vivre; alors, enfin, les citoyens généreux, les patriotes, ne croiraient plus servir leur pays en renonçant eux-mêmes à une vie de développements moraux et de jouissances intellectuelles, pour créer de prétendues richesses, qui cessent d'être telles dès que leur valeur échangeable décroît avec l'accroissement de leur quantité. Nous nous confions dans le pouvoir de la vérité et de la raison, pour porter remède aux maux actuels; nous ne l'invoquons cependant pas seul. On a pu remarquer que les secousses violentes qu'éprouve aujourd'hui l'industrie manufacturière tiennent à la rapidité avec laquelle les découvertes scientifiques se succèdent, et à l'application lucrative qui en est faite aux arts, sur la plus grande échelle. L'étonnement qu'a causé la succession incessante des inventions utiles, réagit aujourd'hui sur la consommation elle-même: personne ne se contente de ce qui est, dans l'attente de ce qui viendra; personne ne veut s'approvisionner des choses produites par la dernière découverte, parce que le consommateur ne doute pas qu'avant deux ans, avant six mois peut-être, une nouvelle découverte lui substituera quelque chose ou de plus commode ou de plus économique. Chaque acheteur peut observer en lui-même ce changement dans ses dispositions; mais quand on porte ses regards sur le vendeur, on est étonné des convulsions qu'on appelle sans cesse sur la fortune publique. Non-seulement la valeur de toutes les marchandises déjà produites se trouve diminuée de moitié par l'invention qui diminue de moitié le travail, mais toute l'expérience des ouvriers, tout le fruit de leur apprentissage se trouve anéanti; tout le capital fixe, toutes les machines devenues chaque jour plus dispendieuses, sont rendues inutiles; le fonds de terre lui-même peut être

sacrifié à son tour. Nous nous réjouissons de l'invention du sucre de betterave, comme ayant ébranlé le système de l'esclavage; mais faisons abstraction de ce honteux et criminel moyen d'exploitation qui n'était pas nécessaire aux colonies, et mesurons la ruine qu'une telle innovation apporte à l'industrie passée. Le sucre européen, en anéantissant la culture des Antilles, détruit tous les moulins à sucre, raffineries, usines de tout genre, qui exploitaient aux îles le jus de la canne, tous les capitaux engagés dans cette fabrique; il détruit la valeur territoriale de toutes les plantations, il rend inutile toute la population cultivatrice, il fait cesser tout le commerce de transport sur cette marchandise. Qui sait si, avant qu'il soit peu, une invention qui ne sera pas plus surprenante, ne nous apprendra pas à faire le vin sans le jus de la grappe, en tout climat, en toute saison? si cette invention ne ruinera pas tous les vignobles et tous les vigneron? Qui sait quel sera le dernier résultat de l'invention des machines de transport à vapeur, quel effet pourra alors avoir sur l'agriculture la suppression de la plus grande partie des bêtes de somme? Qui peut mesurer les conséquences pour la société humaine de tant d'autres inventions révolutionnaires en quelque sorte. auxquelles travaillent à la fois toutes les têtes?

Or, nous ne proposons nullement d'arrêter, de circonscrire le génie de l'homme, occupé à maîtriser la nature, mais nous croyons que le moment est passé où il y avait quelque avantage à l'exciter par des récompenses. Nous regardons le brevet d'invention, le monopole d'une découverte, comme un encouragement dangereux donné à une fausse direction des sciences. Ce n'est pas pour gagner de l'argent, ce n'est pas surtout pour le gagner aux dépens des hommes industriels dont il cause la ruine, que le savant cherche à surprendre les secrets de la nature. Qu'il poursuive ses recherches, qu'il obtienne la gloire réservée au philosophe, mais qu'aucune cupidité ne vienne le détourner de sa direction naturelle; qu'aucun monopole ne lui soit garanti pour une application de la science aux arts, que nous ne repoussons pas, si elle arrive lentement et sans secousse, mais qui,

armée du privilège, tel qu'on l'accorde aujourd'hui, ébranle tour à tour chaque partie de l'édifice industriel, et peut bouleverser l'ordre social lui-même.

Enfin, les grandes révolutions opérées dans le monde industriel, la création d'une industrie nouvelle au préjudice des anciennes, la production inattendue d'une masse de marchandises qui condamne les anciens producteurs à l'oisiveté, la construction de machines d'une force prodigieuse, qui chassent par milliers les ouvriers des ateliers, l'esprit aléatoire enfin, l'esprit du jeu introduit dans toutes les branches du commerce, dans la spéculation sur les matières premières, dans la recherche de marchés nouveaux, dans l'effort d'invention pour éveiller de nouvelles fantaisies, dans toutes les parties de ce commerce surexcité, que les Anglais appellent 'overtrading'; tous ces accidents de notre industrie actuelle sont dus à l'emploi de capitaux démesurés, réunis pour une seule entreprise. Les faillites amenées par la crise d'Amérique nous ont appris que c'était souvent sur un fonds d'un million, ou d'un million et demi sterling, que travaillaient les grandes maisons de commerce anglaises. Sans doute, avec une somme aussi prodigieuse que trente ou quarante millions de francs, on doit acquérir sur la plupart des marchés un assez grand empire, pour pouvoir ruiner à volonté toutes les plus modestes industries. Cette dépendance des petits à l'égard des grands est un malheur politique, aussi bien qu'économique. Les millions sterling ne sont pas moins funestes au commerce que les 'latifundia' romains à l'agriculture. Dans l'une comme dans l'autre carrière, on ne peut élever la fortune d'un grand seigneur que par le sacrifice de cent, de mille petites fortunes indépendantes. Dans l'une comme dans l'autre carrière, la destruction de la modeste aisance du grand nombre n'assure point la prospérité de l'opulent marchand, de l'opulent propriétaire: la négligence, la dissipation, les vices attachés à un pouvoir sans bornes, font plus que compenser tous les avantages du monopole, et les faillites ne sont pas plus rares parmi les Crésus du commerce que parmi les humbles négociants.

Nous croyons que l'État peut beaucoup faire pour détourner les immenses capitalistes d'une carrière où ils n'apportent que du désordre et des dangers, pour eux-mêmes et pour les autres. Nous croyons que les souverains, au lieu de récompenser par des titres et des dignités les négociants, les manufacturiers, qui ont le mérite d'être énormément riches, emploieraient plus utilement leurs cordons à leur faire quitter les affaires. Nous croyons qu'au lieu de permettre que des faveurs fiscales dans les douanes, dans toutes les administrations financières, soient attachées à la haute opulence, ils pourraient avec justice, et ils devraient faire en sorte qu'un million sterling, qui représente le capital de mille familles, payât moins au fisc que le million sterling qui forme le capital d'une seule. Nous croyons enfin que la loi des héritages et le partage égal entre les fils et les filles peuvent remédier à cette accumulation effrayante de propriété, et que ce but ne doit jamais être perdu de vue par le législateur.

Mais ce n'est pas toujours avec la fortune d'un individu que les grandes entreprises commerciales ou industrielles sont fondées. L'art de disposer de capitaux étrangers a été porté fort loin dans notre siècle; l'art de mobiliser, comme on dit, les fortunes, est une des inventions dont la chrématistique moderne se félicite. Si l'opinion publique reconnaît bien une fois tout le danger attaché à ce grand jeu des capitaux, si elle veille les spéculations des capitalistes avec au moins autant de défiance que les accaparements de terres des grands seigneurs, il deviendra facile de mettre des bornes à l'action de ces capitalistes fictifs, de ces capitalistes enfantés par l'association; car ceux-là sont des créatures de la loi, et ils sont régis par elle. Ainsi la nature et les garanties des commandites, les conditions des sociétés anonymes d'actionnaires, la création des banques, et toutes les facilités qu'elles donnent pour l'emploi des plus grands capitaux, sont autant de questions qui ont été traitées par les économistes, dans leurs rapports avec la législation, comme si le grand but de l'homme d'État devait être d'accumuler les capitaux, et de rendre plus libre le jeu dont ils sont l'objet. Tandis que, sous notre

point de vue, le législateur doit être guidé surtout par le désir de prévenir, de détruire toute disposition aléatoire, dans la société; par le désir de multiplier les petites fortunes aux dépens des grandes, et de faire prévaloir partout l'économie du père de famille sur les spéculations de l'association mercantile.

Nous ne poursuivrons point aujourd'hui l'application de ces principes; on sent qu'ils nous entraîneraient vers des matières tout à fait nouvelles, et des discussions auxquelles nous n'avons point préparé nos lecteurs. Il nous suffit d'avoir fait voir que les maux auxquels sont exposés ceux qui exercent les arts utiles, ne nous paraissent point sans remèdes, et que les remèdes que nous proposons n'ont rien d'illégal, rien d'étrange, rien de révolutionnaire, rien de visionnaire non plus, ou qui demande une nouvelle organisation de la société. Il nous suffit surtout de pénétrer nos lecteurs de l'idée que ce qui importe au progrès de la science, c'est de connaître à fond la vérité, de ne jamais craindre de la contempler dans toute sa nudité, parce qu'elle est affligeante; que ce qui importe, c'est de savoir réellement quel bien ou quel mal fait l'industrialisme à l'homme industriel: car l'organisation de la société humaine est notre ouvrage; nous sommes toujours maîtres d'arrêter son action quand elle cause de grandes souffrances, et il ne nous est point permis de nous résigner à causer le malheur d'autrui, en rejetant la responsabilité de nos actions sur une mensongère fatalité.

SEIZIÈME ESSAI.

DU NUMÉRAIRE, DU CAPITAL CIRCULANT
ET DES BANQUES.

Il n'est point étrange que les Grecs aient attribué aux dieux ou aux héros fils des dieux, l'invention des institutions sur lesquelles repose la société humaine. La plupart demandent, en effet, une connaissance si précise et si profonde de l'essence des choses, une connaissance en même temps acquise avant que ces choses mêmes existassent, qu'on ne peut s'empêcher de l'attribuer à des êtres d'une nature supérieure, ou d'y voir une sorte de révélation. On sent l'impossibilité d'y arriver par une marche progressive; il semble toujours que la chose même qu'il s'agissait de créer, était nécessaire pour qu'on pût la créer. Comment expliquer, avant le langage, la convention d'où naquit le langage? Comment, sans signes pour la pensée, arriver à cette analyse si subtile des opérations de l'esprit humain, sur laquelle repose la grammaire? Comment expliquer cette décomposition admirable des sons, qui a permis de les représenter par des lettres, avant que les lettres eussent donné aux hommes le moyen de s'aider de la pensée les uns des autres, et tandis que chaque penseur était réduit à ses efforts individuels? Comment comprendre la recherche des métaux, avant qu'aucun métal fût en usage? le travail prodigieux des mines sans l'aide d'aucun instrument de métal; la recherche, dans les entrailles de la terre, des chaux métalliques, avant qu'aucune expérience eût appris comment ce minerai, en apparence inutile, pourrait être

converti, par la puissance du feu, en régule malléable? comment avec le fer et le cuivre, qu'on n'avait encore jamais vus en nature, on ferait des instruments dont rien de ce que l'homme voyait sur la terre ne pouvait d'avance lui donner l'idée?

La recherche des métaux précieux, de l'or et de l'argent, est plus extraordinaire encore: d'une part, comme ils sont infiniment plus rares, ils devaient aussi être beaucoup plus difficiles à découvrir; leur réduction demandait les connaissances les plus étendues en métallurgie, tandis que leur utilité était bien plus bornée que celle du fer. Si l'on ne devait en faire que des ornements brillants, cet usage ne semblait point un motif suffisant pour entreprendre les surprenants travaux sans lesquels il était impossible de se les procurer. Mais ce qui est plus merveilleux encore que l'extraction des métaux précieux hors de la mine qui les recélait, c'est l'usage social qu'on se proposait d'en faire, et qui, aujourd'hui, leur donne seul leur prix. Cet usage, ou l'invention du numéraire, demande pour le concevoir la plus admirable appréciation des rapports futurs entre les hommes. Cet usage, nous avons continué à le faire depuis trois ou quatre mille ans, sans le comprendre encore à l'heure qu'il est.

Dès le moment où le commerce fut introduit entre les hommes, où les professions se partagèrent, et où chacun travailla, non pour soi-même, mais pour la société, attendant en retour, de la société, la compensation de son travail, la notion d'utilité dans l'appréciation des choses fit place à celle de valeur échangeable. L'utilité était l'appréciation des choses, par chaque individu, dans la supposition qu'il en ferait usage lui-même; la valeur était l'appréciation que devrait en faire la société, en comparant l'envie qu'en avaient les acquéreurs, avec leurs moyens pour se les procurer.

La valeur était de plus l'appréciation comparative de la chose évaluée, non point avec une chose en particulier, mais avec toute chose. La valeur est donc une idée sociale mise à la place d'une idée individuelle; c'est, de plus, une idée abstraite mise à la place d'une idée positive. C'est une comparai-

son entre des quantités inconnues, pour laquelle l'esprit semble avoir dû procéder par la méthode algébrique plutôt qu'arithmétique, mais qui a été contemplée à une époque où ni l'algèbre ni l'arithmétique n'existaient point encore. Simultanément avec l'idée de la valeur, dut naître celle du numéraire, qui en était le complément. L'habitude de travailler, non point pour soi, mais pour attendre des acheteurs inconnus, avait obligé à considérer chaque chose vénale sous deux aspects différents, à lui reconnaître deux valeurs qu'il fallait fondre en une seule. D'une part, en effet, il fallait mesurer le prix de production ou la compensation entière du travail, et de toutes les avances que l'objet a coûtées à produire, avec les bénéfices légitimes que toute industrie doit procurer; d'autre part, il fallait estimer le prix du marché, ou la compensation que le consommateur est disposé à donner pour se procurer cette même chose. Quelquefois ces prix laissent entre eux une très-grande différence, soit que la production soit trop chère pour se vendre avec avantage, ou, au contraire, que les consommateurs aient des besoins trop pressants, qu'ayant peine à se procurer la chose qu'ils demandent, ils renchérissent les uns sur les autres, et paient la chose produite plus qu'elle n'a coûté. La fixation de ces deux prix, la demande du vendeur, l'offre de l'acheteur, est peut-être la conséquence du commerce qui a le plus directement obligé à introduire dans les échanges un numéraire, ou la numération des parties aliquotes de ce que les hommes considèrent comme ayant de la valeur.

La valeur, ou le rapport entre la demande de tous et la production de tous, n'était susceptible de comparaison qu'autant que l'esprit saisissait une unité idéale, et que, comparant les objets les uns aux autres, il pouvait se répondre combien de fois chacun des objets comparés contenait cette unité. Cette opération abstraite était l'image de celle qu'on avait faite sur des quantités matérielles, quand on avait comparé les pesanteurs. On avait de même choisi une unité idéale, la livre de poids, à l'aide de laquelle on mesurait une des propriétés de la matière, commune entre des corps différents,

L'analogie entre les deux idées fut si bien sentie, que le même nom désigna en général les deux unités destinées à compter, l'une la pesanteur, l'autre la valeur de toute chose. Le talent, la drachme, l'as, le denier, la livre, l'once, sont des noms de mesures de poids tout comme de mesures de valeur. Un morceau de fer ou de pierre servait à représenter la livre de poids; un morceau d'or, d'argent ou de cuivre servait de même à représenter la livre de valeur. Mais l'idée du poids, l'idée de la valeur était antérieure à celle du métal inférieur, ou de la pierre qui servait à mesurer l'une des propriétés de la matière, comme à l'idée du métal précieux qui servait à mesurer l'autre. L'abstraction avait été rendue présente aux sens par une image, elle existait cependant indépendante de l'image. La valeur n'était pas plus créée par la livre d'argent que la pesanteur n'était créée par la livre de poids qui servait à les compter. Tel objet pesait cent livres, c'est-à-dire qu'en poids il était égal à cent fois le morceau de fer qui servait à compter la pesanteur; tel autre valait cent livres, c'est-à-dire que le producteur le considérait comme égal à cent fois la compensation du travail nécessaire pour se procurer une livre d'argent; et que le consommateur donnerait, pour se le procurer, cent fois la compensation qu'il donnerait pour se procurer une livre d'argent; et en combinant ces appréciations, en les rectifiant l'une par l'autre, dire que tel objet valait cent livres, c'était dire que sa propriété échangeable était égale à cent fois celle du morceau d'argent qui servait à compter les livres de valeur.

Nous sentons combien il est difficile de saisir cette idée abstraite, mais nous savons aussi que cette difficulté est augmentée encore par l'ambiguïté du langage, et par l'habitude qu'il a donnée à notre esprit de considérer le numéraire comme réellement compris dans les choses qu'il sert à compter; nous supposons toujours les écus comme préexistants pour la création de la marchandise, du capital fixe, du fonds de terre, des créances que nous évaluons par eux, tandis qu'au contraire la valeur de toutes ces choses préexiste avant les écus, et que ceux-ci ne l'ont pas plus créée que la géométrie

n'a créé les surfaces. Mais avant de suivre le progrès des idées d'après lequel le numéraire fut choisi comme mesure des valeurs, il faut nous arrêter de nouveau sur la double appréciation des valeurs elles-mêmes, sur cette balance du prix du vendeur avec le prix de l'acheteur, que nous venons de mentionner incidemment, et d'où résulte le prix du marché. Nous avons cherché à le faire comprendre dans notre xiii^e Essai (p. 160), le commerce fait disparaître le caractère essentiel des richesses, l'utilité, pour ne laisser subsister que leur caractère accidentel, leur valeur échangeable. Avant l'introduction du commerce, et lorsque chacun ne songeait qu'à s'approvisionner lui-même, l'augmentation en quantité des choses produites était une augmentation directe de richesses. Peu importait alors la quantité de travail au prix de laquelle cette chose utile avait été acquise. Le père de famille se sentait deux fois plus riche quand ses greniers étaient deux fois plus pleins, quand même la bonne récolte ne lui avait pas coûté plus de travail que n'avait fait la mauvaise; sa ménagère se sentait deux fois plus riche quand elle se voyait en possession de deux fois plus de toile, sans s'arrêter à ce que cette toile avait été faite, à l'aide d'un métier perfectionné, en deux fois moins de temps. Après tout, la chose désirée ne perd rien de son utilité, lors même que, pour se la procurer, on n'a eu besoin d'aucun travail; le blé et la toile ne seraient pas moins utiles à leurs possesseurs, quand même ils les auraient trouvés sur leur chemin, quand même ils leur seraient tombés du ciel. C'est là, sans doute, la vraie appréciation de la richesse, l'utilité et la jouissance. Mais dès l'instant où les hommes ont renoncé à suppléer chacun par lui-même à leurs propres besoins, et où ils ont fait dépendre leur subsistance des échanges qu'ils pouvaient faire, ou du commerce, ils ont été obligés de s'attacher à une autre appréciation, à celle de la valeur échangeable, à la valeur résultante non plus de l'utilité, mais du rapport entre le besoin de toute la société, et la quantité de travail qui a suffi pour satisfaire ce besoin, ou bien encore à celle qui pourra y satisfaire à l'avenir. Ce prix échangeable, ce prix du marché, est

au nombre des idées les plus abstraites que présente la science économique, si riche en abstractions.

Dans l'appréciation des valeurs qu'on a cherché à mesurer par l'institution du numéraire, la notion d'utilité a été mise absolument de côté. C'est le travail, c'est l'effort nécessaire pour se procurer les deux choses échangées l'une contre l'autre qui a été seul considéré. C'est sur cette base qu'est calculée la demande du vendeur aussi bien que l'offre de l'acheteur. Le premier affirmera peut-être que la chose lui a coûté dix journées de travail; mais si l'autre reconnaît qu'elle peut désormais s'accomplir avec huit journées de travail, si l'a concurrence en apporte la démonstration aux deux contractants, ce sera à huit journées seulement que se réduira la valeur et que s'établira le prix du marché. L'un et l'autre contractant a bien, il est vrai, la notion que la chose est utile, qu'elle est désirée, que sans désir il n'y aurait point de vente; mais la fixation du prix ne conserve aucun rapport avec l'utilité. Pour mesurer la pesanteur, il n'était pas difficile de trouver un étalon qui eût une pesanteur toujours identique; c'était une quantité appréciable par les sens. Mais, pour mesurer les valeurs, il fallait trouver un étalon dont la valeur fût également fixe; et la valeur cependant était une quantité abstraite, une quantité que les sens ne pouvaient point apprécier. Il y avait donc analogie entre l'invention des livres de poids et celle des livres de valeur, mais il n'y avait point parité complète; avant de se demander combien de livres de blé on pourrait obtenir pour une livre d'argent, il fallait se rendre raison de la valeur d'une livre d'argent, et la réponse n'était pas facile à donner. Cependant, nous venons de le voir, la valeur mercantile est toujours fixée, en dernière analyse, sur la quantité de travail nécessaire pour se procurer la chose évaluée; ce n'est pas celle qu'elle a actuellement coûtée, mais celle qu'elle coûterait désormais, avec des moyens peut-être perfectionnés, et cette quantité, quoiqu'elle soit difficile à apprécier, est toujours établie avec assez de fixité par la concurrence. C'est ainsi que la valeur de la livre d'argent fut trouvée, et qu'elle servit à mesurer toutes

les autres valeurs. La livre d'argent représenta le nombre de journées de travail, moyennant lequel on pouvait l'extraire de la mine, et l'apporter dans le lieu où elle était échangée: nombre inconnu à chacun de ceux qui stipulent, et que la société apprécie cependant d'après l'effort réciproque des bailleurs et des demandeurs. On ne tint aucun compte de l'utilité de l'argent, et en effet, sauf comme monnaie, cette utilité est fort peu de chose; on ne tient plus compte non plus du travail par lequel l'argent a été précédemment tiré de la mine (car il circule peut-être depuis cent ou deux cents ans), mais seulement du travail qu'il faudrait pour en tirer aujourd'hui une quantité égale. Toute découverte de mines plus abondantes, ou de procédés plus économiques pour la réduction du minerai, ne rend pas seulement meilleur marché l'argent nouvellement produit, mais en même temps elle fait perdre une partie de sa valeur à tout l'argent préexistant. Cependant l'expérience a appris que cette quantité versée, chaque année, par les mines dans le commerce, ne varie pas sensiblement . et n'excède guère celle qui est chaque année consommée par les arts; que les découvertes dans la métallurgie n'ont point été si rapides ou si importantes, que de diminuer sensiblement la quantité de travail requise pour produire le métal précieux; qu'enfin la livre d'argent, sans être absolument identique en valeur, approche cependant assez de cette identité, pour être un bon étalon des valeurs, et pour représenter à l'imagination une quantité de travail productif toujours la même.

Un étalon de mesures pour les poids, pour les surfaces, pour les capacités, peut fort bien servir pour tout un peuple; et en effet, dans plusieurs hôtels de ville, on conservait autrefois la mesure banale à laquelle chacun avait recours, avant que l'usage se fût établi d'en conserver une chacun chez soi. Il n'y aurait pas eu absolue impossibilité à ce qu'une seule livre d'argent servît également de mesure banale des valeurs pour tout un peuple; elle aurait alors seulement représenté aux sens cette unité idéale des valeurs à laquelle on aurait rapporté celle des marchandises; mais celles-ci se se-

raient transmises de main en main, et échangées, sans, l'intermédiaire des métaux précieux: on peut même dire que c'est quelque chose d'analogue qui arrive dans les pays où existe une banque de circulation. Toutes les transactions relatives aux valeurs s'accomplissent à l'aide de chiffons de papier, qui servent seulement à simplifier les comptes, tandis que l'étalon des valeurs, qui présente aux sens cette appréciation abstraite, est conservé dans un dépôt public, auquel on peut toujours recourir à l'aide de ces mêmes chiffons de papier.

Le commerce peut, à la rigueur, se pratiquer après la seule fixation de cette unité abstraite des valeurs, dans laquelle se résout la valeur de toutes les choses qu'on veut comparer, sans même en présenter l'image aux sens, sans donner un nom qui représente une chose dont la valeur soit connue.

On assure qu'il y a encore quelques peuples demi-sauvages qui pratiquent le commerce sans autre numéraire qu'une monnaie idéale, nous prouvant ainsi que le pouvoir de comprendre des quantités abstraites précède tous les progrès de la civilisation. Le commerce est rarement le simple échange d'une chose désirée par l'un contre une chose désirée par l'autre; le plus souvent les deux contractants n'ont point l'intention d'appliquer la chose à l'usage de celui qui fait l'échange, mais plutôt de la porter dans un lieu où, par un nouvel échange, elle satisfera des désirs ou des besoins plus pressants. Les marchands des peuples pasteurs arrivent sur la frontière des peuples agricoles, avec l'intention de donner les chevaux, les chameaux, les pelleteries, les laitages que leurs compatriotes ont produits au delà de leurs besoins, contre les grains, les sels et quelques produits des ateliers des villes. qu'ils distribueront à leur retour parmi leurs compatriotes. Lors même qu'ils n'emploient point de métaux précieux pour cet échange, ils ont besoin cependant d'un numéraire, c'est-à-dire d'une unité idéale de valeur qu'ils puissent compter, afin de comparer ce qu'ils donnent et ce qu'ils reçoivent, de marchander et de reconnaître à l'instant s'ils gagnent ou s'ils perdent dans la suite de leurs négociations.

Tel objet se divise à leurs yeux en dix parties aliquotes; huit de ces parties équivalent à la valeur de tel autre objet, douze à celles d'un troisième, quatre à celles d'un quatrième: ces parties aliquotes sont pour eux les moyens de numération.

'nummi', la monnaie idéale. Qu'il y ait ou non des écus qui les représentent, que ces écus abondent ou qu'ils disparaissent entièrement, la valeur des choses qui se comparent n'en sera pas plus changée que leur poids ne serait changé par la disparition absolue des balances et des pesons.

Cependant la fabrication des métaux précieux en écus, dont chacun est réellement égal en valeur à une de ces parties aliquotes entre lesquelles on a divisé la valeur de chaque chose, a permis de donner au commerce une facilité de plus. L'opération des marchands du peuple pasteur, qui venaient commercer avec le peuple agricole, n'avait nullement pour objet d'acheter des métaux précieux ou d'en vendre, mais de remporter dans leur pays des marchandises étrangères qui valussent autant de livres idéales que valaient celles qu'ils avaient exportées; de les y vendre pour une plus grande somme de ces mêmes monnaies idéales, de manière à se mettre en état d'acheter, avec une partie seulement de leurs rentrées, autant de marchandises nationales qu'ils en avaient exporté l'année précédente, et d'employer le reste des monnaies idéales dont ils se trouveraient créanciers envers leurs concitoyens, ou à se procurer des jouissances, des consommations annuelles, ou à élever leur fortune.

Les marchands du peuple agricole, qui trafiquaient avec eux, faisaient de leur côté précisément le même compte; bien plus, c'est précisément le même qu'ils font encore aujourd'hui, depuis l'introduction des livres monnayées. L'échange des marchandises d'un pays avec celles d'un autre pays, ou tout au moins avec celles de tous les autres pays, se fait presque toujours sur un pied d'égalité: ce sont des circonstances exceptionnelles seulement qui font que l'un des pays reste débiteur de l'autre, et de plus exceptionnelles encore qui font que l'un des pays paie à l'autre un solde de compte en espèce. Quant au profit du commerce, il se réa-

lise par la vente que fait le marchand réimportant, au consommateur son compatriote. Ce n'est que par cette vente qu'il peut reconnaître s'il a réellement servi les convenances de ce consommateur, s'il lui a apporté la chose que ce marchand est disposé à payer plus qu'elle n'a coûté au marchand.

Le commerce est donc un échange d'une marchandise contre une autre marchandise; l'invention de la monnaie idéale a seulement dispensé de trouver toujours des objets de même valeur, pour les échanger. L'un des marchands livre trente ou quarante objets dont chacun a une valeur différente; l'autre en livre peut-être cent en retour, qui sont de même tous évalués avec précision, indépendamment l'un de l'autre. Parmi ces objets échangés se trouvent souvent des créances d'un pasteur sur un autre pasteur tout comme d'un pasteur sur un agriculteur, et 'vice versa', et tous ces achats et ces ventes se soldent par un règlement général de compte. Mais il était plus commode encore de ne point se soucier de ce règlement de compte, de ne point se demander ce qu'on prendrait en échange de ce qu'on donnait, de ne point chercher quels étaient ceux qui avaient des créances ou des dettes, pour les employer à faire des soldes; de ne point faire toutes ces opérations à la fois et avec une sorte de publicité. Or, on a obtenu pleinement ce but, en forgeant la monnaie des métaux précieux, et en la répandant en assez grande abondance dans la société, pour que chacun pût, en quelque sorte partager son échange en deux et accomplir sa vente avant de songer à son nouvel achat: de cette manière, pendant un moment du moins, la valeur de la chose échangée se trouve en écus entre ses mains. Il donne sa marchandise, qu'il estimait à un certain nombre de livres idéales, contre le même nombre de livres en écus: c'est ce qui s'appelle vendre; puis il emploie ces livres en écus à se procurer la marchandise dont il avait besoin: c'est ce qui s'appelle acheter. Dans l'échange, il fallait déterminer à la fois la valeur de deux inconnues, les deux marchandises qui se donnaient l'une contre l'autre; dans la vente suivie du nouvel achat, la détermination de la valeur de ces

deux inconnues se fait par deux opérations différentes et tout à fait indépendantes l'une de l'autre.

Pour déterminer chacune de ces inconnues, il faut que la monnaie d'or ou d'argent qui est donnée contre elle en échange, soit reconnue pour absolument invariable dans sa valeur; en effet, la vraie richesse nationale susceptible de s'accroître en valeur, c'est la marchandise; c'est elle qui, achetée à un certain prix, doit se revendre à un prix supérieur pour donner du profit, tandis que l'argent doit être rendu précisément au prix auquel il a été reçu. La pièce de drap qui a été vendue contre trente pièces d'argent représentant autant de parties aliquotes de la richesse universelle peut, dans de meilleures circonstances, se vendre contre trente-cinq, quarante ou cinquante de ces mêmes pièces, et de ces mêmes parties aliquotes; mais les pièces d'argent seront toujours égales au même nombre de parties aliquotes. Ainsi dans toute vente, celui qui donne l'argent donne le certain, celui qui donne la marchandise donne l'incertain. Il en résulte qu'on s'enrichit souvent en gardant de la marchandise jusqu'à ce qu'elle augmente de prix, mais qu'on ne s'enrichit jamais en gardant de l'argent, car son prix ne peut pas changer. Quiconque donc songe à gagner, quiconque songe à faire valoir son capital, se hâte de se défaire de ses pièces d'argent, qui ne gagnent jamais, et de les échanger contre les marchandises qui lui présentent seules les chances du commerce.

Cependant nous commençons à voir naître à côté du numéraire, à son ombre en quelque sorte, ce capital circulant, qui n'est qu'une autre expression pour désigner l'ensemble de la richesse nationale, ce capital qui n'est que la somme de toutes les livres idéales, de toutes les valeurs que représente le numéraire. Tel objet, avons-nous dit, valait huit de ces livres idéales, tel autre douze, tel autre vingt. La livre idéale est pour chacun une aliquote déterminée de leur valeur totale, le huitième, le douzième, le vingtième; mais considérée par rapport à la richesse nationale, ce sont des unités, dont la somme est inconnue. Cependant la somme de toutes ces

unités est le capital national. Ce capital est nommé circulant, quand la somme de ces unités idéales, qui forme la fortune d'un industriel, est investie tour à tour dans des choses toujours nouvelles, et qui s'échangent les unes contre les autres; il est nommé fixe, quand une partie de ces unités idéales revêt une forme qui ne varie plus, et sert à augmenter la valeur des formes qui varient.

Aucune opération de notre esprit ne demande plus d'effort, plus de fatigue, que celle qu'il faut faire pour comprendre la nature du capital, vrai Protée, qui change sans cesse de forme et d'essence, qui s'évanouit au moment où vous croyez l'arrêter, et qui, après avoir accumulé des monceaux d'or, ne laisse que de la fumée aux mains de ceux qui se jettent sur eux. Le capital est identique avec la richesse, et cependant il lui est postérieur en existence; c'est une appréciation de cette richesse, née du commerce et comptée par lui; c'est l'image abstraite de toutes les valeurs dont le commerce dispose.

Puisque le capital est une idée commerciale, c'est au commerce qu'il faut s'adresser pour en avoir, non une définition, mais une connaissance pratique. Ouvrez les livres de compte d'un négociant, cherchez son bilan, examinez son avoir, cet avoir, il vous le dira lui-même, est son capital.

Vous y trouverez d'abord que le compte de marchandises générales lui doit une certaine somme. C'est la valeur de tous les produits qu'il achète pour les revendre, et qui sont l'objet spécial de son commerce. Il les a évalués en livres idéales, d'après ce qu'ils lui ont coûté à produire ou à se procurer, et il les regarde comme ses débiteurs, jusqu'au moment où leur dette sera acquittée par la vente, et où de nouveaux objets rachetés ou reproduits aussitôt représenteront ses livres idéales.

Vous trouverez ensuite que son moulin, ou son usine, lui doit une certaine somme: c'est la partie de la richesse commerciale qu'il a préparée en forme d'instruments pour aider son industrie; on l'a nommée le capital fixe, et sous ce nom l'on comprend tout ce qui n'est point l'objet de son trafic,

mais qui l'aide à trafiquer, depuis l'outil le plus simple jusqu'à la machine la plus compliquée, jusqu'à ces immenses ateliers, ces rouages si dispendieux, ces fourneaux qui imposent à la vapeur un si prodigieux ouvrage humain. Le plus souvent le capital fixe est un immeuble, il participe ainsi de la nature de la richesse territoriale, sauf qu'il se consume lentement par l'usage qu'on en fait. Si le négociant a des fonds de terre, il les compte aussi parmi ses débiteurs, pour une somme égale à celle pour laquelle il les a achetés, ou pour laquelle il pourrait les vendre. Cette valeur des immeubles, en livres idéales, fait en effet partie de son capital, mais elle ne circule pas, elle ne donne aucune impulsion à son commerce.

Vous trouverez ensuite que le négociant compte dans son avoir, ses créances, ou tout ce qui lui est dû par des particuliers, par des compagnies, par les fonds publics. C'est une partie de la richesse que nous avons désignée par le nom de capital immatériel, et dont les économistes ont en général trop peu tenu compte. Nous y reviendrons dans l'Essai prochain, et nous montrerons comment tout l'ensemble des créances est un droit sur la propriété d'autrui, qu'il embrasse la propriété présente et future, le revenu que le travail a créé, et celui qu'on espère qu'il créera à l'avenir.

Enfin le négociant compte dans son bilan, comme partie de son avoir, les écus qu'il a en caisse. Sa caisse lui doit une certaine portion, une portion minimale cependant de son capital, pour les écus qui s'y trouvent déposés.

Ainsi, le capital circulant n'est point la même chose que le numéraire; bien au contraire, il s'échange sans cesse contre le numéraire, et sa circulation est activée par le numéraire de même qu'il n'est point identique avec le numéraire, il n'est point non plus commensuré avec lui. Les deux circulations marchent, il est vrai, en sens inverse, se balançant dans chaque transaction, mais non point avec une rapidité égale. Le capital, ou la fortune publique prise comme un ensemble, rapporte un revenu, qui est connu sous le nom 'd'intérêt'. Ce revenu résulte, pour le capital circulant, de

l'accroissement de prix des marchandises, pendant qu'elles sont confectionnées, ou mises à la portée des consommateurs; pour le capital fixe, de l'augmentation de valeur qu'il donne à ces mêmes marchandises; pour les immeubles, des fruits de la terre; pour les créances, d'une participation dans le revenu des débiteurs. Le compte de caisse seul ne rapporte absolument rien: tant que l'argent reste en nature dans la caisse, il est complètement stérile. Il en résulte que toutes les parties de la richesse suivent, dans leur circulation, une marche différente, et sont soumises à un degré plus ou moins grand d'accélération. La circulation des marchandises est ralentie pour leur donner le temps de produire un profit, soit par le travail qui les confectionne, soit par celui qui les transporte et les distribue. Il n'est point nécessaire de vendre ni le capital fixe, ni les immeubles pour en retirer un profit; si donc ils circulent quelquefois, c'est d'après des convenances particulières. De même, les créances rapportent un intérêt sans qu'il soit nécessaire de les faire circuler; mais les unes sont à terme, et leur paiement n'est autre chose que leur échange contre du numéraire; les autres sont indéfinies, mais elles peuvent s'acheter et se vendre en numéraire comme des marchandises. En échange de toutes ces natures diverses de richesses, c'est toujours du numéraire ou qu'on donne ou qu'on est supposé donner (1); mais comme celui-ci, tant qu'on le garde, ne rapporte aucun profit, le négociant qui le tient en caisse est toujours pressé de s'en défaire, d'en hâter la circulation, de lui faire changer de mains, bien plus souvent qu'au capital circulant; à plus forte raison, bien plus souvent qu'à toute autre nature de richesses.

Ainsi, il existe toujours dans la société deux circulations en sens inverse l'une de l'autre. Le numéraire passe successivement aux mains de tous ceux qui en ont besoin pour accomplir leurs échanges. Un acheteur le donne à un vendeur,

(1) Nous disons 'ou qu'on est supposé donner', parce que, comme nous le verrons plus loin, au lieu de numéraire, on donne souvent des créances qu'on regarde comme égales au numéraire, parce qu'on peut à volonté, et sans profit ni perte, les échanger contre de l'argent.

qui devient acheteur à son tour, et ainsi de suite, tant qu'il y a un objet dont la propriété doit passer d'une main à une autre. En même temps, le capital circulant est transmis en livres idéales, par une suite de marchés, du producteur au consommateur. Le manufacturier a avancé ce capital, en denrées, en matières premières, à l'ouvrier, qui le lui a rendu avec accroissement en marchandises; il l'a livré, avec un nouvel accroissement, au marchand en gros, qui l'a distribué au marchand en détail, et celui-ci au consommateur. Ce dernier solde tous les accroissements, tous les profits qui forment le revenu de tous ceux qui concourent à la circulation de ce capital en livres idéales.

La circulation du numéraire est rendue d'autant plus rapide que la société est plus civilisée, que la propriété y est mieux garantie, et que chacun y est arrivé à une plus grande entente des affaires; car chacun aussi y est plus accoutumé à trouver un revenu dans toute autre espèce de propriété, et reconnaît mieux que tant qu'il garde du numéraire dans sa caisse il n'en tire aucun intérêt. Dans les pays demi-barbares, au contraire, chacun sent que le numéraire, toujours égal à lui-même en valeur, toujours bon à échanger contre tout ce dont on a besoin, est le meilleur des préservatifs contre des dangers inconnus. Chacun sent, en l'accumulant, que c'est du pouvoir qu'il tient en réserve dans son coffre-fort: or, plus l'état de la société est orageux, plus chacun désire du pouvoir, de préférence à des jouissances. Le propriétaire sent qu'au milieu des troubles, c'est ce pouvoir condensé sous forme de numéraire qui le défendra et le sauvera le mieux au besoin; il sait aussi que c'est la richesse qui se dérobe le mieux à tous les yeux, qui excite le moins d'envie, et qui échappe le plus aisément au pillage. Quoique dans les pays accablés par l'anarchie ou le despotisme, le capital circulant dans le commerce rapporte souvent un profit considérable, le plus grand nombre de ceux qui ont quelque chose ne veulent pas courir les chances effrayantes du commerce, et ils aiment mieux enterrer leur argent que de le prêter à intérêt ou le changer en capital circulant. En effet, un prêt double leurs

chances d'éprouver quelque avanie ou quelque pillage. Aux risques que court le créancier, il faut ajouter ceux que court le débiteur; il faut encore que le riche dise son secret, tout au moins à une personne, l'emprunteur, et s'il veut prendre des sûretés, il faut qu'il le dise encore aux témoins ou au notaire. En Turquie, en Perse, aux Indes, tout homme, sans exception, thésaurise dès qu'il le peut. Il enferme, il cache, il enterre toutes les pièces de monnaie qu'il peut atteindre; il n'en laisse jamais sortir une de ses mains sans se dire qu'il perd une de ses garanties. Dans les pays les plus civilisés, au contraire, tout homme est devenu négociant en ceci, tout au moins, qu'il ne veut pas que son capital demeure dormant entre ses mains. même pour le temps le plus court. En Angleterre, les hommes riches les plus étrangers au commerce, ont tous un compte ouvert chez leur banquier; ils paient tout ce qu'ils doivent ou qu'ils achètent, par des assignations sur lui, et ils gardent fort peu d'argent chez eux. En conséquence, dans les pays barbares et opprimés, il y a très-peu de capital circulant, et comparativement beaucoup de numéraire, qui reste, il est vrai, presque toujours caché. Au contraire, dans les pays civilisés, et où la propriété est bien garantie, il y a un capital circulant très-considérable et proportionnellement très-peu de numéraire.

Comme le capital circulant est une quantité abstraite et insaisissable, comme il est toujours transmis à l'aide du numéraire (ce en quoi, au reste, il ne diffère point de toute autre nature de richesse), et comme il n'est jamais désigné que par le nombre d'écus qu'il représente, il est, habituellement confondu avec le numéraire, même par ceux qui sont le plus versés dans les affaires. Presque toutes les phrases usuelles du commerce augmentent cette confusion, parce qu'elles sont impropres. L'argent est rare, dit-on, l'argent est abondant, et ces expressions se rapportent au capital circulant, au capital immatériel. non aux métaux précieux. On dit que l'argent est rare quand il y a beaucoup de dettes à payer; que l'argent est abondant quand il y a beaucoup de gens qui s'offrent à former une créance. Dans l'un ou l'autre

cas, peu importe que la transaction s'accomplisse avec des écus. La transmission du capital immatériel par un virement de compte, une assignation ou une lettre de change est tout aussi efficace; elle ne dépend nullement de la rareté ou de l'abondance des écus.

Cette confusion continuelle du capital circulant avec le numéraire est cependant la cause qui a engagé les particuliers et les gouvernements dans une suite d'efforts souvent contradictoires, pour augmenter ce qui leur paraissait le moteur universel de toute industrie, le numéraire qu'ils prenaient pour le capital; ils augmentaient cependant, non point la richesse, mais le moyen de la compter. Les uns ont voulu faire naître une plus grande quantité de métaux précieux; d'autres les importer dans le pays, d'autres les altérer par un alliage, et leur donner cours pour plus qu'ils ne valaient; d'autres enfin les remplacer par un signe moins dispendieux, des chiffons de papier, qu'ils croyaient ensuite pouvoir multiplier à volonté. C'est à peu près comme si, pour augmenter la pesanteur de tous les objets traficables, ils avaient essayé tour à tour de multiplier les pesons qu'on emploie pour les balances, puis de les remplacer par des pesons plus légers. Les métaux précieux coûtent à produire, comme toute autre marchandise; ils coûtent même plus ou moins, selon que les mines sont plus ou moins abondantes et que leur travail est plus ou moins facile. Mais comme ce travail est toujours fort dispendieux, que leur valeur est par conséquent toujours fort élevée, proportionnellement à leur poids et à leur volume; qu'enfin, on les transporte d'autant plus aisément, d'autant plus sûrement, qu'ils sont presque indestructibles, et qu'aucun accident n'altère leur essence, leur valeur s'est mise en équilibre dans tout l'univers. Cet équilibre, cette égalité parfaite de prix d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre, est la qualité essentielle d'une mesure. S'il fallait apprécier en même temps ce que vaut la marchandise et ce que vaut l'argent qu'on donne contre, ce ne serait plus une vente mais un échange; le prix n'indiquerait plus la livre idéale, le nombre des parties aliquotes qui sont en rapport

avec la richesse universelle; le marchand ne saurait jamais s'il a gagné ou perdu. Si les pesons destinés à mesurer la pesanteur, en les portant d'un pays à un autre, augmentaient ou diminuaient de poids; si les aunes destinées à mesurer les étoffes s'allongeaient par la chaleur, s'accourcissaient par le froid d'une quantité sensible, le pesage, le mesurage, seraient plus qu'inutiles, ils deviendraient une déception: de même si le rapport entre ce que l'argent vaut sur la place et ce qu'il coûte à produire variait, si la livre d'argent représentait tantôt plus, tantôt moins que la livre idéale, d'une manière assez sensible pour jeter de l'incertitude dans le commerce, l'idée même de la valeur ne pourrait plus être saisie; tous ceux qui avaient cru partir d'une quantité certaine dans les échanges se verraient trompés; tous les contrats, toutes les transactions, seraient dénaturés. Toutes ces conséquences désastreuses résulteraient, pour le commerce du monde, de toute grande variation dans les travaux des mines, qui changerait sensiblement la quantité des métaux précieux ayant cours en même temps. Si cette quantité était diminuée, chacun de ceux qui auraient pris des engagements à terme se verrait appelé à payer plus qu'il n'avait promis; si cette quantité était augmentée, chacun de ceux qui devraient recevoir recevrait moins; si enfin cette quantité était soumise à des alternatives rapides, comme l'est aujourd'hui le prix de presque toutes les marchandises produites par les arts, la notion elle-même de valeur serait anéantie, et le commerce ne serait plus qu'un funeste jeu de hasard. Cependant tout l'encouragement qu'on donne à l'exploitation des mines de métaux précieux ne peut avoir d'autre effet que de détruire cette proportion si importante. Les changeurs, les banquiers, se sont en général donné la mission de la maintenir. Faisant de l'argent leur étude, et l'objet de leur commerce, ils veillent les différences de valeur d'un pays à l'autre, qui se manifestent par l'état des changes, et ils s'empressent de faire passer le numéraire du lieu où il surabonde à celui où il manque; trouvant, à cause de la rapidité de cette opération, leur bénéfice dans un agio mi-

nime, et dont le courant du commerce peut se dispenser de tenir compte. Mais si les quantités de numéraire jetées à la fois sur le marché devenaient beaucoup plus considérables, si en même temps, en raison de cette abondance l'argent baissait assez de prix pour que les frais de transport devinssent trop onéreux, ce travail continuel des banquiers pour maintenir l'équilibre des valeurs entre des pays divers deviendrait impuissant, et l'expression des valeurs en argent cesserait d'être un langage commun entre tous les peuples.

Pour toute autre production que celle des métaux précieux, la demande du marché et les frais de production se disputent avec des forces à peu près égales, et en établissent le prix.

Mais quand il s'agit de l'étalon de toutes les valeurs, la demande du marché se conforme exactement à la production.

Tout ce qu'on demande à l'argent pour former cet étalon, c'est la fixité du prix; du reste, un denier est tout aussi propre qu'une once à représenter l'unité numérique. Tout l'argent en circulation dans le monde a une valeur parfaitement déterminée et indépendante de sa quantité. Tout le numéraire multiplié par le nombre de fois que chaque écu a été payé, dans le cours de l'année, est égal en valeur à toute la masse des choses qui ont été vendues dans l'année, multipliée de même par le nombre de fois que chacune de ces choses a passé de mains en mains, et a été payée en écus.

Du reste, cette masse de numéraire, qu'elle pèse mille livres, ou un million de livres, ou un milliard de livres, a précisément la même valeur. Lors donc qu'on découvre une mine plus abondante, ou un procédé plus avantageux pour en extraire le métal, son propriétaire ne s'enrichit point, mais la valeur de l'argent se proportionne aussitôt aux frais de sa production; et en effet, de toutes les mines, celles qui enrichissent le moins leurs propriétaires sont celles de métaux précieux. Cependant la découverte de mines très-abondantes causerait un dommage très-notable à la société, en trompant tous ceux qui contractent, sur le prix auquel ils achètent ou vendent toute chose.

Les alchimistes qui poursuivaient la transformation des

métaux se proposaient un but semblable à celui des mineurs. aujourd'hui qu'on ne songe plus à accomplir le grand oeuvre, il est très-possible qu'on y arrive sans l'avoir cherché. Quelques indications de la science semblent déjà faire prévoir qu'on est sur la voie de découvrir le secret de la nature, dans la formation des métaux, à l'aide de l'électricité. Si l'on y réussit, les conséquences de cette découverte seront très-malheureuses pour le commerce du monde. L'or et l'argent devenant infiniment plus abondants, et baissant en conséquence beaucoup de prix, leur poids et leur volume, pour représenter la même valeur, seront beaucoup plus incommodes à transporter. On se trouvera en tout pays, à l'égard des monnaies, comme on est aujourd'hui en Russie ou en Suède, où le métal régulateur est le cuivre, et où il est impossible à un homme de porter en espèces la valeur de cent francs sur lui. Mais l'incommodité du poids, dans les transactions domestiques, ne serait encore qu'un petit inconvénient, s'il n'entraînait pas avec lui l'impossibilité de rendre la valeur des métaux précieux uniforme dans tout l'univers. aujourd'hui le port des métaux précieux est un objet de si peu d'importance, que leur valeur se met toujours en équilibre entre tous les pays commerçants, parce qu'ils affluent aussitôt là où ils valent plus que leur prix. Mais on ne transporterait point des quintaux d'or, comme on transporte des livres: en sorte que si l'étalon des valeurs était une fois multiplié avec rapidité par le progrès des sciences, il perdrait tout ensemble l'avantage de demeurer toujours le même et d'être estimé partout de même; de donner une idée précise des valeurs dans les temps divers, et non moins précise dans les lieux divers. Mais après s'être efforcé de multiplier sans mesure les métaux précieux, on est tombé sur un autre expédient, celui de les rendre inutiles, ou de les remplacer par du papier. Les espèces d'or et d'argent accomplissent, comme numéraire, deux fonctions à la fois: elles servent d'étalon, ou de mesure de l'unité numérique des valeurs, et elles servent aussi à transmettre ces valeurs d'une main à une autre. Il y a beaucoup de moyens de les remplacer pour accomplir cette der-

nière fonction, il n'y en a aucun pour s'acquitter de la première. Aucune autre production de l'industrie humaine n'approche seulement des avantages que possèdent les métaux précieux, pour conserver une valeur identique, et pour servir de gage complet à ceux qui les possèdent, qu'ils retrouveront toujours en eux, et proportionnellement dans chacune de leurs parties, cette valeur pour laquelle ils les ont reçus.

Dans la numération, il est essentiel que deux moitiés, que quatre quarts, soient égaux au tout; mais que l'on compte les objets dans la nature qui peuvent se diviser ainsi ou se réunir sans que leur valeur soit altérée, que l'on compte ceux qui peuvent se conserver à l'air, dans la terre, sous les eaux, au travers du feu, et reparaître toujours identiques; ceux qui peuvent se transporter aisément, se cacher, de manière à être soustraits à la violence et à la tyrannie, et se retrouver ensuite, après vingt ans, après cent ans, conservant toujours à leur propriétaire le même commandement sur toute chose; on sentira bientôt que, si l'on était obligé de renoncer aux métaux précieux, si l'on ne pouvait plus en faire un vrai numéraire, un gage, aussi bien qu'un signe des valeurs, on ne trouverait rien à leur substituer.

Mais quant à l'échange des valeurs que les hommes font entre eux, il peut s'opérer tout aussi bien, et beaucoup plus économiquement, de cent autres manières. Il peut s'opérer par le troc, qu'on peut considérer comme deux ventes et deux achats, combinés en un seul acte. Il peut s'opérer par un livre de compte commun, où les divers négociants ont chacun un compte ouvert, et où les transmissions de propriété de l'un à l'autre s'accomplissent par deux lignes d'écriture, comme les ventes se transmettent dans le grand livre de la dette publique; il peut s'opérer enfin par les lettres de change par les assignations, les bons au porteur et les billets de banque, qui tous ne sont que des modifications de l'idée primitive de la lettre de change. A, de Paris, a une créance de 1.000 écus sur B, de Londres; il tire sur lui une lettre de change pour cette somme, et il l'envoie à C, d'Amsterdam auquel il devait la même somme ou au delà; celui-ci l'en

voie à D, de Hambourg, auquel il devait aussi, lequel l'envoi à E, de Francfort; et la lettre de change peut continuer à circuler ainsi, en paiement d'autant de dettes, entre les mains de douze ou quinze endosseurs, sans qu'il y ait un écu de déboursé, jusqu'à ce qu'elle soit rentrée entre les mains du créateur, sans qu'aucun paiement en espèces se soit fait dans toute cette circulation. Il est vrai que lorsque la lettre de change est cédée dans la même ville, par un marchand à un autre marchand, elle est en général achetée et payée en argent. Ce n'est que d'une ville à une autre qu'elle transmet habituellement les valeurs sans l'intermédiaire du numéraire. D'autre part, l'assignation est une lettre de change tirée d'une maison à l'autre dans la même ville; et comme elle circule souvent de mains en mains, elle acquitte ou peut acquitter un grand nombre de dettes avec un seul paiement. Le bon au porteur est à l'assignation, dans la même ville, ce que le billet à ordre est à la lettre de change d'une ville à l'autre: c'est une promesse de payer, au lieu d'un ordre de payer, également transmissible, également passant en paiement, de mains en mains, sans déboursé d'argent. Pour ces opérations faites dans la même ville, comme on suppose que les porteurs se connaissent réciproquement, on s'est dispensé de la formalité de l'endossement, cession écrite sur le corps de l'effet transmis. Enfin, du bon au porteur est né le billet de banque, qui est lui-même un bon au porteur émis par un établissement public qui en met en circulation un grand nombre à la fois.

La banque promet de payer en espèces à présentation la valeur de tout billet de banque qu'elle a émis: chaque porteur peut donc immédiatement le changer en numéraire; mais c'est précisément parce qu'il peut le faire à toute heure qu'il ne le fait pas. S'il a besoin d'avoir du comptant à sa disposition, il garde son billet de banque, qu'il trouve moins pesant, moins apparent, moins exposé à être volé que le numéraire. S'il a au contraire un paiement à faire, il livre son billet de banque au lieu d'écus, laissant à celui auquel il le transmet le soin d'aller le retirer à la banque. Celui-ci a précisément les mêmes motifs que le premier porteur, pour

ne pas le retirer, et tant que la sécurité est complète, le billet peut être employé dans cent, dans deux cents paiements successifs, au lieu de numéraire. Si cette proportion était invariable, si cette sécurité se maintenait toujours la même, il suffirait de garder un écu pour représenter une circulation de 100 ou de 200 écus en billets de banque. Tous les autres n'étant plus requis pour faire la fonction de numéraire, qui serait accomplie par le papier, pourraient être réduits en lingots et vendus comme marchandises. Le banquier, comptant sur la confiance et la nonchalance publiques, attirerait dans ses coffres, en échange contre son papier, presque tout le numéraire qui appartient à la communauté, et en pourrait faire son profit.

Jusqu'ici cette opération présente un profit limité pour le banquier, et une simple commodité pour le public. Le banquier donnant ses promesses de payer pour des paiements, perçoit sur elles le même intérêt que s'il avait payé en effet. Son bénéfice est précisément égal à l'intérêt de sa circulation en papier, moins l'intérêt de l'argent qu'il garde en caisse pour y faire face. Le public ne gagne à cette substitution que de s'éviter la peine de porter de l'argent d'un lieu à un autre, et de le compter. Comme l'intérêt de la société se compose de la réunion des intérêts individuels, le bénéfice que fait le banquier sur l'intérêt de ses billets, fait, pour autant qu'il vaut, partie du bénéfice social. Mais ce motif minime n'aurait pas suffi pour déterminer le public à encourager les banques; car chacun de ceux qui recourent à elle ne tarde pas à sentir qu'il perd en sécurité bien plus qu'il ne gagne en commodité, lorsqu'au lieu du gage de la valeur il n'en tient plus que le signe; aussi la petite commodité qu'il se procure de porter tout son argent en portefeuille, au lieu de l'enfermer dans sa caisse, n'aurait pas prévalu longtemps sur la crainte d'une crise commerciale.

Toutefois, un autre genre de commodité plus universel a été le résultat de l'institution des banques, et il a intéressé tout le commerce, et surtout les plus actifs et les plus aventureux entre les commerçants, à les soutenir: les banques se

sont présentées comme des maisons de prêt universel; elles ont dit au commerce: Toutes les fois que vous avez des besoins, adressez-vous à nous, et si vous nous offrez de bonnes sécurités, nous vous avancerons toujours à l'heure même tout l'argent dont vous aurez besoin. Chaque négociant, même le plus opulent, peut éprouver une gêne momentanée faute de numéraire, et il est bien aise de savoir où recourir; sans même éprouver de gêne, il est le plus souvent bien aise de pouvoir augmenter ses opérations à l'aide du capital qui lui est offert d'autant plus libéralement qu'on l'estime plus riche. En même temps les plus aventureux, les moins riches, ont habituellement besoin de fonds, et ils saisissent avidement l'occasion d'étendre leur crédit aussi loin qu'il peut aller; tous enfin sont flattés de cette création de capitaux qui semble se faire à leur porte, et une maison de prêt qui offre son crédit à tout le monde est assurée de jouir d'une faveur générale. Il y a entre le commerce de banque et celui de manufactures ce rapport, que, dans l'un comme dans l'autre, la fin semble contraire aux moyens. Le but du public, en favorisant l'établissement des manufactures, c'est de procurer du travail au pauvre, et le moyen qu'emploie la manufacture, c'est de faire le même travail avec beaucoup moins de mains qu'auparavant; le but que se propose le public en favorisant l'établissement des banques, c'est de répandre de l'argent dans la circulation, et le moyen qu'emploie la banque, c'est d'exporter l'argent hors du pays ou de le fondre. Le résultat de toutes deux est le même aussi, et tel qu'on devait l'attendre de cette contradiction: elles flattent toutes deux quelque temps par l'apparence d'une prospérité décevante; puis, dès qu'un moment de crise arrive, elles en augmentent démesurément les convulsions.

La banque se propose de remplacer le numéraire avec ses billets, d'accomplir avec du papier la même circulation qui se faisait auparavant avec des écus. Elle retire donc, au moyen de ses billets, ou plus souvent elle est cause que d'autres retirent les métaux précieux de la circulation; elle les fond ou elle les exporte. En même temps elle se procure la disposition

de cette partie de la fortune publique qui était investie en numéraire, et dont elle fait faire l'économie à la société: c'est cette partie, évaluée en livres idéales, qu'elle prête à qui veut emprunter. Il n'y a point ici de création de richesse par le crédit, il n'y a qu'un changement de destination. Une quantité déterminée de la richesse publique était infructueuse, comme employée en numéraire. C'était le compte de caisse qui devait un nombre précis de millions à la société, c'est ce nombre précis qui peut seul être employé par la maison de prêt.

Or il faut remarquer d'abord que ce nombre de millions dont peut disposer la banque n'est pas la somme totale du numéraire national. Nous avons dit qu'un billet peut passer dans deux cents mains avant d'être converti en argent; mais les banquiers ne peuvent compter sur un crédit que le caprice de tout individu peut abréger: ils doivent s'attendre à ce que leur billet soit converti en argent, d'abord, toutes les fois que le détenteur aura besoin de le diviser en plus petites parties, de payer de moindres sommes; ensuite, toutes les fois qu'il éprouvera quelque crainte sur la stabilité de l'établissement. La première cause circonscrit la circulation des billets dans les temps les plus paisibles; la seconde la fait cesser dans les temps de crise. Il y a dans le haut commerce un certain nombre de sacs d'argent qui ne se délient jamais. Ce sont ceux-là qu'en temps paisibles les billets de 500 fr. ou de 1,000 fr. peuvent remplacer sans inconvénient sensible. Ils passent de la caisse d'un riche négociant à celle d'un autre riche négociant, en paiement des grandes transactions dont une somme de 1,000 fr. peut être regardée comme l'unité. Mais le sac de mille francs qui du banquier passe au rentier, au manufacturier, au fermier, à l'entrepreneur de travaux de tous genres, doit immédiatement se délier, se distribuer par pièces d'or, par écus, par sous, à autant de preneurs différents, pour payer, dans toutes les boutiques, toutes les jouissances, les denrées, la subsistance, qui ne s'achètent jamais par grosses sommes; tout billet de 1,000 fr. qui, par le banquier, sera payé à celui qui ne fait pas de grandes affaires,

mais qui veut dépenser, qui veut jouir, qui veut vivre, sera immédiatement reporté à la banque pour être converti en argent. Celle-là pourra bien essayer de le convertir en billets plus petits; mais ces billets descendent bien viré vers le consommateur, vers le pauvre, et dès qu'ils l'atteignent, ne fussent-ils que de 5 fr., ils doivent être convertis en monnaie. Ainsi une banque sage doit se proposer de connaître avec précision la quantité d'argent qui est employée dans les transactions du haut commerce; la quantité que les maisons considérables tiennent habituellement en caisse, la valeur de la circulation dont les sacs, de mille francs sont les unités. Ces sacs sont les seuls qu'elle puisse remplacer avec avantage par ses billets. Si elle essaie au contraire de faire entrer ses billets dans les circulations où les sommes se divisent et se recomposent sans cesse, ils en seront infailliblement repoussés. On a annoncé des banques foncières, hypothécaires, industrielles; et leur nom seul indique l'ignorance des principes de la banque. Le propriétaire, le fermier, le manufacturier, qui reçoit un billet de mille francs, doit immédiatement le diviser entre cent, peut-être entre mille parties prenantes, pour payer des salaires qui, le plus souvent, ne passent pas un franc par jour, et le salarié doit à son tour changer son franc en centimes pour satisfaire à ses divers besoins. Tous les billets de ces banques, ou doivent revenir immédiatement à elles pour être convertis en argent, ou doivent passer entre les mains du haut commerce, qui les reçoit comme il ferait ceux d'une caisse d'escompte.

Toute émission de billets de ce genre, de billets qui ne peuvent pas rester dans la circulation, ou qui sont surnuméraires à la quantité des sacs d'argent qu'on ne délie jamais, reflue vers la banque, et peut causer une crise artificielle; et d'autre part, toute agitation, toute inquiétude sur les affaires ou publiques ou commerciales, tout besoin d'argent inattendu, engagent également tous les porteurs de billets à les réaliser. La crise alors n'est point l'effet de l'inconduite de la banque, mais des dangers mêmes de l'institution, de l'engagement qu'elle a pris de payer à présentation, un argent qu'elle n'a

point, qu'elle n'a pas dû garder. Dans ces demandes subites et générales, toute hésitation à payer, tout retard, accroîtraient la terreur, et feraient immédiatement présenter à la banque tous les billets qu'elle a mis en circulation. Comme le moindre accident, le bruit le plus mensonger, peuvent tout à coup susciter une de ces terreurs paniques, toute banque conduite avec prudence doit se tenir toujours en état de résister à la première alarme; elle doit conserver en réserve, dans sa caisse, du tiers au cinquième du numéraire représentant le papier qu'elle a en circulation, quoique l'intérêt de tout le numéraire qu'elle garde en caisse soit autant de profit qu'elle perd. Tandis qu'au moment d'une crise la banque paie sans discontinuer le numéraire qu'elle tient en caisse, elle travaille, par d'immenses sacrifices, à en emprunter, à en acheter, à en faire arriver de l'étranger. Dans la vérité, elle a promis ce qu'elle savait bien ne pas pouvoir tenir, dans l'espoir qu'on ne lui demanderait jamais d'accomplir sa promesse: elle a promis de tenir tout prêt, à la disposition de ses créanciers, tout l'argent que représentent ses billets, et si elle le faisait, au lieu d'un bénéfice à la banque, il ne pourrait y avoir qu'une perte certaine. Au moment d'une crise, chacun ne se contente plus de trouver dans les billets de banque un moyen de régler ses comptes, tout aussi commode que les écus, il veut garder entre ses mains un gage certain des valeurs dont il s'est dessaisi. S'il avait en magasin des marchandises, il sentirait qu'il a en elles une richesse, plus ou moins difficile à réaliser, il est vrai, mais qui ne lui échapperait point entièrement. Le billet de banque; au contraire, n'est qu'une feuille de papier, qui peut se trouver sans valeur au moment où il en aura le plus besoin. La solvabilité de la banque, les biens-fonds qui lui servent de garantie, ne suffisent point pour soutenir son crédit, parce que, dans les temps de crise, c'est à l'instant même qu'on peut avoir besoin d'argent, et que la chance de l'attendre, ne fût-ce que quinze jours, peut vous coûter la fortune ou la vie. D'ailleurs, si le discrédit dure quelque temps, il n'y a point de banque qui ne doive nécessairement faillir, à moins qu'elle ne prenne le parti désespéré de retirer

tout son papier, et de fermer sont comptoir. En effet, toutes les opérations diverses qu'elle peut faire pour se procurer du numéraire, se réduisent toujours à celle d'acheter de l'argent, contre son papier qu'elle donne à perte, puis de rendre cet argent contre son papier qu'elle reçoit au pair. Si cette opération est fréquemment répétée, comme elle l'est dans un temps de crise, il n'y a aucun capital, quelque considérable qu'il soit, qu'elle ne doive détruire. En général, les banques rétablissent leur crédit par la rapidité de leurs paiements; et quand elles ont tenu tête deux ou trois jours à la foule qui les assiégé, pour rembourser leurs billets, elles comptent que cette foule se dispersera; mais deux ou trois jours de plus de la même défaveur les amèneraient nécessairement à faire faillite.

Nous avons supposé la crise complètement indépendante de la banque, qui en éprouve le contre-coup; nous avons supposé qu'elle était le résultat d'une invasion, d'une insurrection, d'une révolution, ou seulement de quelque grand bouleversement dans le commerce, de quelques faillites considérables, de quelque encombrement du marché, qui empêche un grand nombre de négociants à la fois de rentrer dans leurs avances. Mais quelle que soit la cause de la gêne ou de la terreur du public, les convulsions de la banque l'aggravent singulièrement. Si la circulation se faisait uniquement en argent, l'effet naturel de ce mouvement de terreur serait une simple suspension des affaires; le chaland ne se présenterait plus chez le marchand, celui-ci peut-être enfermerait ou cacherait ses marchandises, celui qui aurait de l'argent ne voudrait pas s'en dessaisir. La seule perte universellement éprouvée serait celle du produit du travail pendant ces jours d'alarmes, et, jusqu'à un certain point, elle serait compensée par une diminution de la consommation. Mais l'existence d'une banque appelle au contraire tout le monde dans un moment d'alarme à une activité désordonnée. Chaque détenteur d'un billet court en même temps à la banque pour se faire payer, chaque banquier négocie avec tous les détenteurs d'écus pour les racheter: une même pensée occupe

toutes les têtes, échauffe toutes les imaginations, les attroupements succèdent aux attroupements; ils écoutent toujours moins la raison, ils prennent un caractère toujours plus dangereux, et ils deviennent cause à leur tour du mal qui les a excités. Cependant le besoin de capital était une des causes de la crise, et ce besoin est singulièrement accru par la disparition subite d'un énorme capital. Tout le papier qui faisait l'office de numéraire sort en même temps de la circulation pour se porter en masse vers la banque; tout le numéraire est aspiré en même temps par la banque, qui le rachète à tout prix, et à mesure qu'elle le paie, celui qui le reçoit l'enferme soigneusement; car une terreur panique fait passer instantanément la société de l'état civilisé à l'état sauvage, où chacun thésaurise, où chacun veut avoir du pouvoir condensé dans son coffre-fort. Enfin, le capital total de la banque se trouve paralysé et retranché du capital social, justement parce que ce capital social se trouvait insuffisant pour le besoin actuel. Au prix que valent les actions de la Banque de France, son capital équivaut aujourd'hui à cent soixante-deux millions. Qu'on juge combien toute crise politique ou commerciale serait augmentée, si l'effet même de cette crise était de retrancher, momentanément du moins, ces cent soixante-deux millions de la circulation.

Quelle que soit donc la sagesse d'une banque et sa solidité, c'est une institution qu'on ne peut voir introduire dans un pays qu'avec une grande défiance, car il est dans sa nature d'aider, il est vrai, le mouvement du commerce dans les temps calmes, mais de grossir pour lui tous les orages, d'offrir des ressources à la prospérité, et de les retirer violemment toutes à la fois dès que l'adversité arrive. Mais ces dangers du système des banques sont infiniment augmentés par les fausses idées répandues à leur égard parmi ceux mêmes qui passent pour entendre les affaires, et par les efforts que font plusieurs d'entre eux pour accréditer ces erreurs afin de servir leur propre cupidité. Ainsi nous entendons parler chaque jour du pouvoir créateur du crédit, de l'importance de mobiliser la fortune nationale, de l'assistance que les ban-

ques pourraient donner à l'industrie, à l'agriculture, aux propriétaires accablés de dettes, au commerce, lorsqu'il éprouve de la gêne; cependant le crédit ne crée rien, il emprunte seulement et déplace un capital déjà existant. L'industrie a besoin du pouvoir de commander et d'entretenir le travail, pouvoir qui se transmet avec du numéraire, mais que le numéraire ne crée pas. Avec cette illusion sur leur pouvoir, peu de banques ont la sagesse de borner leurs opérations à leur vraie carrière d'utilité; elles croient créer des capitaux en jetant dans la circulation une masse surabondante de papier que la circulation repousse, et qui revient aussitôt au banquier pour être échangée contre des espèces. Ce retour du papier suffit pour répandre l'alarme; la partie même du papier qui aurait pu être employée utilement, est rejetée à son tour de la circulation. Le banquier fait faillite, il ruine tous ceux qui lui avaient donné leur garantie: tous ceux qui tenaient en main quelque'un de ses billets, se trouvent privés tout à coup de leur comptant, et surtout la société entière éprouve un trouble, un effroi, une interruption de toutes les transactions mercantiles qui peuvent entraîner la ruine de beaucoup de fortunes, tout comme les plus dangereuses commotions politiques.

La création des banques augmente, tant que le calme dure, la masse du capital circulant dans le pays, pour animer l'industrie, d'une somme considérable; elle change le tiers, la moitié peut-être des métaux précieux qui étaient employés comme numéraire, et qui coûtaient à la société en ne lui rapportant rien, contre une valeur égale de livres idéales, qui ne lui coûtent rien, et qui lui rapportent: c'est là le plus haut avantage auquel puissent prétendre les banques. Mais sommes-nous à une époque à laquelle l'augmentation du capital immatériel soit un avantage désirable? la société n'en possède-t-elle pas, non seulement assez, mais infiniment trop? Les faiseurs de projets, les entrepreneurs sans fonds, les aventuriers du commerce répondront sans aucun doute que non; ils trouveront qu'il n'existe point assez de capitaux, car ils n'en ont point eux-mêmes; que l'argent est rare, comme on

s'exprime, car ils ne peuvent point s'en procurer; mais peut-être, ce qu'il y a de plus désirable pour la société, c'est qu'ils n'en trouvent point en effet. Nous avons vu que la cause des plus grandes souffrances de notre époque, c'était l'excitation malade ou exagérée que les Anglais nomment 'overtrading', l'outré-commerce; c'était, pour la manufacture, l'empressement à préparer plus de marchandises qu'on n'en peut consommer; pour le marchand, à en importer plus qu'il n'en peut vendre; c'était pour tous la poursuite d'un profit aléatoire et non point mercantile; c'était de fonder ses espérances, non sur le service rendu aux chalands, mais sur la ruine des autres marchands. Or cette plénitude, cet encombrement du commerce, est l'ouvrage des marchands aventuriers, de ceux qui veulent entrer là où il n'y a pour eux point de place; de ceux qui veulent faire là où aucun ouvrage ne leur est demandé. Le commerce légitime, le commerce prospérant, prépare les choses à mesure que le besoin de les consommer se fait sentir; mais le commerce aléatoire, le commerce qui tend à l'encombrement, les prépare bien souvent pour employer des capitaux qui restaient oisifs. Plusieurs causes, en effet, peuvent déterminer à entreprendre un ouvrage qu'on destine à être véral: l'invention des hommes ingénieux, la demande de travail des pauvres, la demande d'emploi des capitaux, et enfin la demande de la chose même par le consommateur; mais les trois premières sont le plus souvent décevantes, la dernière seule assure le succès à l'entrepreneur. Les sociétés modernes ont accumulé une masse prodigieuse de capitaux, elles en sont embarrassées, elles en sont accablées, et c'est cette surabondance qui les pousse sans cesse vers le commerce aléatoire. Depuis que la guerre universelle, cette grande consommatrice des capitaux, est terminée, on a vu les nations les plus riches jeter avec une sorte de fureur les millions sur les millions, d'abord dans les emprunts d'Amérique et de la plupart des nations continentales, ensuite dans les entreprises de mines des colonies ci-devant espagnoles, puis dans les centaines de compagnies prétendues industrielles, qui se formèrent simultanément en Angleterre,

et que l'on y a comparées à des bulles de savon, en les voyant toutes éclater et s'évanouir en même temps; de là le nom qu'on leur a donné (the bubbles); enfin dans les entreprises de chemins de fer. Le capital de ces diverses spéculations surpasse peut-être plus de cent fois tout celui que les banques peuvent mettre au service du public: une grande partie de ce capital a été dissipée, anéantie; la faillite successive des gouvernements, des mines, des compagnies d'actionnaires, à causé la ruine de milliers et de milliers de familles, et a répandu de toutes parts la désolation; mais il n'est pas facile de calculer ce qui serait arrivé si ces faillites n'avaient pas eu lieu, si de si grands capitaux n'avaient pas été détruits, si l'état pléthorique de la société avait toujours été croissant. Il y a cinquante ans, la plupart des maisons de commerce travaillaient moitié sur leurs propres fonds, moitié sur ceux qu'elles avaient empruntés à long terme, ou ce qu'on nommait par dépôt. Elles s'engageaient sous seing privé à restituer dans quatre, dans six ans; la somme qui leur était prêtée, et à en payer jusqu'à cette époque l'intérêt au quatre ou au cinq pour cent. Cette manière d'emprunter a été complètement abandonnée depuis; elle a été remplacée par les comptes courants et par les escomptes: par les comptes courants, les capitalistes confient aux marchands leurs capitaux pour un terme indéfini, se réservant de les retirer par partie quand ils veulent, et percevant l'intérêt du nombre de jours dont le marchand a joui sur chaque partie; par l'escompte, le capitaliste donne de l'argent contre des lettres de change à long terme, déduisant l'intérêt du temps qu'elles ont à courir. Mais dans les pays où les banques sont établies, les marchands se refusent tous les jours plus à ces transactions, ils ne veulent plus payer d'intérêt sur leurs comptes courants, et ils préfèrent s'adresser à la banque pour escompter leurs lettres de change. C'est parce que l'argent des capitalistes est ainsi repoussé toujours plus du commerce que nous les avons vus récemment se précipiter avec tant d'imprudence dans un si grand nombre d'entreprises dangereuses. Le mal qu'éprouvent les capitalistes est un mal social, la

commodité que trouvent les entrepreneurs à s'adresser aux banques est peut-être un mal social aussi. Si la société souffre des entreprises imprudentes, des entreprises faites en rivalité les unes des autres pour se sous-vendre réciproquement, elle doit désirer que l'emprunteur ne trouve pas de trop grandes facilités à se procurer des capitaux, qu'il se sente un peu sous le contrôle du prêteur, qu'il ait besoin de le persuader de sa prudence avant d'obtenir son argent. Mais là où il existe des banques, là surtout où le commerce de banque est libre et en rivalité avec lui-même, c'est le prêteur qui va chercher l'emprunteur, qui s'efforce de le séduire par les facilités qu'il lui offre; c'est le prêteur qui est surtout empressé de prêter, car une banque se ruine si elle ne place pas son papier. La dernière crise d'Amérique, qui a ébranlé le commerce du monde, a fait connaître aussi avec combien d'insistance les banquiers anglais pressaient les Américains de profiter de leur crédit; comme leurs voyageurs allaient à l'envi offrir leur marchandise (et cette marchandise c'étaient les milliers et les dix milliers de livres sterling); avec quelle imprudence enfin ils confiaient aux marchands aventuriers une fortune dix fois supérieure à celle dont ces marchands pouvaient répondre. C'est là toute l'histoire de la crise: avec un crédit qu'ils ne méritaient pas, les marchands américains ont donné des ordres disproportionnés à leurs chances d'écoulement, les manufactures ont redoublé d'activité pour exécuter ces ordres, et ont paru être dans un haut état de prospérité: les marchandises sont arrivées enfin sur le marché et en quantité fort supérieure à ce que l'Amérique en pourrait jamais consommer, elles sont arrivées, mais non pas les consommateurs; le moment de payer est venu avant que la marchandise fût à moitié vendue, les marchands ont demandé un nouveau crédit, qui leur a été refusé; les banquiers se sont abandonnés à une terreur proportionnée à l'imprudence de leur confiance, et les faillites se sont succédées avec une rapidité effrayante, tandis que les marchandises non vendues ont baissé de prix avec une rapidité plus effrayante encore, plus désespérante surtout pour l'ouvrier.

La multiplication des banques est donc la principale cause de ce que les Anglais appellent ‘overtrading’ (outrage-commercé), de cet état maladif de l’industrie, qui, comme la fièvre, revêt l’apparence de la vigueur et de l’activité, tandis qu’il porte en lui-même un feu qui le consume; et cependant on est sûr, en cherchant à les restreindre, d’exciter une clameur universelle, d’avoir contre soi les banquiers et tous leurs actionnaires, et tous ceux qui songent à le devenir; d’avoir contre soi tous ceux qui empruntent de la banque, qui lui font escompter leurs lettres de change, ou qui songent qu’ils les lui feront escompter un jour; d’avoir contre soi, enfin, tous les intérêts aventuriers, car ce sont ceux-là qui sont toujours les plus avides de nouveautés et qui s’expriment toujours le plus haut. Le négociant solide trouverait à emprunter du capitaliste à d’aussi bons termes que de la banque; un agent de change lui ferait escompter son papier en argent, tout aussi aisément qu’il l’escompte en billets. A Genève, où cet escompte se fait en argent, il s’élève rarement au 4 pour cent. Mais le capitaliste n’avance son argent qu’avec réflexion, avec prudence, et après avoir examiné la valeur des signatures. Cet examen, qui repousse l’aventurier, est désagréable même à celui qui n’en a rien à craindre; cependant c’est la vraie garantie de la fortune publique, et pour la sûreté des capitaux, et bien plus encore pour la sûreté de l’industrie, contre une activité désordonnée.

Tels sont les avantages, tels sont les dangers des banques. Est-il sage, pour des avantages aussi légers, de laisser courir à la société des dangers aussi graves? Y a-t-il aucune proportion entre la petite commodité offerte à tous dans les temps paisibles, et le trouble de toutes les fortunes, le bouleversement qui menace l’ordre public lui-même dans ces crises auxquelles l’Angleterre et les États-Unis sont périodiquement exposés, et que l’on ne connaît que par contre-coup dans les pays où il n’y a point de banque? Nous n’hésitons point à le dire, là où aucune banque n’existe encore, c’est un acte de sagesse de la part du gouvernement de n’en laisser établir aucune; c’est un acte de sagesse de ne point autoriser la for-

mation d'une société d'actionnaires pour en établir une, de ne point permettre ou aux particuliers, ou aux associations, d'émettre des billets au porteur, des promesses de payer transmissibles sans la formalité de l'endossement.

En général l'économie politique s'arrête à la recherche des principes, et laisse leur application à la science de la législation; celle-ci, pour y procéder, doit étudier les faits et les circonstances. Aussi n'énoncerons-nous ici aucune opinion sur les banques déjà établies. Nous croyons cependant devoir aborder à leur égard la question du monopole. Plusieurs publicistes en Angleterre, s'appuyant sur l'exemple de l'Amérique, ont demandé que le commerce de banque fût libre pour tout le monde, et ont représenté comme une injustice le privilège exclusif réservé à quelques compagnies. Ils oublient que le banquier, qui émet des billets de confiance, ne spéculé pas sur ce qui est à lui, mais sur ce qui est au public, et dont il n'a point le droit de s'attribuer clandestinement l'usage. Le crédit que le banquier demande à celui à qui il remet un billet de banque, est si court, que celui avec qui il traite se donne à peine le temps d'examiner s'il en est digne. D'ailleurs, le plus souvent, c'est lui qui demande du crédit au lieu d'en accorder, car la transaction a cela d'étrange, que chacun s'y présente comme débiteur, et songe surtout à faire recevoir son papier, l'un sa lettre de change, l'autre son billet de banque, comme bons. Le preneur du billet, au lieu de se montrer difficile sur son acceptation, trouve mieux son compte à s'en défaire aussitôt qu'il l'a reçu. Dans une telle transaction, le gouvernement, protecteur de la propriété publique, et appelé en particulier à garantir pour l'avantage de tous le numéraire qui est une partie de cette propriété, fait bien d'intervenir pour veiller au nom d'un public qui ne veille pas lui-même. C'est ainsi qu'il veille pour le maintien de la voie publique; car, quoique chacun de ceux qui la traversent soit intéressé à ce qu'elle ne soit pas obstruée, le passager ne lutte point avec obstination contre celui qui en usurpe une partie. Mais le numéraire est une voie publique, et celui qui, à l'aide d'une circulation en papier, l'emprunte pour l'exporter,

creuse sous cette voie publique un souterrain dans lequel elle peut s'abîmer.

Si l'intérêt privé veillait pour restreindre la circulation des billets de banque, le gouvernement pourrait s'en reposer sur lui. Ainsi il n'a aucun besoin de s'occuper de la circulation des lettres de change, car celui qui prend ou qui endosse une lettre de change a les yeux toujours ouverts; il sait qu'il en devient responsable jusqu'à son entier paiement, qu'on pourra toujours remonter jusqu'à lui, tout comme lui pourra remonter jusqu'au premier qui l'a acceptée, et lui demander compte d'un crédit trop légèrement accordé. Si quiconque reçoit et donne un billet de banque était obligé de l'endosser, on n'aurait plus lieu de craindre qu'aucune banque usurpât le numéraire public, sans donner de suffisantes garanties; mais quand le billet est au porteur, celui qui le reçoit a un intérêt si fugitif, si dénué de toute responsabilité à refuser un crédit abusif, que le public, pour qui cet intérêt est de première ligne, ne peut pas lui déléguer toute sa vigilance; il doit se tenir en garde par lui-même ou plutôt par ses représentants habituels, formant le gouvernement, et c'est sur cette vigilance requise qu'est fondée la justice et la convenance du monopole des banques.

En accordant la charte sans laquelle il ne doit permettre à aucune banque d'exercer ses fonctions, le gouvernement peut de plusieurs manières encore restreindre une activité exagérée. Il doit d'abord empêcher toute rivalité, toute concurrence entre les banques; il doit empêcher que les banquiers, pour s'enlever des affaires les uns aux autres, aillent chercher les emprunteurs, tandis que c'est à ceux-ci à chercher les prêteurs et à leur montrer qu'ils méritent leur confiance. La rivalité entre les banquiers, en Angleterre et en Amérique, leur fait déployer une activité qui est en raison inverse de leur richesse et de leurs moyens; pour s'enlever réciproquement des pratiques, ils saturent de leur papier toutes les voies du commerce. Le gouvernement doit encore refuser une charte à toute banque hypothécaire, toute banque territoriale, puisque le nom même qu'elles prennent

indique que leurs fondateurs n'ont aucune idée du commerce qu'ils veulent entreprendre. Avec leur papier ils prétendent avancer aux emprunteurs, non du capital circulant, mais cette partie du capital qui ne circulera plus, qui se changera en capital fixe. L'homme qui emprunte des billets pour faire valoir ses terres, quand il les a dépensés une fois, n'est plus destiné à les revoir de sa vie. Peut-être ces billets seront-ils reçus par la circulation de quelque autre commerce; mais plus probablement ils reviendront aussitôt au banquier pour être échangés contre du numéraire.

Le gouvernement peut encore et doit exiger qu'aucun billet ne soit mis en circulation que pour des sommes considérables. Les billets de la Banque de France, dont les plus petits sont de 500 francs, et le plus grand nombre de 1,000 francs, ne sont guère employés qu'à l'escompte des lettres de change ou aux paiements du Trésor: des billets de 100 francs descendraient dans le petit commerce; des billets de 25 francs passeraient dans les portefeuilles de tous les particuliers, et feraient disparaître absolument l'or du commerce; des billets de 5 francs arriveraient jusqu'au cultivateur, jusqu'au manouvrier, et feraient disparaître aussi l'argent, comme il avait disparu de France, d'Angleterre, d'Autriche, de Russie et même des États du pape, pendant l'existence, dans tous ces États, d'un système de papier-monnaie.

Avec de telles limitations, on peut recueillir les avantages des banques sans en ressentir les inconvénients les plus graves: on a vu, en effet, la Banque de France traverser les temps les plus critiques sans donner dans les excès par lesquels de tels établissements ont ébranlé ailleurs le commerce. On peut encore, mieux qu'on ne l'a fait en France, les limiter de sorte qu'elles ne poussent point aux entreprises hasardeuses et aux spéculations aléatoires; mais le pas est glissant, on sera encore assiégé comme on l'a été, comme on l'est aujourd'hui par ceux qui demandent que la banque donne plus d'assistance au commerce, plus d'impulsion à l'industrie, et l'on n'opposera un obstacle invincible à de telles prétentions,

que lorsqu'on aura apprécié avec justesse le fléau de l'encombrement, et lorsqu'on se sera résolu à apporter par la limitation du système des banques, un obstacle puissant à l'exubérance du travail manufacturier.

DIX-SEPTIÈME ESSAI.

DU CAPITAL IMMATÉRIEL, OU DES CRÉANCES.

En poursuivant nos recherches sur la richesse commerciale, nous voyons de toutes parts les créances se reproduire, comme si elles en faisaient une partie importante. La fortune nationale tout entière, aux yeux du commerce, est elle-même une créance; c'est la valeur échangeable de toute chose, considérée abstraitement, qui forme le capital de chaque particulier, comme aussi le capital de la nation. Le commerce, qui a enseigné à mettre la valeur échangeable à la place de la valeur utile, a enseigné aussi à considérer tantôt les choses, tantôt les hommes, comme étant débiteurs de cette valeur échangeable; il a séparé ainsi en quelque sorte l'ombre d'avec le corps, et il a introduit la possibilité de les posséder séparément. Toute la masse des marchandises simultanément existantes contient le capital circulant de la société. Ces marchandises, dans le langage des livres de compte, sont débitrices de leur valeur à celui qui les possède, et celui-là même peut devoir cette valeur à un autre; dans ce même langage, les fonds de terre, les immeubles, le capital fixe, doivent leur valeur au propriétaire, mais ils peuvent aussi la devoir en tout ou en partie, par des hypothèques, à des tiers. Le numéraire lui-même doit sa valeur à celui qui le tient en caisse, mais cette valeur peut aussi être séparée de la substance, par le billet de banque. Toutes ces richesses sont nées du travail humain; et ces

richesses secondant à leur tour ce travail, en font naître le revenu de la société, ou un accroissement constant de ces richesses qui peut être consommé, sans que la société s'appauvrisse. Cet accroissement, comme tous ceux que le commerce considère, doit être dans les valeurs échangeables, non dans les quantités. La société prospère quand cet accroissement est considérable, elle souffre quand il diminue, non point en quantité, mais en valeur; elle souffrirait quand même la quantité augmenterait, si la valeur diminuait. Comme la propriété contribue tout entière à cet accroissement, qui résulte plus immédiatement du travail humain, un rapport universel s'établit par la concurrence entre toute propriété et le revenu, entre tout capital et l'intérêt. L'intérêt est cette partie du revenu, en valeur échangeable, en livres idéales, qui renaît chaque année de la valeur échangeable, aussi en livres idéales, de la richesse de la société ou de son capital. Le rapport habituel entre le capital et l'intérêt fait que partout où l'on voit un capital, on attend un intérêt; que partout aussi où l'on rencontre un intérêt, on suppose un capital, et l'on crée souvent ainsi un capital imaginaire qui entre dans le commerce, tout aussi bien que les capitaux plus réels.

Nous ignorons si cette première exposition d'un sujet si abstrait, pourra paraître suffisamment claire; mais même fût-elle immédiatement comprise, nous sentons la nécessité de la développer par des exemples, parce que l'obscurité et le manque de propriété du langage ont constamment confondu le capital circulant avec le numéraire; aussi, lors même que la distinction a été momentanément saisie, l'habitude et une certaine paresse d'esprit, nous font toujours courir le risque de retomber dans la même confusion.

La valeur de toutes les marchandises vénales existantes dans la société est considérée comme constituant son capital circulant, et la circulation qu'on lui attribue est le changement continu de formes des choses qui contiennent cette valeur, ou les substances différentes au travers desquelles passe le capital du commerçant qui fait naître la marchan-

dise, ou qui la fait arriver à sa destination. Il est remarquable que, dans cette circulation, le capital du commerçant se présente au moins aussi souvent comme une créance que sous aucune forme matérielle.

Lorsqu'on annonce que l'entrepreneur d'une nouvelle manufacture destine 100,000 francs à mettre en mouvement cette industrie, cette somme exprime son capital circulant, ou la valeur échangeable en livres idéales, de toute la richesse qu'il compte échanger annuellement dans son commerce. Cependant l'esprit, trompé par le langage, se représente aussitôt une somme d'écus égale au capital qu'il veut employer. Cette somme n'existe presque jamais. Toute industrie demandant des déboursés successifs, qui doivent se répéter à peu près également dans tout le cours de l'année, celui qui, pour l'entreprendre, apporterait les 100,000 fr. en écus, perdrait l'intérêt de la plus grande partie de son capital. Il lui convient plutôt de le partager en cinquante parts égales, et de ne toucher que 2,000 fr. par semaine. Si en commençant son entreprise il a vendu un bien-fonds, il a emprunté, il s'est enfin procuré les 100,000 fr. tout à la fois, sa première opération doit être de les changer contre des créances, de se procurer, s'il peut, 2,000 fr. comptant, et quarante-neuf billets de 2,000 fr. payables de semaine en semaine; s'il réussit à faire une division aussi exacte de son avoir, toute sa circulation en numéraire ne sera jamais que de 2,000 francs, il ne maniera jamais que pour 2,000 fr. des espèces monnayées de la société, encore que son capital circulant s'élève à 100,000.

Plus probablement les fonds du nouveau manufacturier existaient déjà pour lui, sous forme de créances: c'était un portefeuille garni de lettres de change sur le commerce; celles-ci sont des créances à terme certain et rapproché; ou bien c'était un compte courant chez un banquier, créance sur le commerce, réalisable au moment où le créancier l'exige; c'étaient des hypothèques, créances sur les biens-fonds, qui ne sont réalisables qu'à un terme fixe et éloigné; c'étaient des actions sur les canaux, sur les mines, sur la banque, créances

sur des compagnies qui font elles-mêmes des entreprises mercantiles, et qui ne sont pas réalisables, mais que le porteur peut céder ou vendre à un autre porteur; c'étaient, enfin, des fonds publics, créance sur le gouvernement d'un pays quelconque, qui en général n'est pas plus réalisable que les actions des compagnies, mais que le créancier cède à un autre créancier pour en retirer ainsi son capital.

Quelquefois encore, il est vrai, l'entrepreneur d'une manufacture, d'un commerce, d'une industrie quelconque, fait sa mise de fonds en marchandises: il fournit les laines, les chanvres ou le coton à tisser, ou bien il s'engage à nourrir les ouvriers avec les produits de sa ferme; mais ceux qui connaissent le commerce savent que cette avance de fonds en nature est presque toujours fort limitée; que la grande avance est en créances, et que ce sont toujours celles-là qui sont sous-entendues, quand on parle d'argent comptant.

Ainsi, dans les entreprises de commerce, les créances forment la partie la plus considérable du capital qui s'y trouve engagé. Elles se reproduisent chaque année dans le portefeuille du négociant, pour distribuer régulièrement ses rentrées dans tout le cours de l'année. Souvent, de plus, le fabricant travaille sur son crédit; il doit à un autre le capital circulant qu'il emploie dans son entreprise; ou bien il ne paie ses entrepreneurs d'ouvrages, ses fournisseurs de matière première, que par des billets à terme de trois mois ou de six mois. Souvent, d'autre part, c'est lui qui vend à terme, c'est pour lui que s'exerce une créance, car il reçoit en paiement de sa marchandise les lettres de change et les billets à ordre de ses chalands.

Mais les créances font une partie bien plus importante encore de la fortune de ceux qui ne sont pas dans le commerce. Que chacun fasse son compte à part soi, et il sera étonné de voir combien le numéraire fait une petite partie de sa fortune, combien les créances en font une partie considérable.

Le premier article dans l'inventaire d'un homme riche contiendra probablement les terres qu'il possède; puis tous les autres immeubles qui participent plus ou moins de la va-

leur des terres, les mines, les maisons, les usines, et tout le capital fixe destiné à l'industrie. Le besoin de comparer des choses dissemblables a accoutumé à estimer les immeubles au prix qu'on pourrait en obtenir en numéraire, et en même temps à les considérer comme représentant une somme égale de capital. Cependant les immeubles ne sont point soumis à la circulation commerciale; la manière d'en tirer parti, c'est de les garder, et non de les vendre: leur vraie valeur, c'est leur revenu; ce n'est que par exception qu'ils sont vendus. Si on les offrait tous à vendre en même temps, leur valeur vénale baisserait démesurément, sans que les propriétaires, ou sans que la nation en fussent réellement devenus plus pauvres. Leur valeur réelle n'est affectée que par les événements qui en rendent l'usage plus ou moins avantageux. D'autre part, lorsque l'intérêt du capital circulant baisse, lorsqu'il ne donne plus le même profit à l'industrie, le prix des immeubles s'élève dans l'appréciation commune; sans que les propriétaires de terres en soient réellement devenus plus riches. Au lieu de les évaluer à vingt fois leur revenu, ou au cinq pour cent, on les évalue vingt-cinq fois, trente fois, quarante fois le même revenu, ou l'on calcule la rente au deux et demi pour cent, sans qu'aucune des jouissances de ces prétendus enrichis soit augmentée, sans même qu'il leur fût possible de se défaire de leurs immeubles à ce prix plus élevé, si plusieurs d'entre eux l'essayaient en même temps.

Après les immeubles, le plus important article de l'inventaire de tout homme riche sera presque toujours les créances; quelquefois on les comprend sous le nom de fortune mobilière. Plus souvent on désigne les millionnaires capitalistes comme riches en argent comptant. En Angleterre, où l'on devrait s'y entendre, on désigne les capitalistes dont la fortune est en créances sous le nom de 'moneyed interest'; eux-mêmes se figurent que, comme ce sont des écus qu'on leur doit, ce sont des écus qui forment leur propriété. Cependant si l'on mettait ensemble toute la monnaie, tous les écus qu'ils possèdent réellement, on verrait qu'ils montent à bien peu de chose; que si un seul d'entre eux voulait réaliser toutes ses créances à la fois,

tous les autres ne trouveraient plus de numéraire. Plus ces capitalistes tiennent de près au commerce, plus ils entendent les affaires, plus leur caisse est vide, tandis que leur portefeuille est plein. Le numéraire même qui leur est nécessaire pour la circulation de leur capital, ils le laissent chez leur banquier, ce n'est donc plus qu'une créance; la plupart laissent chez le même banquier celui dont ils ont besoin pour leur dépense journalière, et ils acquittent tous leurs comptes avec des assignations. Beaucoup de riches capitalistes, loin d'avoir chez eux la moitié, le quart de leur fortune en argent, n'y ont pas même le douzième de leur revenu.

Dans l'inventaire du riche, nous ferons entrer ensuite les ameublements, les équipages, les bibliothèques, les collections, toutes les autres choses mobilières dont il s'est pourvu pour sa jouissance. Ces ameublements peuvent être riches, peuvent être somptueux, ils peuvent donner une haute idée de l'opulence de leur propriétaire; cependant ils ne font pas, dans son estimation à lui-même, proprement partie de sa fortune. Quand il compte celle-ci par milliers d'écus, il les compte pour rien, parce qu'en effet il n'en attend aucun revenu, et que le revenu seul lui donne le sentiment de l'aisance et de la perpétuité. De même, toute cette partie de sa richesse n'est pas le plus souvent soumise aux impôts, et ne devrait jamais l'être: les impôts ne devraient être en effet qu'une participation du public au revenu des particuliers, et tous ces ameublements ne sont autre chose qu'une partie du revenu déjà taxé quand elle s'est transformée en jouissance, et qui subit actuellement sa consommation.

Parmi les riches, ceux qui sont engagés dans le commerce feront entrer l'inventaire des marchandises qu'ils ont en magasin, dans le compte de leur fortune, et pour quelques-uns, en effet, c'en est la partie la plus considérable. Le marchand fait une double fonction par rapport au consommateur, il tient en réserve pour lui tout ce dont celui-ci pourra probablement avoir besoin dans un espace donné de temps. Il cherche en même temps à s'assortir, à lui offrir le choix entre une variété de marchandises, pour être sûr de rencontrer ses

goûts ou ses fantaisies. Pour réussir dans l'une ou l'autre fonction, il lui est nécessaire d'avoir ses magasins remplis, et c'est ainsi qu'il retarde lui-même la circulation du capital, qu'il laisse la marchandise en quelque sorte stationnaire, tandis que le numéraire circule toujours. Mais d'autre part cette lenteur devient facilement pour lui une cause de perte. L'intérêt court sans cesse contre la valeur totale de ses marchandises; et si, faute d'être assorti, il perd des pratiques, pour l'être trop richement, il perd des revenus. De là un effort constant du marchand pour que ses magasins soient bien garnis, avec le moins d'avances possible; il renouvelle aussi souvent qu'il peut, par année, son assortiment, en se faisant faire des envois successifs par les manufactures; et si celles-ci étaient suspendues pendant six mois, 'l'article', comme il l'appelle, lui manquerait absolument. Il s'efforce bien d'offrir de la variété aux acheteurs, mais c'est plutôt celle des échantillons que celle des marchandises, et parmi celles qu'on lui demande, il y en a toujours quelque'une qu'il vient justement de terminer. ou qu'il attend sous huit jours.

C'est une observation importante cependant, et qui ne nous semble pas avoir été faite avant nous, que ce fonds mobilier de la société, ce fonds de richesses en marchandises, diminue au lieu de s'accroître, à mesure que la nation devient plus active et plus industrielle. Chacun entend mieux la perte qu'il aurait à faire sur un capital qu'il tiendrait mort; chacun, malgré le désir d'éblouir les acheteurs par l'étalage de l'abondance, compte de plus près les avances qu'il peut faire, s'efforce de les renouveler plus souvent, et se montre plus empressé à se défaire de tout ce qui vieillit dans ses magasins. D'ailleurs, nous avons si bien perfectionné tous nos moyens de transport et de correspondance que nous n'éprouvons plus les délais, les retards auxquels nos pères étaient exposés. Autrefois, les marchandises qui sortaient des mains du fabricant passaient chez le marchand en gros, et languissaient dans ses magasins jusqu'à ce que ses voyageurs eussent obtenu des commissions dans les villes de province. Alors les rouliers se chargeaient de les transporter lentement. Elles

passaient des mois sur leurs chars ou dans les douanes; puis, de nouveau, elles attendaient dans les boutiques des marchands en détail les fantaisies des acheteurs. Souvent il se passait deux ou trois ans avant que le drap sorti d'une manufacture fût devenu l'habit du consommateur. aujourd'hui on a vu, dans le cours de vingt-quatre heures, la toison d'une brebis tondue, lavée, teinte, tissée, le drap le plus fin qui en était le produit, coupé, cousu, et l'habit endossé par celui auquel il était destiné. Ce prodige de rapidité est sans doute un exemple rare, mais l'accélération du mouvement de la production jusqu'à la consommation est le résultat universel des efforts de tous. Si la moyenne de cet espace de temps intermédiaire était trois ans autrefois, elle sera six mois aujourd'hui. L'existence des marchandises sera six fois plus courte, et par conséquent il y en aura simultanément une beaucoup moindre quantité en existence. Leur valeur comme leur quantité sera diminuée dans le bilan général de la nation.

Nous avons cherché à nous faire une idée de ce qui constitue la fortune des riches, des propriétaires de terre, des capitalistes, des marchands. La fortune des pauvres entrait aussi autrefois pour une valeur considérable dans le bilan national, lorsque chaque cultivateur, chaque paysan avait son petit fonds d'agriculture, chaque artisan son atelier, chaque ménage industriel son petit capital accumulé. Plus les nations se sont avancées dans la carrière actuelle de l'industrialisme, et plus toutes ces petites fortunes ont disparu. Il peut rester dans les appartements du pauvre industriel des ameublements de plus ou moins de valeur; mais c'est une consommation commencée, qui, non plus que celle du riche ne fait déjà plus partie du capital national. Quant à l'industrie du pauvre, elle ne lui appartient plus, il travaille universellement sur un fonds étranger, et ses économies qui, autrefois, grossissaient chaque année le fonds sur lequel il travaillait, s'il ne les dissipe pas, ne peuvent trouver d'emploi que dans la caisse d'épargne. Une autre partie de la richesse du pauvre s'est en même temps anéantie, c'est l'habileté ac-

quise des ouvriers. L'apprentissage les avait rendus capables, souvent au prix d'une assez grande dépense, d'accomplir dans un temps donné beaucoup plus d'un certain ouvrage, et beaucoup mieux que le commun des hommes. L'apprentissage est un capital fixe, attaché par la richesse commerciale à l'homme et non pas au sol. Mais le progrès de l'industrie a amené ce singulier résultat, de demander de l'adresse comme de la force aux choses, et de la patience seulement aux hommes. C'est la machine qui accomplit tout ce qu'il y a de merveilleux dans les arts, tandis que la part de l'homme, dans l'ouvrage qu'il fait de concert avec la machine, est réduite à des procédés si simples, qu'un ouvrier, après quelques semaines de préparation, souvent une femme, un enfant suffit à l'exécuter.

Mais après avoir passé ainsi en revue le bilan d'une opulente nation, on ne peut s'empêcher de se demander avec étonnement: Où donc est sa richesse? Ses fonds de terre n'ont pas pu s'étendre, ils sont toujours les mêmes, et quoiqu'ils rendent un produit net plus considérable, il est au moins douteux qu'ils ne valussent pas davantage lorsqu'ils étaient divisés en propriétés bien plus petites, sur lesquelles bien plus de capital était fixé; les marchandises, en raison d'une consommation plus rapide, semblent avoir diminué en quantité et en valeur; l'habileté acquise des ouvriers n'a plus de cours, et ne leur est plus demandée; le numéraire est exporté de chez les nations opulentes, tandis qu'on le garde et qu'on l'enterre chez les nations opprimées. Entre toutes les nations, l'anglaise se signale surtout par son opulence. Le nombre des riches, en Angleterre, surprend presque autant que l'énormité des fortunes; et dans tous les pays du monde on retrouve des riches anglais; souvent ils sont plus nombreux que les riches des pays qu'ils visitent. Ce n'est point à eux cependant qu'appartient la masse des marchandises anglaises dont dispose le commerce, et quant à la richesse territoriale, ce n'est ni par l'étendue, ni par la fertilité, ni par le climat, ni même par le prix vénal que les biens-fonds en Angleterre pourraient l'emporter sur ceux de tout le con-

minent. Où donc est la richesse de ce peuple, sans contredit, le plus riche de l'univers?

Le riche anglais, le riche de toutes les nations mercantiles et industrielles, vous répondra en vous ouvrant son portefeuille. Vous y trouverez des lettres de change que le riche a escomptées, c'est-à-dire qu'il a reçues sous le rabais de l'intérêt, parce qu'elles avaient encore quelques mois à courir, et dont il attend l'échéance; vous y trouverez des titres de créances hypothécaires sur des propriétés immobilières; des actions en commandite dans des entreprises commerciales; des actions dans les compagnies anonymes, de banque, d'escompte, d'assurance, de canaux, de mines, de chemins de fer; puis enfin des certificats d'inscription de rentes dans les fonds de tous les gouvernements de l'Europe et de l'Amérique, et probablement ces fonds vaudront seuls autant que tous les autres titres mis ensemble.

C'est un résultat bien étrange du mouvement actuel de la chrématistique, que d'avoir changé la plus grande partie de la richesse des nations riches en une propriété immatérielle; c'est encore un résultat bien étrange de ce mouvement, que la première question qui se présente par rapport à cette richesse, c'est de savoir si elle a aucune existence réelle. Nous nous sommes efforcé de faire le bilan d'une nation; comment pourrions-nous y faire entrer ses créances sur elle-même? N'est-il pas évident qu'elle est aussi appauvrie par la dette de l'un, qu'elle est enrichie par la créance de l'autre? Ne voit-on pas que ce sont deux quantités égales, positive et négative, qui se compensent?

En examinant mieux les créances, on y reconnaît bientôt une autre circonstance, qui redouble notre étonnement, et nous rend plus difficile encore de comprendre comment elles font partie de la richesse nationale: c'est qu'il arrive souvent que la quantité négative subsiste, tandis que la quantité positive est anéantie, en sorte que la créance, au lieu d'être quelque chose de plus, est quelque chose de moins, quelque chose à déduire de la richesse nationale. Le contrat par lequel on forme une créance, est comme la plupart des contrats, comme

celui de vente en particulier, un échange entre deux valeurs supposées égales, mais qui toutes deux conviennent mieux à celui qui les acquiert qu'à celui qui s'en défait. Dans l'échange, ce sont deux marchandises applicables à l'usage immédiat des contractants, qui sont données l'une contre l'autre; dans la vente, c'est une marchandise qui est donnée contre le moyen par lequel toute marchandise peut être acquise, contre l'argent; dans la vente à crédit, c'est la marchandise qui est donnée contre la promesse seulement que l'argent sera donné plus tard; dans le prêt, c'est l'argent qui est donné contre la promesse qu'une somme égale d'argent sera plus tard rendue. La vente à crédit et le prêt constituent deux sortes de créances, dont le caractère commun est d'être l'échange d'une réalité contre une espérance.

Le prêt dont nous parlons, celui que les Romains nommaient 'mutuum', n'implique pas, comme celui qu'ils nommaient 'commodum', l'obligation de rendre la chose même qui a été prêtée, mais seulement une autre chose de même nature, une autre chose que l'emprunteur ne possède point au moment où il prend cet engagement. Les deux quantités, positive et négative, une fois séparées, deviennent complètement indépendantes l'une de l'autre. Le capital prêté peut avoir été employé utilement, fructueusement, et contribuer à l'accroissement de la richesse nationale; il peut aussi avoir été dissipé dans les fausses spéculations, le luxe et l'extravagance: la créance qu'il a formée n'en reste pas moins intacte; ce n'est point sur cette somme même qu'on a compté pour le rendre, c'est sur quelque autre richesse prise ailleurs. Pour la nation, il y a cependant une différence entre ces deux suppositions. Dans le premier cas, le prêteur avait une créance égale au capital qu'il avait aliéné, l'emprunteur avait ce capital circulant lui-même, et en devait la valeur: ce sont deux quantités positive et négative qui se compensent; en sorte que la nation n'avait ni perdu ni gagné. Dans le second cas, le prêteur conserve sa créance égale au capital qu'il a transmis; il n'a donc ni perdu ni gagné; l'emprunteur n'a plus son capital circulant, et il reste chargé de sa dette; il est

donc de toute cette quantité plus pauvre, et la nation demeure aussi plus pauvre de toute la quantité qui a été prêtée infructueusement.

Quelle est donc la richesse, autre que le capital prêté, qui doit servir de gage au prêteur? où se trouve cette valeur qui a rendu égal l'échange d'un capital réel contre une créance? Ici nous commençons à reconnaître ce qu'il y a vraiment de créateur dans le pouvoir du crédit: il dispose de l'avenir, et il le donne en échange contre le passé. Ce qu'il échange contre le capital national, c'est une participation au revenu national, créé par le travail humain, dont il se fait fort de disposer.

Mais cette participation n'est qu'une rente; c'est pour elle seulement que les quantités positive et négative se compensent. Du revenu on séparera l'intérêt de la dette; cet intérêt, ce sera le créancier qui en jouira, et non le débiteur; du reste, ce revenu n'en sera ni augmenté ni diminué, et la société, indifférente entre les personnes, n'est pas affectée par cette transaction.

En même temps, d'après les habitudes que l'esprit a contractées par le commerce, tout intérêt suppose un capital: une rente constituée dans l'avenir paraît sortir d'un capital également caché dans l'avenir; d'un capital qui soutient, avec le produit futur du travail, la même relation que les capitaux mercantiles soutiennent avec l'intérêt qui en provient. Si le taux du commerce est le denier vingt ou le cinq pour cent, le crédit crée un capital immatériel de vingt fois la rente promise, et le donne au capitaliste prêteur en échange contre son argent. C'est cette capitalisation de l'avenir, cette anticipation sur des produits qui ne sont point encore nés, qui peut-être ne naîtront jamais, dans laquelle s'est transformée la plus grande partie de la richesse des nations opulentes.

Tâchons de nous faire comprendre en descendant à plus de détails. Lorsqu'un négociant qui contracte un emprunt fait faillite, la créance formée contre lui est éteinte avec son capital, et la fortune nationale ne reste point chargée d'une quantité négative, à laquelle aucune quantité positive ne cor-

respond plus. Mais, en général, les sûretés que les emprunteurs offrent aux prêteurs sont destinées justement à leur garantir qu'ils n'auront rien à perdre, encore que le capital prêté soit perdu. Toutes les hypothèques sont de cette nature; des biens-fonds appartenant à l'emprunteur sont donnés pour garants du numéraire ou du capital circulant que le prêteur lui transmet. L'emprunteur par hypothèque peut quelquefois se proposer des bonifications, plus souvent il rembourse de vieilles dettes, il répare un échec extraordinaire, il fait enfin une dépense, et non un placement. N'importe, ce n'est pas du capital payé en argent que la créance se projette, comme l'ombre se projette du corps, c'est du fonds de terre qui a été hypothéqué. C'est ce fonds de terre qui a deux propriétaires: l'un possède la créance, l'autre le fonds moins la créance, et les deux quantités positive et négative se compensent ou s'annéantissent l'une l'autre.

Un grand nombre de compagnies anonymes qui ont besoin de crédit, plutôt que de capital réel, telles que les compagnies d'assurance, les banques, se procurent ce crédit par des hypothèques; elles offrent la garantie de leurs biens-fonds, pour le cas où quelques 'sinistres' emporteraient leur capital circulant. Toutes celles qui font mal leurs affaires laissent après elles de nombreuses créances, ou des quantités négatives qui ne sont point couvertes par les quantités positives qu'a reçues le prêteur; car celui-ci les a dissipées, mais elles doivent être retranchées de la valeur des biens-fonds qui leur ont prêté de la substance. Enfin, tous les emprunts des gouvernements sont, peut-être sans exception, destinés à des dépenses, non à des placements. L'argent qui a été livré par les prêteurs, est ressorti des caisses du trésor, comme il y était entré; mais le capital circulant qu'il a servi à transmettre a été dissipé. Il a été dépensé à la guerre, il a alimenté des travaux publics qui ne donnent aucun revenu, il a été distribué comme salaire à des fonctionnaires publics, qui ont cru toucher leur revenu en le recevant, et qui l'ont dépensé comme tel, tandis que c'était réellement un capital circulant qu'ils dissipèrent.

Que sont cependant ces créances sur le public, sur les particuliers, qui continuent à exister, après que la richesse qui les a fondées a été dissipée? On ne peut douter qu'elles n'aient une valeur bien réelle, car c'est elle qui forme la richesse de tout ce qu'on nomme vulgairement les capitalistes, et c'est même cette richesse qui le plus communément est employée pour fonder toutes les entreprises utiles. C'est un phénomène étrange qu'une quantité qui, dans l'inventaire général d'une nation ne saurait compter que comme une quantité négative paraisse avoir, pour activer l'industrie, tous les effets d'une quantité positive. Il ne faut pas s'étonner si ce phénomène a fait déraisonner un grand nombre d'économistes. Pour le comprendre, il faut se bien pénétrer de l'idée qu'une créance, ou cette valeur immatérielle qu'un créancier reçoit de son débiteur, en échange de son argent, n'est autre chose qu'une assignation sur les produits d'un travail futur. Chaque année le travail humain produit un accroissement de richesses qui forme le revenu de la société: l'emprunteur promet de donner annuellement à son prêteur une part de ce revenu qui n'est point encore né, en échange du capital qu'il reçoit. Quelquefois il s'engage à restituer, outre l'intérêt, une portion du capital, qu'il prendra annuellement sur le revenu futur. C'est ce qu'on nomme emprunter à fonds perdu, quoique ce soit au contraire le seul cas où le capital soit réellement restitué. Mais plus souvent l'emprunteur s'engage seulement à fournir une rente perpétuelle. Le capital est réellement perdu pour jamais; seulement, d'après l'intérêt que les capitaux rapportent communément dans le commerce, on suppose un capital hypothétique, entre les mains du payeur, pour en faire procéder la rente. Si cette rente est servie régulièrement, il se trouve toujours quelque capitaliste empressé de l'acquérir, qui consent à se mettre à la place du prêteur précédent. De cette manière il éteint sa créance, sans que cependant la nation se libère jamais. Qu'est-ce cependant que cette assignation sur un revenu qui n'existe pas encore? une espérance seulement, qui est considérée comme une richesse réelle, une espérance qui, si

quelque calamité atteint la nation et l'empêche de travailler, ne se réalisera jamais: et le capital que l'on suppose représenter cette assignation perpétuelle sur l'avenir, c'est la valeur pour laquelle on trouve à vendre cette espérance. On a dit qu'on mobilisait les terres quand on fournissait le moyen de vendre d'avance une part dans les produits que la terre pourrait rendre dans l'avenir, et que l'on mobilisait les fonds publics quand on procurait au gouvernement plus de facilité pour vendre cette part dans le produit futur du travail social, qu'il prélèverait par les impôts. Cette mobilisation n'est cependant autre chose que l'aliénation faite par une société de son avenir, que la dissipation par avance de ce que produiront à perpétuité les travaux des générations futures. C'est sans doute une propriété fort commode à posséder pour les capitalistes; c'est, de plus, une marchandise qui s'achète et se vend avec avantage: aussi les entremetteurs, les courtiers, et tous ceux qui en font commerce, regardent-ils les fonds publics comme la source de leurs richesses. Mais à côté de ces avantages privés, c'est une grande calamité nationale, c'est une grande injustice commise par la nation qui emprunte, et qui dissipe, aux dépens des générations futures qui paieront; c'est une grande cause, enfin, de la gêne qui va croissant avec l'opulence apparente. Il faut, en effet, demander compte à la masse énorme de dettes dont toutes les nations sont chargées, de la diminution graduelle des salaires, des profits, de l'intérêt de l'argent, de la rente des terres, de tous les revenus enfin; car ces revenus ont été aliénés avant que de naître, et ceux qui travaillent aujourd'hui, ceux qui travailleront à l'avenir, ne doivent pas seulement créer leur subsistance, ils doivent encore payer les folies et les dettes de leurs prédécesseurs.

La fonction réelle du crédit, c'est seulement de transmettre à l'un la disposition de ce qui appartenait à l'autre; mais, à la manière dont nous en usons, le crédit nous transmet la disposition de ce qui appartient à ceux qui ne sont pas encore nés, de ce qui ne saurait appartenir avec justice qu'à eux, de leur travail. Sur cette base, le crédit a créé des fortunes

colossales qui n'ajoutent rien à la prospérité réelle d'une nation, qui sont même souvent pour elle une grande cause de ruine, mais qui font très-réellement nager dans l'abondance ceux qui les possèdent, et qui mettent en même temps dans le commerce des valeurs doubles de celles qui existent réellement. On dirait que chaque corps a projeté son ombre dans l'avenir, et que cette ombre est devenue vénale tout aussi bien que le corps. Cette création fantastique est la conséquence de l'habitude de notre esprit de rapporter tout revenu à un capital. Celui qui a prêté mille écus est convenu avec l'emprunteur que, pour la jouissance de ces mille écus, il lui paierait cinquante écus par année. Ce premier marché a accoutumé à croire que partout où l'on voit un revenu de cinquante écus, il y a quelque part un capital de mille écus d'où il provient. Une terre rendant cinquante écus est estimée valoir mille écus; une maison, une usine rendant cinquante écus, sont estimées mille écus; une pension perpétuelle sur le gouvernement, de cinquante écus, est estimée de même. Or, que sont les rentes des fonds publics, autre chose que des pensions perpétuelles et transmissibles? elles ont été créées, il est vrai, par la délivrance d'une somme d'argent; mais un gouvernement prodigue qui inscrirait sur son grand-livre des rentes en faveur de ceux qu'il voudrait enrichir, sans avoir rien reçu d'eux, créerait autant de capitaux de mille écus dans les fonds, qu'il inscrirait de cinquante écus sur son grand-livre. Enrichirait-il ainsi la nation? non, sans doute; cependant il multiplierait les valeurs disponibles à la bourse, il donnerait une activité nouvelle au commerce des agents de change et des banquiers, et il offrirait aux capitalistes de nouveaux placements d'argent. Il y a donc une création, mais une création fantastique attachée au crédit: celui qui en jouit n'assigne proprement qu'une rente, il ne cède proprement qu'une certaine part détachée de son revenu futur ou de celui de ses héritiers, et cependant il crée et il jette dans le commerce un capital immatériel correspondant à ce revenu futur. Bien plus, ce capital immatériel a réellement une valeur égale à celle

pour laquelle il circule dans le commerce; il rapportera des fruits tout aussi régulièrement, plus, peut-être, qu'un terrain de même valeur, quoiqu'il ne contribue nullement à les faire naître. Ces fruits ne sont autre chose que la part promise par l'emprunteur au prêteur, dans ceux que son travail futur fera naître, et lorsqu'il s'agit d'un emprunt public, c'est la part du revenu de chaque contribuable que la force publique réussira à lui enlever pour la donner au prêteur: toutefois, toute cette richesse immatérielle est hypothéquée sur la richesse positive. Supposez une abolition des dettes, la fortune de l'un aura passé à l'autre, mais la société, dans son ensemble, n'aura ni perdu ni gagné. Les contribuables cesseront de payer aux prêteurs, une part de leur revenu; les terres et le travail seront libres, et si l'on s'obstine à chercher quel capital le dernier représente, la nation dans son ensemble, la nation capable de travail vaudra réellement, de plus qu'auparavant, une somme égale à celle du capital immatériel qui se sera évanoui, car c'est une partie de sa liberté personnelle qui avait été aliénée à perpétuité à ce prix.

On s'est fort récrié sur ce qu'il y avait d'admirable dans l'invention du crédit, qui faisait trouver à une nation des capitaux prodigieux, soit au moment de ses plus grands besoins, soit, plus encore, au sein de son opulence, lorsqu'elle voulait entreprendre des travaux, ou se procurer des jouissances qui dépassaient cette opulence même. Mais, sauf la probité, ce serait une spéculation fort lucrative que de se donner la jouissance de toute la fortune d'autrui, et le crédit ne fait pas autre chose. Le crédit attribue aux hommes de nos jours la disposition de l'avenir et d'un avenir perpétuel: le crédit vend le travail, ou une part dans le travail, de nos enfants, et des enfants de nos enfants, jusqu'à la dernière génération. L'emprunteur fait à peu près comme le colon des Carolines ou de la Géorgie, qui vend en esclavage les enfants qu'il a eus d'une négresse; seulement, il ne se rend pas, comme lui, raison de son crime. Pour la satisfaction de ses besoins actuels, de ses plaisirs, ou de ses caprices, il s'en-

gage à ce que des êtres qui ne sont pas encore nés des êtres qui devraient lui être chers, et dont il est le seul protecteur, travailleront non plus pour eux-mêmes mais pour autrui.

Et le gouvernement qui emprunte qui dépense ce qui n'est point à lui hypothèque de la même manière les bras, la vie des générations futures, dont il n'est point le représentant, pour lesquelles il ne devrait point avoir le droit de contracter, et qu'il vend en quelque sorte en esclavage aux prêteurs, pour un prix qu'il se hâte de dissiper et dont ces générations futures ne jouiront jamais.

Dans l'état actuel des créances et publiques et privées, une très-grande part du produit du travail est hypothéquée d'avance au paiement de dettes antérieurement contractées. Les impôts prélèvent dans la plu part des pays de l'Europe le cinquième, et plus probablement le quart des revenus de la société; le paiement de tous les autres intérêts dus par tous les débiteurs à tous les créanciers, enlève peut-être un autre cinquième ou un autre quart des revenus sociaux. Il ne reste peut-être que la moitié, tout au plus les deux tiers des profits du travail commun, à distribuer entre tous ceux qui y concourent, propriétaires, entrepreneurs de travaux, commerçants, fermiers et journaliers; il ne faut donc point s'étonner si, malgré l'accroissement démesuré du travail humain et de sa puissance, tous ceux qui y contribuent sont plus mal récompensés qu'ils n'étaient autrefois. Souvent, dans les relations de voyages, nous rencontrons des descriptions des moeurs, de l'aisance de la gaîté des gens du peuple, dans des pays que nous considérons comme barbares, qui font un contraste étrange avec la misère soucieuse des habitants d'un pays industriel. Quand on a assisté aux joyeux passe-temps de ces demi-sauvages, quand on a reçu leur hospitalité, quand on a remarqué l'abondance qui règne dans leurs maisons ou sur leurs tables, on fait un douloureux retour sur les pauvres industriels des pays qui se vantent d'avoir fait tant de progrès, on serait tenté de se demander si l'ordre, la justice, la liberté, les lumières ne seraient que des songes trompeurs, si dans les sciences sociales on n'aurait poursuivi que de vains

noms. Qu'on n'abandonne point cependant la recherche de ce qui est bon. et de ce qui est juste, qu'on ne perde pas courage: ce n'est pas de nos progrès réels que souffre le peuple dans les pays progressifs, c'est de nos erreurs et plus souvent encore de nos injustices. Le pauvre qui conserve sa gaîté native et qui vit dans l'abondance, habite un pays où le crédit n'est pas connu, et où son gouvernement n'a pas pu vendre d'avance le fruit de ses sueurs.

Mais nous ne sommes nullement arrivés au terme où le système du crédit public peut nous conduire. Une fois que les puissants ont découvert cette manière de s'approprier le bien de leurs enfants, et de jouir de ce qui n'est point à eux, il n'est pas probable qu'ils s'arrêtent. Les dettes des gouvernements sont en général contractées pendant la guerre et pour la guerre; mais rien n'est si rare que de les voir ensuite acquittées pendant la paix. Avant que le public se fût accoutumé au système des emprunts perpétuels, on s'était cru obligé de le flatter d'une espérance de remboursement, et dans ce but un fonds d'amortissement fut créé. Bientôt, on en fit un instrument pour soutenir le prix des effets publics, en faisant comparaître à la bourse un acheteur qui, chaque jour, faisait une nouvelle demande, et déterminait ainsi la hausse des fonds. Mais le public ne tarda pas à s'apercevoir de la déception d'un amortissement qui rachetait en même temps que l'État empruntait de nouveau, et depuis qu'il a commencé à voir plus clair, les gouvernements ont commencé aussi à renoncer à cette jonglerie.

Depuis la dernière paix le Gouvernement anglais a travaillé avec zèle et avec bonne foi à diminuer ses dépenses, à acquitter quelques-unes de ses dettes; mais il ne peut entretenir aucun espoir de compenser par son économie les prodigalités passées; tous les autres n'y ont pas même songé; les emprunts ont dépassé de beaucoup les remboursements, et la masse des effets publics s'est fort augmentée. L'on disait autrefois que les gouvernements libres pouvaient seuls emprunter, et qu'il n'y avait de crédit que pour ceux qui montraient à découvert leurs finances. Mais la négociation des

emprunts est devenue un commerce si profitable pour les banquiers, ils sont d'ailleurs si indifférents à ce qui peut advenir de l'emprunt dont ils se sont chargés, après qu'ils en ont placé tous les coupons, qu'ils ne refusent leurs bons offices à personne, pas plus aux gouvernements despotiques qui cachent leur déficit, qu'aux gouvernements révolutionnaires qui proclament leur désordre. La plupart des gouvernements emprunteurs marchent évidemment à une banqueroute prochaine, et cependant ils trouvent toujours à placer leurs emprunts dans quelque'un des deux ou trois pays où les capitaux abondent; et ce n'est pas la faute des banquiers si le gouvernement turc n'a pas consenti à ouvrir un emprunt à son tour. Si, du temps de Napoléon, les manœuvres par lesquelles les emprunts se placent avaient été aussi perfectionnées qu'elles le sont aujourd'hui, s'il s'était présenté des entremetteurs aussi accrédités, pour séduire réciproquement les emprunteurs et les prêteurs, ils lui auraient fait, sans aucun doute, dévorer, dans la lutte pour son existence, tout le capital de la postérité. Si aujourd'hui il éclatait une guerre nouvelle, il est bien probable que tout ce qui peut être engagé serait engagé; que les impôts prendraient alors, au lieu du quart, la moitié, les trois quarts de la production, et que les profits de l'agriculture, du commerce et du travail diminueraient dans la même proportion.

Contre un danger si menaçant, c'est dans la constitution même de l'État qu'il faudrait trouver une garantie; malheureusement toutes les modifications qu'ont éprouvées de nos jours les gouvernements, tendent à diminuer toujours plus cette garantie, ou même à la détruire entièrement, plutôt qu'à l'augmenter. De vieux abus obstinément défendus ont excité partout un ardent désir de réforme, partout aussi le mouvement libéral des esprits a tendu à faire prévaloir les pensées du jour sur celles de la veille. On a cherché de toutes manières à augmenter le pouvoir de l'opinion; mais on n'a pu renforcer le sentiment du présent sans diminuer proportionnellement l'amour du passé, la prévoyance de l'avenir; et les conquêtes faites pour la liberté ont la plupart tourné

contre l'économie. On s'est systématiquement efforcé d'exclure du pouvoir les représentants des idées et des intérêts qui n'étaient pas de ce siècle; cependant, la prospérité nationale et la justice exigent que la voix d'un autre siècle, la voix de la postérité, se fasse entendre à la législation. Il n'y a dans un gouvernement que trop de disposition à se laisser entraîner par les intérêts du moment présent, il faut lui associer un corps, une institution, qui ait un profond sentiment, un profond amour de la durée et de la perpétuité, pour lui donner la force de résister aux passions du jour.

Autrefois les républiques avaient cherché ces gardiens des intérêts permanents, ces défenseurs de la postérité, dans leurs sénats aristocratiques; les monarchies, mais avec bien moins de succès, s'étaient reposées, pour protéger leur avenir, sur le sentiment de perpétuité qu'on supposait à la dynastie régnante. Dans les sénats de Venise ou de Berne, dans ceux des cités de l'antiquité, la postérité était présente à la pensée de tous comme le jour d'aujourd'hui; dans les monarchies dirigées ou par un grand roi, ou par un grand ministre, qui avait de l'avenir devant lui, Frédéric II, Sully, Colbert, pouvaient quelquefois sentir du scrupule à rejeter sur la postérité des difficultés auxquelles ils voulaient échapper eux-mêmes. Mais aujourd'hui tout semble combiné pour enseigner à chacun à vivre au jour le jour. Les monarques ont été délivrés par les Chambres de tous les soucis pécuniaires: il ne s'agit plus pour eux de savoir si la nation peut payer, mais seulement si les députés consentiront à le promettre. De leur côté les députés, investis du pouvoir pour sept ans, cinq ans, ou moins de temps encore, se trouvent toujours pressés par la circonstance, toujours ils considèrent chaque question isolément, toujours ils se sentent dégagés de toute responsabilité, parce que leur suffrage, lors même qu'il ne serait pas secret, se perd dans la foule. Aussi ils n'ont qu'une pensée, celle de trouver la ressource qui fera le moins crier aujourd'hui, quelque conséquence qu'elle puisse avoir pour demain. Frédéric II cherchait à se suffire avec ce qu'il avait; un ministre constitutionnel cherche seulement à se faire donner ce qu'il demande. et il n'est pas

moins empressé que le député à rejeter sur la postérité tout ce dont il peut dispenser son contemporain.

Au reste, quand même on aurait confié les intérêts de la postérité à un corps beaucoup plus zélé, beaucoup plus constant à les défendre, il est encore douteux qu'il eût pu résister aux passions du moment, à cette irrésistible importance des intérêts nationaux et contemporains qui se présentent toujours comme si l'existence même de la société était attachée à la victoire. D'ailleurs, dans tout emprunt, aussi bien privé que public, ce n'est pas sur la prudence de l'emprunteur qu'il faut compter; quand il est aux prises avec le besoin, il passe par toutes les conditions que le prêteur voudra lui faire. Malheureusement, les inventions des derniers temps ont réussi à rendre la prudence et les pensées d'avenir aussi inutiles aux prêteurs qu'aux emprunteurs.

Quand un gouvernement éprouve quelque besoin urgent, il se présente à lui des hommes qui se chargent de lui prêter ce qu'ils n'ont pas, pourvu que le gouvernement s'engage à les faire rembourser par ses sujets qui ne l'auront pas reçu. De grands capitalistes, c'est-à-dire des hommes qui possèdent une grande masse de créances ou d'assignations sur l'avenir, prennent l'emprunt. On désigne ainsi leur engagement de payer à diverses échéances, mais à termes rapprochés, la somme dont le gouvernement a besoin. Ils pourraient, en retour, exiger un gros intérêt, un intérêt proportionné au danger qu'ils courent et au service qu'ils rendent: au lieu du cinq ils pourraient demander qu'on leur promît le six, le huit, le dix pour cent; mais ils préfèrent se faire reconnaître pour une avance modique un gros capital; leur emprunt se fait au cinq pour cent, mais pour cinquante livres qu'ils paient, ils obtiennent une reconnaissance de cent livres. De cette manière, ils laissent dans l'ombre le prix usuraire auquel l'emprunt a été contracté; ils ôtent à l'emprunteur le moyen de le rembourser aussitôt que les circonstances deviendront meilleures; ils soulagent quelque peu les contemporains, et ils chargent la postérité de restituer un capital qui non-seulement n'a pas été déboursé pour son usage, mais

que ceux mêmes qui s'engagent pour elle n'ont jamais reçu. Les prêteurs sont bien loin de posséder la somme qu'ils se sont engagés à payer; non-seulement ils ne l'ont point en écus, mais il s'en faut de beaucoup qu'ils l'aient en créances de tout genre. Ils se hâtent cependant de réaliser ces créances pour effectuer tout au moins le premier paiement, soit en argent monnayé, soit en lettres de change, et en billets de banque. Les écus qu'ils portent un jour au trésor en ressortent dès le lendemain pour les dépenses publiques; ils ne sont point soustraits à la circulation, et ne laissent derrière eux aucun vide; mais le banquier doit se les procurer de nouveau pour faire son second paiement, et dans ce but il vend à tous les capitalistes les coupons de l'emprunt ou les portions de la rente qu'il vient d'acheter, comme il avait vendu auparavant les autres créances qu'il possédait. C'est son affaire désormais de persuader le public de la sécurité du placement qu'il vient de faire; il se charge de défendre le caractère de son débiteur de faire valoir et sa probité et ses ressources; et quand on songe quels sont les États qui empruntent, combien leur situation paraît quelquefois désespérée, et quelles sommes énormes leur ont été confiées, à des prix, il est vrai, fort mauvais, on est forcé de reconnaître, et l'habileté des banquier à faire des dupes, et la grande disposition du public à le devenir. Les coupons de l'emprunt se vendent cependant successivement; les écus des capitalistes passent au banquier puis au trésor, puis à tous ceux que le trésor paie, puis à un capitaliste, pour recommencer aussitôt la même circulation, jusqu'à ce que le dernier paiement promis par le banquier soit accompli, et aussi jusqu'à ce que le dernier coupon de l'emprunt ait été aliéné par lui. Alors le gouvernement emprunteur peut tenir sa promesse ou y manquer, il peut ruiner ou ses créanciers en faisant banqueroute, ou ses sujets en les forçant à payer ce qu'il a dissipé: le banquier est désormais désintéressé dans le parti que le gouvernement va prendre; il a réalisé ses bénéfices, et tandis que les capitalistes commencent leur hasardeuse navigation, il est lui-même entré au port.

Des spéculations aussi importantes ne peuvent être tentées que par des hommes qui ont déjà élevé, une immense fortune; il faut en effet qu'ils paraissent tout au moins prendre toute l'entreprise sur leurs propres épaules, qu'ils soient en état d'avancer le premier paiement, et qu'ils ne laissent pas voir trop clairement au public l'absolue dépendance où ils sont de lui; mais, d'autre part, on sait que c'est là l'industrie par laquelle on accumule rapidement aujourd'hui les millions sur les millions. Tandis que tous les autres commerces ne présentent que des bénéfices limités et peu sûrs, le commerce aléatoire est le seul qui élève des fortunes colossales; et de tous les jeux le plus hasardeux, mais aussi, pour les millionnaires habiles, le plus lucratif est celui des fonds publics. A ceux qui sont assez riches pour prendre eux-mêmes les emprunts, ce commerce présente à peine des chances fâcheuses, les gouvernements n'ayant garde de presser les banquiers de tenir leurs engagements s'ils ne pouvaient le faire qu'en se ruinant. Ainsi nous retrouvons ici ce que nous avons reconnu à plusieurs reprises, que les fortunes colossales troublent l'équilibre de la société, et qu'on peut leur attribuer les calamités des emprunts, comme celles de 'l'outre-commerce'. Nous y retrouvons aussi un motif pour que la législation mette des obstacles, soit à l'accumulation, soit à l'agglomération des capitaux; mais comment attendre du gouvernement une vigilance salutaire, quand c'est contre lui, aussi bien que contre ceux qui contracteraient avec lui, qu'il faut que la société se tienne en garde?

Les gouvernements sont les seuls emprunteurs qui n'aient rien eux-mêmes, qui ne puissent prétendre à rien produire, et qui cependant trouvent du crédit. Tant qu'on leur voit payer avec régularité les intérêts dont ils se sont chargés, on se figure qu'ils continueront de même à l'avenir, qu'ils pourront toujours forcer leurs sujets à payer pour eux; mais il y a plusieurs gouvernements dont les sujets sont évidemment hors d'état de payer, et ce ne sont pas les moins désireux d'emprunter. Comme un dissipateur qui se ruine, un État ne recourt à l'usurier que parce que son revenu ne suffit plus à

ses dépenses; et la guerre, qui dissipe si rapidement les richesses, en même temps qu'elle s'oppose à leur reproduction, donne souvent un motif légitime à cette recherche de ressources désespérées. Du moins le gouvernement d'Angleterre, sage dans sa prodigalité même, créait toujours avec chaque emprunt un revenu nouveau à l'aide de nouveaux impôts, pour en assurer les intérêts; mais dans les pays que la guerre dévaste, les revenus diminuant au lieu d'augmenter, on aurait beau y établir de nouveaux impôts, on ne s'y procurerait pas de nouvelles ressources, car là où il n'y a rien, l'impôt ne peut rien prendre. Les banquiers qui négocierent des emprunts pour la Grèce, pour les nouveaux États d'Amérique, pour l'Espagne ou le Portugal, au défaut de la garantie d'un revenu proportionné aux intérêts, en imaginèrent une autre, celle de conserver entre leurs mains, sur le fonds même qu'ils avançaient au gouvernement, une portion du capital suffisante pour payer les deux premières années d'intérêt. Ils donnaient à entendre qu'après la crise qu'il s'agissait de passer, l'État trouverait de nouvelles ressources; mais ils comptaient bien plutôt que la régularité de ces premiers paiements ferait illusion à la masse des capitalistes, et que ceux-ci s'avanceraient pour acheter, tandis qu'eux-mêmes vendraient tous les coupons dont ils étaient chargés. Ils ne se trompèrent pas: les deux années dont les intérêts étaient assurés leur ont suffi pour cette opération, et les banquiers ont réalisé en effet d'immenses profits, malgré la banqueroute imminente de ceux dont ils faisaient les affaires. Ils ont ensuite offert, il est vrai, à ceux-ci un moyen de sauver cette banqueroute, c'était de négocier un nouvel emprunt au moyen duquel on aurait continué à payer les intérêts du précédent, et on aurait ainsi rejeté sur la postérité l'intérêt comme le capital des sommes déjà dilapidées. Entre les expédients de la mauvaise foi, parmi lesquels devaient choisir les nouveaux États d'Amérique, la banqueroute, pour laquelle ils se sont déterminés, n'était peut-être ni le plus immoral, ni le plus désastreux. La guerre civile a continué dans la péninsule ibérique et dans ses possessions du Nouveau-Monde, et les mêmes ban-

quiers se sont présentés pour être les bailleurs de fonds des révolutions et des contre-révolutions: c'est par leur entremise, et avec les capitaux des dupes qu'ils séduisent, en Angleterre, en France, en Hollande et en Suisse, que les deux partis maintiennent leur existence, et que la guerre civile continue depuis un quart de siècle à désoler ces belles régions. Cette intervention des capitalistes dans les affaires d'un autre peuple n'est pas moins puissante ou moins funeste que celle des rois. Cependant, lorsque l'un ou l'autre parti a déclaré qu'il n'entendait point payer les dettes du parti contraire, des dettes contractées pour le persécuter ou l'asservir, les banquiers, les capitalistes et les journalistes, se sont récriés contre ce qu'ils nommaient une banqueroute partielle, avec le langage d'une vertueuse indignation; leurs clameurs ont retenti dans toutes les bourses, et ils ont déclaré qu'ils ne coteront plus les fonds de ceux qui s'étaient ainsi déshonorés. Au milieu de tant d'injustice et de mauvaise foi, il est difficile de dire ce que la probité exige; il est plus difficile de comprendre comment les sujets peuvent être engagés par un gouvernement qu'ils ne reconnaissent pas et qui leur fait violence. Peut-être faut-il féliciter une nation qui a perdu tout crédit, car dès lors ses maîtres ne peuvent plus la vendre, et des banquiers étrangers ne peuvent plus l'acheter. Mais quelque illégitimes que nous paraissent les dettes contractées par cette suite de contrats frauduleux, la banqueroute probablement ne remédierait à rien, car le gouvernement banqueroutier, affranchi de ses vieilles dettes, en trouverait d'autant plus de crédit; il emprunterait de nouveau, et ses sujets seraient bientôt aussi obérés qu'ils le sont aujourd'hui.

Ce n'est point par ces marchés scandaleux que la dette de l'Angleterre a été contractée, et si l'argent qu'elle a procuré au gouvernement lui a servi à sauver l'indépendance britannique, les générations à venir participent à ces avantages, comme ils en supportent le fardeau. Mais il ne faut point croire que ce fardeau soit léger. Un habile économiste anglais, qui a pris à tâche de prouver que la dette publique

est à peine ressentie par le peuple, a montré, par le calcul, que le paiement des intérêts de la dette anglaise, réparti également entre tous les individus britanniques de tout âge et de tout sexe, ne monte annuellement qu'à 25 shellings par personne, et il suppose que le journalier le plus pauvre, celui de l'agriculture, ne paie pas pour sa part plus de 15 shellings (1). Admettons ce calcul, il ne nous paraît pas qu'une telle charge soit peu de chose. La moyenne d'une famille de journaliers est au-dessus et non au-dessous de cinq personnes; c'est son chef seulement qui gagne, et qui doit payer la part de son vieux père, de sa femme et de ses enfants; c'est donc 125 shellings, ou plus de 156 francs pour chaque chef de famille indistinctement de la Grande-Bretagne: ou en admettant que le minimum de la part du pauvre soit 15 schellings; c'est 75 schellings ou 94 francs que chaque journalier doit produire par son travail, en sus de sa subsistance, pour payer les prodigalités de ses pères. Dans la moitié du continent de l'Europe, cette somme annuelle suffirait seule à sa subsistance.

Quelque lourd que soit le fardeau rejeté ainsi sur la postérité, nous espérons peu que des raisonnements, que des considérations morales arrêtent les gouvernements sur le point de contracter un emprunt, lorsque le danger se fait sentir, lorsque l'existence même de l'État paraît compromise. Les emprunts continueront tant qu'il se présentera des prêteurs tant que ceux-ci trouveront à faire leur profit de la détresse publique, et à se soustraire adroitement eux-mêmes à la ruine qu'ils auront attirée sur les autres. Il est cependant utile, nous le croyons, de bien faire connaître la nature du capital immatériel, de bien signaler la déception et l'injustice des emprunts qui sacrifient les générations à venir à la présente, de dissiper toute illusion, toute confiance dans les pouvoirs créateurs du crédit, et d'empêcher ainsi tout homme d'État honnête de recourir à un expédient aussi ruineux, excepté dans les cas d'absolue nécessité. Il est utile de pénétrer

(1) *British and foreign Review*, n° 3, p. 293. On corn laws.

bien le public de la pensée que la prospérité des nations les plus opulentes, de celles auxquelles on porte le plus d'envie, cache une grande déception; que le plus souvent, à côté de l'augmentation des fortunes, se trouve une diminution réelle des richesses matérielles, et que ce contraste tient à ce que nos pères ne considéraient comme leurs richesses que ce qu'ils possédaient actuellement eux-mêmes, tandis que nous considérons aussi l'avenir. Ils se disaient riches du travail fait, nous nous prétendons riches du travail à faire. Ils se regardaient, avec leurs contemporains et leurs ancêtres, comme les seuls artisans de leur fortune; nous, au lieu d'enrichir notre postérité, nous avons dévoré d'avance le fruit de ses labeurs. Notre richesse consiste dans nos enfants, que nous avons soumis avant leur naissance à une capitation dont nous avons fait un objet de commerce; ces enfants, les uns les ont vendus, les autres les ont achetés, tandis que nous avons déclaré d'avance qu'ils ne s'appartenaient plus à eux-mêmes.

Une application directe de nos principes à la législation passe peut-être nos espérances, mais la connaissance de la vraie nature du capital immatériel peut, cependant, nous tenir en garde contre les sophismes de ceux qui ont prétendu enrichir les nations par le commerce des effets publics, contre les séductions de ceux qui offrent leur crédit aux gouvernements, contre les conseils mêmes de ceux qui, au nom du commerce, de la protection qu'il faut donner au crédit, de la garantie qu'il faut assurer aux prêteurs, cherchent sans cesse, dans les transactions privées, à favoriser un contrat qui a plus d'inconvénients que d'avantages. Sans doute nous ne demandons point qu'on force l'homme embarrassé dans sa fortune à vendre plutôt que d'emprunter, mais nous demandons que la loi n'entoure pas la vente de défaveur, et l'emprunt de facilité; nous demandons que les privilèges qu'on croira devoir accorder aux hypothèques, aux effets de commerce, ou, si l'on se croit obligé à le maintenir, le droit d'arrestation pour dettes, procèdent seulement de l'intention de donner des garanties à la probité et à l'équité, non du désir

de faciliter le crédit. Enfin, lors même que nous ne songeons point à une application immédiate, nous croyons qu'il est essentiel de connaître à fond la nature des choses, et que, sans une pleine intelligence de ce que sont les créances, de ce qu'est le capital immatériel, on ne pourra jamais saisir l'ensemble de l'économie politique.

TABLE ANALYTIQUE
DES MATIÈRES.

SUITE DE LA PREMIÈRE SECTION.

De la richesse territoriale et de la condition des cultivateurs.

	page
DIXIÈME ESSAI. - De la condition des cultivateurs dans la Campagne de Rome.	1
Pourquoi nous revenons encore sur la condition des cultivateurs.	1
Nous avons réduit nos adversaires à admettre quelques-uns de nos principes, non à les appliquer.	2
La chrématistique, science des moyens, en faisant abstraction du but, est une science décevante.	3
Application de nos principes à un pays nouveau; Campagne de Rome.	4
La plupart des voyageurs aiment voir Rome porter le deuil du genre humain.	5
Ils aiment que le sol qui n'est plus cultivé par des mains consulaires demeure stérile.	6
Profonde impression de tristesse que nous recevons à Rome de la misère présente.	7
Toute population rurale a disparu des quatre provinces qui entourent Rome.	7
Tableau que fait de 'l'Agro Romano' l'éloquent Giuseppe Barbieri.	8
La population parasite de Rome s'accroît, tandis que ses ressources diminuent.	9
Doit-on attribuer au gouvernement sacerdotal la misère de Rome et de sa Campagne.	10
C'est un gouvernement d'hommes signalés par leurs vertus ou leur intelligence.	11
Cependant le mécontentement est général; quelles sont ses causes.	12
La désolation de l'Agro Romano est un fait économique et non politique; 'Latifundia'.	13
Histoire de la population rurale de l'État romain et de la propriété foncière.	13
Sous les rois de Rome, les champs étaient cultivés par les habitants des villes.	14
Les champs appartenaient sans partage au cultivateur; influence sociale de cette exploitation.	15
Colonies romaines, petites propriétés rurales données gratuitement aux colons.	16

	page
Tous les petits héritages autour de Rome vendus aux riches. Ceux-ci renoncent au labourage.	17
Opulence des sénateurs sous l'Empire; leur mollesse; célibataires; extinction des familles.	18
Invasion des barbares; les Ostrogoths, les Lombards; premières concessions féodales.	19
Les latifundia conservés dans le duché de Rome; les Albéric de Tusculum.	20
Au dixième siècle, toutes les hauteurs sont couronnées par des forteresses baroniales.	21
Les barons assurèrent à leurs paysans de l'aisance pour en faire des soldats.	21
Contrats divers des barons avec les paysans; la 'quinta' et l'emphytéose.	22
Le domaine utile des latifundia divisé dans les collines; la population s'y multiplie.	23
La population anéantie de nouveau, quand la carrière militaire se referme.	25
Les barons renouvellent la population rurale dans les collines, et les cités libres dans les plaines.	25
La plaine de Rome demeure déserte, parce qu'elle reste sans protection militaire.	26
Culture de la plaine par les citadins, pendant le grand schisme. Il finit au quinzième siècle.	27
Sixte IV tente d'obliger au labourage. Le souverain a droit à régler l'usage de la propriété.	28
Efforts des papes pour maintenir l'abondance; le prix du pain rendu invariable.	30
La condition du laboureur empire; faillite de la 'cassa annonaria'.	31
Calculs officiels sur la boulangerie. Pie VI ordonne d'ensemencer le quart de l'Agro Romano.	32
Comptes officiels de cent rubbi semés en blé, et d'une bergerie de 2,500 moutons.	32
La bergerie, sur dix milles carrés, entretient vingt-quatre personnes, et donne un profit de 1,900 écus.	34
Misérable nourriture et vêtement de ces vingt-quatre bergers; ils n'ont ni maisons, ni meubles.	35
Le labourage sur 5/6 de mille, rapporte au plus 30 écus; nombre d'ouvriers qu'il appelle.	35
Division du travail; régime des journaliers; leurs profits et leurs maladies.	36
Malgré de gros salaires, les ouvriers sont mal dédommagés de leurs privations et de leurs dangers.	37
Le labourage des latifundia cause une perte au fermier, sans profit pour l'État.	38
Le fermier renonce à l'intelligence de ses ouvriers, et n'emploie que leur force physique.	39
Il se prive de la coopération de la nature, qui multiplie le travail fixé sur la terre.	40

	page
Le mauvais air ne suffirait point pour empêcher la culture de l'Agro Romano.	41
L'Agro Romano se prêterait à la petite culture, et aux améliorations.	42
Le souverain n'a-t-il plus rien à voir là où les propriétaires et les fermiers sont contents?	43
L'état pastoral anéantit les 11/12 des produits bruts et des salaires; il cause la misère des villes.	44
Là où il n'y a point de campagnards, la moitié des métiers des villes deviennent inutiles.	45
Où les produits des professions ne sont pas demandés, on ne peut fonder de manufactures.	45
La population des campagnes n'a péri de misère qu'après avoir été expulsée de ses maisons.	46
Pie VII, dans un 'motu proprio', reproche aux propriétaires leur dureté envers les colons.	47
Son sage projet pour étendre la culture dans des cercles concentriques autour de chaque ville.	49
Ses moyens d'exécution manquent d'énergie. Abandon de toute vue d'amélioration.	49
aujourd'hui, l'esprit de centralisation domine la politique, comme l'économie.	50
La centralisation perfectionne les choses, et détruit les hommes; exemple de Rome antique.	51
Funestes effets de la centralisation moderne, en politique et en économie.	52
La centralisation doit produire, dans toutes les grandes fermes, les mêmes effets qu'à Rome.	53
La France seule échappe à cette tendance par les ventes parcellaires.	54
L'exemple de Rome nous fait redoubler d'efforts pour résister au torrent qui nous entraîne.	55
 ONZIÈME ESSAI. - Comment rappeler la population et la culture dans la Campagne de Rome?	 56
 Le sort des habitants des campagnes est une partie essentielle de l'économie politique.	 56
Oppression à laquelle le paysan est quelquefois soumis; bonheur que lui destinait la nature.	57
Désavantage auquel se soumet celui qui propose des projets de réforme.	58
Mais on ne sert l'humanité qu'en passant des règles aux applications.	58
Les sciences sociales n'admettent d'autre expérience que l'étude des faits accomplis.	59
L'exemple de Rome peut servir à tous les pays ruinés par les latifundia.	60
Il faut songer aux progrès de ceux qui sont nés sur le sol, non à changer les habitants.	61
On s'est écarté de cette règle dans les colonies, objet de l'Essai suivant.	62
L'État de Rome doit être repeuplé par des Romains, et enrichi par des capitaux romains.	63

	page
Le projet de Pie VII, de profiter des centres de population déjà existants, est seul équitable.	64
L'Agro Romano proprement dit; son étendue et ses propriétaires.	64
Entours de Rome, 'ville' des Princes; horticulture; ouvriers mercenaires à Rome.	66
Il y a bien plus d'industrie autour des petites villes de l'Agro Romano.	67
Culture d'Ostie; culture des petites villes sur les croupes du Monte Albano.	67
Mais les propriétaires ne permettent la culture que d'une petite partie de ces coteaux.	69
Autour de chaque ville un petit espace est seul cultivé, et sous quelles conditions.	69
Le 'miglioramento', propriété des cultivateurs, vaut jusqu'à douze fois le sol qui le porte.	70
Ce sont les pauvres, non les riches, qui avancent les capitaux pour les défrichements.	71
Bois d'oliviers de Tivoli, propriété des barons romains; ce qu'ils coûtent à planter.	72
La plantation est la caisse d'épargne au paysan. Les oliviers retirés au paysan de Tivoli.	73
La récolte des oliviers donnée à l'enchère; misère des habitants.	74
Prolétaires repoussés de la campagne dans les petites villes de l'État romain.	75
Le riche, trompé par son avidité, a créé les prolétaires et le paupérisme qui le menacent.	76
Le coeur s'endurcit sur les souffrances des mendiants; pourquoi le mendiant devient paresseux?	77
On ne relève le caractère du pauvre qu'en reportant ses regards vers l'avenir.	78
Danger des ordres mendiants, depuis que la mendicité s'est multipliée.	79
Les cultivateurs de l'Agro Romano ne peuvent aujourd'hui vivre que dans les villes.	80
Costumes de chaque ville, et leurs avantages; on les abandonne presque partout.	81
Nourriture du pauvre dans les petites villes; fraternité qu'entretenait le costume.	82
Toutes les améliorations des terres dues à des partages emphytéotiques faits au moyen âge.	82
Partages emphytéotiques accordés en 1800 à Zagarolo, par le prince Rospioliosi.	83
Ces pauvres habitants ont déjà réussi à tripler la valeur du fonds par leurs économies.	85
Succès social complet de cette expérience; mais le prince n'est pas content, et pourquoi?	86
C'est un grand malheur pour l'État quand une province a un propriétaire.	86
Avantages aux temps féodaux, pour le village, de la résidence habituelle du seigneur.	87

	page
L'aristocratie, en se déracinant des campagnes, s'est condamnée elle-même à périr.	88
Il faut favoriser le partage emphytéotique, et réformer la propriété des Provinces.	88
L'activité doit s'étendre de la ville sur des terres partagées entre ses habitants.	89
Loi agraire. Nous demandons tout ensemble le partage des terres, et le respect pour les droits acquis.	90
Rome déjà vouée à la culture. Comment reporter sa population vers les champs?	92
Concéder d'abord les terres ecclésiastiques dans le rayon d'un mille autour des murs.	93
Nécessité de limiter l'étendue des concessions à ce que le paysan peut cultiver lui-même.	93
La société est en droit de forcer les propriétaires à des concessions d'où dépend son existence.	94
Comment ce même système doit s'étendre ensuite à tout l'État romain.	95
Il est nécessaire que l'autorité souveraine intervienne pour imposer des conditions au partage.	96
Comment de nouveaux foyers pourront se former ensuite dans la campagne.	97
L'expérience nous enseigne le remède; il ne manque que la volonté de l'appliquer.	99
 DOUZIÈME ESSAI. - Des colonies.	 100
 Nous ne nous proposons, dans cet ouvrage, que de développer quelques questions mal approfondies.	 100
Les limites de la richesse territoriale à l'intérieur ont dû faire penser aux colonies.	101
Cependant les colonies doivent être un moyen de civilisation, non de richesses.	102
La colonisation des côtes de la Méditerranée donna à l'Europe sa civilisation.	102
Les premiers civilisés entre les peuples, les Égyptiens, enseignent leurs arts au reste de la terre.	103
Colonies des Égyptiens en Grèce; elles font sortir les Pélasges de la barbarie.	104
Les Égyptiens et les Phéniciens, par trois siècles d'instruction, firent des Grecs une nation.	105
Les Grecs, à leur tour, portèrent leurs colonies sur toutes les côtes de la Méditerranée.	105
Rome, fille d'une colonie grecque, donne à ses propres colonies un caractère nouveau.	106
Nos colonies plus puissantes encore que celles des anciens, mais moins bienfaisantes.	107
Les modernes ont détruit la civilisation des pays qu'ils ont colonisés; eux-mêmes ont rétrogradé.	108

	page
Les seuls pèlerins de la Nouvelle-Angleterre ont voulu fonder une patrie; tous les autres cherchent le gain.	109
Les colons ne cherchent à se faire aimer que quand ils se sentent faibles entre les indigènes.	109
Les colons de l'antiquité fixés dans les villes; leur lien en était plus intime.	110
Les colons sont des esprits indépendants, qui ont besoin d'un lien social vigoureux.	111
Caractère sauvage du 'back woodsman', opposé au colon grec que contenait l'opinion publique.	112
Dans la colonie ancienne, chaque lot de terre était petit, proche de la cité, et bien cultivé.	112
Dans la moderne, les lots, trop vastes, font reculer l'agriculture vers la barbarie.	113
Le colon grec travaillait de ses mains, et donnait tous ses loisirs à la patrie.	114
Égalité dans les colonies grecques, communauté des intérêts, pouvoir de l'intelligence.	115
Les hommes bien nés, par leur influence, instruisaient et élevaient toute la colonie.	117
Tous les colons à leur tour étaient en état d'instruire les aborigènes et ils le faisaient.	117
On ne choisit pas les colons modernes pour le bien de la nouvelle société, mais pour les repousser de la vieille.	118
Arrivés à la colonie, au lieu de s'associer étroitement, ils se fuient.	119
Colonies pénales, effroyable inoculation du vice à de jeunes sociétés.	119
On calcule aujourd'hui que la race indigène doit disparaître devant la race blanche.	121
Civilisation antique de la race rouge, au Mexique et au Pérou; abondance des subsistances.	121
Variété des productions, progrès dans les arts, connaissances.	122
La destruction de la race rouge par les Espagnols est le forfait le plus épouvantable de l'histoire.	123
Les cultivateurs du Mexique sont encore tous de race rouge, mais les rangs supérieurs ont disparu.	124
C'est le système moderne de colonisation qui est cause de ces horreurs.	124
Les aventuriers ont quitté les vieilles colonies pour les nouvelles, et y continuent leurs cruautés.	125
Les Espagnols vont à la chasse des 'Indios bravos'; état des 'Indios reducidos' dans les missions.	126
Les nouvelles républiques, en détruisant les missions, ont étendu la chasse aux hommes.	127
Les blancs redevenus sauvages en même temps que pasteurs dans l'Amérique méridionale.	128
Conduite odieuse des Portugais au Brésil, et dans leurs colonies d'Afrique.	129
Aux Indes les Portugais ont fait reculer la civilisation, et détruit les pouvoirs légitimes.	130

	page
Les Hollandais aux Indes n'ont apporté aucun des progrès dont ils étaient eux-mêmes en possession.	130
Ils détruisirent la civilisation de Java, ils ont détruit la population au cap de Bonne-Espérance.	131
Le Hottentot cultivait la terre, le boor hollandais est redescendu à l'état de berger.	132
Les Grecs auraient civilisé les Hottentots, les Hollandais les ont exterminés.	133
Les boors hollandais ont allumé ensuite une guerre avec les Cafres, que les Anglais continuent.	134
La cupidité des colons varie selon le caractère des Espagnols, des Hollandais, et des Anglais.	135
Dans le continent des Indes, la domination directe des Anglais est un bienfait pour les habitants.	136
Les Anglais, et les Anglo-Américains dans leurs rapports avec les chasseurs de race rouge.	136
Leur contact a fait perdre aux indigènes tous les arts et toutes les vertus qu'ils possédaient.	137
Crime des Européens, en abrutissant les indigènes par l'ivresse, dans toutes leurs colonies.	137
Colonies pénales anglaises de l'Australasie; missionnaires anglais.	138
Les Français, plus que les autres Européens, ont su se concilier l'amitié des sauvages.	139
Le violon réunissait les deux races pour le plaisir, mieux que le commerce.	140
Les colons du Canada étaient cultivateurs et bienveillants, ceux des Antilles commerçants et cupides.	140
Toute la population rouge aux Antilles, remplacée par la noire, et détruite de nouveau.	141
Les Français ne sauront-ils pas civiliser l'Afrique, aussi bien que les Phéniciens, les Romains et les Arabes?	142
Dans la colonisation de l'Algérie le devoir de la France est surtout de faire le bien des indigènes.	143
'Post-Scriptum'. Heureux résultats qu'on peut attendre du traité de Tafna.	144

DEUXIÈME SECTION.

De la richesse commerciale et des hommes qu'elle fait vivre.

TREIZIÈME ESSAI. - De l'organisation économique de la société humaine.
..... 149

Les autres économistes ont voulu accélérer le mouvement, nous cherchons à le retarder..... 149
L'histoire ne nous montre point que l'homme ait profité du perfectionnement des choses. 150

	page
Les manufactures; développement admirable de la puissance humaine, mais quel est celui qui en jouit?	151
Ce ne sont pas les ouvriers: leurs souffrances dans la manufacture de coton en Angleterre.	152
Ce ne sont pas les maîtres: leur petit nombre et leur ruine fréquente.	153
Si ce sont les consommateurs, il vaut mieux acheter que produire soi-même.....	154
Le pauvre ne profite pas de ses économies; moins la vie lui coûte, moins il est payé.	155
Les inventions modernes jugées par la question: Où sont les heureux qu'elles font?	155
Merveilles des banques et des richesses créées par le crédit; désastres qu'elles causent.	156
Pour comprendre l'organisation sociale, nous nous sommes attaché d'abord à l'agriculture.	158
L'industrialisme a pénétré dans l'agriculture en Angleterre; les champs y rendent plus que les fabriques.	159
Prospérité des choses, souffrance pour les hommes, journaliers, fermiers et propriétaires.	160
Abstractions qu'il faut enfin aborder; valeur antérieure aux échanges, valeur échangeable.	161
Le commerce ne tient point compte de l'utilité, mais seulement de sa valeur échangeable.	162
Quand tous les produits sont livrés au commerce, ils peuvent croître en quantité sans croître en valeur.	163
La valeur de toute marchandise fixée par son seul écoulement.	164
Tout le commerce dont le but est de 'sous-vendre', est aléatoire et produit l'encombrement.	164
La souffrance actuelle résulte de l'accroissement des quantités, tandis que les valeurs diminuent.	165
Déception de la chrématistique qui propose de produire beaucoup à peu de frais.	166
Comment d'économie en économie une nation arrive non à l'opulence, mais à la destitution.	166
L'économie politique se résout toujours en conseils donnés au pouvoir: quels sont les nôtres?	168
Conserver la proportion entre les professions; la société repose sur celle des cultivateurs.	168
Utilité de l'aristocratie campagnarde, dans quelle proportion il faut la maintenir.	169
Des hommes de métier: les métiers furent d'abord exercés dans les familles rurales.	171
Les hommes de métier exécutent seulement l'ouvrage qui leur est commandé.	172
Les fabricants ou ceux qui préparent la marchandise sans savoir qui l'achètera.	173

	page
Comment le métier se change en fabrique pour établir les objets susceptibles de transport.	173
Toute l'économie sur le prix de fabrique abandonnée au consommateur par le fabricant pressé de vendre.	174
Souffrances du fabricant lorsqu'il éprouve un retard dans la vente.	175
Chaque effort du fabricant tend à produire l'encombrement et la ruine qui le suit.	175
Plus la manufacture grandit, plus elle y est exposée; souvent elle redouble alors d'activité.	176
Ouvriers de l'intelligence, état-major de la société divisé en cent professions diverses.	178
Bienfaits répandus sur toute la société par les hommes de l'intelligence.	179
Mais les hommes de l'intelligence peuvent aussi éprouver l'encombrement.	179
Les carrières qui leur sont ouvertes ne peuvent à beaucoup près les recevoir tous.	180
Les hommes de l'intelligence souffrent plus que d'autres de la pauvreté.	181
L'instruction doit être donnée à tous pour les perfectionner, au petit nombre comme moyen de fortune.	182
La société ne peut subsister si les rangs des cultivateurs et des hommes de peine ne sont remplis.	182
Si l'homme de peine était dispensé du travail manuel, tout autre travail deviendrait inutile.	183
C'est tromper les pauvres que de les appeler à quitter la charrue pour les bancs de l'école.	184
Organisation de la société et participation de tous ses membres aux avantages matériels.	185
Malthus a montré que cette participation suppose le rapport de la population à la subsistance.	187
La population s'accroît toujours dès qu'un nouveau gagne-pain lui est offert.	187
Les économistes sentent la nécessité de la proportion, et ils augmentent la disproportion.	188
Le pouvoir social doit veiller sur toutes les classes pour qu'elles ne s'accroissent que proportionnellement.	188
Il doit veiller à ce que les produits ruraux ne subissent pas toutes les chances du commerce.	189
Dans quel but il doit veiller sur les propriétaires, les gens de métier et les fabricants.	189
Les ouvriers de l'intelligence, eux aussi, relèvent de la richesse commerciale.	191
L'emploi toujours utile du travail humain pour l'aisance de tous est la vraie richesse de la société.	192
 QUATORZIÈME ESSAI. - Comment les manufactures contribuent-elles au bonheur national?.....	 193
 Notre première attention réclamée par les manufactures, car leurs produits sont tous destinés au commerce.	 193

	page
Analyse des motifs pour encourager les manufactures, et pousser à l'industrialisme.	194
Grand triomphe de l'intelligence et de la puissance humaine dans la manufacture.	194
L'économie politique s'égaré en poursuivant le grand plutôt que l'utile.	196
La faiblesse humaine a emprunté de la force à tous les agents aveugles pour servir les arts.	197
Comment le progrès prodigieux des arts n'a-t-il pas changé davantage le sort de l'homme?	198
Le pouvoir de nos ancêtres sur la matière a laissé bien plus de monuments que le nôtre.	198
Nous nous bornons aux arts utiles, mais ceux-ci ajoutent-ils réellement au bonheur?	199
Est-ce dans les pays manufacturiers qu'on trouve chez le pauvre l'abondance et le loisir?	200
Les arts utiles exercés par les métiers ne sont pas exposés à l'encombrement des manufactures.	201
Les arts sont suscités par les demandes de la société, dont l'instance n'est point la même.	201
Demandes impérieuses pour les premiers besoins, à peine énoncées pour les jouissances.	202
Mais l'ouvrier est soumis à la même contrainte pour les arts frivoles et pour les nécessaires.	203
Il se soumet à de plus grands sacrifices dans la manufacture que dans l'agriculture.	204
La société a voulu avant tout sa subsistance, puis elle veut que tout travail soit récompensé.	205
On célèbre les manufactures comme offrant la récompense à un travail nouveau.	206
Fondation des factories de coton de Lancashire; prospérité qu'elles répandirent autour d'elles.	206
Mais leur concurrence ruinait d'anciennes manufactures et surtout l'industrie domestique.	207
La machine à vapeur donne à la manufacture de coton de nouveaux développements.	210
Chaque invention nouvelle vient sous-vendre les anciennes, et les chasser du marché.	210
Quinze cent mille ouvriers de coton; leur concurrence réduit les salaires et les profits de tous.	211
Toute la tendance mercantile de l'Angleterre représentée par deux mots: 'overtrade' et 'undersell'.	211
Nous nous refusons à faire le tableau des souffrances actuelles des factories.	213
Alternatives de travail excessif et d'oisiveté dans cette manufacture qu'on envie à l'Angleterre.	214
Les autres manufactures ressemblent à celle de coton: leur grandeur et leur décadence rapides.	214

	page
Motifs abstraits qu'on nous donne pour encourager les manufactures.	215
Que signifie la crainte de rendre notre industrie tributaire des étrangers?	217
La nation ne doit vouloir d'industrie que celle qui récompense l'industriel.	218
Elle paie des gages, et non un tribut, à celles qui se chargent de fonctions pénibles.	218
L'augmentation des productions ne procure point à tous plus de jouissance.	219
L'étendue du marché ne saurait être illimitée. Raisonement d'un philosophe écossais	220
L'étendue du marché est limitée par le besoin des acheteurs, et par leur moyen de payer.	221
C'est le pauvre, non le riche qui est le grand consommateur des objets manufacturés.	222
Quand une manufacture fait des progrès rapides, c'est aux dépens d'une industrie rivale.	222
Erreur de ceux qui attendent du commence d'exportation un solde payé en numéraire.	223
Le commerce ne consiste point à vendre seulement, mais à vendre pour racheter.	224
Ni un commerçant, ni une nation, n'amasseraient du numéraire sans y perdre.	225
Mais les importations peuvent ne pas solder les exportations sans que le numéraire augmente.	225
Exportations pour payer les rentes des absents, les subsides, les emprunts publics.	226
Crise du commerce d'Amérique; parce que l'Angleterre lui retire les prêts qu'elle lui faisait.	227
Pacotille des émigrants: tout pays qui exporte plus qu'il n'importe s'appauvrit.	228
Quand le commerce d'exportation est utile: dans un échange égal il y a égal avantage.	229
Manufacture forcée de s'attacher à l'exportation pour ne pas périr.	229
Pour se sauver elle-même, elle ruine le pays qu'elle inonde de ses produits.	230
Alors, en dépit de la théorie, le sentiment national repousse l'importation.	230
Bien souvent la manufacture anglaise n'a prospéré que par le sacrifice de capitaux anglais.	232
La manufacture n'est pas toujours un mal, mais son développement rapide est toujours un danger.	233
 QUINZIÈME ESSAI. - De la protection accordée autrefois aux arts utiles, et de ce qu'on peut faire aujourd'hui pour eux.	
	234
 L'état des classes pauvres est devenu toujours plus critique au sein d'une prospérité apparente.	
	234
Préjugés qui s'opposent aux progrès d'une doctrine nouvelle.	235
Nous n'avons à offrir que des palliatifs à un mal nouveau, mais croissant.	235
Commençons par étudier l'organisation antique de ceux qui exerçaient les arts utiles.	237

	page
Les corps de métiers établissaient une fraternité entre ceux qui sont au- aujourd'hui ennemis.	237
La concurrence était restreinte dans chaque métier par l'apprentissage.	238
Plus tard par le compagnonnage: chef-d'oeuvre, maîtrises et établissement.	239
Les grands manufacturiers répondent aujourd'hui aux grands seigneurs ter- riens.	241
Comment les manufactures entraient aussi dans l'organisation antique. Art de la laine.	242
Art de la soie. L'avantage de cette manufacture ne tient point à l'utilité de la soie.	243
La soie, autrefois, distribuait des profits abondants à tous ceux qui con- tribuaient à la produire.	245
Comment chaque famille voyait augmenter son aisance par cette industrie.	245
Comment elle offrait un travail lucratif aux femmes de toute condition.	246
Changements qu'on s'efforce d'y introduire; bigattières, encombrement.	246
Le tireur de soie, le fileur et le fabricant, on veut les réunir en un seul.	248
Un millionnaire veut aujourd'hui accaparer tout le commerce de la soie.	249
Ni le nombre des ouvriers, ni la valeur des produits, n'ont suivi l'ac- croissement de la quantité.	250
Le capital circulant avancé pour produire la soie, c'est du temps et de la peine.	251
Ce capital prend le nom d'écus, lors même que celui qui l'avance ne pos- sède point d'écus.	251
Les écus ne font que faciliter les échanges successifs d'une valeur qui préexiste déjà.	252
Aucun ne possède en écus une somme égale au capital dont il dispose.	252
Il ne faut point songer à rétrograder vers l'organisation antique de l'in- dustrie.	253
Nous n'espérons point qu'on puisse faire participer les ouvriers aux pro- fits d'une manufacture.	254
Nous proposons trois choses seulement: 1° moyen: Éclairer l'opinion.	255
Suspendre ainsi les efforts des gouvernements pour accélérer l'industrie.	256
Les inventions se succèdent avec une rapidité qui ruine à mesure ceux qu'elle remplace.	257
2° moyen: Ne plus donner de récompense aux inventions, ou de monopole aux inventeurs.	258
L'esprit aléatoire est surtout excité par l'énormité des capitaux voués au commerce.	259
3° moyen: Ne plus accorder de décoration au riche industriel, et favoriser les partages.	260
Empêcher aussi que les capitaux fictifs ou associés ne chassent du com- merce les autres.	260
SEIZIÈME ESSAI. - Du numéraire, du capital circulant, et des banques.	262
Les institutions fondamentales de la société, telles que le langage, etc., dépassent le génie de l'homme.	262

	page
Pour inventer le numéraire, il a fallu apprécier les rapports futurs entre les hommes.	263
Le numéraire destiné à compter la valeur échangeable de toute chose.	264
Pour comparer les valeurs, il faut une unité idéale de valeurs. Analogie avec le poids.	265
La valeur utile est indépendante du travail; la valeur échangeable se mesure sur lui.	266
Le vendeur demande compensation du travail consommé; l'acheteur n'offre que le travail requis.	267
Difficulté à trouver un étalon des valeurs; pourquoi l'argent fut choisi.	267
Il représente avec assez de fixité la quantité de travail nécessaire pour le produire.	268
Une unité abstraite des valeurs, sans échange du numéraire, suffit au commerce.	269
Commerce primitif entre les peuples pasteurs et cultivateurs. Numération des valeurs.	269
La livre idéale sert à compter les parties aliquotes de valeur dans l'échange.	270
L'invention de l'argent monnayé a partagé l'échange en un achat et une vente.	270
La valeur de la marchandise est susceptible d'accroissement; celle du numéraire invariable.	272
Le capital est l'image abstraite de toutes les valeurs dont le commerce dispose.	272
Le capital d'un négociant, c'est l'avoir de son bilan; de quelles parties il se compose.	273
Son capital lui est dû par ses marchandises, ses usines, ses créances et sa caisse.	273
Le capital n'est point le numéraire; il rapporte un intérêt; le numéraire ne rapporte rien.	274
Deux circulations en sens inverse, du numéraire en argent, du capital en livres idéales.	275
Chacun garde chez soi d'autant moins de numéraire qu'il se sent plus en sûreté dans la société.	276
Il y a beaucoup de numéraire et peu de capital dans les pays barbares; l'inverse dans les pays civilisés.	277
Confusion du capital avec le numéraire; fausses mesures qui en sont résultées.	277
Une production doublée de métaux précieux bouleverserait le commerce.	278
En poussant au travail des mines, on tend à détruire l'utilité des métaux précieux.	279
Tout le numéraire du monde a une valeur déterminée indépendante de son poids.	280
Si les alchimistes réussissaient, ils feraient plus de mal encore au commerce que les mineurs.	280
On ne peut remplacer les métaux comme gages, mais bien comme signe des valeurs.	281

	page
De la lettre de change proviennent l'assignation, le billet à ordre, le bon au porteur et le billet de banque.	282
Le banquier compte sur la nonchalance publique pour attirer à soi l'argent contre son papier.	283
En même temps il offre de prêter à quiconque demande du crédit.	284
La banque, comme la manufacture, emploie un moyen contraire à la fin qu'elle se propose.	285
La banque, ne doit remplacer que les sacs du haut commerce, qui ne se délient jamais.	286
Le nom seul d'une banque foncière indique qu'elle fait une fausse opération.	287
Toute banque s'engage à payer à présentation un argent qu'elle ne doit point avoir en caisse.	287
Effet d'une terreur 'panique' sur une banque; sa réserve, ses efforts pour racheter du numéraire.	288
Quelle que soit la cause de la terreur, les convulsions de la banque l'augmentent.	289
Elle redouble la recherche du numéraire, et supprime tout à coup un grand capital.	290
Dangers de la banque la plus sage; de fausses théories augmentent ce danger.	290
Est-ce un avantage désirable pour la société que l'augmentation de son capital?	291
Preuves de la surabondance des capitaux dans les entreprises récentes, et leurs désastres.	292
Emprunts du commerce aux capitalistes, par les dépôts, les comptes-courants, les escomptes.	293
C'est un mal social que la facilité que les emprunteurs trouvent auprès des banques.	293
Pourquoi les banques qui excitent 'l'outrage-commerce' sont cependant chères au commerce.	295
Là où il n'y a pas de banque, n'en pas établir; donner le monopole à celles qui existent.	295
L'intérêt privé veille bien mieux sur les lettres de change que sur les bons au porteur.	297
Empêcher la rivalité des banques; la circulation de billets trop petits.	297
On peut recueillir l'avantage des banques sans en ressentir les inconvénients, mais le pas est glissant.	298
 DIX-SEPTIÈME ESSAI. - Du capital immatériel, ou des créances.	 300
Aux yeux du commerce, la fortune nationale tout entière est une créance.	300
Rapport matériel entre la propriété et le revenu; rapport abstrait entre le capital et l'intérêt.	301
Le capital circulant, c'est la valeur de toutes les marchandises vénales existantes dans la société.	301

	page
Dans une manufacture bien réglée, 1/50 seulement de ce capital est en numéraire.	302
Un marchand fait sa mise en fonds, en créances ou en marchandises. . .	302
Bilan d'une nation: 1° Ses biens-fonds et son capital fixe.	303
2°. Ses capitaux, qui sont des créances et non du numéraire.	304
3°. Ses ameublements, ou sa consommation commencée; elle ne fait pas partie de son capital.	305
4°. Ses marchandises; un marchand s'efforce d'être assorti sans trop d'avances.	305
Le fonds de marchandises diminue à mesure que le commerce devient plus rapide.	306
5°. La fortune du pauvre, en capital et en habileté acquise, diminue aussi.	307
La richesse matérielle des nations riches diminue; où donc est leur opulence?	308
Cette opulence est dans leur capital immatériel; a-t-elle une existence réelle?	309
Quelquefois la valeur négative des créances subsiste seule quand leur valeur positive est dissipée.	309
Le crédit n'est créateur qu'autant qu'il donne l'avenir en échange contre le passé.	311
On offre pour sûreté au prêteur une richesse matérielle autre que celle qu'il a transmise en prêts.	311
La valeur des créances subsiste après que le capital qui les a fondées est dissipé.	313
La créance n'est qu'une assignation sur le produit d'un travail futur.	313
La rente est une espérance, et son capital le prix pour lequel se vend cette espérance.	313
Les emprunts publics sont une grande injustice commise aux dépens des générations futures.	314
Cette fortune qui se fonde dans l'avenir n'enrichit point une nation.	315
En abolissant les fonds publics, la nation ne serait ni plus riche ni plus pauvre.	316
Le crédit vend le travail de nos enfants à perpétuité.	316
Une part immense du revenu futur de la société est déjà hypothéquée d'avance.	317
Aisance et existence joyeuse du pauvre, chez les peuples que n'accablent pas les dettes publiques.	317
Les gouvernements despotiques et les révolutionnaires ont trouvé du crédit comme les autres.	318
Les progrès mêmes de la liberté ont diminué les garanties contre la tentation des emprunts.	319
Les sénats aristocratiques se croyaient les défenseurs des intérêts de la postérité.	320
Comment les entrepreneurs d'emprunts séduisent les gouvernements par leurs offres.	321
Habileté des contracteurs d'emprunt à faire des dupes, et disposition du public à le devenir.	322

	page
Leur commerce est le seul qui même aujourd'hui rapidement à la richesse.	323
Réserve de deux années d'intérêt entre les mains du banquier prêteur.	323
Intervention des banquiers dans la guerre civile d'Espagne. Le peuple est-il lié envers eux?	324
L'indépendance anglaise défendue par les emprunts: ce qu'ils coûtent à chacun.	325
Pourquoi nous avons signalé la déception que cache le capital immatériel.	326
C'est à la législation à mettre à profit cette connaissance.	327

FIN DE LA TABLE.